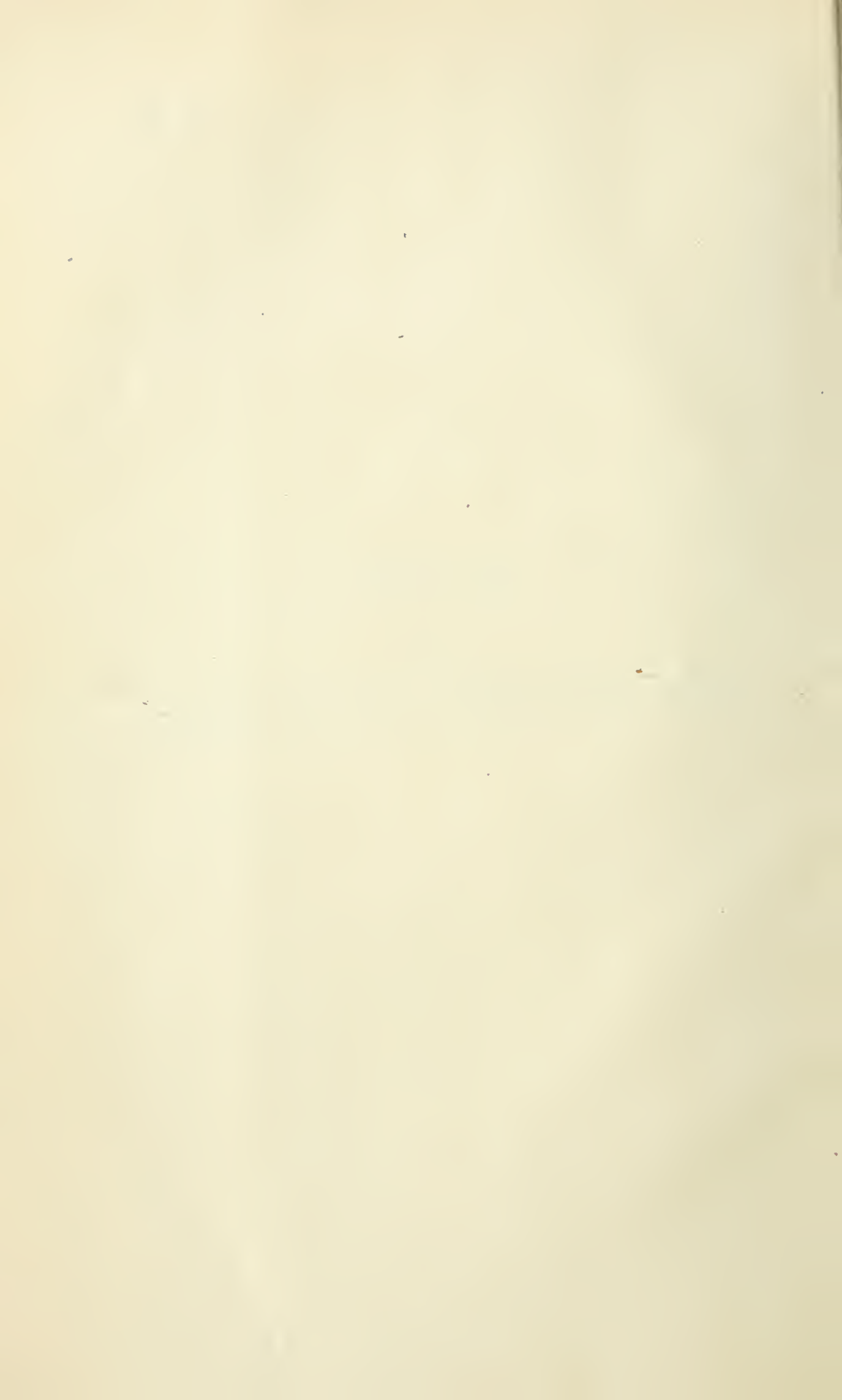


29121

BULLETIN

DE

L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE LIÉGEOIS



BULLETIN

DE

L'INSTITUT ARCHEOLOGIQUE

LIÉGEOIS

TOME XLVII — XLIX

1922 — 24

SOC. AN. IMPRIMERIE —

H. VAILLANT-CARMANNE

PLACE SAINT-MICHEL, 4

LIEGE, 1923. ++++++



RAPPORT

SUR LES

TRAVAUX DE L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE LIEGEOIS
PENDANT L'ANNÉE 1921

En exécution de l'art. VII de nos statuts, j'ai l'honneur de vous donner connaissance aujourd'hui du rapport que j'ai rédigé sur les travaux de l'Institut pendant l'année 1921.

* * *

Séances. — L'Institut a tenu régulièrement ses 10 séances.

A chacune de ces réunions nous avons eu le plaisir d'entendre une causerie par l'un ou l'autre de nos membres.

A la séance de janvier, M. le Docteur Stockis a fait une très intéressante communication sur « *l'Antiquité des empreintes digitales* ». Il nous a tout d'abord donné les grandes lignes de cette science toute moderne : la Dactyloscopie. Ensuite, par la projection de nombreux clichés, M. Stockis nous a montré que, depuis une époque très reculée, l'homme a dû remarquer les dessins formés par les papilles de la peau aux extrémités des doigts et s'en est même probablement inspiré pour créer des motifs d'ornementation.

Le conférencier est convaincu que ses recherches lui apporteront dans l'avenir des documents nombreux à l'appui des déductions qu'il a été le premier à tirer des documents actuellement connus.

En février, M. Théodore Gobert, sous le titre « *Chêne ou Chaîne* », nous a fait connaître l'origine de cette dénomination donnée à une petite portion du territoire de la ville de Liège. Il a fait table rase, par l'apport de nombreux documents, de cette opinion qui voulait faire provenir cette appellation d'un

arbre qui aurait existé en cet endroit. Les textes sur lesquels il base son opinion prouvent que le vocable tire son origine des chaînes en fer qui étaient tendues en travers de certaines rues la nuit ou en cas de troubles.

A la séance de mars, M. Firmin Henaux nous a parlé « *Des fonts baptismaux de l'époque romaine dans le Condroz* ». L'orateur pense qu'il est très dangereux pour l'archéologue de s'en rapporter au style des fonts baptismaux pour en fixer la date. A son avis, les procédés de taille de la pierre et la qualité de la matière utilisée doivent surtout entrer en ligne de compte et peuvent seuls donner une certitude. M. Henaux a fait circuler une série de dessins à l'appui de sa thèse.

En avril, M. A. Collart nous a fait dans ses moindres détails l'histoire de « *Coronmeuse* ». Il nous a donné le résultat de ses patientes et longues recherches dans les archives de Herstal. Il nous a décrit, maison par maison, tout le quartier de Coronmeuse aux siècles passés.

M. Félix Magnette nous a fait connaître, à la séance suivante, « *Un journaliste liégeois d'adoption : P. Lebrun et le Journal de Herve* ». Il nous a montré ce que pouvait être la vie d'un journaliste pendant cette période si intéressante de la fin du XVIII^e siècle. Il nous a détaillé l'existence du journal de Herve, les transformations qu'il a subies et les péripéties par lesquelles il a dû passer de 1785 à 1793.

L'Administration communale ayant saisi l'*Institut* d'une demande tendant à fixer définitivement la représentation des armoiries de la Ville de Liège, MM. Polain, Pholien et Bourgault ont été chargés de faire des recherches à ce sujet.

M. Pholien nous a livré à la séance de juin le résultat de ses investigations. La question principale, en la matière, était la manière, le style si l'on peut dire, qu'il y avait lieu d'attribuer au Perron, l'emblème de notre cité. M. Pholien nous a donné son avis appuyé sur de nombreux documents graphiques. Il voudrait voir adopter le Perron tel qu'il a été figuré au cours du XVIII^e siècle. M. Polain, succédant à M. Pholien à la tribune, appuya l'avis de son collègue par un intéressant exposé historique de la question.

En juillet, nous avons eu le plaisir d'entendre M. J. Brassinne qui nous a parlé de l'« *Epoque protohistorique* ». L'étude de cette période comprise entre les temps préhistoriques et l'époque historique est très ardue et très complexe.

M. Brassinne a su, dans un exposé forcément succinct, montrer à son auditoire tout l'intérêt que comporte l'étude de cette époque.

La question de la figuration du Perron, traitée en juin par MM. Polain et Pholien partisans du Perron genre XVIII^e siècle, fut reprise à la séance d'octobre par M. Bourgault. L'orateur préconise un Perron du style de la première moitié du XVI^e siècle. Il reproche au dessin proposé d'être purement classique, tandis qu'il considère le modèle qu'il présente à l'assemblée, copié sur un vitrail de l'église Saint-Jacques, comme de style absolument liégeois. M. Bourgault était son avis d'arguments architectoniques du plus haut intérêt.

Aux deux dernières séances de l'année, MM. Gobert et Ch. Fraipont abordèrent au point de vue historique un problème tout d'actualité.

Au mois de novembre, M. Gobert parla de « *Wallons et Flamands* »; à la séance de décembre, M. Fraipont exposa le résultat de ses travaux et de ses recherches sur l'« *Origine et la psychologie des populations de la Belgique* », le premier basant son opinion sur des textes d'archives et des données historiques, le second poussant ses investigations jusqu'aux extrêmes limites connues de la préhistoire.

Qu'il me soit permis en terminant ce chapitre d'être l'interprète des membres de l'Institut en adressant de vifs remerciements à tous ceux qui veulent bien en ces causeries mensuelles faire bénéficier leurs collègues du résultat de leurs travaux.

* * *

Publications. — Dans mon rapport de l'an passé, j'annonçais comme prochaine la distribution du Tome 45 de notre *Bulletin*. Ce tome a été distribué au cours de l'année. M. Magnette, notre dévoué directeur des publications, avait caressé l'espoir de faire paraître en décembre le Tome 46. Malheureu-

sement toute l'activité qu'il a pu déployer pour arriver à ce résultat s'est heurté à des complications matérielles qui ont retardé de quelques semaines la distribution aux membres de ce numéro du *Bulletin*.

Notre *Chronique archéologique du Pays de Liège* a continué à paraître régulièrement cette année.

* * *

Excursions. — Cinq excursions ont été organisées en 1921 par l'*Institut*.

La première comportait la visite de l'église Saint-Jacques. M. l'architecte Bourgault, après avoir donné du monument un aperçu historique, conduisit les excursionnistes dans toutes les parties de l'édifice et sut, avec la compétence qui le caractérise, en faire ressortir toute la beauté.

Le 12 mai, il nous fut donné de visiter en détail la Cathédrale. M. Brassinne fit exposer devant nous tous les admirables joyaux qui constituent le riche trésor de la Cathédrale. Il nous fit en quelques mots l'historique de chaque objet, nous signalant les caractères originaux de chacun et nous en faisant ressortir les mérites.

L'examen du trésor fut suivi de la visite de l'église, dont M. Bourgault se chargea de nous faire admirer les caractères au point de vue architectural.

Le programme des excursions en ville comportait la visite d'une troisième église, celle de Saint-Denis. Elle eut lieu le 9 juin. M. Bourgault eut encore la complaisance de piloter les membres de l'*Institut* et, en les documentant, de leur signaler les parties les plus intéressantes de l'édifice.

Ces visites d'églises sous la conduite d'un architecte aussi compétent présentent toujours un vif intérêt, à Liège surtout, où ces monuments n'ont pas été édifiés d'un seul jet et sur un plan d'ensemble, mais sont la plupart du temps le résultat de réfections successives ou d'adaptations aux goûts d'époques différentes.

Aussi le nombre de participants à ce genre d'excursions est-il toujours considérable.

Deux excursions hors ville complétaient le programme de cette année.

La première, le 10 juillet, comportait une promenade à Fléron, Retinne, Cerexhe. Bolland et Herve.

Malgré une chaleur torride, bon nombre d'excursionnistes participèrent à cette promenade et n'eurent pas à le regretter. Outre l'admirable château de Bolland qui vaut à lui seul le déplacement, ils purent visiter au cours de la journée plusieurs églises d'époques diverses et contenant des mobiliers intéressants.

La seconde nous valut, le 24 juillet, la visite de Tongres, de l'église Notre-Dame et de son trésor.

Inutile d'insister sur l'intérêt d'une semblable excursion, le nom seul de Tongres évoque en nous trop de souvenirs de toutes les époques jusqu'aux plus lointaines de notre histoire, pour qu'il soit nécessaire de signaler le grand intérêt d'une visite de cette ancienne ville qui a conservé tant de témoins de sa longue existence.

Félicitons notre infatigable président de la Commission des excursions, M. Magnette, et remercions-le de tout le dévouement qu'il met à la disposition de l'*Institut* pour l'organisation de cette partie de notre programme.

* * *

Congrès. — Au cours de l'année écoulée, l'*Institut* a souscrit à plusieurs congrès.

Au congrès de Limoges, MM. de Buggenoms et l'abbé Moret ont représenté officiellement notre Société. Plusieurs membres de l'*Institut* ont assisté aux séances du congrès de Tournai. Les publications de ces congrès ne nous sont pas encore parvenues.

Enfin, l'*Institut international d'Anthropologie* a tenu ses séances à Liège au mois de juillet. Bon nombre de nos membres ont assisté aux intéressantes réunions, aux excursions et aux fouilles organisées à cette occasion. Le compte rendu des assises de l'*Institut international d'anthropologie* nous est parvenu à la fin de l'année et a été déposé dans notre Bibliothèque.

* * *

Fouilles. — A part quelques travaux d'investigations pra-

tiqués dans le lit de la Meuse à Wandre et dont il a été rendu compte à la séance du 30 décembre, aucune occasion sérieuse d'organiser des fouilles ne s'est présentée. Si, d'une part, nous devons souhaiter la possibilité d'entreprendre de tels travaux, d'autre part, nous devons actuellement éviter toutes recherches ne devant pas conduire à des résultats presque certains, le salaire des ouvriers fouilleurs étant quintuplé.

* * *

Musée. — Je vous ai dit dans mon dernier rapport tous mes regrets de n'avoir pu encore voir se faire l'ouverture de la collection G. Cumont.

Le 9 février 1914, M. Georges Cumont avait fait don à la Ville de Liège de ses remarquables collections préhistoriques. Depuis cette date, les événements avaient retardé l'aménagement du local, l'installation et le classement des objets et, par le fait, l'inauguration de la collection.

Enfin, le 27 janvier de cette année, la «salle Cumont» a pu être ouverte. A la demande du généreux donateur, dont nous avons dû respecter le désir, il n'y a pas eu d'inauguration officielle. Regu par le Bureau de l'*Institut* et par M. le Bourgmestre Kleyer, M. Cumont est venu voir ses collections, installées dans le cadre qui leur avait été préparé. Satisfait de sa visite, il a décidé que la «salle Cumont» serait dès ce moment accessible au public.

Notre conservateur, M. Servais, reçut à cette occasion des félicitations méritées pour la façon scientifique dont il avait fait le classement de cette collection. Mais d'autres travaux attendaient M. Servais.

M. Mareel De Puydt avait, en 1920, fait don à la Ville de Liège de ses collections préhistoriques dont l'éloge n'est plus à faire. Au lendemain de l'ouverture de la salle Cumont, notre infatigable conservateur dut se remettre à la tâche pour classer et installer cette nouvelle collection. On pourra se faire une idée de l'importance de la donation de M. De Puydt en même temps que du travail effectué par M. Servais, lorsque l'on saura que pour 20.000 pièces exposées, 80 à 100.000 ont dû passer sous les yeux du conservateur pour qu'il en opérât la sélection.

Enfin, au début de juillet, le travail de M. Servais étant terminé, nous avons invité M. De Puydt, qui, lui non plus, ne voulait pas d'inauguration officielle, à venir visiter ses collections installées dans la salle qui leur avait été réservée. Le donateur fut reçu par notre Président entouré des membres du Bureau et par M. Gilbert, échevin de l'Instruction publique et des Beaux Arts, qui lui adressèrent les remerciements de l'*Institut* et de l'Administration communale.

Toutefois la salle De Puydt ne fut pas rendue immédiatement accessible au public : l'ouverture définitive en fut reportée au 28 juillet jour où les membres de l'Institut international d'Anthropologie visiteraient le Musée Curtius. Ainsi la collection De Puydt fut en réalité inaugurée par les personnalités les plus célèbres de la préhistoire.

Comme l'a dit M. Magnette dans notre *Chronique archéologique* : « La sincère admiration que l'on doit éprouver pour la » générosité vraiment royale de M. De Puydt, ne peut avoir » d'égale que celle que l'on ressent pour l'activité qu'à su dé- » ployer Jean Servais pour la faire apprécier. »

On ne peut rappeler ces donations de MM. Cumont et De Puydt sans éprouver un sentiment de vive reconnaissance à l'égard de ces deux savants qui ont voulu couronner leur œuvre de collectionneurs en mettant, de leur vivant, le fruit de leurs longs travaux à la disposition de leurs concitoyens.

Comme chaque année, la liste des dons, achats et dépôts qui sont venus accroître les collections de notre Musée au cours de l'année 1921 sera publiée à la suite du présent rapport. Qu'il me soit permis cependant de citer hors de pair une acquisition faite par l'Administration communale sur la proposition de l'*Institut*. C'est une collection d'œuvres du sculpteur Michel Herman, né à Goé le 27 décembre 1766, mort à Liège le 23 avril 1819. Michel Herman produisit un grand nombre d'œuvres dans lesquelles il sut mettre en valeur toute la délicatesse du style Louis XVI. Deux cadres de glaces, un panneau décoratif, deux porte-montre et trois petites études de fleurs dues au ciseau de cet artiste habile font désormais partie des collections exposées au Musée Curtius.

Ce nous est toujours une vive satisfaction d'enregistrer de telles interventions de l'Administration communale qui, ainsi, empêchent des œuvres d'un grand mérite de passer dans le commerce ou de quitter notre ville pour enrichir quelque musée étranger.

Nous sommes heureux aussi de constater que le succès de notre Musée va toujours croissant et que sa réputation s'étend de plus en plus, même au delà de nos frontières.

Outre la visite des membres de l'Institut international d'Anthropologie dont je vous ai parlé, nous avons eu à enregistrer les visites faites par l'ambassadeur du Japon à Bruxelles, par des professeurs d'universités anglaises, etc.

Le nombre des visiteurs a atteint en 1921 le chiffre respectable de 12.500, sans compter des groupes d'excursionnistes, de nombreux détachements du 12^e de ligne et des élèves des établissements d'instruction des villes de Liège, Bruxelles, Huy, Tirlemont, Andenne, Gembloux, Seraing, etc.

* * *

Bibliothèque. — Notre dévoué bibliothécaire, M. Fairon, vous donnera la liste des publications reçues en 1921. Vous pourrez constater que la situation de la Bibliothèque est redevenue à peu près normale, si l'on tient compte des restrictions apportées par les sociétés dans leurs publications.

Une innovation est cependant à signaler, Comme vous avez pu le remarquer, M. Fairon fait le dépouillement des revues lors de leur entrée dans nos rayons et publie dans la *Chronique* le résultat de ce travail. M. Fairon fait ainsi œuvre utile, en tenant les chercheurs au courant de tous les travaux publiés.

En outre, d'accord avec le Bureau, notre dévoué bibliothécaire s'occupe actuellement d'un remaniement complet des prix de vente de certains tomes de notre *Bulletin*. De cette façon, M. Fairon arrivera, tout en réduisant certains de nos stocks, trop considérables, à mettre à la disposition de nos membres, et à des prix très abordables toute une série de nos anciennes publications. Ce travail de récolement nécessitera encore un certain temps, mais notre actif bibliothécaire y acquerra un titre de plus à notre reconnaissance.

* * *

Interventions diverses. — L'intervention de l'*Institut* ou son avis ont été sollicités en diverses occasions.

L'Administration communale nous a consulté :

a) sur l'opportunité pour elle d'accepter une offre qui lui était faite par M^{lle} Marie Renotte, docteur en médecine à Sao-Paulo-Brésil, d'un livre de prières dit du Baron de Surllet ;

b) sur la valeur archéologique d'un Christ en ivoire offert par M. Cartier de Tilleur.

D'autre part nous avons signalé les inconvénients et les dangers que présentait le projet d'érection sur le terre-plein de la Place Saint-Lambert du monument commémoratif de la défense nationale.

Nous avons tenté de faire acquérir par la Ville, afin d'éviter les risques de destruction, l'immeuble situé place Saint-Michel, n^o 6 (Maison Debève).

L'*Institut*, par ses délégués MM. Halkin, Magnette et Ch. Fraipont, a collaboré à l'organisation des cours pour instituteurs et institutrices créés dans toutes les villes belges à l'initiative du Ministre des Sciences et des Arts.

Enfin, par suite d'un accord survenu entre l'*Institut* et l'Administration communale, l'hypocauste de la place Saint-Lambert a été remis en état et rendu accessible au public un certain nombre de jours pendant l'été. Ajoutons que, par les soins de notre Président, M. A. Micha, une courte notice explicative a été distribuée aux très nombreux visiteurs de l'hypocauste.

* * *

Finances. — Notre trésorier auquel je vais bientôt céder la parole vous donnera un compte rendu détaillé de notre situation financière. Je ne m'étendrai donc pas sur ce chapitre. Qu'il me soit permis de vous rappeler en passant qu'une source éventuelle de revenu est actuellement étudiée par le Bureau de la Fédération Archéologique et Historique de Belgique, qui espère obtenir du Fonds américain des subsides spéciaux à répartir entre les sociétés belges d'archéologie.

* * *

Membres. — L'*Institut* a eu à déplorer cette année la perte de plusieurs de ses membres :

M. Hilaire Bogaert, directeur des Charbonnages du Bois-d'Avroy, était des nôtres depuis le 26 juin 1903 ; il avait été élu membre correspondant le 30 mai 1919. Très assidu aux réunions de l'*Institut*, M. Bogaert s'était toujours vivement intéressé aux choses de l'archéologie. Nous perdons en lui un collègue sympathique sur le dévouement du quel on pouvait compter.

Peu de temps après, le 29 octobre, nous avions à déplorer le décès de M. L. de Koninek, Professeur émérite de l'Université de Liège, membre associé de l'*Institut* depuis le 26 novembre 1911. Si M. de Koninek dont l'éloge comme savant n'est plus à faire, assistait peu à nos séances, son attachement à notre *Institut* n'en était cependant pas moins réel. Il a droit à notre vive reconnaissance non seulement par le legs qu'il a fait à la Ville de Liège de sa collection de monnaies, mais aussi et surtout par les divers dons qu'il nous avait faits. Signalons spécialement, parmi ces dons, deux cabinets Louis XIII en ébène et écaille, deux vitraux de la Renaissance et une pixyde, ornée d'émaux, du moyen-âge.

Enfin, le 24 novembre, Mme Ed. Snyers-Protin est décédée en notre ville. Madame Snyers n'était membre de notre Société que depuis le 25 juin 1920. Ses goûts pour les choses anciennes et pour toutes les manifestations de l'art l'avaient portée à solliciter son admission comme membre associé.

Le souvenir de ces collègues regrettés vivra parmi nous.

Au cours de l'année vous avez élu : un membre effectif, M. le docteur Davin, et un membre correspondant, M. Pierre Duvivier. D'autre part, vous avez admis 26 membres nouveaux.

Au 31 décembre, l'*Institut* comptait 46 membres effectifs, 6 membres d'honneur, 1 membre correspondant étranger, 46 membres correspondants et 260 membres associés soit un total de 359 membres.

Le Secrétaire,
Jules DELHEID.

RAPPORT DU TRÉSORIER

SUR L'EXERCICE 1921

ET SUR LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1921

MESDAMES, MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous faire rapport sur les comptes de l'exercice écoulé et sur la situation financière de l'*Institut archéologique liégeois* au 31 décembre 1921.

Malgré les difficultés des temps actuels, et notamment le coût élevé des travaux d'imprimerie, et alors que nous n'avons pas, comme l'ont fait de nombreuses sociétés, augmenté le taux de l'annate, vous avez pu constater que nos publications se font graduellement plus nombreuses et que l'activité de la société a pour ainsi dire atteint le degré de celle qui florissait avant la guerre.

Nous aurions voulu faire plus encore, mais le chiffre des dépenses de toutes sortes nous impose une certaine prudence, car, à cet égard, nous enregistrons un sérieux déficit sur l'exercice qui vient de se terminer. L'Etat ne nous a pas encore réglé sa subvention pour 1921. Même en escomptant ce règlement arriéré, le déficit n'en existera pas moins inquiétant. Les prévisions que nous chiffrons dans nos projets de budget sont, chaque fois, après exécution, dépassées à cause précisément de la vie si chère sous tous rapports. Nous avons des charges fixes qui obèrent de plus en plus nos modestes ressources : aussi devons-nous songer à solliciter des pouvoirs publics une augmentation de leurs subventions annuelles.

Dans une note plus favorable, laissez-moi vous apprendre que le nombre de membres, qui atteignait en 1913 le chiffre de 353, est parvenu malgré le déchet issu des cinq années de guerre,

à remonter malgré les décès et les démissions à 343 en 1919 et atteint à fin 1921, le chiffre de 359. Ce résultat est certes très encourageant; il prouve que notre société continue à se développer et à être appréciée comme elle le mérite; aussi, devons-nous nous efforcer, chacun dans sa sphère d'action, de recruter des adhérents; nous pourrons ainsi maintenir notre premier rang parmi les sociétés savantes du pays wallon.

Nous nous faisons un devoir d'exprimer ici nos plus sincères remerciements au Gouvernement provincial pour la généreuse augmentation de sa subvention annuelle, portée de 750 francs à 1.200 francs, ainsi qu'à l'Administration communale de Liège qui, à chaque occasion, nous manifeste sa confiance sous les formes les plus diverses et, notamment, par l'acquisition, sur nos suggestions, d'œuvres liégeoises dont les collections de notre Musée s'enrichissent progressivement.

Voici les chiffres extraits de notre comptabilité :

A. — EXERCICE 1921

RECETTES	DÉPENSES
Subventions ordinaires :	Chap. I. Achats d'antiquités néant
Etat (néant), Province	» II. Fouilles 132,—
1200), Ville (1700) 2.900,—	» III. Bibliothèque ... 75,—
Cotisations 3.705,—	» IV. Publications : <i>Bulletin et Chronique archéologique</i> 8.579,97
Abonnements à la <i>Chronique</i> 95,—	Chap. V. Frais généraux :
Vente de Bulletins 217,75	A. Administration, bureau, imprimés, entretien et surveillance de locaux 2093,58
» de breloques-insignes 10,—	B. Causeries publiques 30,00
Intérêts en banque 166,60	C. Excursions archéologiques 97,— 2.220,58
Déficit sur l'exercice 1921 5.665,66	Chap. VI. Entretien des collections 1.369,80
	Solde Installation, Collection M. De Puydt ... 385,—
	Commission de banque .. 17,66
fr. 12.780,01	fr. 12.780,01

B. — BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1921

ACTIF	PASSIF
Espèces 1.308,16	Dû à divers fournisseurs . 6.543,21
En banque 4.290,01	Débours pour réfection de l'Hypocauste 125.—
Reliquat du subside de l'Etat de 1914 587,50	Prévisions pour dépenses engagées :
6.815,67	Bibliothèque et son catalogue 750.—
Remboursement par la Ville des frais de réfection de l'Hypocauste 125.—	Notices sommaires sur collections du Musée 600.—
Solde déficitaire :	Fouilles 500.—
Déficit de caisse 357,54	1.850.—
Prévisions (pour balance) 1.850.—	
2.207,54	
fr. 8.518,21	fr. 8.518,21

C. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1921

Déficit sur exercice 1921.....	5.685,66
Boni au 31 décembre 1920	4.740,62
Reliquat du subside Etat de 1914	587,50
	5.328,12
	Déficit . 357,54
Prévisions pour dépenses engagées	1.850.—
	Déficit prévu fr. 2.207,54

Le Trésorier,
Florent PUOLIEN.

Vu l'exactitude et la bonne tenue des livres. Les publications emportent la majeure partie des dépenses.

(signé) Julien DELAITE.

Vu exact,
(signé LEDRU).
Le 30 mai, 1922

LISTE DES DON'S ET DÉPÔTS

Faits au Musée Archéologique, pendant l'année 1921

I. — Dépôts de la Ville de Liège.

1^{er} Médaillon en bronze fondu, ciselé et doré, de forme elliptique (Long. : 0,137, larg. : 0,108) représentant un buste d'homme barbu vu de profil (l'apôtre saint Paul ?) et l'inscription : I. WARIN — 1630.

(Don de M. M. Willems, ingénieur).

2^o Huit œuvres du sculpteur-ornemaniste liégeois, Michel Herman (1756-1819), à savoir : deux cadres et deux porte-montre, style Louis XVI, (pl. : 145, 146, 149, 150 de l'« *Album de l'Art ancien au Pays de Liège — mobilier et sculpture* » — M. G. Terme, 1905) : — un panneau décoratif, style Louis XVI, représentant une corbeille de fleurs (Long. : 0,84, larg. : 0,74) et trois petites études de rameaux fleuris, (long. : 0,170 à 0,180).

3^o Camée, style Renaissance, légué à la Ville sous la rubrique : « *Camée romain, trouvé à Noville-lez-Ferhe, à la fin du 18^e siècle, et monté en épingle de cravate vers cette époque* ». (Long. : 0,032, larg. : 0,021).

(Legs de M. Jules Creusen, à Montegnée).

4^o Christ en ivoire (Haut. : 0,148). La tête n'est pas couronnée d'épines, les bras sont élevés presque verticalement, les pieds sont juxtaposés et non superposés. Deux doigts sont brisés à la main droite : trois, à la main gauche et la corde ceignant les reins est également brisée : la croix manque).

II. — Achats.

1^{er} Pot à anse, en terre cuite, avec quelques traces d'émail noir ou jaune, représentant un personnage, en habits religieux, tenant une crosse de la main droite et un objet indéterminé de la main gauche (Haut : 0,24).

Ce vase, brisé, mais dont presque tous les fragments ont pu être recueillis, a été trouvé, rue du Palais, à Liège, lors de travaux de terrassement.

2^o Ancienne bouteille liégeoise en verre vert foncé, à panse renflée, goulot tronconique et orifice à bague. (Haut- : 0,15). Sur la panse, les lettres L G ont été grossièrement tracées à l'aide d'un diamant (?).

III. — Dons.

1^o Série d'antiquités préhistoriques :

a) Trente nuclei et une centaine de lames en silex provenant des ateliers néolithiques de Spiennes.

b) Une centaine de silex taillés recueillis au cours de fouilles faites dans les ateliers dits « Campigniens » de Fournon-Saint-Pierre, Fournon-Saint-Martin et Remersdael (environs d'Aubel, Province de Liège).

c) Quarante six outils (perceurs, grattoirs, racloirs, perceurs, couteaux ou seies, haches taillées ou ébauchées, etc.) trouvés dans l'atelier néolithique de Sainte-Gertrude (Limbourg hollandais).

(Don de MM. J. Hamal-Nandrin et Jean Servais).

2^o Hache polie, en silex gris ; lame retouchée sur deux bords, en silex noir, et petit grattoir, en quartzite landenien de Wommersom, provenant de Kessenich (Limbourg belge).

(Don de M. Jos. Nyssens, docteur en médecine, à Kessenich).

3^o Série comparative d'armes et d'outils en roches diverses et de provenances étrangères.

a) Hachette polie, en roche verdâtre, dans sa gaine en bois de cerf (Suisse).

b) Tranchet (?) en roche noirâtre (Hawaï).

c) Ciseau, en partie poli, en roche verdâtre (Hawaï).

d) Quinze pointes de flèches (entières ou incomplètes) et deux perceurs (Ohio).

e) Deux pointes de flèches et deux petits grattoirs. (Nord de l'Afrique).

(Don de M. Félix Vercheval).

4^o Deux tuiles plates, belgo-romaines, provenant d'Otrange (Ancienne collection Théate).

(Don de M. Duchesne, antiquaire).

5^o Tiers de son d'or mérovingien, avec l'inscription : ADELEOM SAMYCO, trouvé à Awan (commune d'Aywaille).

(Don de MM. Marcel De Puydt et Félix Ledent).

6^o Perle ovoïde en pâte de verre bleue, présentant deux petites protubérances hémisphériques, en verre incolore, doublées d'étain.

Cette perle (long. : 0.012, épaisseur maxima : 0.011), remonte vraisemblablement à l'époque franque et a été découverte dans des rochers, au lieu dit « *Bois de Villers* » (commune de Villers-le-Temple).

(Don de M. Marcel De Puydt).

7^o Poterie franque, biconique (incomplète) provenant de Bertrée.

(Don de M. Delange, bourgmestre de Bertrée).

8^o Coupe en grès, primitivement hémisphérique, mais s'étant aplatie pendant la cuisson. Trouvée au cours de démolitions faites à Liège.

(Don de Mademoiselle Durieu).

9^o Tête au visage grimaçant, en roche dite « pierre de sable », (Haut. : 0.171) et pot à anse (incomplet), en terre blanchâtre trouvés dans le sol, en 1921, lors de la démolition des maisons sises nos 22 et 24, rue Vinâve d'Ile, à Liège.

(Don de M. Florent Pholien).

10^o Scel de bulle, en plomb, du pape Clément VI (1342-1352), trouvé dans le sol, rue du Palais.

(Don de M. Collette).

11^o Deux grandes cruches en verre incolore (ancienne fabrication liégeoise) avec, comme couvercle, deux récipients, également en verre incolore, de forme arrondie et munis d'un bouton (Ces couvercles servaient probablement de « mesure »).

(Don de M. Pierre Duvivier).

12^o Secau en cuivre de « *La haute cour du ban de Comblen* », XVIII^e siècle. Diam. : 0.045.

(Don de M. Maurice Gérumont).

13^o Hentoir en cuivre. — Tête de lion mordant un anneau mobile. — Style Louis XIII. Provient de la ferme Hurtebise, située sur la route de Saint-Hubert à Lavacherie, et appartenant, jadis, au monastère de Saint-Hubert.

(Don de M. Georges Cumont).

14^o Buste sur piédouche, en faïence blanche de Bruxelles. (Haut. : 0,62) représentant « Jean qui rit » 1743.

(Don de M. Willems, ingénieur).

15^o Verre peint (brisé et reconstitué) avec armoiries et l'inscription « Jean Berto de Vercheval, bourgeois de Liège et Jeanne d'Heur, son épouse » 1684.

(Don de M. Félix Vercheval).

16^o Pierre armoriée, en pierre calcaire (Long. : 0,43, larg. : 0,25) datée 1623, et jadis encastree dans un mur d'une dépendance de la banque Chaudoir, boulevard d'Avroy, n^o 39, à Liège.

(Don de M. Chaudoir, banquier).

Situation de la Bibliothèque (1921)

Dons, Achats et Abonnements.

- L'Académie royale depuis sa fondation, 1772-1922.* Bruxelles, 1922.
Un vol. in-8°.
- L. LAHAYE. *Analyse des actes contenus dans les registres du scel des grâces, 1702-1744.* Liège, Vaillant, 1921. Un vol. in-8°.
- Rapports et documents d'enquête de la commission d'enquête sur les violations des règles du droit des gens.* Volume III, tomes 1 et 2, Bruxelles, 1921.
- CHANOINE VAN DEN GHEYN. *L'iconographie de Dieu le Père.* (Extr. de *Gand Artistique*, nos 1 et 2 de janvier et février 1922.)
- EUG. HUBERT. *L'édit de Joseph II sur les kermesses.* Discours rectoral prononcé à l'ouverture solennelle des cours du 18 octobre 1921. Liège, Poncelet, 1921.
- Exposition d'architecture et du meuble liégeois et de l'industrie du bâtiment, août-septembre 1921. Catalogue.*
- BARON DE LOÉ. *Notions d'archéologie préhistorique belgo-romaine et franque à l'usage des touristes.* Bruxelles, Van Buggenhoudt, s. d.
- E. FAIRON. *Les industries du pays de Verviers.* Verviers, Lens, 1922. Une broch. in-8°.
- M. KUNTZIGER. *Les dessins de Lambert Lombard.* (Extr. de la *Gazette des Beaux-Arts*, Chartres, Durand, s. d., in-4°.)
- E.-A. VISCONTI. *Iconographie ancienne ou recueil des portraits authentiques des empereurs, rois et hommes illustres de l'Antiquité.* Iconographie romaine. Paris, Didot, 1817 (don de Mlle Wasscige).
- JULES FIEVET. *Jérémie Delsaux, peintre liégeois.* Bruxelles, 1922. Une broch. in-8°.
- RAYMOND BONAFOUS. *Henri de Kleist. Sa vie et ses œuvres.* Paris, Hachette, 1894.
- La houille blanche en Provence et sur le littoral.* Marseille, 1919. 422 pp. in-8 (*Annales de la Faculté de droit d'Aix*, nouvelle édit., n° 6).
- MAURICE COSTES. *Salaires minimum et industrie à domicile. L'œuvre*

de la loi du 10 juillet 1915. (*Annales de la Faculté de droit d'Aix*, nouvelle série, n° 7).

PIERRE GARRAUD et MARCEL LABORDE. *La répression de la propagande contre la natalité*. La loi du 31 juillet 1920. (*Annales de la Faculté de droit d'Aix*, nouvelle série, n° 8).

W.-H. HOLMES. *On the race history and facial characteristics of the aboriginal Americans*. (Publication de Smithsonian Institut).

JAMES A. MONTGOMERY. *The opportunity for american archeological research in Palestine* (*Ibid.*).

ARTHUR KEITH. The differentiation of mankind into racial types. (*Id.*).

GINDRICH MATAGKA. *The origin and beginnings of the Czechoslovak people*.

Echanges.

BELGIQUE

Anvers. — ANVERS. — *Académie royale d'archéologie de Belgique*. — *Bulletin*, 1919-1920, 1921.

Brabant. — BRUXELLES. — *Académie royale des sciences de Belgique*. — *Annuaire* 1922.

ID. — *Bulletin de la classe des lettres*, année 1921.

ID. — *Compte-rendu des séances de la Commission royale d'histoire*. — *Bulletin*, t. 85.

ID. — *Bulletin de la classe des Beaux-Arts*, année 1921.

ID. — *Bulletin de la Société d'anthropologie*, t. 34 et 35.

ID. — *Bulletin des Commissions royales d'art et d'archéologie*, 62^e et 63^e années.

ID. — *Annales de la Société d'archéologie*, t. 29. — *Annuaire de la Société d'archéologie*, 1913.

ID. — *Revue belge de numismatique*, 73^e année, nos 1 à 4.

ID. — *Bulletin de la Société royale belge de géographie*, année 1921.

ID. — *Analecta Bollandiana*, t. 38, nos 1 à 4.

Nivelles. — *Société archéologique de l'arrondissement*, *Annales*, t. 10.

Flandre Orientale. — GAND. — *Société d'histoire et d'archéologie de Gand*. — *Bulletin*, 22^e année.

SAINT-NICOLAS. — *Cercle archéologique du pays de Waes*, t. 34.

Hainaut. — MONS. — *Annales du Cercle archéologique*, t. 45.

- Id. — *Mémoires et publications de la Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut*, t. 63.
- CHARLEROI. — *Société paléontologique et archéologique*. — *Documents et rapports*, t. 35.
- La Terre wallonne, nos 26 à 31.
- ATH. — *Annales du Cercle archéologique*, t. 7.
- ENGHIEN. — *Cercle archéologique*. — *Annales*, t. 8.
- Liège. — LIÈGE. — *Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège*, t. 20.
- Bibliophiles liégeois*. — *Bulletin*, t. 11, 1^{er} fasc.
- Id. — *Bulletin de la Société de littérature wallonne*, t. 54 et 55. — *Bulletin du dictionnaire général de la langue wallonne*, 10^e année. — *Annuaire*, 1922.
- HUY. — *Cercle hutois des sciences et beaux-arts*, t. 19, fasc. 1.
- VERVIERS. — *Société verviétoise d'archéologie et d'histoire*. — *Bulletin*, t. 11.
- VISÉ. — *Société archéo-historique*, 1^{re} année, n^o 1.
- Limbourg. — TONGRES. — *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. 31.
- Luxembourg. — ARLON. — *Institut archéologique du Luxembourg*. — *Annales*, t. 51.
- Namur. — NAMUR. — *Annales de la Société archéologique*, t. 34.
- MAREDSOUS. — *Revue bénédictine de Maredsous*, t. 32 et 33.

LUXEMBOURG

- LUXEMBOURG. — *Institut grand-ducal*. — *Section historique*, t. 59.

FRANCE

- AMIENS. — *Société des antiquaires de Picardie*. — *Bulletin*, année 1919-1920. *Mémoires*, t. 39.
- AIX. — *Annales de la Faculté des lettres*, t. 10 et 11.
- AUXERRE. — *Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, n^o 73.
- BORDEAUX. — *Société archéologique*, t. 33.
- CHALONS-SUR-SAÔNE. — *Mémoires de la Société d'archéologie de Châlons-sur-Saône*, 2^e série, t. 9, fasc. 2.
- MARSEILLE. — *Répertoire des travaux de la Société de statistique*, t. 48, fasc. 2.
- NANCY. — *Société d'archéologie lorraine*. — *Mémoires*, t. 63.

- ID. — *Académie de Stanislas. — Mémoires*, 6^e série, t. 17.
ORLÉANS. — *Société archéologique et historique de l'Orléanais. — Bulletin*, n^o 218. — *Mémoires*, t. 35.
PARIS. — *Société de l'histoire de France. — Annuaire-Bulletin*, 1920.
ID. — *Revue anthropologique*, année 1921.
SAINT-OMER. — *Société des Antiquaires de la Morinie. — Bulletin historique*, fasc. 255 à 258.
TOULOUSE. — *Société archéologique du Midi de la France. — Bulletin*, nouvelle série, n^{os} 42 à 45.
ID. — *Université. — Rapport annuel* (1910) et *Annuaire* 1920-21.

ANGLETERRE

- CAMBRIDGE. — *Antiquarian Society. Proceedings*, n^o 70. — *Publications*, n^o 46.

TCHÉCO-SLOVAQUIE

- PRAGUE. — *Verein für die Geschichte der Deutschen in Böhmen, Mitteilungen*, t. 57 et 59.

DANEMARK

- COPENHAGUE. — *Mémoires de la Société royale des Antiquaires du Nord. — Nouvelle série*, années, 1918-19.

SUISSE

- ZÜRICH. — *Géographisch-ethnographische Gesellschaft Zürich, Mitteilungen*, t. 20.

SUÈDE ET NORVÈGE

- STOCKHOLM. — *Antiquarisk Tidskrift för Sverige*, t. 22.

PAYS-BAS

- LA HAYE. — *Maanblad van het genealogisch-heraldick Genootschap « De Nederlandsche Leeuw »*, Année 1921.
LEEUWARDEN. — *De vrie Fries*, n^o 28.

UTRECHT. — *Historisch Genootschap.* — *Bydragen en mededelingen*, t. 41.

PORTUGAL

LISBONNE. — *O archéologo português*, t. 22 et 23.

PORTO. — *Société portugaise d'anthropologie et d'ethnologie*, vol. I fasc. 3 (1921).

BRÉSIL

RIO DE JANEIRO. — *Archivos de Museu nacional do Rio de Janeiro*, t. 23.

ÉTATS-UNIS

WASHINGTON. — *Smithsonian Institution.* — *Annual report 1919 à 1921.* — *Publications*, n^{os} 2300, 2302 à 2305, 2345 à 2347, 2349 à 2351, 2388, 2398, 2399, 2466 à 2470, 2570 à 2575.

MILWOUKEE. — *Public museum.* — *Report 1919-1922.*

CANADA

OTTAWA. — *Report of the Canadian arctic expedition 1913-1918.* Volume XII. The life of the copper eskimos, by D. Jenness. 1922.

LIÈGE PALÉOLITHIQUE

LE GISEMENT DE SAINTE-WALBURGE DANS LE LIMON HESBAYEN

NOTE COMPLÉMENTAIRE N° 1

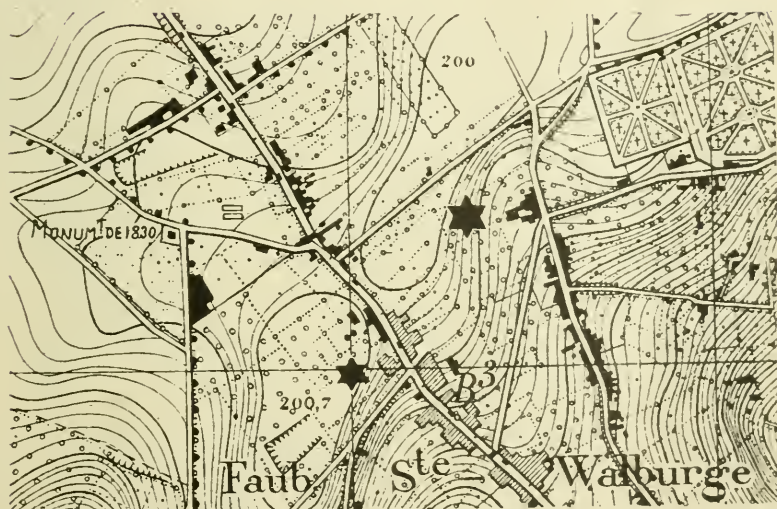


FIG. 1.

Depuis l'article publié en 1912, dans le *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois* sur le gisement de Sainte-Walburge ⁽¹⁾, j'ai continué seul à suivre les travaux de terrassement et de nivellement opérés à l'emplacement de la carrière de sable

(1) Marcel DE PUYDT, J. HAMAL-NANDRIN et Jean SERVAIS, *Liège paléolithique*, t. XLII.

exploitée par la firme Veuve L. Dupont et A. Ghaye, dans la propriété Decroissant-Fraikin.

Les silex taillés rencontrés parmi les terrains remaniés étaient peu nombreux à peine 300, presque tous informes ou sans intérêt spécial.

Trois pièces font exception et ont par elles-mêmes une valeur archéologique suffisante pour être décrites et figurées. Elles viennent compléter la série des produits lithiques recueillis dans la partie du gisement de Liège, avoisinant la rue Jean de Wilde. (1)

L'aspect des lieux a bien changé depuis l'excursion de la *Société géologique* du 21 janvier 1912. Une prairie montueuse bordée de talus boisés remplace aujourd'hui l'ancienne exploitation de sable, traversant les limons et cailloutis.

L'extrait de la carte militaire, fig. 1, indique par une petite étoile, la position de la seconde sablière, située non loin de la rue de Rocour, dans les immeubles de la famille Henri Massart (2).

Cette nouvelle carrière dite du Château de Xhovémont pour la distinguer de la sablière de la rue Jean de Wilde, s'ouvre en face d'une vaste habitation, dans le mamelon renseigné à la cote 200.7. On y accède par un chemin privé, partant de la rue Sainte-Walburge et creusé à travers les parcelles cadastrées N^o 476 k et N^o 6 de la section A, comme le montre le plan terrier, fig. 2.

Sur ce point culminant de la région, partout se rencontrent les restes des anciens travaux d'extraction de charbon, terre à briques ou sable : quelquefois les masses de déchets industriels reposent directement sur les sables tertiaires ; en d'autres endroits, ceux-ci ne sont séparés de la terre végétale que par une faible couche de limon, en place ou remanié.

(1) C'est dans l'exploitation de la rue Jean de Wilde que feu Victor Commont, d'Amiens, a, le premier, découvert des silex monstériens, au niveau archéologique supérieur dit Niveau Commont.

(2) Propriétaires et exploitants ont continué à donner toutes facilités possibles en vue de l'exploration des terrains. Qu'ils en soient remerciés au nom de la Ville et de l'*Institut archéologique liégeois*.

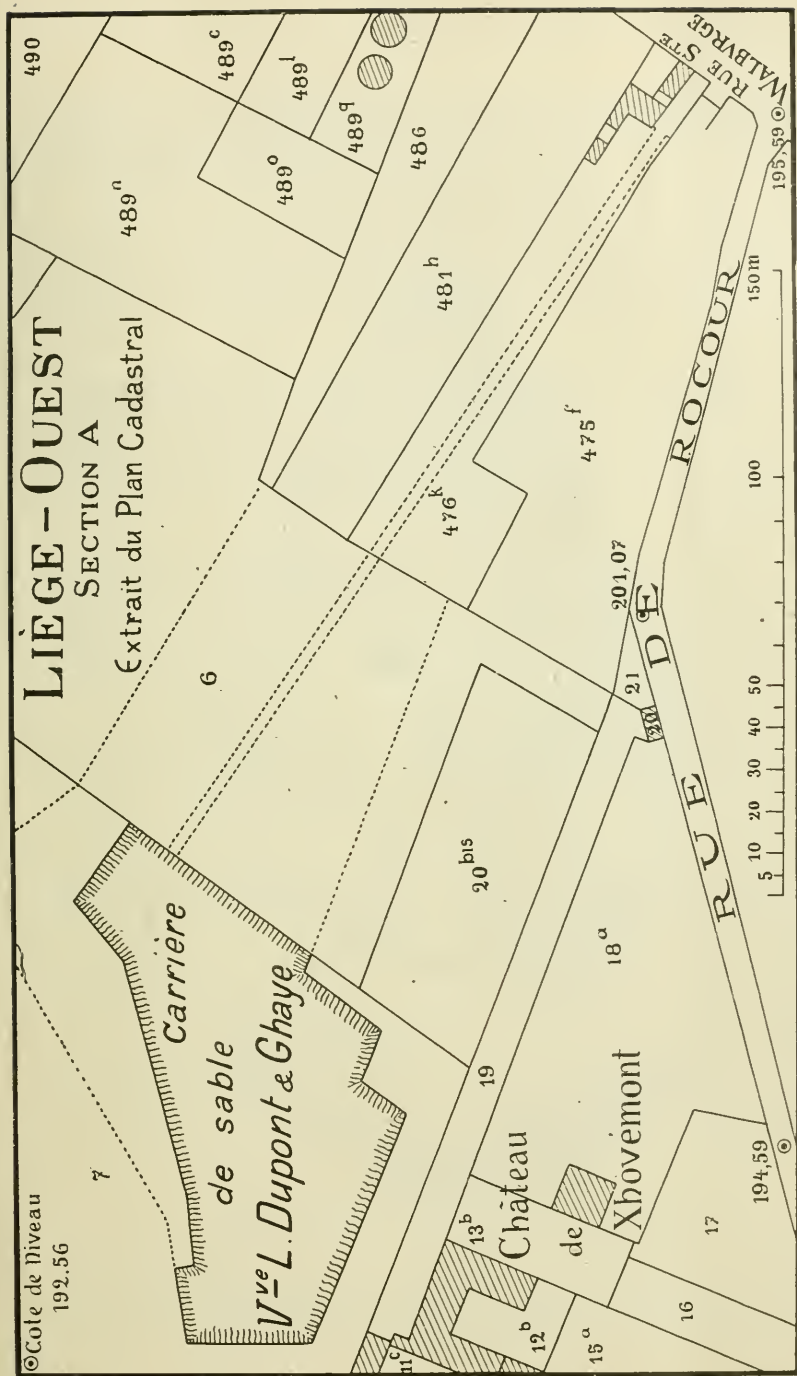


Fig. 2.

Liège paléolithique. — Sablière du château de Xhovémont.

Ces travaux abandonnés sont probablement la cause de l'extrême rareté des produits archéologiques trouvés jusqu'ici, épars dans les milieux remaniés, et exceptionnellement en place à 0^m.10 ou 0^m.50 au-dessus du sable.

Les pièces recueillies dans la carrière du Château de Xhovémont sont cependant suffisantes pour caractériser l'industrie et l'identifier à celle des produits lithiques de la rue Jean de Wilde.

En réalité, il s'agit d'un même gisement archéologique. Entre les deux mamelons renseignés aux cotes 200 et 200.7, la rue Sainte-Walburge a, en effet, entamé les sables et modifié le relief du sol qui est géologiquement le même des deux côtés de la voirie.

L'avenir déterminera peut-être un jour les limites du mémorable gisement paléolithique de Liège : en attendant, on doit souhaiter la continuation de l'examen de tous les ouvrages, tels que creusements de fondations ou tranchées pour canalisations, exécutées sur ces hauteurs.

Des éclats de silex taillés ont jusqu'ici été recueillis en des points épars de la nouvelle sablière, y compris les parois du chemin d'accès indiqué par le double pointillé du plan, fig. 2.

Les pièces trouvées en place l'ont été dans le voisinage du Château de Xhovémont, à environ 350 mètres de la propriété Decroissant-Fraikin.

Deux silex proviennent de déblais extraits lors de la construction d'un égout rue Bontemps et Vieille-Voie-de-Tongres, jusqu'à la limite de la commune de Liège, vers Rocour.

Les dessins, fig. 3 à 15, ont été exécutés par le professeur Théo Smeets, sous ma direction et avec la même exactitude que ceux reproduits en 1912.

Ancienne sablière, rue Jean de Wilde

Fig. 3 : instrument en silex gris, recouvert d'une patine aux tons variés. Cet outil, l'un des plus remarquables du gise-

ment. a été recueilli, le 23 novembre 1914, dans les déblais paraissant provenir de la base des limons.

Dimensions : 0^m,135 × 0^m,085 × 0^m,031.



FIG. 3.

Liège paléolithique. — Sablière de la rue Jean de Wilde.
(3/4 de la grande r réelle).

Fig. 4 : instrument, type coup de poing monstérien de Victor Commont, en silex gris blenâtre, patine lustrée sur la face la moins bombée. Pièce trouvée dans un déblai, le premier mai 1915.

Dimensions : 0^m,85 × 0^m,060 × 0^m,022.

Fig. 5 : outil du genre grattoir en silex gris : légère patine

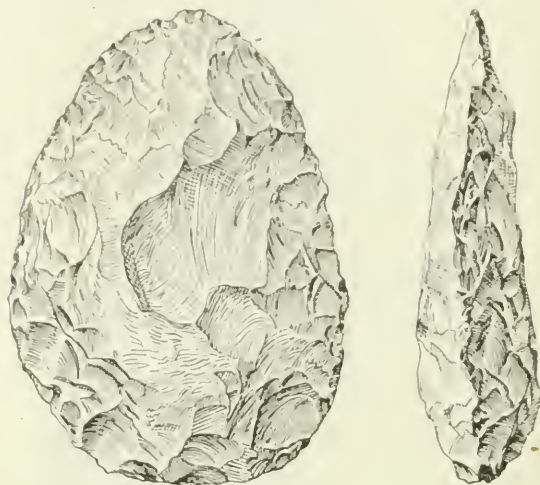


FIG. 4.

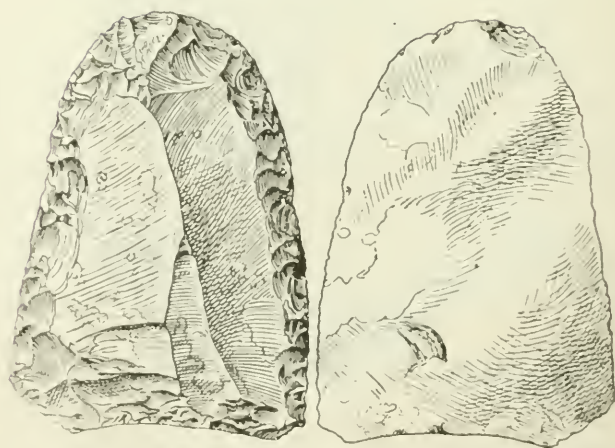


FIG. 5.

Liège paléolithique. — Sablière de la rue Jean de Wilde.
(3/4 de la grandeur réelle).

d'un ton bleuâtre et plus accentuée sur la face unie. Retouches sur tous les bords, sauf à la base. Façture d'une régularité exceptionnelle.

Dimensions : $0^m,075 \times 0^m,052 \times 0^m,018$.

Rue Bontemps

Fig. 6 : nucléus discoïde, patine bleuâtre ou jaunâtre fort épaisse sauf en quelques points de son contour où la couleur du silex apparaît comme recouverte d'un simple vernis. Croûte du silex naturel conservée d'un côté de la pièce. Industrie moustérienne.

Dimensions : $0^m,086 \times 0^m,08 \times 0^m,04$.

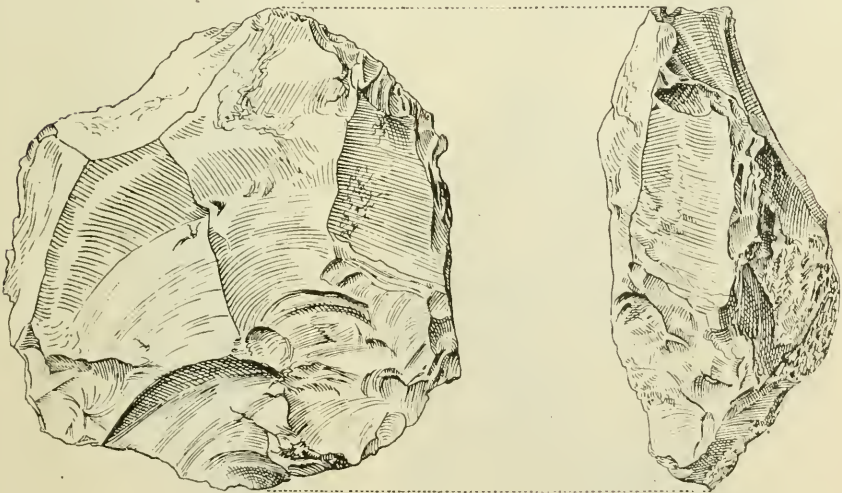


FIG. 6.

Silex paléolithique trouvé rue Bontemps, lors de la construction de l'égout public, en 1915.

(3/4 de la grandeur réelle).

Vieille-Voie-de-Tongres

Éclat avec forte patine chocolat recueilli sous la voirie lors des travaux de canalisations qui s'étendaient jusqu'à la limite de Liège vers Rocour, à plus de cent mètres de la sablière de la rue Jean de Wilde.

Sablière du Château de Xhovémont

Fig. 7 : instrument taillé sur les deux faces, trouvé en place à la base du limon hesbayen, à 0^m,10 environ au-dessus des sables. Pièce partiellement craquelée et patinée. Sur la face la plus bombée, la patine est bigarrée de blanc et de gris-bleuâtre; sur la face opposée, la patine est presque uniformément blanchâtre, mate et profonde, avec un semé de dentrites. A l'emplacement d'éclats anciens disparus, le silex n'a qu'une espèce de lustrage.

Dimensions : 0^m,076 × 0^m,06 × 0^m,024.

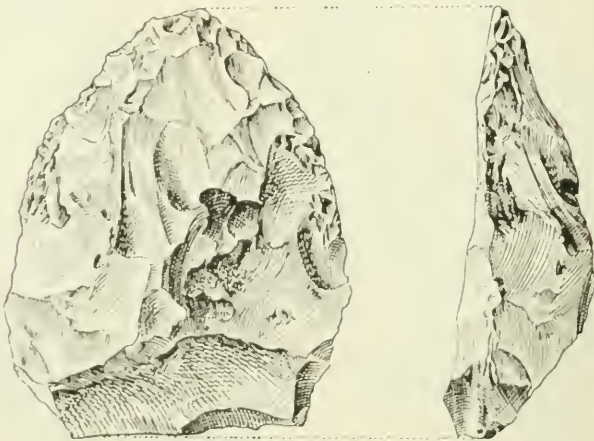


FIG. 7.

Liège paléolithique. — Sablière du château de Xhovémont.

(3/4 de la grandeur réelle).

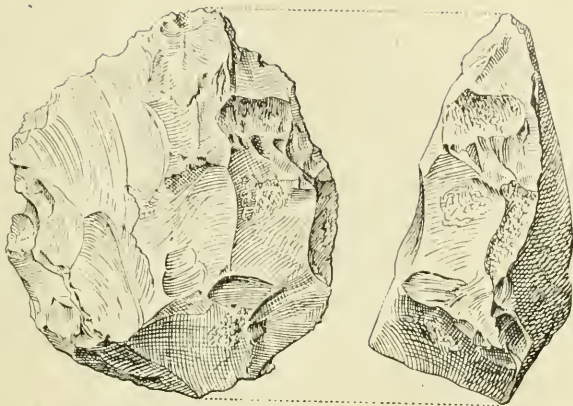


FIG. 8.

Liège paléolithique. — Sablière du château de Xhovémont.
(3/4 de la grandeur réelle).

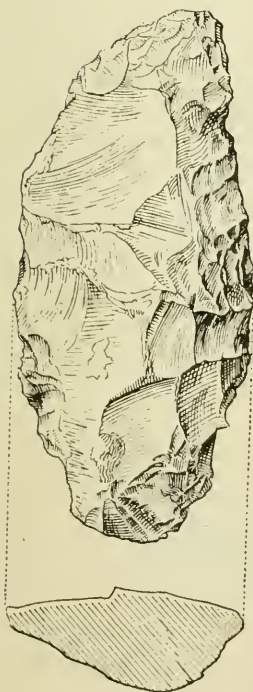


FIG. 9.

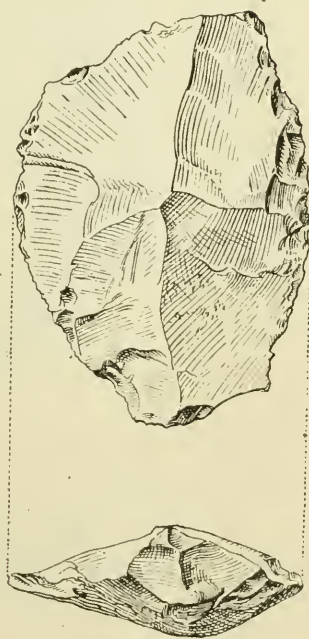


FIG. 10.

Liège paléolithique. — Sablière du château de Xhovémont.
(3/4 de la grandeur réelle).

Fig. 8 : instrument discoïde fortement patiné en blanc sur le côté plat avec bulbe de percussion. Patines aux tons variés sur la face bombée.

Dimensions : 0^m,07 × 0^m,058 × 0^m,033.

Fig. 9 : espèce de racloir fortement patiné, paraissant avoir beaucoup servi, traces d'usure et de coups, peut-être reçus à une époque récente. Trouvé le 9 octobre 1915.

Dimensions : 0^m,095 × 0^m,042 × 0^m,018.

Fig. 10 : éclat paraissant utilisé trouvé un peu au-dessus du sable, en place, vis-à-vis du Château de Xhovémont, le 12 novembre 1914.

Dimensions : 0^m,072 × 0^m,052 × 0^m,02.

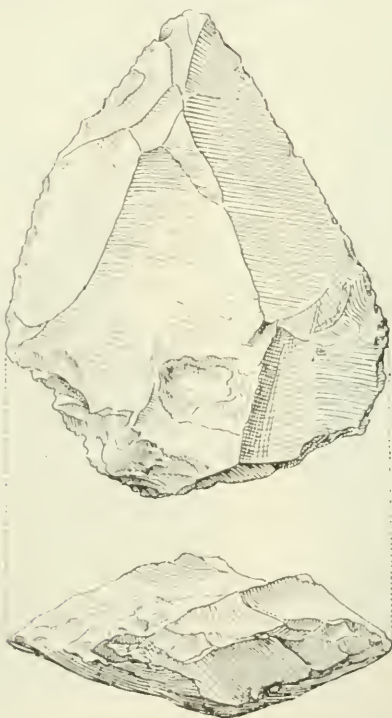


FIG. 11.

Liege paléolithique. Sablière du château de Xhovémont.
(3/4 de la grandeur réelle).

Fig. 11 : instrument taillé à grands éclats. La croûte naturelle du silex a été partiellement conservée. Légères

retouches ou traces d'utilisation sur les bords. Patine aux tons variés.

Dimensions : $0^m,086 \times 0^m,066 \times 0^m,03$.

Fig. 12 : éclat fortement patiné en blanc sur la face représentée et en blanc jaunâtre sur la face plane avec bulbe de percussion. Eraflures sur une partie du bord montrant une patine bleuâtre plus légère. Traces d'utilisation sur un bord.

Dimensions : $0^m,079 \times 0^m,052 \times 0^m,019$.

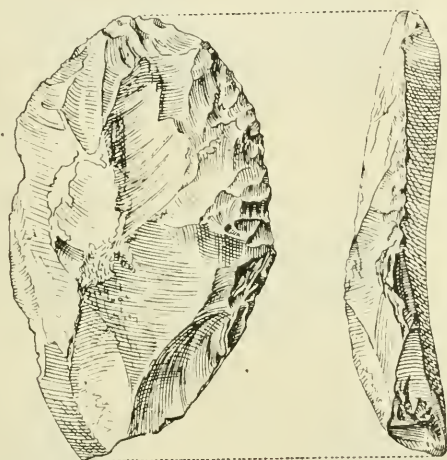


FIG. 12.

Liège paléolithique. — Sablière du château de Xhovémont.
(3/4 de la grandeur réelle).

Il convient de mentionner comme trouvé le 21 juillet 1916, en place et presque au contact des sables, un nucléus ou nucléus-rabot revêtu d'une épaisse patine aux tons jaunes variés.

Dimensions : $0^m,133 \times 0^m,057$ à la base, hauteur : $0^m,065$.

Un silex taillé sur les deux faces rappelle le disque moustérien. Il montre une patine jaune sur une face et rougeâtre de l'autre.

En terminant cette simple note qui a pour but de sauver

de l'oubli le résultat de recherches que la guerre aurait pu faire perdre pour notre Musée archéologique liégeois, rappelons qu'au point de vue néolithique, la nouvelle carrière a fait découvrir les objets suivants :

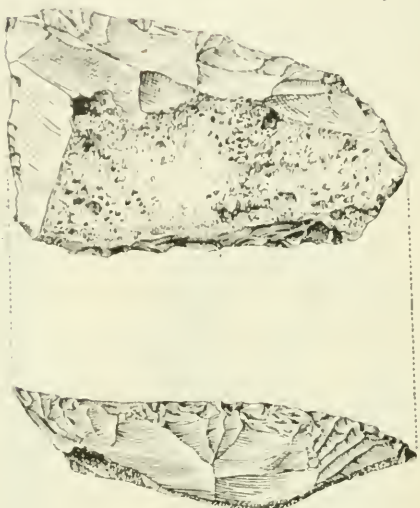


FIG. 13.

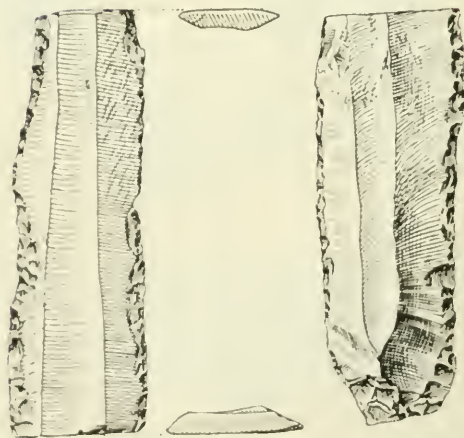


FIG. 14 et 15.

Sablrière du château de Xhovémont.
Tranchet et lames néolithiques trouvés dans les terres remanées.
(3/4 de la grandeur réelle).

Une lame-grattoir de 0^m,028 fortement patinée en blanc :

Un tranchet bien typique, fig. 13. Silex jaunâtre paraissant provenir d'un caillou comme il s'en trouve dans les graviers. Une partie de la croûte rugueuse de la roche est conservée.

Dimensions : 0^m,07 × 0^m,044 × 0^m,018 :

Un tranchant de hache polie mesurant 0^m,062 de largeur :

Un fragment de hache polie mesurant 0^m,098, partiellement utilisé comme nucléus :

Une espèce de perçuteur mesurant 0^m,062 :

La partie inférieure d'une lame retouchée sur les bords et mesurant 0^m,074 de longueur, fig. 14 :

Une lame retouchée sur les bords, mesurant 0^m,072 de longueur, l'extrémité manque, fig. 15 :

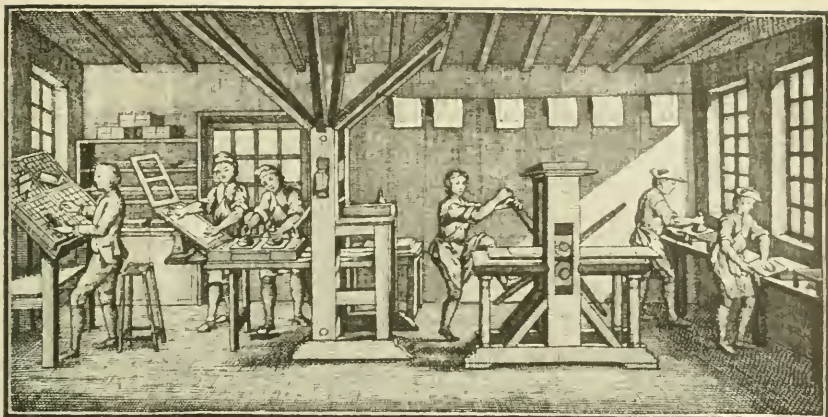
Un fragment d'un couteau pointu ou poignard.

Ces pièces presque dépourvues de patine sont en silex gris ou gris-bleuâtre semblable au silex crétacé de la Hesbaye. Un fragment de couteau utilisé mesurant 0^m,072 est en silex gris-clair, patiné.

A part le tranchet, ces pièces néolithiques n'ont d'intérêt que par le lieu de leur découverte en face du château de Xhovémont, sur le territoire de la ville de Liège.

Liège, le 21 juillet 1918.

Mareel DE PUYDT.



L'IMPRIMERIE A LIÈGE

SOUS L'ANCIEN RÉGIME

POLICE, RÉGLEMENTATION, ENCOURAGEMENTS, ETC.

ANALYSES D'ACTES DES DIVERSES AUTORITÉS
Y RELATIFS

Il y a près de trois quarts de siècle, un écrivain chagrin, après avoir confondu le bibliophile avec le bibliomane, définissait l'œuvre du premier : « la recherche des infiniments petits ». Les esprits sérieux et réfléchis n'ont pas manqué de lui répliquer que ces travaux, si modestes qu'ils paraissent ne sont nullement puérils. Du point de vue des principes de la civilisation, ils sont indispensables à la constitution de l'histoire. Pour Liège, les études de Villenfagne, celles plus remarquables encore des Ulysse Capitaine, Henri Helbig, X. de Theux. Léon Naveau,

de la Société des Bibliophiles liégeois, des Ed. Poncelet, Ém. Fairon, etc., sont venus l'établir péremptoirement. L'architecte ne suffit pas pour dresser un édifice : il lui faut des auxiliaires, voire d'ordre infime. Leur rôle est non moins nécessaire.

Aussi bien, de nos jours, même le public vulgaire saisit-il l'utilité des bibliographies, locales ou autres. Il se rend parfaitement compte du mérite des investigations tendant à réunir, en un ordre méthodique, tout ce qui se rattache à l'art de Gutenberg, dans telle ou telle région. Chacun éprouve un vif attrait à observer le temps et les circonstances dans lesquels l'imprimerie s'est implantée en la principauté et s'y est développée. Sans exagération aucune, il est permis de dire que toutes les préoccupations sociales ont leur écho dans les annales de la presse, ce merveilleux instrument de la pensée. Ces annales aident puissamment à mesurer les progrès d'une société.

N'y avait-il pas là de quoi nous engager à publier une analyse succincte de pièces et actes émanés des autorités liégeoises sous l'ancien régime, se rapportant, par quelque côté, à la police, à la réglementation, aux encouragements, aux us et coutumes en matière d'imprimerie, ou à la bibliographie proprement dite ?

Ces données ont été extraites principalement des archives du Conseil privé du prince, de sa Chambre des Comptes, du chapitre de Saint-Lambert, du vicariat général, du fonds Ghysels aux Archives de l'État, des registres aux recès du Conseil de la Cité, des comptes de la Cité, etc.

L'inventaire est certes loin d'être complet. Intentionnellement, pour éviter toute superfluité, nous avons élagué maintes indications d'une valeur restreinte, ou maints actes consignés dans des mémoires spéciaux, tels que la *Bibliographie liégeoise* de X. de Theux, les *Notes de bibliographie liégeoise*, d'Ém. Fairon ⁽¹⁾. De même nous abstiendrons-nous de mentionner des milliers d'approbations qu'on peut retrouver sur les livres. En revanche, nous reproduisons intégralement, en appendices, diverses pièces qui, par leurs renseignements multiples, offrent un haut intérêt pour le bibliophile. On trouvera également

(¹) *Revue des Bibliothèques et Archives*, t. III, p. 363.

spécifiés, avec leurs sources imprimées, les actes du genre, éparpillés dans le très volumineux *Recueil des Ordonnances de la principauté*.

D'où qu'ils sortent, les documents que nous relevons sont des pièces authentiques, originales, d'une certitude absolue. Nous les avons triées et classées idéologiquement en adoptant pour les différents groupes l'ordre chronologique. Le premier comprend les mandements, ordonnances et règlements relatifs à l'imprimerie. Le second renferme les octrois, privilèges et autres avis relatifs aux impressions. Le troisième a trait aux actes de censure ou d'interdiction soit d'imprimer, soit de vendre des livres déterminés aux divers points de vue. Viennent, en quatrième lieu, les encouragements ou subsides aux éditions de livres. Le cinquième groupe fait connaître ce qui se rapporte aux impressions du Conseil de la Cité ou ordonnées par lui.

Le sixième relevé ajoute quelques renseignements complémentaires sur le *Calendrier du chapitre de Saint-Lambert*.

On constatera dans ces inventaires de graves et nombreuses lacunes. Elles sont inévitables à raison de l'état incomplet dans lequel nous sont parvenus certains fonds d'archives.

Pour l'ensemble, les recherches s'arrêtent à l'époque qui marque la chute de la principauté et une profonde transformation de notre régime politique et social.

Tels quels, les tableaux que nous publions permettront, pensons-nous, aux futurs bibliophiles de s'orienter plus aisément dans le dédale des archives que nous avons dû explorer. Puissent ces matériaux servir, pour les travailleurs, de bases documentaires nécessaires à l'édification d'une histoire définitive de la typographie au pays de Liège !

I.

DÉBUTS DE L'IMPRIMERIE AU PAYS DE LIÈGE

A-t-on assez longuement épilogué, sur la date exacte et le véritable auteur de la découverte de l'imprimerie, l'art « qui agira plus fortement sur les destinées humaines que l'invention

de la poudre ou de la vapeur ⁽¹⁾? Faut-il, avec nos frères de Hollande, la faire remonter à l'année 1430 et en attribuer l'idée première à Laurent Coster, de Harlem? Est-il plus juste de continuer à en reporter l'honneur à Guttenberg et à Fust, de Mayence, lesquels érigèrent une imprimerie en cette ville allemande l'an 1449? Ne doit-on pas plus raisonnablement le faire rejaillir sur un Belge, sur ce Jean Brito de Bruges qui, d'après des textes authentiques, aurait imprimé un *Doctrinal*, au moyen de caractères coulés dans un moule, dès avant l'an 1445 ⁽²⁾? Notons qu'un ancien manuscrit de la bibliothèque nationale de Paris avère la réalité de cette impression : « Elle est faite », porte le texte latin que nous traduisons, « par le bourgeois de Bruges, Jean Brito, qui a découvert, sans que personne le lui ait enseigné, son art merveilleux, en même temps que des instruments étonnants, non moins dignes d'admiration ».

Quoiqu'on puisse conclure de ces textes précis, il est indéniable que la naissance de l'imprimerie aura été facilitée grandement par la mise en pratique, longtemps avant l'époque susdite, de l'art xylographique ⁽³⁾. A cette innovation artistique, le pays de Liège avait pris et ne cessa, jusque fort avant dans le xvi^e siècle, de prendre une part active, des plus influentes, dont l'exposition de l'art ancien tenue l'an 1905, en notre ville, a fourni des preuves convaincantes ⁽⁴⁾.

(1) JUSSEMAND, *Hist. littéraire du peuple anglais*, t. II, p. 4.

(2) Les *Mémoriaux de Jean Robert*, abbé de Saint-Aubert, à Cambrai contiennent le passage suivant :

« Item, pour un *Doctrinal* imprimé « jetté en moule » (jeté en moule) que j'ai envoyé chercher à Bruges, par Marquet, au mois de janvier 1445, pour Jacquet, 20 sols tournois ». Le plus ancien registre de la « Gilde des librairiers et bousierivers » de Bruges, mentionne, en 1454, Jean Brito, « meester ».

(3) On sait que la gravure en taille de bois avait été utilisée dès le premier quart du xv^e siècle. Elle servit à faire des images. Bientôt, au lieu de dessins sculptés en reliefs, l'artiste traça sur bois des caractères d'écriture cursives et l'on imprima de la sorte quelques livres. Ils coûtaient naturellement fort chers, comme les clichés. Primitifs essais d'imprimerie auxquels devait succéder l'impression sur caractères métalliques et moules.

(4) V. LE PAIGE, *L'introduction de l'imprimerie au pays de Liège, Catalogue de l'Exposition de l'art ancien*, 1905.

Le 23 novembre 1873, à la vente de la bibliothèque Serrure à Bruxelles, l'ouvrage le plus appréciée fut *La Généalogie de Charles-Quint*, par Robert Péril,

Au surplus, on l'a fait observer depuis longtemps, Liège était, par excellence, la cité du mysticisme et de l'enthousiasme religieux : c'était le chef-lieu ecclésiastique ou mieux, c'était un centre d'où les rayons de la foi s'éparpillaient sur la plupart des provinces belges ⁽¹⁾.

Il peut paraître étrange, dès lors, que la capitale de la wallonie se soit laissée distancer par nombre de villes secondaires belges dans l'adoption de la typographie. En 1473, Thierry Martens produisait à Alost le plus ancien livre publié en Belgique, si l'on excepte le *Doctrinal* de Jean Brito, dont l'atelier n'aura pas survécu vraisemblablement à son maître. N'est-il pas intéressant de noter, à propos de ce Martens, que le plus vieux livre, réellement sorti des presses belges est l'œuvre d'un fils du pays de Liège, Denys le Chartreux ?

En 1476, des religieux, les Frères de la Vie commune, inaugurèrent l'imprimerie dans le chef-lieu du Brabant. Leur atelier typographique fut le seul que Bruxelles connut en ce x^ve siècle ⁽²⁾. Notre principauté demeura plus longtemps encore privée de cet art intellectuel par excellence. Sous ce rapport, elle resta tributaire de l'étranger jusque fort avant dans le xvi^e siècle. Les collégiales, pour renouveler leurs livres sacrés, la cathédrale Saint-Lambert, pour faire reproduire à de nombreux exemplaires les statuts synodaux, les bréviaires, etc. recourront aux imprimeries d'Alost ⁽³⁾, de Bruxelles, de Paris ou d'Allemagne. Ainsi est-ce Cologne qui confectionna la plus antique carta-

ouvrage imprimé à Anvers en 1536 et adjugé à la Bibliothèque royale de Bruxelles au prix de 1,150 francs. Ce Robert Péril a revendiqué hautement sa qualité de « natif de Liège ». Charles-Quint l'avait choisi pour son graveur et lui avait confié l'histoire de sa famille impériale. La Ville d'Anvers, à la même vente, acheta, moyennant deux mille francs, un autre ouvrage du graveur liégeois.

Un enfant de Liège encore, Suavius, a aussi gravé et fait imprimer des planches dont deux sont datées 1544 et 1553, à côté des mots *typographus et cœlator* (*Bull. de l'Institut archéol. liégeois*, t. XIII, pp. 250 et 252).

(1) F. HENAU, *Recherches sur l'introduction de l'imprimerie à Liège* (1843), p. 6.

(2) VAN BENMEL, *Patria Belgica*, t. III, p. 328. — PIRENNE, *Hist. de Belgique*, t. III, p. 289; — CAMPBELL, *Annales de la Typographie néerlandaise au XV^e siècle*.

(3) LAMBINET, *Recherches sur l'origine de l'imprimerie*, p. 303.

belle, imprimée, transmise jusqu'à nous, « de la grande église de Liège » (1). La cité rhénane produisit encore l'an 1486 un « *Missale ecclesiae Leodiensis, impr. ad mandatum dmⁿⁱ Joh. de Hoern, episc. Leod. per Lodev. de Renchen*, en un gros volume in-folio. Un exemplaire en fut vendu publiquement il y a un demi siècle.

Erronément, en déduirait-on que le goût littéraire faisait défaut aux Liégeois. Depuis des centaines d'années, les lettres étaient en haute estime, tant dans les établissements monastiques que parmi l'élément civil de notre principauté. On y remarquait de nombreuses bibliothèques, la plupart très judicieusement fournies (2). Au début du xve siècle, le groupe considérable de libraires que possédait notre ville (3) suffisait à peine pour satisfaire les besoins des gens d'étude. Que disons-nous? Liège avait ses propres *relieurs* au xiii^e siècle (4) et des « parcheminiers » vers le même temps (5).

Erronément aussi s'imaginerait-on que Liège, se trouvait dépourvue de sentiments artistiques, puisque, nous l'avons dit, — ses graveurs participèrent grandement au perfectionnement de la xylographie. Mais, on l'a relevé, à l'époque où la typographie se répandit en Europe, le sac et l'incendie de Liège l'an 1468, les troubles sociaux qui avaient précédé ce désastre; les guerres et autres désordres qui le suivirent durant le reste du xve siècle, n'offraient rien de nature à favoriser chez nous la culture des sciences et des lettres, pas plus que le progrès industriel. Ces événements pénibles avaient ruiné les finances

(1) Un exemplaire figurait à l'exposition de Malines en 1883.

(2) GONERT, *Origine des Bibliothèques publiques de Liège* (Bull. de l'Institut archéol., t. XXXVII).

(3) On connaît notamment comme libraires à Liège, à ce temps, Pierre et Arnold de Guyers et Jean de *Bockleit* (Boneliet). Au siècle suivant, on cite en 1529-1531, un Nicolas (*Ch. des Comptes*, reg. 1530-1534, f. 25, 250); en 1537, Henri Liaskault (*Ibid.*, reg. 1534-1537, f. 307, 336); en 1553, Jean, fils de Gérard de Visé, époux de Marie, fille Jean Eyraud (*Ibid.*, reg. 1550-1553, f. 386 v°); en 1569, Jacques Gallant et son frère Jean (*Attestations de bourgeoisie*, reg. 1564-1571, f. 273.)

(4) xiii^e siècle : Maison Gerbelot le *reloieur* (Pauvres en Ile, reg. 11, f. 81).

(5) 1331. Johan Mouar le *parcheminier* de la Sauvenière (*Paroisse St-André, Documents*, 203, f. 14 v°).

publiques aussi bien que les fortunes particulières. Ils ne permirent nullement à quiconque d'entreprendre ici une nouvelle industrie qui, dans les circonstances, n'aurait point eu un débit assuré pour ses produits.

Certes, les hommes ingénieux ne firent pas défaut, à cet effet, sur notre territoire. Plusieurs de nos compatriotes, ou même de nos concitoyens, s'adonnèrent à la typographie en la seconde moitié du x^v^e siècle. Seulement, en présence de la perturbation du pays, ils durent s'expatrier pour tirer parti de leur savoir professionnel. De la sorte en a-t-il été de ce Guillaume Le Roy ou Regis « natif du Liège » qui, émigré dans le midi de la France, fut le premier imprimeur de la ville de Lyon. C'est, en même temps, le plus ancien typographe liégeois dont le nom nous soit parvenu. Dès 1473, aidé des finances de Barthélemy Buyes, de Lyon, il imprimait là le *Compendium* de Lothaire (1). On a même lieu de croire qu'il aura été à la fois l'imprimeur et l'illustrateur de ses livres (2).

A ce Le Roy qu'on voit domicilié à Venise en 1477, et autre part en 1493, il faut joindre Paul Leenen, qui s'intitula *clerc du diocèse de Liège* = « clericus diocesis Leodiensis » et qui imprima à Rome, avec l'Allemand Jean Reynhard : 1^o *Lectura Antonii de Butrio super quarto Decretalium*, le 26 août 1474 ; 2^o *Bartholomæi capellæ de servitutibus*, le 1^{er} septembre 1475 ; 3^o *Nicolai Perotti rudimenta grammatices* en 1476.

Il serait nécessaire de signaler plusieurs autres encore et nommément ce « Jehan de Liège » qui imprima à Valenciennes, vers l'an 1500, des pièces de Jean Molinet, Georges Chastelin et Olivier de la Marche. Ne serait-ce pas ce « Jehan de Liège, marchand libraire à Tours » pour lequel Mathieu Lateron édita en cette dernière ville, le 7 mai 1496 : *Vie et miracles de Saint Martin* (3) ?

Liège même — répétons-le — n'a joui des bienfaits de la

(1) H. HELBIG, *Le plus ancien typographe liégeois*. (Bull. de l'Institut archéol. liégeois, t. XV.

(2) *Bulletin de l'Académie royale de Belgique*, 3^e série, t. XXXII, pp. 206-207. V. aussi *Messenger des Sciences historiques*, 1896, p. 195.

(3) P. BERGMANS, *Messenger des Sciences historiques*, 1896, pp. 161, 167-234.

typographie que très avant dans le xvi^e siècle. Vraisemblablement elle aura possédé, dès le précédent, des *printers*, c'est-à-dire des cartiers et des imagiers qui produisaient, par la xylographie, des cartes à jouer ou quelques pieuses images. Peut-être aussi y aura-t-on vu, de temps à autre, des imprimeurs de *bilboquets*, sur simples feuilles volantes, sans lendemain. Ces imprimeurs là, trafiquants de fortunes, ne se tenaient pas à demeure. C'étaient des professionnels ambulants. On ne les rencontrait guère que sur le champ de foire ou durant la période de la foire. Ils remplissaient alors le rôle de nos photographes forains.

A plusieurs reprises, nous ne l'ignorons pas, on a cru pouvoir annoncer la découverte d'impressions liégeoises remontant, soit au xv^e siècle, soit à la première moitié du xvi^e. Quand il n'y eut pas là œuvres de supercherie, on se trouvait en présence de mentions complètement erronées, comme il a été démontré (1). L'unique document émanant d'un imprimeur de passage, et dont il soit possible de faire état d'une façon certaine, est une plaquette de quatre feuillets, de caractère gothique, avec vignettes sur bois, de l'an 1556. Elle a pour titre : « *Pronostication sur le cours du Ciel, courant l'an de grâce MDLVI. Faicte et calculée sur le méridien de la cité du Liège par Maistre Jehan Lescallier, médecin praticant en la dite cité, demourant en la rue S. Jehan L'évangéliste, à l'enseigne du Gryffon d'or. Imprimé à Liège, chez Henri Rochefort* » (2).

Qui était ce Henri Rochefort? Nul n'a pu répondre jusqu'ici à l'interrogation.

C'est une modeste publication similaire, à n'en pas douter, « un petit livre de sa composition touchant les remèdes contre la peste », qu'un autre docteur en médecine, Maître A. Horskens fit distribuer à chaque tréfoncier de Saint-Lambert, au commencement de janvier 1559, en guise d'étrennes. Le corps chapitral,

(1) U. CAPITAINE, *L'Introduction de l'imprimerie au pays de Liège*. (Bull. du Bibliophile belge, 1867. — p. 50 du tiré à part. — DE THEUX, *Bibliographie liégeoise*, 2^e éd., introd., col. 1—VIII.

(2) DE THEUX, *Bibliographie liégeoise*, c. 1.

qui avait admis ce praticien à son service l'été précédent, crut que cette amabilité méritait une gratification (1).

Néanmoins, au temps susdit, quand nos autorités civiles ou religieuses avaient à se munir d'œuvres imprimées sérieuses, elles continuaient de recourir à l'étranger. A coup sûr, en la première moitié du xvi^e siècle, le clergé pouvait se procurer en notre ville, chez Olivier Boulogne, libraire d'occasion, un *Missel à l'usage de l'Eglise de Liège*, mais ce *Missel* avait été imprimé à Paris, l'an 1540 (2).

C'est parce que Liège restait dépourvue de typographes à demeure, que, en 1551, à la demande du pape, le chapitre de Saint-Lambert, donnera l'ordre à quelques miniaturistes de faire des *copies* de la confirmation des privilèges de l'Eglise liégeoise (3).

Sous le rapport typographique, la capitale de la principauté a été dévancée par Maestricht. Déjà le 13 avril 1550, les archives de cette ville en font foi — la régence autorisa un typographe à exercer son industrie dans la localité. Ce ne fut toutefois qu'en décembre 1552 que se fit la première impression certaine de Maestricht. Elle eut pour auteur Jacques Bathen, lequel, auparavant installé à Louvain (4), transféra son atelier à Dusseldorf vers 1555 et à Cologne en 1577 (5). Il semblerait donc que la fixité du domicile n'était pas encore la vertu dominante chez la plupart des imprimeurs.

Liège arrive bonne seconde, du moins, dans l'ordre chronologique des villes de la principauté qui ont eu des ateliers typographiques permanents. Tandis que Hasselt n'eut le sien qu'en 1670 (6), Dinant, vers l'année 1679, Malmedy en 1703, Herstal

(1) *Cathédrale, Décrets et ordonnances*, 13 janvier 1559.

(2) VILLENFAGNE, *Mélanges*, 1810, p. 90.

(3) *Cathédrale, Décrets et ordonnances*, 24 avril 1551.

(4) En 1547, il reçut du prince-évêque de Liège octroi pour l'impression d'un bréviaire. Mais il ne dut point en profiter. Il en reçut un autre en 1553. Une édition complétée parut en 1592, une autre en 1622. (*Conseil privé, Dép.*, reg. 3, f. 100 v^o. — DARIS, *Histoire (XVI^{es}.)* pages 177, 202 et 610. — *id.*, (XVII^{es}.) t. I, p. 311.

(5) BERGMANS, *Bibliographe moderne*, de Besançon, 1905, *Note sur l'histoire de l'imprimerie et des imprimeurs belges*.

(6) xxx, *Quelques recherches bibliographiques concernant le pays de Liège*, Hasselt.

en 1730, Stembert vers 1751, Spa en 1762, Herve en 1778, Tignée en 1787, Saint-Trond et Verviers en 1788 et Battiee en 1789 seulement, Liège, abstraction faite de Henri Rochefort, sur lequel le mystère règne encore. Liège, avait une imprimerie régulière et des mieux organisée en 1558, si point antérieurement. Son directeur avait nom Gualthier ou Walthère Morberius. Il résidait à Anvers, lorsque, selon une note du héraut d'armes Le Fort, il fut mandé à Liège par le *Magistrat* (Conseil de la Cité), l'an 1555, et établi, au moyen de patentes, premier imprimeur juré de la cité, l'an 1558, le 28 octobre, en suite de l'octroi des bourgmestres, jurés, Conseil et trente-deux bons métiers, confirmé par Sa Grâce Illust^{me} Gérard de Groesbeek, cardinal et évêque de Liège, son chapitre, et autres des ans 1568, 1574, 1582, comme il se voit », ajoute Le Fort, « par le rafraichissement d'icelles en faveur des Ouwerx ses descendants » (1).

Foullon (2) et presque tous les anciens historiens liégeois sont d'accord pour reconnaître qu'à Morberius Liège doit de n'avoir pas persisté plus longtemps d'être à la merci des presses étrangères. Tous aussi rapportent l'innovation à l'année 1558.

Depuis lors et jusqu'à sa mort survenue l'an 1595, cet intelligent technicien est demeuré fidèle à la ville de Liège : il ne l'a plus quittée. Néanmoins, se conformant aussi en cela à l'exemple d'instabilité donné par les premiers imprimeurs, il a eu successivement plusieurs domiciles sous les enseignes soit de la *Patience*, soit de la *Corne de Cerf*. Nous faisons connaître exactement ces domiciles dans *Liège à travers les âges* (3). Il n'empêche que Morberius garda de tous temps une boutique de libraire dans les cloîtres de la cathédrale Saint-Lambert.

Dès le principe, les imprimeurs ressortirent à la corporation des merciers, comme tout ce qui se rapportait à la papeterie et aux fournitures des écrivains. Selon Le Fort, Morberius aurait acquis ce métier en 1562. Nous savons, par les registres mêmes du métier, que celui-ci, à la date du 26 août 1558, avait

(1) *Manuscripts Le Fort*, reg. 3. — BORMANS, *Bibliophile belge*, t. I, p. 36.

(2) T. II, p. 266.

(3) V^o Palais, Pont d'Ile et S^{te} Ursule.

admis Walthère Morberius à pratiquer chez nous l'art d'imprimeur⁽¹⁾. Cependant, le 26 août 1567, d'après le texte officiel, la Cité lui accorda encore avec le droit de bourgeoisie. « le bon métier des merciers »⁽²⁾.

W. Morberius doit être né dans le comté de Looz⁽³⁾, vraisemblablement à Saint-Trond. Là, en tous les cas, a vu le jour au même temps, un second Morberius, du prénom Bernard, parent du précédent. Ce Bernard Morberius résida aussi à Liège, et, en 1575, releva également le métier des merciers⁽⁴⁾, ce que firent, à leur tour, Catherine et Jehenne Morberius, filles de Walthère, après la mort de leur père⁽⁵⁾.

Le premier ouvrage que ce dernier ait édité est le *Breviarium in usum venerabilis ecclesiae collegiatae Sancti Pauli Loediensis. Pars hyemalis. Leodii, Gualtherius Morberius, 1560. — Pars aestivalis, ibid. G. Morberius, 1561* (2 vol. in-8°)⁽⁶⁾.

Morberius est trépassé au début de l'année 1595. Dès le 9 février 1588, il avait formulé son testament qui, en texte flamand, a été publié par U. Capitaine dans sa *Bibliographie liégeoise du XVI^e siècle*⁽⁷⁾. Par ses dernières dispositions, il réclame la sépulture au cimetière de la paroisse Saint-André, à côté de son épouse. Charles, son fils unique, avait le malheur d'être sourd-muet. Comme il avait rendu de grands services à son père, celui-ci lui laissa « son imprimerie avec toutes ses dépendances, rien excepté ». Seulement, le légataire n'était pas en état de la continuer. C'est pourquoi le testateur déclara être

(1) *Métier des merciers*, reg. 874. — PONCELET, *Métier des Merciers*.

(2) *Cris du Perron*, reg. 267, f. 142.

(3) CAPITAINE, *op. cit.*, p. 53.

(4) L'an XVC soissant et quince le 9^e jour de moys de marche relevat le bon mestier des merchies de la cité, franchises et banlieux de Liège, Bernard Morberius, come ayant espousseit Barbet, réliete de Mathy Scayart, sieque veufe dame et doit pay prompt(ement) une escus à Packe prochain, l'auttre escus pour ce qu'il est natiffe de Sane Tron et at veufe dame sor ce, et fait le serment deu accoustumé alle testation de Piron de Wonghe, gouverneur (*Métier des merciers, Admissions et reliefs*, r. 1569-1576, 59, f. 191).

(5) Relèvent l'an 1581, le métier des merciers. Catherine Morberius et Jehen Morberius, filles de maistre (*Métier des Merciers*, r. 60, f. 309.)

(6) La Bibliothèque de l'Université de Liège en possède un exemplaire.

(7) *Bulletin du Bibliophile belge*, t. IX, — p. 121 du tiré à part.

de sa volonté que Léonard (Streel), mari de Catherine sa fille, utilise la dite imprimerie durant la vie entière du susdit Charles ».

Le même Léonard exigeait Morberius, « sera obligé d'entretenir à ses frais, le prénommé Charles, pendant toute son existence. Si Léonard venait à mourir avant Catherine sa femme et son fils Charles, en ce cas le testateur veut que l'imprimerie soit dévolue par héritage à Catherine déjà nommée et aux enfants qu'elle a de feu *Gylis Owerx* ⁽¹⁾ comme du susdit Léonard avec les mêmes charges que dessus, et, en outre, donner à l'enfant de feu Meycken, en son vivant fille du testateur, 25 florins de Brabant, une fois donnée ⁽²⁾ ».

Ce testament a été formulé, « dans la maison du testateur, Derrière le Palais, paroisse Saint-André » ⁽³⁾.

La constatation en a été faite avec pleine justice : Dans la principauté, dont le gouvernement était un mélange de théocratie et de liberté populaire, l'imprimerie devint active et florissante. La cour épiscopale, les chapitres, les grandes abbayes renfermaient un personnel ecclésiastique nombreux et riche qui

(1) Premier mari de Catherine Morberius.

(2) Voici quelques autres dispositions testamentaires du premier imprimeur liégeois :

« Déclare encore laisser aux enfants Catherine Meycken et Jenneken, à chacun cent florins de Brabant, et pour récompenser son prédit Charles, lui laisse 150 florins que lui doit M. van Amstenoede, chanoine de St-Lambert.

» Item, le testateur laisse encore à son fils Charles tous ses habits pour qu'il les vende à sa mort et en applique l'argent à des rentes pour lui, Charles, sauf son manteau noir à fourrure qu'il gardera...

» Item, le testateur laisse à Lyncken, fille de Christian Owerx, la place, dans le cloître St-Lambert où se trouve Christian susdit, à côté du haut chœur avec ses caisses et *custodes*.

» Item, a encore laissé à Léonard (Streel), son gendre, un mousquet avec son appareil.

» Item, à Maître Paulo Fabricius son autre gendre, son second long mousquet.

» Item, au même maître Paulus, un anneau d'or nommé *turquoise* et une langue de serpent en or...

» Item, il laisse à sa fille Jenneke : femme de maître Paulus Fabricius, une aiguière.

» Enfin, le testateur laisse le reste de ses biens, meubles et immeubles, où et de quelque nature qu'ils soient à partager en quatre parts : à Charles, à Catherine, à Jenneke et pour la quatrième, les enfants de feu Meycken.

(3) *Echevins de Liège, Greffe Bernimolin*, reg. 1590-1597, f. 229.

formait une forte clientèle pour les ouvrages de théologie, de piété et de littérature dévote (1). On a pu ajouter que l'introduction de la typographie excita chez nous le besoin de produire. Elle ouvrait aux écrivains du terroir une large publicité. Ils en usèrent avec un empressement qui se soutint, et alla croissant au fur et à mesure qu'ils se familiarisaient avec ses avantages et avec ses périls. C'est dans le calme relatif du règne d'Ernest de Bavière que s'épanouissent les pâles fleurs de la littérature indigène. Les laïques s'associent faiblement au mouvement intellectuel dont le clergé prend l'initiative et garde la direction. Celui-ci défend par la plume, aussi bien que par la parole, les vérités sacrées dont il est le dépositaire. La patiente érudition de Chapeauville s'applique à recueillir et à éditer les chroniques manuscrites du pays de Liège (2). Dans leurs livres composés en français, d'autres écrivains ecclésiastiques abordent, avec une liberté qui semble étrange aujourd'hui, les questions les plus scabreuses de la morale (3). Les poètes se multiplient (4), mais égarés par leur admiration exclusive pour les modèles de l'antiquité classique, ils s'obstinent la plupart à s'exprimer en latin, au moment où cette langue est déjà détrônée en France, au moins comme idiome poétique (5). Bref, avant l'expiration du xvi^e siècle, Liège comptera une série d'imprimeurs, les Hoyoux ou Hovius, Christian Ouwerx, J. de Glen, de Corswarem, etc., auxquels viendront se joindre au xvii^e siècle les Streel, les Tournay, les Van Milst, les Bronekart, etc. Les ateliers des Streel se perpétueront jusqu'au xviii^e siècle.

À propos des premiers imprimeurs liégeois, n'omettons pas de signaler l'intéressante révélation que M. Emile Fairon, conservateur adjoint des Archives de l'Etat, à Liège, vient de faire. Il

(1) VAN BEMMEL, *Patria Belgica*, t. III, p. 353.

() *Gesta episcoporum Leodiensium*. Leodii, 1612, 3 in-4^o.

(3) MOHY DU RONDCHAMP, *Le Cabinet historial*. Liège, 1610, in-4^o. — DE GLEN, *Du devoir des filles*. Liège, 1597. — ID., *L'économie chrétienne*. Liège, 1608. — MAIGRET, *L'Héraclite chrétien*. Liège, 1613, etc.

(4) JEAN POLIT, LAMB. DE VLIJERDEN, LAMPSON, LIB. DE HOUTHEM, etc.

(5) FRANCOTTE, *La propagande des encyclopédistes français au pays de Liège*, p. 19.

a découvert en effet, que Louis Elzevier, ancêtre des célèbres imprimeurs hollandais a résidé assez longuement en notre cité l'an 1569 et l'an 1570, que des documents de l'époque le qualifient de « libraire et citoyen de Liège ». Non seulement, il y exécuta des commandes importantes, mais il y prit pour femme une Liégeoise, Marie du Verdin ⁽¹⁾.

II.

MESURES RÉGLEMENTAIRES. — JOURNAUX ET REVUES. — PUBLICATIONS DIVERSES

Quand se manifestèrent les premiers résultats bienfaisants de la diffusion des produits typographiques, le pouvoir civil et l'autorité ecclésiastiques s'en félicitèrent hautement. La plupart des grands corps religieux s'empressèrent d'en profiter ⁽²⁾. Non seulement ils réclamèrent de la presse les services que ne parvenaient pas à leur rendre à suffisance les copistes et miniaturistes, mais ils voulurent adapter le progrès industriel à la propagation du bien spirituel. Cependant, si l'art typographique servait admirablement à répandre les idées chrétiennes, il était aussi utilisé pour l'expansion de principes opposés. On l'employa surtout dès la première moitié du xvi^e siècle au développement des doctrines du protestantisme qui tendait à envahir l'Europe entière. Les princes-évêques eurent fort à faire de combattre ces tentatives en vue de maintenir l'unité de la foi dans la principauté.

Ainsi fut conçu le règlement de police du 9 juin 1533. A cette date, de concert avec les chefs de la cité, Érard de La Marek lança un édit menaçant de la perte des droits civiques les personnes qui étaleraient ou vendraient des livres hérétiques. ⁽³⁾ Le 30 juillet 1556, un cri du Perron étendit la défense à la distri-

(1) *Chron. archéol. du pays de Liège*, 1923, pp. 7-12.

(2) LACROIX, *Vie religieuse au moyen âge*.

(3) *Recueil des Ordonnances de la principauté*, s. 2, t. 1, p. 94.

bution de libelles et d'écrits séditions et enjoignit, à tous ceux qui en auraient connaissance, de dénoncer les coupables à la justice échevinale.

Vincent *le libraire*, Nicolle sa femme, et Lorent leur fils s'étant, malgré des défenses réitérées, livrés à une propagande active de publications attentatoires à la religion catholique et à l'ordre social, un cri de bannissement fut publié contre eux au Perron de Liège, le 25 mars 1560, avec interdiction de rentrer dans le pays, « sous peine d'être pendus et étranglés ». C'était là naturellement un cas tout exceptionnel dont la gravité devait être exceptionnelle également.

Jusqu'à cette date, on l'a vu, les mesures réglementaires ne font nullement mention des imprimeurs, preuve nouvelle qu'à ce moment aucune presse ne fonctionnait chez nous. Elles ne visent que les libraires, les débiteurs de publications contraires aux doctrines catholiques. Ceux-là sont menacés de voir leurs livres confisqués et brûlés, puis d'être frappés d'une amende de cent florins d'or pour la première violation, d'être privés de bourgeoisie et du métier pour la seconde.

Deux ans plus tard, le 5 mars 1562, l'autorité princière interdira de nouveau aux étrangers d'« apporter, vendre ou distribuer, prester », etc., « livres ou écrits composés par Martin Luther, Jehan Calvin ou autres quelconques hérétiques ou contenant doctrine réprouvée et contraire à la foy catholique ». Elle interdira, en outre, à tous de vendre ou d'acheter « images, pourtraictures, chansons, rithmes ou quelconques écrits ou figures probreuses au Crucifix, la Vierge Marie ou saints et saintes, ou à estats et personnes ecclésiastiques ». Les détenteurs devaient les remettre en mains du prince, de ses inquisiteurs, des bourgmestres ou des curés.

À la date susdite, l'imprimerie s'étant fixée au pays de Liège, le prince Robert de Berghes crut devoir introduire dans la réglementation, des dispositions additionnelles. Il y déclare qu'il n'est permis à personne « d'imprimer ou vendre livres », sauf à ceux qui auront été préposés à cette fin et qui auront prêté le serment

exigé ⁽¹⁾ sur peine de confiscation des dits livres, et arbitrairement estre chastiés ⁽²⁾.

En 1570, renouvelant les défenses en l'espèce, Gérard de Groesbeek spécifia que nul ne pourra imprimer ni débiter un ouvrage qui n'aurait point reçu l'approbation épiscopale ⁽³⁾. C'est la mise en pratique régulière de la censure ⁽⁴⁾ qui sera maintenue jusqu'à la fin du régime princier et qu'ont connue d'autres pays, la France, par exemple, où elle était exercée séparément par l'autorité royale et par l'autorité ecclésiastique.

Ernest de Bavière fit montre aussi de vigilance dans la défense de l'intégrité de la foi nationale. Il compléta les mandements de ses prédécesseurs par ses édits des 20 mai 1582 et 21 mars 1589. Désormais les imprimeurs et les libraires étaient tenus d'avoir, de leurs livres et imprimés, un inventaire qu'ils avaient à exhiber en tout temps aux examinateurs épiscopaux. Ils ne pouvaient ni délier ni vider les ballots qu'ils recevaient du dehors qu'en présence de ces mêmes délégués de l'évêque. Ces règles s'appliquaient aussi aux marchands d'images et de peintures. De plus, tout libraire devait se faire inscrire comme tel près du vicaire

⁽¹⁾ MANIGART (*Praxis pastoralis*, t. III), donne ce texte de la profession de foi et du serment à prêter en l'occurrence par les libraires et les imprimeurs.

« Je jure par le Dieu tout-puissant et sur la damnation de mon âme que je crois tout ce que croit l'Église catholique et romaine, et que je tiens la doctrine qu'elle a tenue et tient sous l'obéissance de Notre saint Père le Pape, détestant toutes doctrines contraires à icelle, si comme des luthériens, des calvinistes, des anabaptistes et de tous autres hérétiques et sectaires, et que tant qu'il me sera possible, je m'opposerai à icelles.

» Item, je jure que jamais je n'imprimerai et ne retiendrai, ni mettrai à vendre, ni communiquerai à personne rien d'imprimé que je ne l'aie auparavant communiqué à mon évêque ou à son vicaire ou substitut, et d'icelui obtenu permission de ce faire. Ainsi m'aident Dieu et tous les saints ». (V. aussi *Manuscrit Gossuart*, n° 1152, f. 603).

⁽²⁾ *Recueil des Ordonnances de la principauté de Liège*, s. 2, t. I, p. 272.

⁽³⁾ HÉNAUX, *op. cit.*, p. 26.

⁽⁴⁾ La plus antique indication de LA CENSURE chez nous est rencontrée, à titre extraordinaire, d'ailleurs dans les statuts de Guy, évêque de Prénestre et légat apostolique, de l'an 1201. Ils ordonnent que tous les livres écrits en langue vulgaire sur les saintes écritures, lui soient soumis. Le légat se réservait de faire disparaître ceux qui ne seraient pas orthodoxes. Cependant, déjà un capitulaire de Charlemagne du 23 mars 780, donné à Aix-la-Chapelle, indique que sont prohibés et devront être brûlés les livres apocryphes et les livres hérétiques ». (*Hartzheim*, t. I, p. 263 : *Patrol.*, t. LXXXVII, p. 150).

général et posséder l'index des livres défendus, avec les suppléments, de façon qu'il aurait vainement prétexté de son ignorance à cet égard. Non seulement les imprimeurs avaient l'obligation d'attendre l'approbation légitime pour publier un livre, mais cette approbation signée devait figurer soit au frontispice, soit au commencement de l'ouvrage ⁽¹⁾.

L'ordonnance de 1589 est souvent rappelée ultérieurement, car elle a été maintenue en vigueur des siècles durant. On peut la considérer comme le code de l'imprimerie sous le régime princier. Son application fut — cela se comprend — sanctionnée par des dispositions répressives. Les statuts synodaux du diocèse, publiés le 8 mai 1618, en renouvelant l'ordonnance, punissaient les contrevenants de peines arbitraires ⁽²⁾.

A côté des graves et volumineuses publications, telles que les importantes œuvres historiques des Chapeauville, des Foullon, des Fisen, le XVII^e siècle vit surgir des nuées de pamphlets à politique ardente, de plaquettes ayant trait à la gestion communale. Ils alimentèrent longtemps les presses liégeoises, quoique l'autorité sévit plus d'une fois à leur sujet. En avril 1633 notamment, fut répandu à Liège un opuscule imprimé à Maestricht portant pour titre : *L'esprit du bourgmestre Beckman retourné de l'autre monde, aux fidèles bourgeois de la cité*. Le prince lança un mandement qui ordonnait la suppression de ce libelle en promettant une récompense de cent patacons à celui qui en ferait connaître l'auteur ou le premier distributeur ⁽³⁾.

Le chef de l'État liégeois visa aussi à empêcher la concurrence que des étrangers entreprenaient chez nous contre les imprimeurs ou les libraires indigènes. Ainsi le 31 mars 1688, Max-Henri de Bavière, « faisant réflexion favorable sur les raisons lui représentées par les marchands-libraires de sa cité de Liège, et considérant l'intérêt (préjudice) qu'ils peuvent souffrir

(1) *Recueil des Ordonn. de la principauté*, s. 2, t. II, p. 114. — Dans les derniers temps, le censeur inscrivait dans un registre le titre des ouvrages examinés et le nombre des exemplaires. Le synode décidait du sort des livres signalés comme mauvais par le censeur.

(2) MANIGART, t. III, p. 239. — *Decreta synod. dioc. Leodiensis*, cap. IV, p. 3.

(3) *Mandement du 7 mai 1633*.

par la liberté que des marchands étrangers se donnent de venir ici débiter en tout temps des livres », exigea la disparition de ces trafiquants exotiques endéans la quinzaine; il demandait, par contre, aux libraires de Liège de faire « en sorte entre eux que l'on puisse être en tout temps accommodé de livres à prix raisonnables » (1). Le monopole de l'impression et du débit des livres était assuré aux Liégeois.

Ce monopole s'appliqua non moins strictement à la PRODUCTION DES JOURNAUX, quoique la presse, à ce moment, fût loin de constituer un grand facteur de l'opinion publique, une puissance sociale.

Il ne faudrait pas en inférer qu'elle est d'origine relativement moderne. L'homme est né curieux; il est avide de nouvelles. Depuis longtemps, on s'est efforcé de répondre à ce désir général. On rencontrait des « nouvellistes » à Rome et dans d'autres grandes capitales avant l'ère chrétienne.

A la vérité, ils n'ont point survécu à la décadence de l'empire romain. Ils n'ont ressuscité, ni sous la féodalité, ni durant le moyen âge. Que l'Allemagne revendique en faveur d'Augsbourg la naissance du premier journal imprimé en Europe et la fasse remonter à l'année 1568, il est prudent de n'accueillir cette prétention que sous bénéfice d'inventaire. C'est pourquoi maints auteurs veulent donner la priorité en Europe, à une gazette parue à Anvers, l'an 1605, à l'imprimerie Abraham Verhoeven (2). Cette gazette, qui est certainement la plus ancienne des Pays-Bas, portait pour titre *Nieuwe Tydingen* (« Nouvelles du temps »). Son éditeur avait reçu de l'archiduc Albert et de l'archiduchesse Isabelle, le privilège « d'imprimer et de graver sur bois ou sur métal et dedans tous les pays de leur juridiction, toutes les nouvelles récentes (*alle de nieuwe Tydingen*), les victoires, les sièges et prises de villes que les dits princes feraient ou gagneraient soit en Frise, soit aux environs du Rhin ». Il s'agissait donc là d'un bulletin de guerre.

(1) *Recueil des Ordonn. de la principauté*, s. 3, t. I, p. 122.

(2) Comment le baron de Stassart, dans un discours prononcé à l'Académie royale de Belgique en 1837, a-t-il pu parler d'un journal paru à Anvers en 1550 chez l'imprimeur Verhoeven. ?

Le concessionnaire avait le privilège exclusif de raconter les « victoires », en gardant soigneusement, sur les défaites, un mutisme significatif.

C'est ainsi que l'armistice de 1607 et la trêve de douze ans, proclamée en 1609, firent tomber le privilège et le journal. A la demande de Verhoeven, le privilège fut renouvelé en 1620 avec plus d'étendue. Il ne se limitait plus à l'autorisation « d'imprimer et de vendre des victoires », mais il permettait de publier, trois fois la semaine, des nouvelles arrivées de Hollande et autres lieux.

Le pays de Liège a-t-il joui à cette époque d'un journal ⁽¹⁾? M. G. Francotte, l'ancien ministre de l'industrie et du travail, qui est un bibliophile averti, a eu la bonne fortune de rencontrer dans la bibliothèque de sa famille, « le numéro unique du premier journal liégeois ». Intitulé *Neuzeitung* (1617) ⁽²⁾, il est rédigé et imprimé en allemand. On y lit l'histoire de deux prophètes récemment arrivés à Liège, où huit jours durant, pieds nus et tête découverte, ils ont parcouru les rues, prêchant la pénitence. Le journal est illustré d'un portrait (gravure sur bois) des « prophètes ». Ceux-ci n'étaient tendres ni pour la ville, ni pour ses habitants, ni pour les tréfonciers de Saint-Lambert qui, aux yeux de ces « prophètes » étaient d'ores et déjà damnés. Les chanoines, peu flattés de se voir ainsi damnés par provision, auraient fait emprisonner les prophètes. L'histoire est longue et, naturellement fantaisiste d'un bout à l'autre. La *Neuzeitung* fut également imprimée en flamand. La bibliothèque de l'Université de Gand en possède un exemplaire. C'est une prétendue traduction avec la date 1617, d'après la version française, soi-disant éditée chez Léonard Streel. En réalité, celui-ci se serait bien gardé d'attacher sa firme à semblables diatribes. La *Neuzeitung* n'est qu'un spécimen des nombreux pamphlets dirigés alors par des novateurs religieux étrangers contre le catholicisme et ses membres.

Ce mode de propagande avait été adopté alors parce que la *gazette* — nom générique — étant une nouveauté, excitait la

⁽¹⁾ V. à ce propos *Journal de Liège*, de juillet 1840.

⁽²⁾ *Bulletin de la Société des Bibliophiles liégeois*, t. VIII, p. 164.

curiosité, occupait vivement l'esprit populaire. Elle devait le flatter longtemps. Un chroniqueur de l'époque n'a-t-il pas cru devoir consigner que la *Gazette de France* fit, pour la première fois, son apparition à Liège, le 10 février 1630 ⁽¹⁾? C'est parce que le journal continuait ses effets fascinants sur la multitude que, le 20 décembre 1640 et le 7 février 1641, le Conseil de la Cité défendra la lecture et par conséquent la distribution d'une *gazette* intitulée *Estat des affaires de la ville de Liège*, qui, d'après l'édilité, avait pour but d'exciter le trouble et la rébellion.

Ce n'était là, à vrai dire, qu'un pamphlet politique, œuvre d'un moment. Le véritable journal à nouvelles, régulier, ne vit le jour chez nous, qu'en la seconde moitié du XVII^e siècle, sans qu'il soit possible de déterminer la date. Pendant de nombreux lustres encore, la presse, sous quelque titre qu'elle se présentât forma derechef, presque exclusivement un bulletin de guerre. Tel est le cas — son nom le prouve — pour la publication périodique intitulée *Relations véritables de divers quartiers*. Elle ne porte d'indication ni de lieu d'origine, ni d'imprimeur. Mais son contexte, ses caractères typographiques, établissent qu'elle émane d'un imprimeur liégeois. Nous possédons les numéros des 10 et 17 janvier 1676. Ils sont de format petit in-4^o et se composent chacun de quatre pages. Ce sont, pensons-nous, les exemplaires les plus anciens encore subsistants d'un journal local ⁽¹⁾. Celui-ci n'est mentionné ni par de Theux, dans sa *Bibliographie liégeoise*, ni par U. Capitaine, dans ses *Recherches historiques et bibliographiques sur les journaux liégeois*, mais le nom *Relations* figure dans l'octroi de 1678 de Maximilien-Henri de Bavière en faveur de l'imprimeur liégeois de Milst.

En son dernier ouvrage, Capitaine déclare avoir trouvé dans un manuscrit de l'époque, le passage suivant : « *En la gazettz de Liège du 9 novembre 1688, en l'article de Liège, il y a* », etc.⁽²⁾. Capitaine ajoute que Jean Rongé, mathématicien liégeois,

⁽¹⁾ Nous faisons ici abstraction de l'imprimé « *Gazettes extraordinaires* », de Visé, du 17 juillet 1643, que possédait de Theux et qu'il signale dans sa *Bibliographie liégeoise*, à la colonne 152. Comme le titre le porte, il s'agit d'une publication « extraordinaire » qui n'a aucun rapport avec le journal proprement dit.

⁽²⁾ Manuscrit ayant pour titre : *Epitome ou Recueil des coutumes générales tenues et observées en la cité de Liège et son pays* (in-f^o), f. 450 v^o.

auteur d'une « *Arithmétique à l'usage des personnes qui sont dans le négoce* », imprimée en 1689, y renvoie, de son côté à la *Gazette de Liège* du 2 mai 1689 ⁽¹⁾. Il importerait de savoir si les auteurs de ces vieux documents ont voulu citer le titre réel du journal, ou signaler simplement la « gazette » qui s'imprimait à ce moment-là à Liège, sous un titre quelconque. En tous les cas, on ne possède nul exemplaire de la *Gazette de Liège* de date aussi éloignée. Celle-ci ne se trouve nominalemt spécifiée dans aucun des octrois princiers délivrés à des imprimeurs au xvii^e siècle. Le mot *gazettes* y est inscrit sans doute, mais comme terme général avec la forme du pluriel. C'est ce mot vraisemblablement qui aura induit en erreur. Aussi bien, de Theux qui croit, de son côté, que la *Gazette de Liège* « paraissait en 1688 et probablement avant cette date », doit-il confesser que « le plus ancien numéro connu est du 26 janvier 1732 » ⁽²⁾. Cependant, elle existait plusieurs années auparavant.

En dehors des *Relations véritables* rappelées plus haut, le seul journal liégeois du xvii^e siècle dont il ait été possible de rencontrer un spécimen est le *Recueil des Nouvelles*. Capitaine a eu en mains un numéro du 26 février 1699. Aussi de format petit in-4^o, et de quatre pages, ce *Recueil* était bi-hebdomadaire. Il a dû cesser de paraître peu après le premier quart du xviii^e siècle. Ce fut pour céder le pas à une autre feuille liégeoise de publicité. Petit in-4^o également, elle était intitulée *L'Elite des Nouvelles*, en quatre pages de même. Celle-ci s'éditait trois fois la semaine. Capitaine pensait que cette gazette avait débuté le 5 novembre 1717. De Theux dit qu'elle parut « à partir de 1716 » ⁽³⁾. Tous deux se trompent. Elle est beaucoup plus ancienne. Notre collection particulière renferme plusieurs numéros des années 1704, 1705, 1706, 1708, 1709, 1715, etc. Le plus vieux, recueilli ainsi, remonte au 2 septembre 1704.

Ni l'une ni l'autre de ces publications ne sont — notons le à nouveau — antérieures à la seconde moitié du xvii^e siècle. On

⁽¹⁾ CAPITAINE, *op. cit.*, p. 44.

⁽²⁾ *Bibliographie liégeoise*, 2^e édition, colonne 345.

⁽³⁾ *Ibid.*, col. 462.

sait qu'elles ne pouvaient être produites sans une autorisation spéciale du prince. Or, le plus ancien privilège du genre relevé dans les archives *ad hoc* remonte à l'année 1678. Le 7 mai, Maximilien-Henri de Bavière accorda à Jean-François de Milst, son imprimeur, le privilège *exclusif* « d'imprimer et de vendre *gazettes*, articles, conditions aux traités de paix, passe-volants, lettres, avis, *journaux*, *relations* et généralement toute autre sorte de nouvelles ordinaires et extraordinaires, en quelle forme et manière qu'elles soient et comment qu'on les puisse intituler ou nommer » tenant nature de *gazettes* (1). C'est en raison de ce « privilège exclusif », que, le 14 novembre 1684, le même prince porta des ordonnances contre les nommés Kalcove et Arnold ayant boutique au Palais, lesquels, au détriment de J.-F. de Milst, débitaient ou donnaient en lecture des gazettes reçues de l'étranger (2).

De Milst conserva longtemps son monopole. Le 29 août 1697, le Conseil privé, à sa demande, renouvelait les défenses faites par les princes précédents et par le prince régnant, d'imprimer *gazettes* ou autres publications s'y rapportant (3). Comme l'exposait Ed. Poncelet, dans une bonne notice sur les origines de la *Gazette de Liège* (4), cet octroi exclusif s'étendait même aux autres villes de la principauté. Le 23 mars 1715, Lambert Thonon et Jean-Lambert, son fils avaient obtenu l'autorisation de s'établir en qualité d'imprimeurs à Verviers. Ils se crurent en droit d'y éditer des gazettes. De Milst vit là une atteinte à ses prérogatives. Sur ses plaintes, le chef de l'État déclara, le 29 novembre 1715, que, par l'octroi accordé aux Thonon, il n'avait pas entendu préjudicier à celui de son imprimeur de Milst, pour les gazettes ou autres impressions similaires. Par une lettre du 22 février 1716, datée de Bonn, il ordonna à son Conseil privé d'interdire aux Thonon, de Verviers, de se livrer à pareil trafic (5).

(1) *Conseil privé, Dép., reg.* 1677-1683, f. 43.

(2) *Ibid.*, f. 97.

(3) *Ibid.*, *Protocole*, reg. 90.

(4) *Bulletin de la Société des Bibliophiles liégeois*, t. V, p. 67.

(5) *Conseil privé, Protocole*, 23 mars, 16 et 29 novembre 1715, 24 janvier 1716.

La *Gazette de Liège*, qui paraissait trois fois la semaine, dans le principe, conservait le format traditionnel : en quatre pages, petit in-4°. Le numéro se vendait d'abord trois liards ⁽¹⁾ ; mais, le 19 novembre 1723, lorsque fut renouvelé à J.-F. de Milst le « privilège des gazettes », le chapitre cathédral, *sede vacante*, mû par une idée démocratique, exigea que le journal se débitât au prix de deux liards ⁽²⁾.

Le monopole de l'impression de la *Gazette de Liège* rapportait une somme de huit cents florins de Brabant, à la Table épiscopale. C'est, du moins, ce qu'avait à payer au prince, Evrard Kints, lorsqu'il reçut ce privilège le 8 mars 1744. Ce Kints jouissait, en outre, du droit exclusif de faire l'*Almanach de la Cour*, et du titre de fournisseur du Conseil privé ⁽³⁾. C'était, au reste, l'un des plus intelligents imprimeurs liégeois du XVIII^e siècle, de l'avis de ses contemporains :

Kints n'a point égalé le célèbre Plantin
Mais il mérite que Liège se souvienne
Que ce nouvel Etienne
Est sorti de son sein ⁽⁴⁾.

La *Gazette* de ce temps s'occupait avec un vif intérêt du Grand Turc, initiait à ce qui se passait dans les différentes nations étrangères. En revanche, elle gardait un silence de carpe sur tout ce qui concernait la principauté, sauf en des cas exceptionnels, lors de l'avènement ou de la mort du prince de Liège, par exemple.

Même pour les nouvelles de l'extérieur, l'éditeur devait être d'une prudence consommée. Il se comprend que, durant l'occupation de notre pays par des armées étrangères, cette vertu fut fidèlement pratiquée. Nul ne peut certes s'étonner de ce que, le 4 avril 1705, le Conseil impérial, qui avait pris ici la place du prince Joseph Clément de Bavière mis au ban de l'empire, ait défendu d'imprimer ou de distribuer « sans l'agrément du Con-

⁽¹⁾ *Trois liards* = quatre centimes et demi.

⁽²⁾ PONCELET, *op. cit.*, p. 69.

⁽³⁾ *Chambre des Comptes, Rend. et octrois*, f. 304.

⁽⁴⁾ MALHERBE, *Les infiniments petits de la littérature*, p. 127.

seil, aucuns libellés ou manifestes contre Sa Majesté Impériale et ses hauts alliés, entre autres la *Clef du cabinet (des Princes)*, ni aucun autre écrit ou imprimé venant des pays ennemis » (1).

Mais, en des circonstances moins graves, même en la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'autorité liégeoise se montrait pointilleuse à l'extrême quant aux renseignements obtenus à coups de eiscaux par la *Gazette de Liège*, sur les nations étrangères. Le 6 octobre 1777, la *Gazette* s'était permis de dire, sous la rubrique de Berlin, que le 26 septembre il y avait eu de grandes manœuvres à Potsdam et qu'un grand nombre d'officiers de presque toutes les nationalités de l'Europe y avaient assisté. Le prince Velbruck vit-il dans ces manœuvres un signe précurseur de la guerre contre la Prusse et l'Autriche? Toujours est-il que la nouvelle annoncée par la *Gazette* lui parut suspecte et préjudiciable à la principauté :

« Je suis », écrivait-il, « au comble de l'indignation contre Desoer, rédacteur de la *Gazette de Liège*, touchant son article de Berlin, et rien ne m'empêchera de le punir, puisque rien n'a pu l'arrêter de mettre pareilles horreurs, malgré mes observations réitérées, dans la *Gazette* » (2).

Pourtant, depuis son début la *Gazette*, comme les autres journaux d'ailleurs (3), était soumise à la censure, tant au point de vue politique que sous le rapport religieux. C'était alors le grand vicaire qui avait la mission de revoir et de censurer les épreuves des journaux (4).

La censure fut jugée plus nécessaire encore lorsque au second tiers du XVIII^e siècle les doctrines licencieuses émises en France envahirent notre principauté. Déjà le 29 janvier 1733, Georges-Louis de Berghes, « apprenant », disait-il, « qu'il s'imprime dans

(1) *Conseil privé, Protocole*, reg. 1701-1706.

(2) DARS, *Histoire du diocèse de Liège* (1724-1852), t. I, p. 310.

(3) Le 31 janvier 1725, de Milst et Roland obtinrent de pouvoir imprimer deux fois la semaine, la copie de la *Gazette de Hollande*. De Milst avait seul l'octroi d'impression de la *Gazette de Leyde* et Procureur, le monopole de la *Gazette d'Utrecht*. Cette double publication, par des imprimeurs différents, offrit des inconvénients. En 1724, Georges-Louis de Berghes décida que le privilège ne serait plus délivré qu'à un imprimeur unique. (POXCELET, *op. cit.*, p. 70.)

(4) *Cathédrale, Décrets et Ordonnances*, reg. 1694, f. 170 v^o, 16 mai 1694.

notre cité et pays de Liège et terres dépendantes de notre souveraineté, des livres pernecieux et entre autres une gazette scandaleuse qui se débite en secret, sans notre permission », édicta des peines contre ceux qui se rendront coupables de pareils méfaits. Les inculpés découverts eussent été frappés d'une amende de 50 florins d'or, les vendeurs, d'une autre amende de 20 florins d'or.

Nonobstant les sévérités de la loi et la surveillance des autorités, la plupart des publications des philosophes français continuèrent de pénétrer chez nous avec une facilité et une abondance incroyables. Les journaux se répandaient partout, sans que les débiteurs s'inquiétassent de la censure et des dispositions réglementaire. Craignant l'influence désastreuse que ces publications devaient produire à la longue sur l'esprit des populations, le même Georges-Louis de Berghes, le 29 janvier 1733, avait remis en vigueur, en les appropriant aux circonstances, les lois sur les imprimeries édictées par ses prédécesseurs, notamment par Joseph-Clément de Bavière, du 29 janvier 1715 (1). Jean-Théodore de Bavière, à peine monté sur le trône épiscopal, dut agir de même par son édit du 24 juillet 1744. L'année suivante, le 30 janvier 1745, il réitéra la défense « d'imprimer, de réimprimer, de vendre ou de débiter des gazettes, brochures, nouvelles politiques, soit en feuilles soit en livres sans son autorisation » (2).

Loin de s'amender, maints imprimeurs ne visaient qu'à se soustraire par toutes sortes de moyens, aux décisions du prince; ils parvinrent à surprendre la bonne foi de l'autorité ecclésiastique. Lemarié n'en arriva-t-il pas en 1747 à entreprendre l'impression du *Dictionnaire historique portatif* sous la surveillance d'un censeur délégué par le vicaire général de Rougrave. Le prince lui-même adressa des plaintes à son synode sur les abus de la presse. Il se vit contraint de réitérer, le 7 février 1749, les anciens édits sur les imprimeries et les librairies. Il exigea que tous les imprimeurs et libraires prouvassent, devant

(1) *Recueil des Ordonnances de la principauté*, s. 3, t. I, pp. 647 et 649-650.

(2) *Conseil privé, Protocole*, reg. 1744-1745.

le vicaire général qu'ils étaient pourvus des autorisations nécessaires, et renouvellassent leur profession de foi et leur serment. Les intéressés se rendirent à ces ordres, mais la plupart persistèrent imperturbablement à trafiquer clandestinement des publications attentatoires aux principes religieux et à la morale. Le synode, qui en était averti, et voulait mettre fin à ces abus, proposa, en 1751, « de faire une visite générale *simul et semel*, chez tous les imprimeurs libraires, vendeurs de livres et dans d'autres débits susceptibles de violer les règlements, de se concerter, à cet effet, avec le bourgmestre de José, enfin, de remettre entre les mains des visiteurs, une liste de tous les mauvais ouvrages ». Si semblables investigations s'accomplirent, les effets n'eurent rien de général, car l'autorité manquait absolument de fermeté et de cohésion⁽¹⁾. Surtout, il faut bien le dire, elle rencontrait chez les fonctionnaires spéciaux, voire chez des personnages de la Cour, une véritable complicité avec les délinquants.

Pourtant, la vigueur dans l'exécution des décisions principales se serait d'autant mieux expliquée que le goût de la lecture s'était amplement développé, spécialement depuis que, vers 1725, la Cité de Liège eût ouvert à l'hôtel de ville même, une bibliothèque publique, laquelle devint promptement des mieux fournies et très fréquentée⁽²⁾.

Une autre innovation avait pris naissance en divers centres du pays : la mise à la disposition provisoire du public, moyennant rétribution, des nouveautés littéraires; en d'autres termes, LE CABINET DE LECTURE⁽³⁾ venait de naître.

En 1755, une *Société de gens de lettres* s'était constituée à Liège, soi-disant pour vulgariser la littérature française, au fond, dans le but de propager les doctrines dites philosophiques. Elle comprenait dans son sein, Pierre Rousseau, l'abbé Yvon, le

(1) PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. V, p. 374. — DAVIS, *Histoire du diocèse* (1724-1852), t. I, p. 168.

(2) V. GONERT, *Origine des Bibliothèques publiques*, *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. XXXVII.

(3) Spa et Liège en possédaient dès l'année 1750. A Spa on s'abonnait pour toute la saison au prix d'un écu, environ cinq francs. Ces deux villes furent, au nombre des premières, à introduire les cabinets de lecture.

prévôt de Horion et le grand mayeur de Horion, son frère. Tous étaient imbus des principes voltairiens. Grâce à la protection des deux Horion, Rousseau et Yvon furent admis à créer à Liège une revue bi-mensuelle intitulée *Journal encyclopédique*. Induit en erreur, le prince Jean-Théodore de Bavière avait octroyé les permissions indispensables, mais il avait eu soin d'imposer la condition formelle que ce journal ne contiendrait absolument rien contre la foi ou les mœurs. Les auteurs faillirent naturellement à leur promesse. En conséquence, par mandement du 27 août 1759, le chef de la principauté ordonna la suppression de la revue dont le siège fut alors transféré à Bruxelles.

C'est de là que Pierre Rousseau adressa des lettres injurieuses à l'évêque suffragant de Liège, Nicolas Jaquet, et à d'autres dignitaires ecclésiastiques qui lui étaient hostiles. Non seulement il les écrivit, mais il les fit imprimer en brochure et distribuer en notre cité, principalement par Jean-Louis de Boubers, libraire, banni de France et réfugié à Liège (1). A la demande du synode, le Conseil privé ordonna, le 17 octobre, à Boubers de quitter la cité et le pays dans les trois jours. En même temps, il requérait le mayeur Dejozé de poursuivre Rousseau. Ne pouvant s'emparer de sa personne, la Cour échevinale fit brûler publiquement ses lettres sur la place du Marché (2).

(1) Une série de Boubers ont exercé l'art de l'imprimerie ou la librairie simplement en notre pays depuis le XVIII^e siècle. Citons-en quelques-uns : 1^o Hugues-Denis-Joseph de Boubers, dont la famille était originaire de Lille, est mort à soixante-quatre ans. Il résida sur le pont d'Île, sous l'enseigne de la *Ville de Bruxelles*, de 1763 à 1773 au moins ; 2^o J.-J. de Boubers, imprimeur et propriétaire des *Annales et avis divers* (Bruxelles 1760) ; 3^o Jean-Louis de Boubers, né à Lille également, le 8 juin 1731 et décédé à Bruxelles, le 30 juillet 1804, il fut imprimeur-libraire, fabricant de papier, fondeur de caractères « français, hollandais, allemands, grecs, musiques, fleurons, etc. » Dès 1781, il ne craignait pas d'avancer « que sa fonderie est une des plus belles et des plus considérables de l'Europe » (*Gazette de Liège*, 19 sept. 1781) ; 4^o son cousin-germain Jean-François, né à Aire, sous Saint-Omer (France), le 17 décembre 1758, s'installa aussi comme imprimeur-libraire à Liège et y mourut le 17 juillet 1827 ; 5^o le fils de ce dernier, François, aussi imprimeur, né à Liège, le 4 décembre 1793, est décédé à Paris, le 27 juillet 1846 ; il avait épousé en premières noces, M^{lle} Lemarié, fille de l'imprimeur-libraire de ce nom ; 6^o Claude-Diendonné-René de Boubers, imprimeur, rue du Pont, 921, à Liège, qui prit pour femme Marie-Dominique Balain, et mourut le 16 janvier 1808, à l'âge de 85 ans, en notre ville.

(2) CAPITAINE, *Recherches sur les Journaux*, p. 62.

Un sort à peu près identique fut réservé à une brochure qui avait été répandue

Dès le lendemain, de rechef, le synode fit procéder à la visite des librairies de la ville pour y confisquer tous les imprimés contraires à la foi et aux bonnes mœurs.

Quant à Rousseau, dont les doctrines réelles finirent par être dévoilées à l'impératrice Marie-Thérèse, il dut quitter le territoire des Pays-Bas. Il se réfugia ensuite à Bouillon où le duc d'Auvergne lui permit d'installer son imprimerie et le bureau du *Journal encyclopédique*. Fort de ce patronage, et de l'appui de ses hauts protecteurs liégeois, il ne cessa de servir ses abonnés de notre principauté, en dépit des mesures édictées par Jean-Théodore de Bavière. Celui-ci ne pouvait rien tenter près du duc d'Auvergne dont il n'ignorait pas les accointances avec les philosophes incrédules de Paris. De la sorte, Rousseau resta libre de poursuivre la publication et la distribution de la revue jusqu'en novembre 1785, année de son décès (1).

L'autorité épiscopale veillait pourtant à préserver le diocèse «de la contagion des mauvais livres». Considérant que les mandements de ses prédécesseurs et les siens ne suffisaient nullement à parer au mal, le prince-évêque Charles d'Oultremont codifia les prescriptions antérieures en y ajoutant d'autres et en aggravant les peines pour les contempteurs, dans une ordonnance générale du 29 janvier 1766. Ainsi les personnes qui auraient abrité en leur demeure des imprimeries non indiquées par des écriteaux extérieurs eussent encouru une amende de 50 florins d'or. Semblable peine frappait tous ceux qui auraient été convaincus d'avoir favorisé les contraventions des imprimeurs et des libraires, soit en apportant, soit en introduisant frauduleusement des livres, journaux, revues ou autres imprimés prohibés.

dans les villes de la principauté en 1765 sous le titre : *Les Disciples de Saverne*. Par arrêt de la cour échevinale de Liège, cette publication fut lacérée de la main du bourreau le 15 mai, sur la place du Marché, à l'endroit de la potence (*Gazette de Liège*, 17 mai 1765).

Déjà le 7 avril 1638, le Conseil de la Cité avait ordonné l'incinération des exemplaires d'une plaquette intitulée *Réveil du Liégeois endormi*. (CAPITAINE, *Collection des documents concernant La Ruelle*.)

(1) DARIS, *Histoire du Diocèse*, 1724-1852, t. I, p. 184.

Les imprimeurs, libraires, colporteurs et autres personnes convaincues d'avoir imprimé, vendu ou distribué des ouvrages d'impiété, étaient condamnés « à prêter amende honorable en public », plus à payer cent florins d'or, en outre et principalement à la privation du droit de bourgeoisie ⁽¹⁾.

Si des poursuites sérieuses contre les coupables se sont produites, bien plus nombreux ont été ceux de ces derniers qui y ont échappé, surtout après la mort de Charles d'Oultremont. Avec raison, on a pu dire que le règne du prince Velbruck a été l'âge d'or de la « philosophie » à Liège ⁽²⁾. Elle se développe impunément, pour ainsi dire et définitivement dans le pays. Aucun instrument de diffusion ne lui est refusé : journaux, livres, brochures, théâtres, conférences, elle les manie tous avec un égal succès et une liberté presque sans limite.

A coup sûr, Velbruck se montrait le témoin attristé des ravages que faisait la philosophie anti-religieuse et tentait parfois d'en circonscrire les progrès. Peu après son avènement au trône, il s'empressa dans son premier mandement (7 juillet 1772) de prémunir les fidèles contre ces « erreurs » ; il stigmatisa « ces pseudo-philosophes qui, pour gagner des adeptes à leur impiété et à leur folie, inondent les pays voisins de leurs écrits blasphémateurs, et paraissent avoir formé une conjuration contre Dieu et son Christ. Nous emploierons », dit-il, « tout notre soin et toute notre autorité pour vous mettre à l'abri de leurs dangereuses embûches et nous veillerons à l'exécution des édits que nos prédécesseurs ont si sagement portés contre les mauvais livres. »

Les intentions du prince étaient sincères, on ne peut en douter. Le 27 janvier 1773, il renouvela à son tour les édits de ses prédécesseurs sur les imprimeries et les librairies. Lui-même prêta la main à l'exécution générale de ces décisions. Toutefois, il n'était, lui non plus, aucunement secondé par l'immense majorité des fonctionnaires qui avaient mission d'agir. Volontairement ou

⁽¹⁾ *Recueil des Ordonnances de la principauté*, s. 3, t. II, p. 528. Cette ordonnance a été renouvelée le 28 janvier 1773 et le 11 novembre 1782.

⁽²⁾ FRANCOTTE. *La propagande des encyclopédistes français à Liège (1750-1790)*, p. 81.

non, ils laissaient éluder les règlements d'une façon ou d'une autre. C'était bien le règne du laisser-faire et du laisser-passer.

Pour répondre à la passion de lire des publications périodiques qui s'accroissait chaque jour davantage, le jésuite Jean-Louis de Coster créa en 1772, une revue intitulée *l'Esprit des journaux français et étrangers*. Velbruck en accorda l'octroi et le privilège à l'imprimeur Tutot, le 4 juin, « sous la condition bien expresse que l'ouvrage ne renfermera absolument rien qui puisse, soit directement, soit indirectement, blesser la religion, l'honnêteté, les mœurs, ni le respect dû aux puissances ».

Dans cette revue qui paraissait chaque mois en un volume in-12 de 430 pages et se composait surtout — son nom l'indique, — de dépouilles de journaux français et autres, on trouvait aussi des articles originaux de plusieurs collaborateurs. De Coster cessa d'y écrire en 1775.

Cet organe de publicité fit à Liège un court séjour. Moins d'un an après sa naissance, son imprimeur réclamait du gouvernement des Pays-Bas, l'autorisation de continuer l'impression du recueil à Bruxelles. Cette autorisation fut octroyée le 18 juin 1773. Selon une lettre du cardinal archevêque de Malines, le journal aurait été « supprimé à Liège à cause de la quantité d'assertions contre la religion et les mœurs qu'il contenait » (1).

Une autre publication périodique de Liège préoccupa moins le prince Velbruck. Il s'agit du *Journal historique et politique des principaux événements des différentes cours de l'Europe*. Cette feuille paraissait chaque semaine par livraison de 48 pages in-12. Elle fut rédigée par H.-C., de 1772 à 1783 (2) et par l'ex-jésuite H.-J. Brosius, de Luxembourg, de 1783 à 1791. Ce journal aussi s'abstenait précautionneusement de renseigner sur la principauté et n'eut, par conséquent, nullement maille à partir avec l'autorité princière, d'autant qu'il se donnait pour programme la défense de la religion.

Celle-ci rencontra un autre défenseur très énergique dans le

(1) *L'Esprit des Journaux* s'est maintenu jusqu'en 1819, sa collection se compose de 480 volumes. Il y faut joindre sept volumes de tables incomplètes. V. aussi *Fonds Glyssels*.

(2) CAPITAINE, *Recherches sur les Journaux*, p. 87.

Journal historique et littéraire qui parut, de 1773 à 1794, tous les quinze jours par livraison in-12. Imprimé à Luxembourg de 1773 à 1788, à Liège de 1788 à 1790, et à Maestricht de 1791 à 1794, il eut pour principal rédacteur, l'ardent et prolix abbé Defeller, et pour collaborateurs J.-L. Burton, J.-N. Paquot, J.-H. Duvivier, H.-S. Brosius, B. de Saive, et P.-S. Ernst, l'auteur du *Tableau historique des suffragants*, de l'*Histoire du Limbourg*, etc.

Un mobile tout opposé inspirait le journal liégeois qu'éditait Mauff et qu'imprimait aussi Tutot. Il devait paraître tous les jours « à huit heures du matin en été et à neuf heures en hiver, en une feuille in-4^o divisée en deux colonnes ». Ce fut la première gazette quotidienne de la Belgique. Elle débuta le 1^{er} février 1777. Ne parvenant point à lui trouver un nom alléchant, Tutot, pour la distinguer des autres la dénomma la *Feuille sans titre*. Par un surcroît de malice, pour se mettre à l'abri de toute poursuite, il la fit paraître sous la fausse rubrique *Amsterdam*, au lieu de « Liège », lieu véritable de l'impression.

Néanmoins, la publication ne jouit pas d'une longue et douce existence. Ayant été froissé par cette feuille, le prince Velbruck écrivit le 5 novembre 1777 même à de Chestret, secrétaire de son Conseil privé : « Pour des raisons à moi connues, je vous prie de faire connaître au Conseil privé que mes volontés sont de supprimer la *Feuille sans titre*, sans rémission. Je vous prie de tenir la main à ce qu'elles soient exécutées sans aucun délai ni représentation ».

Si formels qu'aient été ces ordres, la gazette, qui pêchait principalement par son esprit léger, ne cessa de paraître qu'au 31 décembre suivant (1).

Avant de clôturer la série de publications qui semblaient devoir perdurer et avaient vu le jour à Liège sous Velbruck, citons pour mémoire *Orphée ou les divertissements de musique*, parue en 1773 (2) — *l'Abeille littéraire ou choix des morceaux les*

(1) La bibliothèque de l'Université conserve 334 numéros de ce journal.

(2) C'est l'imprimeur Latour qui obtint, le 3 octobre 1773, le privilège d'imprimer ce recueil.

plus intéressants de philosophie, d'histoire et de littérature ⁽¹⁾, qui date de 1778 — enfin le *Poète voyageur et impartial* ou journal en vers, accompagné de notes en prose produit par le Français Saint-Peravi ⁽²⁾ et imprimé en 1783 ⁽³⁾. Toutes ces publications périodiques ne comptèrent pas plus d'une année d'existence et nulle d'entre elles ne fut digne de réels regrets.

Autrement actif et répandu fut le *Journal général de l'Europe*. Ce fut l'organe de l'opposition au gouvernement du prince Hoensbroeck, lequel avait succédé à Velbruck, le 20 septembre 1784. Ayant pour principaux rédacteurs P.-H.-M. Lebrun, dit l'abbé tondu ⁽⁴⁾, Fréville et Smits ⁽⁵⁾, cette publication, qui paraissait trois fois la semaine en livraisons de seize pages in-16° a été créée à Liège en mai 1785. Très prudente dans le principe

(1) Attribuée au chevalier de Launay, cette feuille parut du 1^{er} février au 30 décembre 1778, en 4 volumes in-8° (*Collection Capitaine*, Bibliothèque centrale de la ville).

(2) Jean-Nicolas-Marcellin Guérineau, chevalier de *Saint-Péravi*, né à Janville (Beauce), le 25 août 1732. Il avait abandonné la France, à la suite d'on ne sait pas trop quelle affaire « d'honneur », se réfugia à Bruxelles, près du prince de Ligne, puis à Liège. Le prince Velbruck le reçut favorablement, lui octroya même, paraît-il, une pension de 800 livres et l'introduisit à la Société d'Émulation où il devint « orateur ». Outre le *Poète voyageur*, il publia divers petits travaux variés et fut quelque temps en rapport avec le roi de Prusse, Frédéric II. Aussitôt après la mort de Velbruck, le poète, qui menait une vie peu recommandable, fut en proie à une misère profonde. Ruiné aussi physiquement par l'abus du vin et par des plaisirs désordonnés, il finit tristement ses jours le 3 juillet 1789, à l'hôpital. Pour sa biographie, voir VILLENFAGNE, *Mélanges* (1810), p. 57. *Recherches historiques*, t. I, 196. — *Journal le Publiciste*, 7 juin 1810. — *Correspond. littéraire*, n° 6 de 1780. — *Loisirs de Trois Amis*, t. II, p. 135. *Gazette de Liège*, 17 juin 1810. — CAPITAINE, *Recherches sur les Journaux*, p. 96. — *Bulletin des Bibliophiles belges*, t. V, p. 185, *supercherie littéraire dévoilée*, t. II, p. 233. — DE THEUX, *Bibliographie liégeoise*. — J. BRASSINNE, *Biographie nationale*, t. XXI, col. 129 à 135. — F. MAGNETTE, *Wallonia*. Sa femme, Marie-Marguerite Duval, née à Metz, domiciliée à Liège depuis 1781 (en Sauvenière, n° 449 anc.), tint, après la mort de son mari une école particulière « vis-à-vis de l'église St-Michel » (*Gazette nationale*, 1^{er} mars 1793) et obtint une nomination d'institutrice à Liège, le 21 avril 1799.

(3) Un seul volume a été édité; il va du 1^{er} novembre 1783 au 15 avril 1784.

(4) QUÉRARD, (*Supercherie littéraire dévoilée*, t. II, p. 365), se trompe en disant que *Lebrun* est un pseudonyme et en donnant au rédacteur du *Journal général*, le nom de *tondu*. Il devait exprimer une pensée contraire : *Tondu* est le pseudonyme, tandis que *Lebrun* est le véritable nom.

(5) Voir notice de Joseph DEPRECHÉUX sur *Smits, J.-J.* dans *Biographie nationale*, t. XXII, col. 864-867.

quant à la religion et même sous le rapport politique, cette feuille manifesta bientôt et ses tendances voltairiennes et son hostilité à l'autorité princière. C'est pourquoi Hoensbroeck la supprima en juin 1786. Les rédacteurs recoururent alors au gouvernement des Pays-Bas, qui les autorisa à imprimer le journal à Herve (juillet 1786), où il allait rencontrer d'autres difficultés. Le 4 juin 1787, le Conseil du Brabant en prohiba la publication et la distribution tout en lançant contre Lebrun un décret de prise de corps. Pour s'y soustraire, Lebrun se réfugia à Maestricht. Trois mois plus tard, il osa se transporter à Vienne et présenter à l'empereur une requête « pour être relevé du décret de prise de corps, pour être indemnisé et pour obtenir l'octroi de s'établir à Aix-la-Chapelle ». Lebrun réussit près du monarque. Au bout de six mois le *Journal général de l'Europe* s'imprima de nouveau à Herve, d'où il portait de rudes attaques à l'autorité princière de Liège (1).

Ce qui produisit des ravages autrement considérables sur l'esprit du peuple et dans sa conduite privée, tant sous le règne de Velbruck que sous celui de Hoensbroeck, ce sont les livres immoraux et « philosophiques ». A cette époque, l'imprimerie et la librairie liégeoises atteignent leur apogée sous ces rapports. H. Francotte a excellemment fait ressortir jadis ce qu'il faut en penser :

« Cette branche du commerce devient en peu de temps la plus florissante de toutes : imprimeurs, éditeurs, libraires ouvrent presque dans chaque rue leurs ateliers, leurs boutiques ou leurs modestes échoppes. .

» On ne connaîtra jamais — et l'honneur de la cité n'a rien à y gagner — ce qu'il s'est imprimé de livres dans ses murs, durant un espace de quarante ans. Ils ont couru par le monde,

(1) Sur ce sujet et sur les rédacteurs du journal on trouvera des renseignements détaillés dans les ouvrages suivants : *Correspondance littéraire secrète*, n° 3, de 1788, 12 et 27 de 1787. — BORGNET, *Histoire de la Révolution liégeoise*, t. I, p. 74. — DARIS, *Histoire du diocèse* (1724-1852), t. I, p. 418, t. II, pp. 7, 421; *Notices sur les églises*, t. XVII, p. 215. — VILLENFAGNE, *Mélanges* (1810), p. 437. *Recherches historiques* (1817), t. I, p. 437. — NAUTET, *Notices sur le pays de Liège*, t. III, p. 217. — CAPITAIN, *Recherches sur les Journaux*, p. 243. — FRANCOTTE, *Les Encyclopédistes au pays de Liège*, pp. 141-142. — F. MAGNETTE, *La Vie wallonne*, 2^e année, pp. 121-130; 180-189.

cachant soigneusement leur extrait de naissance et comme reniés par leur père. Personne ne sait à qui ils doivent le jour, ni d'où ils viennent; mais chacun les a rencontrés, car il n'y a pas de distance qu'ils ne franchissent, pas de police qui puisse les arrêter en chemin.

Quand on remue, au fond d'une vieille bibliothèque, assez grossièrement imprimées et portant sur le titre : *Ispaham. Londres Francfort. Rome, etc.*, quelques productions malsaines du XVIII^e siècle, il y a fort à parier que l'on a en main des œuvres liégeoises : ce gros papier de mauvaise qualité, ces caractères dessinés sans goût, et surtout l'immoralité du livre sont comme autant de marques de fabrique (1).

En même temps que le règne de l'imprimerie clandestine, est inauguré celui de la contrefaçon et de la contrefaçon la plus audacieuse, la plus effrontée qui fût jamais (2). Il semble que ce soit un jeu du sort qui ait désigné Liège pour être l'asile de la liberté de la presse partout proscrite : en France, la censure a redoublé de sévérité; en Hollande, la licence des imprimeurs ne permet plus au gouvernement de fermer les yeux, et c'est dans une principauté ecclésiastique que vient se réfugier un commerce dont les États voisins rougissent (3).

En somme, l'autorité liégeoise ne montra de réelle sévérité que pour les brochures politiques attentatoires aux vues des gouvernements étrangers. Le régime du laisser-passer comptait trop de partisans convaincus parmi les agents subalternes du prince. C'est ce qui a pu faire écrire à Pilati non sans exagération, en ses *Lettres sur la Hollande* :

(1) Forsters qui était épris d'enthousiasme pour les coryphées des principes voltairiens, émet semblable avis, après avoir séjourné en notre ville l'an 1790 :

Le commerce de librairie se fait ici exclusivement avec les productions de l'esprit français. Les meilleurs livres de Paris sitôt parus, sont édités ici à nouveau et vendus à la place des éditions originales, en Hollande, dans les Pays-Bas autrichiens, partie aussi en Allemagne (*Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. XXXII, p. 74).

(2) Cette contrefaçon ne se faisait pas seulement au détriment des éditeurs exotiques. Des imprimeurs locaux avaient parfois à s'en plaindre dès la première moitié du XVIII^e siècle. (V. *Cathédrale, Décrets et Ordonnances*, reg. 1745-1748, f. 78 v^o). (Note de Th. Gobert.)

(3) *Op. cit.*, p. 94.

« Dans le pays de Liège, les imprimeries y ont un grand succès par la liberté dont y jouit la presse; l'effet de la censure ne tombe que sur les livres qui combattent l'autorité du pape » (1).

Il n'empêche que, grâce à la tolérance voulue à cette intention vraisemblablement, l'industrie typographique avait pris chez nous une si grande extension qu'elle constituait une des branches les plus importantes du commerce liégeois (2). Selon un écrivain de l'époque, ce trafic rapportait annuellement au pays de Liège plusieurs millions de florins. Les imprimeurs-libraires étaient au nombre de 13 en 1791 : Latour, Demazeaux, Lemarié, Bourguignon, Tutot, Monens, Bassompierre, Desoer, Devillers, Dessain, Dumoulin, Bollen et De Boubers (3).

Remarquons que, nonobstant les clauses restrictives des règlements des bons métiers, toute personne ayant relevé le métier des merciers et rempli les conditions imposées par les mandements princiers, pouvait avoir autant d'ouvriers et autant de presses qu'il lui convenait. Tutot seul n'activait pas moins de trente-trois presses et employait plusieurs centaines d'ouvriers (4). Or, vers le même temps, le principal imprimeur de Bruxelles n'avait que trois presses. Gand possédait au total six imprimeurs et vingt-deux presses (5).

N'est-ce pas assez montrer que la liberté de publication se manifestait largement, mais aussi que d'un bout à l'autre de l'échelle hiérarchique des représentants de l'autorité, on laissait se perpétrer les abus les plus criants à tous les points de vue.

Velbruck s'en rendait évidemment compte quand, à la fin de son épiscopat, le 11 novembre 1782 il avait cru devoir rappeler à nouveau les édits sur les imprimeries et les librairies (6). Véritable piperie des mots dans les circonstances où son mandement était lancé, il n'empêcha nullement Plompteux, le plus gros

(1) Édition de 1779, t. II, p. 300.

(2) HENAU, *Constitution liégeoise*, p. 181.

(3) DARIS, *Notices*, t. VI, p. 6.

(4) Archives de l'État à Bruxelles. *Conseil privé*, 1104.

(5) BRIAVOINE, *Mémoire sur l'état des Fabriques*, 1840, p. 152.

(6) *Conseil privé, Dép.*, reg. 1778-1782.

imprimeur de Liège (1), de s'associer avec les Panckouke de Paris pour réimprimer la grande encyclopédie qui parut à Liège de 1782 à 1792 sous le titre *Encyclopédie méthodique*.

Le successeur de Velbruck, Hoensbræck, eut beau à son tour, le 21 novembre 1786, raviver les stipulations policières sur les mêmes objets (2) et recommander la plus extrême vigilance dans leur exécution aux agents que la chose concernait, il était trop tard. Le temps n'était plus aux paroles; on allait passer aux actes. La propagation incessante de la littérature malsaine avait préparé les esprits. Elle amena les désordres sociaux de la fin du XVIII^e siècle dans lesquels sombrèrent à la fois la principauté de Liège et la liberté relative de la presse(3). Cette liberté œuvre d'émancipation intellectuelle, est nécessaire au progrès des lettres, des sciences historiques et de la civilisation, mais pour la conserver, il importe qu'on en fasse un usage pondéré dans toutes les sphères de l'activité sociale.

Théod. GOBERT.

(1) Pour renseignements biographiques sur Plomptoux V. GOBERT *Origine des bibliothèques publiques*. — C. DE BORMAN, *Les Echevins*, t. II, p. 477.

(2) Son ordonnance a été renouvelée le 9 novembre 1791 (*Recueil des Ordonnances de la Principauté*, s. 3, t. II, p. 908.

(3) C'est le 16 janvier 1791 que la Commission impériale, chargée d'exécuter les décrets de Wetzlar, se réunit à Liège et le 17 qu'eut lieu son installation officielle. Dès le lendemain elle défendit d'imprimer quoi que ce fût sans son autorisation.

DÉPÊCHES, MANDEMENTS PRINCIFIERS, DÉCRETS, RECÈS, ETC.

*réglant l'imprimerie et la librairie ou se rapportant à celles-ci,
sous la principauté liégeoise. (1)*

Sigles usités

C	=	Cathédrale Saint-Lambert à Liège.
CC	=	Comptes de la Cité.
CF	=	Chambre des Finances ou des Comptes.
CP	=	Conseil privé.
Cr Pe	=	Cris du Perron.
CSL	=	Chapitre de Saint-Lambert.
D	=	Dépêches.
Dir.	=	Directeurs.
DO	=	Décrets et ordonnances.
EL	=	Echevins de Liège.
M	=	Mandements.
O	=	Ordonnance.
Pr	=	Protocoles.
RCC	=	Reces du Conseil de la Cité.
Règl.	=	Règlement.
RO	=	Recueil des ordonnances de la principauté.
S	=	Suppliques.
f.	=	folio.
p	=	page.
s	=	série.
t	=	tome.
v ^o	=	verso.

A

Ordonnances, Mandements et Règlements généraux

1533, 9 juin. — Cr. Pe. défendant « à tous vendeurs de livres, » de débiter « livres suspects d'hérésie, ni contre les ordonnances de l'Eglise, sur paine de perdre les livres et iceux estre bruslez, et avec ce, pour la première fois, estre atteints de l'amende de 100 fl. d'or... et pour la seconde fois, estre privez de bourgeoisie et de son mestier » (*R. O.*, s. 2, t. 1, p. 94).

1582, 20 avril. — M. d'Ernest de Bavière sur l'hérésie, les imprimeries, les librairies, etc. (*DARIS, Notices*, t. XIII, p. 306).

(1) Les articles marqués d'un astérisque (*) signalent des publications non indiquées dans la *Bibliographie liégeoise* de X. de Theux.

1589, 21 mars. — Édit d'Ernest de Bavière pour la conservation de la foi, défendant aux imprimeurs de rien imprimer qui n'ait été auparavant approuvé par l'autorité déléguée à cet effet, aux libraires de débiter des livres sans s'être mis d'accord avec le vicaire général, avoir prêté le serment requis, etc. (*R. O.*, s. 2, t. II, p. 113, nos 2 à 5).

1589, 30 mars. — Id rappelant le M. du 20 avril 1582. (*MANIGART*, t. III, p. 221).

1618, 11 janvier. — Mandement de Ferd. de Bavière défendant à tous étrangers de vendre dans la cité des livres, etc. non approuvés (*R. O.*, s. 2, t. II, p. 399).

1640, 20 décembre. — Le Conseil de la Cité interdit la distribution d'une gazette intitulée : *Estat des affaires de la ville de Liège* (1), contenue dans une lettre du 23 novembre et « fareie de mensonges » ayant pour but d'exciter le trouble et la rébellion (*R. C. C.*, reg. 1640-1643, f. 46).

* 1641, 7 février. — Lecture faite d'une *Gazette du Bureau d'adresses*, du 26 janvier 1641, le Conseil de la Cité défend à tous ceux « qui peuvent avoir telles gazettes de les retenir ou communiquer à qui que ce soit, sous peine arbitraire, ordonne au mambour de faire enquête contre les auteurs et tous ceux qui peuvent avoir coopérés et servis telle dite gazette ». (*R. C. C.*, *ibid.*, f. 69 v^o.)

1669, 28 février. — M. de Max.-Henri de Bavière, approuvant un règlement relatif à l'exercice du métier des *faiseurs de cartes* (*C. P.*, *D.*, reg. 31, f. 1403).

1671, 16 octobre. — M. de Maxim.-Henri de Bavière faisant défense d'imprimer et de placer aucun écrit ayant le caractère d'ordonnance sans l'autorisation de Son Altesse, et de son C. P. (*R. O.*, s. 2, t. III, p. 362).

1678, 19 janvier. — Ordre du Conseil de la Cité de faire imprimer et afficher le règlement du métier des porteurs, afin d'éviter des contestations journalières (*R. C. C.*).

1678, 22 avril. — Le Conseil de la Cité autorise le métier des drapiers à faire imprimer et afficher son règlement du 2 septembre 1659 (*Ibid.*).

(1) V. DE TIEUX, col. 139.

1678, 25 novembre. — Max-Henri défend d'imprimer quoi que ce soit, même de petits livrets sans son autorisation (*Placard*).

1688, 15-31 mai. — Max.-Henri de Bavière défend aux libraires étrangers de débiter des livres à Liège et leur ordonne de se retirer de la ville avec leurs livres dans le délai de quinze jours (*R. O.*, s. 3, t. I, p. 122).

1690, 1^{er} décembre. — Le C. S. L. apprenant que « des livres infâmes et scandaleux » contre les bonnes mœurs et les personnes religieuses sont répandus dans le public, invite le vicaire général à enquérir contre eux et leurs auteurs (*C., D. O.*, reg. 1689-1692, f. 252 v^o).

1715, 29 janvier. — O. de Jos.-Clém. de Bavière, touchant l'impression et le débit des livres, et l'examen qui doit en être fait auparavant par le vicaire général (*R. O.*, s. 3, t. I, p. 463).

1732, 12 février. — Georges-Louis de Berghes renouvelle le M. précédent (*Placard*).

1732, 28 novembre. — Id., id., pour l'extirpation des mauvais livres, surtout de ceux qui sont contraires à la religion catholique et aux bonnes mœurs (*R. O.*, s. 3, t. I, p. 647).

1733, 29 janvier. — M. de Georges-Louis de Berghes, renouvelant la défense d'imprimer des livres ou gazettes, sans en avoir obtenu la permission de Son Altesse (*R. O.*, s. 3, t. I, p. 649).

1744, 24 juillet. — M. de Jean-Théod. de Bavière qui renouvelle en l'expliquant l'O. du 29 janvier 1715, touchant le débit des livres (*R. O.*, s. 3, t. II, p. 17).

1745, 30 janvier. — O. de Jean-Théodore de Bavière qui défend d'imprimer, réimprimer, vendre ou débiter des gazettes, brochures et nouvelles publiques, en feuilles ou en livres, sans la permission expresse de Son Altesse (*C. P., Pr.*, reg. 1744-1745).

1749, 7 février. — M. id., qui renouvelle et amplifie les anciens édits touchant la police de l'imprimerie et de la librairie (*R. O.*, s. 3, t. II, p. 122).

1756, 1^{er} septembre. — M. général de J.-Th. de Bavière sur le débit des livres (*R. O.*, s. 3, t. II, p. 331).

1764, 22 novembre. — M. de Ch. d'Oultremont relatif à la vente et à la lecture des mauvais livres, avec confirmation des

édits émanés en 1589, 1618, 1713, 1715, 1732, 1749 et 1756, sur le même sujet (*R. O.*, s. 3, t. II, p. 509).

1766, 29 janvier. — R. de Charles d'Oultremont, relatif aux libraires, imprimeurs vendeurs et colporteurs de livres, qui sont établis ou voudront s'établir dans les villes et communes du pays (*R. O.*, s. 3, t. II, p. 528).

1782, 11 novembre. — Velbruck renouvelle les MM. antérieurs contre les mauvais livres et spécialement le R. du 29 janvier 1766, republié par son édit du 28 janvier 1773 (*C. P.*, *D.*, reg. 1778-1787, f. 387).

1786, 25 novembre. — R. de Constantin-Franç. de Hoensbroeck, relatif à l'impression et à la vente des livres (*R. O.*, s. 3, t. II, p. 908).

1791, 18 janvier. — Le Haut Directoire du Cercle du Bas-Rhin et de Westphalie défend *autoritate cesaræ*, de rien imprimer sans autorisation préalable (*C. P.*, *D.*, reg. 1788-1792, f. 150 v^o).

1791, juillet. — O. de Hoensbroeck établissant un R. pour la bibliothèque du séminaire épiscopal, qui sera dorénavant ouverte au public le lundi, le mercredi et le vendredi (*R. O.*, s. 3, t. II, p. 954).

1791, 10-21 novembre. — Hoensbroeck renouvelle le M. du 21 novembre 1786, portant défense d'imprimer aucun livre ou ouvrage quelconque sans autorisation. (Ce mandement inédit est d'un grand intérêt. *C. P.*, *D.*, reg. 1788-1792, f. 237).

B.

Octrois et privilèges. — Nominations d'imprimeurs.

Etablissements. — Impressions diverses ⁽¹⁾

1547, septembre à novembre. — Georges d'Autriche octroie

(1) Nous ne citons ici, en général, que les privilèges et octrois reposant dans les archives du Conseil privé ou d'autres corps autorisés *ad hoc*. On a donc fait abstraction des *imprimatur* qui figurent sur la plupart des livres liégeois, antérieurs au XIX^e siècle. Donner pareille liste aboutirait en somme à refaire la nomenclature de la *Bibliographie liégeoise*, éditée par de Theux, où ces *imprimatur* sont souvent mentionnées.

la permission d'imprimer le bréviaire à Jacques Bathen, imprimeur et libraire de l'Université de Louvain ⁽¹⁾ (*C. P., D.*, reg. 1545-1549, f. 100 v^o).

1572, 6 août. — Autorisation accordée par Gérard de Groesbeck à Henri Hovius, bourgeois de Liège, libraire juré du prince, d'imprimer le *Nouveau testament*, trad. en français par Féné Benoist (CAPITAINE, *Bibliogr. liégeoise* (xvi^e siècle), p. 14).

1572, 17 août. — Ib. à Walthère Morberius, imprimeur juré en la cité de Liège, ⁽²⁾d'imprimer les réformations des justices et cours du pays, publiées le 4 juillet 1572 (*C. P., D.*, reg. 1571-1574, f. 116 v^o).

1581, 11 juillet. — Walthère Morberius est nommé imprimeur du prince Ernest de Bavière, comme il l'avait été de Robert de Berghes et de Gérard de Groesbeck, Son serment doit être prêté en mains de Liévin Torrentius, docteur en droit, archidiaque de Brabant et vicaire général (*C. P., D.*, reg. 1579-1583, f. 407 v^o).

* 1581, 11 septembre. — Octroi accordé par Ern. de Bavière à Walthère Morberius, d'imprimer : « *Heures de Notre-Dame, à l'usage de Rome ou de Liège*, en grand et petit format, chansons de Noël, déclinations (*sic*), figures et grammaires, calendriers, dévotes contemplations, instructions, quinze effusions et autres semblables minutz, livretz, tels toutefois que, de notre part, par les inquisiteurs en cestuy notre pays à la religion deputez, seront visitez, admis et approbés... » (*C. P., D.*, reg. 1581-1582, f. 47).

1581, 15 septembre. — Son Altesse permet à Pierre van Heer d'imprimer et vendre deux petits livres (*libellos*) intitulés

(1) Fort de l'appui financier que le conseil communal lui avait offert le 8 juin, pour une période de six ans, Jacques Bathen installé d'abord à Louvain, s'établit à Maestricht en juin même de l'année 1551. C'est le premier imprimeur à demeurer connu au pays de Liège. Le dernier terme du subside lui promis par l'édilité maestrichtoise fut payé en février 1557. (EVERSEN, *De l'époque où l'imprimerie fut introduite à Maestricht*, 1869.)

(2) Pour biographies, v. Introduction. — U. CAPITAINE, *Bibliographie liégeoise* (1852). *Bulletin du Bibliophile belge*, t. IX; p. 2 du tiré à part. — *Recherches sur l'introduction de l'imprimerie en la principauté* (1867), p. 52. — GOBERT, *Liège à travers les âges*. — *Biographie nationale*.

lés : *Calendriés : Pater noster : responce de la messe : les psalmes penitenciels. — Incipiunt hore beate Mariæ Virginis secundum usum Leodiens., etc. (C. F.).*

1581, 30 septembre. (?) — Sir un différend élevé entre Walthère Morberius et Pierre de Heer (1), imprimeurs, relativement au privilège que réclamait le premier de pouvoir imprimer seul, le prince statue qu'une nouvelle commission sera donnée audit Morberius, laquelle ne contiendra pas de *clausule* privative pour les autres imprimeurs (C. P., D., reg. 1582-1583, f. 41).

1582, 12 septembre. — Procès entre Walthère Morberius et Pierre de Heer, aussi imprimeur (C. P., D., reg. 13, f. 41).

1602, 24 juillet. — L. de la Coste, libraire, demande à pouvoir établir sa boutique *in angulo prope collegium Parvæ mensæ sub porticu* (C., D. O.).

1604, 27 février. — Rédaction du bréviaire liégeois; changements à y introduire, texte (C., D. O.).

* 1610, 16 novembre. — Privilège pour Léonard Streel d'imprimer le livre intitulé : *Bref recueil de huit exercices fort profitables à tous chrétiens pour bien vivre et s'en comporter dévotement en la présence de Dieu* (C. P., D., reg. 16, f. 23 v^o).

1612, 10 mai. — Privilège à J. Chapeauville pour ses *Gesta Pontificum* (C. P., D., reg. 16, f. 91 v^o).

1613, 1^{er} février. — Ferd. de Bavière continue Christian Ouwerx dans l'emploi d'imprimeur juré qu'il tenait du prince Ernest, et lui permet d'imprimer toutes sortes de livres excepté ceux qui servent aux écoles des Pères Jésuites, desquels il ne se mêlera pas, sinon avec le bon plaisir, et agrération des dits Pères. Le même octroi lui concède d'imprimer à l'exclusion de tout autre imprimeur « nos réformations, ordonnances et placards procédans de nous et de notre chancellerie. » (C. P., D., reg. 1607 à 1615, f. 107).

1613, 21 mai. — Ferd. de Bavière confirme le privilège exclusif accordé par son oncle Ernest, à Léonard Streel « d'imprimer et de vendre aucuns petits traités entre lesquels seroit la *Vie*

(1) Des renseignements biographiques existent dans CAPITAINE, *Bibliographie liégeoise*, p. 21.

de Monsieur Saint Servais : idem *Huit exercices* * *fort profitables à tous chrestiens pour bien vivre* (par le R. P. Halin, de la Compagnie de Jésus). (C. P., D., reg. 1609-1615, f. 122 v^o).

1615, 4 mars. — Sur une contestation élevée entre Henri et Guill. Hovius, père et fils, d'une part, et Christiaen et Jehan Ouwerx, aussi père et fils, d'autre part, relativement au privilège d'imprimer les livres en usage aux écoles des Jésuites, Ferdinand de Bavière décide que les dits Hovius imprimeront les auteurs dont on se sert en poésie, en 4^e et en 5^e, et lesdits Ouwerx, les auteurs pour la rhétorique et la 3^e (C. P., D., reg. 16, f. 194).

1621, 18 août. — Octroi de Ferd. de Bavière pour Guill. Colson et ses fils, anglais de Londres, de faire imprimer la première *Grammaire Emmanuel Aluare*, traduite du latin en français (C. P., D., reg. 20, f. 54).

1621, 11 octobre. — Privilège id. pour Jean Waldor de « faire images doulees de son invention » (C. P., D., reg. 21, f. 4).

1622, 17 novembre. — Ferdinand de Bavière défend d'imprimer et de vendre d'autres bréviaires que le bréviaire de Liège, imprimé par Arnold de Corswarem (C. P., D., reg. 1620-1625, f. 15 v^o, 4^e pagin. et f. 16).

1623, 13 février. — Ferd. de Bavière admet au nombre des imprimeurs jurés, après examen et attestation par son vicaire général, le sieur Jehan de Tournay, bourgeois de Liège (C. P., D., reg. 21, f. 31).

1623, 8 mars. — Ordre donné au chapitre de Saint-Lambert, de changer les livres de chant, conformément au bréviaire réformé (C., D. O.).

1623, 26 mars. — Octroi de F. de Bavière pour Christ. Ouwerx, imprimeur, de Son Altesse, d'imprimer le livre contenant les Cris des Monnaies (C. P., D., reg. 21, f. 138 v^o).

1623, 21 juin. — Publication spéciale de l'office des morts tiré du bréviaire liégeois (C., D. O.).

* 1623, 8 juillet. — Octroi pour dix ans, à Léonard Streel, d'imprimer et de vendre, à l'exclusion de toute autre personne les ouvrages suivants : 1^o *Lettres missives et familières*, composées par Gérard de Vivre; 2^o *Les Vies admirables des principales*

Vierges : 3^o *Vocabulaire latin-français* (C. P., D., reg. 22, f. 118 v^o).

1623, 10 novembre. — Permission à J. Zacharie d'exposer en vente des images dans les cloîtres de Saint-Lambert du côté du Marché (C., D. O.).

1624, 17 janvier. — Les archidiaques doivent engager les doyens, les curés et les bénéficiers à acheter le bréviaire liégeois (C., D. O.).

1627, 5 août. — Ferd. de Bavière concède à Christian Ouwerx, le jeune, le privilège exclusif d'imprimer et de vendre un livre ayant pour titre : *Institution et origine du Sacré vénérable et adorable Saint Sacrement de l'Eucharistie dit de l'autel, faite par Jésus-Christ en la dernière Cène, etc.* (C. P., D., reg. 23, f. 140 v^o).

* 1628, 10 novembre. — B. Fisen, jésuite, présente au chapitre de Saint-Lambert, un livre sur l'*Origine de la fête du Saint Sacrement* ⁽¹⁾ (C., D. O.).

* 1628, 4 décembre. — Privilège octroyé pour dix ans, à Mathieu François, maître d'école à Liège, de faire imprimer et de vendre ses deux livres intitulés : *L'Exercice scolastique et De Scholique oeffeninge* (C. P., D., reg. 22, f. 338 v^o).

* 1629, 17 mars. — Ferd. de Bavière accorde à la confrérie de la très Sainte-Vierge, érigée dans le collège des Jésuites à Liège, le privilège exclusif de faire imprimer et vendre un petit livre intitulé : *Manuale sodalitatis sive exercitium spirituale christianæ pietatis, ex variis spiritualibus libellis collectum* (C. P., D., reg. 23, f. 354).

1632, 28 juillet. — Supplique de J. Ouwerx, typographe, demandant la préférence à L. Streel pour l'impression du *Directoire liégeois* et du *Processionnel* (C., D. O.).

1635, 1^{er} octobre. — Mémoire contre la sentence prononcée dans l'affaire d'Arnold de Kerekem par l'évêque d'Isola, nonce apostolique (texte) (C., D. O.).

1635, 19 décembre. — Le chapitre cathédral donne à Jean

(1) C'est évidemment cet ouvrage qui est mentionné par X. DE THEUX à l'année 1645, sous le titre *Sainte-Julienne* (Col. 158-159).

Ouwerx, imprimeur, les livres existant dans la bibliothèque de Saint-Lambert, en paiement des impressions faites dans l'affaire d'Arnold de Kerekem (C., D. O.).

1641, 12 avril. — Le chapitre de Saint-Lambert engage Jean Bocholt à recueillir, dans le but de les publier, les chartes et documents propres à maintenir la juridiction et l'autorité de l'évêque et de l'Église (C., D. O.).

1642, 22 octobre. — Ayant pris connaissance du recès des États qui ordonnent l'assemblage et l'impression des statuts, paix et coutumes du pays, le chapitre de Saint-Lambert demande que ce travail soit examiné préalablement par ses députés (C., D., O.).

1644, 1^{er} juin. — Projet de faire un nouveau livre aux chartes avec un inventaire détaillé de tous les documents relatifs aux droits de l'Église (C., D. O.).

1644, 8 juillet. — L. Streel est autorisé à imprimer un *Directoire* pour la récitation des heures canoniales (C., D. O.).

1644, 16 novembre. — Lambert Walschart est autorisé à choisir un imprimeur pour éditer le *Directoire liégeois* (C. D., O.).

1650, 16 décembre. — Max.-Henri de Bavière nomme pour son imprimeur Léonard Streel, lequel avait été aussi l'imprimeur du prince Ferdinand (C. P., D., reg. 1650-1706, f. 98 v^o).

1653, 4 janvier. — Max.-Henri de Bavière concède à Jean Mottet, libraire, le privilège exclusif de faire imprimer et vendre un livre intitulé : *Medulla Theologiae moralis*, par Herman Busembaum, de la Société de Jésus (C. P., D., reg. 1650-1661, f. 73).

1658, 2 mai. — Max.-Henri accorde à Bauduin Bronckart, imprimeur, le privilège exclusif, pendant dix ans, d'imprimer le livre intitulé : « *Le fidel et vaillant gouverneur*, dédié à la mémoire de feu Messire Jean d'Allemont (*sic*), seigneur dudit lieu par un fidel patriot luxembourgeois » (C. P., D., reg. 1657-1662, f. 43).

* 1658, 12 août. — Le même prince accorde à Jean van Milst, son imprimeur, le privilège exclusif de réimprimer et de vendre le livre : *Evaluation des monnoyes où sont contenus tous les crys*

d'icelles depuis l'an 1471 jusques à l'an 1623 en y adjoustant ceux emanç du depuis » (1) (C. P., D., reg. 26, f. 142 v^o).

1660, 8 juillet. — Privilège exclusif pour dix ans accordé par Max.-Henri de Bavière, à la veuve Bauduin Bronckart, d'imprimer et vendre un livre intitulé : *Manipulus theologiae moralis auctore Jo. Henrico Manigart, ss. Theologiae licentiato*, etc., dédié à Son Altesse et divisé en deux parties (C. P., D., reg. 26, f. 216 et 302).

* 1662, 19 octobre. — Privilège à la veuve Bauduin Bronckart d'imprimer un livre intitulé : *Mathiw Franchimont pro-ludia latinitatis* (C. P., D., reg. 30, f. 104 v^o).

* 1668, 8 novembre. — Privilège octroyé à J. van Milst d'imprimer l'ouvrage intitulé : *Brevis discursus de peste, divisus in duas partes, auctore magistro Philippo Gherinx, doctore medicine* (C. P., Pr., reg. 89, (1668-1669) f. 2) (2).

1670, 4 janvier. — Commission de Max.-Henri permettant à Gilles Monsieur, bourgeois d'Anvers, d'établir une presse à Hasselt et de débiter des livres, à la condition que rien ne paraisse sans l'approbation du vicaire général (CAPITAINE, *Introd. de l'imprimerie au pays de Liège*, p. 131).

1670, 7 juillet. — Maxim.-Henri accorde pour dix ans, à Henry Hoyoux, imprimeur, le privilège exclusif de publier une sixième et plus nette édition d'un livre intitulé : *Les dévotions esquises présentées aux amateurs de Notre-Dame la Mère de Dieu*, par Henri Manigart, licencié en la S^{te} Théologie, curé de Saint-Remy et chanoine de Saint-Barthélemy (C. P., D., reg. 31, f. 289).

1672, 13 février. — Maxim.-Henri accorde à Pierre Danthez imprimeur, le privilège exclusif pendant douze à quinze ans, d'imprimer un livre intitulé : *L'explication de la foi et de l'espérance, des dix commandements de Dieu et des sept sacrements*, etc., composé par M. Nicolas Dolembreux (C. P., D., reg. 32, f. 67).

(1) Em. Fairox, au sujet de cet ouvrage, dont la première édition remonte à l'an 1623, fait remarquer avec justice que de Theux ne cite pas l'édition de 1658 et qu'une publication subséquente parut en 1675 chez H. Streeel (*Revue des Bibliothèques et Archives*, t. III, p. 363.)

(2) V. à ce propos, FAIROX, *op. cit.*, p. 363.

1672, 2 avril. — Max.-Henri accorde à Toussaint d'Olroux, commis de la secrétairerie du Conseil privé et premier adjudant de la milice bourgeoise, le privilège exclusif, pendant quinze ans, de faire imprimer et vendre à son profit, le livre intitulé : *L'Académie royale ou Abrégé de l'art militaire*, enrichi d'un grand nombre de figures (C. P., D., reg. 32, f. 75 v^o).

1672, 23 juin. — Max.-Henri concède à Gilles Monsieur, imprimeur et libraire, à Hasselt, le privilège exclusif pendant dix ans, de réimprimer, de vendre et de faire vendre : 1^o quelques livres dévôts au nombre de huit, ci-devant imprimés à Anvers, lesquels ont été visités par le pasteur de Hasselt et par le R. P. Jean Manthelius, docteur en théologie; 2^o quelques almanachs de Herman de Werve, de Henri Kilianus et d'Anthoine Magino. Il est mis pour condition, quant aux almanachs qu'on sera tenu à y changer les jours de fêtes suivant la constitution du diocèse de Liège (C. P., D., reg. 32, f. 97 v^o).

1672, 23 octobre. — Max.-Henri accorde à Pierre Dañthez, imprimeur, le privilège exclusif pendant quinze ans, d'imprimer et de vendre : *Matthiae Franchimont Proludia latinitatis* (C. P., D., reg. 32, f. 118).

1674, 7 avril. — Henri Hoyoux, imprimeur, obtient de Max.-Henri, pour une seconde fois, le privilège exclusif, pendant dix ans, d'imprimer un livre intitulé : *Manipulus theologiae moralis*, auteur J.-Henri. Manigart (C. P., D., reg. 32, f. 184 v^o).

1678, 5 mars. — Privilège accordé par Max.-Henri à Antoine Lenoir, de faire imprimer exclusivement à toute autre personne, le livret intitulé : *Tragédie de Saint-Lambert* ⁽¹⁾ (C. P., D., reg. 33, f. 36 v^o).

1678, 7 mai. — Max.-Henri accorde à Jean-François de Milst, son imprimeur, le privilège exclusif d'imprimer et de vendre « gazettes, articles, conditions ou traités de paix, passevolans, lettres, avis, journaux, relations et généralement toute autre sorte de nouvelles, ordinaires et extraordinaires en quelle forme et manière qu'elles soient et comment qu'on les puisse intituler

(1) Cette *Tragédie*, œuvre de Denis Coppée, de Huy avait déjà été éditée en 1624 par L. Streeel. (DE THEUX. *op. cit.*, col. 82.)

ou nommer tenant nature de gazettes » (C. P., D., reg. 33, f. 43).

1679, 26 décembre. — Privilège exclusif aux Hovius d'imprimer et de vendre les classiques des Pères Jésuites, savoir des ouvrages d'Alvarez pour le latin, de Jacques Gretzer pour le grec, de Dutrieux pour la philosophie, de Svarez et de Hautinus pour la rhétorique et de Canisius pour le catéchisme (*Placard*).

1680, 3 juin. — Max.-Henri concède à Henri Hoyoux, imprimeur, le privilège pendant dix ans, d'imprimer et de vendre : 1^o *Manipulus theologiae moralis auctore Johanne Henrico Manigart*, etc.; 2^o *Providus pastor sive modus aegros et moribundos juvandi cum resolutionibus moralibus in gratiam eorumdem*; 3^o *Dévotions exquisés* (C. P., D., reg. 33, f. 193).

1681, 19 juin. — Concession pour dix ans à Ant. Lenoir, du privilège exclusif d'imprimer un livre composé par le curé de Saint-Séverin, à Liège et intitulé : *Les Merveilles de la glorieuse Vierge Marie, honorée en l'église de Saint-Séverin, à Liège* (C. P., D., reg. 33, f. 253 v^o).

1684, 14 novembre. — Son Alt., « ayant appris que les nommés Kalcove et Arnold, dont les boutiques se trouvaient dans le Palais, faisaient venir de l'étranger des gazettes pour les vendre et les donner à lire, ce qui portait préjudice à son imprimeur. Jean-Franç. van Milst, lequel avait seul le monopole d'imprimer et de distribuer des gazettes, commanda aux dits Kalcove et Arnold de désister de se livrer à pareil trafic » (C. P., D., reg. 34, f. 97.)

1686, 25 avril. — Son Altesse accorde à Dominique Mongelet, prêtre et docteur en théologie de la faculté de Paris, le privilège exclusif de faire imprimer et vendre un ouvrage qu'il a composé ayant pour titre : *La science de la chaire évangélique* (C. P., D., reg. 34, f. 249).

* 1686, 7 novembre. — Son Altesse accorde à Gilles Monsieur, imprimeur et libraire, à Hasselt, le privilège exclusif, pour un nouveau terme de douze ans, d'imprimer et de vendre les livres mentionnés dans l'octroi en date du 23 juin 1672, plus ceux intitulés : *zielentroester, Historie van Helene, Goddeleyck penseyken, Communie boeschen*, — et outre les almanachs portés dans

l'octroi de 1672, les suivants : *De Herebertus, Jan van Vlæmderen, Herman Pietersem, Hergelus, Willem Crebben, Origanus, Emilianus, Philippus de Dyn et celui des Bergers* (C. P., D., reg. 34, f. 306).

1688, 17 juillet. — Le chapitre cathédral, *sede vacante*, accorde à Henri Hoyoux, imprimeur, à Liège, le privilège exclusif, pour un terme de 15 ans, d'imprimer et de vendre deux petits livres, « l'un de dévotion pour prier pour les fidèles trépassés et l'autre touchant la civilité » (C. P., D., reg. 36, f. 48 v^o).

1688, 2 novembre. — Son Altesse Jean-Louis d'Elderen confirme les patentes accordées par son prédécesseur à Jean-François de Milst d'une part, et à la veuve Léonard Streel et Guillaume-Henri son fils, d'autre part, d'imprimer alternativement et de date en date, les mandements et ordonnances de Son Altesse et de son Conseil privé, voire que le dit de Milst aura de plus l'impression des mandements de la Chambre des comptes et de l'*Etat* (des trois États), et le dit Streel l'impression des mandements du vicaire de l'Évêque (C. P., reg. aux Commissions 1686-1694, f. 34).

1689, 23 juillet. — Jean-Louis accorde à Pierre Danthez et à ses héritiers, pour un terme de soixante ans, le privilège d'imprimer et de vendre les *Breviaria diurnalia, Processionalia, Ritualia, Directoria, et alia quocumque juxta usum Leodiensem inservientia* (C. P., D., reg. 1687-1691).

1689, 26 novembre. — Son Altesse accorde à Gérard Grison, imprimeur, le privilège exclusif pendant dix ans, d'imprimer et de vendre le livre intitulé *Le Paradis des âmes chrétiennes* ⁽¹⁾ (C. P., D., reg. 1687-1691, f. 160).

* 1691, 22 septembre. — 24 novembre. — Jean-Louis concède aux enfants de feu Gilles Monsieur, imprimeur à Hasselt, le privilège exclusif, pendant douze ans, d'imprimer, par eux ensemble en une seule imprimerie, le livre intitulé : *Christi Bloedighe Passie verbeeldt in het onbloedigh sacrificie der H. Mis-se, etc., door P. Adrianus Poirters, der Societeyt Jesus* (C. P., D., reg. 37, f. 1 et 1 bis).

(1) L'approbation est de 1680.

* 1692, 6 octobre. — Jean-Louis nomme Ernest Stravius, imprimeur à Hasselt en remplacement de Gilles Monsieur, et lui accorde le privilège exclusif d'imprimer les livres intitulés : 1^o *Epistelen en Evangelien*; 2^o *Den Sielen trooster*; 3^o *De historia van Helena*; 4^o *Het cab. der Wysheit*; 5^o *Christe bloedige Passie verbeeldt in het onbloedigd sacrificie der Misse*; 6^o *Het groot cabinet van devotie*; 7^o *Den grooten catechismus int duyts*; 8^o *De XI Bloetst ortingén*; 9^o *De almanacken van Kilianus, Laensbergh, Herrebertus, Magino, de Werve Argolus, Peetersen, Jan van Vlaenderen, Philippus de Dym, et Crabben* (C. P., D., reg. 37, f. 53 v^o).

1692, 12 décembre. — Le chapitre de Saint-Lambert alloue 203 florins de Brabant à l'imprimeur Streel pour l'impression d'un mémoire de M. Malt sur l'affaire de Bouillon contre le seigneur de Charneux (C. D., O., reg. 1689-1692, f. 635).

1694, 6 décembre. — Joseph-Clément de Bavière renouvelle la commission d'imprimeur à Hasselt, accordée par son prédécesseur, à Ernest Stravius, et lui accorde le privilège exclusif d'imprimer et de vendre les livres et almanachs énoncés dans la pièce du 6 octobre (C. P., D., reg. 37, f. 110 v^o):

* 1696, 13 septembre. — Jos.-Clém. accorde pour seize ans, à Jean-François Bronckart, le privilège exclusif d'imprimer l'*Almanach de Milan* (C. P., D., reg. 37, f. 207).

1697, 29 août. — Son Altesse renouvelle les prohibitions intimées par les évêques précédents et par l'évêque régnant le 27 août 1695, à tous imprimeurs, excepté à de Milst d'imprimer les *gazettes*, etc. (C. P., P., reg. 90).

1697, 30 septembre. — Jos.-Clément accorde à Bertrand Rigaux, bourgeois de Verviers, le privilège exclusif de faire imprimer, vendre et débiter un petit livre intitulé : *Abrégé des changements surprenants arrivés dans les images de la Vierge Marie et Jésus, son fils*, audit Verviers (C. P., D., reg. 37, f^o 247).

1698, 24 avril. — Id., pour 12 ans, aux religieuses Ursulines, de Dinant, de faire imprimer un livre intitulé : *L'Ange gardien* (C. P., D., reg. 37, f^o 267 v^o).

1699, 13 juillet. — Son Altesse accorde à la ville de Spa le privilège exclusif, pendant dix ans, de vendre le petit livre inti-

tulé : *Traité des eaux de Spa*, par Edm. Nessel, Docteur en médecine, ouvrage que le sieur Bronckart a ordre de mettre sous presse (*C. P., D.*, reg. 37, f. 291).

1701, 7 avril. — Joseph-Clément défend à tous d'imprimer ou de faire imprimer les œuvres de feu le conseiller Ch. de Méan, Guill.-Henri Streel, imprimeur de Son Altesse, ayant le privilège exclusif d'imprimer ces œuvres, lequel lui a été concédé par Maxim.-Henri de Bavière (*C. P., D.*, reg. 37, f. 241).

* 1701, 27 août. — Jos.-Clément accorde à Henri-Ch.-Ant. du Fresne, ingénieur-géomètre au pays de Liège et au comté de Looz, le privilège exclusif, pendant 20 ans, de faire imprimer et vendre un livre intitulé : *Dernier souhait des ingénieurs ou fortification nouvelle composée et réglée par Henri-Ch.-Ant. Du Fresne* (*C. P., D.*, reg. 37, f. 347).

1701, 17 octobre. — Son Altesse continue à la veuve Ernest Stravius la commission d'imprimeur à Hasselt, accordé à feu son mari et lui permet de jouir de tous les avantages que lui procuraient les octrois des 6 octobre 1692 et 6 décembre 1694 (*C. P., D.*, reg. 37, f. 348).

1703, 6 août. — Le chancelier et les gens du Conseil impérial pour la principauté de Liège accordent aux bourgmestres et gens du conseil de la ville impériale d'Aix-la-Chapelle, le privilège exclusif de débiter un ouvrage intitulé : *Hydro-analyse des minérales de la dite ville d'Aix* et que celle-ci a fait imprimer à Liège chez de Milst.

1705, 13 février. — Requête de Charles Natalis demandant à vendre la platine de saint Lambert, gravée en taille douce, provenant de feu Michel Natalis son père. Le chapitre cathédral renvoie aux directeurs « pour tâcher de convenir du prix de la platine » (*C., D. O.*, reg. 1704-1706, f. 76.)

1722, 23 janvier. — Jean Bouxhée, marchand-libraire, supplie Son Altesse de lui accorder pour quarante ans, le privilège d'imprimer le *Directoire* à l'usage du diocèse. Le chapitre de St-Lambert considérant qu'il s'est présenté plusieurs libraires qui offrent de faire une nouvelle édition du *Bréviaire* de Liège, plus correcte que la précédente, en meilleur papier, etc., et qui pourraient imprimer en même temps le *Directoire*, invite le

grand vicairé à prier le prince-évêque de ne pas renouveler le privilège (*C., D. O.*, reg. 1721-1724, f. 147).

1722, 13 février. — Même sujet, conditions typographiques à exiger (*Ibid.*, f. 166).

1722, 4 mars. — *Ibid.*, supplique de la veuve J.-F. Bronckart, imprimeur (*Ibid.*, f. 179).

1724, 1^{er} juin. — Le chapitre cathédral *sede vacante* refuse à Procureur la permission d'imprimer la *Gazette de Bruxelles*.

Van Milst, éditeur de la *Gazette*, doit se servir des mêmes caractères qu'il employait autrefois; il ne peut laisser d'aussi grandes marges au papier, afin que la *Gazette* contienne autant de matière qu'avant la défense de vendre le numéro 3 liards ⁽¹⁾ (*C., D. O.*, *sede vacante*, reg. 1723-1724, f. 898).

1725, 31 janvier. — Georg.-Louis de Berghes nomme Guillaume Barnabé son imprimeur et lui accorde, en outre : 1^o d'être exempt de guet et de garde, ainsi que Guil.-Henri Streel, auquel le dit Barnabé succède à tous les privilèges. — l'avait été déclaré les 18 septembre 1651 et 24 octobre 1667; 2^o d'imprimer, vendre et débiter seul les livres dont les étudiants au collège des PP.-Jésuites de Liège se servent dans les classes; 3^o d'imprimer, vendre et débiter seuls les almanachs de *Laensbergh* ⁽²⁾, ainsi que l'octroi en a été accordé les 19 mai 1701 et 23 février 1710; 4^o d'imprimer seul les thèses de philosophie et de théologie du Séminaire (*C. P., D.*, reg. 36, f. 348).

1725, 31 janvier. — Octroi pour J. de Milst et N. Procureur d'imprimer trois fois par semaine la *Gazette de Liège* et deux fois la copie de celle de Hollande (*C. F.*).

1725, 10 juillet. — Autorisation d'imprimer l'*Histoire de Liège*, de Bouille, à condition d'insérer dans la préface le renvoi

(1) La *Gazette de Liège* du 20 janvier 1792 porte l'avis suivant : « On peut souscrire à la *Gazette de Liège* dans tous les bureaux de poste de l'Europe; ils correspondent tous avec ceux de Liège. Cette *Gazette* paraît trois fois par semaine, en six et souvent huit pages in-4^o, au prix ordinaire de 10 florins, faisant 12 livres 6 sols de France, chez l'imprimeur et 12 florins ou 15 livres de France au bureau des postes, pour la recevoir franco. »

(2) La plupart des *Almanachs Mathieu Laensbergh* portent la mention d'octroi d'impression et de vente.

du lecteur au règne de Louis de Bourbon pour l'intelligence du diplôme de l'empereur Sigismond (*C. P., Pr.*).

1725, 26 juillet. — Autorisation pour la veuve Procureur d'imprimer la *Gazette de Liège* (*C. P., Pr.*, cf., 31 janvier 1725).

1730, 24 avril. — Octroi pour la veuve Roland d'imprimer et débiter le livre de la *Réforme de la justice* (*C. P., Pr.*, reg. 1729-1730).

1730, 15 novembre. — Mesures à prendre pour la réimpression du *Bréviaire* à l'usage de Liège qui est « rempli de fautes et imprimé en mauvais caractère et papier », (*C., D. O.*, reg. 1730-1733 f. 25).

1735, 11 février. — Georges-Louis confirme la cession que la maison des pauvres orphelins a faite à Jean Bouxhée, imprimeur, du privilège de faire imprimer, vendre et débiter les bréviaires, journaux et autres livres, accordé, le 23 juillet 1689, au sieur Danthez, dont la dite maison est en partie héritière (*C. P., D.*, reg. 38, f. 78 v^o).

1735, 16 mai. — G.-Louis accorde à Everard Kints, imprimeur juré, le privilège exclusif pendant vingt ans, d'imprimer, vendre et débiter l'*Histoire de Liège*, par le R. P. Foullon, de la compagnie de Jésus, « continuée ensuite par des savants jusqu'à ces derniers temps, » et une histoire de Liège en français (*Les délices du pays de Liège*) (*C. P., D.*, reg. 38, f. 96).

1736, 3 mars. — Son Altesse renouvelle la commission, avec les privilèges y énoncés, datée du 31 janvier 1725, en faveur de Guillaume Barnabé (*C. P., D.*, reg. 38, f. 112).

1736, 1^{er} juillet. — Son Altesse accorde à Everard Kints la permission de se rendre dans tout le pays pour y recueillir des faits historiques et des vues à l'effet d'embellir et d'orner l'histoire en latin du P. Foullon et l'histoire que le dit Kints a entreprise, en français, sous le titre *Délices du pays de Liège*. L'évêque le recommande, en conséquence aux abbés, abbesses, doyens, curés, supérieurs de monastères et à ses vassaux pour qu'ils lui facilitent sa mission (*C. P., D.*, reg. 38, f. 119 v^o).

1737, 11 février. — Son Altesse accorde à Ev. Kints, le privilège exclusif pour 60 ans, de réimprimer et de vendre les œuvres de Ch. de Mean en plusieurs volumes in-f^o, intitulés :

Ad ius civile Leodiensium observationes et res judicatae, etc. que le dit Kints se propose d'augmenter par des notes de feu M. de Louvrex et d'autres savants juriconsultes, et par un index de M. Gordinne (C. P., D., reg. 38, f. 135 v^o).

1737, 16 mars. — Octroi exclusif pour Ev. Kints d'imprimer trois fois par semaine la *Gazette de Liège* et deux fois la copie de celle de Hollande, de même que les *Almanachs de poche* et les *Etrennes mignonnes* (C. F.).

1740, 14 janvier. — Son Altesse renouvelle l'octroi à Ev. Kints « pour imprimer la *Gazette* et vendre les *Almanachs de poche* et les *Etrennes mignonnes* » (C. P., Pr., reg. 1738-1740).

1741, 8 avril. — Georg.-Louis accorde à Jean-Franç. Bassompierre le privilège exclusif pendant douze ans d'imprimer et de vendre le livre qui a pour titre : *Heures et instructions chrétiennes à l'usage des gens de guerre* (C. P., D., reg. 38, f. 216).

1742, 8 février. — Georges-Louis accorde à Ev. Kints le privilège exclusif, pendant soixante ans, d'imprimer et de vendre le *Bréviaire à l'usage de Liège*, en plusieurs volumes, avec les corrections faites par les députés du chapitre cathédral (C. P., D., reg. 1733-1745, f. 260 v^o).

1742, 18 septembre. — Le chapitre cathédral souscrit à 100 exemplaires de ce Bréviaire (C., D. O., reg. 1742-1745, f. 11 v^o).

1743, 24 janvier. — Georg.-L. accorde à Ev. Kints le privilège exclusif, pendant soixante ans, d'imprimer et de vendre la *Cartabelle* à l'usage de l'office de Liège (C. P., D., reg. 38, f. 276).

1743, 1^{er} mars. — G.-L. accorde à Ev. Kints son imprimeur, le privilège exclusif pendant soixante ans, de réimprimer et de vendre un *Diurnal* conforme et relatif au bréviaire de Liège (C. P., D., reg. 38, f. 277).

1743, 17 octobre. — G.-L. accorde à Jean-Fr. Bassompierre, le privilège exclusif, pendant trente ans, d'imprimer et de vendre les sermons du R. P. Simon de la Vierge, religieux carme de la province de Touraine, intitulés : *Actions chrétiennes*, etc., en 15 volumes (C. P., D., reg. 38, f^o 290).

1743, 4 novembre. — G.-L., à la demande de Jean-Fr. Bassompierre, interdit l'introduction des impressions étrangères des ouvrages qui précèdent (C. P., D., reg. 38, f. 292).

1744, 8 mars. — Jean-Théod. de Bavière déclare Everard Kints son imprimeur et lui accorde l'octroi d'imprimer les *Gazettes*, *Almanachs de poche* et *Etrennés mignonnes*, à l'exclusion de tout autre imprimeur, à la condition qu'il payera annuellement à la table épiscopale, huit cents florins de Brabant (*C. P., D.*, reg. 38, f. 293 v^o. V. aussi *C. F.*, *Rendages*, f. 304).

1744, 28 mars. — Jean-Théod. confirme la veuve Guill. Barnabé dans la qualité d'imprimeur de l'évêque et lui renouvelle le privilège d'imprimer, vendre et débiter à l'exclusion de toute autre personne, les mandements en matière spirituelle qui émanent de l'évêque, les *Almanachs de Laensbergh*, les livres nécessaires aux étudiants du collège des PP. Jésuites de la cité, et les thèses de philosophie ou de théologie du Séminaire épiscopal (*C. P., D.*, reg. 38).

1744, 18 avril. — Jean-Théod. confirme l'octroi et privilège exclusif du 17 octobre 1743, renouvelé le 4 novembre de la même année en faveur de J.-Fr. Bassompierre et de J. de Lorme de la Tour (*C. P., D.*, reg. 38, f^o 299 v^o).

1744, 23 avril. — J.-Th. accorde à Lamb.-Jos. Le Roux, le privilège exclusif de faire réimprimer, vendre et débiter des livres intitulés : *Entretiens avec Jésus-Christ dans le très Saint-Sacrement de l'autel*, par un religieux bénédictin de la congrégation de S. Maur et *Préparation à la mort*, par le P. Jean Cras-set, de la compagnie de Jésus (*C. P., D.*, reg. 38, f. 301).

1744, 30 avril. — J.-Th. accorde à Ev. Kints son imprimeur, l'octroi exclusif pendant soixante ans « d'imprimer, de vendre et de débiter le *Bréviaire*, le *Diurnel*, etc., à l'usage de Rome ». (*C. P., D.*, reg. 38, f. 302).

1744. 7 mai. — J.-Th. accorde à Charles Collette, imprimeur, le privilège exclusif pendant trente ans, de réimprimer et vendre le livre intitulé : *La journée du chrétien sanctifiée par la prière et la méditation* (*C. P., D.*, reg. 38, f. 303).

1744, 11 mai. — J.-Th. accorde à Charles Collette, imprimeur, le privilège exclusif, pendant trente ans d'imprimer et de vendre le livre intitulé : *Le chrétien sanctifié par la prière et la fréquentation des sacrements*, lequel est un extrait du précédent (*C. P., D.*, reg. 38, f. 303 v^o).

* 1744, 23 mai. — J.-Th. accorde à Sylvestre-Frang. Bourguignon, le privilège exclusif, pendant trente ans, de réimprimer et de vendre le livre intitulé : *Théologie de Dalman*, ouvrage approuvé par le comte de Rougrave, vicaire-général et par A. Médard, chan. de la cathédrale, prés. du Séminaire et examinateur synodal (C. P., D., reg. 38, f. 304 v^o).

* 1744, 14 septembre. — J.-Théod. accorde à Sylvestre Bourguignon, imprimeur-libraire, le privilège exclusif d'imprimer et de vendre les livres intitulés : 1^o *Pensées de Cicéron pour servir à l'éducation de la jeunesse*; 2^o *Dictionnaire abrégé de la fable*, voire, dit l'octroi, « qu'il en remettra deux exemplaires de chaque à la chancellerie (C. P., D., reg. 38, f. 327 v^o).

1745, 22 avril. — Octroi continué à Ev. Kints d'imprimer la *Gazette de Liège*. Supplique (C. F., — PONCELET, *Bulletin de la Soc. des Bibliophiles liégeois*).

* 1745, 8 mai. — J.-Th. accorde un privilège pour trente ans à J.-F. Bassompierre, de réimprimer un livre de droit intitulé : *Ferdin. Arias de Mesa. Variarum resolutiones* (C. P., D., reg. 39, f^{os} 9 et 67 v^o).

1745, 8 novembre. — J.-Th. accorde au P. Bértholet de la compagnie de Jésus le privilège de faire imprimer l'*Histoire de l'institution de la Fête-Dieu avec la vie des bienheureuses Julienne et Eve*. Deux exemplaires de cet ouvrage devront être remis au Conseil privé (C. P., D., reg. 1745-1755, f. 35 v^o).

1746, 4 mars. — Le chapitre fixe le prix du *Bréviaire à l'usage de Liège*, à quatre écus (C., D. O., reg. 1745-1748, f. 72 v^o).

1746, 30 mars. — Charles Collet, imprimeur, demande au chapitre cathédral à pouvoir entrer dans la maison habitée par Guill.-Ign. Bronekart, aussi imprimeur, « située sous la Tour et sous les immunités de cette cathédrale pour y faire une visite de livres que ce dernier doit avoir imprimé et contrefait, en mépris de l'octroi accordé » par le prince J.-Th. de Bavière. Le chapitre accorde la permission sollicitée « voire à l'intervention du mayeur des cloîtres » (C., D. O., reg. 1745-1748, f. 79 v^o).

1747, 9 janvier. — J.-Th. accorde à Ch. Collette, imprimeur et libraire, le privilège exclusif, pendant vingt ans, de réimprimer et vendre un livre intitulé : *L'esprit de Jésus-Christ et de l'Eglise*

sur la fréquente communion, par le P. Pichon, jésuite. Deux exemplaires doivent être remis à la chancellerie du Conseil privé (C. P., D., reg. 39, f. 66).

1747, 26 janvier. — Jean-Théod. concède à Jacques de Lorme de la Tour et à Ev. Kints, le privilège exclusif de réimprimer le livre de droit intitulé : *Ferd. Arias de Mesa : Variarum resolutiones*, l'octroi accordé le 8 mai 1745, étant resté à la chancellerie (C. P., D., reg. 39, f. 67 v^o).

1749, 1^{er} février. — Jean-Théod. accorde à Ev. Kints le privilège exclusif pendant vingt-cinq ans à prendre cours à la fin de l'octroi accordé l'an 1713 à Jean Bertrand de réimprimer le *Recueil des Edits*, en 3 vol. par de Louvrex, en y ajoutant tous les mandements émanés postérieurement, en arrangeant les matières qui ont rapport au même sujet et en les accompagnant de notes de quelques habiles jurisconsultes ⁽¹⁾ (C. P., D., reg. 39, f. 93).

1749, 15 mars. — Jean-Théod. accorde à Ev. Kints le privilège exclusif, pendant trente ans, de réimprimer et vendre le livre intitulé : *Explications ou notes courtes et faciles sur le catéchisme*, par Pierre-Jos.-Henry, bachelier, etc. (C. P., D., reg. 39, f^o 94 v^o).

1749, 22 septembre. — Jean-Théod. accorde à Alexandre Carront, mathématicien, le privilège exclusif pendant trente ans de faire imprimer les observations astronomiques et calendrier perpétuel (C. P., D., reg. 39, f. 112).

1749, 29 novembre. — J.-Théod. accorde à Sylvestre Bourguignon le privilège exclusif, pendant vingt-cinq ans, d'imprimer et de vendre : 1^o un manuscrit intitulé : *Elucidationes seu epitome chronologu. Theologia totius historiae sacrae*, etc., du P. Fassin, récollet et 2^o une petite brochure intitulée : *Maximes pour se conduire chrétiennement dans le monde* (C. P., D., reg. 39, f. 116).

1752, 27 mars. — Jean-Théod. concède à Ev. Kints, pendant

(1) La veuve Procureur avait transporté le 19 janvier 1747 en faveur d'Ev. Kints, l'octroi et le privilège exclusifs accordés l'an 1713 à Jean Bertrand, son premier mari. L'arrangement nouveau et les notes du livre devaient être envoyées au Conseil privé avant l'impression, pour en faire l'examen.

soixante ans, le privilège exclusif « d'imprimer et de débiter un ouvrage qu'il se propose de faire composer par Bauduin Hodin, jurisconsulte et avocat, qui sera en plusieurs volumes in-f^o et qui aura pour titre : *Recueil général des cas jugés et décisions notables de toutes les cours et tribunaux du pays de Liège et comté de Looz* avec leur confirmation ou réformation en revision et des suprêmes dicastères de l'Empire depuis que feu le conseiller privé et ordinaire Charles de Mean a désisté de faire ses *Observations* jusqu'à présent et de faire faire cet ouvrage en langue française » (1) (C. P., D., reg. 39, f. 208 v^o).

1752, 29 mai. — J.-Théod. concède à Sylvestre Bourguignon, imprimeur et libraire, le privilège exclusif pendant vingt-cinq ans de réimprimer et vendre l'ouvrage intitulé : *Praxis pastoralis seu manipulus theologiae moralis, auctore Manigart*, etc., en 2 vol., (3 exemplaires à remettre au Conseil privé (C. P., D., reg. 39, f. 218 v^o).

1752, 20 décembre. — Son Altesse accorde à Jean Joirés, musicien et à Benoit Andrez, graveur, le privilège exclusif de de faire graver et imprimer la méthode expliquée pour dresser les nouvelles contredanses françaises et anglaises (C. P., D., reg. 39, f^o 244).

1754, 7 janvier. — J.-Théod. accorde à Jean-Franç. Bassompierre le privilège exclusif, pendant trente ans, d'imprimer et de vendre le livre intitulé : *Histoire du comté de Namur*, par le P. Jean-Bapt. de Marne, confesseur de Son Altesse (C. P., D., reg. 39, f. 281 v^o).

1754, 22 avril. — Jean-Théod. accorde à Sylvestre Bourguignon la survivance du privilège dont a joui la veuve Barnabé, belle-mère du dit Bourguignon, d'imprimer et vendre les mandements en matière spirituelle, les *almanachs de Laensbergh*, les livres nécessaires aux étudiants du collège des PP. Jésuites de Liège et les thèses de philosophie et de théologie du Séminaire épiscopal (C. P., D., reg. 39, f. 284 v^o).

(1) Cet ouvrage, s'il a été composé, n'a nullement été livré aux presses. Des données sur ce *Recueil* se trouvent dans les archives des Députés des États, liasse *Subside des imprimeurs*, mise complaisamment à notre disposition par M. E. Fairon, conservateur adjoint des Archives de l'État à Liège.

1755, 23 juin. — Le chapitre cathédral achète 50 exemplaires du *Diurnel* imprimé par Kints, au prix de 3 florins Brabant chacun (C., D. O., reg. 1754-1757, f. 71).

* 1756, 26 avril. — Jean-Théod. accorde à Everard Kints le privilège exclusif pendant vingt ans, de réimprimer et de vendre l'ouvrage intitulé : *Institutions du droit belge par rapport, tant aux XVII provinces qu'au pays de Liège avec une méthode pour étudier la profession d'avocat*, par Georges de Ghewiet, conseiller du roi, référendaire honoraire en la chancellerie, et ancien avocat au parlement de Flandres (C. P., D., reg. 40, f. 16).

1756, 27 novembre. — Jean-Théod. accorde à Franç.-Jos. Desoer, imprimeur-libraire, le privilège exclusif, pendant trente ans, d'imprimer un livret de musique qu'il donnera au public tous les mois sous le titre *Récréation harmonique* ou *Recueil de chansons* mêlées d'ariettes, vaudevilles, duos, etc. (C. P., D., reg. 40, f. 27 v^o).

1756, 16 décembre. — Octroi pour Paschal Simonon de faire imprimer son *Nouveau Traité historique et méthodique des monnaies* (C. P., D., reg. 40, f. 30).

1757, 28 novembre. — Jean-Théod. concède à Jean-Étienne Philippart, imprimeur-libraire, le privilège exclusif de réimprimer et de vendre un livre intitulé : *Le missionnaire paroissial ou Prône pour tous les dimanches de l'année*, in 8^o, en quatre parties, par le sieur Chevassu, ancien curé de Saint-Cloud (C. P., D., reg. 40, f. 89).

* 1759, 12 février. — Octroi délivré à Benoit Andrez, graveur et musicien, de faire imprimer et vendre son livre intitulé : *Jeu de dez harmoniques perfectionné et gravé* (C. P., P., reg. 1759-1761, f. 145).

1760, 9 juin. — Jean-Théod. concède à M. Preelos, colonel au service de Pologne, de faire imprimer et vendre le *Journal des Journaux* dont il est l'auteur, à la condition qu'il ne pourra s'écarter de ce qui est dû aux mœurs, à l'État et à la religion, et qu'il lui sera donné tel censeur que Son Altesse jugera convenable (C. P., D., reg. 40, f. 143 v^o).

1760, 25 septembre. — Jean-Théod. accorde à Sylvestre Bour-

guignon, imprimeur-libraire, le privilège exclusif d'imprimer et de vendre l'*Histoire du vieux et du nouveau Testament*, par Royaumont, en un volume, et un petit *Traité de la paix intérieure de l'âme*, à la condition qu'ils soient imprimés en bon papier et beau caractère et que trois exemplaires de chaque ouvrage soient remis à la chancellerie du Conseil privé (C. P., D., reg. 40, f. 153 v^o).

1762, 10 février. — Le chapitre cathédral est d'avis de faire « empreindre » le buste de saint Lambert, gravé par Michel Natalis « pour en distribuer quelques exemplaires à chaque trefoncier » (C., D. O., reg. 1760-1763, f. 191 v^o).

1764, 19 mars. — Octroi du C., *sede vacante* à de Boubers, imprimeur-libraire au Pont-d'Ile, d'imprimer le livre du F. récollet Paschal Ancion, intitulé : *Prières et méditations sur les quatorze stations*, etc. (Cath., reg. 265).

1764, 13 avril. — Charles d'Oultremont, sur la demande de Sylvestre Bourguignon d'obtenir les octrois et privilèges donnés à la veuve Guill. Barnabé, sa belle-mère, le 28 mars 1744, et confirmés ensuite au dit Bourguignon, le 22 avril 1754, le nomme son imprimeur du « Synode » et lui accorde le privilège exclusif d'imprimer et de vendre les *almanachs de Laensbergh*, les livres dont se servent les étudiants des jésuites et les thèses de philosophie et de théologie du Séminaire (C. P., D., reg. 40, f. 204).

1764, 13 avril. — Charles nomme F.-J. Bassompierre, imprimeur de son Conseil privé, l'autorise à imprimer tous les mandements, règlements et édits qui émaneront de son autorité principale et lui accorde le privilège de fournir tous papiers, cires, encre et hosties nécessaires au Conseil privé (C. P., D., reg. 40, f. 204 v^o).

1764, 13 avril. — Son Altesse nomme L.-J. Leroux, imprimeur de sa Chambre des Comptes avec privilège exclusif de fournir papiers, etc. (C. P., D., reg. 40, f. 205.).

1764, 13 avril. — Son Altesse accorde à Jean Dessain, libraire, le privilège exclusif d'imprimer et de vendre les almanachs de Liège, à l'exception de ceux de *la Cour* et de *Mathieu Laensbergh* (C. P., D., reg. 40, f. 205).

1764, 13 avril. — Son Altesse accorde à F.-J. Desoer le pri-

vilège exclusif de composer les *Gazette de Liège* « parmi payant la rétribution à régler par notre Chambre des Comptes » (*C. P., D., reg. 40, f. 205 v^o*).

1764, 16 avril. — Son Altesse accorde à Jacques Bérard, imprimeur-libraire et marchand, le privilège exclusif d'imprimer et de vendre les *Directoires* ou *Cartabelles* à l'usage de Rome (*C. P., D., reg. 40, f. 206*).

1764, 16 avril. — Son Altesse accorde à Everard Kints le privilège exclusif d'imprimer et de vendre les *Directoires* ou *Cartabelles*, à l'usage de Liège (*C. P., D., reg. 40, f. 206*).

1764, 8 mai. — Son Altesse octroie à Barthélemy Collette, imprimeur, le privilège exclusif d'imprimer et de vendre les grands et petits catéchismes (*C. P., D., reg. 40, f. 229 v^o*).

1764, 25 octobre. — Son Altesse défend d'imprimer les almanachs de Liège dont Jean Dessain, imprimeur a obtenu le privilège exclusif (*C. P., D., reg. 40, f. 224 v^o*).

1764, 22 décembre. — Son Altesse qui, le 16 avril précédent, n'avait accordé à Everard Kints, que le privilège exclusif d'imprimer et de vendre les *Directoires* ou *Cartabelles* à l'usage de Liège, le réintègre dans le privilège lui accordé le 30 avril 1744 et lui permet de réimprimer à l'exclusion de tous autres les *Bréviaires*, le *Diurnal* « et autres usages de Rome » (*C. P., D., reg. 40, f. 227 v^o*).

1764, 29 décembre. — Son Altesse accorde à Herman-François Delange et à Jean-Étienne Philippart, le privilège exclusif d'imprimer et de vendre un recueil de chansons en musique, de la composition du premier, qui a pour titre *le Rossignol*, à la condition qu'ils ne donneront que des chansons décentes et convenables, et qu'ils seront obligés de remettre chaque mois, au Conseil privé, un exemplaire avant d'en faire la distribution (*C. P., D., reg. 40, f. 228*).

1764, 29 décembre. — Son Altesse accorde à Jean-Étienne Philippart l'octroi exclusif de réimprimer et débiter *Le Mercure historique*, au prix ordinaire (*C. P., D., reg. 40, f. 228 v^o*).

1765, 16 mars. — Son Altesse accorde à J.-F. Bassompierre le privilège exclusif, pour vingt ans, d'imprimer et de vendre les *Sermons pour l'avent, le carême et les principales fêtes de*

l'année, par le P. Henri Griffet, de la Compagnie de Jésus (C. P., D., reg. 40, f. 235).

1766, 26 avril. — Son Altesse accorde à Sylvestre Bourguignon le privilège exclusif d'imprimer et de vendre l'*Office de l'adoration perpétuelle* et *Instructions et prières pour l'adoration perpétuelle* (C. P., D., reg. 40, f. 253).

1766, 2 mai. — Convention intervenue entre la mayeur Fabry et le sieur Desoer, imprimeur de la *Gazette de Liège* (C. F.).

1767, 8 juin. — Son Altesse accorde à Jean-J. Tutot, le privilège exclusif, pendant trente ans, d'imprimer et de vendre un ouvrage en deux volumes intitulé : *Institutiones doctrinae christianae sive Compendium theologiae dogmaticae et moralis auctore Petro Ludovico Danes* (C. P., D., reg. 40, f. 274 v^o).

1767, 19 décembre. — Son Altesse accorde à Sylvestre Bourguignon le privilège exclusif pendant vingt ans, d'imprimer et de vendre un petit livre intitulé : *Exercice de piété pour remplir leur (l'heure) destinée à l'adoration perpétuelle* (C. P., D., reg. 40, f. 301 v^o).

1769, 12 juin. — Son Altesse accorde à J.-J. Tutot, imprimeur libraire, le privilège exclusif d'imprimer et de vendre un livret contenant des instructions et prières pour le futur jubilé à l'occasion de l'exaltation de S. S. le pape Clément XIV (C. P., D., reg. 41, f. 29).

1769, 6 juillet. — Son Altesse accorde à la veuve de Sylvestre Bourguignon la continuation de l'octroi accordé à son mari le 13 avril 1764 (C. P., D., reg. 41, f. 66 v^o).

1770, 19 mars. — Son Altesse accorde à Jean-François Basompierre, fils, le privilège pendant vingt ans, d'imprimer et de vendre : 1^o *Instructions familières et dogmatiques et morales sur les quatre parties de la doctrine chrétienne*, par Henri, curé de Surice; 2^o * *Instruction de la jeunesse*, par Gobinet (C. P., D., reg. 41, f. 97).

1770, 23 juin. — Son Altesse accorde à F.-J. Desoer le privilège exclusif pendant dix ans d'imprimer et de vendre le *Plan de Spa*, dans lequel sont désignés les principaux édifices, les promenades publiques et les maisons servant de logement pour

les étrangers avec leurs enseignes, etc (C. P., D., reg. 41, f. 103).

1770, 9 juillet. — Son Altesse accorde à Jean Dessain, imprimeur-libraire, l'octroi exclusif, pendant dix ans, d'imprimer et de vendre les *Sermons* du père H. de Bulonde (C. P., D., reg. 41, f. 115).

1771, 27 juin. — Son Altesse accorde à Jean-François Bassompierre le privilège exclusif, pendant vingt ans, d'imprimer et de vendre un ouvrage intitulé : *Encyclopédique* (sic) ou *établissement de grand nombre de manufactures mises en pratique*, en 4 volumes in-12 (C. P., D., reg. 41, f. 141).

1771, 22 août. — Son Altesse accorde à Jean-François Bassompierre fils, imprimeur et libraire le privilège exclusif, pendant dix ans, d'imprimer et de vendre en 14 vol. in-12, les *Sermons* du P. Bourdaloue (C. P., D., reg. 41, f. 150).

1771, 28 novembre. — Louage d'une boutique à Jean Leroux, marchand-libraire français, proche l'escalier royal dans la galerie du Palais (C. F.) ⁽¹⁾.

1772, 21 mars. — François-Charles de Velbruck renouvelle à la veuve Sylvestre Bourguignon le privilège accordé à son mari, le 13 avril 1764 et à elle le 6 juillet 1769 (C. P., D., reg. 41, f. 157).

1772, 21 mars. — François-Charles continue à Jean Dessain, libraire, le privilège exclusif d'imprimer et de vendre les almanachs de Liège (de poche), à l'exception de ceux de la Cour et de Mathieu Laensbergh (C. P., D., reg. 41, f. 158).

1772, 21 mars. — Son Altesse nomme J.-F. Bassompierre, père, libraire « imprimeur de son Conseil privé » ⁽²⁾ (C. P., D., reg. 41, f. 159).

1772, 23 mars. — Son Altesse renouvelle à Jacques Bérard, le privilège lui octroyé le 16 avril 1764 (C. P., D., reg. 41, f. 161).

1772, 23 mars. — Son Altesse renouvelle en faveur de Jean Dessain, imprimeur-libraire, les octrois lui accordés les 15 septembre 1764 et 24 septembre 1767 (C. P., D., reg. 41).

1772, 2 mai. — Son Altesse accorde à Franç.-Jos. Desoer le

⁽¹⁾ Commission d'imprimeur et de livrancier pour le même et pour C. Loxhay, 31 mars et 21 juillet 1772, 16 oct. 1792.

⁽²⁾ V. l'octroi du 13 avril 1764.

privilege exclusif d'imprimer et de vendre, pendant dix ans, le *Plan de Spa* et la *Liste des étrangers* qui viendront à Spa pour y boire les eaux (C. P., D., reg. 41, f. 176).

1772, 4 juin. — Son Altesse accorde à J.-J. Tutot, imprimeur-libraire, le privilege exclusif « d'imprimer et de vendre un recueil périodique ayant pour titre *L'Esprit des Journaux*, sous la condition expresse, néanmoins, que le dit ouvrage ne renferme absolument rien qui puisse, soit directement, soit indirectement blesser la religion, l'honnêteté, les mœurs, ni le respect dû aux puissances. Aucune partie de ce recueil ne peut paraître sans avoir été examiné par le chanoine Delatte, examinateur synodal » (C. P., D., reg. 41, f. 200).

* 1772, 11 juin. — Son Altesse accorde à Pierre Geuns de faire imprimer et vendre pendant dix ans un livre intitulé : *Mémoire sur les aimans*, etc. (C. P., D., reg. 41, f. 200).

* 1772, 28 novembre. — Son Altesse accorde à Jacques Bérard, imprimeur-libraire, le privilege exclusif, pendant vingt ans, d'imprimer deux volumes, l'un intitulé : *Actes des plus éminentes vertus d'un chrétien*, et l'autre : *Traité d'arithmétique raisonnée*, par H.-F. Lambert, arpenteur juré (C. P., D., reg. 41, f. 310).

1772, 14 décembre. — Son Altesse accorde à Bertrand Bertho, bourgeois de Liège, le privilege exclusif, pendant trois ans, de faire imprimer et de vendre un livre qu'il a composé intitulé : *Méthode de traiter les changes étrangers par principes* (C. P., D., reg. 41, f. 314).

1773, 30 août. — Son Altesse renouvelle l'octroi accordé par son prédécesseur, le 12 janvier 1765, à J.-E. Philippart et Barthélemi-Collette (C. P., D., reg. 41, f. 343).

* 1773, 30 septembre. — Son Altesse accorde à L.-J. Demany, imprimeur-libraire, le privilege exclusif pendant dix ans, d'imprimer et de vendre un petit ouvrage intitulé : *Abrégé de toutes les sciences*, etc. (C. P., D., reg. 41, f. 352).

1773, 7 octobre. — Son Altesse accorde à E. Lathour, libraire, le privilege exclusif, pendant dix ans, de faire imprimer et donner au public chaque semaine une espèce de gazette de musique sous le titre de : *L'Orphée ou Divertissement de musique*, et cela

par souscriptions, ce qu'il aurait déjà même effectué pendant le cours d'une année (*C. P., D.*, 41, reg. f. 354).

1774, 17 janvier. — Son Altesse accorde à Albert-Jos. Bollen, fils, le privilège exclusif « d'imprimer, vendre et débiter les cartes d'imitation que l'on est en coutume de distribuer dans le bourg de Spa, de même que les listes des personnes qui viennent au dit Spa » (*C. P., D.*, reg. 41, f. 399).

1774, 21 février. — Son Altesse continue à prendre F.-J. Desoer, son imprimeur privilégié, pour composer et imprimer les *Gazette de Liège*, parmi payant le rétribution réglée par sa C. F. (*C. P., D.*, reg. 41, f. 402).

1774, 27 juin. — Son Altesse nomme « exclusivement à tout autre, imprimeur de son Académie anglaise », J.-J. Tutot, imprimeur et libraire (*C. P., D.*, reg. 41, f. 420).

1774, 11 août. — Son Altesse accorde à J.-J. Tutot le privilège exclusif d'imprimer et de vendre un livret contenant des instructions et prières pour le jubilé prochain de l'année 1775 (*C. P., D.*, reg. 41, f. 422).

1774, 1^{er} décembre. — Son Altesse accorde à L.-J. Demany, imprimeur, le privilège exclusif, pendant vingt ans, d'imprimer et de vendre le *Tableau ecclésiastique du pays de Liège* (*C. P., D.*, reg. 41, f. 432.)

1775, 22 mai. — Son Altesse accorde à L.-J. Demany, imprimeur-libraire, le privilège exclusif, pendant dix ans, d'imprimer et de vendre le *Traité de l'apoplexie et de la paralysie*, par le docteur Ponsart (*C. P., D.*, reg. 41, f. 451).

1775, 1^{er} juillet. — Son Altesse, à la demande du corps des prélocuteurs de la cité, accorde à Jean-Franç. Bassompierre, le privilège exclusif pendant dix ans, d'imprimer et de vendre les formulaires des déminements, grâces, bannissements, saisines et autres, selon le style et la forme usitée par devant le tribunal des échevins de la souveraine justice de Liège (*C. P., D.*, reg. 41, f. 453).

1777, 18 janvier. — Son Altesse accorde à Anne-Catherine Bassompierre les privilèges accordés ci-devant à son père d'imprimer tous les édits, mandements, etc., émanés du Conseil privé, et de fournir la chancellerie de ce Conseil, de papiers,

plumes et autres objets qui lui seront nécessaires (C. P., D., reg. 41, f. 648).

1777, 3 avril. — Son Altesse accorde à Jean-Fr. Bassompierre le titre d'imprimeur de Son Altesse, avec faculté de placer à sa maison un tableau des armoiries de Son Altesse (C. P., D., reg. 41, f. 657).

1777, 4 décembre. — Son Altesse accorde à F.-J. Desoer le privilège exclusif pendant vingt ans, d'imprimer et de vendre une seconde édition de l'ouvrage de Simonon, intitulé : *Introduction à l'office de notaire et prélocuteur* (C. P., D., reg. 41, f. 694).

1778, 2 mars. — Son Altesse accorde à J.-J. Tutot, imprimeur, le privilège exclusif, pendant quinze ans, d'imprimer et de vendre les catéchismes traduits en flamand (C. P., D., reg. 42, f. 2).

1781, 14 juillet. — Son Altesse accorde à F.-J. Desoer le privilège exclusif, pendant vingt ans, de vendre « le plan et les vues de Spa, et des principaux environs », et de réimprimer et vendre les ouvrages de médecine, *Traité des eaux, Amusements de Spa* et autres du sieur Limbourg aîné (C. P., D., reg. 42, f. 268).

1782, 7 octobre. — Son Altesse accorde à Jos. Collette, la continuation, pendant dix ans, du privilège exclusif lui accordé d'imprimer et de vendre les *Nouvelles Lettres familières et autres*, etc. (C. P., D., reg. 42, f. 368).

1782, 11 octobre. — Son Altesse accorde à Pierre-Norbert Monte, maître d'école attaché à la paroisse Saint-Servais, à Liège, le privilège exclusif de faire imprimer et vendre un livre qu'il a composé et intitulé : *Livre élémentaire pour apprendre à bien lire en français*, etc. ⁽¹⁾ (C. P., D., reg. 42, f. 370).

1783, 1^{er} février. — Son Altesse accorde à Louis Bernimolin, imprimeur, le privilège exclusif pendant dix ans, de réimprimer et vendre deux livres intitulés : *Les statuts du sérénissime Prince Ferdinand* et *L'Art de contracter*, par M. de la Hamaide (C. P., D., reg. 42, f. 402).

1783, 31 mars. — Son Altesse accorde à Jean-François Bassompierre le titre d'imprimeur de son Conseil privé et de fournir tous papiers, plumes, etc. (C. P., D., reg. 42, f. 420).

(1) Un nouvel octroi pour 10 ans a été accordé au même le 11 oct. 1783.

1783, 30 juin. — Son Altesse accorde, pour un terme de dix ans, à Nicolas Bernimolin et C^{ie}, le privilège exclusif d'imprimer et de donner au public un « *Journal des prix courants par les dates les plus nouvelles de toutes les marchandises de l'Europe et des deux Indes*, etc. (C. P., D., reg. 42, f. 441).

1784. — Le prélocuteur Donckier de Donecel « ayant travaillé dès le règne du prince Ch. d'Oultremont à rassembler un corps des différents édits et règlements de police, il est parvenu à en former une collection complète de tout ce qui en est émané depuis la dernière édition du *Recueil* imprimé en 1752, même à y en ajouter qui avaient échappé aux soins de l'éditeur ». Au volume de supplément susdit, il voudrait en ajouter un de tables. Il demande d'en obtenir l'impression. — Renvoyé pour examen au Conseil privé, celui-ci députa M. de Chestret, à cette fin. — Aucune autre suite n'a été donnée à cette demande (C. P., liasse *Imprimerie*).

1784, 17 janvier. — Son Altesse accorde à Marc Guichard, domicilié à Liège, le privilège exclusif pendant dix ans de faire imprimer et vendre un livre intitulé : *L'Art de compter ou l'Arithmétique universelle* (C. P., D., reg. 42, f. 473).

1784, 22 mars. — Son Altesse accorde à Fr.-J. Desoer, le privilège exclusif pendant dix ans d'imprimer et de vendre un livre ayant pour titre *Tableau de l'Univers* en deux parties orné de cartes géographiques (C. P., D., reg. 42, f. 494).

1784, 23 août. — Jos.-Albert Bollen continué dans son privilège d'imprimer et de vendre les listes des personnes qui se trouvent aux eaux de Spa et les cartes d'invitations, d'adresses et d'affiches de spectacles (C. P., D., reg. 42, f. 507).

1784, 24 août. — Constantin-François de Hoensbroeck continue Fr.-J. Desoer pour son imprimeur privilégié des *Gazette de Liège* avec les feuilles y annexées d'annonces ou d'avertissements (C. P., D., f. 507).

1784, 9 septembre. — Son Altesse accorde à la veuve de Sylvestre Bourguignon la continuation des octrois et privilèges concédés à son mari, le 13 avril 1764 et renouvelés le 6 juillet 1769 et le 21 mars 1772 (C. P., D., reg. 42, f. 513).

1784, 11 septembre. — Son Altesse accorde à la veuve de

Jean Dessain, la continuation des octrois exclusifs obtenus par son mari et déjà continués à la dite veuve le 22 juin 1776 (*C. P., D.*, reg. 1778-1787, f. 515).

1784, 16 septembre. — Son Altesse accorde à C.-P.-J. Berard, imprimeur-libraire, le privilège exclusif d'imprimer et de vendre les *Directoires* et *Cartabelles* à l'usage de Rome (*C. P., D.*, reg. 42, f. 518).

1785, 18 mars. — Son Altesse accorde à l'administration communale du bourg de Spa l'octroi exclusif de faire imprimer et vendre les *Listes des personnes qui vont aux eaux*, ainsi que les annonces et les cartes de visite. Cet octroi est soumis aux conditions : 1^o de ne point outrepasser le prix de 25 sous; 2^o de faire paraître les premières feuilles au 1^{er} juin invariablement; 3^o de les faire porter exactement chez les abonnés (*C. P., D.*, reg. 42, f. 541).

* 1786, 6 avril. — Son Altesse accorde à C.-A. Fock, pendant dix ans, le privilège exclusif de faire imprimer et de donner au public la traduction qu'il a faite de l'allemand en latin d'un ouvrage intitulé : *Collegium practicum* du conseiller Haas, de Wetzlar (*C. P., D.*, reg. 42, f. 598).

1788, 18 mars-17 juillet. — Octroi pour Henri-Ferdinand-Marie Colson, mayeur en féauté, de composer, imprimer ou faire imprimer les *Gazette de Liège* avec feuilles y annexées, d'annonces ou d'avertissements et révocation du privilège qu'avait Fr.-J. Desoer (*C. F. — C. P., D.*, reg. 43, f. 27).

* 1788, 9 juin. — Privilège accordé pour quinze ans à P.-L. Lekens, de faire imprimer son livre intitulé : *Développement du catéchisme des diocèses de Cambrai, Liège et Namur* (*C. P., D.*, reg. 43, f. 43 v^o).

1788, 22 décembre. — Son Altesse accorde à Hubert Dessain, et à ses quatre sœurs la continuation du privilège octroyé à leur mère, le 11 septembre 1784 (*C. P., D.*, reg. 43, f. 76).

1789, 15 juillet. — Son Altesse accorde à Simon Dauvrain le privilège exclusif d'imprimer et de vendre les « listes des personnes qui se rendent aux eaux de Spa, etc. », moyennant diverses conditions (*C. P., D.*, reg. 43, f. 118 v^o).

1789, 31 août. — L'État tiers « nomme provisionnellement N. Bollen pour imprimer les recès » (*Etats*, liasse *Imprimerie*).

1791, 19 janvier. — Retrait de l'octroi d'impression de la *Gazette de Liège* à Desoer. La permission est accordée à Lemarié. Les impressions pour la Cité sont également retirées des mains de la veuve Bourguignon et octroyées à Dessain et sœurs (*Précis historique de la Révolution liégeoise*, f. 136).

1791, 15 décembre. — Hoensbroeck accorde à L. Devillers, marchand-imprimeur, de jouir du privilège obtenu par P.-J. Bérard d'imprimer et de vendre les *Directoires* et *Cartabelles* à l'usage de Rome (*C. P., D.*, reg. 1788-1792).

1792, 31 mars. — Son Altesse retire à Dauvrain l'octroi d'imprimer les *Listes* de Spa et le transmet au magistrat de Spa (*C. P., D.*, reg. 43, f. 292 v°).

1792, 15 septembre. — Le prince de Mean nomme Simon Dauvrain, imprimeur de son Conseil privé, l'autorise à imprimer tous les mandements à émaner du dit Conseil et lui accorde le privilège de fournir papier, plumes, etc. à ce Conseil (*C. P., D.*, reg. 43, f. 305 v°).

1792, 20 septembre. — Son Altesse déclare continuer à Hubert Dessain et sœurs les octrois et privilèges du 22 juin 1776 et du 11 septembre 1784 (*C. P., D.*, reg. 43, f. 306 v°).

1792, 20 septembre. — Id. id. Lambert-Joseph Demany dans les privilèges lui accordés le 1^{er} décembre 1774, et 16 septembre 1784 (*C. P., D.*, reg. 43, f. 307 v°).

1792, 4 octobre. — Son Altesse accorde à la veuve Sylvestre Bourguignon, l'octroi et le privilège exclusif d'imprimer et de vendre les *almanachs de Laensbergh*, les livres dont les étudiants du grand collège se servent et les thèses de philosophie et de théologie du séminaire (*C. P., D.*, reg. 43, f. 311 v°).

1792, 4 octobre. — Son Altesse nomme le sieur Lemarié, imprimeur-libraire, pour imprimer et vendre à l'exclusion de toute autre personne tout ce qui émanera du synode en matière spirituelle (*C. P., D.*, reg. 43, f° 312 v°).

C.

Censures. — Interdiction d'impressions et de ventes de livres ou de journaux. — Examens d'ouvrages.

1612, 3 avril. — Examen des *Gesta pontificum Leodiensium*, recueillis par Chapeauville (C., D. O.).

1615, 31 janvier. — Daniel Raymondi est député par le clergé pour la correction du bréviaire liégeois (C., D. O.).

1619, 17 juillet. — Le doyen du chapitre de Saint-Lambert demande l'impression d'un livre composé par le gardien des Frères Mineurs, contre le synode de Hollande (C., D. O.).

1624, 8 novembre. — Fr. Walschart, chanoine de la Petite Table, demande l'impression du *Directorium officii divini*, qu'il a rédigé d'après le bréviaire liégeois (C., D. O.).

1630, 7 janvier. — Le chapitre de Saint-Lambert proteste contre la publication du livre d'Étienne Rausin, intitulé : *Delegatio*, etc. Lettre de Son Altesse à ce sujet (C., D. O.).

* 1633, 7 mai. — Procédure criminelle contre l'auteur de l'écrit calomnieux *De l'esprit du bourgmestre Beeckman, retourné de l'autre monde aux fidèles bourgeois de la Cité* (C., D. O.).

1634, 24 mai. — Ferdin. de Bavière condamne l'ouvrage intitulé *L'abrégé du Salut* avec des observations hérétiques fausement attribuées aux Jésuites de Maestricht, et l'ouvrage intitulé *L'imposture monacale ou la Fable du monstre découvert*, écrits par le calviniste Samuel des Marets. (Placard. — CHOCIER, *Paranesis*, p. 52).

1634, 5 juillet. — L'évêque condamne le faux mandement publié, sous son nom, par Samuel des Marets, lequel lui faisait dire tout le contraire de ce qui se trouvait dans le mandement du 24 mai. (DARIS, *Notices*, t. XIII, p. 309.)

1644, 15 juillet. — Protestation du chapitre cathédral contre le livre intitulé *Consilium Juris* (1), imprimé de la part des bourgmestres et contenant beaucoup de choses préjudiciables à l'Église (C., D. O.).

(1) Par BARTOLLET.

1645, 24 février. — Le chapitre de Saint-Lambert avertit le grand vicaire, qui avait fait imprimer le règlement pour le futur jubilé, de ne plus faire chose semblable sans son avis préalable (C., D. O.).

1645, 16 juin. — Le même chapitre proteste contre les usurpations commises sur son autorité par les bourgmestres, notamment en faisant imprimer des livres (Texte). (C., D. O.).

1645, 2 septembre. — Le chapitre cathédral prie le cardinal Caraffa d'user de son influence pour que les offices de Saint-Lambert et de Saint-Hubert soient insérés dans le bréviaire romain (C., D. O.).

1645, 14 septembre. — Les échevins sont autorisés par le chapitre cathédral à publier un mémoire tendant à prouver que l'excommunication dont leur tribunal a été l'objet de la part de l'official de Cologne n'a aucune valeur (C., D. O.).

1650, 7 janvier. — Lambert Walschart et J. Caveren sont chargés de mettre en un recueil toutes les cérémonies de la cathédrale (C., D. O.).

1655, 10 décembre. — Maxim.-Henri défend d'imprimer quoi que ce soit, même de simples feuillets, sans autorisation préalable (DARIS, *Notices*, t. XIII, p. 311).

* 1658, 9 mars. — Maxim.-Henri prohibe l'ouvrage du P. Franciscain Ambroise «Peuplus» parce que, «dans la seconde partie, il enseigne des choses préjudiciables à la juridiction épiscopale à l'avantage des religieux. Cette seconde partie y a été frauduleusement ajoutée à l'insu du vicaire général qui n'avait donné approbation qu'à la première. En outre, cette seconde partie n'a pas été imprimée à Liège » (*Ibid.*).

* 1683, 25 décembre. — Ordonnance du prince-évêque au sujet d'un livret anonyme paru à Liège sous le titre : *Responce de la France depuis la paix de Nymègue*. (Imprimé) (C., D. O., reg. 165).

* 1688, 6 septembre. — Le chapitre cathédral interdit la vente du livre intitulé *Mercurius historique et politique* (C., D. O., reg. 168).

* 1691, 2 mai. — Le chapitre cathédral invite le vicaire

général à agir en ce qui concerne le *Mercur*e répandu dans le public (C., D. O., reg. 1689-1692, f. 357).

1693, 10 avril. — Le chapitre députe l'officiel près de S. A. le prince-évêque, pour obtenir satisfaction touchant l'imprimé des échevins de Liège « choquant la juridiction du chapitre et l'honneur de leur officiel » (C., D. O., reg. 1691-1695, f^o 38 v^o).

1693, 15 juillet. — Ayant considéré le préjudice donné aux régaux de Son Altesse et de son Église par les imprimés qu'ont faits les échevins de Liège, sans permission du prince et intitulés : le premier, *Protestation arraisonnée*; le second, *Réfutation de l'écrit intitulé « Défense de la juridiction du chapitre de Liège et de la conduite de son officiel »*, le corps chapitral prie le prince d'ordonner à son procureur général de procéder contre les imprimeurs, etc. (C., D. O., reg. 1692-1695, f. 69 v^o).

1693, 16 juillet. — Le chapitre ayant vu la réponse de l'officiel à la *Proposition préliminaire des échevins*, agréé la réponse susdite et en ordonne l'impression (C., D. O., reg. 1692-1695, f. 70 v^o). ⁽¹⁾

1695, 4 mai. — Erreurs et changements apportés dans l'impression du *Bréviaire* de Liège. Explications de l'imprimeur Danthez. Examen (C., D. O., reg. 1692-1695, f. 257 v^o).

1695, 22-27 juin. — Même objet. — *Ibid.*, f. 274 v^o, 276 v^o).

1704, 20 mars. — M. contre les libelles des Jansénistes (DARIS, *Hist. du Diocèse*, xvii^e siècle, t. II, p. 384).

1704, 15 avril. — L'évêque rappelle le M. précédent, il soumet à la censure préalable l'impression de tout écrit de même qu'il révoque toute permission de lire les livres prohibés (DARIS, *Notices*, t. XIII, p. 318).

1705, 4 avril. — Ordonnance du Conseil impérial défendant à tous libraires, imprimeurs et autres, d'imprimer ou distribuer, sans son agrément, des libelles ou manifestes contre S. M. impériale et ses hauts alliés, entre autres le *Clef du Cabinet des Princes*, « ni aucun autre écrit ou imprimé venant des pays ennemis » (C. P., P., reg. 1704-1706).

1707, 9 février. — Le chapitre émet l'avis que Jean-Franç.

⁽¹⁾ V. suite *Cathédrale, Décrets et Ordonnances*, reg. 1692-1695, f^o 91. — DE THEUX, *op. cit.*, c. 360.

Bronckart peut s'adresser au prince pour obtenir la permission d'imprimer le *Bréviaire* à l'usage de Liège, après revision et examen (C., D. O., reg. 1706-1709, f. 21 v^o).

* 1709, 23 octobre. — Le vicaire général avait accorde en 1699, à Henri de Saint-Ignace, d'Ath, carme à la Xhavée, la permission de faire imprimer son ouvrage *Theologia sanctorum*, qui parut en 1700 en un vol. in-8^o. Ce religieux développa son ouvrage et le fit imprimer à l'insu de l'autorité ecclésiastique en 1709 en trois vol. in-f^o, en y apposant l'autorisation donnée en 1699. Le vicaire général prohibe l'ouvrage, comme imprimé sans autorisation (DARIS, *Notices*, t. XIII, p. 321).

1712, 20 octobre. — Défense d'imprimer et de vendre aucune vie de saint Félix de Cantalix, ni d'aucun autre saint sans autorisation préalable (*Ibid.*, p. 323).

* 1713, 11 juin. — L'évêque, par Mand. de Valenciennes, condamne l'ouvrage de Heyendaël, abbé de Rolduc : *Defensis scriptorum theologicorum*, comme imprimé sans autorisation et comme renfermant des doctrines dangereuses (DARIS, *Notices*, t. XIII, p. 323).

* 1713, 25 août. — Le vicaire général prohibe l'ouvrage de Henri de Saint-Ignace : *Gratiæ per se efficacis justa defensio* (*Ibid.*).

1716, 30 juin. — Interdiction d'imprimer des annonces doctrinales sans autorisation (DARIS, *Notices*, t. XIII, pp. 324-325).

* 1716, 17 novembre. — L'évêque condamne le livre : *La Clef du Paradis et Chemin du Ciel*, et autres livres qui contiendraient de semblables promesses extraordinaires, comme aussi les oraisons et instructions qui s'éloignent du sens commun des fidèles (DARIS, *Notices*, t. XIII, p. 324).

1717, 23 février. — On publiait à Liège, sans nom d'auteur, ni de lieu, un petit cahier mensuel, renfermant une instruction en forme de catéchisme avec des images. L'évêque prohibe ces cahiers, qui étaient à ses yeux, un moyen facile de faire glisser sous de belles apparences, des nouveautés dangereuses (DARIS, *Notices*, t. XIII, p. 325).

* 1717, 2 novembre. — L'évêque condamne le livre intitulé *Élévation de cœur à Notre Seigneur Jésus-Christ, au nom des*

enfants et des jeunes gens qui désirèrent lire la parole de Dieu et surtout l'Evangile, ainsi qu'un autre ouvrage : Entretien de Christine et de Pélagie, maîtresse d'école sur la lecture des Épîtres et Évangiles (DARIS, Ibid., p. 325).

1718, 4 janvier. — Id. le livre du P. Mineur Louis Lipsin, intitulé : *La réprobation des Pécheurs qui ont différé leur conversion jusqu'à la mort (Ibid.)*.

* 1718, 24 mai. — On distribuait à Liège de petits livres intitulés : *Prophétie de la révélation du XII^e chapitre de Saint-Jean*. L'évêque condamne cette publication (DARIS, *Ibid.*, p. 326).

1719, 10 janvier. — Le vic. général condamne un imprimé concernant le P. Augustin Jean Brasseur. (*Ibid.*, p. 326).

1719, 16 mars. — Le chapitre cathédral agréa l'écrit intitulé : *Preuves du droit territorial de la principauté de Liège sur l'abbaye et les terres de Saint-Hubert* et émet un avis favorable à l'impression (C., D. O., reg. 1718-1721, f. 131) ⁽¹⁾.

1722, 9 mai. — L'évêque condamne l'opuscule intitulé : *Réflexions critiques sur les images anciennes et modernes qu'on voit dans les églises de Liège* (DARIS, *Notices*, t. XIII, p. 327).

1722, 30 septembre. — L'évêque condamne : 1^o l'ouvrage intitulé : (*) *Apologie ou Motif d'Etienne Tanneur* ; 2^o *Lettre d'un catholique pour servir de réponse au précédent (Ibid., p. 328)*.

* 1732, 13 juin. — Édit de G.-L. de Berghes, touchant l'acceptation de la constitution *Unigenitus*, avec défense, sous peine d'excommunication majeure de lire, retenir chez soi, vendre ou débiter les livres qui la combattent et, principalement celui qui se trouve imprimé en flamand sous ce titre: *De rechte gronden van het geloove, hoope en liefde vervordeld door de bul « Unigenitus » in haren natuurlyken zin*, c'est-à-dire : Les vrais fondements de la foi, de l'espérance et de la charité, condamnés dans la bulle *Unigenitus*, prise dans le sens naturel (LOUVREX, *Recueil des Edits*, t. II, p. 77).

1732, 27 novembre. — Défense par G.-L. de Berghes, à l'imprimeur Bronekart, de vendre un livret touchant la cérémonie

(1) DE THIEUX le place erronément à l'année 1704, col. 417.

de la prestation de serment par des habitants de Herstal au roi de Prusse. — Ordre de remettre les exemplaires (*C. P., Pr.*).

1735, 19 septembre. — Estienne Dëshaye ayant adressé au chapitre de Saint-Lambert une estampe représentant le *Martyre de Saint-Lambert*, le chapitre l'a envoyé aux directeurs pour examen et rapport (*C., D. O.*, f. 232 v^o).

1737, 19 septembre. — G.-L. de Berghes lance un édit contre le livre : « La Bible de Westherin sous le titre *Des écritures divines avant le temps de Messire Jésus* », (*C. P., Pr.*, reg. 1736-1738).

1739, 18 novembre. — Promulgation à Liège du décret de la Congrégation de l'inquisition condamnant le livre intitulé : *La vérité des miracles opérés à l'intervention de M. Pâris* (*DARIS, Notices*, t. XIII, p. 334).

1742, 23 juin. — Kints a obtenu du Prince, la permission de réimprimer le *Bréviaire à l'usage de Liège*. — Examen des types de caractères à employer (*C., D. O.*, reg. 1739-1742, f. 364 v^o).

1743, 4 août. — G.-L. de Berghes renouvelle les défenses faites le 29 janvier 1733, les 15 et 24 nov. 1742 et 27 avril 1743, d'imprimer et de débiter des *Nouvelles publiques* sans permission (*DARIS, Notices*, t. XIV, pp. 139-140).

1747, 18 janvier. — Le chapitre cathédral, informé qu'un mémoire intitulé *Tableau de la Dévastation du pays de Liège* vient d'être imprimé, déclare n'avoir pris aucune part à ce document (*C., D. O.*, reg. 1745-1748, f. 163 v^o et 165 v^o).

1758, 27 mars. — Lettre de J.-Th. de Bavière au synode concernant le *Journal encyclopédique*. Mesures à prendre (*Fonds Ghysels*).

1758, 9 juin. — Le Conseil de la Cité retire au S^r Vasse, libraire, l'exemption qui lui avait été accordée pour ses livres et images (*R. C. C.*).

1759, 27 août. — M. de J.-Théod. de Bavière, défendant d'imprimer et de distribuer le *Journal encyclopédique*, comme contraire à la religion et aux bonnes mœurs (*E. L., Grand Greffe*, reg. 1724-1770, f^o 271).

1759, 14 décembre. — Réunion synodale. — Mesures contre les mauvais livres et leurs auteurs (*Fonds Ghysels*, n^o 220).

1760, 16 septembre. — Le chapitre cathédral, ayant entendu

le rapport sur la première partie de l'ouvrage de Sohet intitulé *Nouveau Traité de jurisprudence*, a remarqué qu'il s'y trouvait quantité d'erreurs et de principes très préjudiciables aux intérêts du prince, du chapitre, des États et généralement des surcéans du pays », propres à occasionner des conflits de juridiction entre les tribunaux de ce pays et des rectifications ne pouvant se faire sans une refonte de l'ouvrage, prie le prince d'en défendre l'impression (C., D. O., reg. 1760-1763, f^o 14).

1763, 20 août. — Le chapitre de Saint-Lambert, *sede vacante*, défend à Kints, d'imprimer les journaux avant que MM. de Stockholm, grand chantre, et van den Steen, abbé d'Amay, n'aient donné leur approbation (C., D. O., reg. 1763-1764, f. 107 v^o).

1770, 12 décembre. — Le C. S. L. invite Son Altesse en son Conseil privé de défendre le débit des *Instituts de Droit* de Sohet (C., D. O., reg. 1769-1772, f. 174 v^o).

1772, 8 janvier. — Le chapitre cathédral réitère à l'imprimeur Desoer de rien publier dans la *Gazette*, avant d'avoir été soumis à l'autorité compétente (C., D. O., *sede vacante*, reg. 1771-1772, f. 211).

1781, 27 octobre. — M. de Fr.-Ch. Velbruck contre la pièce de vers de Bassenge faisant l'éloge de l'abbé Raynal (1).

1788, 15 mai. — Sur plainte de S. M. l'empereur et roi, en son gouvernement général des Pays-Bas, contre le nommé Michels, ci-devant imprimeur à Louvain, et contre Smilt et autres employés du dit Michel, qui imprimaient à Saint-Trond divers ouvrages contraires à la dignité de l'empereur, etc., le Conseil interdit l'impression et la vente de pareils ouvrages (C. P., D., reg. intitulé : *Affaires extraordinaires*, 1686-1794.).

1792, 13 janvier. — « Le Conseil de la Cité défend aux buralistes de la cité à la douane de ne relâcher aucun paquet *libri* imprimé à personne, à moins que celui qui les réclamera ne

(1) V. à ce sujet GOBERT, *L'abbé Raynal et Velbruck*, *Leodium*, 1911, p. 132 et *Fonds Ghysels*, aux AE.

soit muni d'un billet signé par le censeur des livres ⁽¹⁾ ». (R. C. C., f. 215 v^o).

D.

Encouragements. — Subsidés des corps constitués

1624, 3 septembre. — Ch. Jacquemein demande au chapitre cathédral une gratification pour les *Carmina historica*, sur la vie et la mort de saint Lambert, qu'il a dédiées au chapitre (C., D. O.).

1637, 27 novembre. — Walschart, chanoine de Saint-Materne, demande une gratification pour avoir corrigé les épreuves du *Bréviaire liégeois*, depuis le mois de juin 1621 jusqu'au mois de janvier 1623 (C., D. O.).

1661, 21 mars. — A P. Cheieneux, religieux Augustin, 8 patacons pour honoraires à raison d'un livre présenté à MM. les bourgmestres, 32 florins (C. C.).

1691, 27 avril. — Le P. Herman de Sainte-Barbe, carmélite déchaussé, fait hommage d'un livre composé par lui en l'honneur de saint Joseph et demande un subside au chapitre cathédral (C., D. O.), reg. 1689-1692, f. 350 v^o).

1711-1712. — A Érasme Mulkeman, pour services rendus au public en faisant le livre d'*Arithmétique* et machine inventée, 80 florins (C. C.).

1713-1714. — A Jean Bertrand, pour le désintéressement du *Recueil des Edits, concordats*, etc. (de Louvrex) qu'il a imprimé, 500 florins (C. C.).

1714, 2 octobre. — Gratification à l'imprimeur Bertrand à raison des exemplaires du *Recueil des Edits*, distribués aux membres de la Chambre des Comptes et du Conseil privé. (C. F., reg. 26, f. 182).

1715-1716. — A Martin Malte, pour l'impression de son livre ⁽²⁾ 100 florins (C. C.).

⁽¹⁾ Pour la censure des livres en 1792-1793, v. DARIS, *Notices*, t. VI, pp. 6-10.

⁽²⁾ *Traité de géométrie*.

1722. — Au sieur Bresmal pour un livre imprimé pour se garantir de la peste, 150 florins ⁽¹⁾ (C. C.).

1729, 8 mars. — La veuve Procureur ayant entrepris l'impression du tome II du *Recueil des Edits de Louvrea* « pour pouvoir le débiter avec le premier, qu'elle a imprimé à grands frais, sans en avoir pu récupérer que le quart ou environ de son capital », demandé aux États un subside « pour pouvoir subvenir au nécessaire pour lequel elle s'oblige de fournir les exemplaires à proportion de la dite somme ». Les députés des États accordent cent écus ⁽²⁾ (*Députés des Etats*, liasse *Subsides aux imprimeurs*).

1730-1731. — Au sieur Saumery, pour le livre intitulé *L'antichrétien ou l'esprit du calviniste opposé à Jésus-Christ*, 375 florins (C. C.).

1734-1735. — A Delille, pour un livre intitulé : *Apologie en faveur de la nation liégeoise*, 300 florins (C. C.).

1737, 8 février. — Requête d'Ev. Kints, libraire, y joint le dessin de la cathédrale Saint-Lambert; il prie le chapitre de contribuer aux frais de la gravure pour être inséré dans les *Délices du pays de Liège*. Octroi de 4 pistoles (C., D. O., reg 1736-1739, f. 60 v^o).

1738, 22 janvier. — Ayant eu lecture d'un projet de recès des députés des États noble et tiers, au sujet de la convention à faire avec Ev. Kints, imprimeur touchant la carte générale du pays de Liège et de l'Entre-Sambre et Meuse, faite par le P. Leclerc, qu'il offre de rectifier et réduire au moyen de 3000 florins brab. le chapitre eathédral émet l'avis de se conformer au dit projet (C., D. O., reg. 1736-1739, f. 177).

A Devaubiere, pour fournir aux frais de son livre : *Principes d'éducation*, 100 florins (C. C.).

1745, 28 juillet. — Le chapitre alloue au P. Bertholet, 300 florins Brabant comme subvention à l'ouvrage sur la Fête-Dieu (C., D. O., reg. 1742-1745, f. 321 v^o).

1746, 8 juin. — Le P. Bertholet, ayant fait hommage d'un

⁽¹⁾ Le livre a pour titre *Parallèle des eaux minérales... avec un avis au public pour le préserver de la peste*. Liège, A. Barchon, 1721.

⁽²⁾ La veuve Procureur a été l'imprimeur des Députés des États de 1717 à 1742; elle a été remplacée alors par son fils Jean-Pierre-Bertrand.

exemplaire du même ouvrage à chaque tréfoncier résident, le chapitre cathédral accorde de nouveau 20 pistoles à l'auteur (C., D. O., reg. 1745-1748, f. 94 v^o).

1749, 11 juillet. — Le Conseil accorde 100 florins Brabant à P.-Al. Carront, ingén. mathém. qui lui a dédié le livre : *L'Art de bien bâtir* (R. C. C.).

1749, 11 août. — Le Conseil de la cité refuse de subsidier à nouveau le P. Jésuite Bertholet, qui présente son *Histoire de l'Institution de la Fête-Dieu* (1).

1751, 22 janvier. — Trente écus sont accordés par le Conseil de la Cité à Carront, pour son livre *l'Art de bien bâtir* (R. C. C.).

1751, 3 septembre. — Pascal Simonon, notaire et *réduiseur*, ayant composé un *Traité de la Réduction des rentes et de géométrie* en sept parties, fait savoir au Conseil de la Cité qu'il a obtenu de Son Altesse l'octroi de le faire imprimer. Le Conseil souscrit pour vingt-cinq exemplaires, à raison de cent écus, au total (R. C. C.).

1753, 23-26 janvier. — L'État noble accorde à B. Hodin, cent écus, « voir qu'il devra rectifier et corriger les fautes qui se sont glissées dans l'impression » du *Recueil des Edits* en quatre volumes (2) (*Etat noble : liassé Subsidies aux imprimeurs*).

1753, 7 mai. — G. Vasse, Fr. Desoer, J.-B.L. de la Saussaie et J. Dessain, marchands libraires, sont exemptés des droits de la Cité sur les livres et images qu'ils rapportent non vendus de la foire de Saint-Servais à Maestricht, et de la « Saison de Spa » (R. C. C.).

1753-1754. — Au capitaine Gordinne, pour un livre intitulé :

(1) Le P. Jean BERTHOLET a « composé et fait imprimer en 1746, sous les auspices de divers Mécènes », suivant sa propre affirmation, *l'Histoire de l'Institution de la Fête-Dieu*. « Les estampes, impression, etc., coûtèrent 3,337 florins Brab.; Les gratifications et produits des ventes ont rapporté 2,270 francs. D'où il résulte que le déficit fut de 1,067 florins 13 s. », comme l'auteur lui-même le déclarait le 4 mai 1751.

(2) Dans une lettre aux États, l'auteur, l'avocat Hodin, expose que « lorsque ces sortes d'ouvrages se payent, se font aux frais de l'imprimeur, l'auteur n'est guère libéralement récompensé ». Il avoue humblement n'avoir « en, pour le nouveau *Recueil des Edits*, que six cents écus qui ne lui ont pas fourni deux escallins (1 fr. 20 c.) par heure pour le salaire de son travail ».

Principes et quintessence des armes, 160 florins (C. C. — V. aussi R. C. C., 16 septembre 1754, reg. 1753-1755, f. 215 ⁽¹⁾).

1754, 6 novembre. — Le chapitre cathédral agréé le recès des Députés de l'État accordant au bourgmestre de Chestret 52 ducats pour la confection d'un mémoire historique sur la *Juridiction indivise et égale à Maestricht* (C., D. O., reg. 1754-1757, f. 13 v^o).

1755-1756. — Aux Jésuites de Liège pour impression des vers latins composés par les étudiants de la poésie, 50 florins ⁽²⁾ (C. C., R. C. C., 2 août 1756).

1758, 21 avril. — L'État noble accorde au sieur de Vaubrières, maître de mathématiques, 200 florins pour l'impression du troisième et dernier tome des *Principes sur l'éducation de la Noblesse* ⁽³⁾ (*Etats*, liasse *Subsides aux imprimeurs*).

1758, 6 septembre. — Phil.-Jos. Jacobi, graveur du prince, et de la cathédrale « vient de finir avec la dernière délicatesse un médaillon de grandeur extraordinaire, portant le buste de Jean-Th. de Bavière; le chapitre lui accorde 4 pistoles « avec applaudissements » (*Cath., D. O.*, reg. 1757-1760, f. 99 v^o).

1760, 29 août. — Le Conseil de la Cité accorde 20 écus au s^r de Vaubrières pour le 3^e tome de son ouvrage (R. C. C.).

1760, 20 septembre. — Le même Conseil alloue 80 florins à Carront pour son *Architecture touchant la construction des nouvelles cheminées* (R. C. C.).

1761, 2 septembre. — Id., fait payer 330 florins à Ev. Kints pour livres de prix envoyés au collège des Jésuites (R. C. C., f. 242).

1761, 7 septembre. — Le Conseil de la Cité octroie 40 écus à S. Bourguignon pour l'impression des *Musae Leodienses*, composées par les écoliers des Jésuites (R. C. C., reg. 1759-1761, f. 243).

1762, 13 février. — Convention du chapitre de Saint-Lambert,

(1) En accordant le subside, le Conseil de la Cité disait « vouloir donner de l'émulation à ceux qui travaillent pour l'utilité publique ».

(2) Des subsides du genre ont été donnés fréquemment aux Jésuites.

(3) Les Trois États avaient donné pour le même ouvrage, le 19 janvier 1751, 50 écus.

avec Jacq. Fohalle, imprimeur en taille douce, qu'il aura 7 florins et demi pour le cent de « printes » du portrait de saint Lambert et qu'il en pourra faire jusque 300, et pas plus, et qu'il devra remettre au chapitre la platine qui lui a été confiée « et ce parmi le fournissement du papier » (*Cathéd., Prot. des dir.*, reg. 1760-1761, f. 87).

1762, 7 juin. — Le Conseil de la Cité ordonne l'impression des *Musae Leodienses*, impression confiée à S. Bourguignon (*R. C. C.*, reg. 1761-1765, f. 42 v^o) (1).

1765, 18 avril. — Le C. S. L. souscrit 100 exemplaires du *Breviaire* in-4^o, réimprimé par Ev. Kints, selon le nouveau modèle, au prix de 45 florins chacun (*C.*, *Pr. des directeurs*, reg. 1764-1766, f^o 150 v^o).

1765, 30 août. — Le Conseil de la Cité fait payer à J. Des-sain, 90 florins pour six *Dictionnaires* de Lebrun, livrés au grand greffe et destinés aux prix des Jésuites à distribuer l'année suivante.

Le même jour, le Conseil ordonne de solder « une note de 357 florins 10 sous brab. » pour prix fournis aux Jésuites, pour les étudiants » (*R. C. C.*, reg. 1765-1768, f. 12 v^o et 13.).

1766, 20 décembre. — Le C. S. L. souscrit au prix de 100 écus à cent exemplaires de la nouvelle édition de l'appendice du *Missel à l'usage de Liège*, imprimé par Plompteux (*C.*, *D. O.*, reg. 1766-1769, f. 68).

1770, mars. — N. Stappart présenté au C. S. L., un plan de la ville de Liège (*C.*, *D. O.*, reg. 1769-1772, f. 85 v^o).

1770, 22 avril. — Le même présente au C. S. L., une carte héraldique des évêques et princes de Liège. On lui accorde 50 écus (*C.*, *D. O.*, reg. 1769-1772, f. 112 v^o).

1773, 23 avril. — Le Conseil exempté des droits de la cité les livres de Demascaux, marchand-libraire, non vendus à Spa ou aux foires (*R. C. C.*).

1773, 20 août. — Bassompierre, imprimeur-libraire « ayant formé un magasin de livres à Francfort, pour tenir la foire »,

(1) Cette impression coûta 124 florins (*C. C.* 1762-1763).

Ultérieurement le Conseil déclara ne plus vouloir payer des impressions du genre (*R. C. C.*, reg. 1761-1765, f. 81 v^o).

est exempté des droits de rentrée pour ses livres (*R. C. C.*, reg. 1771-1774, f. 203).

* A Bertrand Bertholet pour un *Traité d'Arithmétique*, qui doit être utile au public, 80 florins (*C. C.*).

1779, 22 mars. — Le Conseil alloue à Dubuisson, fils de l'ancien receveur de la ville, vu l'utilité de son *Traité d'Arithmétique*, une somme de 30 écus, afin d'encourager nos concitoyens dans les sciences et les arts » (*R. C. C.*, f. 55 v^o. — *C. C.*).

1780. — Au sieur Dreppe, graveur, pour plan de la grande fontaine du Marché, 100 florins (*C. C.*).

Au sieur H. Godin, sculpteur, pour plan de la fontaine sur le Marché, 100 florins (*C. C.*).

1780-1781. — Au sieur Dreppe pour avoir dessiné l'estampe de la fontaine de Vinave d'Ile, 39 florins (*C. C.*).

Au sieur Henri Godin, pour avoir gravé les estampes des fontaines en Vinave d'Ile et saint Jean, 78 florins (*C. C.*).

1782, 22 novembre. — 50 florins sont accordés par le Conseil à Dufresnel, auteur de l'*Essai sur la perfection du jeu théâtral* (*R. C. C.*, f. 164 v^o).

1783, 17 octobre. — Le Conseil accorde 100 florins à Marc Guichard, maître d'écriture « au sujet du *Traité d'Arithmétique* qu'il a dédié au Magistrat » (*R. C. C.*, reg. 1783-1785, f. 60 v^o. — *C. C.*).

1784, 14 janvier. — Les États octroient à Guichard 50 écus à la même occasion (*Etats*, liasse *Subsides*).

1788, 30 mai. — J.-B. Dumoulin, imprimeur, est exempt du droit du poids de la ville (*R. C. C.*).

E.

Impressions concernant la Cité proprement dite, Bibliothèque de la Ville ().

1675, 23 juin. — Payé à Henri Hoyoux, imprimeur, 556 florins, à bon compte de l'imprimerie qu'il fait des Droits de la

(1) En ce qui concerne la Bibliothèque de la Cité, v. GOBERT, *Origine des Bibliothèques publiques de Liège*, *Bulletin de l'Institut archéol.*, t. XXXVII, p 1.

Cité, concernant le *touillieu d'Esdenne* (tonlieu d'Eysden) (C. C.).

1675, 28 juillet. — Au même 300 florins 14 d., pour divers imprimés tant du *Manifeste*, touchant le prétendu tonlieu d'Eysden qu'autres. (C. C.).

1682, 6 novembre. — Au sieur Léonard Defrance, libraire, pour la *ligature* (reliure) et couverture de 300 livres contenant plusieurs dépositions faites contre les seigneurs bourgmestres D'Ans et Plenevaux et autres, 6 florins (C. C.).

1703. — Aux sieurs Constant et Bronckart pour un missel et canon de la messe, avec les moulures ⁽¹⁾ (32 florins, C. C.).

1717-1718. — Au sieur Abry pour l'impression d'un livre utile au public ⁽²⁾ 1,600 florins.

Au sieur Ad. Loyens pour papier et copies au sujet de l'impression d'un livre ⁽²⁾.

1718-1719. — Au sieur Ad. Loyens, pour faire achever le livre héraldique ⁽²⁾.

1719-1720. — Aux sieurs avocat Loyens et Duvivier, pour la médaille d'or présentée; pour la reconnaissance du *livre héraldique* ⁽³⁾ et la gravure d'icelle, 284 florins.

1719, 23 décembre. — 1720, 11 avril et 3 octobre. — A Devivier, graveur et Léonard pour dessins et gravure du plan de la Maison de Ville, 827 florins.

1719-1720. — Au sieur Léonard, pour les papiers et impression du plan de la Maison de Ville, 316 florins.

1720, 16 mars. — Au sieur avocat Loyens, pour le sieur Counet, pour correction et peine qu'il se rend à corriger le *livre héraldique* ⁽³⁾, 60 florins.

1720, 18 mai. — A Loyens, pour le *livre héraldique* ⁽³⁾, 120 florins.

1720-1721. — Au docteur Bresmal, pour le livre qu'il a fait imprimer au sujet des eaux minérales du diocèse et pays de Liège, avec l'avis au public pour se garantir de la peste, 300 florins (f. 65 v^o).

⁽¹⁾ Destiné à la chapelle de l'hôtel communal.

⁽²⁾ Il s'agit ici du *Recueil héraldique des Bourgmestres* dont la composition a été attribuée faussement à Loyens, alors qu'Abry en est l'auteur.

⁽³⁾ Lire ici également *Recueil héraldique des Bourgmestres*.

1720, 28 septembre. — Au sieur Gramme, pour le *livre héraldique* ⁽¹⁾ et pour le correcteur, 245 florins.

1720, 29 septembre. — Au sieur Léonard pour les papiers et impressions du plan de la Maison de Ville ⁽²⁾, 316 florins, 11 den.

1721, 22 avril. — A Philippe Gramme pour confection de la gravure d'une planche pour le *plan des arcines et maheys* ⁽³⁾, 400 florins.

1721-1722. — Au sieur Gramme pour vingt-quatre exemplaires du *livre héraldique* ⁽⁴⁾, livrés à MM. les bourgmestres, 120 florins.

A G. Duvivier, pour avoir gravé les armes de MM. les bourgmestres sur la première feuille du plan de l'Hôtel de Ville, 20 florins.

A Jaspas Fontaine, pour avoir imprimé cent exemplaires de l'Hôtel de Ville, 97 florins.

1721, 20 septembre. — Au sieur avocat et conseiller Loyens, pour payer la façon et fournir le reste de l'or de la médaille que la Ville lui a fait présent ⁽⁵⁾, 200 florins.

1721, 20 septembre. — A Léonard, pour augmentation de la planche du plan de la Maison de Ville, 40 florins.

1721, 20 septembre. — A Jaspas Fontaine pour avoir imprimé le plan de la Maison de Ville, 72 florins 10.

1721, 20 septembre. — A des Brassines, pour la confection de la carte *des Mahays* ⁽⁶⁾, laissée au Conseil de Ville, 750 florins (C. C.).

1722, 1^{er} septembre. — A Guillaume Devivier, pour avoir gravé les armes des bourgmestres sur la première feuille du plan de l'Hôtel de Ville, 20 florins (C. C.).

1722, 28 octobre. — Au sieur Gramme, pour 24 exemplaires

(1) Lire ici également : *Recueil héraldique des Bourgmestres*.

(2) On sait qu'un certain nombre d'exemplaires du *Recueil héraldique des Bourgmestres* sont accompagnés d'une collection de plans de l'hôtel de ville que l'on construisait à ce moment. Ces plans ne sont pas mentionnés dans l'ouvrage. C'est à ces dessins qu'il est fait ici allusion.

(3) Cette planche a paru dans le *Recueil des Edits*, par LOUVREX.

(4) V. note 1.

(5) Comme éditeur du *Recueil héraldique des Bourgmestres* et non comme auteur. Celui-ci est le héraut d'armes Abry, nous l'avons vu.

(6) Cette carte a paru dans le *Recueil des Edits*, par LOUVREX.

du *livre héraldique* ⁽¹⁾, livrés à MM. les bourgmestres, 160 florins (C. C., f. 66 v^o).

1724, 13 janvier. — Le chapitre cathédral *sede vacante* défend la distribution du *Recueil héraldique des bourgmestres* au Conseil de Ville, aux frais de la Cité et exige que toutes les impressions de la Ville soient rendues en adjudication (V. C. C., reg 1721-1722, *in fine*).

1724-1725. — Au sieur Bellevaux, pour avoir tiré le plan du quartier de l'Ile avec les branches de rivières qui le traversent, 40 florins.

Au sieur Barnabé, pour les trente livres de l'*Histoire de Liège* ⁽²⁾, distribuées, 400 florins (C. C.).

1725, 17 septembre. — Au sieur Barnabé, pour livres livrés pour la Bibliothèque de la ville, 600 florins (C. C.).

1726. — Au sieur Barnabé pour trente exemplaires du second tome de l'*Histoire de Liège*, 400 florins (C. C.).

1728, 16 septembre. — Au sieur Gramme, pour l'impression du règlement des Pauvres en Ile, 120 florins (C. C.).

1729-1730. — A Renier Thonus, ingénieur pour le plan de la Ville, 300 florins ⁽³⁾.

A Everard Kints, à raison d'un livre intitulé *Atlas major Blavianus*, onze grands volumes in-f^o pour la Bibliothèque de la Maison de Ville, 360 florins.

Pour ceux qui copient les chartes et privilèges des métiers, 340 florins ⁽⁴⁾.

A. R. Jenicot, pour rechercher et collectionner les chartes des métiers, 80 florins ⁽⁴⁾ (C. C.).

A la veuve Proceureur, pour l'impression des dites chartes, 1400 florins ⁽⁴⁾. (C. C.).

⁽¹⁾ Lire : *Recueil héraldique des Bourgmestres*.

⁽²⁾ 1^{er} tome, de BOUILLE.

⁽³⁾ Ce plan, très rare, a été confectionné par Lambert Thonus, ainsi que le porte la suscription. Nous possédons un exemplaire original. La bibliothèque de l'Université a reçu en don, une copie faite par Léon Bethune. Son format n'est pas conforme à celui de l'original.

⁽⁴⁾ Il est ici fait mention de l'ouvrage ordonné par la Ville et : *Chartes et privilèges des bons Métiers* (en deux volumes presque toujours réunis en un).

1731-1732. — A Ev. Kints, bibliothécaire, pour livres, *ligatures* (reliures), etc., 2.000 florins.

Au sieur de Saumery, à raison de deux tomes intitulés : *Mémoires et aventures secrètes et curieuses d'un voyage au Levant*, 450 florins.

Pour *Chartes et privilèges des Métiers* à distribuer aux vingt-deux commissaires ⁽¹⁾, 500 florins (C. C.).

1733-1734. — A Dardenne, pour avoir excopié l'*Histoire de Liège*, par le P. Foullon, 560 florins.

A la veuve Procureur pour 26 exemplaires du tome III des œuvres de M. de Louvrex, 312 florins.

A l'avocat Lurond, pour avoir fourni la véritable copie authentique de l'*Histoire de Liège*, par Foullon pour être placée à la Bibliothèque, 100 florins.

A Ev. Kints, pour impression du *Catalogue de la Bibliothèque*, 205 florins (C. C.).

1736, 9 janvier. — Le Conseil, considérant que les nombreuses impressions ordonnées par les bourgmestres et Conseils, sont trop à charge à la Ville, déclare qu'après l'achèvement de l'*Histoire de Liège*, du P. Foullon, la distribution du *Recueil des Edits*, de Louvrex, et des *Chartes et privilèges des Métiers*, à faire au Conseil régent, « aucune nouvelle impression ne pourra se faire ny se commander que par l'autorisation des trois corps » (R. C. C., reg. 1735-1738, f. 42).

1736, 30 janvier. — Délégation pour convenir du prix des livres des *Chartes et privilèges des Métiers*, et des trois tomes du *Recueil* de Louvrex, pour être distribués aux bourgmestres et conseillers, livres à relier en veau, au nombre de 26 (*Ib.*, f. 52).

1736, 3 février. — Le prix de ces 26 exemplaires des ouvrages susdits, est fixé à 1456 florins de Brabant. On les fera relier immédiatement en plein veau. (*Ib.*, f. 53).

1736, 21 mars. — « Ayant vu la supplique présentée par Everard Kints, et entendu le dit Kints sur les fraix, peines et exposez extraordinaires, qu'il serat obligé de faire pour achever le

(1) V. note 4 de la page précédente.

3^e tome de l'*Histoire de Liège*, du P. Foullon, et y faire mettre à ses fraix, toutes les armes des Princes et vignettes entaillées douces, le Conseil déclare, parmy livraint 26 exemplaires de la dite *Histoire*, en trois tomes liez proprement en veau scavoir les deux premiers présentement et le troisième dans sept mois environ; le sieur bourgmestre et rentier de Closset compterat au dit Kints ens deux mois de la date de ceste 2,500 florins Brabant, et ce les dits livres pour être distribuez aux deux bourgmestres régents et aux deux anciens, et conseillers modernes, déclarant de comprendre dans la susdite somme, l'épître dédicatoire à placer à la tête du 3^e tome de la dite *Histoire* en la forme présentée qui serat conservée au grand Greffe » (*Ib.*, f. 65 v^o).

1736, 11 juin. — Le Conseil accorde aux 22 commissaires et à leurs deux conseillers et greffiers, les deux premiers tomes de l'*Histoire* de Foullon, et ce par marché à faire avec Kints (*Ib.*, f. 89).

1736, 9 juillet. — Le Conseil convient de payer à Kints, 2,000 florins Brabant, à condition qu'il livrera au grand greffe, en même temps que les deux tomes susdits, 26 exemplaires du tome III, à accorder aux commissaires et à leurs conseillers et greffiers (*Ibid.*, f. 98).

1736, 19 septembre. — Le Conseil, vu la circulaire accordée bénévolement à Ev. Kints, par Son Altesse, lui accorde 900 florins de Erabant, « pour et au sujet de la gravure de la platine du perspective de la cité de Liège, voire et en livrant par icelui trente exemplaires de chaque tome des *Délices du pays de Liège*, à distribuer aux bourgmestres et conseillers » (*Ib.*,).

1736-1737. — Pour 26 exemplaires des *Délices du pays de Liège* en 5 tomes et autres ouvrages pour la Bibliothèque, 8,693 florins (C. C.).

1737, 9 janvier. — Le Conseil, vu que feu Guill. Barnabé « at fait de grosses dépenses pour l'impression de l'*Histoire de Liège*, composée par le P. Bouille », souscrit à 26 exemplaires de cet ouvrage en trois volumes, *liez en veau*, pour distribuer aux sieurs bourgmestres et conseillers et c'est au prix de 20 florins

Brabant, les trois tomes *liés*, soit au total 520 florins (R. C. C., f. 175 v^o).

1737, 11 et 18 février. — Le Conseil achète des livres à la veuve Procureur pour une somme de 1456 florins, livres à distribuer encore aux bourgmestres régents et à 22 conseillers (Ib., f^o 186 v^o).

1737, 9 août. — Sur la supplique d'Everard Kints, bibliothécaire, considérant qu'il assure avoir été obligé de réimprimer à gros frais, une partie du premier tome de l'*Histoire*, du P. Foullon, pour compléter les exemplaires à distribuer au Conseil régent, le Conseil déclare que parmy livrant 26 exemplaires de la dite *Histoire* en trois tomes, reliés en veau, on payera 2,200 florins Brabant » (Ib., f. 224 v^o).

1737, 13 septembre. — Le Conseil, « considérant que l'ouvrage les *Délices du pays de Liège* est intéressant et avantageux au public » accorde à l'imprimeur Kints, une somme de 3,000 florins Brabant, pour 26 exemplaires « reliez proprement en veau » (R. C. C.).

1739, 17 janvier. — G.-L. de Berghes défend au magistrat de Liège de s'approprier des livres achetés aux frais de la Cité (R. O., s. 3, t. I, p. 721).

1741-1742. — Achats de livres pour la Bibliothèque, 3,692 florins (C. C.).

1742, 13 septembre. — Sur la supplique lui présentée, Georges-Louis permet au magistrat de Liège de se donner cette année et les quatre suivant immédiatement celle-ci, les *Délices du pays de Liège* tant seulement, voulant, quant au reste, que sa défense du 12 janvier 1739, demeure en vigueur (R. O., s. 3, t. I, p. 722).

1742-1743. — Pour livres fournis, 12,269 florins (C. C.).

1744-1745. — Pour livres fournis à la Bibliothèque et autres, 7931 florins (C. C.).

1747-1748. — Achat des *Délices du pays de Liège*, pour le magistrat régent et livres pour la Bibliothèque, 3,940 florins 10 d. (C. C.).

1748, 25 octobre. — Le Conseil accepte l'offre d'Ev. Kints de livrer au prix global de 2,200 florins Brabant, 22 exemplaires de

chaque tome des *Délices du pays de Liège*, reliés en veau, lesquels seront distribués aux bourgmestres et conseillers régents (R. C. C., reg. 1748-1750, f. 18).

1748-1749. — Achat des *Délices du pays de Liège*, pour le magistrat régent et livres pour la Bibliothèques, 4,891 florins 12 (C. C.).

1749. — Sur supplique de Kints, le Conseil achète au prix de 2,300 florins, 23 exemplaires complets et reliés en veau des *Délices du pays de Liège*, pour être distribués aux bourgmestres et conseillers régents, et au syndic Ophoven (R. C. C., reg. 1748-1750, f^o 197 v^o).

1749-1750. — A Kints, pour quatre tomes de Méan, reliés en veau marbré et doré sur tranche, présentés à Melchior, couronné des humanités de cette ville, 60 florins.

Achat des *Délices* et première souscription au *Recueil des Edits*, de Louvrex, 5,747 florins 10 (C. C.).

1750, 20 mars. — « Le Conseil » apprenant que « quantités d'étudiants se rendent à la bibliothèque et se font donner des livres remplis de toutes sortes de figures, défend à Kints, bibliothécaire, de donner par lui ou son garçon de boutique, tels livres aux étudiants, leur interdisant même l'entrée à la bibliothèque, à quel effet des gardes suisses devront se poster, l'un ou l'autre, en haut pour leur empêcher l'entrée et les faire sortir de l'Hôtel de Ville; entendant qu'à la bibliothèque il ne sera admis que MM. les ecclésiastiques, les avocats, les ouvriers ès arts, ou toutes autres gens de mise (R. C. C., 1750, f. 50).

1750, 2 mai. — Sa Sér. Ém. (Jean-Théod. de Bavière) ayant permis qu'Everard Kints fournisse à la Cité, « par mode de souscription, 200 exemplaires de sa nouvelle édition du *Recueil des Edits*, le Conseil aiant entendu plusieurs fois le dit Kints, et prenant en considération qu'iceluy a déclaré et promis en pleine assemblée de ne plus demander ni solliciter aucun nouveau octroy ou permission de Sa Scr. Ém., de distribuer les exemplaires des *Délices du pays de Liège*, admet que le dit sieur Everard Kints fournisse à la Cité les deux cents exemplaires susdits en blanc, sur le pied de 28 florins chaque, qui est, deux escus meilleur marché par exemplaire que le public les paie

présentement, accordant cinqs escalins pour la reliure en veau de chaque volume du dit ouvrage ».

1750, 4 mai. — Le Conseil déclare qu'il distribuera les exemplaires du *Recueil des Edits* à MM. les bourgmestres et conseillers régents, à MM. les grand-greffier, conseillers députés de la ville à l'État, conseillers et avocats perpétuels de la Cité, rentier, mambour, syndic, aux deux sous-greffiers, aux Archives et un à la bibliothèque de la Cité (*Ibid.*, reg. 1750, f. 70 v^o).

1750, 15 juin. — Le même ouvrage sera octroyé aux membres du vieux Conseil de la ville (*Ibid.*, f^o 89 v^o).

1750, 30 octobre. — Le Conseil accepte, pour la dernière fois l'achat de vingt-deux exemplaires des *Délices* au prix de 2,200 florins. Brabant, sur la supplique de Kints (*R. C. C.*).

1750-1751. — Continuation « de la livrance à faire par Kints, des exemplaires des *Recueil des Edits*, de Louvrex, luy accordée par SS. Ém., le 14 mars 1750, 4,545 florins » (*C. C.*).

1751, 1^{er} février. — A la demande des seize chambres, le Conseil prie le prince de refuser tout octroi ultérieur à Kints pour la distribution des *Délices* (*R. C. C.*).

1751, 17 décembre. — Le Conseil, « vu la suplique présentée à Sa Sér. Émin. avec l'apostille de S. S. Sér. Ém., par quelle elle accorde que Kints puisse livrer au magistrat l'ouvrage intitulé *Les Délices du pays de Liège*, en 5 volumes, de même que les œuvres de M. Ch. de Mean, en 4 vol., déclare que, parmi faisant présent gratis de deux tomes de l'ouvrage entier d'Albert Seba, contenant une *Description du trésor des choses naturelles*, pour être remis à la bibliothèque de la Cité, d'être convenu avec le dit s^r Kints, qu'il délivrera 22 exemplaires des dits *Délices*, au prix de cent flor. Brab., et les dites œuvres de Mean au prix de 50 fl., le tout proprement relié en veau, en conséquence de quoy le dit Conseil déclare de ne rien prétendre pour toutes peines et devoir extraordinaires rendus pendant la présente régence. Ordonne à M. le rentier de Closset de compter au dit Kints, 3.300 fl. Brabant, après délivrance des dits 22 exemplaires ». (*R. C. C.*).

1752, 21 janvier. — Kints livre à la bibliothèque l'ouvrage de Séba : *Description du trésor des choses naturelles*. Le Conseil

lui paie pour 200 ex. du t. III du *Recueil* de Louvrex, 965 florins Brabant (*Ibid.*, f^o 192).

1752, 24 janvier. — Le Conseil ordonne le paiement à Pasehal Simonon, des 400 florins, objets du recès du 3 septembre, précédent, pour livraison de 25 exemplaires de son *Traité de la réduction des rentes* distribués aux membres du Conseil (R. C. C., reg. 1750-1752, f. 193 v^o).

1752, 21 septembre. — Le Conseil, d'accord avec les Chambres, demande que « la distribution des livres aux frais de la Ville soit interdite après que le dernier octroi et les souscriptions actuelles seront accomplies et defaire là-dessus des représentations convenables à S. Sér. Ém. » (Reg. 1752-1753, f. 137 v^o).

1752, 13 octobre. — « Le Conseil, vu la suplique très humble présentée par Éverard Kints, et prenant en considération l'offre y reprise de diminuer la somme de 600 fl. Brab. pour livrement de l'ouvrage intitulé *Les Délices du Pays de Liège*, en 5 vol., de même que les œuvres de M. Ch. de Méan en 4 vol., ensuite de l'octroy de S. A. S. Ém., en date du 13 octobre 1751 et lequel finira l'an 1753, revu aussi les souscriptions de 200 exemplaires des œuvres de M. de Louvrex du 2 mai 1750, en conséquence d'un octroy antérieur de S. A. S. Ém. du 14 mars 1750, ordonnant au dit S^r Ev. Kints de fournir aux s^{rs} Bourgmestre et Conseil regent, l'ouvrage des dits *Délices du pays de Liège*, comme aussi les œuvres de M. Ch. de Méan, en nombre de 22 exemplaires de chaque en diminuant 300 fl. sur le livrement de cette présente régence, agréant dès maintenant en faveur de la diminution qu'il veut bien faire le livrement du même nombre des exemplaires des ouvrages des *Délices du pays de Liège* et les œuvres de M. Ch. de Méan, pour être pareillement distribués aux S^{rs} Bourgmestre et conseil nos successeurs; en diminuant aussi les 300 autres flor. Brab., restant des 600, lesquels devront être remis en blanc au greffier, ordonne aux sous greffier de relaxer audit sieur Ev. Kints, 22 exemplaires en blanc des *Edits* de M. de Louvrex, pour être proprement reliez en veau au prix de 50 sous par volume » (R. C. C., reg. 1752-1753, f. 153).

1753, 9 février. — Le Conseil, après examen par la généralité des Chambres, fixe à dix ans le terme de la suspension d'achats de livres destinés à la bibliothèque (*Ibid.*, f. 187 v^o).

1753, 8 mars. — Mandements de J.-Théod. de Bavière ramenant le gage du bibliothécaire de la Cité à 100 florins Brabant par an et suspendant pendant dix ans toute augmentation de fournitures de livres à la bibliothèque de la ville de Liège. Cette fourniture sera bornée ensuite à une somme totale de 500 florins Brabant par an (*R. O.*, s. 3, t. II, p. 250).

1753, 26 octobre. — Le Conseil accorde à Év. Kints 400 florins Brabant, à compte des reliures de livres qu'il devra fournir aux bourgmestres et conseil, en six semaines (*R. C. C.*).

1754, 30 août. — Le bibliothécaire Kints fournit dix volumes de l'*Histoire de l'Académie royale des Sciences*, in-4^o (*R. C. C.*).

1754, 25 octobre. — Le Conseil ordonne à Év. Kints, bibliothécaire de la ville, « de remettre au grand greffier, un catalogue des livres de la bibliothèque, défendant aux sous-greffiers de le laisser sortir et donner à qui que ce soit » (*Ibid.*, f^o 228 v^o).

1754, 13 décembre. — Nouvel ordre à Kints de remettre le catalogue de la bibliothèque communale au grand greffier, ainsi que les clefs, après quoi le scellé sera mis sur la porte, en présence de Kints. Le Conseil « déclare de remercier » ce dernier, de sa charge de bibliothécaire (*Ibid.*, f. 241).

1754, 27 décembre. — Le Conseil rétablit Kints dans sa charge de bibliothécaire (*Ibid.*, f. 247).

1755, 15 septembre. — Le Conseil remercie le prince, de ce que, en permettant à Kints « de distribuer 200 exemplaires des œuvres de Méan et pareil nombre des *Edits* de Louvrex », Son Altesse a laissé au Conseil la liberté de les accepter ou de les refuser. Il déclare « renoncer à cette distribution, du chef qu'elle serait trop onéreuse à la Cité. Il ajoute : « S. S. Ém. sera très humblement suppliée de déclarer, une fois pour toujours qu'il n'y aura plus lieu à la distribution des dits ouvrages, non plus que des *Délices du pays de Liège* et de l'*Histoire de Liège* par Foullon » (*R. C. C.*, 1755-1756, f. 88 v^o).

1755, 18 septembre. — Le Conseil prie le prince de ne plus permettre de distribuer aux conseillers des exemplaires d'ou-

vrages liégeois de grande valeur, ajoutant qu'il n'est pas équitable ni juste qu'un Conseil de la Cité, dont les membres doivent se borner à recevoir comme rétribution le gage fixé, pût permettre à chacun de se former une bibliothèque aux dépens de la Ville. Les distributions précédentes ont déjà coûté à la caisse, communale une somme d'environ 80,000 florins (*R. C. C. reg.* 1755-1756, f. 93).

1755, 26 septembre. — Sa Sérén. Émin., sur le recès unanime précédent, défend l'attribution d'ouvrages aux bourgmestres, etc., aux frais de la ville (*Ibid.*, f. 225).

1756, 2 janvier. — Le Conseil s'abonne au *Journal encyclopédique* de Rousseau, moyennant 40 écus pour quatre exemplaires (*Ibid.*, f. 130 v^o).

1756, 23 août. — Le Conseil ordonne que les exemplaires des œuvres de M. de Louvrex *en blan* qui se retrouvent aux archives soient reliés en veau pour être distribués « à MM. les conseillers qui souhaiteront les avoir » (Ils furent reliés au prix de 200 florins (*Ibid.*, f. 212 v^o et 218 v^o.)

1756, 15 septembre. — Le Conseil prend lecture de l'apostille du prince contenant défense de distribuer encore aux magistrats, les œuvres de Ch. de Mean, les *Edits* de Louvrex, les *Délices du pays de Liège* et l'*Histoire de Liège* de Foulon (*R. C. C.*).

1756, 31 décembre. — Ordre au bibliothécaire Kints, de déposer à la bibliothèque et d'insérer au catalogue les huit volumes des « ouvrages encyclopédiques présentés par le sieur Rousseau » (*R. C. C.*, reg. 1756-1759, f. 1).

1757, 30 septembre. — Le Conseil ordonne de livrer à Ev. Kints 280 florins, paiement des prix livrés aux Jésuites pour les étudiants (*Reg.* 1756-1759).

1758, 4 janvier. — Le Conseil fait renvoyer les quatre exemplaires du *Journal encyclopédique* du sieur Rousseau et renonce à son abonnement (*R. C. C.*, reg. 1756-1758, f. 143 v^o).

1759, 15 juin. — Le Conseil, vu la supplique d'Éverard Kints, bibliothécaire, « le réintègre dans son gage de 250 florins (*R. C. C.*, reg. 1759-1761, f^o 40).

1759, 10 septembre. — Le Conseil fait payer à Kints 311 flo-

rius pour livres de prix transmis aux Jésuites et 180 florins au même pour impression de mille exemplaires du mandement du 3 novembre 1757 (*Ibid.*, f. 61 v^o).

1759, 14 septembre. — « Attendu que les journaux encyclopédiques de Rousseau se trouvent condamnés par S. S. Em., le Conseil ordonne de les reprendre de la bibliothèque et de s'en défaire, de façon qu'ils ne paraissent plus » (*R. C. C.*, reg. 1759-1761, f. 62).

1763, 14 septembre. — Le Conseil fait don des œuvres de Mean, du *Recueil des édits* de Louvrex et du *Spectacle de la Nature* à Henneumont qui a été couronné au collège des Jésuites (*R. C. C.*).

1766, 28 juillet. — Le Conseil accepte la démission d'Ev. Kints, comme « garde livres et bibliothécaire de la cité » et confère la place au sieur Clément Plompteux, son gendre, au gage de 250 florins par an; il aura « la préférence pour le livrement de tous les livres que la Cité aura besoin » (*R. C. C.*, f. 91 v^o).

1766, 11 août. — « Le Conseil adopte un nouveau règlement intérieur concernant la bibliothèque et ordonne au s^r Clément Plompteux présentement bibliothécaire, de fournir les ouvrages, conformément à la liste qui lui sera délivrée et enregistrée (*R. C. C.*, reg. 1765-1768, f. 99 v^o).

1766, 11 août. — Le Conseil ordonne aux sous-greffiers « de conserver les argents des *hausses* ⁽¹⁾ réservées aux rendages pour la bibliothèque et être employées à l'achat des livres aux ordres du Magistrat, et afin qu'ils ne soient plus confondus avec les autres argents de la *rentrie* (recette générale) ».

Il ordonne, en outre, au beaumester Drion de faire « poser, près de la porte de la Bibliothèque, un porte-manteau, et aux gardes suisses de s'y trouver pour être de faction alternativement tous les mardy et jedy de la semaine, aux deux heures

(¹) Lors des adjudications de travaux ou de fournitures, les surenchères par lesquelles les soumissionnaires diminuaient le prix du devis, étaient fixées à un taux donné. Ce taux avait le nom *hausse*. Certaines *hausses* étaient affectées à l'achat de seaux du service d'incendies, d'autres à l'achat de livres pour la bibliothèque. Il en était déjà ainsi en 1736 (*R. C. C.*, reg. 1735-1738, f. 51). Ces hausses rapportèrent une somme de 125 à 175 florins en moyenne, dans les exercices 1769 à 1775.

après midy, jusqu'à quatre, afin d'empêcher qu'on y entre en manteau et veiller qu'on ne transporte aucun livre » (*R. C. C.*, f. 101).

1767, 21 janvier. — « Vu l'état des livres fournis à la Bibliothèque de la Ville par le sieur Clément Plompteux, bibliothécaire, en suite de la convention et liste du 11 août dernier, portant 3,405 florins et 10 sous, le Conseil ordonne à M. le rentier de Grady d'y fournir » (*Ibid.*, f. 140 et 146 v^o).

1767, 13 avril. — « Le Conseil ordonne de faire imprimer à nouveau le catalogue des livres reposant à la Bibliothèque de la Ville, avec ceux acquis postérieurement, et d'y insérer les noms des seigneurs Bourguemaitres et Messieurs les conseillers regents ⁽¹⁾ » (*Ibid.*, f. 156).

1767, 12 juin. — Le Conseil est convenu avec le s^r Clém. Plompteux, bibliothécaire, « qu'au lieu de deux jours que la Bibliothèque est ouverte par semaine, elle en sera trois, et une heure de plus par jour » (*Ibid.*, f. 167 v^o).

1767, 27 juillet. — Le Conseil ayant reconnu que la Bibliothèque serait beaucoup mieux dans « la place aux trois jours », plus spacieuse que l'ancienne, devenue insuffisante à raison de l'augmentation incessante des livres, y transfère le dépôt littéraire (*Ibid.*, f. 176 v^o).

1767, 17 août. — « Le Conseil ordonne au bibliothécaire Plompteux de souscrire, au nom du Magistrat, pour le grand vocabulaire français qui s'imprime à Paris, et de fournir à la Bibliothèque les quahiers des arts et métiers publiés par l'Académie des sciences de la même ville, en les faisant relier proprement en *vaux* (*sic*), sur à mesure qu'il les recevra, à un prix juste et raisonnable » (*Ibid.*, f^o 179 v^o).

1767, 28 août. — « Le Conseil aiant fait réimprimer le catalogue de la Bibliothèque de l'Hôtel de Ville pour la connaissance et utilité publique, ordonne qu'il en soit distribuez un à chaque composant des seize Chambres, et au huissier de

(1) Pour le règlement, voir *Catalogue* de 1767, p. 5.

Il y eut, pour la bibliothèque communale ancienne, cinq catalogues imprimés : en 1731, en 1732, en 1749, en 1767 et en 1813.

convocquer les varlets au 6 septembre prochain pour qu'il leurs parviennne avec séeurité » (*Ibid.*, f. 182 v^o).

1767, 11 septembre. — Le Conseil ordonne à M. le rentier de Grady de compter « au s^r Cl. Plomteux, bibliothécaire, 461 flor. pour les prix fournis aux étudiants du collège des Jésuites, et au couronné, comme aussi 440 flor. pour réimpression et reliure du catalogue de la Bibliothèque » (*Ibid.*, f. 186).

1769, 26 juin. — M.-C. Bārnabé, veuve de Sylv. Bourguignon est choisie comme imprimeur et fournisseur de la Cité (Reg. 1768-1771, f. 72 v^o).

1769, 4 septembre. — « Sur rapport des conseillers anciens bourgmestres de Rossius et de Grandchamps députés pour examiner l'*Encyclopédie* à placer dans la Bibliothèque de la Cité, le Conseil, aiant entendu Clément Plompteux, bibliothécaire, déclare d'agréer et d'accepter le dit ouvrage en 23 vol., au prix de 1200 flor. à payer en 4 ans » (f. 89 v^o).

1769, 6 septembre. — La résolution précédente, concernant l'achat de l'*Encyclopédie*, est « tenue en surséance ».

1769, 18 septembre. — Le Conseil rapporte cette délibération mise en suspens et décide l'achat, pour la même somme de 1,200 florins de différents livres de physique, d'optique, de mathématiques, des fables de La Fontaine, des œuvres de Montesquieu, de Dagnesseau, de l'*Histoire universelle* en trente volumes, de la théologie de Billuart, etc.

1769, 23 septembre. — Remerciements à Morand, assesseur honoraire du Collège des médecins de Liège, pour l'envoi de son livre : *L'Art d'exploiter les mines et charbons de terre* (R. C. C.).

1769-1770. — A Jacoby pour avoir gravé deux cachets aux armes des bourgmestres pour imprimer sur les livres de la bibliothèque 40 florins (C. C.).

1771, 16 septembre. — Règlement de Charles d'Oultremont relatif à l'emploi des deniers publics dont le magistrat de la cité a l'administration. Il y est spécifié : 1) que la dépense pour la distribution ordinaire des prix aux écoliers des Jésuites ne doit pas excéder la somme de 400 florins; 2) que le gage du bibliothécaire doit être réduit à 300 florins, interdisant présen-

tement, selon la demande de la généralité toute augmentation de la bibliothèque. (*Placard de notre coll. partic.*)

1775, 23 mars. — Son Altesse, déférant à la demande du Magistrat de sa cité du 30 décembre 1774, déclare accorder, pour l'augmentation de la bibliothèque publique de la Ville de Liège, « un exemplaire de chaque ouvrage qui sera imprimé en vertu d'un octroi principal. Elle ordonne, en conséquence, à sa chancellerie d'insérer désormais dans tous les octrois qui seront donnés à des libraires ou imprimeurs, l'obligation de fournir par eux gratuitement au Magistrat pour la dite bibliothèque, un exemplaire de chaque ouvrage dont l'impression leur sera octroyées. (*R. C. C.*, reg. 1774-1775, f. 286 v^o. — *R. O.*, s. 3, t. II, p. 739).

1775, 11 septembre. — Le Conseil ordonne que le testament de Lambert Darchis, fondant un Collège liégeois à Rome soit relié avec sa traduction en français et déposé à la bibliothèque (*R. C. C.*).

1775-1776. — A. F. Vignier pour exemplaires de taille douce du plan de la maison de ville distribué aux trois corps, 44 florins (*C. C.*).

1776-1777. — Pour avoir gravé les armes des bourgmestres pour imprimer sur les livres des étudiants y compris pour le relieur, 70 florins (*C. C.*).

Au sieur Ophoven, syndic et son fils, pour ouvrage d'un *Recueil héraldique* pour la Cité, 839 florins (*C. C.*).

1777, 29 août. — Lettre à écrire à Morand, conseiller intime de Son Altesse, docteur régent de la faculté de Paris, au sujet de la continuation de ses ouvrages qu'il a dédiés au magistrat (*R. C. C.*).

1779, 28 mai. — « Le Conseil défend au bibliothécaire de la Cité de donner à lire aux jeunes gens et autres personnes, le *Dictionnaire encyclopédique*, exceptés MM. les ecclésiastiques, avocats, lettrés, médecins, chirurgiens, artistes et autres qui feront conster d'une permission compétente, à peine d'être pourvu » (*R. C. C.*, f. 81 v^o).

1779, 4 juillet. — Le syndic Ophoven offre au Magistrat de

continuer la publication du *Recueil héraldique des bourgmestres*. Il en expose le plan (R. C. C.).

1780, 14 janvier. — Le Conseil fait acheter, pour la Bibliothèque de la Cité, la continuation des *Histoires d'Allemagne* qui ont le plus de rapport avec celles de Liège, à concurrence de 200 florins de Brabant (R. C. C., f. 168 v^o).

1780, 28 juillet. — Le Conseil ordonne le paiement à Jean-Étienne-Remy Servatii, de 50 florins Brabant, pour une Bible en langue hébraïque, grecque et latine, imprimée l'an 1509 et une « correction romaine sur les bibles latines, imprimé l'an 1603 qu'il a fournit à la Bibliothèque de la Ville » (R. C. C., f. 223).

1780, 23 septembre. — La Cité paie 60 florins au sieur Laprelle pour avoir relié « un grand livre oblong de vailain, en maroquin rouge, doré sur tranche bord et bordure, contenant les armes des bourgmestres de Liège depuis l'an 1720 jusqu'à ce jour » (R. C. C.) (1).

1782, 21 juin. — Le syndie Ophoven ayant remis la suite du *Recueil héraldique*, entrepris depuis quelques années, le Conseil députe le Conseiller Piron pour l'examen et prendre les arrangements convenables pour la gravure des armes et impression de ce recueil qui devra être dédié au Magistrat (R. C. C.).

1782, 26 juillet. — « A été procédé au *balot* (tirage au sort) des deux seigneurs bourgmestres et MM. les conseillers régents dont les six premiers sortants auront les ouvrages retrouvés aux archives de la Cité, dans l'ordre suivant : le 1^{er}, l'*Histoire de Liège*, par le P. Foullon, en 3 vol.; le 2^e, la même *Histoire*; le 3^e, id.; le 4^e les 1^{er}, 2^e et 3^e t. des *Délices du pays de Liège*; le 5^e, le 3^e t. de l'*Histoire de Liège*, par le P. Bouille et le 5^e v. des *Délices du pays de Liège*; le 6^e, le 1^{er} et le 3^e vol. du *Recueil des Edits* de Louvrex, vieille édition » (R. C. C., reg. 1780-1783, f. 119 v^o).

1782, 25 novembre. — Le Conseil ayant examiné les offres du syndie Ophoven concernant la *Continuation du Recueil héraldique*, ordonne le paiement de 2,000 florins Brabant,

(1) Ce registre subsiste aux archives communales.

« pour entreprendre l'impression de cet ouvrage » (*R. C. C.*)
(¹).

1783-1784. — Au sieur Ophoven, fils, pour avoir peint les armes des bourgmestres sur vailin postérieur, au *Recueil héraldique*, 102 florins (*C. C.*).

1784. — Au sieur Ophoven au sujet du *Recueil héraldique*, lui prête 2,000 florins, « pour laquelle somme il a déposé au greffe 500 exemplaires qui ne lui seront rendus qu'à la restitution d'icelle » (*C. C.*).

1784, 26 avril. — Deux louis octroyés au même par la Cité « pour le tableau de la rénovation magistrale qu'il a présenté » (*R. C. C.*, f. 104 v^o).

1784, 6 décembre. — « Vu la supplique très humble présentée par le sieur Guichard, et le tableau de la rénovation magistrale fait à la plume par le suppliant, le Conseil lui accorde une rémunération de cent florins, lui défendant au futur de produire tel tableau sans ordre du Magistrat, et aux sous-greffiers d'en informer MM. nos successeurs (Reg. 1783-1785, f. 176).

1786, 18 septembre. — Arrangement avec Ophoven pour fourniture d'exemplaires de la *Continuation du Recueil héraldique* (*R. C. C.*).

1788, 19 septembre. — « Vu l'état du s^r Ophoven pour avoir fait imprimer aux ordres du magistrat, neuf feuilles d'ajoute à la *Continuation du Recueil héraldique*, pour compléter 466 exemplaires restant à la Ville, portant 932 flor. Brabant, le Conseil ordonne d'y fournir » . — M. le conseiller Ansiaux demande que chaque année, on distribue quelques exemplaires aux étudiants pour écouler le stock de l'Hôtel de ville (*R. C. C.*).

1791, 25 janvier et 6 juin. — « Le Conseil, en révoquant la commission d'imprimeur de la Cité, relâchée ci-devant à la Vve Bourguignon, ordonne qu'il soit dépêché une nouvelle commission en faveur de Hub. Dessain et sœurs » (*R. C. C.*, reg. 1791-1792, f. 8).

1792, 10 septembre. — Plompteux est remplacé par Lamb. Devillers, comme bibliothécaire de la Cité (*R. C. C.*).

(¹) Le 8 oct. 1783, l'État de la Noblesse a accordé, à raison de l'hommage d'un exemplaire du même ouvrage, dix louis « pour reconnaissance ».

F.

Calendriers de la cathédrale Saint-Lambert.

(Notes complémentaires à la notice très documentée qu'a consacrée à cet intéressant sujet bibliographique Stanislas Bormans, dans le « Bibliophile belge » t. II).

1630, 8 mars. — G. Altzembach demande un subside au chapitre de Saint-Lambert pour les armoiries des chanoines, qu'il a fait reproduire dans le calendrier (C., D. O.).

1635, 10 janvier. — Le chapitre cathédral alloue une pension de dix impériaux à Guill. Altzembach pour les calendriers qu'il a gravés avec les armoiries des chanoines (C., D. O.).

1670, 5 novembre. — Les directeurs du C. S. L. prennent connaissance de l'état de Théod. Grison pour la confection d'un nouveau livre aux armes de Messeigneurs (du C. S. L.), dans lequel il est entré vingt-trois pièces de parchemin à 3 florins Brabant, la pièce, faisant en total 78 florins, plus 12 florins pour la *ligature* (reliure) et *feronnerie* (C., Pr. des Dir.).

1695, 18 juin. — Les directeurs sont convenus avec Hub. Spiets que moyennant 30 écus, « il retouchera et approfondira la platine de cuivre contenant le plan de la ville de Liège qui se met sur les almanachs (de la cathédrale), les armes de Son Altesse Sér., festons et bordures servant d'embellissement à l'entour du dit almanach; et quant aux petites platines imprimant les armes de chaque seigneur, il les deverat de mesme égaliser et approfondir en sorte que l'impression soit unie, d'une mesme couleur et ressemblante les uns aux autres, voire qu'il aurat encore un demy esen pour raccommoder chaque platine aux armoiries (des tréfonciers) qui trouveront bon de le fournir pour avoir leurs dittes platines raccommodées » (C., Prot. des Directeurs, reg. 1693-1694, f. 73 v^o).

1695, 22 juin. — Le chapitre fait ajouter la Dardanelle dans la vue (C., D. O., reg. 1692-1695, f. 274).

1698, 14 novembre. — Le chapitre approuve le contrat fait par les Directeurs avec Ant. Warnotte pour l'impression du calendrier (C., D. O., reg. 1697-1700, f^o 142).

1705, 7 janvier. — Le chapitre, à raison d'erreurs ou abus dans l'impression de cette année, ordonne à l'imprimeur de ne plus procéder au tirage sans l'assentiment des directeurs (*C., D. O.*, reg. 1704-1706, f. 54 v^o).

1729, 21 janvier. — « Le chapitre, ayant délibéré sur les des-sins du nouveau calendrier, envoient au s^r de la Rocque, peintre de Bonn, celui qui a été fait ci-devant à ce sujet pour en faire un en petit de son invention selon ce qui luy sera marqué à ce sujet » (*C., D. O.*, reg. 1727-1730, f. 113 v^o).

1731, 23 novembre. — La veuve Ant. Warnotte, imprimeur du calendrier, demande à continuer « l'office de son mari » (*C., D. O.*, reg. 1730-1733).

1733, 4 septembre. — Le chapitre approuve le dessin du nouveau calendrier peint par Fr. Destain (*C., D. O.*, reg. 1733-1736. f. 9).

1734, 25 septembre. — Le chapitre, informé que Désplaces, graveur, a entrepris le calendrier et en aurait gravé le tiers, lui envoie 1,535 livres par une lettre de change sur Paris « pour faire les avances du second tiers de la somme convenue pour graver le dit calendrier et fournir les planches de cuivre à ce nécessaires » (*C., D. O.*, reg. 1733-1736, f. 120 v^o).

1737, 12 novembre. — « Vu le mémoire au sujet des planches sur lesquelles les armes des seigneurs (tréfonciers) ont été gravées à Paris, considérant que plusieurs armes sont (devenues) inutiles, sont d'avis de les faire oter hors des dites planches pour être toutes imprimées séparément » (*C., D. O.*, reg. 1736-1739, f. 154).

1742, 27 juillet. — Év. Kints offre de faire imprimer à Augsbourg, les calendriers, d'y envoyer la planche et de la faire revenir à ses frais, moyennant « deux escalins pour chaque calendrier y compris voitures, papiers et généralement tout » (*C., D. O.*, reg. 1739-1742, f. 372).

1759, 30 novembre. — Le chapitre, sur la question des Députés des États « s'il convient de faire cette année l'envoi des almanachs qu'on est en coutume de faire tenir à M. Van Eyck, ministre de S. A. et Séren. à Paris », est d'avis qu'on peut y

envoyer dix douzaines, au prix de 250 florins (*C., D. O.*, reg. 1757-1760, f. 250).

1767, 2 septembre. — Le C. S. -L. autorise les directeurs à employer Jacques Fohalle pour imprimer les armes du *Calendrier* (*C., D. O.*, reg. 1768-1769, f. 101 v^o).

1767, 12 septembre. — Les directeurs sont d'avis de convenir avec Jacques Fohalle « tailleur de profession » qu'il imprimera les armes des seigneurs tréfonciers au *Calendrier*, qu'il fournira le papier moyennant le paiement d'un florin de Brabant « pour chaque cent des dites armes » (*C., Pr. des Dir.*, reg. 1766-1769, f. 145 v^o).

1768, 2 septembre. — J. Dessain, imprimeur, demande une gratification pour avoir fourni les almanachs au chapitre depuis 1764 » (*C., D. O.*, reg. 1766-1769, f. 218).

APPENDICES

I.

Contrat par Antoine Warnotte, pour la fourniture des Calendriers du chapitre de Saint-Lambert (1698).

L'an 1698 du mois de novembre le 4^e jour, par devant moy notaire soubsigné et en présence des tesmoins embas dénommez, personnellement constitués, Messgns Gaspar de Stockhem, archidiacre de Condroz, Erasme, libre baron de Surlet et Egon, comte de Berlo, chanoines de la très illustre église cathédrale de Liège et directeurs pour le temps des affaires de laditte église, partie faisant et les soubescript exploitant pour Mgrs les Doyens et Chapitre d'icelles, d'une, et Anthoine Warnotte, bourgeois de Liège, demeurant dans la paroisse de saint Adalbert, d'autre. La mesme, Mesdits Sgrs sont convenus avec ledit Warnotte, présents ce acceptant, qu'au moyen et parmy vingt-deux patars, présents ce acceptant, cy dessoub spécifié, il imprimera lesdits calendriers avec les armes de tous seignrs tresfonciers, le plan de la cité et autres pièces y reprises qu'il mettra sur chacun almanack de chaque année et les achèvera en deux forme, sy à temps qu'on les puisse tousjours avoir chaque année devant le Noel pour les distribuer au commencement de l'an, et les devera imprimer en nombre de soixante sur du papier plus grand que real en sorte que ledit Calendrier soit compris sur trois feuilles dudit papier, laissant environ trois doigts de largeur allentour du dit Calendrier. Conditionné si quelques seignrs tresfonciers en leur particulier voulussent avoir quelques Calendriers, il serat obligé de fournir un à chacun au prix de vingt deux patars, comme on luy paye chacun des soixante almanachs susdits, voir qu'il ne sera pas obligé à en donner davantage qu'une vingtiesme audit prix de 22 patars; en oultre, le dit Warnotte serat tenu qu'ayant achevpy l'impression et avant de recevoir son payement il devera remettre tout aussitost les plattinnes servantes audit Calendaire dans leurs cassettes et les remettre avec les soixante Almanachs susdits entre les mains de Mesdits Sgrs pour le temps directeurs, lesquels luy délivreront les cuivres polys des places vacques, voir que celle sur quel sera le nom dudit Warnotte gravé, sera à charge d'iceluy. Le tout quoy, les parties susdittes *hinc inde* ont accepté

et promis d'effectuer, obligeant ledit Warnotte sa personne etc. (formule habituelle).

Ce fait et passé sur la grande compterie de la dite Église y présents, Vénér. Jean Forgeur prestre et Pierre Jonckhart, tesmoins à ce requis et appelés.

(Suiv. les signatures).

(Protocole du notaire Schepers, reg. 1695-1699, f^o 239).

- II.

Testament et codicilles du S^r Guillaume-Henry Streel ⁽¹⁾ (1701-1710).

L'an mil sept cents dix du mois de juin le 19^e jour, par devant moy notaire sousigné, et en présence des témoins en bas nommez personnellement comparurent le S^r Théodore Dusart, avocat-avec la damoiselle Anne Douffet son épouse, la damoiselle Marie Hélène Douffet, et la damoiselle Marie-Louise Douffet, vefve de feu le S^r Bauduin-Charles Detroz, vivant aussi avocat, tous neveu et nièces de feu le sieur Guillaume Henry Streel, la même ayant été par moy le dit notaire à la requête et aux ordres desdits comparans fait recherche parmy les papiers dudit feu s^r Streel du testament d'iceluy ; et ne l'ayant point trouvé, le s^r avocat Dusart m'a mis ens mains une enveloppe fermée et cachetée aux armes dudit feu s^r Streel, qu'il a déclaré luy avoir été mise en mains par le dit s^r Streel, contenant son testament et dernière volontés, tout au long écrit de sa main, (on omet)

S'ensuivent les dits testament, lettre et codicil.

In nomine Patris, et Filij et Spiritus Sancti. Amen.

Je Guillaume-Henry Streel..... ay trouvé à propos de faire conclure et arrêter mon testament, ordonnance et disposition de ma dernière volonté escrite et signée de ma main en la forme et manière suivante.

Je prie de tout mon cœeur le bon Dieu Tout Puissant de m'estre propice et miséricordieux, lorsqu'il plaira à sa divine bonté de me faire sortir de ce monde, implorant pour cet effect les suffrages et intercessions de la Très Sainte Vierge, de saint Michel, de mon Ange gardien, de saint Joseph, de mes patrons saint Guillaume et saint Henry et de tous les saints, choisissant ma sépulture dans l'église de Notre-Dame aux Fonts, voulant que mes exèques s'y fassent de la même manière qu'elles ont été faites pour ma très honorée mère et que mon héritière fasse dire immédiatement après

(1) Il avait sa demeure en Gérardrie. (V. GOBERT, *Liège à travers les âges*, v^o Gérardrie.

mon décès mille messes pour le repos de mon âme, dont cinq cens seront dites par les PP. Carmes de Vervier, ou selon que mon héritière trouvera à propos, ce qu'ils feront incessamment ou les feront dire.

Et venant à la disposition de mes biens temporels, je laisse à la fabrique de S. Lambert cinq pattars une fois.

Item, je laisse à la maison des orphelins quatre cents florins Bbant une fois, autant aux Incurables près du pont de Torrent, et une pareille somme aux Repenties dans la rue du Verdbois leur recommandant de prier Dieu qu'il me fasse miséricorde.

Item, je laisse et lègue au R. P. Albert, mon oncle, en cas qu'il vienne à me survivre, cent flor. Brab. de pension vitale, pour retourner après sa morte à mon héritière.

Item, je laisse et lègue au collège des RR. PP. Jesuites d'embas, cinq cens flor. Bbt, une fois, à celui des RR. PP. Anglais, vingt volumes in f° en blanc à leur choix.

Item, je laisse à mon cousin Schelberg, un tableau d'œillets peint par Gerard Gæswin, et un autre de roses et d'autres fleurs peints par Breughel à Mr Bouille.

Item, je laisse à Guillaume Barnabé quatre cents flor. Brab. une fois, et un exemplaire en blanc de tous les livres de mon impression, s'il est encore à mon service.

Item, je laisse à Augustin Laurenty, cent florins une fois.

Item, je laisse à tous trois le lit sur lequel ils couchent dessus. Et à tous les deux Laurenty et Barnabé, s'ils sont, comme j'ay dit encore à mon service, tous mes habits de laine et à chacun six chemises outre un habit de deuil.

Item, je laisse à Marie, ma servante, quatre-vingt florins Brab., une fois, et seize florins Brab. de pension vitale, outre un habit de deuil.

Item, je laisse à Noel Lefebvre cinquante flor. Brab., une fois, à Cornélis quarante florins Brab. une fois, et à Jean-François, trente flor. Brab., une fois, et ce qu'ils pourraient m'être redevables, dont je leur quitte.

Item, je laisse et lègue à Marie-Hélène Douffet, ma nièce, le petit cabinet qui est dans ma chambre par terre, le tableau du crucifix de Douffet, qui est là même, et les tableaux de la Sainte Vierge et de Saint Jean, qui sont sur la salle aux deux costés du miroir, outre trente exemplaires in 8° ou in 12° reliés des livres de dévotion, qu'elle choisira dans ma chambre ou dans ma boutique.

Item, je laisse et lègue à ma dite nièce, Marie-Hélène Douffet, huit mille flor. Brabant une fois, ou quatre cents fl. Bbant de rente rédimibles à toujours par mon héritier au 20^e denier, cent florins à la fois.

Item, je laisse et lègue à ma nièce, Marie-Louise Douffet, épouse au s^r avocat Detroz, neuf cueillères, neuf fourchettes, neuf conteaux à manche d'argent et trois petites salières aussy d'argent.

Item, je luy laisse et lègue une somme de huit mille flor. Brab. une fois, ou, au lieu d'icelle quatre cens flor. Brabant de rente rédimibles au 20^e denier par mon héritière, comme j'ai conditionné pour sa sœur : item encore deux mille flor. Brabant aux mêmes conditions.

Item, je laisse et lègue encor à maditte nièce Marie-Louise, trois muids de spelte de rente que me doivent et payent présentement Alexandre Bawin, Jean Werin et consors à Cereixhe ; item trois stiers, et deux tiers de spelte que me doit Melchior Leclere, et que me paye à présent la vefve Denis Legrand valet à Fléron ; item trois muids de spelte que me doivent les enfans Gille Massard et consors aux Trois Chesnes ; item deux autres muids deux stiers, deux tiers de spelte que me doit Anthoine Rassenfosse à Retine ; item trois muids de spelte que me doivent Barnabé, Jean de Laval et leurs consors à Cereixhe ; item soixante et quatorze fl. Brab. de rente pris hors plus grosse somme que me doit le sieur Graffart sur sa maison de la *Galère* ⁽¹⁾ ; item trente huit flor. Brab. de rente pris aussy hors plus grosse somme, que me doit Nicolas Carlier sur sa maison derier Saint-Pierre ; item quarante florins Brabant de rente que j'ay rédimé des mains de M. le chanoine Omalius, et que me doit sur sa maison dans la rue du Boelé, Benoit Ponsart ; item la moitié de la part que j'ay sur la maison de l'Ange, voisine à celle du sieur Graffart ; item vingt fl. Brab. de rente, que j'ay acquis du s^r Groumelier, curé de Frère et de son père ; item quarante florins de rente que j'ay acquis de feu s^r Jacque Goesin, sur la maison du Calice d'or, en Gerarderie, que possédoit Jean Groumelier, et que paye à présent le s^r Loneux mary de sa fille ; item encore cinquante florins Brab. de rente que j'ay acquis de son neveu Jacque Goesin, qui possède à présent la maison de la Main d'or en la rue de Gerarderie ; item encor six muids de rente que j'ay acquis des manans de Jenneffe, et deux muids aussy de rente que j'ay acquis de ceux de Henricourt.

Item, je laisse et lègue encore à ma dite nièce Marie-Louise tous les tableaux qui sont dans la chambre au dessus de ma cuisinne, à la réserve de la Sainte Vierge et de Saint Joseph entourées d'une couronne de fleurs que je laisse à sa sœur Marie-Hélène, mais celui qui est enfermé dans la sculpture de la cheminée doit y rester.

Item, je lègue et laisse encore à ma dite nièce, épouse de l'avocat de Troz, cent flor. Brab. que me doit Benoit Ponsart, outre les quarante marqués cy-dessus.

(1) En Gérardrie également.

Item encore cent et cinquante cinq flor. Brab. de rente que me doivent les PP. Croisiers de Dinant et vingt florins que me doit le s^r Buntinx à Marie-Thérèse, sa fille.

Item, je laisse encore à madite nièce Marie-Louise tous les tableaux qui sont dans ma chambre où je couche, exceptés les portraits de mon bisaïeul, de ma tante et de mon oncle, P. Albert. Celui qui est sur la cheminée y doit aussiz demeurer.

Item, je laisse encore à ma dite nièce, la moitié de tous mes meubles de menage, qui sont d'estain, de cuivre, de fer, de bois, y compris les chaises et lits, qui seront partagés aussyz bien que mes linges entre elle et sa sœur mon héritière, les meubles de bois et de fer qui sont attachés aux parois doivent demeurer comme ils sont.

Item, je laisse à Guillaume Henry de Troz, son fils, que j'ay nommé sur les saints fonts de baptême tels cent flor. Brabant de rente que me doivent les PP. Carmes de Vervier.

Item, je laisse à son autre fils Mathieu et à sa fille Marie-Hélène tels six muids spelte de rente que j'ay acquis des manans de Kemexhe, c'est-à-dire à chacun trois muids comme les manans de Kemexhe m'ont redimer du depuis lesdits six muids, je leur laisse en la place cinquante huit flor. Brab. 9 pattars et trois liars de rente que me doivent Arnold Delva et Lisbette, sa femme, sur leur maison du Peigne d'or, bien entendu que l'un de ses enfans venant à mourir sans hoirs, tant les cent flor. Brab. que les six muids retourneront à leurs autres frères et sœurs, l'usufruit à leur père et mère sauve.

Item, je laisse et lègue à l'avocat de Trooz, époux de madite nièce Marie-Louise, un exemplaire en blanc de tous les livres de droit in f^o dont il se trouvera plus d'un exemplaire dans mon magasin des livres estrangers.

Item, je luy laisse encor les quatre tableaux de fruits et de fleurs qui sont dans ma chambre par terre.

Je prie Guillaume-Henry Dusart, mon petit neveu de vouloir resigner le bénéfice qu'il a à Frère, à Augustin Laurenty, s'il est encor à mon service et s'il n'est pas pourveu d'ailleurs pour l'aider à subsister le reste de ses jours.

Item, je laisse et lègue à ma nièce, sœur Chérubine, cinquante flor. Brab. de pension vitale, lesquels expireront avec ma dite nièce au profit de mon héritière, qui aura le soin de les donner à elle-même de temps en temps pour ses douceurs.

Item, je laisse à l'avocat Dusart, époux de mon héritière, mon bureau qui est dans la chambre où je couche.

Item, je laisse à Guillaume-Henry Dusart, son fils et mon filleul, mon bassin et mon aiguière d'argent avec mon pulpitre dont je me sers, à Marie-Hélène sa sœur, mon écuelle d'argent et deux petites salières, à son frère Théodore, mes deux grands chandeliers d'argent.

Je laisse à Marie-Catherine, sa fille, deux petits chandeliers d'argent, et à la fille de M. le major Dejozé et de Mlle Meehtilde de Bouille, que j'ay levé sur les saints fonts, mes deux petits chandeliers d'argent, ceux avec mes armes.

Item, je laisse et lègue à M. l'échevin van den Steen, ma montre de poche et le *Journal des audiences du parlement de Paris*, relié en quatre tomes in folio.

Item, je laisse et lègue à l'église de Notre-Dame aux Fonts, ma paroisse, un antiphonaire, un graduel, un missel, un parochial, un processionnel et un octavaire, le tout relié avec un bréviaire in 4^o ou in 8^o, s'il s'en trouve un dans mon magasin ou dans ma boutique.

Item, je laisse à Gille Hammosset, douze pattagons une fois et un justaucorps de drap noir.

Item, je veux et ordonne que tout le seigle qui se trouvera chez moy, soit distribué aux pauvres, soit en nature, soit en pains.

Et quant au résidu de tous mes autres biens, cens, rentes et biens héréditaires, meubles et immeubles, droits, clains, crédits et actions, tant féodaux, censaux qu'allodiaux, et tant mobilières qu'immobilières, en tous lieux pays et hauteurs, sans réserve, ny exception d'aucuns qui seront trouvé me specter, et appartenir au jour de mon trépas à quelque titre et chef que ce puisse être, je les laisse à ma nièce Anne Douffet, épouse de l'avocat Dusart, laquelle j'institue et dénomme mon héritière universelle et absolue, et en cas qu'elle vint à décéder avant moy, je luy substitue ses enfans procrééz. et à procréer avec son mari Dusart, lequel je veux, ce cas arrivant, qu'il jouisse de l'usufruit de tous mes biens sa vie durant.

Item, je conditionne et veux que si mes deux autres nièces Marie-Hélène et Marie-Louise, ou son mary l'avocat Detroz, vinsent (ce que je ne crois pas) à molester, troubler ou inquiéter par procès, de fait ou de paroles, ou en quelque autre manière que ce soit, ma susdite héritière, son mary ou ses enfans, soit au sujet du présent testament, ou au sujet de celui de ma mère, ou à les vouloir critiquer, impugner ou en empêcher les effets ou de l'un ou de l'autre testament, je veux et ordonne que tel molestant, impugnant ou réfractaire soit dès lors déchu et privé de tout ce dont je l'ay avantagé par mon présent testament, l'en privant dez maintenant pour alors par cette ma dernière volonté, pour suivre à ma dite héritière ou à ses enfans substitués en cas de mort d'icelle voulant que l'acceptation de l'un ou de l'autre des legats leur faits serve d'approbation et d'aggréation de mon testament et de celui de ma mère et de chaque point et partie y contenus. Le tout quoy je déclare estre ma dernière et sérieuse volonté, que je veux devoir sortir ses effets pleins et entiers, soit par mode de codicille ou par toutes autres voyes, dispositions et ordonnances de volonté dernière

pour mieux valoir et subsister, encor bien qu'il y auroit quelque clause ou formalité de droit, loy ou coustume à ee requis et necessaires et obmises, que je tiens pour insérée, me réservant néanmoins le pouvoir d'y ajouter, diminuer, le changer et revoquer du tout ou en partie, ainsy que bon me semblera, constituant tous porteurs de cette et chacun d'eux *in solidum* pour le prémis renouveler et réaliser par devant toutes cours et justices compétentes tant féodales, censales qu'allodiales en tous lieux, pays et hauteurs.

En foy de quoy j'ay signé ce mien testament et dernière volonté écrite tout au long de ma main dans ma maison située en la rue de Gérarderie, paroisse de Notre-Dame aux Fonts en ma chambre ordinaire le dixième jour de mars de l'an de Notre Seigneur mille sept cent et un.

(Signé) G.-H. STREEL.

Je veux que mon héritière donne au s^r notaire Viseto pour les bons services qu'il m'a rendus, vingt-cinq flor. Brab. de pension vitale et en cas de mort d'iceluy, je luy substitue sa fille Marguerite, pour jouir desdits vingt cinq flor. Brab., sa vie durant, qui retourneront ensuite à mon héritière ou à ses enfans.

Fait le même jour et an que dessus.

(Signé) G.-H. STREEL

Je laisse et lègue aux petites filles qui sont sous la direction de M^r n^{re} Archiprestre près du pont de Torrent, pour aider à leur subsistance, cent patagons ou quatre cent flor. Brab., une fois.

Fait le 9 avril 1707.

(Signé) G.-H. STREEL.

Je laisse encor à Monsieur l'échevin Vanden Steen, le *Monde* de Davity, relié en six volumes in fol. le priant que s'il arrivait quelque différent entre mes nièces, ce que je ne crois pas, d'en être l'arbitre.

(Signé) G.-H. STREEL.

Au s^r prélocuteur Viseto, un tableau de Poisson qui est près de ma cheminée.

(Signé) G.-H STREEL.

Faisant quelque changement touchant ce qui concerne mon magasin de livres étrangers, je prétens et veux que tous les dits livres soient vendus et l'argent qui en proviendra, partagé entre la femme de l'avocat Dusart et de l'avocat De Troz.

Fait à Fragnée ce 24^e may 1710.

(Soubsigné) G.-H. STREEL.

Je soubsigné, par mode de codicille ou d'addition à mon dernier testament, déclare outre ce que j'ay laissé à Guillaume Barnabé dans mon dit testament, de laisser et legater encor, comme je laisse et légate par cette audit Barnabé la petite presse où travaille Cornelis, en tel état qu'elle se trouve avec tous les caractères, figures, rames, et tout ce généralement qui servent à faire les almanachs, luy cédant aussy et transmettant tout tel droit et privilège qui me compette de faire, composer, imprimer et débiter les almanachs Laensbergh, pour par le dit Barnabé en jouir user et profiter immédiatement après ma mort, ainsy et comme j'en ay jouy et usé pendant ma vie, pour quel effect je le subroge dèz maintenant pour lors en mes lieux, places et degrés : constituant pour le present realizer où besoin sera tous porteurs.

Fait en Liège ce 29 avril 1710.

Ainsy soubsigné : Je veux que ce codicille ayt la même force que mon testament, G.-H. Streel, puis aussyz soubsigné. Ce que j'atteste Bertrand Joseph Viseto, notaire apostolique et de Liège, pour avoir été present à la déclaration et signature sus reprise *in fidem*.

Et moy Bertrand Joseph Viseto notaire apost., admis et immatriculé de Liège au premis requis *in fidem sub*.

III.

Requête de l'avocat Hodin, éditeur de la 2^e édition du « Recueil des Edits », de Louvrex, à l'État noble (1753).

Messeigneurs de l'Etat de la noblesse

du pays de Liège et comté de Looz.

Messeigneurs,

L'imprimeur aiant pour le coup distribué, non seulement aux illustres membres de l'Etat, mais encore au public, le quatrième et dernier tome du nouveau *Recueil des Edits de Liège*, etc., de sorte que l'œuvre étant tout complet, il est facile de reconnaître, pour le présent, avec combien d'attention le soussigné at eut le bonheur de le travailler, et les peines et les soins qu'il s'est donné pour le mettre dans un ordre aussi régulier qu'il se trouve et aussy utile et facile au lecteur, en y rapportant plusieurs édits et mandemens qui avoient échappé à la recherche de feu M. de Louvrex et en y insérant ceux émanés depuis la première impression avec quantité de notes juridiques aux endroits où il les at crus nécessaires ; rien que l'index général qui se trouve à la fin du dernier tome et est une fois plus

ample que celui de feu M. de Louvrex, suffirait ainsy que se flatte le très humble remontrant, pour convaincre qu'il n'at rien négligé à effet de le rendre intéressant au public. Il at eut l'honneur de faire les représentations très humbles à cet égard aux seigneurs de l'Etat primaire qui, par recès en date du 15 du mois passé ont eut la bonté de luy passer une gratification de cent escus, en reconnoissance de ses peines et travaux. Il at l'honneur de reproduire ledit recès et de faire les mêmes représentations aux nobles et généreux seigneurs de cet Etat, se confiant absolument que, par un effet de la libéralité qui leurs est si ordinaire, et qu'ils ont toujours si constamment exercé envers tous ceux qui se sont montré leurs très humbles serviteurs, ils daigneront acceéder au même recès.

Quoy faisant

(Signé) L'avocat HODIN.

Au dorso

Le 23 janvier 1753.

Le 26 janvier 1753.

Accordé 100 écus, voir qu'il devrat reetifier et corriger les fautes qui se sont glissées dans l'impression.

(Acte de notre coll. partie).

IV.

L'avocat Hodin avait préparé un autre vaste travail ayant pour objet :
Les relations des divers tribunaux du pays et leur jurisprudence. Comptant en faire une question commerciale de lucratif revenu, il avait fait partager son projet par un haut personnage de la Cour qu'il ne fait pas connaître. C'est à ce personnage qu'il confiait ces perspectives d'exécution de l'ouvrage conçu par lui. Bien que cet ouvrage n'ait pas été imprimé, les données transcrites par Hodin ne manquent pas d'intérêt économique et rétrospectif.

Il s'exprimait en ces termes :

Monseigneur,

En attendant d'avoir l'honneur de me représenter un jour ou l'autre de cette semaine à l'audience gracieuse de Votre Excellence, j'ai cru que je pourois luy faire plaisir en lui communiquant les informations que j'ay fait prendre sous main tant des libraires internes qu'externes touchant les fraix et ce que nous pourat eoutter l'impression de notre ouvrage, afin qu'Elle puisse se gouverner au regard du s^r Kints avec autant plus de précaution.

On me demande tant à Auvers qu'à Bruxelles et à Liège, deux liars par feuille pour l'impression, beaucoup en plus beau caractère que Kints n'at fait le Nouveau *Recueil des Edits*.

Les quatre volumes de notre ouvrage à 500 pages d'impression chaque, importent 2000 pagés qui font 500 feuilles de papier qui, à deux liars la feuille, portent la somme de flor. 12-10 sous.

Et pour deux mille exemplaires, celle de 24,500 fl.

Je suppose que nous pouvons les avoir à 1 liar et trois quarts la feuille, qui feroit la somme de fl. 21,437, 10 sous.

Et peut être à un liard et demy qui feroit seulement la somme de 18,375 fl.

Et tant l'un que l'autre imprimeur offre de fournir du papier à six sous la main beaucoup plus beau que celui que Kints n'at employé.

Il en faut cinque mains pour chaque tome de notre ouvrage. Ainsy pour les quattres volumes vingt mains qui, à six sous font six frans, et pour deux mille exemplaires la somme de fl. 12,000.

Ainsy, si nous avons l'impression d'un liar et trois quarts la feuille, cela reviendrat papiers et tout à la somme de flor. 33,437-10 sous.

Et si nous l'avons à un liar et demy cela ne reviendrat qu'à flor. 30.375. Et notre ouvrage rapportant à *dir escus* ⁽¹⁾ les quatre volumes 80.000 flor., il y aurat de profit pour nous dans le premier cas, fl. 46,562-10 sous et dans le second, flor. 49,625.

Et en me passant pour la confection des quatre volumes la somme de 12,000 fl., il y aurat d'utile pour Votre Excellence dans le premier cas, fl. 34,562-10 s. et dans le second, fl. 37,625.

Après cela, ce n'est pas, comme j'ay déjà eut l'honneur d'exposer à Votre Excellence, l'intérêt qui me guide, mais uniquement l'honneur et l'esperance de pouvoir mériter sa haute et puissante protection, et pour l'en convaincre, je viens luy offrir du meilleur de mon cœur, de faire la composition, à si grand bon marché qu'elle souhaiterai : je la laisse absolument maître du prix : Elle n'at pas moins d'occasions de pouvoir me revaloir la chose par d'autres endroits qu'il n'y at d'étoilles dans le firmament, quand ce ne seroit qu'en me dénommant des révisions, toutes les fois que je ne seroy pas allegué suspect : Enfin, je ne prétend en rien borner Votre Excellence, et moyennant que je puisse avoir le bonheur d'être honoré de ses gracieuses attentions, je seray toujours plus que content.

Je la supplie seulement de bien vouloir faire attention et se donner garde d'une seule chose. J'ai appris de bon endroit et de science certaine, que les idées de Kints sont d'amuser Votre Excellence jusqu'à ce qu'elle soit partie pour sa résidence d'Allemagne, se flattant que, pendant son absence, il pourat, par ses amis et pro-

(1) Environ 50 francs.

tecteurs, obtenir de Sa Sérénissime Eminence l'octroi d'imprimer l'ouvrage de question et de le faire composer par tel auteur qu'il trouverait à propos. La plus grande mortification qui m'en resteroit c'est qu'il priverait par là Votre Excellence du profit que je lui procurerois si volontiers et d'un si grand cœur, en signe indubitable de ma plus parfaite et soumise dévotion à son égard, pendant que j'ay l'honneur de me dire avec le plus profond respect et la plus grande vénération, Monseigneur, de Votre Excellence,

le plus humble, très soumis et tout dévoué serviteur,

L'avocat HODIN.

Liège, ce 28 février 1752. (*Conseil privé; liasse Imprimerie.*)

V.

Supplique du chanoine Jalheau, à l'Etat Noble, pour obtenir son concours pécunaire en vue de la publication d'une nouvelle édition du « Miroir des Nobles », de Hemricourt (1783).

Messeigneurs,

Le seul livre que nous eussions dans ce pays pour nous retracer la gloire de vos ancêtres est le *Miroir des Nobles de la Hesbaye* ⁽¹⁾, par le chevalier de Hemricourt ; mais cet ouvrage si précieux en lui-même présente tant de confusion que ce n'est qu'après un travail pénible qu'on peut y suivre la généalogie des familles dont il parle. C'est pour ôbvier à cet inconvénient, Messeigneurs, que j'ai entrepris de donner une nouvelle édition de cet ouvrage qui vous intéresse tous, et dans laquelle on trouvera un tableau suivi de chaque famille, avec des notes qui répandront un jour clair sur les endroits les plus obscurs de cet ancien auteur, de même que des ajoutés qui sont nécessaires pour compléter son plan.

Cet ouvrage, Messeigneurs, si intéressant pour ce pays et pour la plupart des familles de votre illustre corps, m'a coûté beaucoup de travail et ne coûtera pas moins de frais pour le donner au public avec toutes les gravures qu'il exigera nécessairement ; mais je m'en croirai dédommagé si vos illustres seigneuries veulent bien en accepter la dédicace et permettre qu'il paraisse sous leurs auspices. C'est un hommage qui vous appartient, Messeigneurs, et je me flatte que vos seigneuries verront avec plaisir un tableau net et précis tant de leurs ancêtres que des autres anciens gentilshommes du pays qui, ainsi que vos seigneuries, ont toujours été les plus fermes soutiens de la patrie.

(1) L'exemplaire s'est vendu à la souscription ou à peu près à la souscription, au prix de 39 florins.

Si cette preuve de mon zèle pour la gloire de la noblesse de ce pays et particulièrement pour celle de votre illustre corps, est agréable à vos seigneuries, j'ai l'honneur de leur offrir mes services pour continuer la collection héraldique qu'elle a acquis de feu héraut d'armes Le Fort. Je me ferai un devoir d'employer les connaissances que j'ai acquies sur cette matière pour remplir les vues de vos seigneuries, qui m'ont fait cette acquisition que dans la vue de la rendre utile à la noblesse du pays et aux gentilshommes étrangers qui voudraient y faire des recherches.

Quoi faisant,

(s) Charles JALHEAU,
chanoine de Ste-Croix en Liège.

Verso. — Le 18 février 1783, Monsieur le baron de Wal, chevalier de l'Ordre teutonique, s'est chargé d'en parler au chanoine Jalheau.

(*Acte de notre coll. particul.*).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Jules Delheid. — Rapport sur les travaux de l' <i>Institut archéologique</i> pendant l'année 1921.	V
F. Pholien. — Rapport sur la situation financière pendant l'exercice 1921 et sur le bilan au 31 décembre 1921	XV
Liste des dons et dépôts faits au <i>Musée archéologique</i> pendant l'année 1921.	XVIII
Situation de la bibliothèque (1921)	XXI
M. De Puydt. — Liège Paléolithique : Le gisement de Sainte-Walburge dans le limon hesbayen	1
Th. Gobert. — L'Imprimerie à Liège sous l'ancien régime Police, réglementation, encouragements, etc... Analyse d'actes des diverses autorités y relatifs.	15
Tableau des Membres de l' <i>Institut Archéologique Liégeois.</i> . . .	1

TABLEAU DES MEMBRES

DE

L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE LIEGEOIS

PRÉSIDENT D'HONNEUR

M. LE GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE LIÈGE

GRÉGOIRE (GASTON).

VICE-PRÉSIDENTS D'HONNEUR

M. LE BOURGMESTRE DE LA VILLE DE LIÈGE

M. L'ÉCHEVIN DES BEAUX-ARTS DE LA VILLE DE LIÈGE

Bureau de la Société pour 1921-1922

<i>Président :</i>	MM. A. MICHA.
<i>Vice-président :</i>	M. LOHEST.
<i>Secrétaire :</i>	J. DELHEID.
<i>Secrétaire-adj., Directeur des publications :</i>	F. MAGNETTE.
<i>Conservateur :</i>	J. SERVAIS.
<i>Trésorier :</i>	FL. PHOLIEN.
<i>Bibliothécaire :</i>	E. FAIRON.
<i>Secrétaires-adjoints :</i>	J. PIRLET.
	J. BREUER.
<i>Conservateurs-adjoints :</i>	J. HAMAL-NANDRIN.
	A. BAAR-MAGIS.
	M. GÉRIMONT.

Composition des Commissions pour 1920-1921

<i>Commission des publications :</i>	MM. J. BRASSINNE.
	EM. FAIRON.
	TH. GOBERT.
<i>Commission des fouilles :</i>	MM. M. DE PUYDT.
	J. HAMAL-NANDRIN.
	J. SERVAIS.
	J. DELHEID.
	CH. FRAIPONT.
	J. BREUER.

Commission d'achats :

MM. A. BAAR.
J. BRASSINNE.
BON M. DE SÉLYS-
LONGCHAMPS
G. JORISSENNE.
FL. PHOLIEN.
G. RUHL.
J. DELHEID.
E. COUVREUX.

Commission de vérification du Musée :

MM. DE PUYDT.
J. GRENSON.

*Commission de vérification de la
Bibliothèque :*

J. BRASSINNE.
MM. J. COENEN.
BON W. DE CRASSIER.
F. MAGNETTE.

Commission de la vérification des comptes :

MM. J. DELAITE.
L. LEDRU.
G. RUHL.

Le Président de l'Institut fait de droit partie des Commissions.

COMMISSIONS SPÉCIALES :

A. — *Commission des Excursions*

Président :

MM. F. MAGNETTE.

Secrétaire :

J. BREUER.

Membres :

J. DELHEID.
J. HAMAL-NANDRIN.
FL. PHOLIEN.
J. BRASSINNE.

B. — *Commission des Conférences.*

Président :

MM. FL. PHOLIEN.

Secrétaire :

J. PIRLET.

Membres :

I. BRASSINNE.
J. SERVAIS.
CH. FRAIPONT.
F. MAGNETTE.

CONSEILLERS :

J. BRASSINNE, M. DE PUYDT, TH. GOBERT, L. HALKIN, G. RUHL,
L. DE BUGGENOMS.

MEMBRES EFFECTIFS

Date de l'entrée à l'Institut		Date de l'admission comme membre effectif		
		4 fév.	1876.	1. JAMAR (EDMOND), architecte, 19, rue Saint-Pierre, <i>Liège</i> .
28 déc.	1879.	29 déc.	1882.	2. DE PUYDT (MARCEL), docteur en droit, directeur honoraire du Contentieux de la Ville de Liège, 27, avenue Isabelle, Anvers.
27 fév.	1885.	31 mai	1889.	3. LE PAIGE (CONSTANTIN), membre de l' <i>Académie royale de Belgique</i> , parc de Cointe, <i>Ougrée</i> .
25 janv.	1886.	24 déc.	1896.	4. GOBERT (THÉODORE), archiviste provincial honoraire, 360, rue Saint-Gilles, <i>Liège</i> .
22 fév.	1879.	27 mai	1898.	5. RUHL (GUSTAVE), docteur en droit, Villa Bella Riva, <i>Basse- Hermalle</i> .
31 janv.	1889.	30 déc.	1898.	6. DE CRASSIER (BARON WILLIAM), avocat, 161, rue Grétry, <i>Liège</i> .
29 nov.	1895.	30 déc.	1898.	7. BRASSINNE (JOSEPH), professeur et bibliothécaire en chef de l'Université, 30, rue Nysten, <i>Liège</i> .
20 avril	1898.	27 avril	1900.	8. SERVAIS (JEAN), conservateur du Musée archéologique liégeois, 8, rue Joseph Demoulin, <i>Liège</i> .
24 fév.	1899.	28 déc.	1900.	9. LOHEST (MAX), professeur à l'Uni- versité de Liège, membre de l' <i>Académie royale de Belgique</i> , 46, rue Mont-Saint-Martin, <i>Liège</i> .
28 mai	1880.	30 mai	1902.	10. DE SÉLYS-FANSON (baron RO- BERT), docteur en droit, château de Gerlache, Houthem (Hol- lande).

25 nov.	1898.	25 janv.	1903.	11. PHOLIEN (FLORENT), 26, rue Vinâve-d'Ille, <i>Liège</i> .
26 mars	1897.	29 mai	1903.	12. DE BUGGENOMS (LOUIS), avocat, 40, rue Courtois, <i>Liège</i> .
28 déc.	1900.	27 avril	1906.	13. HÉNAUX (FERMIN), propriétaire, à <i>Bois-Borsu</i> .
28 oct.	1906.	26 avril	1907.	14. LAHAYE (LÉON), conservateur des Archives de l'Etat, 8, rue Sainte-Marie, <i>Liège</i> .
27 déc.	1901.	29 déc.	1907.	15. GRENSON (JOSEPH), docteur en médecine, 54, quai de Fragnée, <i>Liège</i> .
29 mars	1903.	29 déc.	1907.	16. POLAIN (EUGÈNE), docteur en droit, bibliothécaire de l'Université, 23, boulevard de la Constitution, <i>Liège</i> .
30 déc.	1898.	31 janv.	1909.	17. RASQUIN (GEORGES), avocat, 8, quai de la Grande Bretagne, <i>Liège</i> .
28 fév.	1904.	31 janv.	1909.	18. HAMAL-NANDRIN (JOSEPH), industriel, 51, quai de l'Ourthe, <i>Liège</i> .
		28 mai	1909.	19. KLEYER, (GUSTAVE), avocat, 21, rue Fabry, <i>Liège</i> .
27 mars	1904.	30 janv.	1910.	20. FAIRON (ÉMILE), conservateur-adj. des Archives de l'Etat (Liège), route de Tancrémont, <i>Pepinster</i> .
26 mai	1904.	30 janv.	1910.	21. VERCHEVAL (FÉLIX), avocat, 27, avenue Isabelle, à <i>Anvers</i> .
29 juin	1906.	27 mai	1910.	22. JORISSENNÉ (GUSTAVE), docteur en médecine, 5, quai Marcellis, <i>Liège</i> .
23 déc.	1906.	27 mai	1910.	23. MAGNETTE (FÉLIX), professeur à l'Athénée royal, 358, rue Saint-Gilles, <i>Liège</i> .
27 déc.	1895.	24 déc.	1911.	24. HALKIN (LÉON), professeur à l'Université de Liège, 59, boulevard Emile de Laveleye, <i>Liège</i> .
29 mars	1903.	24 déc.	1911.	25. DE SÉLYS-LONGCHAMPS (baron MAURICE), docteur en sciences, 9, rue Mont-Saint-Martin, <i>Liège</i> .

27 avril	1894.	24 déc.	1911.	26. LEDRU (LÉON), artiste peintre, 21, rue Auguste Hock, <i>Liège</i> .
22 fév.	1903.	24 déc.	1911.	27. DELAITE, (JULIEN), docteur en sciences, conseiller communal, 13, rue Hors-Château, <i>Liège</i> .
29 mars	1908.	24 déc.	1911.	28. BAAR-MAGIS (ARMAND), ingénieur, 4, rue Lebeau, <i>Liège</i> .
27 déc.	1908.	26 janv.	1913.	29. GUÉRETTE-DOUXCHAMPS (EDOUARD), ingénieur, à Burdinne.
31 oct.	1909.	26 janv.	1913.	30. GÉRIMONT (MAURICE), ingénieur, 10, rue Charles Morren, <i>Liège</i> .
29 mai	1908.	25 janv.	1914.	31. PIRLET (JULES), candidat-notaire, 10, rue Sohet, <i>Liège</i> .
30 janv.	1910.	25 janv.	1914.	32. DELHEID (JULES), docteur en droit, 29, rue Etienne Soubre, <i>Liège</i> .
31 oct.	1909.	22 fév.	1914.	33. MICHA (ALFRED), avocat à la Cour d'appel, 19, rue des Anges, <i>Liège</i> .
27 déc.	1901.	22 fév.	1914.	34. JASPAR (PAUL), architecte, 149, boulevard de la Sauvenière, <i>Liège</i> .
24 avril	1908.	22 fév.	1914.	35. COENEN (abbé J.), aumônier de la prison, 44, rue du Baneux, <i>Liège</i> .
27 oct.	1907.	30 mars	1919.	36. DEFRECHÉUX (CHARLES), bibliothécaire, 67, rue Bonne-Nouvelle, <i>Liège</i> .
29 janv.	1911.	30 mars	1919.	37. FRAIPONT (CHARLES), professeur à l'Université de Liège, 35, rue Mont-Saint-Martin, <i>Liège</i> .
24 nov.	1907.	30 mars	1919.	38. GHILAIN (GUSTAVE), Consul des Etats-Unis du Mexique, 123, rue Louvrex, <i>Liège</i> .
27 déc.	1908.	30 mars	1919.	39. REMOUCHAMPS (J.-M.), avocat, 288, boulevard d'Avroy, <i>Liège</i> .

27 déc.	1908.	30 mars	1919.	40. WIBIN (BENJAMIN), docteur en médecine, <i>Amay</i> .
31 déc.	1885.	30 mars	1919.	41. THION (FERDINAND), docteur en médecine, à <i>Viemme</i> (Waremme)
		27 juin	1919.	42. FALLOISE (MAURICE), avocat, 3, rue Forgeur, <i>Liège</i> .
31 mai	1907.	28 nov.	1920.	43. STOCKIS (EUGÈNE), docteur en médecine, professeur à l'Université de Liège, 20, quai Ed. van Beneden, <i>Liège</i> .
27 déc.	1909.	31 déc.	1920.	44. BOURGAULT (CAMILLE), architecte, 17, rue du Vertbois, <i>Liège</i> .
27 nov.	1910.	31 déc.	1920.	45. BREUER (JACQUES). 25. place Coronmense, <i>Herstal</i> .
26 déc.	1915.	30 déc.	1921.	46. DAVIN (FERNAND), docteur en médecine, <i>Amay</i> .

MEMBRES D'HONNEUR

		30 janv.	1891.	1. DE BAYE (baron JOSEPH), 58, avenue de la Grande Armée, <i>Paris</i> .
31 janv.	1889.	31 mai	1895.	2. PONCELET (EDOUARD), conservateur des Archives de l'Etat, rue du Parc, <i>Mons</i> .
		27 déc.	1895.	3. DE PIMODAN (comte), duc romain, château d'Ochain, par <i>Clavier</i> .
29 déc.	1882.	30 mai	1902.	4. PIRENNE (HENRI), professeur à l'Université de Gand, membre de l'Académie royale de Belgique, 132, rue Neuve-Saint-Pierre, <i>Gand</i> .
		24 déc.	1911.	5. MOXHON (M ^{lle} SOPHIE), rentière, 42, rue Hors-Château, <i>Liège</i> .

MEMBRE CORRESPONDANT ÉTRANGER

28 avr. 1911.	DE LHOMEL (comte GEORGES), 55, avenue Kléber, <i>Paris</i> .
---------------	--

MEMBRES CORRESPONDANTS

24 fév.	1882.	1. D'OTREPPE DE BOUVETTE (baron FRÉDÉRIC), docteur en sciences, 61, quai de Fragnée, <i>Liège</i> .
26 déc.	1884.	2. BREUL (ADOLPHE). industriel, <i>Goé</i> .
31 mars	1887.	3. DE BEHAULT DE DORNON (ARMAND), 10, rue des Drapiers, <i>Bruxelles</i> .
28 juill.	1887.	4. FRANCOTTE (GUSTAVE), ancien ministre de l'Industrie et du Travail, La Houbière, à <i>Sougné-Remouchamps</i> .
31 janv. 1889.	31 déc. 1893.	5. BREULS (PAUL), château de Longchamps, à <i>Berneau</i> , par <i>Visé</i> .
31 janv. 1889.	27 avril 1900.	6. GAILLARD (JOSEPH), chanoine, à <i>Geer</i> .
27 avril 1894.	27 avril 1900.	7. CEYSSENS (J.), curé, <i>Dalhem</i> .
26 janv. 1900.	28 déc. 1902.	8. COMBLEN (PAUL), architecte, 33, rue des Augustins, <i>Liège</i> .
30 avril 1897.	24 avril 1903.	9. HANSAY (ALFRED), conservateur des Archives de l'Etat, <i>Hasselt</i> .
29 nov. 1885.	20 déc. 1903.	10. PHILIPPART (ALFRED), ingénieur, 44, avenue Blonden, <i>Liège</i> .
8 août 1890.	29 avril 1904.	11. LOHEST (FERNAND), architecte, 23, rue de Sélys, <i>Liège</i> .
27 mai 1900.	29 avril 1904.	12. VAN ZUYLEN (PAUL), bourgmestre à <i>Grand-Halleux</i> .
	18 déc. 1904.	13. DUBOIS (R.), secrétaire communal, 130, rue Entre-Deux-Portes, <i>Huy</i> .
	25 fév. 1905.	14. DE WITTE DE LIMMINGHE (ADRIEN), professeur à l'Académie des Beaux-Arts, 15, rue Bassenge, <i>Liège</i> .
29 janv. 1905.	25 mars 1906.	15. VAN DER STRAETEN-PONTHOZ (comte CARL), 49, rue de la Loi, <i>Bruxelles</i> .

31 juill.	1903.	23 déc.	1906.	16. BROUWERS (DD.), conserva- teur des Archives de l'État, 3, rue des Bas-Prés, <i>Namur</i> .
25 fév.	1906.	28 nov.	1909.	17. COUVREUX (EDMOND), artiste- peintre, 24, rue de l'Oncet, <i>Liège</i> .
24 nov.	1907.	28 nov.	1909.	18. CLOSON (JULES), professeur à l'Université de Liège, 1, rue Fabry, <i>Liège</i> .
29 nov.	1903.	28 janv.	1912.	19. SACRÉ (FERNAND), architecte, 14, place Rouveroy, <i>Liège</i> .
29 nov.	1908.	25 fév.	1912.	20. MORET (abbé JUSTIN), Sur-le- Mez, à <i>Couthuin</i> .
27 déc.	1908.	25 fév.	1912.	21. DE RADZITSKY-D'OSTROWICK (baron IVAN), 6, rue Paul De- vaux, <i>Liège</i> .
28 mars	1909.	25 fév.	1912.	22. LOISELET (V.), colonel d'artille- rie, à <i>Ath</i> .
27 déc.	1908.	30 mai	1913.	23. DUMONT (JULES), industriel, 189, rue Grétry, <i>Liège</i> .
28 mai	1880.	27 juin	1913.	24. DE GELOES (comte RENÉ), châ- teau d' <i>Eysden</i> (Hollande).
29 avril	1886.	22 fév.	1914.	25. WILMART (CHARLES), docteur en droit, 6, place de la Couronne, <i>Bruxelles</i> .
28 oct.	1906.	22 fév.	1914.	26. VAN ORMELINGEN (ERNEST), 60, rue d'Amereœur, <i>Liège</i> .
27 fév.	1910.	22 fév.	1914.	27. LOHEST (JEAN), 44, boulevard d'Avroy, <i>Liège</i> .
		26 avril	1914.	28. VANNERUS (JULES), 3, rue Er- nestine, <i>Ixelles-Bruxelles</i> .
28 fév.	1904.	29 mai	1914.	29. MASSART (ALPHONSE), indus- triel, 23, rue Bois-l'Evêque, <i>Liège</i> .
		26 déc.	1915.	30. GESSLER (JEAN), professeur à l'Athénée royal, 39, boulevard Thonissen, <i>Hasselt</i> .
		26 mars	1916.	31. THUILLIER (HUBERT), archi- tecte, 38, rue Billy, <i>Grivegnée</i> .
		26 janv.	1919.	32. VAN DE WEERT (H.), profes- seur à l'Athénée d' <i>Anvers</i> .

18 déc.	1910.	30 mars	1919.	33. DABIN (JEAN), chargé de cours à l'Université de Louvain, rue Edouard Waeken, <i>Liège</i> .
28 avril	1911.	30 mars	1919.	34. DANDOY (ALBERT), quai Hen-vart, <i>Bressoux</i> .
27 mai	1910.	30 mars	1919.	35. FRAIPONT (MAX), avocat, 19, rue Mont-Saint-Martin, <i>Liège</i> .
30 mai	1913.	30 mars	1919.	36. POULLET (ARNOLD), conseiller à la Cour d'appel de Liège, 11, rue Raikem, <i>Liège</i> .
27 oct.	1907.	30 mars	1919.	37. VANDER LINDEN, professeur à l'Université de Liège, boulevard de Tirlemont, à <i>Louvain</i> .
27 mai	1904.	25 juill.	1919.	38. BAAR (LUCIEN), 100, boulevard de la Sauvenière, <i>Liège</i> .
		28 mars	1920.	39. DESTRÉE (JOSEPH), conservateur des Musées royaux du Cin-quantenaire, <i>Bruxelles</i> .
28 fév.	1909.	30 avril	1920.	40. MARCIN (L.), général-major, 155, rue de Campine, <i>Liège</i> .
25 avril	1919.	28 nov.	1920.	41. CRICK - KUNTZIGER (M ^{me} MARTHE), docteur en art et archéologie, 47, rue Keyenveld, <i>Lièges</i> .
29 janv.	1911.	31 déc.	1920.	42. HANQUET (KARL), professeur à l'Université de Liège, 19, rue de la Paix, <i>Liège</i> .
24 mars	1907.	24 juin	1921.	43. DUVIVIER (PIERRE), à <i>Visé</i> .
		27 janv.	1922.	44. FOURMARIER (PAUL), profes-seur à l'Université, 140, avenue de l'Observatoire, <i>Liège</i> .
		27 janv.	1922.	45. WALTZING (J.-P.), professeur à l'Université, 11, rue Dartois, à <i>Liège</i> .
		27 janv.	1922.	46. HAUST (JEAN), professeur à l'Université, 75, rue Fond-Pi-rette, <i>Liège</i> .

MEMBRES ASSOCIÉS

Date de l'admission	
28 mai 1880.	1. DE LHONEUX (M ^{me} GUSTAVE), <i>Huy</i> .
9 mars 1883.	2. POSWICK (PROSPER), château de <i>Tihange</i> , par <i>Huy</i> .
25 mai 1894.	3. HOUTART (M.), docteur en droit, à <i>Gesve</i> (Namur).
26 mars 1897.	4. OPHOVEN (LÉON), château de <i>Binst</i> , par <i>Stavelot</i> .
26 nov. 1897.	5. RÉVÉREND ABBÉ DE L'ABBAYE DU VAL-DIEU, <i>Charneur</i> .
27 avril 1900.	6. FALK, fils, libraire, 15-17, rue du Parchemin, <i>Bruxelles</i> .
27 déc. 1901.	7. NEEF (O.), distillateur, 10, rue Grandgagnage, <i>Liège</i> .
27 janv. 1902.	8. ROLAND-DUMONT (LÉON), 2, rue Velbruck, <i>Liège</i> .
25 juill. 1902.	9. RENKIN (FRANÇOIS), fabricant d'armes, 24, rue Grandgagnage, <i>Liège</i> .
25 janv. 1903.	10. PLOMDEUR (J.), industriel, 12, rue de la Madeleine, <i>Liège</i> .
25 janv. 1903.	11. DELAME (TH.), avocat à la Cour d'appel, 46, rue Fusch, <i>Liège</i> .
29 mars 1903.	12. PIEDBŒUF-LOVENS (LOUIS), ingénieur, château d' <i>Embourg</i> .
29 mai 1903.	13. SCUVIE (ALBERT), 120, boulevard de la Sauvenière, <i>Liège</i> .
24 juin 1904.	14. CHIZELLE (MAURICE), industriel, 5, Cour des Minimes <i>Liège</i> .
30 oct. 1904.	15. MOTTARD-VAN MARCKE (M ^{me}), artiste peintre, 22, rue Courtois, <i>Liège</i> .
27 nov. 1904.	16. SNYERS (ARTHUR), architecte, 62, rue Louvrex, <i>Liège</i> .
29 janv. 1905.	17. BELTJENS (RENÉ), substitut du procureur du Roi, 48, rue des Augustins, <i>Liège</i> .
28 avril 1905.	18. ANCIEN-MAGIS (JULES), industriel, château d'Am- blève par <i>Ayeaille</i> (<i>Liège</i> : 18, rue Forgeur).
30 juin 1905.	19. BOUHION (ANTOINE), rentier, rue Trou-Louette, <i>Bressoux</i> .
28 juill. 1905.	20. WAUTERS (CHARLES), avocat, 21, quai Henvalt, <i>Liège</i> .
28 juill. 1905.	21. MASSON (EUGÈNE), contrôleur des contributions, 36, rue des Vennes, <i>Liège</i> .
31 déc. 1905.	22. BOUVY (JOSEPH), industriel, 7, quai de la Grande- Bretagne, <i>Liège</i> .

- | | |
|-----------------|--|
| 31 déc. 1905. | 23. WAUTERS (AMÉDÉE), avoué, 3, rue Agimont, <i>Liège</i> . |
| 31 déc. 1905. | 24. SKLIN (DIEUDONNÉ), industriel, 5, rue Hors-Château, <i>Liège</i> . |
| 25 mars 1906. | 25. CLOES (MAURICE), juge au Tribunal de 1 ^{re} instance, à <i>Charleroi</i> . |
| 25 mai 1906. | 26. ADAM (MICHEL), ingénieur, 65, rue des Guillemins, <i>Liège</i> . |
| 25 mai 1906. | 27. LE PAIGE (ULRIC), ingénieur en chef de la Société Athus-Grivegnée, 320, rue des Vennes, <i>Liège</i> . |
| 29 juin 1906. | 28. GUILLICK (PIERRE), à <i>Ampsin</i> . |
| 28 oct. 1906. | 29. DELSAUX (E.), docteur en médecine, 6, rue des Augustins, <i>Liège</i> . |
| 28 oct. 1906. | 30. SEPULCHRE (CHARLES), industriel, 40, rue Nysten, <i>Liège</i> . |
| 25 nov. 1906. | 31. REULEAUX (FERNAND), avocat, 38, rue Basse-Wez, <i>Liège</i> . |
| 23 déc. 1906. | 32. DE MÉLOTTE (chevalier MARCEL), avenue du Hêtre, Cointe, <i>Sclessin</i> . |
| 27 janv. 1907. | 33. MARCOTTY (JOSEPH), industriel, <i>Angleur</i> . |
| 24 mars 1907. | 34. DE SOER (MAX), 121, boulevard de la Sauvenière, <i>Liège</i> . |
| 26 juill. 1907. | 35. LEGRAND (MAURICE), architecte, 44, rue Darchis, <i>Liège</i> . |
| 27 oct. 1907. | 36. SERVAIS (HENRI), négociant, 24, rue des Dominicains, <i>Liège</i> . |
| 27 oct. 1907. | 37. BIDLOT (FERDINAND), docteur en médecine, 42, rue des Augustins, <i>Liège</i> . |
| 27 oct. 1907. | 38. LOIHEST (CHARLES), 4, rue des Sœurs Noires. Tournai. |
| 27 oct. 1907. | 39. JOLET (MICHEL), architecte, <i>Herstal</i> . |
| 27 oct. 1907. | 40. LEENAERS (LUCIEN), industriel, 2, quai Van Beneden, <i>Liège</i> . |
| 24 nov. 1907. | 41. HAMAL-MOUTON (JULES), rentier, à <i>Péry</i> (Trooz). |
| 29 déc. 1907. | 42. RASSENFOSSE (ARMAND), artiste peintre, 366, rue Saint-Gilles, <i>Liège</i> . |
| 23 fév. 1908. | 43. DUPONT (PAUL), 9, rue Saint-Remy, <i>Liège</i> . |
| 23 fév. 1908. | 44. DÉSIR (CHARLES), receveur des contributions, rue des Bons-Boiveurs, <i>Montegnée</i> . |
| 23 fév. 1908. | 45. JORIS (HUBERT), <i>Loncîn lez-Liège</i> (Aus). |

- 29 mars 1908. 46. AERTS (AUGUSTE), notaire, 29, rue Hors-Château, *Liège*.
- 29 mars 1908. 47. CLOSE (FRANÇOIS), architecte, 66, rue César Franck, *Liège*.
- 31 juill. 1908. 48. SIMONIS (CAMILLE), propriétaire, 14, rue Chevaufosse, *Liège*.
- 25 oct. 1908. 49. LEDENT (FÉLIX), avocat, 88, avenue Blonden, *Liège*.
- 25 oct. 1908. 50. COLLINET, fils (A.), boulevard de la Sauvenière, 42, *Liège*.
- 29 nov. 1908. 51. DE POTESTA (baronne EDOUARD), château de Hermalle, *Hermalle-sous-Huy*.
- 29 nov. 1908. 52. FRAIPONT (MARCEL), docteur en droit, directeur général des Cristalleries du Val-Saint-Lambert, *Val-Saint-Lambert*.
- 27 déc. 1908. 53. RIGO (LÉON), avocat à la Cour d'appel, 92, avenue Blonden, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 54. JAMIN (ÉMILE), industriel, 152, rue Saint-Séverin, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 55. LOBET (ALFRED), architecte, 224, rue des Vennes, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 56. FAIDER (PAUL), professeur à l'Université, 19, Coupure, à *Gand*.
- 27 déc. 1908. 57. CHAUDOIR (HYACINTHE), 27, rue des Bégards, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 58. MOUTON (JOSEPH), brasseur, 5, rue Charles Morren, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 59. DIEUDONNÉ (PAUL), notaire, 87, boulevard d'Avroy, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 60. DEMANY (CHARLES), ingénieur, 438, rue Saint-Léonard, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 61. ARNOLD (HENRI), sous-chef de bureau à l'Administration communale, 14, rue Fond-St-Servais, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 62. DALLEMAGNE (GUILLAUME), avocat, 3, rue du Mambour, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 63. BODY (JACQUES), ingénieur agricole, *Hollogne-aux-Pierres*.
- 27 déc. 1908. 64. LECLÈRE (CONSTANT), professeur à l'Athénée, 80, rue de Fétinne, à *Liège*.
- 28 fév. 1909. 65. MÉLOTTE (LOUIS), 36, rue de la Régence, *Liège*.

- 28 fév. 1909. 66. BÉCASSEAU (LUCIEN), architecte, 4, rue Laruelle, *Liège*.
- 28 fév. 1909. 67. PIRLET (JOSEPH), ingénieur, 63, Thier de la Fontaine, *Liège*.
- 28 mars 1909. 68. FABRI (FRANÇOIS), 38, rue des Augustins, *Liège*.
- 28 mars 1909. 69. WEEKERS (LÉON), docteur en médecine, 15, rue Forgeur, *Liège*.
- 28 mars 1909. 70. MOREAU (EUGÈNE) notaire, 136, boulevard de la Sauvenière, *Liège*.
- 30 avril 1909. 71. DEFAYS (HENRI), pharmacien, *Stockay-Saint-Georges sur-Meuse*.
- 21 juill. 1909. 72. LEMAIRE-DEMONCEAU, docteur en droit, 16, rue Beeckman, *Liège*.
- 31 oct. 1909. 73. BAGE (ANDRÉ), architecte, 166, rue Saint-Laurent, *Liège*.
- 31 oct. 1909. 74. DECHARNEUX (ÉMILE), industriel, 145, rue de l'Intendant, *Bruxelles-Maritime*.
- 31 oct. 1909. 75. HALEIN (WALTHÈRE), 20, rue Saint-Remy, *Liège*.
- 31 oct. 1909. 76. KAIRIS (ARTHUR), chanoine, 61, boulevard d'Avroy, *Liège*.
- 30 janv. 1910. 77. NYST (PIERRE), industriel, 63, quai de Fragnée, *Liège*.
- 30 janv. 1910. 78. RENARD-GRENSON (M^{me} L.), 14, rue Fabry, *Liège*.
- 30 janv. 1910. 79. VERCHEVAL (M^{me} F.), 27, avenue Isabelle, *Anvers*.
- 30 janv. 1910. 80. TAHON (RENÉ), substitut du procureur du Roi, 13, rue des Augustins, *Liège*.
- 30 janv. 1910. 81. MATIVA (JOSEPH), rentier, 16, rue Nysten, *Liège*.
- 27 fév. 1910. 82. MULLEJANS (J.), architecte, 9, avenue Blonden, *Liège*.
- 27 fév. 1910. 83. DE LIMBOURG (chevalier PHILIPPE), *Theux*.
- 27 fév. 1910. 84. DE SÉLYS-LONGCHAMPS (baron EDMOND), 34, boulevard de la Sauvenière, *Liège*.
- 27 fév. 1910. 85. DE CUESTRET DE HANEFFE (baron PAUL), 17, rue du Jardin Botanique, *Liège*.
- 27 fév. 1910. 86. RAXHON (FRANZ), industriel, *Theux*.
- 3 avril 1910. 87. FIRKET (M^{me} CH.), 8, place Saint-Véronique, *Liège*.
- 29 avril 1910. 88. DE THIËR (chevalier ARNOLD), 39, rue Brixhe, *Spa*.
- 29 avril 1910. 89. THONET (ALFRED), major d'infanterie, avenue des Coteaux, *Grivegnée*.

- | | |
|-----------------|--|
| 29 avril 1910. | 90. VIERSET (EMILE), docteur en droit, 11, rue Rioul, <i>Huy</i> . |
| 27 mai 1910. | 91. HAM'ZEUR (MAX), château du Val-Benoit, <i>Liège</i> . |
| 27 mai 1910. | 92. HENROZ (EMILE), 14, rue Simonon, <i>Liège</i> . |
| 24 juin 1910. | 93. DELHEID (MAURICE), avocat près la Cour d'appel, <i>Knoeke-s/Mer</i> . |
| 29 juill. 1910. | 94. WÉRY (DÉSIRÉ), 6, quai de la Boverie, <i>Liège</i> . |
| 29 juill. 1910. | 95. LAMY (JULES), architecte, 1, rue Charles Morren, <i>Liège</i> . |
| 30 oct. 1910. | 96. DIGNEFFE (EMILE), Bourgmestre de la Ville de Liège, 3, rue Paul Devaux, <i>Liège</i> . |
| 30 oct. 1910. | 97. NAGELS (LUDOVIC), avocat-général, 79, rue Hocheporte, <i>Liège</i> . |
| 30 oct. 1910. | 98. DEMARTEAU (JULIEN), avocat, 44, quai de Terplatte, <i>Gand</i> . |
| 27 nov. 1910. | 99. RAYMOND (ALEXIS), docteur en médecine, <i>Val-Saint-Lambert</i> . |
| 27 nov. 1910. | 100. BOUHHON (A.), fils, peintre-décorateur, 3, rue Rouveroy, <i>Liège</i> . |
| 18 déc. 1910. | 101. MAWET (ERNEST), avocat, 77, boulevard d'Avroy, <i>Liège</i> . |
| 18 déc. 1910. | 102. LHOEST-BEAUDRIHAYE, (JULES), 72, quai Saint-Leonard, <i>Liège</i> . |
| 29 janv. 1911. | 103. NEYS (MAURICE), docteur en droit, 44, rue Nysten, <i>Liège</i> . |
| 29 janv. 1911. | 104. COEMANS (FERNAND), conseiller provincial, 50, rue Laoureux, <i>Verviers</i> . |
| 29 janv. 1911. | 105. SIMONIS (ALEXANDRE), ingénieur, 48, avenue Eug. Demolder, <i>Bruxelles</i> . |
| 26 mars 1911. | 106. JACOB (FERNAND), ébéniste, 35, rue Deveux, <i>Liège</i> . |
| 28 avril 1911. | 107. SMEETS (THÉO), généalogiste-héraldiste, 7, place du Roi Albert, <i>Liège</i> . |
| 28 juill. 1911. | 108. FRAIGNEUX (LOUIS), avocat et échevin, 16, rue Saint-Pierre, <i>Liège</i> . |
| 28 juill. 1911. | 109. REUTER (VICTOR), architecte, 55, rue Monulphe, <i>Liège</i> . |
| 28 juill. 1911. | 110. RENCHON (J.), architecte d'ameublement, 12, rue Fabry, <i>Liège</i> . |
| 29 oct. 1911. | 111. FALIZE (FERNAND), commis-greffier, 30, rue de l'Académie, <i>Liège</i> . |

- 26 nov. 1911. 112. COEMANS (ADRIEN), notaire, *Saint-Troul*.
- 25 fév. 1912. 113. QUÉSTHENNE (PHILIPPE), commissaire-voyer, 99, rue de Fétinne, *Liège*.
- 25 fév. 1912. 114. FELLIN (MICHEL), artiste sculpteur, 27, rue du Jardin Botanique, *Liège*.
- 31 mars 1912. 115. PIRARD (ALBERT), ingénieur, directeur de la Société Anonyme d'Entreprises de travaux, 70, boulevard de la Sauvenière, *Liège*.
- 31 mai 1912. 116. MAGIS (M^{lle} JEANNE), 5, quai de l'Industrie, *Liège*.
- 31 mai 1912. 117. BAAR (EDMOND), industriel, 32, avenue Rogier, *Liège*.
- 31 mai 1912. 118. CARTUYVELS (CHARLES), industriel, 13, avenue Blondin, *Liège*.
- 31 mai 1912. 119. HABETS (MARCEL), ingénieur, 73, quai des Carmes, *Jemeppe-sur-Meuse*.
- 28 juin 1912. 120. CAPELLE (M^{me} NESTOR), 2, rue des Urbanistes, *Liège*.
- 28 juin 1912. 121. FONDER (CHARLES), 54, boulevard Lemonnier, *Bruelles*.
- 27 oct. 1912. 122. GHYSENS (JOSEPH), 36, rue Duvivier, *Liège*.
- 27 oct. 1912. 123. BOUCKOMS (G.), architecte, place Saint-Jacques, *Liège*.
- 24 nov. 1912. 124. DUPONT (HENRI), major d'artillerie, 15, rue des Eburons, *Liège*.
- 24 nov. 1912. 125. DELHEID (EDOUARD), avocat, 27, rue des Vingt-Deux, *Liège*.
- 24 nov. 1912. 126. WAUTERS (FERNAND), industriel, 19, quai Henvert, *Liège*.
- 24 nov. 1912. 127. GOFFART-FRÉSART (N.), industriel, 6, rue Dartois, *Liège*.
- 29 déc. 1912. 128. DOHMEN-MOUTON (CH.), 44, rue Reynier, *Liège*.
- 29 déc. 1912. 129. VERBRUGGHE (GEORGES), 14, rue Simonon, *Liège*.
- 29 déc. 1912. 130. DE CHERON (EUGÈNE), 210, rue Ferrer, *Seraing*.
- 26 janv. 1913. 131. WOOT DE TRIXHE (JOSEPH), propriétaire, *Couthuin*.
- 26 janv. 1913. 132. SIMENON (abbé G.), professeur au Séminaire, 40, rue des Prémontrés, *Liège*.
- 26 janv. 1913. 133. LAUMONT (EMILE), administrateur de la Banque Générale, 75, rue Louvrex, *Liège*.
- 26 janv. 1913. 134. DRESSE (EDMOND), industriel, 74, quai de Fragnée, *Liège*.

- 26 janv. 1913. 135. STIELS (ARNOLD), auditeur militaire honoraire, 4, place Saint-Michel, *Liège*.
- 26 janv. 1913. 136. DE ROSSUS D'HUMAIN (baron CHARLES), 86, boulevard d'Avroy, *Liège*.
- 23 fév. 1913. 137. MOUTON-ALEXANDRE (M^{me} L.), 15, rue Volière, *Liège*.
- 23 fév. 1913. 138. JAMAR (M^{me} LÉONIE), 19, rue St-Pierre, *Liège*.
- 30 mars 1913. 139. REULEAUX-DE LEINHE, (M^{me}), 32, boulevard Frère-Orbán, *Liège*.
- 25 avril 1913. 140. WARNANT (LÉONARD), industriel, *Cheratte*.
- 30 mai 1913. 141. LALOUX (GEORGES), industriel, 2, rue Saint-Remy, *Liège*.
- 27 juin 1913. 142. FINCEUR (PAUL), professeur honoraire, 153, rue Eugène Van den Hof, à Robermont, *Grègnée*.
- 25 juill. 1913. 143. GILBART (OLYMPIE), échevin, 77, rue Fond-Pirette, *Liège*.
- 26 oct. 1913. 144. MONSEUR (FÉLICIEN), 11, rue Forgeur, *Liège*.
- 26 oct. 1913. 145. DUPONT (JACQUES), ingénieur, 24, rue Vautier, *Ixelles-Bruelles*.
- 26 oct. 1913. 146. HENRY-COUNE (M^{me} L.), régente, 200, rue Lavaniste-Voie, *Liège*.
- 26 oct. 1913. 147. TRASENSTER-DE NEUVILLE (J.), ingénieur, 72, avenue Blondin, *Liège*.
- 26 oct. 1913. 148. DE MUNTER (VICTOR), agent de la Banque Nationale, 15, rue Lei, *Louvain*.
- 30 nov. 1913. 149. PIRENNE-KEPPENNE (M^{me}), 31, place St-Jean, *Liège*.
- 28 déc. 1913. 150. DE BEER (JOSEPH), 48, quai des Ardennes, *Liège*.
- 22 fév. 1914. 151. FRESON (l'abbé E.), curé à *Thimister*.
- 22 fév. 1914. 152. PIETTE (F.), 1, quai de la Boiserie, *Liège*.
- 22 fév. 1914. 153. MÉDART (G.), 23, rue Mont-Saint-Martin, *Liège*.
- 29 mars 1914. 154. DE LAUNOIT-NAVEAU (PAUL), 28, avenue Rogier, *Liège*.
- 26 avril 1914. 155. DRESSE (ROBERT), industriel, 38, rue du Jardin Botanique, *Liège*.
- 29 mai 1914. 156. DE PITTEURS-DE BUDINGEN (baron HERMAN), banquier, 83, rue Louvrex, *Liège*.
- 29 mai 1914. 157. LEWUILLON, ingénieur, 65, avenue des Tilleuls, *Liège*.

- 28 nov. 1915. 158. DAWANS-BIAR (A.), ingénieur, 24, quai de Fragnée, *Liège*.
- 26 déc. 1915. 159. DELATTRE (HENRY), avocat, 70, rue Louvrex, *Liège*.
- 26 mars 1916. 160. DE MÉLOTTE (chevalier ADRIEN), avenue du Hêtre, *Cointe (Liège)*.
- 26 janv. 1919. 161. GOBLET (NICOLAS), avocat, 114, boulevard de la Sauvenière, *Liège*.
- 26 janv. 1919. 162. DETAILLE (HUBERT), 79, rue du Parc, *Liège*.
- 26 janv. 1919. 163. SOMZÉ (L.), négociant, 90, rue Féroustrée, *Liège*.
- 26 janv. 1919. 164. PIRLOT-LAMARCHE (MAURICE), 47, rue des Augustins, *Liège*.
- 26 janv. 1919. 165. RÉMONT (LÉOPOLD), 35, quai de la Grande-Bretagne, *Liège*.
- 26 janv. 1919. 166. GREINER (EMMANUEL), ingénieur, *Seraing*.
- 26 janv. 1919. 167. DE COUNE (HENRI), 25, avenue des Platanes, *Cointe (Liège)*.
26. janv 1919. 168. ALEXIS (GEORGES), ingénieur, 29, rue Dartois, *Liège*.
- 30 mars 1919. 169. DEWEZ (LÉON), 11, place des Franchises, *Liège*.
- 30 mars 1919. 170. DAHMEN (MARCEL), à *Oluc*.
- 30 mars 1919. 171. DE BUGGENOMS (LUDOVIC), 10, rue Rembrandt, *Bruxelles*.
- 25 avril 1919. 172. JEANNE (LÉON), 40, rue Louvrex, *Liège*.
- 30 mai 1919. 173. BUISSERET (ROBERT), 31, rue St-Hubert, *Liège*.
- 30 mai 1919. 174. HEUVELMANS (EDGARD), 34, boulevard d'Avroy, *Liège*.
- 30 mai 1919. 175. LALOUX (AUGUSTE), 17, boulevard d'Avroy, *Liège*.
- 30 mai 1919. 176. PROTIN (ROBERT), imprimeur, 24, rue Féroustrée, *Liège*.
- 30 mai 1919. 177. RÉNAUD (JOSEPH), 35, rue Naimette, *Liège*.
- 30 mai 1919. 178. VAN DURME (CHARLES), pharmacien, 74, rue Saint-Gilles, *Liège*.
- 27 juin 1919. 179. RENARD (ANDRÉ), 14, rue Fabry, *Liège*.
- 27 juin 1919. 180. JACOB (JULES), 20, rue Duvivier, *Liège*.
- 27 juin 1919. 181. NICOLAI (RENÉ), ingénieur, 74, rue Ambiorix, *Liège*.
- 27 juin 1919. 182. BORGNET (PAUL), industriel, 23, avenue Blondin, *Liège*.
- 27 juin 1919. 183. SÉLERIN (EMILE), architecte, place du Congrès, *Liège*.

- 27 juin 1919. 184. CRESPIN (LÉON), ingénieur, 9, rue de l'Industrie, à *Jemeppe-sur-Meuse*.
- 27 juin 1919. 185. SCHAEETZEN (chevalier MARCEL), à *Tougres*.
- 27 juin 1919. 186. DUFOUR (ANDRÉ), artiste peintre, 29, avenue Blondin, *Liège*.
- 27 juin 1919. 187. RÉMY (ALBERT), notaire, 12, place du Maréchal Foch, *Liège*.
- 27 juin 1919. 188. FRANÇOIS (NICOLAS), industriel, à *Seraing*.
- 25 juill. 1919. 189. DE CUYPÉR (G.), sculpteur, 12, rue des Prébendiers, *Liège*.
- 25 juill. 1919. 190. ROOSBECK (l'abbé JEAN), chapelain à la Cathédrale, 36, place Saint-Jean, *Liège*.
- 25 juill. 1919. 191. STREEL (GEORGES), docteur en médecine, à *Eugis*.
- 26 oct. 1919. 192. DE SAUVAGE (chevalier ADRIEN), ingénieur, 18, rue Grandgagnage, *Liège*.
- 26 oct. 1919. 193. MOSSAY (JOSEPH), archiviste provincial, 51, rue Chéri, *Liège*.
- 30 nov. 1919. 194. PUTZEYS (FÉLIX), professeur à l'Université, 1, rue Forgeur, *Liège*.
- 30 nov. 1919. 195. STASSE (PAUL), 79, rue du Parc, *Liège*.
- 30 nov. 1919. 196. CHARLIER (M^{me} Veuve JEAN), 44, rue du Général Leman, Etterbeck, *Bruxelles*.
- 28 déc. 1919. 197. DE BORCHIGRAVE D'ALTEÑA (comte JOSEPH), 90, rue d'Arlon, *Bruxelles*.
- 25 janv. 1920. 198. RIGO (FRANÇOIS), 4, rue Fond-St-Servais, *Liège*.
- 25 janv. 1920. 199. COLLART (ANDRÉ), 136, rue Hoyoux, *Herstal*.
- 29 fév. 1920. 200. ANTOINE (ARMAND), artiste peintre, 14, rue des Meuniers, *Liège*.
- 28 mars 1920. 201. DENIL (VINCENT), capitaine-commandant d'artillerie, 23, Thier Savary, *Liège*.
- 30 avril 1920. 202. PENY (FRIÉDÉRIC), agent de la Banque Nationale, 9, boulevard d'Avroy, *Liège*.
- 30 avril 1920. 203. DUMONT (LÉON), peintre, 30, rue Jouruelle, *Liège*.
- 30 avril 1920. 204. COMHAIRE (FERNAND), peintre, 68, rue du Coq, *Liège*.
- 28 mai 1920. 205. JANSSENS (GÉRARD), photographe, 113, boulevard de la Sauvenière, *Liège*.
- 28 mai 1920. 206. HALKIN (M^{lle} EMILIE), 59, boulevard Emile de Laveleye, *Liège*.

- 30 juill. 1920. 207. ROBERT (M^{lle} LÉONIE), régente, 25, rue Sainte-Marie, *Liège*.
- 30 juill. 1920. 208. BRACONIER (RAYMOND), château de Modave.
- 31 oct. 1920. 209. BRAIVE (HENRI), courtier en vins, 13, rue Nysten, *Liège*.
- 28 nov. 1920. 210. HANSON (GUSTAVE), avoué, 35, rue Beeckman, *Liège*.
- 28 nov. 1920. 211. LA VILLE DE SPA.
- 28 nov. 1920. 212. SERVAIS (JEAN), étudiant, 8, rue Joseph Demoulin, *Liège*.
- 28 nov. 1920. 213. BORDET, docteur en médecine, à *Francorchamps*.
- 28 nov. 1920. 214. WILLEMS (ALFRED), sculpteur ornementiste, 48, rue Reynier, *Liège*.
- 28 nov. 1920. 215. DE CLOSSET (FERNAND), 2, rue de Harlez, *Liège*.
- 31 déc. 1920. 216. GRYSPEERT (MARCEL), orfèvre, 109, boulevard de la Sauvenière, *Liège*.
- 31 déc. 1920. 217. FERRAND (JACQUES), 20, avenue de l'Exposition, *Liège*.
- 31 déc. 1920. 218. MOTTARD (PIERRE), étudiant, rue du Limbourg, *Liège*.
- 31 déc. 1920. 219. GEORGE (HYACINTHE), professeur à l'Athénée royal, 27, rue André Dumont, *Liège*.
- 31 déc. 1920. 220. POLET (GEORGES), capitaine, 12, rue des Clarisses, *Liège*.
- 31 déc. 1920. 221. FRÉSART (CHARLES), 9, rue Sœurs-de-Hasque, *Liège*.
- 28 janv. 1921. 222. FONDER (ERNEST), ingénieur, 48, rue du Pont-d'Ile, *Liège*.
- 28 janv. 1921. 223. HAMAL (JULES), 14, rue Dossin, *Liège*.
- 28 janv. 1921. 224. HAMAL (GEORGES), 10, quai Orban, *Liège*.
- 25 fév. 1921. 225. GRANDJEAN (ANDRÉ), 91, rue Louvrex, *Liège*.
- 25 mars 1921. 226. STIELS-VAHLLANT (M^{me}), 4, place St-Michel, *Liège*.
- 25 mars 1921. 227. LEYNEN (M^{lle} L.), institutrice, 64, rue du Coq, *Liège*.
- 25 mars 1921. 228. TOUSSAINT (ROBERT), 14, rue Sœurs-de-Hasque, *Liège*.
- 25 mars 1921. 229. FRYNS (OSCAR), rue de la Station, 48, *Jemeppe-sur-Meuse*.
- 29 avril 1921. 230. NAVEAU (M^{me} Veuve LÉON), château de Bommershoven, par *Jesseren (Limbourg)*.
- 29 avril 1921. 231. VAN ZUYLEN (JOSEPH), château d'*Argenteau*.

- 29 avril 1921. 232. KUEFGENS (MAX), 4, place St-Jacques, *Liège*.
- 29 avril 1921. 233. LIMBOURG (LÉON), agent de change, 8, place des Franchises, *Liège*.
- 29 avril 1921. 234. SCHRAEPPEN (HUBERT), agent de change, 28, rue du Pont-d'Ile, *Liège*.
- 29 avril 1921. 235. DEJARDIN (JULES), notaire, 28, rue du Jardin Botanique, *Liège*.
- 27 mai 1921. 236. BONJIVER (FRANÇOIS), colonie scolaire liégeoise de Franchimont (Theux).
- 27 mai 1921. 237. HARDY (GASTON), docteur, 186, rue St-Laurent, *Liège*.
- 24 juin 1921. 238. COLLEYE (HUBERT), professeur, 12, rue Anselmo, à *Auvers*.
- 22 juill. 1921. 239. LALOUX (PIERRE), docteur en droit, 2, rue Saint-Remy, *Liège*.
- 22 juill. 1921. 240. DE HARENNE (HERMAN), rue de la Boverie, *Liège*.
- 25 nov. 1921. 241. GHINET (LÉON), expert d'art, 102, rue Paradis, *Liège*.
- 25 nov. 1921. 242. BRINHE (M^{me} Veuve PAUL), 133, rue Walthère Jamar, *Aus*.
- 25 nov. 1921. 243. GÉRIMONT (ÉDOUARD), 51, rue de Trazegnies, *Sclussin*.
- 25 nov. 1921. 244. MESSENS (CORNEILLE), chef du secrétariat à la Vieille-Montagne, 53, quai de Fragnée, *Liège*.
- 30 déc. 1921. 245. PETY DE THOZÉE (CHARLES), 55, rue des Augustins, *Liège*.
- 27 janv. 1922. 246. GRÉGOIRE (M^{me} LÉONIE), directrice d'école com., 9, rue Frédéric Nyst, *Liège*.
- 27 janv. 1922. 247. NANDRIN (FRÉDÉRIC), 25, boulevard Frère-Orban, *Liège*.
- 27 janv. 1922. 248. SACRÉ (MARCEL), industriel, 58, quai de l'Ourthe, *Liège*.
- 27 janv. 1922. 249. CAPELLE (RENÉ), 29, rue du Palais, *Verriers*.
- 27 janv. 1922. 250. LOUSBERG (ADOLPHE), avocat, 7, place Rouvroy, *Liège*.
- 27 janv. 1922. 251. FRÉSART (ALBERT), 9, rue Sœurs-de-Hasque, *Liège*.
- 24 fév. 1922. 252. ELSÉN (M^{me} ALFRED), 123, avenue de France, *Auvers*.
- 24 fév. 1922. 253. OPHOVEN-FRAIPONT (HENRI), 19, rue Mont-Saint-Martin, *Liège*.

- 24 fév. 1922. 254. PHOLIEN (RAYMOND), 26, rue Vinàve-d'Ile, *Liège*.
- 31 mars 1922. 255. BERNIMOLIN (M^{lle} LAURE), 52, Mont-Saint-Martin, *Liège*.
- 31 mars 1922. 256. WILL (M^{lle} BERTHE), 27, rue Féronstrée, *Liège*.
- 31 mars 1922. 257. VAN ZUYLEN (JOSEPH), 37, boulevard Frère-Orban, *Liège*.
- 31 mars 1922. 258. TANCRIÉ (EDOUARD), 79, rue de Cointe, *Liège*.
- 31 mars 1922. 259. BROUILA (MAURICE), docteur en médecine, 50, rue Darchis, *Liège*.
- 28 avril 1922. 260. DEBOUGNOUX (M^{lle} MARIA), régente à l'Ecole Normale, 9, rue Bovy, *Liège*.
- 28 avril 1922. 261. PIRNAY (M^{lle} LÉONIE), professeur d'histoire de l'art, 81, rue Hocheporte, *Liège*.
- 26 mai 1922. 262. POLAIN (M^{me} Veuve MARIE), 7, quai de la Boverie, *Liège*.
- 26 mai 1922. 263. JOURDAIN (ARMAND), licencié en sciences commerciales, 71, rue de Namur, *Liège*.
- 30 juin 1922. 264. DURIEUX (LÉON), Directeur de la *Belgique Industrielle*, 35, quai Marcellis, *Liège*.
- 30 juin 1922. 265. FALLOISE (JOSEPH), ingénieur, 7, rue de Chestret, *Liège*.
- 30 juin 1922. 266. CROMMELYNCK (R.), artiste peintre, 70, quai de la Boverie, *Liège*.
- 28 juill. 1922. 267. JACOB (LÉON), notaire, à *Warsage*.
- 28 juill. 1922. 268. FOIDART (JULES), professeur à l'Athénée, 28, rue Etienne Soubre, *Liège*.
- 28 juill. 1922. 269. NIVETTE (JOSEPH), attaché au secrétariat de la Vieille-Montagne, 33, rue Large, *Chênée*.
- 27 oct. 1922. 270. PEUTEMAN (JULES), archéologue, 48, route de Lambermont, *Verviers*.
- 27 oct. 1922. 271. HENRION (ALPHONSE), 19, rue Ernest de Bavière, *Liège*.
- 24 nov. 1922. 272. GÉRIMONT (M^{me} EDOUARD), 51, rue de Trazegnies, *Selessin*.
- 24 nov. 1922. 273. LAMBINET (ADOLPHE), conseiller à la Cour d'appel, 47, rue Bassenge, *Liège*.
- 24 nov. 1922. 274. FROIDCOURT (GEORGES), substitut du procureur du Roi, 16, rue de Spa, *Liège*.

24 nov.	1922.	275. WILMOTTE (LÉON), employé de banque, 52, Grand'-Route, <i>Tihange</i> .
29 déc.	1922.	276. MONS (ALPHONSE), 44, rue Neuvice, <i>Liège</i> .
29 déc.	1922.	277. FEYS-DE LEXHY (LOUIS), ingénieur, à <i>Hollogne-aux-Pierres</i> .
29 déc.	1922.	278. HENNEN (GUILLAUME), 62, rue Ambiorix, <i>Liège</i> .
29 déc.	1922.	279. VERJANS (l'abbé), curé à <i>Eben-Emael</i> .

BULLETIN

DE

L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE

LIÉGEOIS

TOME XLVIII

1923

SOC. AN IMPRIMERIE --

H. VAILLANT-CARMANNE

PLACE ST-MICHEL, 4 --

LIÈGE 1924 -- ++ -- ++

BULLETIN

DE

L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE LIÉGEOIS

BULLETIN

DE

L'INSTITUT ARCHEOLOGIQUE

LIÉGEOIS

TOME XLVIII

1923

SOC. AN IMPRIMERIE →

H. VAILLANT-CARMANNE

PLACE ST-MICHEL, 4 →

LIÈGE 1924 → → → →

RAPPORT

SUR LES

TRAVAUX DE L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE LIÉGEOIS
PENDANT L'ANNÉE 1922

L'article VII, paragraphe 3, de nos statuts porte que le secrétaire doit présenter chaque année avant le 1^{er} mars un rapport détaillé sur les travaux de l'Institut pendant l'année écoulée. C'est pour m'y conformer que j'ai dressé le rapport dont je vais vous donner lecture.

* * *

Séances. — A chacune des dix séances réglementaires, tenues au cours de l'année 1922, une communication a été faite par l'un ou l'autre de nos membres.

M. l'abbé Moret, délégué de l'Institut, avec M. de Buggenoms, au Congrès d'archéologie de Limoges, a tenu à faire bénéficier les membres de notre société des remarques et des constatations qu'il avait faites au cours de son voyage. En deux communications, l'une à la séance de janvier, l'autre à la séance de juin, M. l'abbé Moret a su intéresser très vivement son auditoire. Le 27 janvier, à son *Rapport sur le Congrès de la Société française d'archéologie à Limoges* il a joint une *Etude sur l'art architectural Romano-Limousin*, étude qui fut très appréciée des auditeurs et qui dénote chez son auteur, outre des connaissances approfondies, un esprit d'observation très développé. Mais, poussant plus loin encore l'étude de cette architecture limousine, M. l'abbé Moret, à la séance de juin, a longuement étudié les *Eglises romanes du nord du Limousin* et cette fois, afin de faire mieux saisir la portée de ses observations, le conférencier avait trouvé le moyen de réunir une

importante collection de beaux clichés qui, projetés sur l'écran, donnèrent une idée exacte de l'architecture étudiée par notre savant collègue.

A la séance du mois de février, M. Magnette fit l'historique de *l'Emploi officiel des langues dans l'ancienne Principauté de Liège* (1).

Au moment où cette question linguistique enfièvre la Belgique, il était particulièrement intéressant de rechercher dans notre passé les solutions apportées à des problèmes analogues, et l'histoire de notre ancienne Principauté, Etat bilingue, était tout indiquée pour une étude de ce genre. Les conclusions que le conférencier a tirées de ses recherches sont : 1^o que la diversité des races et des langues n'a jamais été chez nos ancêtres l'occasion d'aucun conflit ; 2^o que pendant de longs siècles, et à peu d'exceptions près, les droits linguistiques de nos populations furent garantis à la satisfaction de tous.

Le 31 mars, M. Alfred Micha entretint ses collègues du *Mobilier Liégeois*. Au XVIII^e siècle, dit le conférencier, tout particulièrement à Liège, la fabrication du meuble atteint un éclat extraordinaire. M. Micha cite ensuite les principales causes qui, selon lui, ont valu tant de succès au mobilier liégeois et fait l'énumération des types de meubles qui ont obtenu le plus de vogue et, par ce fait, servi de modèle à de nombreuses contrefaçons.

En terminant, le conférencier émet le vœu de voir nos ébénistes et nos sculpteurs s'inspirer des traditions du passé, mais en appropriant leurs œuvres au goût et aux exigences de notre époque. Evitant ainsi de copier servilement les meubles anciens, ils conserveraient à leurs travaux un caractère d'originalité et l'empreinte d'un sentiment personnel.

En avril, M. G. Rasquin, empêché, dut être remplacé au pied levé par M. Théodore Gobert.

M. Gobert, fort heureusement, n'est jamais pris au dépourvu et ce n'est jamais en vain que l'on a recours à son dévouement.

(1) *Chronique archéologique du Pays de Liège*, 1923 (14^e année), pages 21 et 36.

Le conférencier avait choisi comme sujet, *Les Barbiers de Liège dans le passé*. La corporation des barbiers, nous dit M. Gobert, possédait des statuts longtemps avant le sac de Liège par Charles le Téméraire en 1468. Elle était placée sous le vocable des saints Cosme et Damien et comprenait les médecins et les chirurgiens qui ne formèrent qu'en 1699 une corporation séparée placée sous le vocable de saint Luc. Les barbiers, il y a sept ou huit cents ans, s'établissaient de préférence dans la partie de la place du Marché comprise entre la rue Neuvice et la rue du Pont, ce qui avait valu à cette partie de la place le nom de « Marché aux barbiers ».

M. l'abbé Coenen fit, à la séance de mai, une étude très fouillée sur *Deux églises de Notger : Sainte-Croix et Saint-Jean* (avec projections). A Sainte-Croix, de l'église primitive, bâtie par Notger, il ne reste qu'un pan de mur au sud du chœur. Au cours des siècles, l'église subit des transformations diverses dont la principale date du milieu du XIV^e siècle.

L'église actuelle de Saint-Jean, à l'exception de la tour achevée en 1200, ne date que de 1754. Elle fut rebâtie à cette époque sur les fondations construites par Notger qui avait imité exactement le dôme d'Aix-la-Chapelle, en respectant même les dimensions de l'église de Charlemagne. A l'est de la rotonde, érigée par Notger, on ajouta au XIII^e siècle un chœur roman qui lui aussi fût rebâti en 1754.

Sous le titre (1), *La crosse actuelle du chef de St Lambert, œuvre authentique du sculpteur ornemaniste liégeois, Michel-Joseph Herman* (1766-1819), M. Max Fraipont, à la séance de juillet, fit part à l'assemblée d'une découverte extrêmement intéressante qu'il venait de faire : à savoir que le crosseron qui orne actuellement la crosse du buste reliquaire de St-Lambert est l'œuvre de Michel-Joseph Herman. M. Fraipont a eu la chance d'acquérir le crosseron en bois d'orme qui a dû servir de modèle pour l'exécution en cuivre de celui du reliquaire. Les projections qui accompagnaient sa communication intéressèrent particulièrement les membres de l'Institut.

(1) Voir *Chronique archéologique*, 1923, page 79.

A la séance d'octobre, M. Collart communiqua à l'assemblée le résultat de ses recherches sur *Le dallage de l'Inghin* ⁽¹⁾. En décembre 1921, la sécheresse persistante ayant fait baisser de façon extraordinaire le niveau de la Meuse, le retrait considérable des eaux mit au jour un dallage établi dans le lit même de la Meuse à 600 mètres environ en aval du pont de Wandre. Quelques travaux de fouilles organisés par l'Institut ne donnèrent aucune indication sur l'utilité de ce travail d'art. Un seul moyen restait pour en trouver l'explication : la recherche dans les archives de Herstal. C'est ce que fit M. Collart, et ses laborieuses investigations furent couronnées de succès. Quelques documents découverts par lui expliquent en même temps les causes qui nécessitèrent la construction du dallage et le nom à *l'indghin* donné actuellement encore à cet endroit.

M. Léon Halkin qui, au mois de septembre avait suivi les travaux de l'Ecole antique de Nîmes, voulut bien à la séance de novembre documenter l'assemblée sur *Les monuments romains de Nîmes*. La communication de M. Halkin, illustrée d'une grande quantité de clichés à projections inédits, évoque la vie et l'idéal artistique des anciens habitants de l'antique *Colonia Augusta Nemausus*.

Le conférencier après avoir passé en revue les opinions d'auteurs sur la destination résumée de certains édifices engage ceux de ses auditeurs qui voudraient visiter Nîmes à s'y rendre de préférence à l'époque où se tient la session annuelle de l'*Ecole antique*.

En décembre, M. G. Jorissenne fit une instructive communication : *Biographie et œuvres de Jean-Guillaume Carlier, grand peintre liégeois et de son fils Vincent-Léonard Carlier*.

Né en 1638, élève de Bertholet Flémalle, Jean-Guillaume Carlier fut un des plus grands peintres de Wallonie. Avant d'être l'élève de Flémalle, Carlier avait dû travailler sous un autre maître resté jusqu'à présent inconnu. Le conférencier put montrer à ses auditeurs plusieurs œuvres de cet artiste et des photographies d'un certain nombre de ses tableaux.

(1) Voir *Chronique archéologique*, 1922, page 99.

Bien que la mort soit venue ravir ce grand peintre en pleine maturité de son talent, à l'âge de 37 ans, M. Jorissenne a pu cependant citer une quarantaine d'œuvres qui peuvent lui être attribuées.

Le nombre toujours croissant de membres qui assistent à nos réunions mensuelles prouvent à nos conférenciers l'intérêt que l'on porte à leurs savantes et consciencieuses recherches. Qu'il nous soit permis de leur donner ici le témoignage de notre vive reconnaissance.

Conférences publiques. — Notre dévoué président de la commission des conférenciers, M. F. Pholien, a pu reprendre, en 1922, une tradition abandonnée depuis le début de la guerre, en organisant au cours de l'hiver une série de conférences publiques. Le succès de ces réunions a dépassé les prévisions les plus optimistes. A chaque conférence, notre grande salle de séances fut à peine suffisante pour contenir la foule des auditeurs. Voici la liste de ces causeries. Le 5 février : *Chaudfontaine, Son histoire*, par M. A. Michaux; le 12 février : *L'influence des philosophes révolutionnaires sur les artistes liégeois au XVIII^e siècle*, par M. Max Fraipont; le 19 février : *L'administration communale de Liège à la fin du XVI^e siècle*, par M. Eug. Blain; le 26 février, *L'horlogerie au Pays de Liège*, par M. Pholien; le 5 mars : *La cathédrale Saint-Lambert de Liège*, par M. Gustave Ruhl; le 12 mars : *L'Architecte liégeois Arnold Van Mulken et son œuvre : Eglises St Jacques, St Martin et le Palais de Liège*, de M. l'abbé Coenen, et le 19 mars : *le Rôle de Sébastien La Ruelle*, par M. Félix Magnette.

En outre, l'Institut a organisé en février deux conférences par invitation à la salle académique de l'Université. A ces réunions M. le professeur Capart a traité des *Chefs d'œuvre de l'art égyptien* et des *Grands problèmes de l'art égyptien*. Enoncer le nom de ce savant égyptologue, c'est dire le succès de ces conférences.

Publications. — Au mois d'avril le tome XLVI du *Bulletin* a été distribué aux membres. La *Chronique archéologique* a

paru en 8 numéros. Grâce aux efforts incessants de M. Magnette, notre dévoué directeur des publications, grâce aussi aux restrictions que le Bureau a décidé d'apporter aux dépenses relatives aux autres postes du budget, vous pourrez remarquer que nos publications sont en sensible progrès.

Le tome XLV du *Bulletin* comprenait 177 pages de texte contre 266 pour le tome XLVI. La *Chronique* a paru en 1921 en 6 numéros formant 80 pages contre 8 numéros pour 112 pages en 1922.

Outre ces publications périodiques mentionnons en passant la notice, rédigée par M. Micha, sur l'hypocauste de la place Saint-Lambert, distribuée à l'entrée les jours de visite et très demandée par les visiteurs.

Excursions. — Le 4 mai, nos membres furent invités à visiter l'église Saint-Martin. M. l'abbé Coenen voulut bien diriger cette excursion : après en avoir donné un aperçu historique, il fit goûter aux excursionnistes cette admirable église dans tous ses détails. L'excursion se termina par la visite, au presbytère, du salon tapissé d'anciens cuirs dits de Cordoue.

Le 1^{er} juin, sous la conduite de M. A. Collart, les membres ont été étudier les principales curiosités archéologiques de Hers-tal. Très documenté sur l'archéologie locale, M. Collart avait fait un choix judicieux des choses dignes d'être vues. Il avait obtenu les autorisations nécessaires pour la visite de maisons particulières. Il sut documenter les visiteurs à la satisfaction générale.

A la séance du 26 mai, M. Fernand Sacré avait signalé à l'assemblée les dangers que courait l'ancien escalier d'un des châteaux de Saive. Le 22 juin, il voulut bien recevoir très aimablement nos membres à Saive et leur faire voir, outre l'escalier menacé, bien des choses intéressantes de la localité.

Le 6 juillet, M. l'abbé Coenen compléta la communication qu'il avait faite en séance du mois de mai sur *Deux églises de Notger, Sainte-Croix et Saint-Jean* par la visite de ces deux édifices.

Le 23 juillet, M. le docteur Wibin reçut très obligeamment nos membres dans son admirable demeure à Amay et leur fit apprécier tout ce que cette antique localité contient encore de remarquable. Cette excursion, contrariée par un temps défavorable, se termina cependant très agréablement par la visite de l'abbaye de Flône.

Enfin, le 3 novembre, les membres de l'Institut, grâce à l'heureuse initiative de M. l'abbé Coenen, se rendirent chez M. Seuvie-Wilmotte, pour y voir la châsse de saint Remacle de Stavelot. M. Seuvie, chez qui cette châsse se trouvait pour réparations, avait bien voulu inviter nos membres, et M. l'abbé Coenen, en présence même du précieux reliquaire, en retraça l'histoire.

Congrès. — Du 8 juin au 16 juin 1922, la Société française d'archéologie a tenu son 85^e congrès sous la présidence de M. Lefèvre-Pontalis, professeur à l'Ecole de Chartes.

MM. de Buggenoms et l'abbé Coenen ont représenté l'Institut à ce congrès qui s'ouvrit à Trèves le 8 juin pour se continuer à Bad-Ems, Maria-Laaeh, Andernach, Limbourg sur Lahn, Aix-la-Chapelle, Maestricht, Bonn et Cologne (1).

Fouilles. — Ayant appris que des travaux de terrassement s'exécutaient à Jupille à l'emplacement même où en 1916, quantité de tombes belgo-romaines avaient été explorées par nos soins, le Bureau se mit en rapport avec l'administration communale et obtint l'autorisation pour l'Institut de pratiquer des fouilles en cet endroit. Ces fouilles commencées le 8 décembre 1922 durent, faute de ressources, être suspendues le 23 du même mois. 28 tombes ont pu ainsi être explorées par notre dévoué conservateur, M. Servais qui, avec une abnégation digne d'éloges, brava les intempéries pour assurer le maximum de rendement scientifique aux travaux entrepris. M. Servais publiera sous peu dans la *Chronique* (2) un rapport préliminaire

(1) Voir *Chronique archéologique*, 1924, n° 3, page 40.

(2) Voir *Chronique archéologique*, 1923, page 29.

de ces fouilles. Constatons en attendant que le mobilier des tombes découvertes était pauvre, en très mauvais état de conservation et généralement semblable à celui des tombes explorées en 1916. M. Moutchen, entrepreneur, et spécialement M. Toussaint, échevin de Jupille, ont droit à toute la reconnaissance de l'Institut pour l'amabilité avec laquelle ils se sont employés à faciliter notre tâche.

Musée. — Comme chaque année, nos collections se sont accrues en 1922 de dons, legs et acquisitions dont M. Servais, notre conservateur a bien voulu dresser une liste qui sera publiée à la suite du présent rapport.

Une mention spéciale doit cependant être réservée au legs fait par M. l'architecte Gustave Charlier à la Ville de Liège, pour être confié au Musée archéologique.

Dès leur entrée au Musée, les objets constituant ce legs ont été réunis et exposés provisoirement dans une salle spéciale (salle d'inauguration) où nos membres ont été invités à les visiter et où, depuis plusieurs mois, le public est admis à les voir aux jours et heures où le Musée est ouvert.

Il y a lieu de signaler en outre le dépôt fait au Musée par la Ville de Liège de la porte en bronze provenant de la fontaine dite du *Pilori*, située place du Marché, ainsi que de 6 grandes tapisseries de Bruxelles provenant du Palais.

Le nombre des visiteurs du Musée a atteint cette année le chiffre de 17.854, soit 5.354 de plus qu'en 1921 ⁽¹⁾. Ne sont pas comprises dans ce chiffre les visites en groupe, parmi lesquelles il est cependant intéressant de signaler celles faites par des écoles, orphelinats ou sociétés de Herstal, Tilleur, Saint-Nicolas, Beyne-Heusay, Seraing, Prayon, Wegnez, Blegny, Jusleville, Marchin, Andenne, Huy, Spa, Bruxelles, Nivelles, Tournai, Maestricht, Anvers et Arlon.

Bibliothèque. — Dans mon rapport de l'an passé, je vous annonçais que notre dévoué bibliothécaire, M. Faisan, allait

(1) Ces chiffres portent à 70 la moyenne par jour des visiteurs du Musée.

entreprendre le recolement de nos publications anciennes et le remaniement de leur prix de vente. Ce travail considérable est actuellement à peu près terminé, et sous peu nous espérons pouvoir mettre à la disposition de nos membres toute une série de tomes du *Bulletin* qui seront bien accueillis par ceux qui désirent compléter leur collection.

Interventions diverses. — Comme en 1921, l'Institut a eu à organiser les visites publiques de l'hypocauste de la place Saint-Lambert. Ces visites ont eu lieu pendant 7 dimanches, de 10 heures à midi, durant les mois de juin, juillet, août et septembre. Elles n'ont pas cessé d'attirer une foule considérable de visiteurs. Le nombre des notices vendues à l'entrée et qui s'élève à 4.800 en est un sûr garant.

— Par l'intermédiaire de son président, notre société s'est préoccupée également de faire hâter l'acquisition par l'administration communale des trois immeubles contigus à nos locaux donnant sur la rue Féronstrée et de tâcher de sauver de la ruine la célèbre maison du quai de la Goffe, dite maison Havard.

— Nous avons eu avec le président de la Société d'archéologie de Namur et les délégués du Musée de la Vie wallonne des entrevues au cours desquelles ont été examinés les moyens de sauvegarder les intérêts des sociétés archéologiques en présence du funeste projet de loi qui a été déposé au ministère des sciences et des arts et qui tend à supprimer l'autonomie et à restreindre considérablement le champ d'action des cercles archéologiques de province.

— Au cours de ces réunions, la nouvelle loi réglant la personnalité civile des sociétés sans but lucratif a également été examinée. La question de l'opportunité pour nos sociétés d'archéologie de solliciter cette personnalité civile est très complexe et très délicate ; le Bureau en continuera l'examen et tiendra les membres de l'Institut au courant de la situation.

— Enfin l'Administration communale nous a prié d'établir exactement la figuration des armoiries de la Ville de Liège. Une commission spéciale, composée de MM. Pholien, Polain

et Bourgault, a été constituée et le résultat de ses travaux a été remis à l'Administration communale.

Finances. — Le rapport que va nous présenter notre dévoué trésorier vous montrera que notre situation financière est loin d'être prospère. Le Bureau a examiné, à diverses reprises, la possibilité de remédier à cet état de choses. En attendant une solution meilleure, il a décidé de tenter d'obtenir une sérieuse majoration des subsides que nous accordent les pouvoirs publics. Notre dévoué président, M. Micha, a bien voulu se charger des démarches nécessaires auprès de l'Administration communale et il y a tout lieu d'espérer voir ses efforts couronnés de succès.

Membres. — Nous avons eu au cours de l'année 1922 à déplorer la perte de quelques-uns de nos membres. Au mois de décembre, la mort nous a enlevé deux de nos plus anciens collègues.

M. Félix Capitaine, le dernier survivant des fondateurs de notre société dont nous voyons le nom figurer sur la liste des membres publiée en 1852 dans le tome 1^{er} de notre Bulletin, et M. le Baron C. de Bormau qui faisait partie de l'Institut depuis le 16 novembre 1863 et avait été nommé membre d'honneur le 24 décembre 1896. Une notice biographique devant lui être consacrée dans une de nos prochaines publications, il ne m'appartient pas de retracer ici la carrière de ce savant collègue.

Nous avons en outre perdu deux de nos membres correspondants. M. Paul Hamélius, professeur à l'Université de Liège, était des nôtres depuis le 29 janvier 1909 ; il avait été élu membre correspondant, le 31 décembre 1920. Nous avons encore tous présente à la mémoire l'intéressante conférence qu'il nous fit au mois de juillet 1919 sur les voyages de Jean de Mandeville et dans laquelle notre regretté collègue montrait tout l'intérêt qu'il portait à l'histoire liégeoise. — M. l'abbé Edm. Van Wintershoven, curé à Eben-Emael, était membre correspondant depuis le 28 décembre 1902. Depuis nombre

d'années, M. l'abbé Van Wintershoven avait assumé la tâche ingrate de composer les tables de nos publications. Nous lui devons un souvenir reconnaissant pour les services qu'il a ainsi rendus à l'Institut.

Enfin, outre cette série de deuils, nous avons le regret d'enregistrer encore la disparition de M. Léon de Neuville : membre associé depuis le 25 mars 1898, grand amateur de tout ce qui concerne l'art et l'archéologie, il avait réuni une très belle collection d'anciens meubles liégeois ; de M. Amédée de Ryckel de Mélotte : admis dans nos rangs depuis le 25 novembre 1906, auteur de l'ouvrage bien connu et très apprécié, *Les Communes liégeoises* ; de MM. l'abbé Pierre Bouvy et Emile Guillemin venus à nous tout récemment, le premier depuis le 25 mars 1921, le second depuis le 26 mai 1922.

* * *

Au cours de l'année 1922, vous avez élu 3 membres correspondants, MM. Fourmarier, Waltzing et Haust, professeurs à l'Université de Liège et 35 membres associés.

A la séance de décembre, le Bureau et les diverses commissions ont été soumis à élection. Au 31 décembre 1922, la société se composait de 46 membres effectifs, 5 membres d'honneur, 1 membre correspondant étranger, 46 membres correspondants et 291 membres associés, soit un total de 389 membres. C'est le chiffre le plus élevé auquel ait atteint jusqu'à ce jour la liste de nos membres.

Le Secrétaire,
Jules DELHEID.

RAPPORT DU TRÉSORIER

SUR L'EXERCICE 1922

ET SUR LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1922

MESDAMES, MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous présenter mon rapport sur les comptes de l'exercice 1922 et sur la situation financière de l'I. A. L. au 31 décembre 1922.

Je ne puis cacher mon profond désappointement : un énorme déficit clôture nos comptes de fin d'année, déficit qui provient notamment de la non liquidation et de l'insuffisance des subventions officielles de l'Etat et de la Province.

L'Etat, depuis 1915, ne nous a pas fait le moindre versement ; de son côté, la Province ne nous a pas encore versé sa subvention de 1922. Ce n'est pas faute cependant d'avoir réclamé notre dû à ces deux organismes. Le déficit de l'exercice 1922 se monte à 3556.55 et si nous y ajoutons le mali au 31 décembre 1921, soit 357.54, nous voici, pour commencer l'année 1923, avec un déficit de fr. 3914.09.

C'est décourageant, surtout si l'on considère que notre société dont le nombre de membres et, partant, sa notoriété augmentent d'année en année, et que son activité se développe intensément par ses publications, ses conférences publiques et gratuites, ses accroissements de collections, ses fouilles, ses recherches. Il est décevant que nous ne soyons pas subventionnés au regard de l'importance de nos travaux et en proportion de la « Vie Chère » actuelle, je veux dire que, sans avoir augmenté le taux des cotisations, par contre le coût des publications ainsi que les frais généraux se sont élevés dans des proportions que chacun sait.

Allons-nous devoir suspendre nos publications, cesser nos acquisitions, nos fouilles, nos conférences, faute de fonds ? Problème angoissant auquel nous n'osons répondre.

En réalité, les subventions officielles que les Pouvoirs publics veulent bien nous octroyer, sont insuffisantes et de beaucoup. Si ces Pouvoirs ne nous viennent pas en aide, et ce immédiatement, il faudra peut-être se résigner à une solution radicale. Cependant, nous nous efforcrons, par de nouvelles et pressantes démarches, d'obtenir une majoration des subventions officielles.

Nous notons, — ceci est un peu plus réconfortant —, que le nombre des membres, à la fin de l'exercice 1922, s'est sensiblement accru, déduction faite des décès et des radiations.

Nous comptons en effet :	en 1913	1919	1921	1922
Membres	353	343	359	389

résultat, certes encourageant, mais qui nous paraît encore insuffisant : notre société, qui tient et doit continuer à tenir la première place à Liège, devrait compter au moins 500 membres. Faisons donc chacun de sérieux efforts pour recruter de nouveaux adhérents et il nous sera possible d'atteindre le chiffre désiré.

Vous trouverez ci-dessous les comptes extraits de notre comptabilité.

A. — EXERCICE 1922

RECETTES	DÉPENSES
<i>Subventions ordinaires</i> <i>Etat Province Ville</i> néant 1200 1700.... 2.900,— <i>Cotisations</i> 45 à 15 frs 675 318 à 10 3.180 3.855,— <i>Abonnements à la Chronique</i> Vente de Bulletins et de Guides du Musée et de la collection Moxhon ... 68,60 Vente de 5000 notices sur l'Hypocauste..... 460,— Intérêts en Banque 48,65 Déficit sur l'exercice 1922 3.556,55	I. Achats d'antiquités 645,— II. Fouilles 405,55 III. Service de la Bibliothèque 82,75 IV. Publications ; Chronique ... 3.023,69 Bulletin .. 3.209,20 6.232,89 V. Frais Généraux : A. Administration 1.506,64 B. Causeries, conférences et matériel 910,72 C. Excursions, 37,09 2.454,45 D. Frais d'études sur la figuration du Perron ligegois (solde) 278,65 VI. Entretien des Collections 513,65 VII. Divers Hypocauste notice 260,— Service de l'Entrée 100,— 360,— Commission de Banque, 5,86 fr. 10.978,80

B. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1922

ACTIF	PASSIF
Espèces : En Caisse..... 2.984,61 En Banque..... 434,04 Balance déficitaire 3.914,09 fr. 7.332,74	Dû à Fournisseurs 7.332,74 fr. 7.332,74
Le solde déficitaire total s'élève à 3.914,09 Dont : déficit au 31 décembre 1921 357,54 déficit sur exercice 1922 3.556,55	

Certifié exact, sincère et véritable.

Le Trésorier,

Florent PROLIEN.

Vu et Vérifié.

(Signé) JUL. DELAITE, GUST. GHILAIN, FR. PENY.

Liste des Dons, Dépôts et Achats

FAITS AU MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE PENDANT L'ANNEE 1922

I. — Dons.

1^o Deux briques d'âtre, ornementées, Style Louis XIV.

(Don de M. Masson, entrepreneur, à Liège).

2^o Planche en couleur, dans un cadre vitré, reproduisant les blasons des Abbés du Val-Saint-Lambert et portant l'inscription : « Tirés du manuscrit 79 de Warfusée (1702) appartenant au Comte d'Oultremont de Wégimont — Complétés d'après des documents authentiques — ».

(Don de l'auteur, M. Léon Ledru).

3^o Album renfermant quarante-huit photographies reproduisant quatre-vingts vases en grès des XVI^e et XVII^e siècles, ayant fait partie de la collection W. de Weekherlin, à la Haye.

Remis à l'Institut archéologique liégeois par M. Janne, exécuteur testamentaire de M. Albin Body.

4^o Exemplaire en bronze de la médaille frappée à l'occasion de la célébration du cent-cinquantième anniversaire de la fondation de l'Académie Royale de Belgique.

(Don de l'*Académie Royale de Belgique*).

5^o Sceau du Receveur Général du Département de l'Ourthe. De Soer.

(Don de M. le Marquis de Gontaut-Biron, St-Blancart).

6^o Partie de frise de cheminée, en grès, style Renaissance, et console en pierre calcaire d'époque indéterminée, provenant d'une ancienne maison actuellement démolie de la place Saint-Paul, à Liège.

(Don de M. Platéau, entrepreneur de travaux, à Liège).

7^o Boulet de canon sphérique, en fonte, trouvé dans un ruisseau, à Dalhem.

(Don de M. Henri Stas, garde-champêtre pensionné).

8^o Deux bases de statuettes, en forme de socle, en terre cuite, et un petit pot (incomplet) à deux anses et à trois pieds, en terre brune vernissée (fin du XV^e, commencement du XVI^e siècle),

trouvés dans le sol, au cours de travaux exécutés place St-Paul, à Liège pour la construction d'une salle de cinématographe.
(Envoi de M. Paul Jaspar, architecte).

9^o Deux montants de cheminées, style gothique, en pierre calcaire, et parties d'une cheminée en grès, style Renaissance, provenant d'une vieille maison, aujourd'hui démolie, de la rue Potière.
(Don de la maison Coemans-Daniels).

10^o Série de silex taillés provenant des ateliers néolithiques de Spiennes (Prov. de Hainaut); de Ste-Gertrude (Limbourg hollandais), de Remersdael et de Fouron St-Pierre (Prov. de Liège).
(Don de MM. Hamal-Nandrin et Jean Servais).

II. — Achats.

1^o Grille de balcon, en fer forgé (Seconde moitié du XVIII^e siècle). Provient d'une maison récemment démolie, place St Paul, à Liège.

2^o Quatre matrices de sceaux.

a) Matrice en cuivre (Diam. 0,031) avec manche en bois tourné (1789-1812). Buste de St Lambert avec la légende : SANCTUS LAMBERTUS. SIGIL - PERIL - CAPLI - CATH - EGG - LEOD - SEDE - VAGANTE.

b) Matrice en cuivre (Diam. : 0,055). Château-fort avec personnage à gauche. Légende : SIGILLUM COLLECTORUM AGGISLE BRASSARUM CIVITATIS LEGLE.

c) Matrice en fer (Diam. : 0,036). Seconde moitié du XVII^e siècle. La Vierge et St Lambert ; en dessous, sur une ligne horizontale, quatre écus aux armes de la Cité de Liège, du duché de Bouillon, du marquisat de Franchimont, et du Comté de Loosz. — Légende : SIGIL ORDINUM PATRIE LEODIEN

d) Matrice en cuivre (Diam. : 0,046). Buste de St-Lambert. — Légende : SANCTUS LAMBERTUS SIGILLUM-PERILLUSTRIS CATHEDRALIS EGGLEISLE LEODIENSIS AQUIS GRANI-SEDENTIS. 1790.

III. — Dépôts de la Ville de Liège.

1^o Porte en bronze, de la fontaine dite « du Pilori » (Place du Marché, à Liège), aux armes du Prince-évêque Joseph-Clément de Bavière et des Bourgmestres de la Cité, de Trappé et Lambinon (1719).

2^o Six tapisseries (manufacture Reydam de Bruxelles - XVIII^e siècle) provenant de l'Hôtel de Ville de Liège.

3^o Legs Gustave Charlier (meubles, boiseries, dinanderies et objets divers des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles).

Suivant les volontés du testateur, le legs doit être réparti entre le Musée archéologique liégeois et le Musée de la Vie wallonne. Le partage n'a pu encore être fait.

IV. — Dépôts de l'Etat.

1^o Petit chapiteau et base avec partie de fût d'une grosse colonne en pierre calcaire (style roman).

2^o Quelques débris de pierres moulurées d'époques diverses et un fragment de pierre tombale du XVIII^e siècle (?).

3^o Deux briques (incomplètes) de foyer, dont l'une avec représentation du Perron et l'autre, de style Renaissance, avec personnages (Cavalier terrassant un dragon et femme agenouillée).

4^o Tessons et rebuts (malfaçons) d'une fabrique de produits céramiques.

5^o Tête incomplète, en terre cuite (Restes d'une statuette féminine). Haut : 0. 185 m.

Tous ces débris ont été recueillis dans le sol, au cours de travaux exécutés à la fonderie de canons, à Liège, probablement à l'emplacement du vieux prieuré de Ste Foi (?) et d'une ancienne manufacture de faïences (?). Ils sont entrés au Musée archéologique liégeois, grâce à la bienveillante intervention de M. l'Ingénieur Lewuillon, attaché à la fonderie de canons.

V. — Dépôts des particuliers.

1^o Deux boîtes vitrées (Long. : 1 m. 05 ; larg. : 0 m. 49) contenant, l'une, sept petites colonnes en bois, avec bases et chapiteaux; d'ordres ou de styles différents; l'autre, trente-deux rosaces en bois, style Louis XVI, de formes et de grandeurs diverses.

Ces sculptures, d'une grande délicatesse, sont l'œuvre de Michel Herman (1766-1819). Dépôt de M. Max Fraipont.

2^o Deux haches à talons, en bronze, trouvées dans la province de Namur.

Dépôt de M. Marcel De Puydt.

— Fouilles —

Après accords avec l'Administration communale de Jupille et M. Moutehen, entrepreneur de travaux, l'Institut archéologique

a entrepris de nouvelles fouilles dans le cimetière belgo-romain de Jupille, déjà exploré en septembre et octobre 1916.

Ces fouilles ont amené la découverte de 28 tombes qui ont donné un nombre assez considérable de vases en terre, de formes très diverses, mais pour la plupart brisés ; deux fibules incomplètes en bronze, et quelques fragments d'un flacon en verre verdâtre.

Un rapport circonstancié sur ces fouilles sera publié dans le Bulletin de l'Institut archéologique liégeois. Un rapport sommaire et préliminaire a déjà été publié dans le *Chronique archéologique* (N^o 2, année 1923).

Situation de la Bibliothèque (1922)

Dons d'auteurs :

Jean HAUST. *Etymologies wallonnes et françaises*. Liège, Vaillant, 1923. 1 vol. 8°.

J. HAMAL-NANDRIN et J. SERVAIS. *La station néolithique de Sainte-Gertrude*. Paris, Nourty, 1923, 1 br. 8°.

Paul JASPAR. *Curiosités d'architecture médiévale*. Bruxelles, Hayez, 1923. 1 br. 8°.

Ch. DEJACE. *Problèmes économiques et sociaux d'après-guerre*, Discours prononcé à l'ouverture solennelle des cours de l'Université de Liège, le 17 octobre 1922. Liège, 1923. 1 br. 8°.

Giulio DEL PELO PARDI. *Agricoltura e civiltà*. Rome, s. d., 1 br. 4°.

Echanges.

BELGIQUE.

Anvers. — ANVERS. — *Académie royale d'archéologie de Belgique*. — *Bulletin*, 1922.

Malines. — *Mechlinia*. Chronique mensuelle d'archéologie, 3^e année (1923).

Brabant. — BRUXELLES. — *Académie royale des sciences de Belgique*. — *Annuaire* 1923. — *Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales et politiques de la classe des beaux-arts*. 1923.

ID. — *Compte-rendu des séances de la Commission royale d'histoire*. — *Bulletin*, t. 86.

ID. — *Biographie nationale*, t. 22.

ID. — *Bulletin de l'Institut historique belge de Rome*, 1^{er} fasc. (1919).

ID. — *Bulletin de la Société d'anthropologie*, t. 34 et 35.

ID. — *Bulletin des Commissions royales d'art et d'archéologie*, 62 et 63.

ID. — *Bulletin de la Commission royale des anciennes lois et ordonnances de Belgique*, t. X et XI.

- Id. — *Annales de la Société d'archéologie*, t. 29.
- Id. — *Revue belge de numismatique*, t. 74 et 75.
- Id. — *Bulletin de la Société royale belge de géographie*, année 1922.
- Renseignements commerciaux publiés par la section de géographie, commerciale de la Société belge de géographie*, années 1922 et 1923.
- Id. — *Annales d'archéologie médicale*, 1^{re} année, n^o 2.
- NIVELLES. — *Annales de la Société archéologique de l'arrondissement de Nivelles*, t. X.
- Flandre Orientale. — GAND. — *Société d'histoire et d'archéologie de Gand*. — *Bulletin*, 22^e année.
- SAINT-NICOLAS. — *Annales du Cercle archéologique du Pays de Waes*, t. 35 et 36.
- Hainaut. — MONS. — *Annales du Cercle archéologique*, t. 45 et 46.
- Id. — *Mémoires et publications de la Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut*, t. 65 et 66.
- CHARLEROI. — *Société paléontologique et archéologique*. — *Documents et rapports*, t. 35.
- La Terre wallonne*, n^o 34 à 38.
- ENGHIEN. — *Annales du Cercle archéologique*, t. 8.
- TOURNAI. — *Annales de la Société historique et littéraire*, 2^e série, t. 14 et 15.
- ATH. — *Annales du Cercle archéologique d'Ath et de la région*, t. 8 et 9.
- Liège. — LIÈGE. — *Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège* — *Bulletin*, t. 21.
- Id. — *Société des Bibliophiles liégeois*, t. XI.
- Id. — *Bulletin de la Société de littérature wallonne*, t. 57.
- Annuaire*. — *Bulletin du dictionnaire général de la langue wallonne*, 1923, 12^e année.
- HUY. — *Cercle hutois des sciences et beaux-arts*, t. 19, fasc. 2 et 3.
- VERVIERS. — *Société verviétoise d'archéologie et d'histoire*. — *Bulletin*, t. 15 et 16.
- TONGRES. — *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. 31.
- Luxembourg. — ARLON. — *Institut archéologique du Luxembourg*. — t. 51.
- NAMUR. — NAMUR. — *Annales de la Société archéologique*, t. 33.
- MAREDSOUS. — *Revue bénédictine de Maredsous*, t. 32 et 33.

FRANCE

- ABBEVILLE. — *Société d'Emulation*. — *Bulletin*, années 1919 à 1922.
— *Mémoires* in-1^o, t. 22, 23 et 25.
- AIX. — 1. *Annales de la faculté de droit*, t. 9 et 10.
2. *Annales de la faculté des lettres*, t. 11 et 12.
- AMIENS. — *Société des Antiquaires de Picardie*. — *Bulletin*, année 1920. — *Mémoires* in-4^o, t. 19. — *Mémoires* in-8^o, t. 38 et 39.
- ARRAS. — *Bulletin*, t. IV. — *Mémoires*, 2^e série, t. 43 et 44.
- AUXERRE. — *Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, n^o 73.
- AVESNES. — *Pro Nervia*. Revue historique et archéologique du pays des Nerviens. n^o 1 (15 mars 1923).
- BORDEAUX. — *Société archéologique* t. XXVI (table des 25 premiers volumes) ; t. 34, 35, 36 et 37.
- CHALON-SUR-SAÔNE. — *Mémoires de la Société d'archéologie de Chalon-sur-Saône*, 2^e série, t. X et XI. — *Mémoires* in-4^o, t. IX.
- DIJON. — *Mémoires de la Commission des antiquités du département de la Côte d'or*, t. XVII. 5^e fasc.
Mémoires de l'Académie des sciences, arts et belles lettres de Dijon, 1922.
- DUNKERQUE. — *Société dunkerquoise pour l'encouragement des sciences, des lettres et des arts*, t. 59.
- LYON. — *Annales de la Société d'agriculture, sciences et industrie*, 1918-21.
- MARSEILLE. — *Provincia*. Bulletin trimestriel de la Société de statistique de Marseille. t. I (1921) et II.
- METZ. — *Académie nationale de Metz*. *Mémoires*, 94^e année (1912-13) 95^e année, 101^e et 102^e.
Historique des fêtes du centenaire de l'Académie de Metz, 12 juin 1919.
- MONTAUBAN. — *Bulletin archéologique et historique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne*, t. 49.
- NANCY. — *Mémoires de la Société d'archéologie lorraine et du Musée historique lorrain*, t. 62, 63, 65.
- ID. — *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 6^e série, t. 17 et 18.
- ORLÉANS. — *Société archéologique et historique de l'Orléanais*. — *Bulletin*, n^o 220, 221.
- PARIS. — *Société de l'histoire de France*. — *Annuaire-Bulletin*, 1922.
Revue anthropologique. Années 1922 et 1923.

- ROCHECHOUART. — *Bulletin de la Société des Amis des sciences et des arts*, t. 20.
- SAINT-DIÉ. — *Société philomatique vosgienne*. — *Bulletin*, 37.
- SAINT-OMER. — *Société des Antiquaires de la Morinie*. — *Bulletin, historique*, fasc. 255 à 261. — *Mémoires*, t. 31 et 32.
- TOULOUSE. — *Société archéologique du Midi de la France*. — *Bulletin*, nouvelle série, 42 à 45.
- Id. — *Université*. — *Bulletin*, nouvelle série, n° 1. — *Rapport annuel* (1910) et *Annuaire*, 1922.

ALLEMAGNE.

- AIX-LA-CHAPELLE. — *Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins*, t. 34.
- BONN. — *Jahrbücher des Vereins von Alterthumsfreunden im Rheinlande*, t. 127.
- DUSSELDORF. — *Düsseldorfer Geschichtsverein*. — *Beiträge zur Geschichte des Niederrheins*, t. 25 et 26.
- KIEL. — *Zeitschrift der Gesellschaft für Schleswig-Holsteinische Geschichte*, t. 52 et 53.
- RATISBONNE. — *Verhandlungen des historischen Vereins von Oberpfalz und Regensburg*, t. 66.
- SCHWERIN. — *Jahrbücher und Jahresberichte des Vereins für Mecklenburgische und Alterthumskunde*, t. 77 à 80.
- TRÈVES. — *Jahresberichte der Gesellschaft für Forschungen*, t. 12. — *Trierische Heimatblätter*, 1^{re} année (1922).

ANGLETERRE.

- CAMBRIDGE. — *Antiquarian Society. Proceedings*, n° 71 et 72. — *Publications*, n° 46.

AUTRICHE.

- GRATZ. — *Steirische Zeitschrift für Geschichte*, 8^e et 9^e années. — *Beiträge*, t. 37-40.
- PRAGUE. — *Verein für die Geschichte der Deutschen in Böhmen*. — *Mittheilungen*, t. 57 et 59.
- VIENNE. — *Mittheilungen der Anthropologischen Gesellschaft*, 44 à 48.

DANEMARK.

COPENHAGUE. — *Mémoires de la Société royale des Antiquaires du Nord*. — Nouvelle série. 1918-1919. *Nordiske Fortidsminder* vol. 2, cahier 3.

SUISSE.

ZÜRICH. — *Mitteilungen der geographisch-ethnographischen Gesellschaft*, t. 20 et 22.

SUÈDE ET NORVÈGE.

STOCKHOLM. — *Kongl. Vitterhets Historie och Antiquitets Akademiens Förvännen*. Année 1922.

PAYS-BAS.

LA HAYE. — *Maandblad van het genealogisch-heraldiek Genootschap « De Nederlandsche Leeuw »* Année 1921.

LEEWARDEN. — *Friesch Genootschap Geschiedenis, Oudheid- en Taalkunde*. — *Verslag der Handelingen*, 94.

ID. — *Id.* — *De vreele Fries*, t. 28.

LEYDE. — *Maatschappij der Nederlandsche letterkunde*. — *Handelingen en Mededeelingen*, 1921-22. — *Levensbericht der afgesloten medeleden*, 1921-22.

UTRECHT. — *Bijdragen-Mededeelingen*, t. 41.

POLOGNE.

VARSOVIE. — *Bulletin archéologique polonais*, t. V et VI.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

LUXEMBOURG. — *Institut grand-ducal, section historique*, t. 59 et 60.

PORTUGAL.

LISBONNE. — *O archeologo português ; coleção illustrada de materiaes, e noticias publicada pelo Museu ethnographico português*, t. 22 et 23.

BRÉSIL.

RIO DE JANEIRO. — *Archivos do Museu nacional do Rio de Janeiro*, t. 23.

ÉTATS-UNIS.

MILWAUKEE. — *Museum*. — *Report*, 1919 à 1922.

WASHINGTON. — *Annual Report of the board Regent of the Smithsonian Institution*, 1920, 1921. "

ID. — *Smithsonian Report*, Publications spéciales, n^o 2601, 2609 à 2612, 2614, 2695 à 2700.

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE

DU

CONDROZ PRÉHISTORIQUE

I. INTRODUCTION.

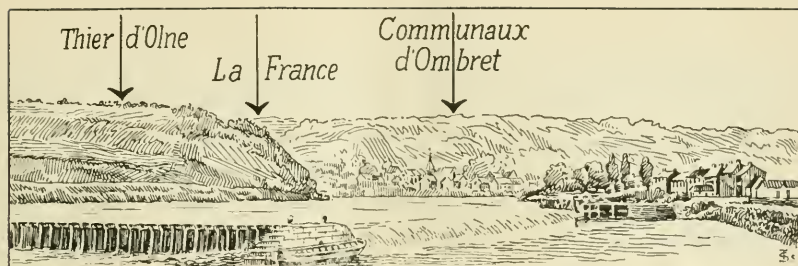
II. STATIONS OU GISEMENTS. — COMMUNES DE HERMALLE-SOUS-HUY, CLERMONT-LEZ-NANDRIN, OMBRET-RAUSA, YERNÉE-FRAINEUX, OUTRELOUXHE ET STRÉE.

III. PROVENANCE DU SILEX ET MATÉRIAUX EMPLOYÉS.

IV. EXAMEN DES PRODUITS ARCHÉOLOGIQUES. — PALÉOLITHIQUE. TARDENOISIEN. INSTRUMENTS MICROLITHIQUES DU GENRE GRATTOIR. CAMPIGNIEN. POINTES DE FLÈCHES DIVERSES. POINTES TAILLÉES SUR UNE FACE. POINÇONS OU PERÇOIRS. PIERRES A FEU ET RETOUCHOIRS. GRATTOIRS. RACLOIRS. LAMES-GRATTOIRS. COUTEAUX. POINTES DE LANCES OU POIGNARDS. SCIES OU FAUCILLES. HACHES, ERMINETTES ET CISEAUX. INSTRUMENTS POLIS EN ROCHES AUTRES QUE LE SILEX. HACHES EN ROCHES VERTES OU VERDATRES D'ORIGINE ÉTRANGÈRE. INSTRUMENTS DIVERS, LISSOIRS, PERCUTEURS. POLISSOIRS. PIÈCES ORNEMENTALES. AIGUISOIRS, ETC.

V. OBSERVATIONS GÉNÉRALES ET CONCLUSION.

EXPLICATION DES PLANCHES I ET II.



I

Introduction

En 1886, la Société d'Anthropologie de Bruxelles publiait une notice où le professeur Max Lohest et Marcel De Puydt mentionnent les découvertes d'antiquités préhistoriques faites par eux en de nombreuses localités de la province de Liège ⁽¹⁾. C'est une étude documentaire divisée en deux parties et accompagnée d'une carte à échelle réduite, qui donne une vue d'ensemble des régions explorées par les auteurs ⁽²⁾.

La première partie comporte des observations générales sur la situation topographique des gisements, l'industrie des hommes préhistoriques et les matériaux qu'ils ont employés. La seconde partie du travail fait connaître ou analyse les produits néolithiques recueillis en chacun des 154 points indiqués sur la carte, et constate des découvertes sur les territoires de 124 communes, pour la plupart voisines ou riveraines de la Meuse et de ses affluents.

Les courtes énumérations de ces produits, inscrites par commune, constituaient, en 1886, un véritable inventaire partiel

⁽¹⁾ MARCEL DE PUYDT et MAX LOHEST. — Communication sur des stations de l'âge de la pierre polie et des découvertes d'objets de la même époque, aux environs de Liège, Namur, etc. *Bulletin*, tome V. 1886-1887, avec carte au 320.000^e.

⁽²⁾ Un extrait de cette carte est reproduit, fig. 1.

de la collection Marcel De Puydt. Mais depuis cette date, les trouvailles préhistoriques sont devenues si considérables et les fouilles ou recherches se sont tellement multipliées qu'au bout de quelques années, il était devenu impossible d'englober dans un seul mémoire, les renseignements sur la mise à jour de la communication faite, à Bruxelles, en collaboration avec Max Lohest.

C'est pourquoi, dans le travail présenté aujourd'hui à l'*Institut Archéologique Liégeois*, il s'agit uniquement d'antiquités recueillies dans la province de Liège sur la rive droite de la Meuse. Nous n'avons même essayé de compléter que l'étude de la région indiquée sur la carte fig. II et II bis.

Dans ce périmètre, la notice de la Société d'Anthropologie constatait les trouvailles suivantes :

« HERMALLE-SOUS-HUY, canton de Nandrin.

Plateau longeant la Meuse, près Ombret ; hache polie et fragments, lames et silex taillés, éclats assez nombreux.

OMBRET, canton et arrondissement de Huy.

a) Sur les Communes : éclat de hache polie, grattoir, pointe et éclats.

b) Près Rausa, plateau vers le grand Fond d'Oxhe : hache polie intacte, petite hache ébauchée, deux pointes de flèches et nombreux silex taillés. Le plus intéressant produit de cette station est un couteau finement retouché sur une seule face de 0^m,16 de long sur 0^m,025 de large.

VILLERS-LE-TEMPLE, canton de Nandrin.

Près Yernée-Fraineux, bords du plateau, entre le grand bois de Clermont et la France : deux haches polies et un fragment, couteau, quelques beaux grattoirs, plusieurs silex taillés et éclats. »

Nous avons limité la présente étude à cette partie du Condroz, parce que nous la croyons mieux explorée que d'autres. Des chercheurs passionnés ont, en effet, parcouru les champs cultivés de Villers-le-Temple, Yernée-Fraineux et Ombret-Rausa, les portions de bois dépourvues de végétation après la coupe des taillis ou l'abatage des arbres, les chemins creux et parfois même le lit des ruisseaux. De leur côté, de nombreux cultivateurs et leurs enfants, nous ayant vu chercher des « pierres à feu », nous ont imités. Sur les Communes d'Ombret, il y avait même un brave homme nommé Lambert, décédé en 1917, qui se plaisait à ramasser tous les silex qu'il rencontrait, sans intention de tirer de son travail un bénéfice quelconque. Il cachait la

plupart de ses récoltes au-dessus d'un four à cuire le pain, sous des bois à brûler ; c'est là que nous avons, un beau dimanche d'été, non sans une certaine émotion, fait un triage archéologique et retiré les spécimens fig. 50 et 53.

Depuis combien d'années cherchait-il ? Pourquoi et comment avait-il pris ce goût exclusif ? C'est ce que nous n'avons pu élucider.

Un autre petit fait mérite d'être rapporté, bien qu'étant personnel à l'un de nous : Marcel De Puydt finit par acquérir, sans le savoir, dans la paroisse de Rausa, la réputation d'un commerçant des plus habiles, achetant les silex à deux sous la pièce, pour les revendre chacun au prix rémunérateur de deux francs.

Cette renommée peu enviable et en tout cas non méritée, a été l'une des causes, peut-être même l'unique cause des illusions répandues, après la mort du curé de Rausa, sur la valeur marchande de la collection Loterman, collection dont il convient de rappeler brièvement l'histoire.

Dans sa pittoresque et tranquille paroisse, l'abbé Auguste Loterman employait ses loisirs à rechercher des meubles et objets anciens. Avant notre passage au presbytère, jamais son attention n'avait été attirée par les silex taillés qui se rencontraient sur tout le plateau et même jusque dans le jardin de sa cure. A notre exemple, il se passionna bientôt pour le Préhistorique et comme il était fort aimé des campagnards, ceux-ci se plaisaient à ramasser pour lui tout ce qu'ils pouvaient découvrir en fait de « pierres à feu ». Aussi, en peu d'années, sa collection devint-elle considérable, trop considérable même à partir du jour où la théorie des éolithes, alors très accréditée dans le monde savant, lui fit accumuler dans les tiroirs d'un vaste meuble de sacristie, des masses de silex qui auraient trouvé une place mieux appropriée dans les sentiers de son jardin.

Mais, à côté d'un amoncellement de choses sans intérêt archéologique, Loterman réunit des objets de tout premier choix qu'il montrait avec un orgueil jaloux et dont la plupart provenaient des minutieuses recherches de Dieudonné Chapelle, de Villers-le-Temple. Ce dernier, ouvrier agricole, estimé dans la région, était depuis longtemps à même de reconnaître les

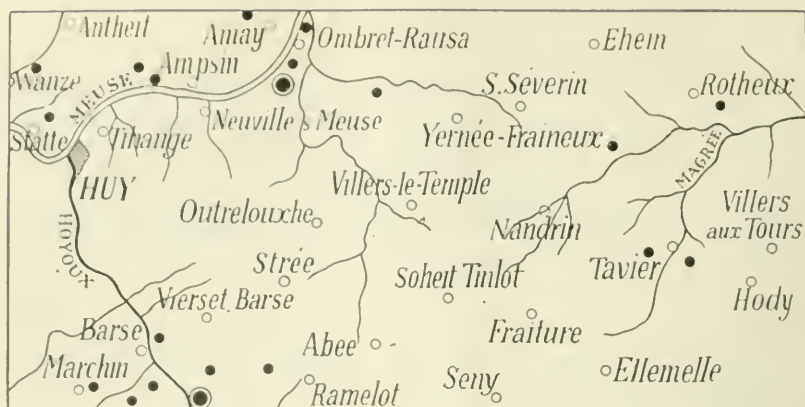


FIG. 1.

LES POINTS NOIRS INDIQUENT LES DÉCOUVERTES CONSTATÉES EN 1886.

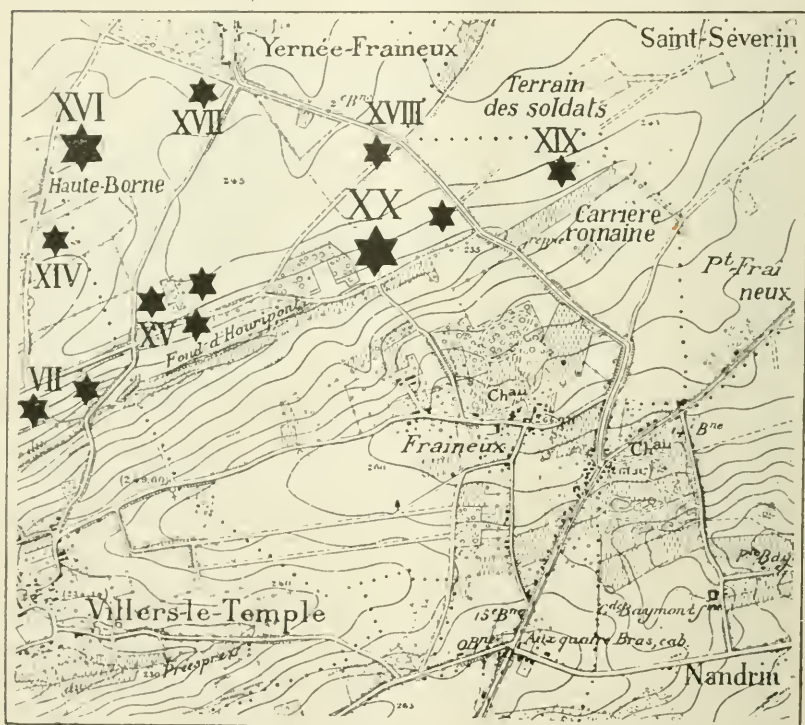


FIG. 2.

CARTE MILITAIRE AU 1/20.000^e

Réduction aux 3/4.

objets préhistoriques lorsqu'il entra en relations suivies avec nous, l'année même de la mort de Loterman.

Après le décès de l'excellent curé de Rausa, survenue le 27 mai 1905, l'un de nous offrit à la famille, à titre d'ami du défunt, de procéder à l'inventaire de la collection Loterman et, au cas où celle-ci serait mise en vente, d'en faire l'acquisition pour la Ville de Liège ou pour lui-même. Ces offres furent déclinées pour diverses raisons, un co-intéressé se figurant être en possession de pierres d'une valeur marchande considérable.

La collection Loterman fut transportée en pays flamand et y resta jusqu'en 1913, époque où les négociations furent reprises et aboutirent à une cession amiable, grâce à notre collègue J. Hamal-Nandrin qui se rendit deux fois dans les Flandres et partagea la collection avec nous.

Sauvée au point de vue scientifique, elle reste donc à Liège, suivant le désir maintes fois exprimé par son auteur. Malheureusement, Loterman, collectionneur et non préhistorien, n'a pas dressé l'inventaire de ses trouvailles ; les provenances lui paraissaient indifférentes du moment qu'il s'agissait du Condroz. Il nous promettait toujours de remplacer ses souvenirs par des notes écrites, mais une mort inopinée empêcha la réalisation de ses projets.

Ce manque de précision sur les lieux des trouvailles, et, parfois l'incertitude d'une provenance locale elle-même, ont fait que, dans la présente notice, la collection Loterman n'est représentée que par un nombre de pièces relativement restreint.

En terminant ce chapitre préliminaire, disons que M. Lambert Georgien, antiquaire à Ombret, possédait aussi une collection d'objets préhistoriques, provenant surtout du Thier d'Olne et aujourd'hui dispersée.

II

Stations ou gisements

La position des stations ou gisements actuellement reconnus est indiquée par un numéro en chiffres romains et une ou plu-

sieurs étoiles noires. Ces stations ne sont pas exactement délimitées sur le terrain ; en réalité, ce sont de simples désignations d'endroits qu'on présume avoir été habités, par suite de la découverte, à la surface du sol, de restes d'industrie lithique plus ou moins abondants.

Les tranchées ou sondages exécutés en vue d'atteindre les foyers n'ont donné que des résultats négatifs, notamment les recherches pratiquées en profondeur, dans un champ cultivé riche en silex et particulièrement bien situé près d'une source (n° XI de la carte). Il est vraisemblable, cependant, que les foyers néolithiques étaient établis dans des trous creusés en terre, comme le sont encore souvent les feux des bûcherons.

Nulle trace non plus, dans la partie du Condroz explorée, d'emplacements d'habitations semblables aux fonds de cabanes néolithiques de la Hesbaye (OMALIEN).

Plusieurs positions paraissent avoir été choisies de préférence sur les collines ou les déclivités les mieux orientées, remarque déjà faite ailleurs et notamment par E. Rahir au sujet des stations de l'âge de la pierre dans la vallée de l'Ourthe (voir son mémoire publié par la Société d'Anthropologie de Bruxelles, tome XXVI, 1907).

Il y aurait, d'autre part, témérité à supposer, en se basant sur les quelques milliers de silex qu'on a pu recueillir dans l'une ou l'autre des XXIII stations renseignées sur notre carte, que le pays était très peuplé. Le Condroz, en effet, devait être presque entièrement boisé à l'âge de la pierre, et ses habitants devaient y vivre par petits groupes de préférence dans les clairières naturelles ou créées pour les besoins de l'homme. Enfin, rien ne prouve la simultanéité de l'occupation des 23 gisements dont il va être parlé.

Commune de Hermalle-sous-Huy

I. La station du Thier d'Olne se trouve à la cote de niveau 118, sur un plateau entre la Meuse et le ruisseau d'Oxhe. Son altitude au-dessus du fleuve est d'une cinquantaine de mètres.

Thier est une dénomination wallonne se rapportant à des

lieux plus ou moins abrupts ou escarpés. L'Atlas des chemins vicinaux inscrit d'One et non d'Olne.

Cette station a donné de nombreuses pointes de flèches, des milliers d'éclat de silex de petites dimensions et une série caractéristique d'instruments microlithiques.

Commune de Clermont-lez-Nandrin

II. La station du Bois d'Hérmalle, ou plutôt les traces d'emplacements habités relevées dans les bois, s'étendent en divers endroits non délimitables, sur des hauteurs qui atteignent les cotes 190 et 215 d'après la carte militaire. Les silex taillés se rencontrent fréquemment sur les chemins, le long des talus et entre les taillis.

Commune d'Ombret-Rausa

III. La station des Communes ou des Communaux occupe tout le sommet cultivé du Thier-des-Communes, à une altitude d'environ 120 à 125 mètres au-dessus du niveau de la Meuse. Les silex, très nombreux autrefois, sont en général de petites dimensions ; les bouts de flèches sont les pièces les plus abondantes. A remarquer nombre de pièces microlithiques du type Tardenoisien, comme au Thier d'Olne. Quatre étoiles indiquent sur notre carte les endroits marquants de cette station qui, dans la province de Liège, est l'une des plus intéressantes de la rive droite de la Meuse.

IV. La petite station n° IV apparaît dans les champs cultivés entre le Bois Royal de Saint-Lambert et le Bois Fagne Rausart, vers la cote du niveau 230, à environ 400 mètres du ruisseau d'Oxhe. Plusieurs outils intacts y ont été recueillis, notamment la lame-grattoir de 0^m,16 (fig. 84).

V. La station n° V, séparée de la précédente par une ferme, est située sur le bord du plateau s'étendant aux cotes 245 et 235, le long du bois Fagne Rausart, vers le fond d'Oxhe. Tous les travaux de culture ont ici mis au jour des restes néolithiques et parmi les centaines de pointes de flèches de la collection

Loterman, beaucoup provenaient de ce gisement qui englobait le jardin du presbytère et les champs avoisinant l'église de Rausa.

Commune de Villers-le-Temple

VI. Station de Clémodeau, dans les champs et jardins, à la cote de niveau 232 ; station spécialement fouillée par Dieudonné Chapelle, qui habitait alors la localité. Pointes de flèches relativement nombreuses.

VII. Station s'étendant, comme la précédente, sur le versant de la colline, au pied de laquelle coule le ruisseau d'Houripont. Cette station pourrait aussi se rattacher au n° XIV, situé sur le territoire de Yernée-Fraineux.

VIII. Station dite de la Rochette, au bord du plateau dominant le ruisseau du Moulin, dans l'un des sites les plus attrayants du Condroz. Ce gisement a fourni des pièces intactes remarquables dont deux haches en roches éruptives ; il doit se prolonger vers le Bois des Dames. Le lieu dit Cul-du-Four est à proximité.

IX. La station de la Tombe, à quelques cents mètres de la précédente, tire son nom d'une espèce de tumulus d'origine plutôt moderne, d'après la tradition.

X. Station de Bourgogne ; elle était aussi importante que celle dite de la Borne, située dans les mêmes campagnes, mais sur le territoire d'Yernée-Fraineux (n° XVI). Cette station avoisine la ferme de la Tour au Bois et entoure un tilleul isolé renseigné sur la carte militaire à la cote 240.

XI. Emplacement situé près d'une source où les éclats de silex se trouvaient nombreux en un espace fort restreint. De cette station provient le premier outil en silex découvert à Villers-le-Temple, un couteau épais, utilisé par un cultivateur comme pierre à battre le briquet.

XII. Nous avons marqué de trois étoiles les champs les plus productifs de la riche station de France ou de La France, dont une partie doit encore être recouverte par le Bois Joli-Chêne, à la cote 220. Des silex taillés ont aussi été recueillis sur

le versant déboisé de la montagne où un chemin creux conduit à la Tour Malherbe. Le grand polissoir représenté planche II, provient de ce gisement.

XIII. Au lieu dit Tour Malherbe, non loin de la réunion des ruisseaux d'Oxhe et de Yernée, on peut noter un emplacement habité se rattachant plus ou moins à la station n° XII.

XIV. Cet emplacement est situé à la limite de la commune de Villers-le-Temple ; il semble pouvoir se distinguer de la station de la Borne, beaucoup plus étendue.

Commune de Yernée-Fraineux

XV. La station du lieu dit Bois Rome, marquée de trois petites étoiles, au-dessus du Fond d'Houripont, se rattache au n° VII et peut-être même au n° VI, car, avant l'existence de Villers-le-Temple, tout le versant de la colline se trouvait dans la même situation topographique et bien exposé vers le midi. Pointes de flèches assez nombreuses, mais en général de qualité inférieure.

XVI. Station de la Borne ou de la Haute Borne, située vers le centre et à la partie la plus élevée du plateau qui atteint la cote 246 ; elle présente les mêmes caractères que Bourgogne, n° X, dont elle est séparée cependant par une zone stérile. Les produits archéologiques étaient nombreux à l'origine de la découverte. A noter des instruments polis en pierre noire et une hache en roche verdâtre étrangère à la Belgique.

XVII. L'emplacement marqué d'une petite étoile près du château de Yernée, peut être distingué de la station précédente. Il était relativement pauvre, comme les modestes stations figurant sous les n°s XVIII et XIX, cette dernière située au lieu dit Terrain des Soldats, en face du lieu dit Carrière romaine, où se trouvent de l'eau et une espèce de chantoir.

XX. La station du Sart-de-Solheit est la plus abondante du territoire de Yernée-Fraineux ; elle a donné quantité de produits divers comme le n° XII. Lorsque ses recherches étaient, ailleurs, restées improductives, notre fouilleur rappelait souvent

qu'il revenait toujours à Sart-de-Soheit, certain de rapporter au moins des lames ou éclats de silex.

Commune d'Outrelouxhe

XXI. Au sommet de la montagne, à la cote de niveau 235, près de Saint-Jean-Sart, devait se trouver une station explorée par l'abbé Loterman et qui a pu être assez riche. Plusieurs haches entières doivent en provenir. Personnellement, nous n'y avons découvert que l'espèce de pilon, fig. 111, la perle, fig. 122, une pointe de flèche et des éclats de silex.

Commune de Strée

XXII et XXIII. Nous pensons que la collection Loterman contenait nombre de pièces trouvées à Strée ; mais il nous a été impossible de rien préciser si ce n'est la découverte au lieu dit Les Communes, de la hachette en jadéite (?) figurée planche 1, et l'existence d'une station néolithique à l'Oiseau du Bois. Cette station s'étend sur le territoire de la commune de Vierset ; il en sera reparlé au sujet de la pièce reproduite fig. 85.

Aux XXIII stations relatées ci-dessus, on aurait pu ajouter l'indication d'une quantité d'endroits où quelques silex seulement ont été recueillis ; nous sommes d'avis que semblables renseignements manquent d'intérêt, à moins qu'il ne s'agisse de pièces ayant par elles-mêmes une valeur archéologique. Dans cette hypothèse, nous mentionnerons, au chapitre IV, des découvertes isolées, faites sur les territoires des communes entourant le groupe Ombret-Rausa, Villers-le -Temple, Yernée-Fraineux, groupe qui est l'objet principal de cette étude.

III

Provenance du silex et matériaux employés

On sait que le sous-sol du nord de la province de Liège est formé de terrains crétacés dont l'ensemble est connu en géologie sous le nom de massif crétacé du Limbourg. Le silex y existe

en grande abondance, mais son aspect, sa dureté, son grain et sa couleur diffèrent considérablement suivant le niveau où on le rencontre.

Les silex commencent à apparaître vers la partie moyenne de la craie blanche sénouïenne, où ils se présentent d'abord en rognons disséminés, peu volumineux, affectant des formes bizarres. Les silex trouvés en place à ce niveau sont d'ordinaire recouverts d'une épaisse croûte blanche de cacholong. En remontant la série des couches, les rognons deviennent plus volumineux : vers la base du Maastrichtien, ils forment même des banes subcontinus : enfin, ils semblent disparaître vers la partie supérieure de cet étage.

Les silex de la craie blanche ou craie de Hesbaye, sont gris, gris-bleuâtre, bruns ou noirs. Ces derniers sont surtout caractéristiques. Les variétés claires diffèrent des variétés de même teinte provenant du Maastrichtien par une homogénéité plus grande dans la pâte et une translucidité beaucoup plus considérable.

Les variétés grises et noires de la partie moyenne de la craie blanche convenaient le mieux à la taille des petits objets. La variété brune, qui se rencontre en rognons très volumineux ou en banes à la partie supérieure de la craie blanche, à proximité du contact du Maastrichtien, ne pouvait guère être utilisée pour les instruments délicats.

Le silex des conglomérats est de beaucoup le plus abondant dans la province de Liège. Des amas atteignant souvent jusqu'à 7 mètres de puissance et uniquement formés de silex (la craie qui les empâtait primitivement ayant été dissoute), se trouvent notamment en Hesbaye et dans le Condroz, aux environs de Beaufays, Tilff, Bonnelles et Rotheux. Les silex des conglomérats ayant perdu leur « eau de carrière », se prêtent moins bien à la taille que les précédents (1).

(1) Ces considérations géologiques sont extraites de la notice précitée, publiée par le professeur Max Lohest, dans le *Bulletin de la Société d'Anthropologie de Bruxelles*.

Rotheux, appelé aujourd'hui Rotheux-Rimièrè, est à 6 kilomètres de Nandrin, commune joignant Villers-le-Temple et Vernée-Fraigneux.

Le silex de la craie blanche ou craie de Hesbaye paraît identique à celui employé le plus fréquemment dans la région condrosienne qui nous occupe.

Le silex du Maastrichtien ou de la craie jaune, beaucoup moins recherché, n'a son analogue que dans un petit nombre d'objets.

Les silex roulés des graviers ont été relativement peu employés ; ils sont facilement reconnaissables à leur grain grossier et à leur éroûte ou patine caractéristiques. Ils se rencontrent en place dans quantité d'endroits.

Le silex de Spiennes ou du Hainaut a certainement pu être importé dans le Condroz, mais dans une proportion restreinte, et, le plus souvent, semble-t-il, sous forme d'instruments du genre hache.

Le silex de Sainte-Gertrude ou de Rykholt pourrait aussi se rencontrer, car la vallée de la Meuse était une voie de communication facile et la frontière hollandaise, vers Eysden, est distante de 50 kilomètres seulement d'Ombret-Rausa.

Le silex ou quartzite landenien de Wommerson a été importé, mais nous n'en connaissons qu'une vingtaine de spécimens.

Quant aux roches employées autres que le silex : phtanite, quartzite, psammite, chert carbonifère, grès divers, etc., elles proviennent surtout des graviers et ont été extraites ou recueillies sur place.

Les outils ou instruments non en silex sont ordinairement de simples cailloux choisis parmi ceux répondant le mieux à leur destination, puis appropriés et polis.

Des roches étrangères au Condroz et même à la Belgique, ont enfin été rencontrées sous forme de haches polies d'un travail plus ou moins parfait.

IV

Examen des produits archéologiques

Nos produits archéologiques pouvaient être étudiés de deux manières : soit par gisement pris isolément, soit par catégories d'instruments classés suivant les dénominations en usage. Nous avons cru mieux répondre au but de cette notice en présentant les pièces par groupes de même genre.

Le but poursuivi n'est pas, en effet, d'énumérer ou de figurer un grand nombre de spécimens plus ou moins semblables, trouvés à quelques kilomètres les uns des autres, mais bien d'essayer de caractériser une industrie lithique régionale.

Rappelons que ces outils ou instruments, recueillis en différents points pourraient avoir été fabriqués ou utilisés par les mêmes familles stationnant, cultivant ou chassant aussi bien sur les montagnes qui longent la Meuse, qu'à l'emplacement des campagnes actuelles de Vernée-Fraineux ou de Bourgogne.

Suivant les principes admis en leurs travaux antérieurs, les auteurs ont tenu à obtenir des dessins d'une scrupuleuse exactitude et à multiplier les figures. Ces dessins ont été exécutés sous notre direction par le professeur Théo Smeets, et sont reproduits à la grandeur réelle, à moins de désignation contraire.

Paléolithique

Une trentaine de silex paraissent paléolithiques.

La plupart sont en beau silex noir dépourvu de patine rappelant celui qui caractérise le second niveau de la grotte de Spy. Ce silex pourrait provenir du Hainaut et peut-être aussi du massif crétacé du Limbourg, vu les découvertes sous le sol de la Campine d'une industrie où l'on employait un silex noir analogue ⁽¹⁾. D'autres spécimens, d'apparence quaternaire,

⁽¹⁾ J. HAMAL-NANDRIN et JEAN SERVAIS. — *Contribution à l'étude du Pré-historique dans la Campine limbourgeoise*. Congrès archéologique et historique de Belgique (Liège, 1909).

sont confectionnés avec des silex roulés comme il s'en trouve en plusieurs endroits de la région.

Ces pièces ont-elles été abandonnées par l'homme paléolithique ou les néolithiques condrusiens ont-ils utilisé un outillage ancien provenant des grottes ou des abris sous roches des rives de la Meuse ou du Hoyoux ? Ne s'agit-il pas plutôt de survivance de types anciens dans un milieu plus récent ?

Toutes ces hypothèses sont plausibles, mais rien ne peut être actuellement précisé. Dès lors, les seules constatations utiles à retenir sont : l'absence d'aucun gisement paléolithique proprement dit, et la présence, dans un même milieu, d'un mélange de pièces archéologiques d'âges ou de faciès différents, comme il en a été souvent observé en Belgique par les préhistoriens.

Parmi les instruments figurés ci-dessous, se trouve la pointe de Limet, n° 7, déjà renseignée comme paléolithique à la Société d'Anthropologie de Bruxelles.

Fig. 3 : lame-grattoir en silex noir translucide, trouvée en 1900 sur les Communes d'Ombret, n° 111 ⁽¹⁾.

Dimensions : 0^m,06 × 0^m,027 × 0^m,007 ⁽²⁾.

Fig. 4 : lame-grattoir en silex brun foncé, avec traces d'utilisation. La France. N° XII.

Dimensions : 0^m,043 × 0^m,015 × 0^m,009.

Fig. 5 : lame courbe en silex noir translucide, avec retouches sur un bord et traces d'utilisation sur l'autre. Pièce remarquable par le poli des surfaces usagées à ses deux extrémités. Trouvée à Rausa, dans les propriétés de M. Delattre-Godin qui en a fait don en 1897.

Dimensions : 0^m,071 × 0^m,015 × 0^m,007.

Fig. 6 : lame en silex noir translucide avec légères dentelures sur les deux bords qui lui donnent un air de seie. Petites retouches sur l'extrémité formant tranchant ou ciseau. Villers-le-

⁽¹⁾ Les numéros ainsi indiqués en chiffres romains correspondent aux numéros de la carte, fig. 2 et 2 bis et à ceux de la liste des stations ou gisements du chapitre II.

⁽²⁾ Les dimensions données sous cette forme indiquent la *longueur*, la *plus forte largeur* et le *maximum d'épaisseur*.

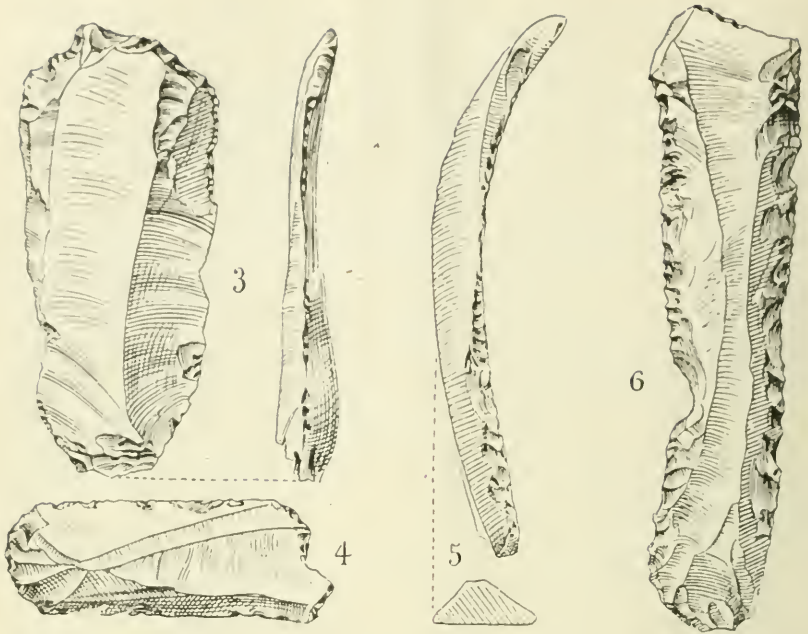


FIG. 3 à 6.
Grandeur réelle.

Temple, station de la Rochette ou de France. Nos VIII ou XII, d'après le curé Loterman.

Dimensions : 0^m,082 × 0^m,02 × 0^m,006.

Fig. 7 : pointe moustérienne en silex gris légèrement patiné ; la face non représentée est plane avec conçoïde de percussion. Trouvée le 28 septembre 1898, à la surface du sol, commune de Limet, à six kilomètres de Villers-le-Temple. Don de M. Froment.

Dimensions : 0^m,094 × 0^m,041 × 0^m,013.

Fig. 8 : pointe du type moustérien, en silex brun, finement retouchée. Yernée-Fraineux (1914).

Dimensions : 0^m,045 × 0^m,03 × 0^m,006.

Fig. 9 : outil formé d'une lame à dos abattu, patine d'un ton gris-bleu, trouvé, en 1897, sur les Communes d'Ombret, n° 111.

Dimensions : 0^m,069 × 0^m,016 × 0^m,009.

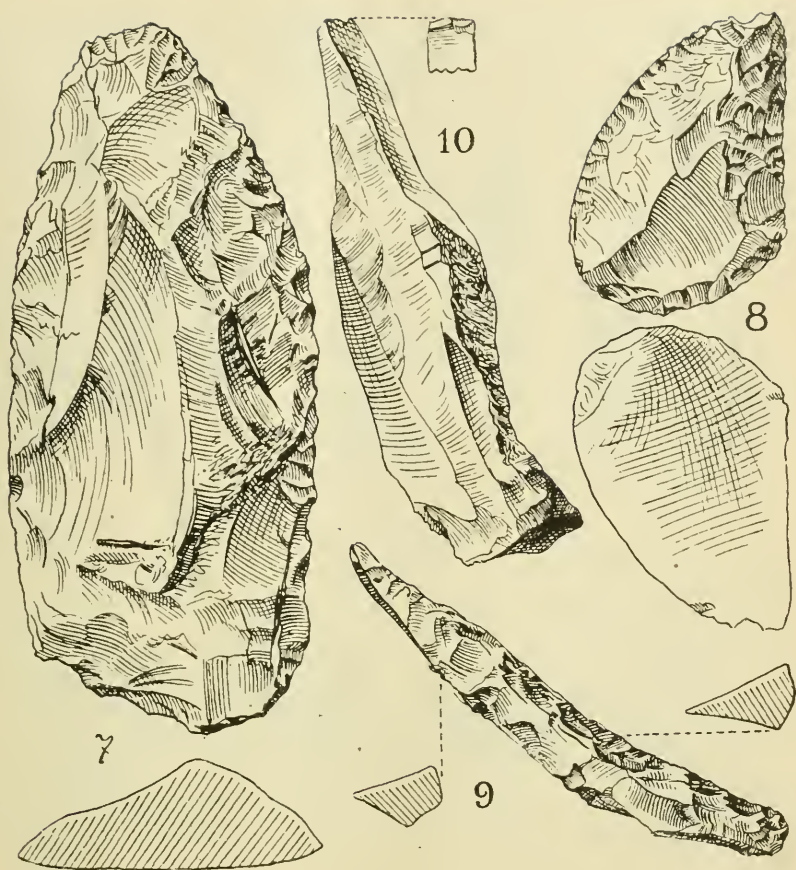


FIG. 7 à 10.

Grandeur réelle.

Fig. 10 : burin en silex, patine bleuâtre, trouvé dans le bois de Vierset, à environ sept kilomètres de Villers-le-Temple.

Dimensions : 0^m,075 × 0^m,024 × 0^m,01.

Tardenoisien

Les restes de l'industrie tardenoisienne se trouvent à la surface du sol, mêlés aux produits néolithiques dits Robenhausiens. C'est, nous l'avons vu, dans les stations rapprochées de la Meuse, nos I et III, que le petit outillage lithique était le mieux repré-

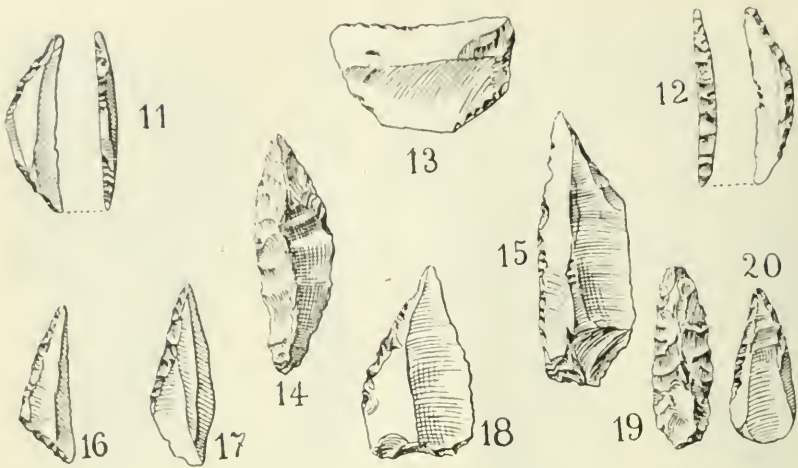


FIG. 11 à 20.

Grandeur réelle.

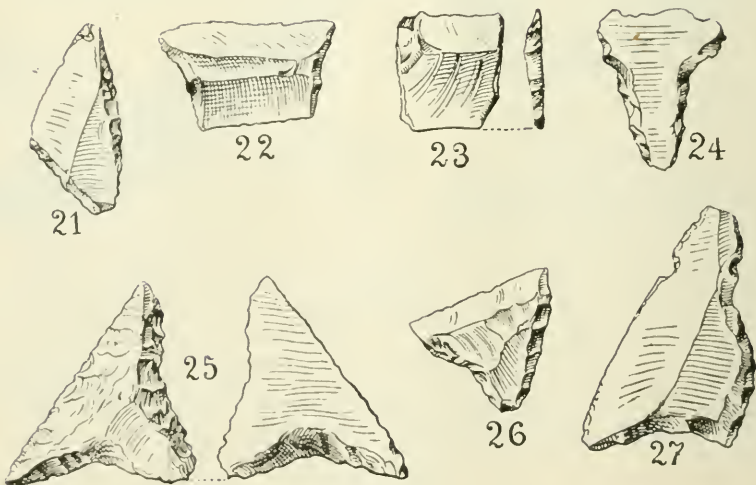


FIG. 21 à 27.

Grandeur réelle.

CONDROZ PRÉHISTORIQUE.

senté. Cette circonstance tendrait à appuyer la thèse de l'emploi des microlithes comme engins de pêche.

Le silex en forme de croissant et à dos abattu, fig. 11, provient de Villers-le-Temple comme la mince lame, fig. 13, et la pointe à retouches latérales, fig. 17.

La station des Communaux d'Ombret, n° III, a donné le croissant à dos abattu, fig. 12, la pointe, fig. 14 (la seule du groupe qui soit taillée sur les deux faces) et les trois silex typiques, fig. 16, 19 et 20. La lame appointie, fig. 15, vient d'Yernée-Fraineux, n° XX.

Quant à la pièce, fig. 18, elle a été trouvée à Rausa, comme les instruments, fig. 21 et 22. Ce dernier est en silex noir translucide, analogue à celui des lames paléolithiques, fig. 3, 5 et 6.

Le petit silex gris, fig. 23, vient du Thier des Communes, n° III, et le spécimen, fig. 24, du plateau de Saint-Jean-Sart, n° XXI.

Les trois pièces si caractéristiques, fig. 25, 26 et 27, ont été recueillies à Ombret, n° III. Ce sont, remarquons-le, les seuls types de bouts de flèches (?) rencontrés dans les Fonds de cabanes omaliens de la Hesbaye.

Tous ces petits outils font supposer l'existence d'un grand nombre de nucléus et d'éclats de dimensions réduites. Le dessin, fig. 28, donne l'aspect d'un nucléus en silex ou quartzite de Wommerson, découvert au-dessus du Thier d'Olne, n° I, avec le délicat instrument, fig. 29, confectionné en la même roche.

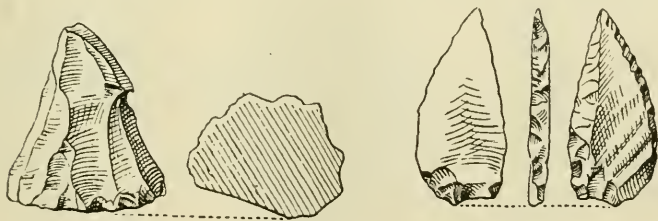


FIG. 28 et 29.

Grandeur réelle.

Dans son ensemble, la série reproduite, fig. 11 à 29, paraît suffisante pour démontrer l'assimilation des produits tarde-

noisiens qui nous occupent, avec les produits classiques de la vallée de la Meuse.

L'attention doit seulement être attirée sur la variété précitée, fig. 13, et sur le silex en forme de crochet ou d'hameçon, fig. 30, représenté sur ses deux faces et en profil, vu l'intérêt de ce spécimen unique en nos collections liégeoises.



FIG. 30.

Grandeur réelle.

Instruments microlithiques du genre grattoir

Les séries, fig. 31 à 39, caractérisent une branche d'industrie, mais dont il est impossible de préciser l'âge puisque ces instruments du genre grattoir se retrouvent, dans nos stations, mêlés aux haches polies. Tous sont en silex et plusieurs ont conservé sur le dos la croûte rugueuse et naturelle de la roche, ce qui les fait ressembler aux grattoirs de Zonhoven, fabriqués en cailloux roulés de silex ⁽¹⁾.

La pièce, fig. 38, a les arêtes érasées ; on dirait un grattoir hors d'usage et rebuté. Un petit grattoir analogue, aux arêtes émoussées, vient d'Abée, commune joignant Villers-le-Temple.

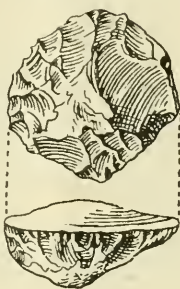
L'outil, fig. 39, se distingue par une taille spéciale et très délicate : une espèce d'écaillage du silex. Ce genre de travail s'observe sur d'autres produits locaux.

⁽¹⁾ MARCEL DE PUYDT, J. HAMAL-NANDRIN, JEAN SERVAIS. — *Mélanges d'Archéologie préhistorique*. — (*Bulletin de l'Institut Archéologique Liégeois*, tome XLI, 1911).

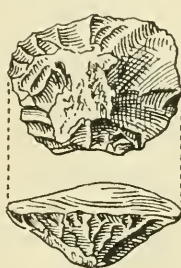
C'est sur le plateau du Thier d'Olne, n° I, qu'on a récolté le plus de petits grattoirs, là où le Tardenoisien paraît avoir laissé les plus nombreux vestiges.



31



32



33



34



35



36



37

FIG. 31 à 37.
Grandeur réelle.

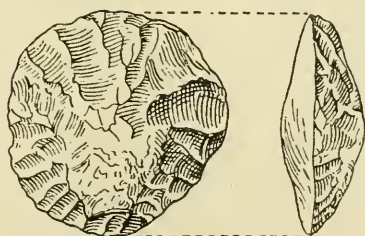


FIG. 38 et 39.
Grandeur réelle.

Campignien

La présence de deux tranchets et de trois pointes rappelant les pics campigniens nous paraît sans signification au milieu de la masse des silex recueillis en Condroz.

Le premier tranchet a la forme classique. Il mesure 0^m,053 de long et provient de France, n^o XII. Il est fort émoussé. Le second, trouvé près de la poudrière d'Ombret, mesure 0^m,062 de longueur et, chose rare, a un tranchant en creux formant une courbe régulière et appropriée.

Le pic le mieux conformé, taillé sur les deux faces, provient de Sart-de-Soheit, n^o XX, et mesure 0^m,091 × 0^m,032 × 0^m,018.

Quant aux petits ciseaux ou tranchets du type reproduit, fig. 40, 41 et 42, ils méritent d'être signalés et sont fort rares. Il est quelquefois difficile de les distinguer des pièces dites pointes de flèches à tranchant transversal, dont nous possédons des spécimens fabriqués avec des éclats de haches polies en silex.

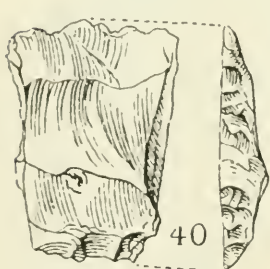


FIG. 40.
OMBRET.

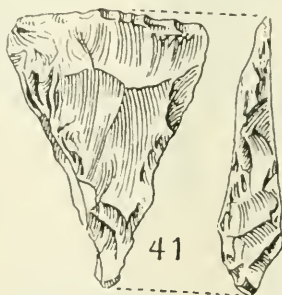


FIG. 41.
RAUSA OU ENVIRONS.

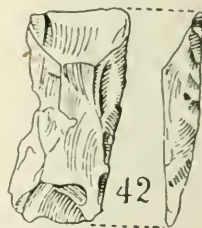


FIG. 42.
RAUSA.

Grandeur réelle.

Pointes de flèches

Ce sont les pointes de flèches qui montrent le mieux l'habileté des néolithiques dans la taille du silex. Aussi avons-nous cherché à grouper les divers types recueillis, en présentant de face et de profil les pièces les plus marquantes.

Le lieu de provenance de chaque pièce est indiqué sous le dessin qui la reproduit ou dans la mention qui la relate, avec, autant que possible, le numéro de la station.

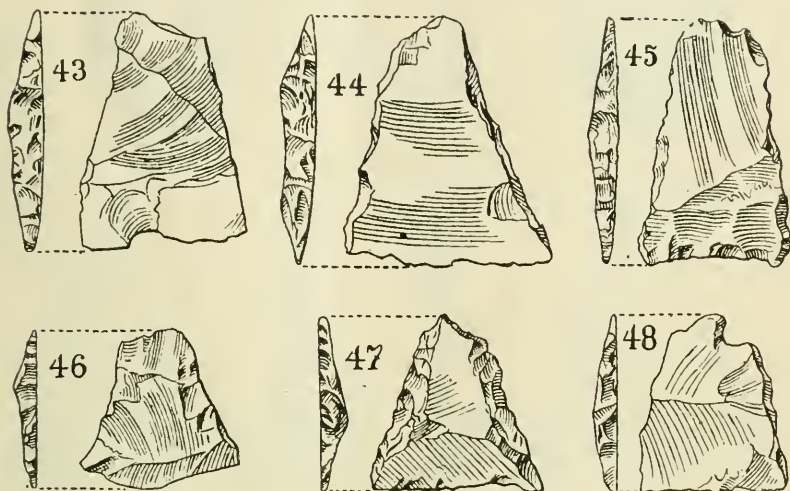


FIG. 43 à 48.
Grandeur réelle.

Fig. 43 : Ombret, n° III. Fig. 44 : Villers-le-Temple. Fig. 45 : Hermalle, n° I. Fig. 46 : Yernée, n° XX. Fig. 47 : silex blond translucide. Villers-le-Temple. Fig. 48 : Yernée, n° XVI.

Fig. 49 : pointe finement travaillée sur les deux faces. Silex gris clair de belle qualité. Surface en partie polie ou usée. Ombret, n° III.

Dimensions : 0^m,043 × 0^m,022 × 0^m,004.

Fig. 50 : pièce plus appointie et à bords plus arqués. Ombret, n° III.

Dimensions : 0^m,053 × 0^m,02 × 0^m,003.

Fig. 51 : autre variété à base mince et coupante. Bois d'Hermalle, n° II.

Dimensions : 0^m,042 × 0^m,022 × 0^m,003.



FIG. 49.



FIG. 50.



FIG. 51.



FIG. 52.

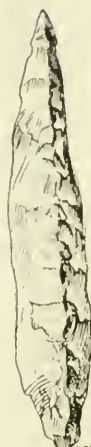


FIG. 53.



FIG. 54



FIG. 55.

CONDROZ PRÉHISTORIQUE. — Grandeur réelle.

Fig. 52 : pointe triangulaire en silex gris, entièrement taillée sur les deux faces, base mince et coupante. Vernée.

Dimensions : $0^m,057 \times 0^m,038 \times 0^m,008$.

Fig. 53 : pointe analogue, moins large et plus épaisse. Silex gris foncé. Ombret, n° III.

Dimensions : $0^m,057 \times 0^m,03 \times 0^m,01$.

Fig. 54 : autre variété avec base légèrement incurvée. Ombret, n° III.

Dimensions : $0^m,045 \times 0^m,028 \times 0^m,007$.

Fig. 55 : échantillon à base arrondie, en silex gris. France, n° XII.

Dimensions : $0^m,05 \times 0^m,03 \times 0^m,008$.

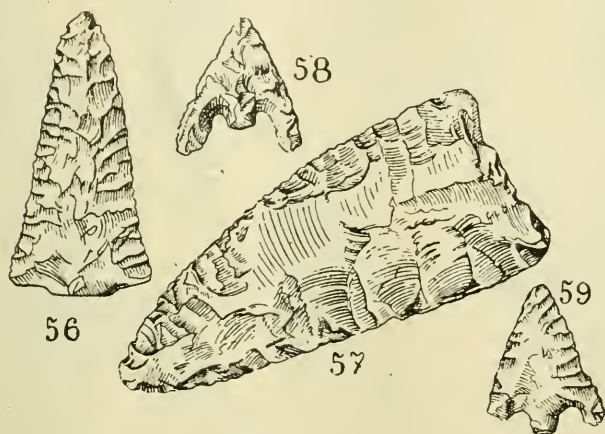


FIG. 56 à 59.

Fig. 56 : pointe en silex brun rougeâtre, taillé avec soin. Légères dentelures. Le pédoneule est brisé. Villers-le-Temple.

Dimensions $0^m,037 \times 0^m,02 \times 0^m,004$.

Fig. 57 : pointe en silex gris clair, à base légèrement concave. L'arête courbe est fort tranchante. Travail aussi remarquable que celui de la pièce précédente. Rausa n° V.

Dimensions : $0^m,06 \times 0^m,025 \times 0^m,006$.

La présence de ces silex, souvent fabriqués avec art, ne doit pas empêcher de croire que de simples lames pointues et coupantes, peu ou pas retouchées, aient pu, dans la région qui nous occupe comme ailleurs, être utilisées comme bouts de flèches.

Les fig. 58 à 69 montrent les formes les plus typiques. Deux spécimens sont à dents de scie, et l'un d'eux est formé d'un mince éclat de hache polie.

Fig. 58 : Ômbret-Rausa. Fig. 59 : Yernée. Fig. 60 et 61 : Ômbret, n° III. Fig. 63 : Villers-le-Temple. Fig. 64 : collection Loterman. Fig. 65 : Villers-le-Temple. Fig. 65 : Ômbret, n° III. Fig. 66 : Villers-le-Temple, n° XII.

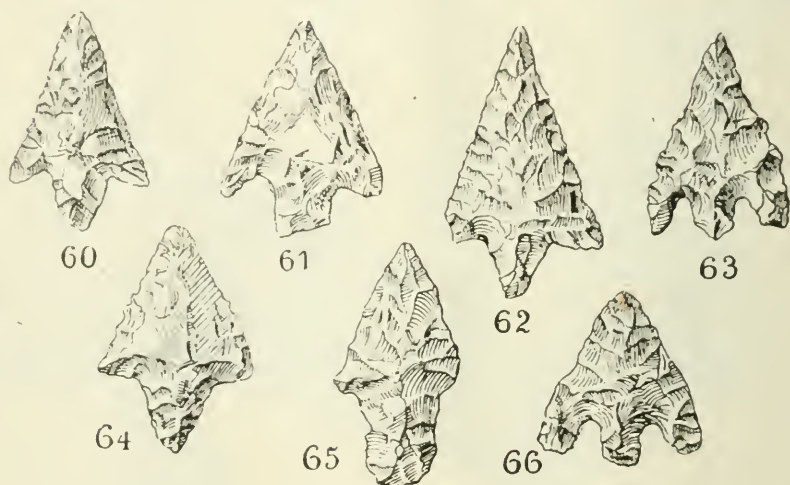


FIG. 60 à 66.

Grandeur réelle.

Fig. 67 : pointe triangulaire en silex jaunâtre légèrement translucide, taillée sur les bords des deux faces. Ômbret, n° III.

Fig. 68 : pointe triangulaire à base concave, en silex gris, taillée sur les deux faces : Villers-le-Temple.

Fig. 69 : bout de flèche en silex gris de diverses nuances, forme de losange, appointé aux deux extrémités. Ômbret, n° III.

La taille du silex, fig. 70, est curieuse, comme sa configuration ; peut-être est-ce une pièce inachevée comme la pointe, fig. 71.

Remarquons, en terminant, que, parmi les centaines de pointes de flèches recueillies, la plupart sont incomplètes et présentent des cassures anciennes. Beaucoup sont irrégulières ; d'autres, enfin, ne paraissent qu'ébauchées.

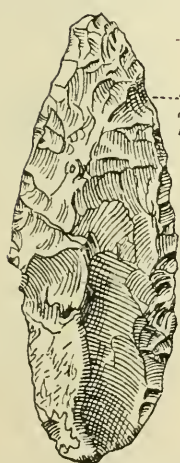


Fig. 67.

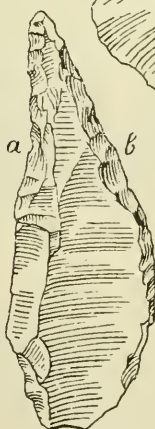
FIG. 68.

FIG. 69.

FIG. 70.



71

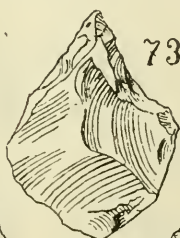


72

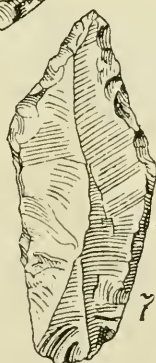


a

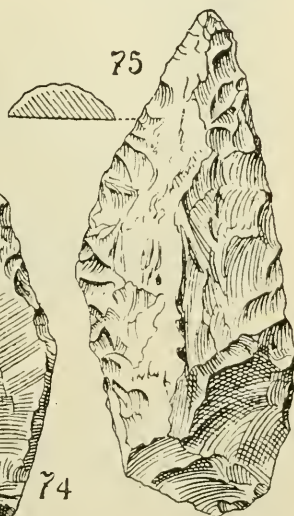
b



73



74



75

FIG. 71 à 75.

CONDROZ PRÉHISTORIQUE. — Grandeur réelle.

Pointes taillées sur une face. — Poinçons ou perçoirs

Fig. 71 : lame noirâtre, taillée sur une seule face avec conservation partielle de la croûte rugueuse du silex brut. Villers-le-Temple.

Dimensions : $0^m,06 \times 0^m,021 \times 0^m,008$.

Fig. 72 : outil du genre poinçon ou foret, formé d'une lame à base mince. Aucune retouche sur la face plane non dessinée. La Borne, n° XVI.

Dimensions : $0^m,055 \times 0^m,019 \times 0^m,005$.

Fig. 73 : perçoir en silex gris. Ombret, n° III.

Dimensions : $0^m,03 \times 0^m,021 \times 0^m,006$.

Fig. 74 : outil du genre perçoir, fortement usagé et probablement rebuté. Villers-le-Templé.

Dimensions : $0^m,046 \times 0^m,02 \times 0^m,006$.

Fig. 75 : lame taillée sur une seule face, sauf quelques légères retouches vers la pointe. Silex gris mêlé de brun rougeâtre. France, n° XII.

Dimensions : $0^m,067 \times 0^m,027 \times 0^m,008$.

D'autres instruments, destinés à percer ou forer sont faits d'éclats épais et appropriés ; ils sont relativement rares. Voir aussi fig. 118.

Pierres à feu ?)

Fig. 76 : instrument en silex grisâtre, de forme allongée dont une face est plate et l'autre bombée. Les deux extrémités paraissent avoir servi de retouchoir ou de pierre à feu. Villers-le-Temple.

Dimensions : $0^m,086 \times 0^m,023 \times 0^m,018$.

Un outil du même genre, avec une seule extrémité appropriée provient de la Borne, n° XVI. C'est une pièce bien en main, avec toutes les arêtes polies par l'usage. Un autre spécimen trouvé à Villers-le-Temple, a également les arêtes écrasées par l'usage et est formé d'un bord de hache polie en silex grossier de la craie jaune.

Fig. 77 : spécimen fabriqué avec un fragment de hache polie et dont l'extrémité supérieure est fortement polie par l'usage. La Borne, n° XVI.

Dimensions : 0^m,065 × 0^m,026 × 0^m,023.

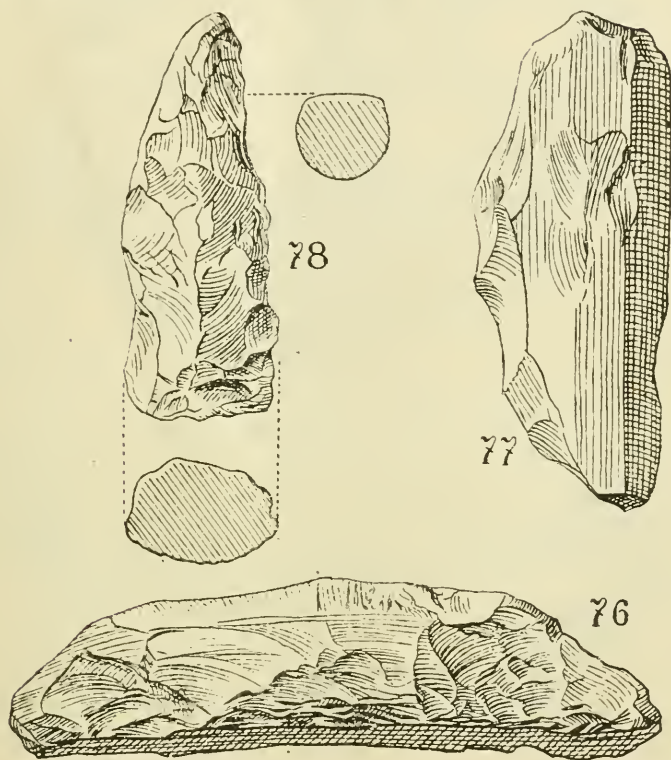


FIG. 76 à 78.
Grandeur réelle.

Fig. 78 : outil d'une configuration bien déterminée et plusieurs fois constatée ; l'extrémité est arrondie et polie comme celles des retouchoirs ou pierres à feu rencontrées dans la plupart de nos gisements. Villers-le-Temple.

Dimensions : 0^m,052 × 0^m,021 × 0^m,015.

Au sujet des « pierres à feu », voir les observations faites par

l'un de nous, relatives à l'atelier de Rullen, *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, tome XLIII, 1913, p. 235.

Les outils de conformations analogues à celles des pièces 76 à 78 peuvent, sans nul doute, avoir eu des destinations différentes et, parmi les silex recueillis en Condroz, il pourrait aussi se trouver des éclateurs, tels que les comprenait J. Evans

Grattoirs, racloirs et lames-grattoirs

Les instruments dits grattoirs se rencontrent nombreux dans le Condroz comme dans tous les milieux néolithiques. L'un d'eux, de forme circulaire est percé d'un trou naturel pouvant servir à le suspendre.

Les plus petits ont été représentés, fig. 31 à 39, dans le chapitre relatif à l'industrie microlithique.

Les formes et dimensions des grattoirs sont variables et parfois ces outils paraissent avoir été employés à plusieurs fins.

Fig. 79 : instrument du genre grattoir, marqué de deux patines, avec conservation d'une partie de la croûte naturelle du silex. Quelques retouches sur la face non dessinée ont transformé une partie du bord en un tranchant ou coupeur bien approprié. Yernée.

Dimensions : 0^m,08 × 0^m,07 × 0^m,019.

Fig. 80 : pièce en silex gris, d'aspect identique aux lames-grattoirs de Sainte-Gertrude (Limbourg hollandais). Un des côtés légèrement dentelé a pu servir à couper ou seier. La France, n° XII.

Dimensions : 0^m,085 × 0^m,041 × 0^m,01.

Fig. 81 : lame-grattoir en silex identique au précédent. Saint-Séverin, commune joignant Yernée-Fraineux.

Dimensions : 0^m,088 × 0^m,03 × 0^m,012.

Fig. 82 : lame en silex gris, à bords retouchés, la face non représentée est plane. La France, n° XII.

Dimensions : 0^m,091 × 0^m,024 × 0^m,008.

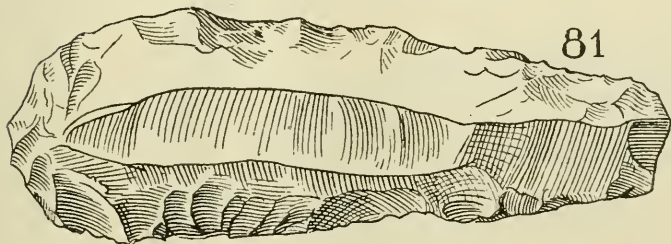
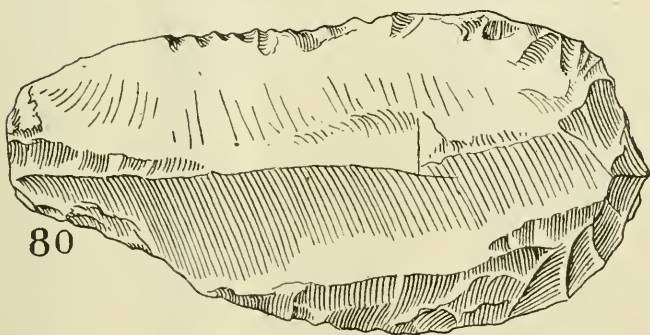
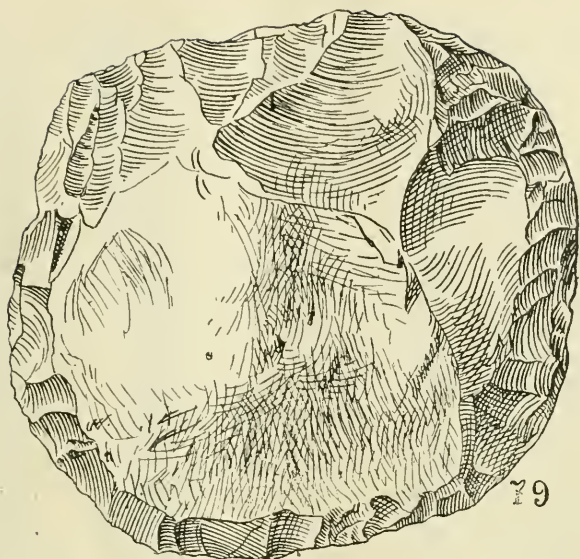


FIG. 79 à 81.

CONDROZ PRÉHISTORIQUE. — Grandeur réelle.

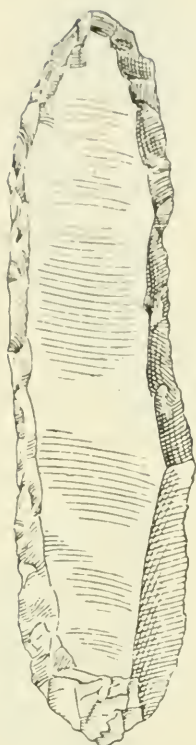


FIG. 82.

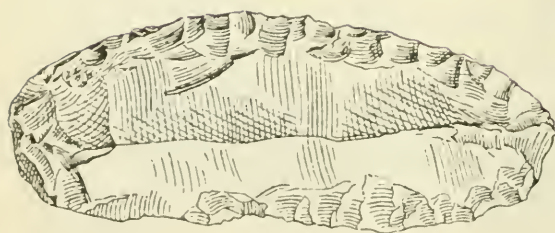


FIG. 83.

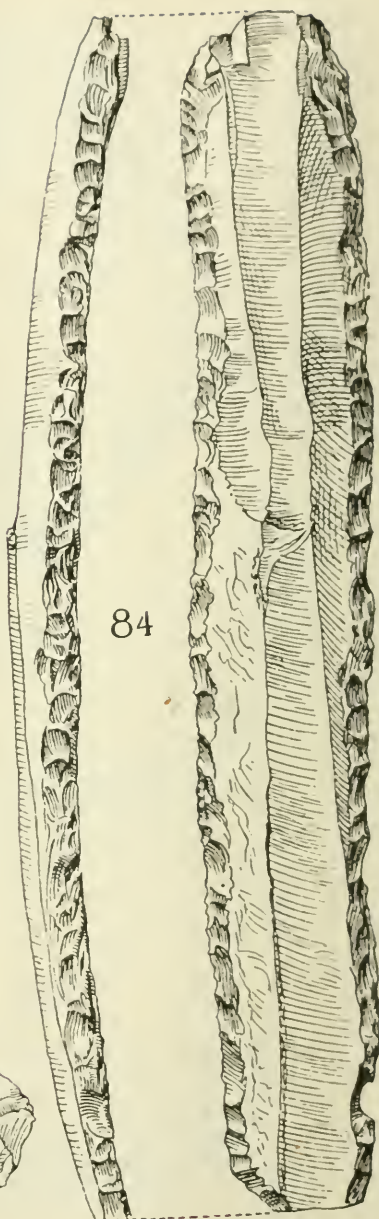


FIG. 84.

CONDROZ PRÉHISTORIQUE. — Grandeur réelle.

Fig. 83 : racloir (?) en silex gris clair retouché sur presque tout son pourtour, mais sur une seule face. Vernée.

Dimensions : 0^m,071 × 0^m,027 × 0^m,008.

Couteaux, pointes de lances ou poignards

Ce titre complexe s'explique par les usages multiples et variés des lames ou l'impossibilité de leur attribuer une qualification spéciale. A part une exception, fig. 84, les lames de grandes dimensions ne nous sont point parvenues intactes.

Quant aux lames ou éclats de silex pouvant couper ou scier, ils varient de forme et d'aspect et n'ont point de caractères généraux appréciables. Ils ne ressemblent pas aux innombrables lames et éclats des Fonds de cabanes néolithiques de la Hesbaye ; c'est tout ce que nous pouvons dire comme vue d'ensemble. Quelquefois ils sont à bord arqué et retouchés pour mieux répondre à leur destination.

Fig. 84 : lame retouchée sur les deux bords, en silex gris, avec réserve d'une partie de la croûte naturelle de la roche. Rausa, n° IV.

Cette pièce marquante est dessinée de face et de profil. Elle était conservée par un cultivateur comme chose curieuse.

Dimensions : 0^m,16 × 0^m,025 × 0^m,008.

Fig. 85 : couteau ou poignard (?) en silex gris, légèrement patiné, uni sur la face non représentée. L'extrémité a dû être brisée par le choc d'un instrument de culture. Trouvé, en 1908, avec deux haches polies et divers silex taillés, dans la station de l'Oiseau du bois, n° XXIII, à la limite des communes de Strée et de Vierset, par M. Froment, ancien instituteur communal à Strée, directeur de l'Orphelinat des garçons, à Liège.

Dimensions : 0^m,143 × 0^m,032 × 0^m,001.

Fig. 86 : partie d'une arme (?) qui rappelle les lames recueillies intactes dans le sol sableux de la Campine limbourgeoise ; cassure d'apparence récente. France, n° XII.

Dimensions : 0^m,11 × 0^m,026 × 0^m,009.

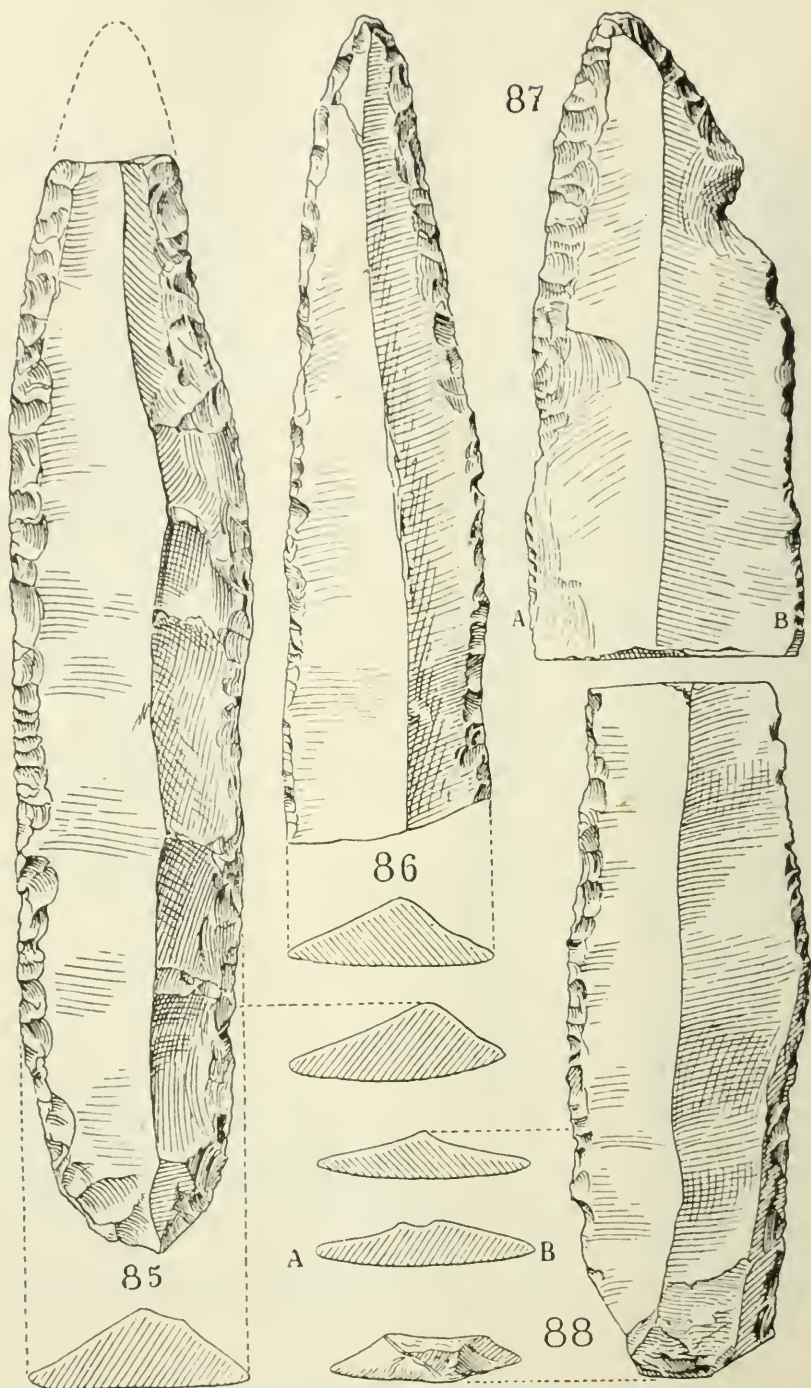


FIG. 85 à 88.

CONDROZ PRÉHISTORIQUE. — POINTES ET LAMES DE SILEX.

Fig. 87 : fragment d'outil ou d'arme analogue au précédent, formé d'une lame retouchée de forte dimension en silex gris. Yernée.

Dimensions : $0^m,085 \times 0^m,035 \times 0^m,008$.

Fig. 88 : fragment de lame en silex gris foncé, à bords dentelés et bien appropriés pour couper ou scier. Provient de la collection Loterman.

Fig. 89 : pointe remarquable par un polissage rappelant, comme travail, celui des lames-poignards du Grand-Pressigny. Silex gris foncé. Faces et profil. France, n° XII.

Un couteau poli, de même provenance et facture, fait partie de la collection J. Hamal-Nandrin. Inventaire, n° 1572.

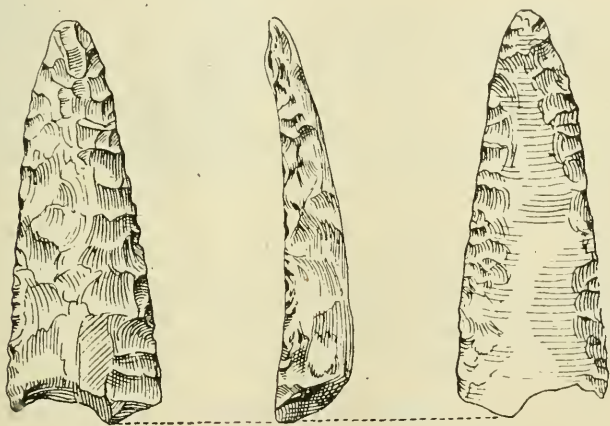


FIG. 89.

Scies ou faucilles

Fig. 90 : silex dentelé comme une scie et rappelant les lames des faucilles des Fonds de cabanes néolithiques de la Hesbaye. La configuration de l'outil peut répondre à cette destination. Trouvé à Hermalle-sous-Huy, commune joignant Ombret.

Dimensions : $0^m,058 \times 0^m,021 \times 0^m,007$.

Une seconde lame de faucille, avec bords polis par l'usage, a été trouvée, le 23 juin 1918, dans le bois, non loin de la station de La France, n^o XII.

Fig. 90 bis : outil du genre scie, en silex gris, taillé sur les deux faces. Bords dentelés à arêtes très vives. Villers-le-Temple.

Dimensions : 0^m,052 × 0^m,021 × 0^m,006.

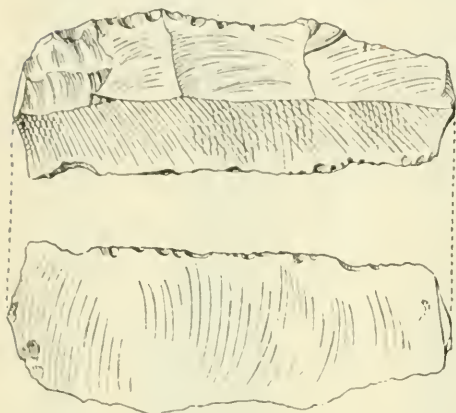


Fig. 90.

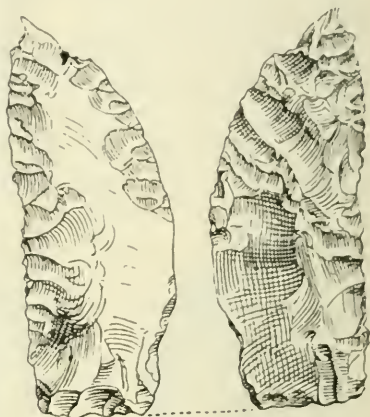


Fig. 90 bis

A noter un petit instrument en silex gris-clair, dont les bords en dents de scie sont rendus fort coupants. Il a été trouvé à Saint-Séverin, commune joignant Yernée-Fraigneux, et mesure 0^m,067 × 0^m,02 × 0^m,008.

Haches, erminettes et ciseaux en silex

Les haches polies en silex ou les instruments ainsi qualifiés par la généralité des préhistoriens, sont et resteront, en notre pays, les pièces les plus caractéristiques du Néolithique (1).

Dans la province de Liège, ces armes ou ces outils se trouvent presque toujours en fragments ou fort ébréchés. Nous avons pu, néanmoins, grouper sous les numéros 91 à 101 une série suffisante de pièces en bon état de conservation, recueillies, soit sur

(1) Ceci dit sans tenir compte des Fonds de cabanes omaliens de la Hesbaye, dans lesquels les instruments polis sont toujours en autre roche que le silex.

les gisements mêmes, soit isolément, dans les campagnes environnantes.

La longueur moyenne des haches est de neuf à treize centimètres. La plus grande et aussi la plus remarquable de la région explorée, mesure 0^m,23, provient de l'abbé Loterman et fait partie de la collection J. Hamal-Nandrin (Inventaire n° 1330). Quelquefois, des fragments de haches polies de fortes dimensions étaient retaillés de façon à former de courtes hachettes d'environ cinq centimètres.

Nous ne possédons que trois ébauches de petites haches certainement fabriquées sur place et il est à noter qu'aucune hache taillée, de moyenne ou de grande dimensions, n'a encore été signalée. Cela nous porte à croire que les instruments du genre hache étaient souvent importés.

Jusqu'à ce jour, aucun bloc de silex dégrossi, apte à être converti en hache, n'a non plus été recueilli. Il est cependant certain, vu l'existence de polissoirs que des instruments étaient polis ou repolis sur place.

Fig. 91 : hache en silex gris, à bords droits, entièrement polie. Tranchant arqué et presque intact, talon arrondi et martelé. Ombret.

Dimensions : 0^m,011 × 0^m,045 × 0^m,025.

Fig. 92 : profil d'une hache polie à bords équarris. Silex gris patiné. Tranchant usé et arrondi comme si la pièce avait servi de coin. Ombret, n° III.

Dimensions : 0^m,12 × 0^m,052 × 0^m,029.

Fig. 93 : hache à tranchant arqué, en silex gris bleuâtre, mêlé de quelques taches blanches. Légère patine. La Rochette, n° VIII.

Dimensions : 0^m,12 × 0^m,054 × 0^m,024.

Une hache semblable, mesurant 0^m,14, provient du Sart-de-Soheit.

Fig. 94 : hachette polie en silex brun chocolat, recouverte d'une belle patine. Instrument d'une conservation parfaite. Rausa.

Dimensions : 0^m,12 × 0^m,045 × 0^m,02.

Fig. 95 : hache en silex gris, à patine jaunâtre. Outil d'une conformation peu commune en nos gisements. La France, n° XII
Dimensions : 0^m,0108 × 0^m,042 × 0^m,025.

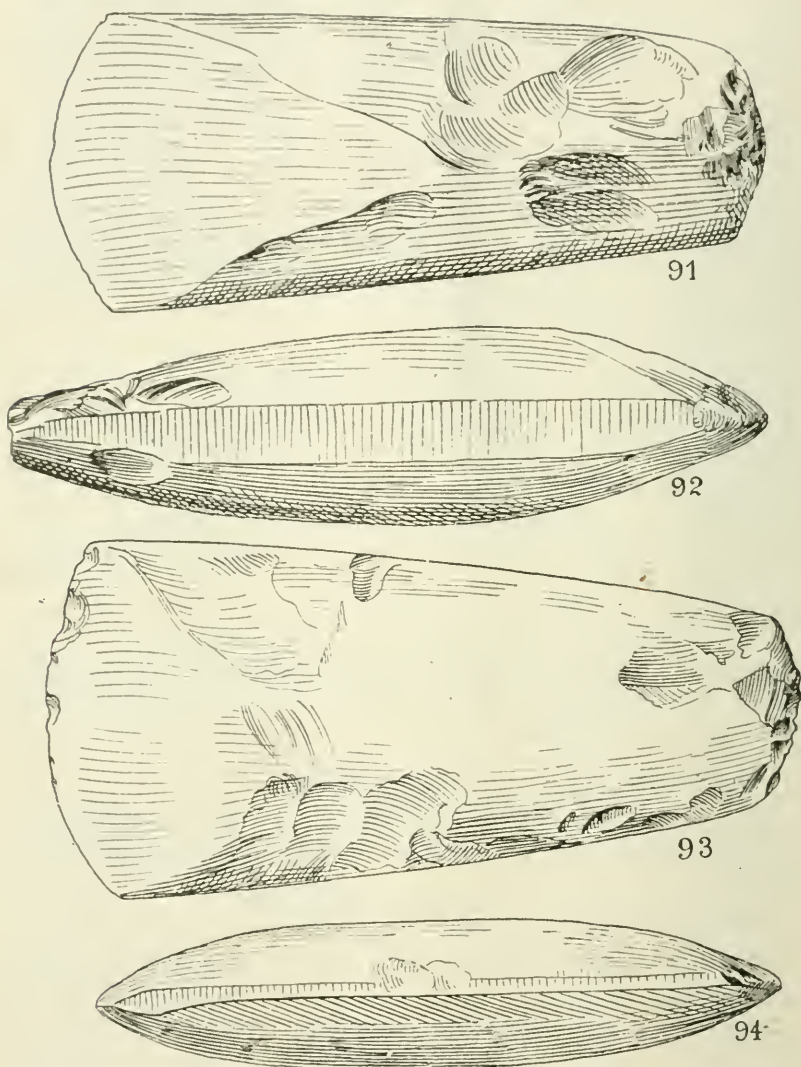


FIG. 91 à 94.
 CONDROZ PRÉHISTORIQUE. — HACHES POLIES EN SILEX,
 DE 0^m,11 et 0^m,12 DE LONGUEUR.

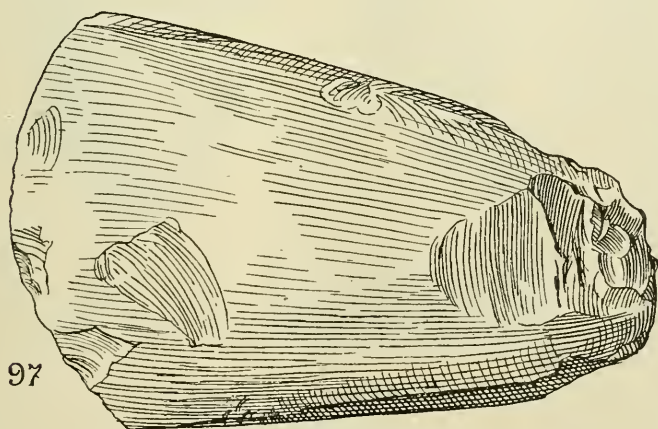
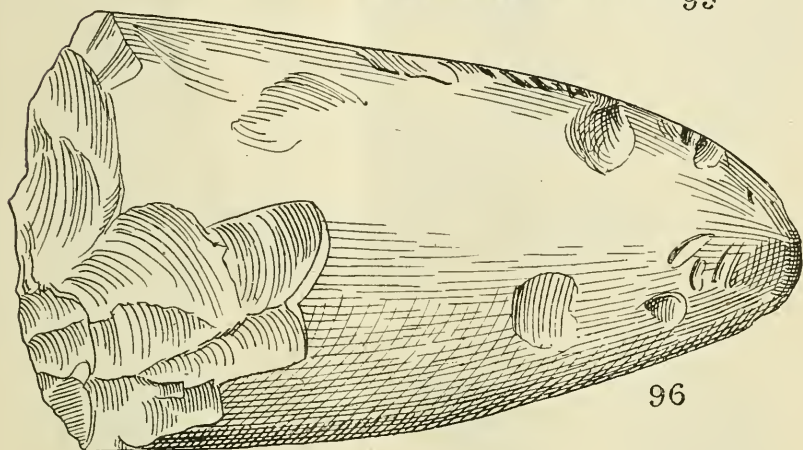
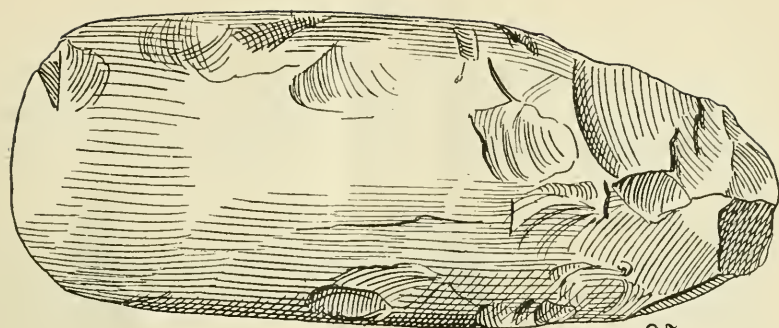


FIG. 95 à 97.

CONDROZ PRÉHISTORIQUE. — HACHES POLIES EN SILEX
DE DIVERSES GRANDEURS.

Fig. 96 : hache faite d'un fragment d'une grande hache polie à section ovale ; tranchant taillé sur les deux faces mais non encore soumis au polissage. Patine uniforme d'un gris clair. Soheit-Tinlot.

Dimensions : $0^m,11 \times 0^m,06 \times 0^m,03$.

Fig. 97 : hache en silex gris, à tranchant arqué et légèrement oblique. Ebréchures à la partie inférieure du tranchant, laquelle, vu la configuration de l'instrument, a naturellement subi les chocs les plus violents. Yernée.

Dimensions : $0^m,094 \times 0^m,056 \times 0^m,025$.

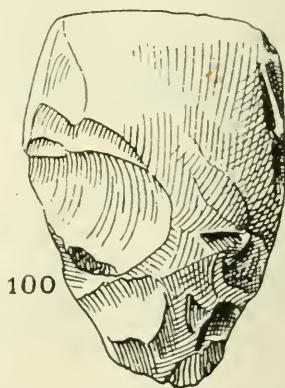
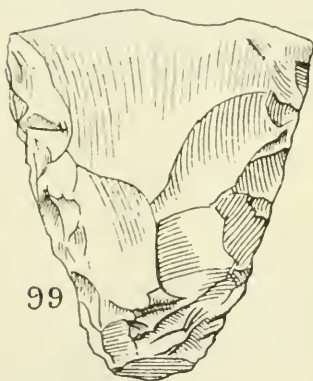


FIG. 98 à 100.

Fig. 98 : erminette en silex gris patiné, vue de profil. Outrelouxhe, n^o XXI.

Dimensions : $0^m,062 \times 0^m,055 \times 0^m,018$.

Fig. 99 : hachette faite d'un tranchant de hache polie en silex gris jaunâtre. Fraineux.

Fig. 100 : hachette également fabriquée avec un tranchant de hache polie. Bois d'Hermalle, n° II.

Une hachette du même genre, longue de 0^m,048, provient du Sart-de-Soheit, n° XX.

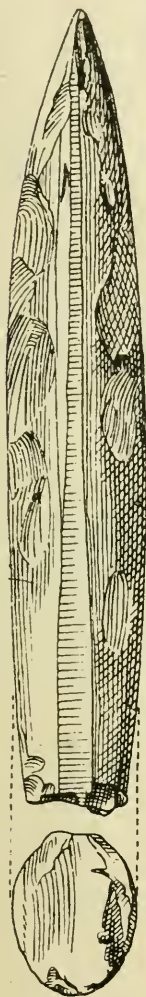


FIG. 101.

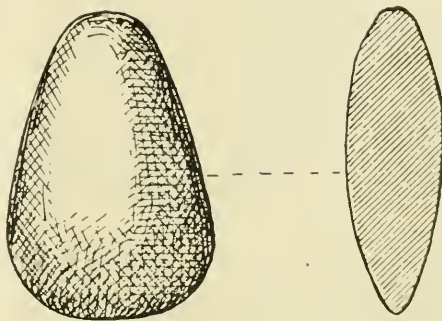


FIG. 102.

Grandeur réelle.

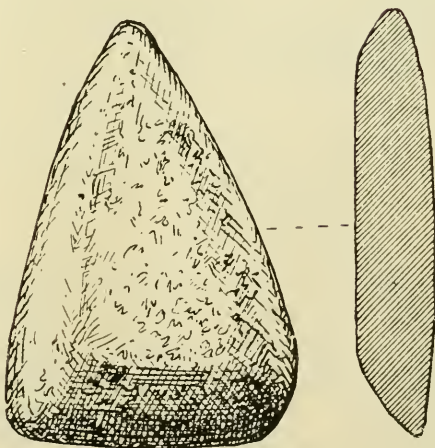


FIG. 103.

Fig. 101 : ciseau poli en silex patiné en brun. Pièce rare, d'un travail soigné. La partie inférieure manque. Ombret-Rausa.

Dimensions : 0^m,11 × 0^m,023 × 0^m,018.

La station de La France, n° XII, a aussi donné un ciseau poli en silex brun jaunâtre de belle qualité. Pièce d'une confection soignée, malheureusement incomplète.

Dimensions : 0^m,064 × 0^m,03 × 0^m,015.

Nous ne connaissons que deux ciseaux de ce genre, comme nous n'avons découvert que deux petites haches simplement taillées : l'un, à l'état d'ébauche, mesurant six centimètres, est en silex grossier de la craie jaune ; l'autre, en silex noirâtre semblable à celui de la Hesbaye, est formée d'un bloc utilisé antérieurement, recouvert d'une patine au ton blanc bleuâtre. Ombret, n° III.

Dimensions : 0^m,079 × 0^m,044 × 0^m,016.

Avant de terminer le chapitre relatif aux haches de silex, notons que la collection de J. Hamal-Nandrin en contient plusieurs en excellente conservation, spécialement les pièces inventoriées n^{os} 1360 et 1362.

Instruments polis en roches autres que le silex

La plus grande hache de cette série est dite de Fraimeux, du nom de la localité où habitait le cultivateur, aujourd'hui décédé, qui était venu, un dimanche matin, la déposer au presbytère de Ransa. Cette pièce remarquable est formée d'un caillou de quartzite cambrien, d'un beau ton brun presque noir. Elle est piquetée sur une notable partie de son pourtour et polie avec soin vers le tranchant.

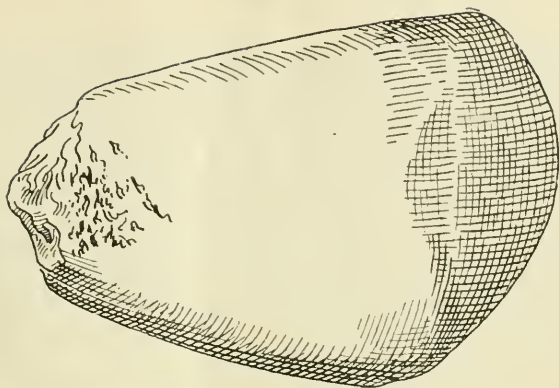
Voir Pl. II, fig. 1.

La plus petite hache, non en silex, signalée, vient de Tinlot, village situé à 3 ½ kilomètres de Villers-le-Temple. Elle est faite d'un caillou de quartz. Les deux côtés ont été usés et aplatés par polissage : la partie correspondante au tranchant est arrondie.

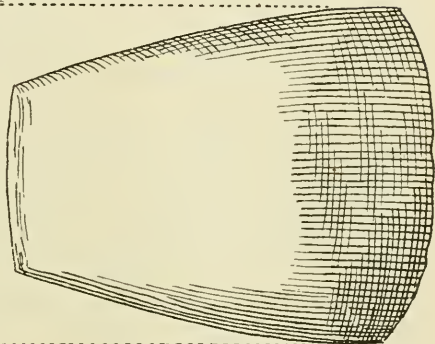
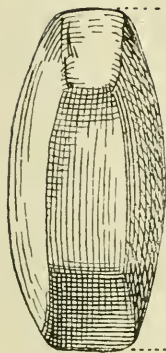
Voir fig. 102 et Pl. I, fig. 5.

Fig. 103 : pièce triangulaire, en dolomie, trouvée à Clémont, n° VI, et reproduite avec la hachette votive de Tinlot, dans le *Bulletin de la Société d'Anthropologie de Bruxelles*, t. XXVI, pp. LXXIII et LXXIV.

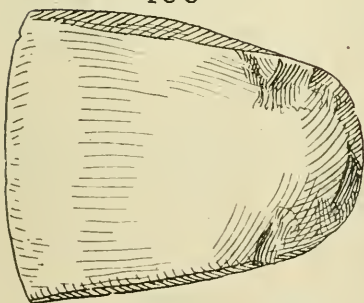
104



105



106



107

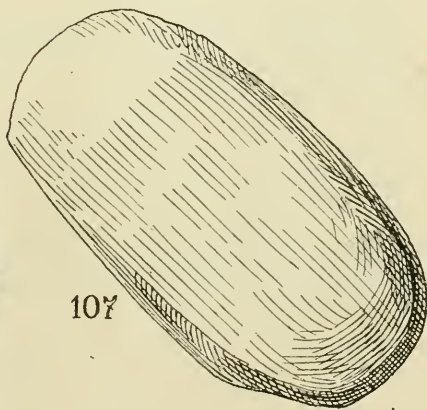


FIG. 104 à 107.

CONDROZ PRÉHISTORIQUE.

HACHES POLIES EN ROCHES AUTRES QUE LE SILEX.

Grandeur réelle.

Fig. 104 : hache noire en quartzite, traversée par une veine blanche ; piquetée sur les deux faces, mais à une extrémité seulement. Tranchant oblique intact. Vernée-Prainex.

Dimensions : $0^m,073 \times 0^m,047 \times 0^m,019$.

Des pièces analogues ont été trouvées à La Rochette, n° VIII, au Sart-de-Sohet, n° XX et près de la Tour au bois. A mentionner aussi : a) une hache en phtanite fortement piquetée sur les deux côtés. Tranchant arrondi et usé. Provenance : lieu dit Au Fourneau, Saint-Séverin.

Dimensions : $0^m,08 \times 0^m,053 \times 0^m,019$.

b) une hache en quartzite gris, faite d'un caillou roulé, en partie piquetée et polie vers le tranchant. Provenance : La Croix Saint-Hubert (Ramet), à 5 kilomètres de Villers-le-Temple.

Dimensions : $0^m,086 \times 0^m,053 \times 0^m,034$.

Fig. 105 : hache en phtanite, d'une facture massive, de forme trapézoïdale et polie sur tous ses plans. Bourgogne, n° X.

Dimensions : $0^m,051 \times 0^m,042 \times 0^m,02$.

Une pièce très usée ou rebutée de même configuration, provient de La Borne, n° XVI. Une erminette également en phtanite noir (non encore déposée au Musée Curtius) a été recueillie au lieu dit Lovine, commune d'Outrelouxhe. *Dimensions* : $0^m,087 \times 0^m,047 \times 0^m,02$.

Fig. 106 : hachette trapézoïdale, également en phtanite, recueillie au mois d'août 1896, par M. Pierre Destinez, lieu dit Bois-de-Mont, près d'Oequier, à environ 8 kilomètres de Villers-le-Temple. Pièce intacte, légèrement patinée, dont l'inventeur avait pris la densité : 2.775.

Dimensions : $0^m,049 \times 0^m,039 \times 0^m,011$.

Fig. 107 : hachette (?) en une roche grise assez tendre, dont il est difficile de comprendre l'usage pratique. Absence de patine. Clémodeau, n° VI.

Dimensions : $0^m,063 \times 0^m,033 \times 0^m,01$.

Haches en roches vertes d'origine étrangère

Les pièces de ce genre sont toujours rares et ordinairement trouvées intactes. La dénomination scientifique de ces roches

exige souvent des préparations et études spéciales. La planche I représente quatre haches polies vertes ou verdâtres. D'après le professeur Max Lhoest et l'ingénieur-géologue Lespineux qui ont bien voulu l'examiner, l'une d'elles est en beryl ou béril, variété d'émeraude, signalée pour la première fois dans nos gisements néolithiques de la province de Liège (1).

La collection J. Hamal-Nandrin contient une petite hachette verte intacte, inventoriée n° 1405, et trouvée aux environs de Rausa par l'abbé Loterman.

Lissoirs, percuteurs et instruments divers

Deux outils en forme d'ermurette ont été utilisés comme lissoirs. Le mode d'usure des pièces prouve ici leur destination. Ils sont à peu près de même longueur et proviennent tous deux de Vernée. L'un est en silex jaune-brun ; l'autre, fig. 108, en phtanite noir identique à celui rencontré dans les Fonds de cabanes néolithiques de la Hesbaye et employé à la confection d'instruments analogues. Nous disons phtanite noir, dénomination ancienne, qu'en l'espèce, les géologues remplaceraient aujourd'hui par celle de chert carbonifère.

Dimensions : 0^m,065 × 0^m,044 × 0^m,014.

On pourrait aussi considérer comme lissoir, un caillou en roche noire ne rayant pas le verre et poli intentionnellement sur tout son pourtour. Il a été trouvé par Dieudonné Chapelle, dans le bois d'Hermalle, à une centaine de mètres de la hachette, Pl. I, fig. 6.

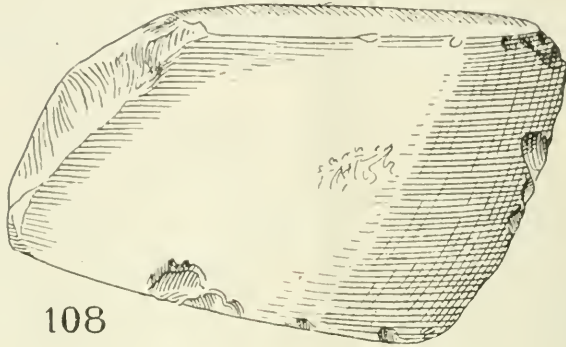
Dimensions : 0^m,147 × 0^m,058 × 0^m,021.

Fig. 109 : caillou roulé en quartzite jaunâtre de forme conique, utilisé comme percuteur et aussi comme lissoir, à en juger par le poli de la base de l'outil. L'écrasement de la roche, résultant du martelage, est visible aux trois endroits marqués sur le dessin. La France, n° XII.

Dimensions : 0^m,08 × 0^m,06 × 0^m,038.

(1) Un fragment de hache polie en beryl, ou roche analogue, a été recueilli par Jean Servais, à Sainte-Gertrude (Limb. holl.). Il fait partie de la Collection Marcel De Puydt, au Musée Curtius.

D'autres percuteurs formés de cailloux roulés n'ont aucune partie polie par l'usage. Quant aux percuteurs en silex, ils sont rares ; les deux meilleurs spécimens proviennent de La France, n^o XII, et de la Tour Malherbe, n^o XIII. Peut-être ont-ils aussi servi de molettes ou de broyeur.



108

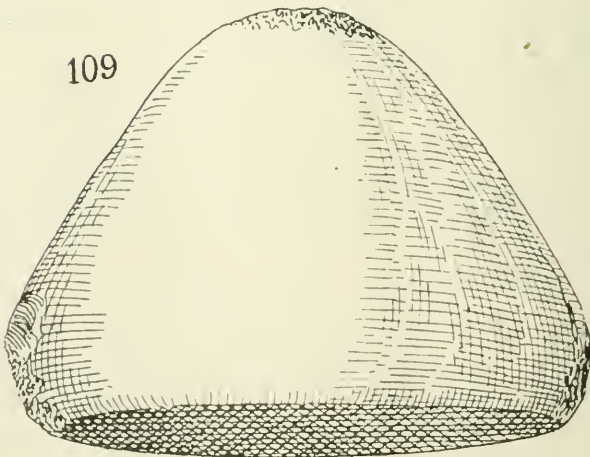
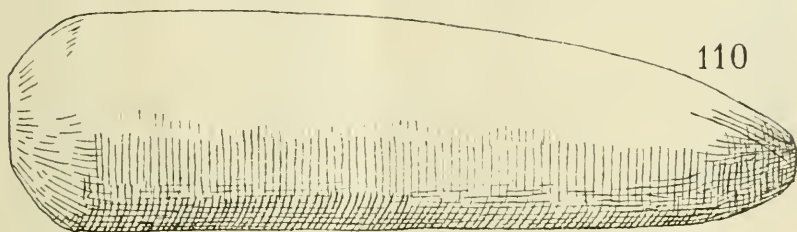


FIG. 108 et 109.
Grandeur réelle.

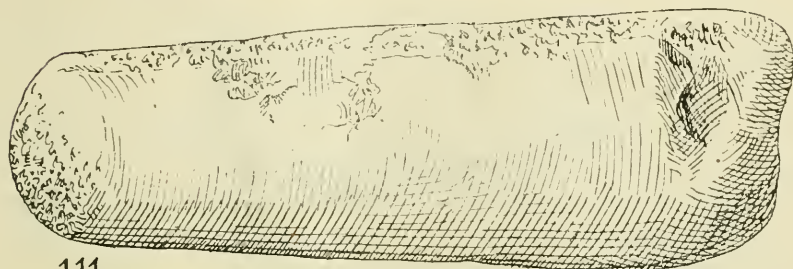
Fig. 110 : outil de forme allongée, en grès gris-brun, régulièrement approprié et arrondi aux deux extrémités comme pour

servir à écraser. L'un des bouts est plat et légèrement usé ou poli. La France, n° XII.

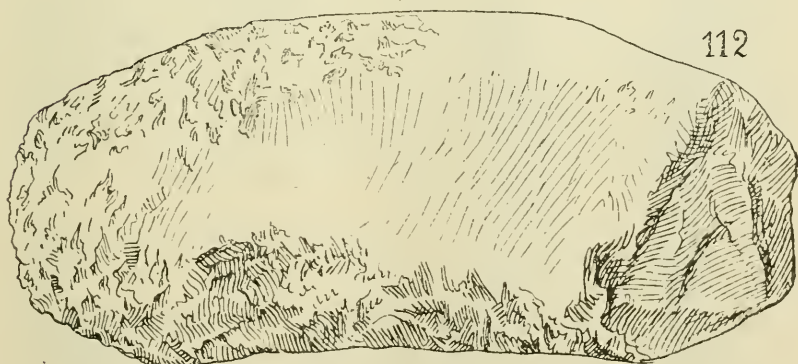
Dimensions : 0^m,10 × 0^m,035 × 0^m,03.



110



111



112

FIG. 110 à 112.

CONDROZ PRÉHISTORIQUE.

INSTRUMENTS EN ROCHES AUTRES QUE LE SILEX.

Le n° 111 mesure 0^m,18. — Le n° 112 mesure 0^m,15.

Fig. 111 : instrument grossier, formé d'un caillou roulé en quartzite grisâtre. La pierre est piquetée et aplatie sur les côtés par le travail de l'homme. Probablement un pilon, vu l'écrasement de la roche à une extrémité de l'outil. Saint-Jean-Sart, n° XXI.

Dimensions : $0^m,18 \times 0^m,052 \times 0^m,042$.

Fig. 112 : arme ou instrument formé d'un caillou en grès gris-verdâtre, dont une extrémité est brisée. Cette dernière était peut-être piquetée comme l'autre extrémité intacte, de façon à constituer un double marteau. La Rochette, n° VIII.

Dimensions : $0^m,15 \times 0^m,057 \times 0^m,044$.

Fig. 113 : instrument confectionné avec un caillou de grès-quartzite noir, usé et poli. La France, n° XII.

Dimensions : $0^m,066 \times 0^m,031 \times 0^m,021$.

Fig. 114 : instrument trouvé Aux Houx, commune de Clermont, joignant Yernée-Fraigneux. Le tranchant ressemble à celui d'une hache usagée. Le talon fortement martelé, démontre le double usage de cette arme ou de cet outil formé d'un caillou roulé en grès micacé grisâtre.

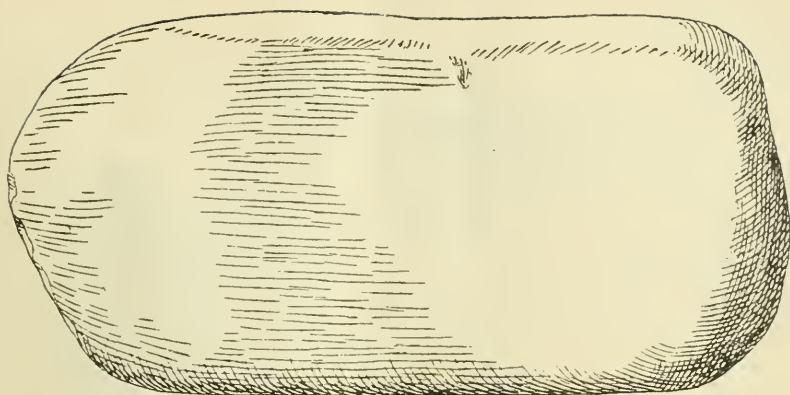
Dimensions : $0^m,104 \times 0^m,05 \times 0^m,024$.

Fig. 115 : caillou roulé en quartzite noir, façonné comme un marteau dont les légères échancrures facilitent l'emmanchement. Le piquetage de la pièce entamant la pierre forme, en effet, deux creux opposés visibles sur le dessin. Cette arme ou cet outil, unique en nos collections liégeoises, provient de Rausa ou des campagnes voisines (collection Loterman).

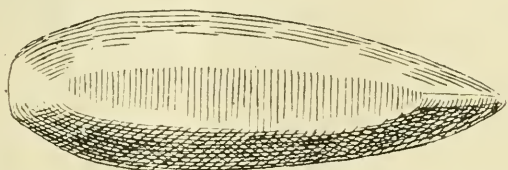
Dimensions : $0^m,07 \times 0^m,06$.

S'il s'agit, comme nous le pensons, d'un maillet à rainure, il appartiendrait peut-être à l'âge des métaux.

Nous ne pouvons, non plus, certifier le caractère néolithique de l'instrument si simple et si original, fig. 116, trouvé à Ombret, n° III. C'est une rondelle en grès micacé grisâtre, mesurant $0^m,085$ à son plus grand diamètre. Le plateau supérieur est fortement martelé au centre, de façon à constituer une cupule régulière dont il serait difficile de préciser la destination.



114



113

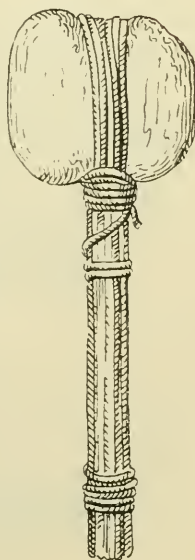
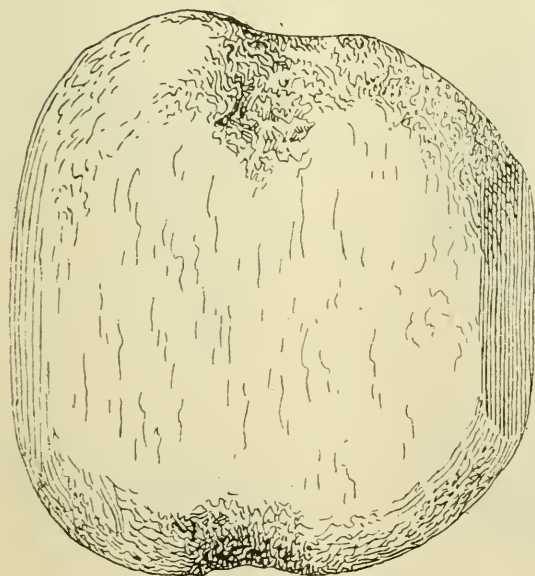


FIG. 115.

CONDROZ PRÉHISTORIQUE.

INSTRUMENTS EN ROCHES AUTRES QUE LE SILEX.

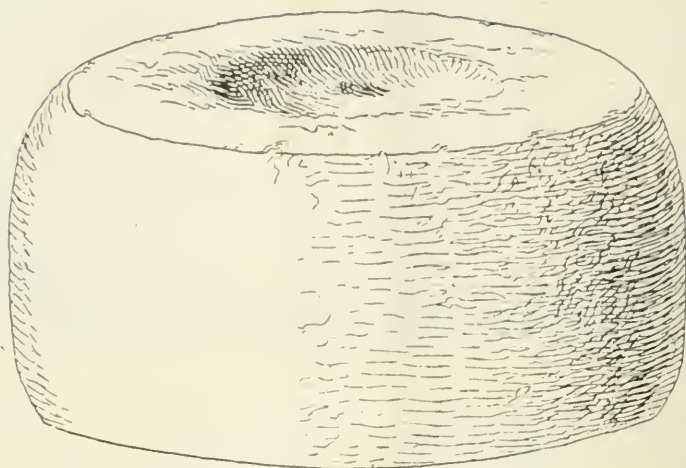


FIG. 116.

OMBRET. — Grandeur réelle.

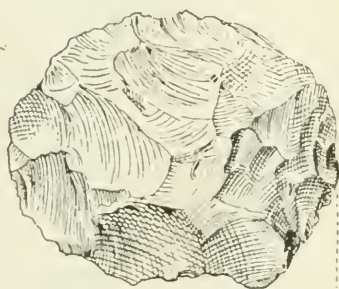


FIG. 117.



FIG. 118.

THIER D'OLNE. — Grandeur réelle.

Parmi les pièces curieuses, d'usage indéterminé, il nous paraît encore utile de mentionner les suivantes :

Fig. 117 : bloc discoïde, en silex noir, taillé sur les deux faces, dont les arêtes sont polies ou usées. Ce bloc rappelle les pièces dites projectiles nucléiformes. Thier d'Olne, n° I.

Dimensions : 0^m,043 × 0^m,035 × 0^m,024.

Fig. 118 : outil taillé sur deux faces d'une conformation particulière, peut-être une espèce de perçoir fabriqué avec un fragment de hache polie en silex gris clair.

Dimensions : 0^m,04 × 0^m,036 × 0^m,016.

Pour feu notre sympathique collègue Harroy et les partisans convaincus des pierres-figures, trouvées en Belgique, s'il en existe encore, cette pièce intéressante par elle-même, aurait une valeur toute spéciale, comme on peut en juger par le dessin. Une tache noire entourée de blanc, marque l'œil d'une tête d'oiseau.

Des pièces en calcaire ou en roche assez tendre ont enfin attiré notre attention. Il s'agit d'objets polis de petites dimensions, ne répondant pas aux formes rencontrées jusqu'ici dans les stations néolithiques. Ils ont été recueillis en ces dernières années, spécialement dans un bois, sur le territoire de Vierset, où des recherches méticuleuses seront nécessaires avant de se prononcer sur l'authenticité de ces étranges documents archéologiques.

Polissoirs dormants

La planche II donne l'image de deux polissoirs trouvés l'un à La France, n° XII, l'autre à Rausa, n° V (?). Ces instruments sont d'une extrême rareté. Avant leur acquisition, la collection Marcel De Puydt ne possédait qu'un fragment de polissoir en grès burnotien, donné par feu Davin-Rigot et recueilli au Moulin des Bruyères (Reckheim).

La mise au jour de polissoirs dans le Condroz est une preuve matérielle que les néolithiques y polissaient ou repolissaient des haches en silex ; mais, comme nous l'avons dit, nombre de haches polies peuvent avoir été importées.

Quant aux instruments en roches du pays, autres que le silex, il était naturel qu'ils fussent polis par ceux qui les confectionnaient sur place.

Nous avons employé l'expression polissoirs dormants par opposition aux petits polissoirs à mains, qui se rencontrent quelquefois. A notre connaissance, aucun spécimen de ces derniers n'a été trouvé jusqu'à présent dans la partie du Condroz, objet de cette étude.

Pièces ornementales (?), aiguisoirs, etc.

Fig. 119 : pendeloque (?) en psammite dévonien très micacé, d'un ton gris, polie sur toutes ses faces. Trou de suspension à l'extrémité arrondie et à l'autre extrémité, petite cupule ou commencement de perforation. La Rochette, n° VIII.

Dimensions : 0^m,068 × 0^m,017 × 0^m,008.

Fig. 120 : petite plaque semblable, placée à titre comparatif, et trouvée, en 1886, dans la grotte de la Méhaigne dite Trou Sandron, bien connue par ses sépultures néolithiques. La roche est du psammite micacé verdâtre.

Dimensions : 0^m,065 × 0^m,02 × 0^m,007.

Fig. 121 : pendeloque en grès verdâtre, polie, avec trou de suspension s'évasant largement sur les deux faces de cette pièce, trouvée à Clavier, village du Condroz situé à 5 kilomètres de Villers-le-Temple.

Dimensions : 0^m,04 × 0^m,016 × 0^m,008.

Fig. 122 : perle (?) formée d'une tige de crinoïde fossile paraissant polie par l'homme. Percée naturellement d'un bout à l'autre. Outrelouxhe, n° XXI.

Dimensions : 0^m,057 × 0^m,009.

Fig. 123 : os travaillé, d'âge indéterminé, provenant d'une excavation dite grotte de Saint-Vitu, explorée par le curé Loterman. Personnellement, nous n'y avons rien découvert de préhistorique, mais des silex néolithiques ont été recueillis à proximité ⁽¹⁾.

(1) Cette grotte a fourni quelques antiquités belgo-romaines données au Musée Curtius.

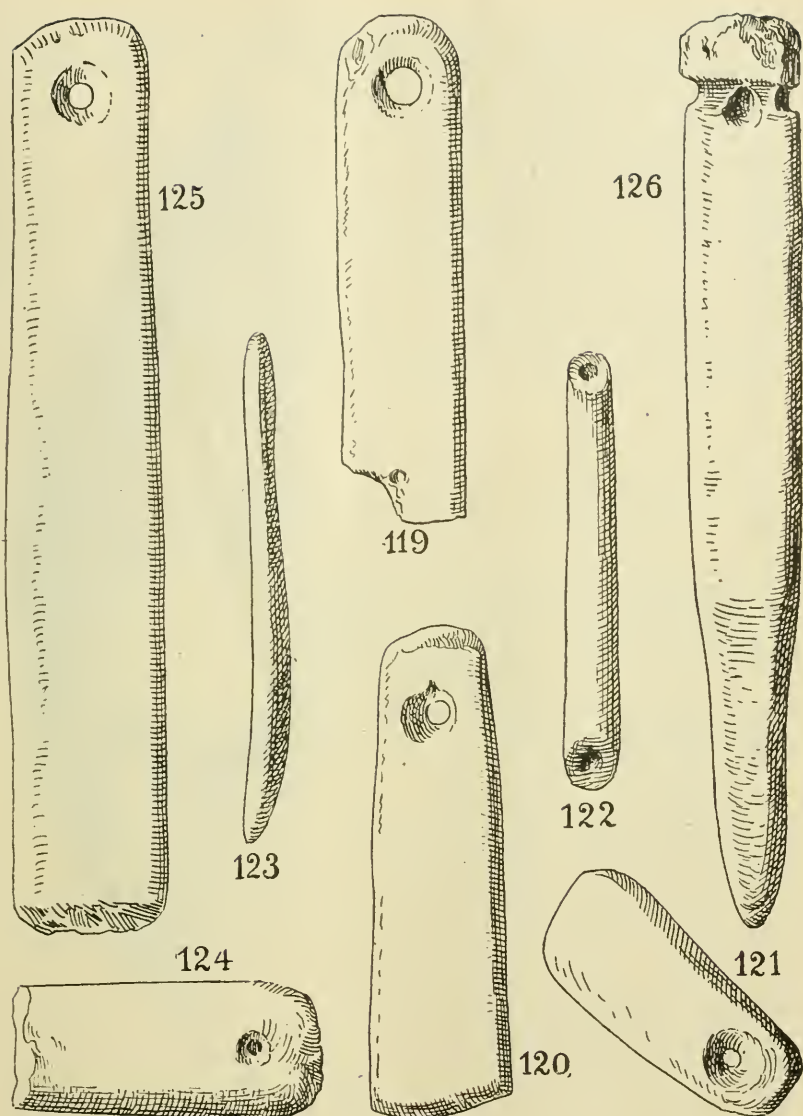


FIG. 119 à 126.

CONDROZ PRÉHISTORIQUE.

PIÈCES ORNEMENTALES (?), AIGUISOIRS, ETC.

Grandeur réelle.

Fig. 124 : fragment de psammite verdâtre, avec cupule sur une seule face. Villers-le-Temple. S'agirait-il d'un simple trou de forage abandonné ?

Fig. 125 : plaque polie en psammite dévonien couleur olive, avec trou de suspension ; pourrait être une pendeloque du genre de celles, fig. 119 et 120, ou un aiguisoir en pierre proto-historique. Clavier.

Dimensions : 0^m,12 × 0^m,02 × 0^m,01.

Fig. 126 : instrument en psammite dévonien verdâtre, présentant à une extrémité quatre faces rectangulaires polies, avec commencement de perforation et rainure contourant la pierre, destinée à attacher l'outil. Le bout opposé a été arrondi par l'usage. La Tombe, n° IX.

Il pourrait s'agir d'aiguisoirs analogues à ceux reproduits par Joseph Déchelette, fig. 189 ; le savant auteur de *l'Archéologie préhistorique* les rattache à l'âge du bronze dans lequel se place naturellement la hache à bords droits, fig. 128, trouvée à Rausa, dans un bois vers le Grand Fond d'Oxhe, et ayant appartenu au curé Loterman.

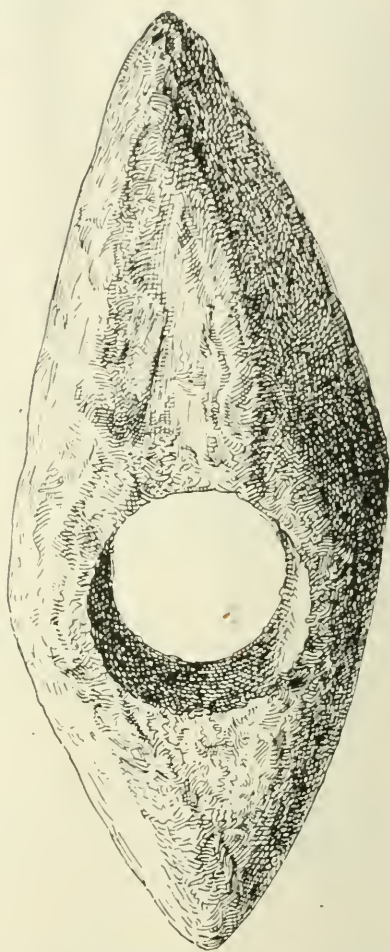


FIG. 127.

MARTEAU-HACHE DE LA FRANCE,
DÉCOUVERT DANS UNE MAÇONNERIE
Grandeur réelle.

Marteau-hache perforé

L'instrument reproduit, fig. 127, fait en roche grisâtre rayant le verre, patinée et altérée, a été recueilli parmi les débris d'une

vieille construction, au hameau de La France, n° XII. Une partie de la pièce faisait corps avec un mortier très dur dont l'enlèvement a endommagé la surface de la pierre.

Une hache polie a été trouvée dans des conditions analogues, maçonnée dans un ancien rempart de la Ville de Tongres (1).

Il est possible que ce soit là deux simples cas fortuits, mais il pourrait aussi en être autrement, surtout sur le territoire de la Commune de Villers-le-Temple, où nous avons encore découvert, jadis, des pierres trouées naturellement, qu'on suspendait dans les étables pour protéger les animaux domestiques.

En l'espèce, nous sommes portés à croire qu'il s'agit plutôt d'une pierre placée à dessein dans un mur d'habitation comme talisman.

Observations générales et conclusion

L'examen des produits archéologiques, auquel le chapitre IV est consacré, montre combien il y a encore de découvertes à faire au pays de Liège et de renseignements utiles à réunir dans l'intérêt de ses musées et de la préhistoire.

La richesse de nos stations condruziennes est cependant relative et il importe, à ce sujet, de rechercher à préciser un peu les idées.

Nous constatons, par exemple, que les célèbres stations des environs de Bruxelles, si méthodiquement explorées et décrites par le préhistorien Georges Cumont, ont procuré des séries complètes d'une richesse bien autrement considérable que celles de nos XXIII positions condruziennes (2).

Certaines parties du Condroz passent jusqu'ici pour dépourvues de stations préhistoriques. En d'autres parties du Condroz, on n'a que des découvertes isolées plus ou moins rares à signaler.

(1) D'après le témoignage de François Huybrichts, qui a bien voulu céder cette antiquité à la Collection M. D. P.

(2) La collection Cumont, donnée à la Ville, fait depuis 1920, partie du Musée Curtius.

Nous croyons savoir qu'il existe, dans le Condroz namurois, des stations néolithiques aussi marquantes que les nôtres, mais encore inédites. De plus, à la limite des provinces de Liège et de Namur, à environ 17 kilomètres de Villers-le-Temple, existe le groupe des remarquables stations néolithiques des environs de Solières (Bois des Manants, etc.) dont les produits sont supérieurs aux nôtres en quantité et, jusqu'à un certain point, en qualité, par suite, notamment, de la présence de produits des ateliers de Spiennes ou du Hainaut (¹).

Les gisements liégeois n'en conservent pas moins leur valeur locale et leur intérêt spécial au point de vue archéologique.

La pauvreté relative d'un mobilier lithique est, du reste, quelquefois chose curieuse à constater. Les misérables grattoirs microlithiques de Zonhoven, en cailloux roulés (²), n'ont-ils pas fait parler d'eux autant que les séries de magnifiques haches polies recueillies auparavant sur le territoire de cette commune limbourgeoise ?

L'absence de restes de poteries, en Condroz, est un fait que nous ne pouvons omettre, mais il n'y a pas de conséquences à en tirer. Le peuple des Fonds de cabanes néolithiques de la Hesbaye ne paraît pas avoir passé sur la rive droite de la Meuse, du moins, son industrie céramique ou lithique n'y a pas laissé de traces appréciables, jusqu'ici.

L'absence de meules dormantes ne permet pas non plus de présumer leur inexistence et personne n'oserait en induire l'ignorance des travaux de culture.

EXPLICATION DE LA PLANCHE I

FIG. 1 : hachette polie en roche éruptive d'un blanc gris, marbré de tons verdâtres, jadéite (?). Régularité parfaite, côtés droits tranchant arqué. Strée.

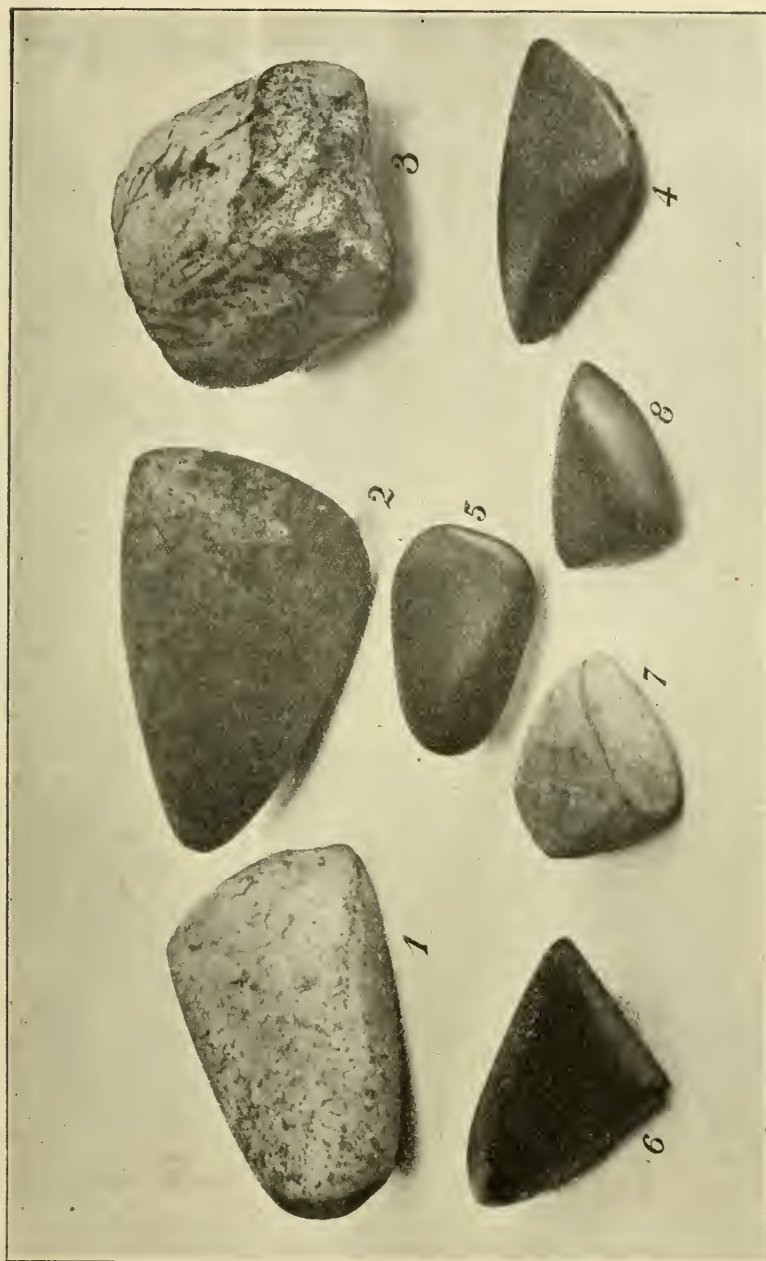
Dimensions : 0^m,071 × 0^m,042 × 0^m,018. Poids : 0^{kg}1,0983.

FIG. 2 : hache polie en roche éruptive d'un ton gris mastic, marbré de vert et de brun. Côtés arqués. Tranchant à peu près intact. La Rochette, n° VIII.

Dimensions : 0^m,088 × 0^m,043 × 0^m,022. Poids : 0^{kg}1,1469.

(¹) *Le Bulletin de la Société d'Anthropologie de Bruxelles*, t. VI, 1887-1888, contient une première étude, devenue aujourd'hui fort incomplète, sur ces stations.

(²) *Mélanges d'archéologie préhistorique*, op. cit. p. 80.



ONDROZ PRÉHISTORIQUE. — INSTRUMENTS EN ROCHES VERTES OU VERDATRES,
BÉRYL, ETC. — Environ $\frac{3}{4}$ de la grandeur réelle.

FIG. 3 : partie médiane d'une hache polie, en béril, d'un ton verdâtre. Son réemploi comme percuteur est à retenir. La Borne, n° XVI. Poids : 0^{kl},242.

FIG. 4 : hachette en roche éruptive d'un vert foncé, rayant le verre, trouvée dans un bois, lieu dit Cul-du-Four. La Rochette, n° VIII.

Dimensions : 0^m,053 × 0^m,036 × 0^m,014. Poids : 0^{kl},0428.

FIG. 5 : hachette votive de Tinlot, dessinée fig. 102.

Dimensions : 0^m,04 × 0^m,023 × 0^m,013. Poids : 0^{kl},021.

FIG. 6 : hachette à tranchant droit, entièrement polie et d'une parfaite régularité, trouvée dans le bois d'Hermalle, près du ruisseau du fond de Yernée. La roche, presque noire, ne raye pas le verre.

Dimensions : 0^m,061 × 0^m,03 × 0^m,013. Poids : 0^{kl},061.

FIG. 7 : outil néolithique en roche métamorphique, d'un blanc verdâtre mêlé de lignes et de mouchetures d'un vert plus foncé. La pièce rappelle certain type de brunissoir, employé à l'âge des métaux. Provient de la collection Loterman et des environs de Rausa (?).

Dimensions : 0^m,061 × 0^m,003 × 0^m,013. Poids : 0^{kl},0178.

FIG. 8 : outil poli néolithique (?) de forme triangulaire en roche noirâtre, ne rayant pas le verre. Petitbrin, commune de Clavier, à environ 5 kilomètres de Villers-le-Temple.

Dimensions : 0^m,037 × 0^m,034 × 0^m,012. Poids : 0^{kl},0178.

EXPLICATION DE LA PLANCHE II

Polissoir formé d'un bloc en grès rhénan, gris verdâtre, comme il s'en rencontre dans la région.

La face supérieure, fig. I, montre une seule cuvette ovale, mesurant 0^m,30 de long sur 0^m,15 de large et 0^m,02 dans sa plus grande profondeur.

La face supérieure, fig. II, montre deux rainures parallèles séparées par une petite cavité naturelle : l'une mesure 0^m,27 de longueur sur 0^m,065 de large avec creusement maximum de 0^m,004 ; l'autre, moins courbe et moins accentuée, offre une surface polie ou usée d'environ 0^m,22 sur 0^m,05.

Sur la face latérale, la plus éclairée, se trouve une cuvette ou rainure de 0^m,30 sur 0^m,10 avec maximum de creusement de 0^m,01.

La face non reproduite ne présente aucun caractère spécial ; la moitié seulement a été légèrement polie par usure intentionnelle.

Les deux extrémités du bloc sont restées dans leur état primitif.

Ce polissoir, trouvé à La France, mesure 0^m,39 sur 0^m,21 de large et pèse 15^{kl}_{1,2}.

La pierre sur laquelle il repose est elle-même une partie notable d'un polissoir en grès rhénan, d'un ton brun-rougeâtre, comme il s'en trouve dans le Condroz. L'instrument a été brisé à une époque récente.

La cuvette, bien visible fig. I, est très accentuée et d'une grande régularité. Sur la face opposée, le creusement par usure est moins profond mais néanmoins fort sensible.

Ce fragment de polissoir, recueilli à Rausa par l'abbé Loterman, mesure 0^m,27 de longueur et pèse 3^{kl}_{1,2}.

La petite hache piquetée, fig. I, est celle dite de Fraigneux.

Dimensions : 0^m,19 × 0^m,08 × 0^m,047.

La petite hache polie en silex, visible sur la même figure, provient des environs de Villers-le-Temple et pourrait avoir été parachevée sur un de nos polissoirs.

Quant à la hache simplement taillée, reproduite fig. 2, elle est en silex de Spienne et a été trouvée à Haillot, dans le Condroz namurois.



POLISSOIRS NÉOLITHIQUES DU CONDOZ LIÉGEOIS.
Environ 1/5 de la grandeur réelle.

Ce travail a pour but d'aider à l'étude du Condroz préhistorique, sans plus. Ce que nous avons réalisé pour le groupe d'Ombret-Rausa-Villers-le-Temple-Yernée-Fraineux, d'autres pourront l'accomplir pour les territoires voisins, et nous souhaitons qu'ils remplissent leur tâche avec la même pensée que nous : en archéologie, les fouilles particulières et les collections privées peuvent être, dans notre pays, choses nécessaires et excellentes, pourvu qu'elles soient toujours faites dans un esprit scientifique et qu'un jour, nos musées publics soient mis à même d'en profiter ⁽¹⁾.

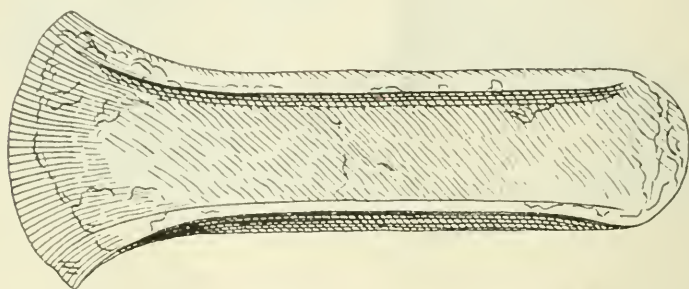


FIG. 128.

HACHE EN BRONZE DE RAUSA. — Grandeur réelle.

Liège, le 25 janvier 1919.

MARCEL DE PUYDT.

JEAN SERVAIS.

⁽¹⁾ A moins de désignations contraires, les pièces mentionnées dans cette notice, font partie du Musée archéologique liégeois, dit Musée Curtius.

LES DÉBUTS DE L'INDUSTRIE DU ZINC A LIÉGE ET L'ABBÉ JACQUES DONY

Si le fer, le cuivre, le plomb, etc., sont connus depuis des temps très reculés, l'industrie du zinc — à l'état métallique — qui constitue de nos jours l'une des branches les plus considérables de l'activité sociale, ne compte guère plus d'un siècle et quart d'existence. Elle a une origine essentiellement liégeoise. N'est-ce pas suffisant pour que le souvenir en soit consigné dans notre *Bulletin*, d'une façon spéciale ?

Avant tout, il faut reconnaître dans le gîte calaminaire dit de la Vieille-Montagne, à Moresnet, aux confins de l'ancien duché de Limbourg et de la principauté de Liège, la cause première de la naissance de cette industrie. L'exploitation de la mine de la Vieille-Montagne est la plus antique de l'espèce qui soit relevée nominalement dans les annales de la minéralogie en nos régions.

Signalons à ce propos un très remarquable mémoire que M. Arthur Peltzer a fait paraître dans le tome XXX de la *Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins* et qui a pour titre : *Histoire de l'industrie du laiton à Aix et dans les environs*. Elle offre un grand intérêt pour le lointain passé de la Vieille-Montagne et des exploitations de calamine, de l'ancien duché de Limbourg. Cette étude a été parfaitement résumée en 1910 par Em. Fäiron, conservateur des archives de l'Etat à Liège, dans la *Chronique de la Société archéologique* de Verviers. Il rappelle que, dans la vallée de la Meuse, particulièrement à Dinant et à Huy, se concentra surtout la fabrication des objets en laiton dès la période la plus reculée du moyen âge. On les connut

bientôt sous le nom de *dinanderie*, tandis que les villes rhénanes donnèrent plutôt l'essor à l'art des orfèvres et des émailleurs. Pendant les XII^e et XIII^e siècles, l'art de la dinanderie s'affina de plus en plus. Fairoir fait ressortir à nouveau à ce propos que les œuvres admirables de Renier de Huy, Godefroid de Claire, Nicolas de Verdun, frère Hugo d'Oignies et Wibert d'Aix, prouvent à quelle perfection technique on était alors parvenu.

A n'en pas douter, ces superbes développements industriels et artistiques eurent leur principale raison initiale dans le voisinage immédiat des riches dépôts de calamine de la Vieille-Montagne.

Il est de fait que, peu après le XII^e siècle, on s'en disputait vivement la jouissance, car sa grande valeur était appréciée de tous. On a la preuve que dès le XIV^e siècle elle se trouvait en possession de la ville d'Aix-la-Chapelle, puisque celle-ci en affermaient l'exploitation et tirait profit des revenus (1).

D'après des documents de dates très éloignées, les laitonniers d'Aix-la-Chapelle et de Stolberg brûlaient le minerai sur place au moyen du charbon de bois. Cette calcination primitive permettait néanmoins de débiter aux batteurs de cuivre des mêmes localités, comme à ceux du bassin de la Meuse, la matière première propre à la fabrication du métal jaune et finalement à sa transformation en objets d'art qui constituèrent les « dinanderies ».

Sous le régime espagnol, l'exploitation minière avait pris de fortes proportions ; elle persista sous le régime autrichien avec autant d'ardeur : « Depuis l'an 1730 jusqu'à la Révolution », dit Ernst, « elle a été, année commune, de 1500 milliers de q. environ ou de deux millions » (2). Le *Voyageur dans les Pays-Bas autrichiens*, de la même époque, estimait la production annuelle à deux millions de livres, dont un million pour Stolberg et Aix-la-Chapelle et l'autre million pour le pays de Namur :

(1) V. aussi MEYER : *Histoire d'Aix-la-Chapelle*, édit. 1781, p. 385. — ERNST, dans le tome I de son *Histoire du Limbourg* produit de nombreux renseignements techniques sur la Vieille-Montagne. — J'ai également fourni des données historiques sur l'exploitation de ces mines dans les *Rues de Liège*, v^o Moresnet et Vieille-Montagne.

(2) *Histoire du Limbourg*, t. VI.

« On divisait en trois qualités cette pierre calaminaire ; la première valait 50 sols argent de change, le cent ; la seconde qualité 30 sols, et la troisième 24. »

Jusqu'alors, cependant, le zinc des diverses fonderies d'Europe n'était susceptible que de rares emplois tels que la soudure ou certaines expériences, voire d'amusements physiques, à raison du mode de production ⁽¹⁾.

« L'an 1746 », raconte Henri Delloye, le Troubadour liégeois de la fin du XVIII^e siècle, « Margraff publia un moyen d'obtenir le zinc par distillation avec du charbon de bois pulvérisé. Ce fut d'après ce professeur que l'an 1774 — étant maître en pharmacie, dirigeant le laboratoire de mon père à Liège — j'obtins d'excellent zinc de la calamine du Limbourg non calcinée. Je la donnai à un intéressant physicien, dom Robert, de l'abbaye St-Hubert.

» Dans un cours public de physique expérimentale, l'hiver de 1769, un professeur liégeois, aussi savant en théorie qu'habile en pratique, M. Villette, nous entretenait du *zinc-calamine*, et spécialement de la Vieille-Montagne qu'il reconnaissait être la minière vraiment pure de ce métal si précieux. Intimement lié avec Nollet, il lui confiait ses découvertes et les résultats de ses essais. Une infinité de découragements semblerait avoir déterminé notre vénérable compatriote à brûler ses manuscrits. »

Villette révéla-t-il aussi ses idées savantes à Dony ? La tradition n'en a rien laissé transpirer : mais l'affirmative paraît très admissible. Il devait être en relations fréquentes avec lui, puisqu'il était devenu son beau-frère et, vu les goûts scientifiques des deux personnages, nul doute que la question du zinc aura été agitée entre eux.

Quoiqu'il en ait été, à Dony seul revient la gloire d'être le créateur de l'industrie du zinc. C'est à bon droit qu'il est rangé parmi les concitoyens qui ont le plus contribué à la gloire et à la prospérité de la ville et du pays, qu'une rue de Liège lui a été dédiée.

⁽¹⁾ On trouvera des renseignements techniques sur l'origine de la production du zinc, dans une notice très étudiée faite à l'occasion de l'Exposition universelle de Liège en 1905, par la Société de la Vieille-Montagne, sur l'*Industrie du zinc*, et dans une autre notice, publiée à la même occasion par le Bureau commercial, sous le titre *Monographie du zinc*.

Jean-Jacques-Daniel Dony, fils de Jacques-Lambert-Joseph, et de Anne-Catherine Rampton, vit le jour le 24 février 1759 ; il fut baptisé le même jour en la paroisse Saint-Adalbert à Liège. On sait qu'alors la possession d'un canonicat donnait droit à certains bénéfices, mais n'impliquait aucunement l'entrée décisive dans les ordres. Ainsi Dony devint-il, le 6 mai 1778, chanoine à la collégiale St-Pierre ⁽¹⁾. De ce chef, après la suppression des chapitres religieux sous la République française, il se fit inscrire le 29 fructidor an IX, pour une pension de 800 fr. en sa qualité d'ex-chanoine ⁽²⁾. C'est pourquoi, on le désignait souvent l'*abbé Dony*. Il s'était adonné bien plus à l'étude de la chimie que de la théologie. Afin sans doute, de pouvoir se livrer, sans entrave légale, à sa science favorite, il prêta le serment de fidélité à la République et à sa Constitution, comme l'atteste un certificat du 19 prairial an IX. Ses expériences chimiques tendaient surtout à extraire le zinc à l'état métallique de la calamine de la Vieille-Montagne.

En suite de l'incorporation de la principauté de Liège et des territoires adjacents dans la République française, à la fin du XVIII^e siècle, celle-ci devint propriétaire des mines de la Vieille-Montagne, comme provenant de l'empereur d'Autriche. L'Etat français commença par exploiter en régie les mines dont il s'agit. Vu l'insuccès complet auquel ce système aboutit, le Gouvernement finit par l'abandonner. Un décret impérial du 30 ventôse an XIII (21 mars 1805) qui fixa la délimitation de la calamine (64 kilomètres carrés), en ordonna la mise en concession. Celle-ci fut adjugée pour 50 ans, par le préfet du département de l'Ourthe, le 26 frimaire an XIV (17 décembre 1805) à Jean-Jacques-Daniel Dony, aux conditions : « 1^o d'acquitter au profit du Trésor impérial une redevance annuelle de 40.500 fr. ; 2^o de payer, en outre, le 20^e du produit brut des matières extraites en dessous de 28 mètres de profondeur, du 60^e jusqu'à 50 m. au-dessous, et du 100^e à une plus grande profondeur ; 3^o de payer en quatre termes, de trois mois en trois

(1) Et non à la collégiale Ste-Croix, comme le porte erronément la *Biographie nationale* (t. VI, p. 128).

(2) *Archives de la Préfecture*, liasses 112/3 et 438/1.

mois, les calamines calcinées et brutes, et les approvisionnements de toutes espèces dont il lui a été fait remise ; 4^o de fournir une caution en immeuble de la valeur de 80.000 fr. ». Cette concession fut homologuée par un décret impérial du 24 mars 1806.

Devenu concessionnaire de la Vieille-Montagne, dit Beede-lièvre, qui a surtout puisé ses renseignements dans une notice écrite par Delloye en 1810, comme on le verra plus loin, et dans d'autres sources de l'époque, « Dony s'empessa de restaurer les bâtiments, canaux, bures et machines de cette importante exploitation, et lui imprima une activité remarquable. A la calcination de la calamine, au feu de bois, il parvint à substituer la calcination au feu de houille ; ce procédé plus économique fut reconnu en même temps préserver mieux la substance du zinc qui se volatilisait et s'évaporait moins que par l'ancienne méthode.

» Déjà avant d'obtenir cette concession, Dony avait réussi, dans divers essais, à extraire du véritable zinc métallique de la calamine et était parvenu à la fusion et au coulage en grand. Rien ne fut épargné par lui ; il sacrifia, en expériences répétées et pendant plusieurs années, des sommes considérables et ne se rebuta point d'une infinité d'accidents. Il essaya, à grands frais, des fours et des creusets d'une quantité de formes et dimensions ; il s'entoura des conseils des meilleurs fondeurs et chimistes qu'il encouragea et salaria généreusement ⁽¹⁾. »

La concession de la Vieille-Montagne avait été octroyée avec « l'obligation de faire les épreuves qui seraient reconnues utiles pour parvenir à réduire, à l'aide de fourneaux appropriés, la calamine de Moresnet, à l'état métallique ». Dony avait accepté l'« obligation » de découvrir le zinc, et l'on vient de voir avec quelle activité et quelle méritoire ténacité, il s'attacha à cette mission. Le succès couronna ses efforts ; mais il paraît que le hasard vint seconder ses louables tentatives. Un spécialiste a rapporté ainsi, il y a longtemps, la découverte des principes essentiels de la métallurgie du zinc : Dony cherchait à extraire de la calamine sa substance métallique par voie de fusion dans

(1) *Biographie liégeoise*, 1836, t. II, p. 653.

un four à réverbère. Supposant que le minerai n'était pas assez chauffé pour provoquer la réaction désirée, il eut l'idée de le mélanger avec de la poussière de charbon, puis, afin d'observer ce qui se passait dans l'appareil, il adapta sur la paroi du four un pot à fleurs qui faisait saillie en avant du massif. Bientôt « le zinc vint se condenser en gouttelettes dans cette espèce d'allonge plus froide que le four. Le zinc était trouvé ». On n'a pu que perfectionner le système depuis lors.

Quel que soit le rôle du hasard dans cette invention, seul le génie de Dony était apte à en profiter. Tout n'était pas dit, d'ailleurs, loin de là. Il restait à obtenir ce métal en grand, économiquement. On avait bien préparé le zinc désirable, mais il coûtait beaucoup plus que l'or, au dire d'un témoin, Henri Delloye. Force était de chercher à le produire à bon marché, à le rendre d'un usage pratique et à en développer les applications.

Au mois de septembre 1808 seulement, le patient technicien vit ses recherches remarquables couronnées d'un plein succès. Le zinc sortait enfin à l'état de métal parfait ; de plus, il était malléable ; il subissait aisément le laminage. On pouvait le débiter à des conditions pécuniaires relativement modérées en lingots, en feuilles, en lames, en fil même. Le 28 novembre, le Conseil des mines mit quelques spécimens du nouveau produit métallique sous les yeux des membres de la Classe des sciences physiques et mathématiques de l'Académie de France. Ensuite, en janvier 1809, Dony faisait hommage de la première lame de zinc au ministre de l'intérieur Cretet, qui adressa à l'inventeur ses plus vives félicitations.

Les premières expériences de Dony avaient dû s'effectuer à son domicile même « derrière l'église St-Martin-en-Ile, n° 130 », où il habitait au début du XIX^e siècle. La découverte accomplie, l'auteur se mit en quête de terrains suffisamment spacieux pour l'installation de ses ateliers et de leurs dépendances. Il acheta les premiers en mars 1809, au faubourg St-Léonard, du côté du faubourg Vivegnis, à l'emplacement de la rue Mosselman et d'autres voies environnantes. Très promptement, les bâtiments s'élevèrent et, dès le 20 juillet, « d'excellent zinc

coulait à foison », suivant l'expression de Henri Delloye. Ce dernier, le même mois, célébrait l'événement, par la publication d'une série de chants dus à sa lyre, sous le titre : *Pot pourri / de fleurs de zinc / par / le Troubadour liégeois / H. Delloye /, pour le jour de saint Jacques, fête de M. / Dony, de Liège, Auteur de la découverte / du zinc, à l'état métallique* (1). Le titre est suivi de ce chronogramme très simple, mais très heureusement trouvé :

LE ZINC DE JEAN-JACQUES-DANIEL DONY

(an 1809)

Dony avait choisi pour directeur de sa fonderie, Joseph Poneelet (2) qui était aidé par son frère Nicolas, l'entrepreneur d'une fabrique de limes, aciers fondus, etc., place St-Barthélemy, tous deux originaires de Sedan. Le zinc ne se laminait pas à Liège, en grand du moins, mais chez Gédéon de Contamine, ancien garde du corps du roi en France, fondateur de la manufacture de cuivre à Fromelennes, près Givet.

Toutes les installations étant entièrement achevées, un procès verbal en règle des opérations fut dressé le 1^{er} octobre 1809, par le préfet de l'Ourthe assisté du secrétaire général et de l'ingénieur en chef des mines. Ce procès-verbal n'ayant jamais été publié, j'en donne le texte aux pièces justificatives, d'autant qu'il renferme des données précieuses, au point de vue de la science industrielle, sur les conditions primitives de la production du zinc (3).

Evidemment, ce procès-verbal était destiné à servir de pièces à l'appui d'une demande de brevet d'invention en faveur de Jacques Dony, brevet qu'un décret impérial du 19 janvier 1810 décerna à l'inventeur pour une durée de quinze années. C'était un monopole en règle de la fabrication du zinc.

Quelques semaines auparavant, le 18 décembre, en témoignage de la malléabilité du métal obtenu par lui, Dony avait

(1) Plaquette de huit pages in-8°, sans couverture et très rare.

(2) Décédé le 1^{er} décembre 1819.

(3) Archives de la Préfecture : liasse Commerce et industrie.

coulé en zinc le buste de Napoléon, d'après Chaudet ⁽¹⁾. Le buste, qui pesait 74 kilogs, a été réparé, eiselé et poli par le graveur liégeois Jchotte, puis envoyé à l'Empereur même à Paris, le 21 janvier 1810.

En mai suivant, l'ingénieux fabricant sentit la nécessité de développer les locaux. Il allait utiliser huit fourneaux à réverbère à quarante creusets. Le 22, il sollicitait et obtenait du préfet l'autorisation d'enlever des pierres provenant de la démolition de la cathédrale St-Lambert, « pour servir à des fondations seulement ».

C'est en cette année 1810 que s'effectuèrent les premières ventes en grand. A cet effet, il importait que le produit fût connu de loin comme de près et apprécié partout. Un intime de Dony, le Troubadour liégeois Henri Delloye, s'attacha à l'œuvre de propagande, en publiant une brochure assez étendue mais déjà devenue rare en 1849 ⁽²⁾. Après avoir donné des indications sur les origines de la nouvelle industrie, il énumère tous les emplois dont le zinc de Dony paraissait susceptible et fait ressortir les avantages variés à en retirer ⁽³⁾.

Les journaux aussi servirent à la divulgation des travaux de Dony. Ainsi peut-on extraire de la *Feuille d'annonces du département de l'Ourthe* du 10 janvier 1811, ces renseignements sur l'état de la fabrication à cette date :

« Les ateliers sont fort importants ; il en sort des feuilles qui ont un mètre cinq décimètres de longueur et 41 centimètres de largeur : cinq fourneaux donnent par jour cinq à six cents kilogrammes de cette matière.

» Sa Majesté s'est fait rendre compte dans le mois d'août dernier des travaux du sieur Dony et a ordonné que le zinc étranger qui n'était assujéti, comme matière première qu'à un simple droit de balance, paierait à l'avenir 50 fr. par quintal métrique. Ce droit équivalait à une prime de 16 à 17 pour cent...

» En septembre 1809 le zinc étranger se payait dans le com-

(1) Le moule avait été exécuté par M. Deschamps, fils, chef fondeur à l'arsenal de la marine.

(2) U. CAPITAINE, *Notice sur Henri Delloye*, Liège, 1849, p. 44.

(3) Cette brochure a pour titre *Recherches sur l'Industrie nationale*, Liège 1810.

meree 3 fr. 60 c. le kilogramme. En février 1810, celui de Liège était livré à 2 fr. 60 et, depuis le décret rendu par S. M., le sieur Dony en a réduit le prix de 20 c. Il perfectionne chaque jour ses procédés et il est à croire qu'il parviendra à obtenir de nouvelles économies. »

Nonobstant cette propagande active, nonobstant l'excellente qualité et le bas prix du produit, le monde commercial ne montrait pas le moindre engouement pour s'en procurer. Les commandes se faisant très rares, Dony qui avait dépensé ou immobilisé des capitaux s'élevant à un million de francs en 1810 ⁽¹⁾, se trouvait dans une situation voisine de la gêne. Il adressa sous la date du 8 mars 1811, à l'autorité supérieure, une requête tendant à pouvoir exporter sa marchandise. Dès le lendemain, le secrétaire général du Département, Caselli, était chargé de faire rapport sur la situation de la fonderie. Il le dressa séance tenante. Ce document curieux, que je publie aux pièces justificatives, établit qu'il y avait à ce moment 92.400 kilos de zinc disponibles en magasin, sans compter les objets fabriqués, robinets, assiettes, tuyaux, etc. Dony paraissait résolu à se mettre en mesure de fournir seul toute l'Europe.

Le jour même, le 9 mars, le préfet transmettait la demande aux ministres des finances et de l'intérieur en les priant de se montrer favorables aux désirs du pétitionnaire ⁽²⁾. Si celui-ci eut finalement gain de cause près du pouvoir central, après de nouvelles instances ⁽³⁾, les débouchés ne s'ouvraient guère nombreux. Pour les augmenter, l'entrepreneur sollicita, en 1811 encore, au mois d'août, un nouveau procès-verbal officiel constatant le bon marché du zinc — huit francs le mètre carré, deux francs le mètre courant de tuyau — son excellente qualité,

(1) DELLOYE, *Recherches sur l'industrie nationale*, p. 37.

(2) Dans une lettre du 18 mars aux mêmes, le préfet, en envoyant au gouvernement une seconde pétition de Dony, insistait pour obtenir une prompt solution favorable.

(3) Voir *Pièces justificatives* n° IV.

Il paraît, d'après les bruits qui couraient à l'époque, que le Gouvernement hésitait à se rendre aux désirs de Dony, parce qu'il craignait que celui-ci n'en profitât pour augmenter le prix de ses produits. Dony lui-même s'empressa de rassurer l'autorité et le public à cet égard.

sa résistance établie par l'expérience. C'est le préfet en personne qui assumait cette tâche ⁽¹⁾.

Le procès-verbal, dont Dony ne manqua pas de faire état partout où besoin était, se trouve conçu dans les termes les plus laudatifs et renferme des renseignements intéressants sur la fabrication. Thomassin, dans son *Mémoire statistique du département de l'Ourthe*, est plus explicite encore. Il écrivait en 1812 :

« Les ateliers du sieur Dony se composent de huit fourneaux à réverbère, chacun divisé en 44 compartiments ou croisées. Chaque case ou croisée est destinée à recevoir un creuset de la longueur d'un mètre, dans une situation horizontale.

« Les procédés employés dans la fabrication sont très simples : il suffit pour l'obtenir d'un mélange de calamine et de charbon, d'en fixer les vapeurs métalliques, avant qu'elles ne soient en contact avec l'air atmosphérique. On commence par griller et calciner la calamine ; on la réduit en poudre en la faisant passer sous une meule de moulin. L'établissement a deux moulins dont le service journalier est confié à huit ouvriers. On mélange chaque jour dans un grand vaisseau ou auget de bois, quatre voitures de calamine, réduite en poudre, avec une même quantité de terre houille réduite en poussière. Le résultat du mélange sert à remplir, pour 24 heures, les 352 creusets que l'on place dans les cases, ménagées dans les huit fourneaux à l'effet de les soumettre à l'action du feu.

« 40 ouvriers sont occupés au service des huit fours : 16 hommes sont occupés de leur réparation et 24 à soigner les feux et à retirer dans une espèce de cuillère, avec un ringard en grattoir, le zinc qui découle du tube des creusets. On obtient ainsi en 24 heures, de chaque fourneau, depuis 200 jusqu'à 230 kilogrammes de zinc. C'est cinq kilogrammes par creuset. Les fourneaux sont chauffés avec de la houille du pays. La consommation est de 10 voitures ou 14.000 kilogrammes en 24 heures. C'est 1750 kilogrammes par fourneau.

« Le zinc retiré insensiblement des creusets est réuni en masse, pour être mis en fusion et coulé ensuite en pains ou

(1) Voir *Pièces justificatives* n° V.

lingots de 4 kilogrammes chacun. Sept ouvriers sont occupés à cette opération du coulage. »

Thomassin fait ensuite connaître la répartition du personnel qui se composait de 91 ouvriers, — gagnant de 1 fr. 30 c. à 2 fr. 50 par jour, — d'un commis caissier, de deux surveillants et d'un garde de nuit. Il évaluait le montant de la dépense annuelle pour achat de houille, de bois, de fer, etc., frais d'entretien, etc., à 302.600 fr. Il calculait que les huit fourneaux produisant 1600 kilos de zinc en 24 heures, procuraient, à raison de 1 fr. le kilo, une recette totale de 584.000 fr. par an. D'après lui encore le bénéfice du fabricant, l'intérêt de ses capitaux compris, devait être de 281.400 fr. ⁽¹⁾.

Ces prémiées ne concordèrent nullement avec les faits, car le débit du zinc fut loin de répondre aux espérances de l'inventeur. Ainsi, en cette même année 1812, la vente ne se chiffra que par une somme de 54.000 fr. ⁽²⁾.

Dans ces conditions, quoique, l'année suivante, il évaluait lui-même sa fortune en biens fonds à 10.000 fr. de revenus ⁽³⁾. Dony ne pouvait continuer à tenter seul les dangers de son ample et coûteuse exploitation. Il s'associa, en 1813, diverses personnes, dont plusieurs Français. Le 25 avril François-Dominique Mosselman s'engageait à reprendre l'exploitation des 3/4 des gisements calaminaires de la Vieille-Montagne et devenait possesseur de la fonderie de zinc du faubourg Saint-Léonard, à Liège.

Cependant, Dony ne cessait de fournir des preuves de son courage et de son désir d'étendre le chiffre de ses livraisons de zinc, aidé en cela par le Gouvernement. Le 1^{er} septembre 1813, lui et ses associés adressèrent à la plupart des ministres, un nouveau mémoire sur les emplois du zinc provenant de la fabrique liégeoise. Il n'est pas jusqu'au ministre de la marine qui ne chercha à utiliser ce produit. A cette fin, il ordonna à Anvers

⁽¹⁾ Page 451.

⁽²⁾ *Archives de la Préfecture* : liasse 383/3. — A cette date, le produit de l'extraction de la calamine de la Vieille-Montagne atteignit réellement la somme de 147.203 fr. 20. Soixante-six ouvriers y étaient occupés.

⁽³⁾ *Archives de la Préfecture* : liasse 383/3.

Dony avait alors son domicile rue de la Rose.

l'épreuve de ce métal pour le doublage des vaisseaux ; mais les intéressés ne montrèrent guère d'empressement à envoyer les feuilles nécessaires pour faire cette expérience qui exigeait une longue durée. Aussi l'empire napoléonien fut-il renversé avant que cette expérience eut révélé des résultats concluants. Néanmoins, l'an 1813 même, le zinc trouvait un emploi très utile et durable dans la confection de la toiture de la tour que l'on érigait alors à la cathédrale St-Paul à Liège.

Invité à son tour à donner un avis favorable sur la question de savoir si l'emploi du zinc dans la fabrication des ustensiles destinés à la préparation des substances alimentaires est dangereux ou non, les ministres du commerce et de l'intérieur, la soumirent aux lumières de la faculté de médecine qui vit là un grave péril pour la santé publique.

Le ministre de l'intérieur, Montalivet, en informa le préfet de l'Ourthe le 14 septembre : « Le zinc », écrivait-il, peut être employé à un assez grand nombre d'usages intéressants dans les arts, pour que l'établissement de M. Dony prospère, sans que l'on s'en serve encore à fabriquer des vases destinés aux usages domestiques auxquels je suis convaincu, d'ailleurs, qu'ils sont peu propres sous le rapport de l'économie, puisqu'ils seraient promptement détruits. Je vais toutefois transmettre le procès-verbal du jury médical à la 1^{re} classe de l'Institut. »

Tous les corps savants consultés furent unanimes à repousser l'opinion de M. Dony et de M. de Montagnac, son associé, sur l'innocuité du zinc. Ils invitèrent l'autorité centrale à ne pas accueillir la demande, faite par ces fabricants, « d'annoncer ce métal comme étant propre à faire des ustensiles de cuisine » (1).

La fabrique Dony et C^{ie} eut à subir d'autres tribulations. Henri Delloye avait eu beau déclarer dans sa brochure-réclame que « les ateliers suffisamment isolés entre les faubourgs de Saint-Léonard et de Vignis, n'exposent et ne sont exposés à aucun danger ou nuisible effet » ; les habitants du quartier ne

(1) Les derniers rapports dans le sens indiqué ont été pris le 11 octobre et le 2 novembre 1813 par la classe des sciences physiques et mathématiques de l'Institut impérial de France ; le 20 novembre par la faculté de médecine de l'Université de Paris. Des copies authentiques reposent dans les *Archives de la Prefecture*, liasse 383 B.

partagèrent pas longtemps cet avis. Sur des réclamations déjà soulevées, le maire chargea, en 1813, une commission composée du commissaire de police du Nord et de trois cultivateurs, de constater « si les émanations de la fabrique de zinc sont nuisibles à la végétation et à la culture » qui était alors largement pratiquée sur tous les terrains environnants. L'enquête attesta « que la fumée sortant des cheminées de la fabrique ne pouvait nuire aux jardins et prairies sous le rapport des légumes et des herbes, mais que les arbres et haies devaient souffrir ».

Les plaintes ne furent pas portées seulement devant l'autorité administrative. Se basant sur ce que « les haies, arbres, gazon de la prairie contiguë à la fonderie sont morts par les vapeurs qui sortent des fourneaux de la fabrique Dony », la famille Braconier, propriétaire du terrain, intenta aux exploitants, devant le tribunal civil, une action en dommages et intérêts. L'affaire n'était point terminée en 1814.

Autre sujet d'ennui pour Dony, deux ans plus tard : Un nommé Gérard de Liège, sollicitait du gouvernement le droit de fabriquer du zinc comme Dony. Cette demande demeura toutefois sans effet. En 1819, les besoins du service de la marine réclamant une fourniture de zinc, et le ministre ayant demandé à Liège s'il n'existait pas des fabriques concurrentes, le gouverneur de la province put lui répondre qu'il ne se trouvait « même dans l'étendue du royaume qu'une seule fabrique de zinc », celle de Dony ⁽¹⁾.

Les temps de politique extérieure orageuse, la stagnation du commerce en général, et d'autres causes spéciales avaient rendu plus difficile que jamais la situation de cette fabrique, et de Dony en particulier. Celui-ci ne devait pas voir la prospérité couronner ses longs et méritoires efforts.

Dès l'année précédente, à raison de la condition de ses affaires, il avait dû céder la place à la tête de l'usine de Saint-Léonard à Dominique Mosselman, qui finalement acquit la pleine propriété de tous les établissements Dony.

Le savant chimiste liégeois ne put surmonter cette déchéance

(1) Voir pièce justificative n° VI.

financière et industrielle. Il se retira à Bois-l'Évêque, à l'emplacement de la propriété occupée de nos jours par le pensionnat du Sacré-Cœur. Quoiqu'il tint là table ouverte avec une prodigalité que ses revenus ne lui permettaient plus, le chagrin s'empara de lui et mina si gravement sa constitution qu'il y succomba ⁽¹⁾ le 6 novembre 1819, en proie à la plus profonde misère ⁽²⁾.

Dony, qui avait épousé Joséphine-Gertrude Jalheau, est mort sans enfants. Il était connu, dit un de ses biographes « par la bonté de son cœur, son excessive obligeance et sa libéralité. La classe ouvrière de Liège, parmi laquelle il répandait beaucoup de bienfaits, le chérissait généralement ⁽³⁾ ».

Mosselman, son successeur dans la fabrication du zinc à Liège, tenta à son tour de la perfectionner et surtout de lui trouver des débouchés. Mais ses tentatives réitérées restèrent infructueuses également. A sa mort, en 1837, l'industrie du zinc, comme on l'a dit, n'existait guère encore qu'à l'état d'espérance. A la Société de la Vieille-Montagne devaient échoir le bonheur et la gloire d'avoir mis à profit, on sait avec quelle intelligence et avec quelle noble compréhension de ses devoirs patronaux, pour le bien de tous et du pays de Liège en particulier, l'ingénieuse découverte de l'abbé Dony ⁽⁴⁾.

TH. GOBERT.

⁽¹⁾ C'est donc à tort que la *Biographie nationale* dit que le nom de *Dony* a été donné à la rue qu'il habitait au moment de son décès ». La rue Dony n'a été tracée que trente ans après la mort du personnage.

⁽²⁾ Cinq mois auparavant, le 21 juillet, on avait procédé à la vente publique des nombreux biens fonciers provenant de la faillite de Jean-Jacques-Daniel Dony. La description en est donnée dans la *Gazette de Liège* du 18 juillet 1819.

⁽³⁾ BEEDERLÈVRE, *Biographie liégeoise*, t. II, p. 654.

⁽⁴⁾ C'est le 24 mai 1837 que, désirant mobiliser le patrimoine du défunt directeur de l'usine Dony, Mosselman, les héritiers représentés par M. le comte Le Hon, constituèrent une société anonyme sous la dénomination : Société des mines et fonderies de zinc de la Vieille-Montagne, au capital de 7.000.000 de francs, divisé en sept mille parts de mille francs chacune. Par arrêté royal du 25 janvier 1838, cette société a été autorisée à établir une fonderie de zinc dans la commune d'Angleur, là où elle a encore son siège principal.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I.

Procès-verbal relatif à la réduction de la calamine à l'état de zinc.

(1809).

L'an mil huit cent neuf, le premier du mois d'octobre, à la demande du s^r Jacques-Daniel Dony, concessionnaire des mines de la calamine de la Vieille-Montagne, le préfet du département de l'Ourte, assisté du secrétaire général et de l'ingénieur en chef des mines, se sont transportés à l'usine du s^r Dony, située au faubourg St-Léonard, commune de Liège, à l'effet d'être témoins aux opérations de cet entrepreneur à l'aide desquelles il réduit en grand et dans un fourneau de son invention la calamine à l'état de zinc, et constater l'authenticité de ses expériences.

Il résulte 1^o que, vers midi, le s^r Dony a fait broyer et pulvériser deux quintaux, poids de marc, d'une matière que l'ingénieur en chef des mines a reconnu pour être de la calamine de la Vieille-Montagne ; 2^o qu'il a ajouté à cette matière un mélange dont il s'est réservé la connaissance, et qui n'a augmenté que de $\frac{1}{20}$ environ le poids de la composition ; 3^o à une heure et demie, le foyer, entretenu par de la houille, étant blanc, le fourneau a été chargé de ce mélange ; 4^o les vapeurs humides se sont échappées pendant que la matière s'échauffait ; 5^o vers les trois heures, on reconnut que la sublimation s'opérait et à trois heures et demie, le zinc commençoit à couler des tubes ou se fixoit dans leur intérieur, d'où on le retiroit avec des petites spatules en fer ; 6^o la sublimation a été terminée à six heures du soir, et le s^r Dony a fait recharger son fourneau ; 7^o les produits en zinc de cette expérience qui avoient été mis dans une caisse séparée des autres a pesé quarante quatre livres y compris les crasses ; 8^o le métal ensuite refondu dans un creuset en terre et épuré, il a rendu, après avoir été coulé dans des lingotières, quarante livres, d'où l'on peut conclure que la calamine de la Vieille-Montagne, traitée d'après la méthode du s^r Dony, rend vingt pour cent de son poids en zinc épuré, et qu'ayant la facilité de renouveler la sublimation cinq fois sur vingt-quatre heures et d'opérer sur deux quintaux de matière, il peut fabriquer deux cents livres de zinc par jour dans un seul fourneau.

En foi de quoi nous avons signé le présent procès-verbal pour servir au s^r Dony ainsi que de besoin, et pour pouvoir constater la qualité de la matière obtenue en notre présence et son authenticité

l'ingénieur en chef des mines a conservé, par devers lui, la troisième plaque sortie de la lingotière qu'il représentera au besoin.

Rédigé à Liège les jour, mois et an que dessus.

(Suivent les signatures).

(Archives de la Préfecture : liasse 955/1).

II.

Rapport du secrétaire général du département, Caselli, sur la situation de la fonderie Dony

(1809, 9 mars).

Monsieur le Préfet,

Je me suis conformé à vos intentions. L'on a constaté en ma présence le poids du zinc en plaque existant dans le magasin de la fonderie de M. Dony. Il s'élève là, non compris la matière coulée hier, en lingots, à 78.400 kilogrammes.

Il résulte de l'examen des registres que l'on a expédié à M. Contamine, de Fromelonne, 10.000 kilog. de ce métal, qu'on laminne ; qu'il y en a en dépôt, chez M. Chaudoir de Liège, 4000 kilos. Total, 92.400 kil. disponibles.

Je ne parle pas du métal converti en robinets, assiettes, tuyaux, gouttières, etc.

J'ai vérifié approximativement le produit des fourneaux pendant une journée entière. Il monte de 620 kil. à 700 et plus.

M. Dony, qui veut suffire à toutes les demandes, vient d'acquérir un vaste terrain sur lequel on construira de nouveaux fourneaux. Il paroît fermement résolu à travailler de manière à fournir seul à toute l'Europe.

Vous connaissez, Monsieur le Baron, combien il a d'énergie et de patriotisme et vous ne douterez pas de l'excellence de ses projets. Je pense donc que vous pouvez appuyer avec la certitude d'être utile à l'Etat et à ses citoyens, la réclamation qu'il a mise sous vos yeux.

J'ai l'honneur d'être avec déférence,

Le Secrétaire général,

CASELLI.

Liège, le 9 mars 1811

III.

**Lettre du préfet de l'Ourthe
aux Ministres des finances et de l'intérieur en faveur de Dony**

(1809, 9 mars).

Liège, le 9 mars 1811.

Monseigneur,

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence, une pétition par laquelle M. J.-J.-D. Dony, de Liège, exploitateur de la calamine, le même qui a obtenu un brevet de quinze années, comme inventeur des moyens d'extraire en grand le zinc de ce minerai, sollicite l'autorisation d'expédier ce nouveau métal à l'étranger.

Les sacrifices que M. Dony a dû faire pour parvenir à cette découverte sont notoirement connus. On sait qu'il y a consacré une grande partie de sa fortune, et qu'il fait encore des dépenses considérables tant pour perfectionner et augmenter les produits de sa fabrication que pour en diminuer le prix. Son exposé sous le rapport de la quantité des produits est également exact, suivant le rapport de M. Caselli, secrétaire général. Il paraît, au surplus, que M. Dony pourrait, s'il était nécessaire, augmenter encore ces mêmes produits.

D'après ces considérations, il me semble qu'il est sans inconvénient de procurer à M. Dony les facilités qu'il désire et sans lesquelles il lui serait impossible de couvrir les frais qu'il a faits pour obtenir les résultats satisfaisants dont il s'est empressé de faire jouir le public. Je prie donc Votre Excellence de vouloir bien lui accorder le permis d'exportation du zinc qui fait l'objet de sa demande, sauf à prescrire les mesures de précaution que Votre Excellence jugerait convenables.

Le Préfet de l'Ourte,

MICOU D'UMONS.

(Archives de la Préfecture : Correspondance du Préfet, liasse mars 1811).

IV.

**Lettre de Dony au Préfet de l'Ourthe
pour qu'il sollicite du Ministre compétent l'autorisation d'exporter
le zine.**

(1811, 18 mars).

*A Monsieur le Baron de Micoud d'Umons, préfet du département
de l'Ourte.*

Monsieur le Baron,

J'ai eu l'honneur de m'adresser à vous par une lettre en date du 8 de ce mois.

Connoissant votre sollicitude active pour tout ce qui peut être utile aux fabriques, au commerce du département confié à vos soins : magistrat éclairé, personne n'en sent plus que vous toute l'importance et j'ose croire, Monsieur le baron, que la mienne est absolument en première ligne, puisqu'elle est, je puis le dire, une création qui donne, à la France, une branche d'industrie qu'elle n'avoit pas et nous affranchit d'un tribut payé à l'étranger, surtout aux insulaires nos éternels ennemis.

Le but de ma lettre étoit de vous engager à user de votre bienveillante influence, pour que le zine qui sort de ma fabrique pût être exporté, ce qui est de l'intérêt général autant que du mien.

Cependant, je continue à essayer une foule d'entraves qui me portent le plus grand préjudice. On va même jusqu'à vouloir m'empêcher de faire transmettre mon zine en Hollande, aujourd'hui réunie. Celui que j'expédie se trouve arrêté à Anvers et autres points de communication. Il est évident cependant, que l'importation dans les pays voisins — l'Allemagne, je dirai même l'Angleterre — seroit un bien pour l'industrie française. On allègue un décret prohibitif du 8 pluviôse an IX, mais à cette date, Monsieur le Baron, le zine n'existoit pas en France. C'est par mes soins, mes sacrifices immenses, celui de toute ma fortune que j'ai eu le courage de risquer, que je suis parvenu à en établir une fabrique qui peut, à chaque moment, s'accroître, comme elle l'a fait depuis quelque temps à fournir non à la France, mais à l'Europe entière, si on ne la paralyse pas.

J'ajouterai que je n'ai jamais reçu aucune prime ni secours du gouvernement, que je n'en ai pas sollicité ; que j'avois cependant tant de droits à pouvoir y prétendre, qu'il m'est redu des sommes très considérables pour des fournitures faites ; mais je me borne ici à mon objet.

Veuillez, Monsieur le Préfet, vous qui connoissez ma fabrique et

mes travaux et mon pur dévouement, solliciter qu'on veuille promptement s'occuper de faire justice à mes réclamations. Il y a urgence. Des quantités considérables de denrées, faute de débouchés qu'on ne leur accorde pas, obstruent mon commerce, me jettent dans une stagnation préjudiciable, et, par contre-coup, pourroit priver l'Empire d'une entreprise qui, je le crois, n'a pas d'exemple, et m'a coûté et mes plus belles années et des fonds qui absorberoient mon sort.

La justice, les vues saines de Son Excellence le Ministre, et de l'Administration supérieure, me répondent que la démarche nouvelle que vous voudrez bien faire, Monsieur le Baron, sera suivie d'un succès complet.

Recevez-en d'avance l'assurance de ma vive reconnaissance, comme celle de ma haute considération.

Monsieur le Baron

Votre très humble et obéissant serviteur,

J.-J.-D. DONY.

V.

**Procès-verbal dressé par le Préfet de l'Ourthe
pour constater l'excellence des produits de la fonderie Dony**

(1811, 9 août).

L'an mil huit cent onze, le 9 du mois d'août, nous, Préfet du département de l'Ourte, à la demande de M. J.-J.-D. Dony, nous sommes rendu à sa fabrique de zinc établie à Liège, faubourg St-Léonard, quartier du Nord, où, ayant examiné les produits, nous nous sommes convaincus que le zinc qu'on y fabriquait ne laissoit rien à désirer sous le rapport de sa ductilité et maléabilité ; qu'on le laminait en feuilles très minces et qu'on en fondoit des robinets et autres objets utiles. Ayant, en outre, visité une couverture de ce métal posée sur un pavillon construit depuis environ dix-huit mois, et exposé à toute l'intempérie de l'air, nous avons reconnu que cette couverture enduite d'une couche de peinture en gris, n'a nullement souffert, et s'est parfaitement conservée, que les tuyaux de descente, placés à la même époque et enduits, sont également restés intacts ; qu'un autre tuyau qui avoit été mis sous un tertre recouvert de gazon, a été retrouvé parfaitement conservé, et il ne nous a pas paru qu'il eût été enduit d'une couche de peinture.

Nous estimons donc que le zinc, attendu sa légèreté, et la modicité de son prix (le mètre carré revient à huit franes) est très propre à

couvrir les bâtiments, que sa supériorité sur le fer blanc, dans l'emploi des tuyaux de descente des eaux des toits, nous paraît évidente, si on a la précaution de l'enduire d'une couche de peinture (le mètre de longueur se vend deux francs) : attendu aussi l'avantage qu'il a de conserver une valeur réelle après avoir servi.

Toutes ces considérations nous persuadent que l'usage du zinc, dans bien des occasions, peut être préférable au fer blanc, au plomb, au laiton et à l'étain.

En foi de quoi nous avons dressé le présent procès-verbal à la demande de M. Dony.

A Liège, les jour, mois et an que dessus.

MICOUX D'UMONS.

J.-J.-D. Dony.

(Archives de la Préfecture : liasse 383/3).

VI.

Situation de la fabrique Dony en l'an 1819.

(D'après une note reposant aux archives de la Province ; Régime hollandais).

« Depuis l'an 1809, la fonderie du sieur Dony prit successivement les degrés d'accroissement que nécessitèrent le débit et la consommation du zinc en Europe. Les produits journaliers, de 120 kilogrammes qu'ils étaient dans le principe, se sont élevés jusqu'à 1800 à 2000 kilogrammes. Cet établissement occupe en ce moment 350 ouvriers tant à Liège que sur les lieux de l'extraction du minerai ; il doit être compris dans le nombre des plus intéressants, des plus importants dont notre pays puisse s'enorgueillir. Sous le règne d'un monarque père et protecteur de son peuple, appui de la constitution, avec les encouragements qu'on a le droit d'attendre d'un gouvernement libéral, cette fabrique peut devenir la première du monde dans ce genre. La propriété et l'emploi du zinc sont universellement, avantageusement connus.

» Ce métal est livré au commerce en plaques ou lingots du poids de 11 et de 22 kilog. et en feuilles laminées de toutes les épaisseurs et dans les dimensions ordinaires de 6 pieds de long sur 2 de large.

» En plaques ou lingots, il sert, par sa fusion avec le cuivre rouge, à faire le cuivre jaune, le laiton et l'arco, en feuilles laminées ; il remplace avec avantage le cuivre, le plomb, l'étain, le fer blanc et même le fer à presque tous les usages auxquels on livre ces métaux...

» Depuis longtemps, la société Dony faisait faire avec soin dans différents ports de mer les expériences les plus minutieuses, les plus suivies à l'effet de s'assurer de la possibilité de substituer au cuivre le zinc laminé pour le doublage des vaisseaux ; le résultat a répondu à son attente. Des essais en grand ont été faits : les bâtiments doublés en zinc, après avoir fait plusieurs voyages outre-mer sont revenus intacts. Cette découverte s'est répandue et de toutes parts les armateurs en ont saisi avidement l'application. Sa Majesté, qui ne laisse échapper aucune occasion de favoriser et de récompenser l'industrie de ses sujets a elle-même ordonné qu'une de ses corvettes fût doublée moitié en cuivre, moitié en zinc, afin d'avoir un rapport exact sur l'utilité et la durée comparative de ces deux métaux. Dans le cours de six mois, plus de 40 navires ont été doublés en zinc dans les principaux ports de France et du royaume des Pays-Bas. Les armateurs du Nord, ont aussi adopté cette économie. »

HENRI DE BORSET & THOMAS TOLLET

SCULPTEURS LIÉGEOIS DU XVI^e SIÈCLE

LEURS TRAVAUX DANS LA CATHÉDRALE DE NEVERS

I. — Coup d'œil général sur l'art liégeois au 16^e siècle.

La fin du XV^e siècle avait été désastreuse pour le pays de Liège. Les armées du farouche duc de Bourgogne y avaient exercé sur les ordres de leur maître les plus terribles dévastations.

Le pays était ravagé, la cité détruite ; mais on se mit à l'œuvre avec courage et bientôt les ruines se relevèrent partout : des constructions nombreuses inspirées des traditions du style gothique, mais où apparaissent des formes nouvelles propres à notre région, refirent de Liège, que Charles le Téméraire avait voulu anéantir, une cité neuve.

A l'aube du XVI^e siècle, avec l'élévation d'Erard de la Marek sur le siège épiscopal de Liège, s'ouvrit pour la principauté un splendide essor artistique. Issu d'une famille riche et puissante, d'intelligence éclairée, aimant le faste et les belles choses, le cardinal de la Marek fut l'un de nos princes-évêques les plus représentatifs.

Il aimait à s'entourer de lettrés et d'artistes. On sait l'accueil bienveillant, la brillante situation, qu'il fit à Lambert Lombard, peintre, architecte, graveur, archéologue, dont les enseignements eurent tant d'influence, non seulement sur les artistes du pays, mais aussi sur ceux de l'étranger. Aussi vit-on bientôt affluer dans la cité princière des architectes, des peintres, des entretailleurs d'images, des fondeurs, des verriers, etc., qui venaient des régions les plus diverses.

Les monuments élevés à Liège et dans les villes de la principauté au XVI^e siècle, de même que les œuvres d'art qui nous restent de cette glorieuse époque, prouvent que l'activité artistique fut alors extraordinaire dans toute la région mosane. C'est à Erard de la Marek que l'on doit l'érection du Palais des princes-évêques. Bien que déchu de sa primitive splendeur par un incendie qui ruina sa façade principale et par de malencontreuses restaurations, n'est-il pas toujours le monument civil le plus remarquable des bords de la Meuse ?

Déjà en 1508, Erard de la Marek avait fait exécuter le fameux buste-reliquaire de saint Lambert qui nous révèle le prestigieux talent de nos orfèvres ciseleurs.

En 1528, il fit dresser dans le chœur de St-Lambert un somptueux mausolée tout de marbre et de cuivre doré, qui devait lui servir de sépulture et dont on disait merveille.

C'est sous son règne que l'église Saint-Denis s'enrichit de ce beau rétable si fouillé, dont la zone inférieure du moins, si on réuse l'origine wallonne de la partie supérieure, atteste la maîtrise du ciseau de nos sculpteurs liégeois dans le travail du bois.

Stimulés par le zèle artistique du prince, les Chapitres de Saint-Martin et de Saint-Jacques construisent leurs nouvelles églises qui sont de véritables monuments architecturaux de la dernière époque ogivale ; il en est de même du chœur de l'église de Visé, reconstruit par son Chapitre ; et plus tard, au cours du siècle, les Chapitres de Saint-Paul et de Saint-Jacques adosseront, l'un aux cloîtres, un portail mi-gothique, mi-Renaissance, le second au vestibule gothique de l'église, un portail du plus pur style de la Renaissance.

Le Conseil de la Cité construisit peu d'édifices civils ; il y avait sans doute trop de travaux secondaires à exécuter pour relever la ville : à cette période remontent la Boucherie et la Halle aux grains et une bonne partie des fortifications de la ville. De riches particuliers élevèrent des hôtels excellemment bâtis et qui avaient grande allure. Les églises s'ornent de verrières et ce qui en reste à Saint-Martin, à Saint-Paul, à Saint-Jacques et à Saint-Servais, accuse la réelle valeur de nos

peintres verriers dont l'un ou l'autre travaillèrent d'après les cartons de Lambert Lombard. Les admirables vitraux qui garnirent l'église de l'abbaye de Herckenrode, et placés aujourd'hui dans la cathédrale de Lichfield, en Angleterre, sont des productions artistiques sorties au XVI^e siècle des ateliers mosans.

Des nombreuses œuvres d'art, peintures, statues, bas-reliefs, dinanderies, orfèvreries, etc., dont l'indication et les noms d'artistes nous sont révélés par les archives, bien peu nous restent ; les malheurs des temps et la rage dévastatrice des hommes les ont presque toutes fait disparaître. Il y a à Saint-Jacques, dressés contre la paroi du fond de l'édifice, deux autels qui sont les seuls témoins du mobilier d'alors de nos églises ; ce sont les débris fort remarquables d'un jubé en style de la Renaissance, par lequel l'abbé Fanchon ferma en 1602 l'entrée du chœur de sa collégiale.

Nous ne connaissons de la décoration picturale du XVI^e siècle que les belles voûtes peintes de Saint-Paul, de Saint-Jacques et de Notre-Dame à Huy.

Des pierres tombales et des petits édicules funéraires, comportant un bas relief renfermé dans un cadre architectural, avec l'épithaphe du défunt, sont conservés en bon nombre dans nos églises. Si nous gardons au Musée Curtius, l'admirable et somptueuse pierre sépulchrale du Comte de Hozémont et de sa femme, dont le style appartient à la première renaissance italienne, deux autres dalles également fort belles, d'une époque un peu plus tardive et d'un style renaissant pittoresque et savoureux, ont malheureusement quitté depuis la Révolution la ville de Liège ; ce sont celles de Reginhard et de Jean de Cromois ; l'une est au Louvre à Paris, et l'autre au Musée du Cinquantenaire à Bruxelles.

Il faut donc distinguer dans la production artistique du XVI^e siècle deux phases différentes : la première, où les artistes sont encore fidèles aux traditions gothiques, et cela durera jusque vers 1540 ; la seconde, italianisante, qui s'implanta chez nous, grâce aux leçons du peintre pédagogue, Lambert Lombard, et aux voyages d'études que les artistes prirent

l'habitude de faire au-delà des Alpes. Ils en revenaient gagnés au style de la Renaissance et dès lors les œuvres appartiennent toutes au style nouveau.

Précisément, les deux sculpteurs qui feront l'objet de cet article vécurent dans la seconde moitié du XVI^e siècle ; ils étaient en pleine activité, comme nous le verrons, en 1580, et la description des ouvrages que le duc Louis de Gonzague leur commanda pour la cathédrale de sa ville de Nevers prouve qu'ils pratiquaient l'art de la Renaissance.

Ces deux artistes, **Henri de Borset** et **Thomas Tollet**, ne sont que deux noms que nous mettrons en vedette, parmi cette pléiade de peintres et de sculpteurs qu'on rencontre dans les archives du siècle qui nous occupe.

Aussi bien, n'ai-je la prétention d'apporter qu'une légère contribution à l'histoire du XVI^e siècle dans la cité liégeoise. Cette histoire est bien difficile à faire et peut-être ne le sera-t-elle jamais, du moins d'une façon complète. Si les archives et parfois les historiens parlent des œuvres d'art de cette époque, ils ne fournissent généralement que des noms d'artistes et des indications peu précises sur leurs œuvres. Au reste, comme la plupart des œuvres d'art de cette époque sont disparues et celles qui existent encore difficiles à identifier, nous ne pourrons jamais connaître, du moins je le crains fort, ni le talent des artistes, ni la beauté de leurs productions. Ce sera la conclusion même de cet article, malgré les renseignements assez nombreux que je suis parvenu à rassembler sur les deux sculpteurs dont j'ai entrepris la biographie.

II. — Les contrats des travaux de Nevers.

Un ami, M. Courtoy, conservateur-adjoint des Archives de l'Etat à Namur, au courant de mes recherches sur les artistes liégeois, me signala, pendant la guerre, le volume consacré aux villes de Nevers et de Moulins par Jean Locquin, dans la collection des villes d'art célèbres, publiée par l'éditeur Laurens, à Paris.

Cet auteur, étudiant le mobilier de la cathédrale de Nevers,

raconte qu'autrefois il y existait un maître-autel et trois mausolées, construits au XVI^e siècle, par deux sculpteurs liégeois, mais que ces monuments avaient été détruits à la Révolution française ; il en reste seulement, ajoute-t-il, les deux contrats de 1580, aux Archives de Liège.

C'était évidemment fort intéressant pour l'histoire de l'art au pays de Liège. Aussi, immédiatement après la guerre, me mis-je en quête de ces contrats aux Archives de l'Etat ; je pus craindre un instant que la découverte en serait difficile, M. Locquin n'indiquant point le fond où ils se trouvaient ; il avait lui-même, au reste, puisé ce renseignement dans le *Guide archéologique de la Nièvre*, publié en 1856 par M. le comte de Soultrait, qui n'était pas, lui non plus, plus précis.

Une heureuse inspiration me fit adresser à M. le docteur Jorissenne, que je savais avoir recueilli d'un de ses confrères, M. Bertrand, grand fouilleur de nos vieux registres liégeois, maintes notes intéressantes sur des artistes du pays. Bien m'en prit. M. Jorissenne me transmit avec infiniment de bonne grâce une fiche concernant le contrat de Tollet, que je consultai immédiatement, et aussitôt je découvrais, le précédant dans le même registre, le contrat de Borset.

Les contrats reposent dans le registre 58 des Obligations de la Cour des Echevins ; celui de Borset était daté du 20 août 1580, et celui de Tollet du 29 août suivant. Ils avaient été dressés par le notaire Le Duequet qui, le jour même de leur passation, en faisait la réalisation devant la Cour des Echevins ; l'enregistrement en avait été fait par le greffier Bernimolin.

Nous ne transcrivons pas le mot à mot littéral de ces contrats, ce serait fastidieux. Nous préférons en faire l'analyse, tout en publiant le texte des différents accords que ces contrats renferment.

Nous ferons ensuite la biographie des personnages dont il est ici question : le duc de Nevers, Henri de Borset et Thomas Tollet. Nous aurons ainsi l'occasion de dire à son moment ce que nous savons des monuments que les deux artistes liégeois exécutèrent pour la cathédrale de Nevers.

1^o *Le Contrat de Henri de Borset.* — L'œuvre commandée par

le due de Nevers, à « Henry de Borset, maistre sculpteur et » bourgeois de la cité de Liège » était « une table d'autel, pour » servir au grand autel de l'engliese cathédrale de sa ville de » Nevers », (— c'était donc un maître autel que Louis de Gonzague voulait y élever —) « tant pour y décorer davantage ce » qui concerne le service divin, que pour avoir ordonné sa » sépulture être faiete en sadite église cathédrale. »

Cet autel devait être « large de seize pieds de St-Lambert, et » dix neuveff pieds de haulteur. » ⁽¹⁾

Henri de Borset avait fait auparavant un « pourtraict », c'est-à-dire un dessin de l'autel et l'avait « baillé » au moment du contrat, au due qui l'avait agréé. Ce plan était colorié, conformément aux couleurs des marbres et albâtre dont l'autel serait fait.

En effet « maistre Henry seraf tenu de (le) faire de milleur » marbre qu'il pourra recouvrer, soit noir que jasse et marbre gris, » come aussi des plus beau albastre que (il) pourra recouvrer...

» La table d'autel devra estre faiete partie de marbre noir, » selon quaudit pourtraict il est marqué de noir, et partie de » jasse bien madré de blane et rouge, où il est aussi peinet de » rouge et blanc, et touttes les figures tant grandes que petites » dalbastre, come aussi le demeurant (le reste) qui est marqué » de blane ou jaulne effacé... »

Ces « figures (statues et bas-reliefs) devront estre raportées » sur aultres tables de marbre noir, quy les appuiera par derier... »

Le sculpteur sera tenu d' « ouvrer l'autel le mieulx quil luy » seraf possible, spécialement les figures, lesquelles (le due) » entend quil les face tout au mieulx quil les scait faire... » et il est à croire que Louis de Gonzague avait ouï parler avantageusement du talent de Borset, car il ajoute aussitôt qu'il l'a » à ceste effect choisy parmi d'aultres sculpteurs de ceste dite » cité, pour l'espérance qu'il a, quil les fera exactement bien, » come aussi il luy a promis faire, le tout selon le pourtraict... » ce qui indique que le sculpteur avait également fait le dessin des figures et reliefs qui devaient orner l'autel.

(1) Le pied de St-Lambert mesurant 0,292 m., donc à peu près 0,30 m., l'autel devait avoir 4 m. 80 de largeur sur 5 m. 70 de hauteur.

L'autel devait se terminer « sur les deux côtés, par deux piliers » de marbre jaspe », devant lesquels devaient se placer deux piliers plus petits.

Enfin le sculpteur « polira et aecomodera ladite table d'autel, » en sorte quelle se puisse veoir aux costeis. »

Seulement, les parties contractantes se mettent d'accord, que « par derière, (le sculpteur) ne serat tenu de polir ladite » table d'autel que au-dessus (c'est-à-dire à partir) de huit » pieds en hault... et quant au-dessoubz desdits huit » pieds, il » suffira que le marbre par derière icelle table, soit taillé gros- » sièrement, d'autant que (le due) entend quil soit mazonnée » derier, de la haulteur de huit pieds... »

Le due et Henri Borset se mettent ensuite d'accord sur l'importante question de l'emballage et du transport des pièces composant l'autel. Celui-ci devait être fait tout entier dans l'atelier du sculpteur à Liège, et de là transporté dans la ville de Nevers. Le contrat nous apprend d'abord que Henri Borset « fera serrer tout ledit marbre dans des caijsses de bois avec » du foing bien empaequeté pour estre propre (d'être trans- » portées) par cherrey (charroi) jusques en ladite ville de » Nevers et quant aux pièces d'albâtre, (il) les aecomodera » pareillement dans des caijsses de bois, avec force estoupes...

» Les aiant ainsi aecomodéz, (il) sera tenu de les rendre dans » un bateau que le due fera lower en ladite ville de Liège, pour » conduire lesdites caysses en sa ville de Mézières. »

Là, les caisses contenant les pièces de marbre seront chargées sur des charrettes, et celles renfermant les pièces d'albâtre sur des mulets, et ainsi seront conduites en la ville de Nevers.

Borset devait accompagner le transport. En effet, le contrat ajoute : « à laquelle conduiete ledit maistre Henry sera tenu » de y assister, auffin avoir esgard que les chartiers et les » multiers aient soing desdits marbres et albastres, de paour » (peur) qu'ils ne se rompent par les chemins... »

Suit l'accord pour l'érection de l'autel à Nevers par le sculpteur et pour son séjour en cette ville :

« Aussi serat tenu ledit maistre Henry estant arrivé en ladite

» cité de Nevers, de dresser ladite table d'autel, en la forme
» quelle doit estre selon ledit pourtraiet. »

Le due devra « luy furnir des ouvriers et matériaux, plomb
» et fer, et toutes autres choses, que seront nécessaires pour
» ériger ladite table d'autel ; car en ce cas, ledit maistre Henry
» n'entend dy employer que sa peyne... »

Henry Borset s'engage par après, à livrer « ladite table d'autel
» faicte et parfaite dans un an et demy prochain, qui expirera
» au premier jour d'avril que lon comptera lan mille cinq cens
» quatre vingt et deux, en bonne forme et bien complète au
» mieulx quil luy sera possible, selon quil a esté dit ci-dessus. »

Vient ensuite l'accord pour le prix de l'ouvrage. « Mondit
» seigneur de Nevers pour l'achapt des matériaux et façon de
» ladite table, que port et conduiete diceux dans le batteau
» audit Liège (comme a esté dit) et généralement pour toutes
» aultres choses quil (Borset) poroit par ce après demander,
» il sest accordé à la somme de cinq cens escus dor au
» soleille ⁽¹⁾. Et cens (escus) aussi dor au soleille pour son voiage
» audit Nevers, scïour et retour, oultre le deffroij de sa bouche. »

Henri Borset entendait par là, « estre deffrayé à son train
» ordinaire pendant le scïour » qu'il ferait à Nevers.

Cette somme de six cents écus d'or au soleil devait être payée au sculpteur de la manière suivante :

« Assavoir cent et cinquante escus dor sol que (Borset)
» confesse avoir heu et reçu présentement... et les trois cens
» cinquante restans des cinq cens escus, lorsqu'il aura para-
» chevé ladite besougne, qui luy seront a l'instant même faiet
» paier comptant par mondit sgr (le due de Nevers) en ceste
» dite cité de Liège.

« Et pour le regard des autres cent escus pour son voyage,
» mondit sgr sera tenu de luy faire bailler au départir quil fera
» de Nevers pour sen retourner à Liège, après avoir dressé
» ladite table d'autel. »

En assurance du contrat, Henri de Borset promet de livrer

(1) Les écus d'or au soleil étaient dits aussi simplement Ecus sol. Il s'agit probablement des écus d'or frappés à Lyon sous Charles IX (1550-1574) et marqués d'un soleil au-dessus de la couronne.

en caution et d'hypothéquer deux maisons qu'il a à Liège, l'une « dans la rue tendante de St-Paul à St-Jaeque », et la seconde sur l'île des Hochets : ce qu'il réalise le jour même, comme nous le voyons, devant la cour des échevins.

Et c'est sous ladite caution que Henri Borset s'engage à travailler uniquement à l'ouvrage lui commandé par le duc de Nevers à partir de Noël prochain, époque à laquelle il aura terminé les autres besognes qu'il a reçues de certains particuliers, et à partir de laquelle, il n'en acceptera plus d'autres.

Le contrat avait été signé par le duc « Ludovico Gonzaga, Henri de Borset, Ambroese Lots, Gérard de Peron, Douffey le Joeune, témoins à ce priez et requis. »

2° *Le contrat de Thomas Tollet.* — Le contrat entre le duc de Nevers et maître Thomas fut dressé par le même notaire Le Ducquet, dans la maison du Val-Saint-Lambert à Liège, quelques jours après celui de Henri Borset, à savoir le 29 août 1580 et réalisé le jour même par devant la Cour des Echevins.

Étaient présents : S^r Ambroes Lhoets, trésorier de Monseigneur Révérendissime et Illustrissime Gérard de Groesbeeck, cardinal et évêque de Liège, partie faisant pour le duc de Nevers et M^{re}. Thomas Tollet « sculpteur et borgois de ceste cité de Liège ».

Dans ses grandes lignes, le contrat de Thomas Tollet est conçu comme celui de Henri Borset ; évidemment l'objet du contrat, le prix du travail et les termes du paiement diffèrent.

L'œuvre que Louis de Gonzague commande à Thomas Tollet, c'est son mausolée, qu'il appelle (nous dirons pourquoi plus loin) « ung cabinet ou oratoire », qui sera fait « de marbre noir, » avecq des colonnes de jaspe rouge enrichie d'albastre... servant à la sépulture qu'il veult faire faire en légglise cathédrale de sa cité de Nevers ». Il aura une longueur de « quinze pieds de roy... huit pieds de large, et... environ huit de hauteur... ⁽¹⁾. » Le mausolée sera fait, suivant le portrait (c. à d. le dessin) qu'il en a baillé à mondit seigneur. Et pour ce faire, Thomas

(1) Le pied de roi mesurant 0,32482, donc environ 0,33 m., les dimensions du mausolée devaient être de 4 m. 95 de longueur sur 2 m. 64 de largeur sur 2 m. 64 de hauteur.

» Tollet mettra en besongne, toute la meilleure sorte, de
» marbre, jaspé et albatre qu'il pourra recouvrer, et le fera
» ouvrier et tailler au mieulx que luy sera possible, comme
» aussi le rendra la plus poly que faire se poltra, et en somme
» usera de toute diligence pour rendre ladite œuvre en toute
» perfection et parachevée dans deux ans qui j'expireront au
» dernier jour d'aoust que lon comptera mil chineque cents
» quatre vingt deux. »

L'on va voir par ce qui suit que le mausolée devait être
façonné dans l'atelier de Tollet à Liège, et être transporté,
pièce par pièce, à Nevers. Et comme l'on a estimé que le monu-
ment « polra peser environ septante milliers (de livres), ledit
» maistre Thomas a promis a mondit Sgr, pour faciliter la
» voiture (transport) dicelluj de luy rendre parachevée dans la
» fin de febvrier prochain mil chineque cents quatre vingts ungs
» de l'ouvraige fait pour le pois d'environ dix milliers, et à la
» fin du mois de mars suivant aultres diex milliers... »

« Pareillement ledit maistre Thomas sera tenu de fournir la
» troisième voiture (expédition) pesant diex milliers (de livres)
» dans la fin du mois de juillet suyvant... » « Et la quatrième
» et la cinqüième livrée au dernier de febvrier que l'on comp-
» tera mil chineque cents quatre vingt deux et l'autre à la fin
» de mars audit an... Et la sixième et septième voiture a la
» fin du mois de juillet et aoust audit an quatre vingts deux. »

L'ouvrage devait donc être livré en sept transports « néant-
» moins si ledit maistre Thomas avait comodité de délivrer à
» chaeune voiture plus grande quantité de dix milliers (de livres),
» mondit seigneur s'en contentera... »

L'emballage des pièces de marbre devra être fait avec soin
dans des caisses de bois, avec du foin, « affin quelles ne se
» puissent gaster par les chemins, et ainsi accoustrées, (maistre
» Thomas devra) les rendre dans le batteau que mondit sgr
» fera louer en ladiete cité de Liège, pour le conduire en sa
» ville de Mézières.

On règle le poids des pièces à transporter par chaque char-
rette et par chaque mulet. Seulement, « maistre Thomas, aura
» esgard, en mettant le marbre dans les caysses de faire en

» sorte, que celui qui devra aller sur les charettes, soit tel-
» ment balancé (ainsi disposé) qu'il ne pèse (pas) plus de treize
» cent cinquante à quatorze cens livres, et celui qui devra
» aller sur les mulets, de cent soixante livres de chaque côté
» revenant pour mulet, trois cens livres... »

On voit qu'ici, mieux que dans le contrat précédent, tout est prévu pour ne pas excéder certains poids pour le transport par charrettes et par mulets.

Finalement, à la dernière expédition, « maître Thomas sera obligé de (l'accompagner) en la dicte cité de Nevers, et là y dresser ledit oratoire, servant pour ladicte sépulture... ».

Le duc prend le même engagement que pour Borset, d'y « deffrayer ledit maître Thomas de sa bouche, tant qu'il séjournera, dans la cité de Nevers, pour y ériger ladicte besongne, et d'abondant lui fournira les ouvriers et mathuriers qui à ce faire sont nécessaires. »

Vient ensuite l'accord pour le paiement : « Pour tous lesquels frais, pertes, despens et voyages et généralement pour tout ce que ledit M^{re} Thomas pourrait demander ou prétendre auprès de mondit Sgr à cause dudit ouvrage, mondit Sgr lui a promis et accordé, ainsi qu'il a été convenu entre eux, qu'il lui baillera la somme de huit cens escus sol... ».

Qu'ils conviennent de payer ainsi :

1^o « deux cens escus comptant » que Thomas Tollet reconnaît avoir reçu présentement ;

2^o « cent escus, à payer à Liège », le dernier jour de mars 1581, après la livraison des deux premiers transports ;

3^o « cent escus », à payer de même fin juillet 1581, quand Tollet aura fourni la troisième voiture ;

4^o « deux cents escus », à payer le dernier jour de mars 1582, après la quatrième et cinquième expédition ;

5^o « deux cents escus », à payer le dernier d'août 1582, après avoir fait la sixième et septième livraison.

Le contrat ajoute qu'ils font « la somme de sept cens escus ». Le notaire a commis ici une erreur dans son énoncé des paiements ; car si nous additionnons les diverses sommes qu'il pré-

voit, ce n'est pas à 700 écus qu'on arrive, mais à 800. Ce qui serait la somme totale sur laquelle les parties se sont mises d'accord, alors que nous allons voir qu'un dernier paiement de cent écus devra se faire, lorsque le monument aura été érigé dans l'église de Nevers et que l'artiste sera sur le point de retourner à Liège.

L'erreur doit se porter, je crois, sur le quatrième paiement qui ne doit pas être de 200 écus, mais de 100, comme les deux précédents : ainsi le paiement de 200 écus n'aurait été prévu que pour le premier où le sculpteur reçoit un acompte, et au cinquième, après que toutes les pièces du mausolée auraient été livrées.

Au sujet des 100 derniers écus restant à payer, voici la teneur du contrat :

« Et après que (Tollet) aura dressé ledit oratoire en ladite
» église cathédrale de Nevers et que ledit maistre Thomas sen
» voldera retourner en cette dite cité de Liège, mondit Sgr luy
» fera délivrer les cent escus restant faisant le parfait paiement
» de la susdite somme de huit cens escus qui a été accordée
» par mondit Sgr audit maître Thomas. »

Celui-ci fait la promesse de ne faire aucun autre travail pendant l'exécution du mausolée de Louis de Gonzague. Le contrat dit en effet :

« Et affin que ladicte besongne ne demeure (pas) imparfaite
» et que ledit maistre Thomas la puisse rendre à mondit Sgr au
» susdit temps promis, il s'est obligé et oblige de ne prendre
» aucune aultre entreprise ny ouvrage à faire ou faire faire,
» grande ne petite, quelqu'il soit pendant lesdites deux années,
» ou du moins jusques a ce que ladicte besongne de Monseigneur
» sera parachevée sy tant y a quil la puisse parachever plus tost.
» En securté (en assurance) de tout ce que dessus », c'est-à-dire de tous les accords prévus par le contrat, le duc s'engage à tenir les promesses faites à Thomas Tollet, « sur sa foi de prince », tandis que le sculpteur, pour caution des choses promises au duc, « est obligé et oblige tous et chascun ses biens, meubles et
» immeubles présents et advenir, spécialement sa maison située
» en Liège, lieudiet sur Meuse, auprès des Chauffours avec la

» place quil a derrière icelle maison. » Il la donne en caution et hypothèque réellement, le même jour, devant la cour des Echevins, et complétant les renseignements sur sa situation, il la dit « scituée sur la Moese, az Mariniers près de Chaffor à » Liège, entre leurs joindants ». Il y ajoute de plus les quatre autres maisons qu'il fait « nouvellement bastir en Souverain » Pont, audit Liège, » dont il n'avait pas parlé précédemment.

L'acte est signé par le notaire Le Duequet, Lodovico Gonzaga, Thomas Tollet, Ambroes Lhoets, Gérard du Peron, Douffey le Jocune, témoins à ce priez et requis...

« Y ont aussi esté présens : Illustre Monseigneur Herman » comte de Beneberg, archidiaque d'Ardenne, en légliese de » Liège ; Monsgr Guy de Roscit, Sgr de Ronsinnes, Raes de » Choquier et plusieurs aultres tesmoins à ce requis. »

III. — Le duc de Nevers.

Les contrats nous disent quel était ce personnage qui commanda à Henry de Borset, le maître-autel de la cathédrale de Nevers, et à Thomas Tollet le mausolée qu'il voulait s'y faire ériger.

Il s'appelle Louis de Gonzague, duc de Nivernais, prince de Mantoue, comte de Réthellois et d'Auxerre, pair de France, gouverneur et lieutenant-général, pour le Roi, de son dit duché.

Le Nivernais n'avait été jusqu'en 1538 qu'un comté, qui fut alors érigé en duché et pairie héréditaire. Il était passé à cette époque à François de Clèves, fils aîné de Charles de Clèves et de Marie d'Albret.

François de Clèves mourut le 23 février 1561, durant une épidémie qui causa une grande mortalité dans la ville de Nevers. Il avait deux fils et trois filles.

Ses deux fils lui succédèrent l'un après l'autre ; le premier, François II, en 1562, mais il mourut le 10 janvier 1563, à la suite des blessures qu'il reçut à la bataille de Dreux ; il ne laissait pas de postérité.

Le second, Jacques de Clèves, qui avait épousé Diane de la Marek, de la maison de Bouillon, ne survécut guère à son frère ; il mourut prématurément en 1564 sans avoir eu d'enfant.

Leur sœur aînée, Henriette de Clèves, hérita du duché et, par son mariage avec Louis de Gonzague, transmit à ce prince italien ce duché de France. Leur arrière-petit-fils, Charles III de Gonzague, retourné en Italie, vendit le duché de Nevers à Mazarin en 1659.

Louis de Gonzague était le troisième fils de Frédéric II de Mantoue. Il naquit en 1539 et fut élevé à la cour de France, sous le roi Henri II. Il embrassa, très jeune, la carrière militaire et devint un brave chef d'armée, et comme tel, rendit de grands services à la France. Durant les guerres de religion, il combattit contre les Huguenots, mais sauva, pendant la nuit de la Saint-Barthélemy, la vie du prince de Condé, son beau-frère, et empêcha de nouveaux massacres. Il fut un des premiers à reconnaître le roi Henri IV, qui l'envoya à Rome, pour négocier sa réconciliation avec le Saint-Siège.

On se demandera comment le duc de Nevers s'en vint chercher à Liège des sculpteurs pour exécuter les importants travaux qu'il se proposait d'entreprendre dans la cathédrale de Nevers, alors qu'il résidait souvent à Paris et qu'il y avait sous la main des artistes français et même italiens, capables de réaliser ses projets.

Il n'y a cependant là rien de surprenant. Le duc n'était pas un inconnu dans la cité princière: Déjà en 1575 (le P. Foullon dit en 1576), Louis de Gonzague était passé par Liège, pour aller prendre les eaux de Spa, qui avaient déjà alors beaucoup de vogue.

Louis de Gonzague aurait été, paraît-il, le premier personnage de qualité qui recourut à l'efficacité des eaux de Spa. A son retour vers la France, le prince-évêque Gérard de Groesbeek se porta au devant de lui jusqu'à la porte d'Amereœur et lui fit une réception magnifique au palais épiscopal.

S'étant bien trouvé de son traitement, il revint à Spa en 1578. Il était accompagné du fameux savant, Jean Maldonat : mais cette fois, Maldonat parlant de la vertu des eaux spadoises avec Michel de Montaigne, lui disait que « ny Mgr de Nevers, ny lui-même, n'en estoient devenus plus sains. »

Nous savons d'une manière certaine par les présents contrats que le duc de Nevers revint encore à Liège et à Spa en 1580, quoique les historiens ne parlent pas de ce voyage, à moins qu'ils n'aient fait erreur sur la date et que le voyage qu'ils prétendent avoir eu lieu en 1578 ne soit celui de 1580. Il était à Liège le 22 juin, alors qu'un nouveau deuil venait de lui enlever son second fils, François de Gonzague, décédé à Paris, le 15 juin précédent, à l'âge de trois ans et onze mois : l'aîné était mort le 22 avril 1574, à l'âge de treize mois.

Dans le Registre des Dépêches du Conseil privé (année 1580) ⁽¹⁾, se trouve, au 22 juin, la réponse du prince-évêque à la lettre que le prince de Gonzague lui avait adressée par un de ses gentilhommes, et par laquelle il lui annonçait qu'il allait à Spa prendre les eaux pour remédier à une indisposition. Le cardinal remercie le duc de Nevers de ses compliments et fait des vœux pour le rétablissement complet de sa santé.

Louis de Gonzague était de retour à Liège sur la fin d'août, puisqu'il y fait ses deux contrats, les 20 et 29 dudit mois.

Le baron de Villenfagne ⁽²⁾, suivi par divers historiens du siècle dernier qui se sont occupés de l'histoire de Spa, raconte en basant son récit sur le P. Bouille et Chapeauville, mais surtout sur un manuscrit contemporain, que le duc de Nevers revint encore à Spa en 1603 ou 1604. Il y a là une erreur de personnalités. Le duc de Nevers, dont il est question ici, n'est plus Louis de Gonzague, mais son fils Charles I, né en mai 1580. Louis de Gonzague était mort en 1595, à Nesles en Picardie. Sa femme, Henriette de Clèves, lui survécut quelques années ; elle décéda en 1601, en l'hôtel de Nevers à Paris. Son fils Charles I^{er} hérita alors du duché. C'est de lui qu'il s'agit dans la visite du duc de Nevers en 1603 ou d'après Foullon en 1604. Il fut reçu à son arrivée à Liège le 11 juin au nom du prince-évêque, absent de la cité, par l'un de ses conseillers, le comte de Billehée, qui lui offrit un splendide festin au Palais. Le jour suivant, le corps des arbalétriers lui fit également une brillante réception à l'antique Violette.

(1) Archives de l'Etat à Liège.

(2) Dans son *Histoire de Spa*.

Louis de Gonzague, à l'occasion de ses voyages, entra naturellement en relations, — nous le voyons d'après les signatures du contrat de Thomas Tollet, — avec les principaux personnalités de la cité : il put ainsi se renseigner sur le savoir faire des artistes liégeois qu'il désirait employer pour ses travaux d'art. Le contrat de Henri de Borset le déclare expressément.

Les contrats nous disent enfin que Louis de Gonzague avait pris, durant son séjour à Liège, résidence dans la maison ou refuge de l'abbaye du Val-Saint-Lambert : cet hôtel était situé dans la rue du Pot d'Or ⁽¹⁾.

Quelles relations y avait-il entre le duc de Nevers et les cisterciens du Val, pour que ce noble personnage descendit plutôt chez eux qu'ailleurs ?

Je crois l'avoir découvert dans un renseignement que fournit la *Gallia Christiana* ⁽²⁾. Il existait dans le comté d'Auxerre, qui appartenait au duc de Nevers, à Bouras (Bonus Radius) une abbaye de cisterciens, dont il était probablement le bienfaiteur. Un parent de sa femme, Louis II de Clèves, chanoine régulier de Saint-Augustin, en était devenu en 1562 l'abbé commendataire : il le resta jusqu'en 1605. Ainsi s'explique naturellement, me semble-t-il, que l'abbaye du Val-Saint-Lambert, tint à honneur de donner l'hospitalité au parent de l'un des prélats de l'ordre.

Disons, en terminant cette courte biographie de Louis de Gonzague, qu'il ne fut pas seulement homme de guerre et diplomate, mais aussi mécène d'art et philanthrope.

De Glen dans son livre *l'Economie chrestienne* (Liège, 1608) ⁽³⁾ parle de deux fondations charitables faites par le duc de Nevers et il affirme que lui-même en reçut de grands bienfaits pendant ses études à Paris.

Le Musée de Nevers, établi depuis peu dans l'hôtel épiscopal, est surtout remarquable par une abondante et très belle collection de porcelaines et de faïences dites de Nevers. J'y ai lu une note historique qui attribue à Louis de Gonzague, l'origine de

(1) GODET, *Rues de Liège*, III, 290.

(2) Tome XII, fol. 458.

(3) Cité par VILLENEUVE, dans son *Histoire de Spa*.

cette industrie artistique. C'est lui qui fit venir d'Italie les artisans spécialistes dans la faïencerie pour établir dans sa capitale cette fabrication d'art. Nous savons en outre ⁽¹⁾ qu'il attira à Nevers un grand nombre de seigneurs altaristes, pour y introduire l'industrie et l'art de la verrerie.

IV. — Maistre Henry de Borset.

Cet artiste a dû appartenir à une famille établie depuis longtemps à Liège : on rencontre dans les archives, comme nous allons le voir, des Borset, dès le 15^e siècle.

En 1429, Pieron Borset est voir-juré du Cordeau, c'est-à-dire géomètre, et il rend avec des confrères, un jugement « concernant certaines aisemenches » ⁽²⁾. Il est encore nommé en la même qualité en 1457, dans le cartulaire de Saint-Lambert ⁽³⁾.

En 1478, Lambert Borses est cité comme voir-juré du Cordeau dans une charte du Val-Saint-Lambert ⁽⁴⁾.

En 1480 et 1497, c'est probablement le même Lambert Borses qui est tenant de la cour jurée du chapitre de Saint-Paul ⁽⁵⁾.

En 1519, Bauduin de Borset prend un engagement, devant la Cour des Echevins, envers Lambert et Gérard Borset ⁽⁶⁾.

Le 25 février 1529, damoiselle Catherine, relicte de Henri Borset, fait un acte en faveur de son gendre, Martin Lejeune ⁽⁷⁾.

En 1544 et 1545, Henri Borset, religieux hieronymite, donne sa signature dans des actes de ventes faites par le couvent ⁽⁸⁾.

L'un de ces actes donne la situation d'un bâtiment que le couvent veut vendre. Il est dit attenant vers le Pont d'Ile aux héritages de Lambert Borset, sur lesquels nous trouverons de plus amples renseignements dans ce qui suit.

⁽¹⁾ *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. VIII, p. 405.

⁽²⁾ Inventaire des chartes du Val-Benoît, dans le *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, tome XXX, p. 237.

⁽³⁾ Tome V, page 155, n° 10.

⁽⁴⁾ *Invent. des chartes du Val-Saint-Lambert*, par SCHOONBRODT, n° 1444.

⁽⁵⁾ *Idem*, n° 1547.

⁽⁶⁾ Cour des Echevins. Registre aux oblig., n° 16.

⁽⁷⁾ Cour des Ech. R. aux oblig., n° 19.

⁽⁸⁾ *Bull. de l'I. A. L.*, t. XI, pp. 225 et 227.

En 1551, paraît un François Borset, qui est sculpteur ⁽¹⁾.

Il s'engage à exécuter un autel en l'honneur de sainte Anne et de saint Michel, en la chapelle de la Vierge Marie dans l'église Sainte-Catherine. Cet autel aura des piliers de jaspe et de marbre poli, ainsi que des images en pierres blanches les plus fines. Il s'agit bien, semble-t-il, d'une œuvre dans le style de la Renaissance.

Cet acte dit aussi que François Borset demeure sur l'île des *Fratres*, qui étaient les Frères Hieronymites voués à l'enseignement. Cette île était aussi appelée l'île aux Hochets. Les bâtiments de l'Université occupent l'emplacement de cette ancienne maison religieuse ⁽²⁾.

François de Borset, comme l'appelle l'acte, prit en location une carrière de marbre, située à Theux, au lieu de la Boverie, dit le Chaffour, assez proche de l'église, tirant du côté d'Aywaille. Ernest de Bavière la lui avait rendue moyennant un cens annuel payable à la table épiscopale de quelques huyet ou dix florins Brabant. Cette carrière fut plus tard rendue successivement aux mêmes conditions, à Thomas Tollet, à Pierre Mettecoven, à Bertholet Flémalle et à Jean Del Cour ().

On a eu un moment, au siècle dernier, sur l'affirmation de l'historien Henaux, que François Borset avait été l'architecte du palais des princes-évêques : ce qui lui a valu d'avoir sa statue, exécutée par Mathieu de Tombay, à la façade du palais. Depuis lors, l'erreur a été reconnue. M. Gobert a établi que l'architecte de ce merveilleux monument fut Aert Van Muleken ⁽³⁾ et on attribue aujourd'hui à François Borset, la sculpture des curieuses colonnes de la première cour intérieure.

Enfin, nous arrivons à Henri Borset qui est, comme le prouve le contrat conclu par lui avec le duc de Nevers, en pleine activité artistique en 1580.

(1) Echevins de Liège, R. aux oblig., n° 28, publié dans le *Bulletin des Bibliophiles liégeois*, tome V, p. 125.

(2) Voir GOBERT à ces différents noms.

(3) Tables des octrois et rendages de la Chambre des comptes, fol. 53 et 69, publiées par ST. BORMANS, dans le *Bulletin de l'I. A. L.*, volume XIII.

(4) GOBERT, *Le Palais princier de Liège, son véritable architecte* dans le *Bulletin de l'I. A. L.*, t. XI.

A cette époque, il possède deux maisons qu'il met en gagière et hypothèque. Nous eîtons le contrat : 1^o « Une maison, seailhe, »
» jardin et assieze avec ses appartenances, en la rue tendante »
» de Saint-Paul à Saint-Jacques (1), joindant vers l'engliese dedit »
» Saint-Jaeque à la maison delle Xharbotte à M. Henri Seawier ; »
» vers ledit Saint-Paul à une maison claustrale dedit Saint-Paul »
» que fut à Monsieur le chanoine Erpe : devant à chemin. »

2^o « Une aultre maison, seailhe, jardin et appartenances... »
» seituée sur l'islea aux Hochets joindant vers le pont d'Arches, »
» a porpris des Fratres : vers le monastère des Croisiers, aux »
» Wérixhas... (2)

Il semble bien que cette maison est celle appelée plus haut les héritages de Lambert Borset, et possédée ensuite par François Borset : et alors notre Henri Borset ne serait-il pas leur fils et petit-fils ?

D'après divers actes trouvés aux Archives de l'Etat à Liège, Henri Borset paraît avoir eu plusieurs frères :

1^o François, mort avant 1584. Sa femme, Marie Le Doijon, est remariée à Louis Germeau. Il eut plusieurs enfants dont un était mineur à la mort de son père et qui s'appelait également François (3).

2^o Gérard, époux de Marie Van den Berg, mort entre le 28 août 1579 et le 16 juillet 1580 (4).

3^o Lambert, décédé avant 1579, époux de Agnès N., femme moderne de Johan Daoust (5).

Le 14 octobre 1583 (6), un Henry Borset et sa femme Catherine de Xhenemont, font testament au dernier vivant.

Il doit être question ici de notre sculpteur et de sa femme. Car si l'acte ne déclare pas la profession du testateur, il renseigne sa résidence, qui est la rue St-Remi, celle-là même qui est indiquée, sans la nommer, dans le contrat, de 1580 (7) où le

(1) C'est évidemment la rue Saint-Remi ; nous le verrons d'ailleurs plus loin.

(2) Rendages de l'officialité (1584 à 1594) fol. 34.

(3-4) Echevins de Liège, Convenances et testaments, HARENNE (1576 à 1580), fol. 393.

(5) Echevins de Liège, convenances et testaments, BERTRANDY (1583 à 1586), fol. 341.

(6) Rendages de l'officialité (1584 à 1594), fol. 82.

(7) Voir page précédente, *in fine*.

sculpteur Henri Borset hypothèque sa maison « située dans la rue tendante de St-Paul à l'englise Saint-Jacque », donc évidemment la rue Saint-Remi.

Henri Borset était malade à la fin de 1583, et il dut succomber à la suite de cette maladie. Moins d'un an après, le 2 août 1584, sa veuve rend devant l'officialité à cause de ses fils et filles mineurs, un emplacement situé sur l'Isleau aux Hochets, où sont les thiers des archers de Notre-Dame aux Canons, depuis la muraille des jardins des Jésuites, jusqu'à ceux des dits rendeurs. Il faut remarquer que depuis 1581, les Jésuites ont remplacé les frères Hiéronymites. L'acte renseigne aussi qu'à cet endroit, les archers s'y exercent au tir de l'arc. Cet acte nous paraît concluant : il s'agit bien de notre sculpteur qui est mort à un âge peu avancé et en pleine maturité de son talent ; voilà la raison pour laquelle on ne rencontre plus rien dans les archives concernant Henry Borset et pourquoi le silence s'est fait si rapidement autour de son nom.

Si les archives nous éclairent sur la famille de l'artiste, par contre nous savons peu de chose sur son œuvre, ou plutôt rien d'autre que ce que le contrat de 1580 nous révèle au sujet du maître-autel de Nevers. Et encore ne connaissons-nous probablement jamais la valeur de son talent, qui est cependant mis en relief par Louis de Gonzague : c'est le motif qui l'a décidé à choisir Henry Borset, parmi d'autres sculpteurs de la cité, pour l'exécution de son travail.

Le maître-autel de Nevers fut malheureusement en grande partie détruit au temps de la Révolution. M. de Sainte-Marie qui publia, en 1810, ses *Recherches historiques sur Nevers* et qui sans doute avait vu les œuvres d'art de la cathédrale avant leur destruction, écrit que les mausolées des ducs de Nevers, ouvrages d'un habile sculpteur italien, attiraient l'admiration des connaisseurs. Ceux-ci, dit-il, s'arrêtaient encore avec plus de complaisance devant les charmants bas-reliefs en marbre blanc qui décoraient le maître-autel : mais les marteaux des vandales du 18^e siècle n'ont respecté que les deux plus petits qui représentaient, l'un « le repas de Notre Seigneur avec les disciples

d'Emmaüs » ; l'autre, « *l'apôtre Thomas se jetant à ses pieds, au moment où il le reconnaît* ».

Au commencement du 19^e siècle, le maître-autel avait été reconstruit avec les rares morceaux qui avaient échappé à la destruction et on y avait replacé les deux bas-reliefs en question. Mais ceux-ci ont eux-mêmes disparu en 1870, lors de la construction d'un autel pseudo-gothique (1) ; peut-être ne les retrouvera-t-on jamais ! Malgré mes recherches nécessairement limitées, jusqu'ici aucun renseignement n'a pu être obtenu sur le sort advenu à ces bas-reliefs qui eussent été les seuls vestiges du talent de Henry Borset.

V. — Maître Thomas Tollet, sculpteur.

Il nous est un peu mieux connu que Henry Borset. Les archives ont conservé plusieurs actes passés par lui. Suivant ceux-ci, il est architecte, ingénieur et entretailleur d'images, c'est-à-dire sculpteur. Son père, qui se nomme aussi Thomas, fut peintre ; sa mère fut Anne, fille de Castor Nollens (2). Leur fils passe pour avoir fréquenté, sans doute pour y apprendre l'art du dessin, l'atelier de Lambert Lombard, dont il épousa, en 1565, la fille cadette, appelée Philipette, née, croit-on, de la troisième femme du célèbre peintre, Anne Wauthier de Chaweheid.

Les convenances du mariage de Thomas Tollet furent faites le 3 août 1565 (3), par devant Sgr Liévin Torrentius, protonotaire et archidiaque du Brabant, dans sa maison située dans les encoîtres de Saint-Pierre et en présence des Sgrs Guillaume Erp, chanoine de Saint-Paul, et Dominique Lampson, chanoine de Saint-Denis et secrétaire du prince-évêque de Liège.

Lambert Lombard, qui se dit ici peintre et architecte de Son Altesse, s'engage à donner à sa fille, pour partie de douaire

(1) Cet autel est l'œuvre d'un sculpteur nivernais, Jean Gautherin, qui l'exécuta sur les dessins de l'architecte Ruprich-Robert.

(2) Ce renseignement m'a été communiqué par M. Poncelet. Il se trouve dans un relief du métier des merciers fait par Marie, fille de Thomas Tollet le 10 octobre 1627. (Merciers de Liège R. des reliefs n° 67 fo. 177.)

(3) Grand greffe des échevins de Liège, Convenances de mariage et testaments (1569 à 1572), fol. 188.

et avantage de mariage, 200 dallers à 30 pattars de Brabant pièce, à savoir cent dallers en deniers comptants et pour les autres cent dallers, une rente de 6 florins et demi de Rhin d'or », que Lambert Lombard déclare, suivant une lettre patente, émanée des échevins du 26 mars 1544, avoir achetée à Charles Van der Heyden de Gellen-Kerken.

Le 26 juin 1567 ⁽¹⁾ la veuve de Lombard cède à son gendre cette rente qui était établie sur une autre rente de 28 à 30 muids d'épeautre, gagée elle-même sur une « cour, maison, jardin, appendices et appartenances qu'on dit del perier (carrière) séante emprès de Saint-Laurent. »

En outre, par une déclaration assermentée qui suit les conventions de mariage, et datée du 4 août 1570 ⁽²⁾, l'archidiacre de Brabant et les deux chanoines témoins attestent que Lambert Lombard, en surplus de la dot de deux cents dallers, promet et donna à Thomas Tollet, une certaine carrière de jaspe, qu'il avait gisante au lieu de Ninanne, proche de Vesdre, dans la baillerie d'Amereœur, à telles charges qu'elle est tenue et redevable.

Le 17 juillet 1567 ⁽³⁾, Henri Noelz et Jehenne, son épouse, transportent à Maître Thomas Tollet, entretailleur d'imaiges, une maison avec l'une des tours de la porte d'Avroy, extante à côté, située en la rue d'Avroy, moyennant une rente de 120 florins du Rhin.

Le 3 avril 1570, Jean Van Heynberg, entretailleur de pierres, et Thomas Tollet concluent un échange : le premier cède au second, une perrière acquise par lui de Pirnea le boulanger de Vaux-sous-Chèvremont, moyennant cinq florins de cent héritable, rente qui fut rédimée par Tollet, deux jours après.

Cette carrière de pierres était sise à la « Heid Watier desoubz la Rochette, contenant ung journal joindant vers l'eave de Vesdre, alle Leche : dessoubz a Lambert le joddet, vers Liège

(1) Embrevures d'Eyck, Rég. 2327 73. — Helbig dans sa notice sur Lambert Lombard parue dans le *Bull. de la Commission royale d'art et d'archéologie*, 1892 donne une indication tout à fait inexacte.

(2) Grand greffe des Echevins, conventions de mariages, cité plus haut, fol. 189.

(3) Embrevures d'Eyck, Rég. 2326 73.

aux représentants Collard, des autres costés à Pirnea.» Thomas Tollet cède en échange une « maison en la rue et joindant le pont d'amecourt joindant damont au Pont et daval alle tenure de lespée dit de Healne » (1).

Rappelons-nous que Thomas Tollet avait également pris en location la carrière de marbre noir de Theux, qui appartenait à la Table épiscopale, mais nous n'en connaissons pas la date exacte.

Le 20 avril 1570 (2), Thomas Tollet rembourse une rente de 6 florins et 13 patars Brabant, qu'il devait à Nicolas, fils de Maître Cloes Colchon, jadis licencié en droit et avocat de la vénérable Cour de Liège, sur une maison qu'il possède en Souverain-Pont.

C'est probablement l'immeuble que M. Gobert (3) signale comme ayant passé aux mains de Lievin Torrentius, qui, de chanoine de Saint-Lambert, devint archidiaque de Brabant, grand-vicaire du diocèse, et finalement évêque d'Anvers, personnage qui présida aux convenances de mariage du sculpteur avec Philipette Lombard.

Le prélat, d'après M. Gobert, ne résida point en Souverain-Pont : à peine en possession de cet hôtel, il y offrit l'hospitalité aux Jésuites, qui venaient d'inaugurer leur ministère à Liège.

La propriété ne manquait pas d'ampleur, comprenant plusieurs bâtiments avec façades non seulement en Souverain-Pont, mais aussi rue de la Madeleine, comme l'acte suivant le prouve également. Mais les Jésuites s'y trouvèrent bientôt à l'étroit. Ils quittèrent cet immeuble en 1581, pour s'établir dans le couvent des Frères Hiéronymites.

Le 5 décembre 1570 (4), Maître Thomas Tollet, rend à tenir de lui, à Pirnéa de Lembergh, mangon, citain de Liège, une maison sise en la paroisse de la Madeleine, et joignant à une

(1) Cet échange se trouve inscrit dans 1^o Embrevures d'Eyck, R. 2330 76 et 2^o Echevins de Liège, greffe Bernimolin, Œuvres R., n^o 108, fol. 184 v^o. Ce 2^{me} relevé m'a été communiqué par M. Poncelet.

(2) Embrevures d'Eyck, R. 2331 77, fol. 59.

(3) GOBERT, *Rues de Liège*, III, 531-2.

(4) Embrevures d'Eyck, R. 2332 78, fol. 91 et 92.

autre maison dudit Thomas, moyennant une rente annuelle de 212 florins et 10 aidants liégeois.

Enfin, le contrat fait avec le duc de Nevers en 1580, nous apprend qu'il donne en hypothèque sa maison (celle qu'il habite sans doute à cette époque) et qui est située Sur Meuse, az Mariniers (on disait aussi Mairniers, c'est-à-dire marchands de bois), près des Chauffours, à Liège. C'est là que se trouve installé aujourd'hui l'Hôtel des postes.

Il met aussi en gage d'autres maisons qu'il fait nouvellement bâtir en Souverain-Pont.

Maître Thomas Tollet fut fréquemment employé en 1588, par le prince-évêque Ernest de Bavière, notamment comme ordonnateur de la maison que celui-ci avait achetée dans le quartier d'outre-Meuse du Lombard Bernardin Porquin. Cette habitation, dès lors appelée maison ou palais de Bavière, fut affectée, en 1603, à la fondation de l'Hôpital de Bavière du pont Saint-Nicolas. Divers paiements destinés aux ouvriers travaillant à cette maison furent remis entre les mains de Thomas Tollet : l'architecte du prince était alors Laurent Boes (1).

De tous ces actes, il ressort que Thomas Tollet était un bourgeois notable de la cité, possédant une fortune assez rondelette.

Complétons enfin ces renseignements sur sa situation de fortune, en disant qu'il avait obtenu en 1563 une commission pour la recette des transports et œuvres de fiefs (2) et qu'il succéda à son beau-père dans les fonctions de greffier à la Cour d'Avroy, charge que Lambert Lombard avait conservée jusqu'au commencement de l'année 1566, qui fut l'année même de sa mort.

Thomas Tollet mourut à un âge avancé, le 29 décembre 1621. Il fut enterré dans l'église Saint-Christophe. (3)

* * *

(1) Chambre des Finances, Reg. 197. — Communication de M. Poncelet.

(2) Conseil privé, 1563, 21 mai.

(3) Registre des décès de l'église Saint-Christophe ; on y voyait autrefois sa pierre tombale.

Que connaissons-nous de l'activité artistique de Thomas Tollet ?

Nous avons à ce sujet plus de renseignements que pour Henri Borset : mais chose singulière qu'il faut ici remarquer, pour l'un comme pour l'autre, nous ne savons rien de leur production sculpturale, avant l'année 1580, et cependant ils ont dû, comme nous allons le voir, travailler auparavant, durant près de vingt ans.

Les deux artistes liégeois me paraissent avoir été contemporains ou à peu près.

En 1580, ils avaient la réputation d'être d'excellents sculpteurs. Louis de Gonzague le dit expressément dans son contrat avec Henri Borset. C'est la raison pour laquelle il l'a choisi pour exécuter le maître-autel de la cathédrale de Nevers. La même raison dut valoir évidemment pour Thomas Tollet, à qui il commandait, quelques jours plus tard, son propre mausolée.

A cette époque, Borset et Tollet semblent être arrivés à leur pleine activité, et en même temps à la force de l'âge.

Ils durent naître, me paraît-il, vers 1540. Ils firent leur apprentissage chez des maîtres acquis à l'art de la Renaissance, implanté complètement dans la cité, grâce surtout à l'influence du fameux Lambert Lombard, qui était alors pour tous les artistes des Pays-Bas l'illustre pédagogue de l'art nouveau. Ils furent très probablement du nombre des disciples du savant maître liégeois. Helbig affirme que Thomas Tollet fréquenta l'atelier de Lombard pour y apprendre le dessin.

Et chose digne d'attention, alors que nos deux sculpteurs faisaient leur apprentissage et peut-être le finissaient, on élevait de 1558 à 1560, la splendide façade du portail de Saint-Jacques (1), vraisemblablement sur les plans de Lombard, qui

(1) La façade porte en réalité deux dates : à la base, entre les colonnes sous les armes de l'abbé Herman II de Rave, 40^e abbé de Saint Jacques (élu en 1551 et mort en 1582), la date de 1558, et au faite, sous les armes du prince-évêque Robert de Berghes (élu en 1557 et qui abandonna le titre en 1562) la date de 1560. M. Helbig commet donc ici une double erreur, quand il dit « que le portail fut achevé, quant à la façade, en 1558, date encore lisible et qui marque proprement l'introduction du style nouveau dans la principauté ». (Voir *Lambert Lombard, peintre et architecte*, par Jules Helbig, dans le *Bulletin des Commissions Royales d'art et d'archéologie*, année 1893.

s'intitule avec un certain orgueil, dans les dernières années de sa vie, architecte et peintre de Son Altesse le prince-évêque de Liège.

Peut-être Borset et Tollet furent-ils eux-mêmes occupés à la sculpture de l'une ou l'autre pièce de ce joli et fin monument, qui fut adossé, mais sans le déparer nullement, au portique de style ogival : travail excessivement délicat que, seul certainement, aurait pu oser entreprendre le savant et habile architecte Lombard.

Je dois avouer que cette idée me sourirait davantage pour Thomas Tollet qui, cinq ans plus tard, épousa Philippette Lombard et qui — les convenances de mariage l'affirment — est alors établi comme maître sculpteur.

Mais, depuis leur apprentissage jusqu'en 1580, les archives ne signalent rien des travaux que Borset et Tollet auraient pu exécuter. Ce fut évidemment l'époque des premiers essais et d'œuvres secondaires qui établirent leur réputation de sculpteurs. Lors de son contrat avec Louis de Gonzague, Borset déclare « avoir quelques ouvrages à terminer pour certains particuliers » : il ne commencera le maître-autel de la cathédrale de Nevers qu'à Noël prochain. Tollet, lui, semble n'avoir aucune besogne sous le ciseau ; il promet de se mettre immédiatement à l'œuvre du mausolée du duc.

Toutefois, il devait avoir exécuté depuis peu un **petit monument pour Marguerite de Valois, reine de Navarre**, dont nous trouvons trace dans les archives.

Cette princesse était venue, en 1577, à Liège et probablement à Spa. Certains historiens mettent en doute ce dernier voyage, à cause de ses difficultés, mais la commande faite à Tollet, « d'une pyramide en pierre à ériger au village et au lieu de Spa » me paraît au contraire prouver qu'il eut lieu : cette pierre devait être en effet, le mémorial du séjour de Marguerite de Valois dans notre ville d'eaux, qui commençait à devenir célèbre. Bien que l'acte qui en parle date du 13 janvier 1582, nous pensons qu'il fut exécuté avant le mausolée du duc de Nevers, puisque celui-ci ne devait être terminé qu'en août 1582 et que Tollet avait pris l'engagement de n'accepter durant les deux

années nécessaires à son achèvement « aucune autre entreprise à faire, ou faire faire, ni grande, ni petite... »

Donc, le 13 janvier 1582 ⁽¹⁾, à l'instance d'Adrien de Reede, conseiller du prince-évêque, Thomas Tollet est appelé à comparaître devant le Conseil privé, pour répondre de sa négligence à livrer l'œuvre qu'il a promise à la reine de Navarre, à la suite d'un contrat passé par lui avec le maître d'hôtel de la princesse.

Le sculpteur exhibe le contrat en question, mais on n'en dit pas la date qui devait être déjà lointaine, puisqu'on reproche à Tollet son long retard à livrer l'œuvre. Il s'agissait « d'une pyramide taillée en pierre, qui devait être érigée à la mémoire de la reine, au village et au lieu de Spa, suivant certaines conditions plus amplement détaillées dans le contrat ». L'ouvrage devait coûter 140 écus à payer par la reine, à savoir 40 écus à bon compte, au moment du contrat et les cent autres écus après que l'ouvrage sera achevé et mis en place.

Thomas Tollet confesse avoir reçu de Sr d'Eynatten, Sgr de Bolland, les 40 écus dont la quittance est là présente ; il déclare en outre que le travail est terminé et qu'il est prêt à le placer, dès qu'il saura où et de qui il recevra les cent écus obligés et promis par le contrat. Il est probable que l'artiste n'avait pas tous ses apaisements quant au paiement. Nous ignorons quelle suite fut donnée à l'affaire et si la pyramide qui devait rappeler la mémoire de la reine de Navarre et sans doute son séjour dans notre ville d'eaux, y fut jamais érigée. Rien dans l'histoire de cette cité n'en rappelle le souvenir.

La seconde œuvre que nous connaissons est **le mausolée de Louis de Gonzague**, dont j'ai analysé plus haut le contrat. On y aura vu que, contrairement aux dires des historiens de la ville de Nevers, il ne s'agissait que d'un seul monument à ériger dans la cathédrale et non de trois. En réalité, cependant, Thomas Tollet reçut du duc et de la duchesse une nouvelle commande de deux autres tombeaux qui, comme nous le verrons, furent

(1) Voir R. des Dépêches du Conseil privé (années 1581-1582) ; également publié par A. Body dans le tome X du *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, p. 185.

terminés en 1591, et placés l'année suivante : si l'exécution de chacun d'eux lui demanda, comme pour celui de Gonzague, deux ans de travail, l'artiste dut commencer cette nouvelle besogne dès 1587. Malheureusement, ces trois mausolées ont eu le sort de tant de milliers de monuments funèbres que la pitié des hommes du moyen âge et même de la Renaissance éleva à leurs morts dans les églises de France et de Belgique.

« Il est difficile aujourd'hui, écrit M. Emile Mâle ⁽¹⁾, d'imaginer la prodigieuse quantité de tombeaux qui emplissaient nos églises. Nous venons trop tard. Il eût fallu partir au printemps de 1708, le jour de la saint Barnabé, avec Dom Martène et Dom Durand, et aller avec eux d'abbaye en abbaye, de cathédrale en cathédrale. Malgré les guerres de religion, la vieille France était encore magnifique... Les deux bénédictins n'étaient pas malheureusement des artistes : ils n'ont su que transcrire des épitaphes, et ils passèrent sans être émus devant des chefs-d'œuvre à jamais remarquables...

C'est la Révolution qui a tout détruit, mais elle a anéanti le passé avec cette grandeur sauvage qui fait hésiter entre l'admiration et l'horreur.

Par bonheur, il y eut, au XVII^e siècle, un homme singulier qui aima ce que les autres dédaignaient, Roger de Gaignières ⁽²⁾, eut la passion du passé, disons mieux, de la mort. Il employa la plus grande partie de sa vie à faire dessiner des tombeaux. Accompagné d'un artiste de beaucoup de complaisance, mais de peu de génie, — c'était cependant un copiste scrupuleux —, il parcourait la France, attentif aux pierres tombales et aux statues funèbres. C'est ainsi que s'est formé cet étonnant recueil. En feuilletant ces trente volumes, on admire avec une sorte d'accablement tant de belles œuvres dont il ne reste plus aujourd'hui la moindre trace. Que voulait Gaignières ? Pourquoi tant d'ardeur à réunir des monuments qui n'intéressaient alors que deux ou trois bénédictins ? Sans doute, il ne le savait

⁽¹⁾ *L'art religieux de la fin du moyen-âge*, ch. III.

⁽²⁾ Roger de Gaignières, collectionneur et généalogiste français, né à Entrains-sur-Nohain (Nièvre) et mort à Paris (1642-1715). Il fit don à la bibliothèque du roi d'un précieux recueil de parchemins, estampes, costumes, etc.

pas lui-même. Ce curieux ne faisait pas de livres. Un instinct mystérieux le poussait : il se hâtait, non sans raison, car sans le savoir, il travaillait pour nous et nous sauvait la vieille France... ».

Nous avons tenu à signaler, d'après M. E. Mâle, l'œuvre de Gaignières, parce qu'il est probable que c'est à lui que nous devons de connaître par des dessins qu'il a fait exécuter, et que nous reproduisons ici, les mausolées que Thomas Tollet éleva à Nevers.

Il est vrai que ces dessins ne se trouvent pas dans son recueil, mais dans celui d'un autre collectionneur, Pierre de Clairambault, né à Asnières en Champagne en 1651 et mort à Paris en 1740. Pourvu en 1688 de la charge de généalogiste des Ordres du Roi, il s'occupa toute sa vie à rassembler ce qu'il y a de plus curieux et de plus intéressant soit pour la noblesse, soit même pour l'histoire générale et particulière.

Si son recueil n'a pas la même utilité au point de vue artistique que celui de Gaignières (et c'est sans doute pour cette raison que M. E. Mâle, n'en fait pas mention), il a cependant une réelle importance.

D'après le catalogue des manuscrits français, il comprend 25 volumes (n^{os} 8216 à 8240) ; il est intitulé : *Recueil d'épithaphes formé par Pierre Clairambault, en partie avec des débris du cabinet Gaignières*.

Par ses fonctions, Clairambault devait avoir chez lui beaucoup de documents qui lui étaient confiés ou qu'il avait en dépôt par suite de sa charge. Il paraît qu'il fut un moment accusé d'avoir détourné des documents. L'a-t-il fait ? Cela n'a pas été prouvé.

Peut-être les dessins provenant du cabinet Gaignières étaient-ils dans ce dernier cas, et ont-ils constitué le noyau de la collection Clairambault ? On n'en sait rien. On ignore qui est ou quels sont les auteurs de ces dessins. Ce sont probablement des attachés aux cabinets de Gaignières ou de Clairambault.

C'est donc dans cette dernière collection, et non comme il le dit erronément dans celle de Gaignières, que M. de Soultrait ⁽¹⁾

(1) *Guide archéologique de la Nièvre* (Nevers 1856).



FIG. 1. — Croquis du tombeau de Louis de Gonzague et de Henriette de Clèves (fol. 356).

a retrouvé les dessins des mausolées de Nevers. Ces dessins sont dans le volume XI^e du recueil sous le n^o 8226, aux folios 356, 358 et 359.

Voici l'intitulé du tome XI^e : *Recueil d'épitaphes des églises de Bourgogne — Duché et Comté — Autun et Dijon — Châlons-Nivernois — Lion et ses environs.*

Volume contenant 408 pièces.

Grâce à ces dessins et aux notes de la collection Clairambault relatives aux sépultures des princes de Nevers, M. de Soultrait

a pu décrire les trois tombeaux exécutés par Thomas Tollet et publier les renseignements historiques qui s'y rapportent.

Le monument placé du côté de l'Évangile dans le chœur de la cathédrale, était celui de Louis de Gonzague et d'Henriette de Clèves (figure 1) ; c'est celui qui a fait l'objet du contrat de 1580. Les statues de Louis de Gonzague et de sa femme, agenouillés, en costume ducal, le duc portant le collier du Saint-Esprit, étaient posées sur une sorte d'arcade, flanquée de balustrades à entablement, soutenu par des colonnes doriques: le tout faisant partie d'un petit oratoire élevé dans cette partie de l'église, c'est pourquoi le contrat appelle aussi le mausolée, cabinet ou oratoire. Au-dessous des statues qui étaient en albâtre, se voyaient les armoiries du duc, et de petits génies tenant des torches renversées. Enfin, une plaque de marbre noir, qui formait le cartouche placé sous les armoiries, portait l'épithaphe du duc. Ce panneau est conservé au Musée du Croux à Nevers ⁽¹⁾, et j'ai pu déchiffrer en partie l'inscription. Elle m'a paru être l'amplification de l'épithaphe, qu'une note du recueil de Clairambault dit être posée sur le cercueil de Louis de Gonzague, déposé dans le caveau de la cathédrale. Les deux épithaphes sont en latin et écrites dans le style emphatique de l'époque. Nous donnons ci-après le texte latin avec la traduction française de l'épithaphe du caveau.

hic invieti sepeliuntur manes herois ineliti, fortissimi et inperriti (?) principis
Ludovi(ei) a gonzaga Castiss(i)mae, pientiss(i)mae et illustriss(i)mae Henricae
Cleviens(is), Princip(is) Nivernae et Rethuliae D(omi)n(a)e - Coniugis meritis(simi
hostium Quondam domitor accerim(us), certa sociorum salus, innum(er)os
hostes parva saepe manu fudit, arcem omnem obsessam (?)

Virtute Coepit, senex alpes jam nivibus sepultos supuravit
utilita(ti) Pub(licae), fidei Cathol(icae) incremento et Henrici 4i precibus urbi
Camera(e), hostium innum(erabilibus Copiis obsessae opem tulit, Karolo Gonga(ga
Cleviensi, unico filio, au(no) N(atu) XV principe strenuiss(i)mo et impavido,
imperante patre, non inferiora sequuto, Dei et Ecclesiae sereniss(imus)

Cultor vixit in illa, et aeterno vivit eum Deo, ubi sempiterno
fruitur gaudio, hoc monume(ntum) tunc aeternae memoriae posuit
Jos Thaleus illustrissimae Do(minae) med(icius) obsequen(tissi)mus et ordinarius

(1) Ce musée se nomme ainsi parce qu'il a été installé dans la Tour de l'ancienne porte de la ville appelée porte du Croux.

Comme on le voit, le texte est plein d'abréviations inattendues et sans ponctuation, ce qui en rend la lecture assez difficile.

A la première ligne, il y a un mot qui se lit : *inperriti*, qui n'est pas latin : le texte comporterait plutôt *peritissimi*. Le dernier mot de la cinquième ligne est illisible, ce doit être un qualificatif de *virtute*, le premier mot de la ligne suivante.

En voici maintenant la traduction libre :

Ici reposent les cendres d'un héros illustre, le prince valeureux, plein d'expérience et de talent, Louis de Gonzague, très-digne époux de la très-chaste, très-pieuse et très-illustre Henriette de Clèves, princesse de Nevers et de Rethel.

Vainqueur intrépide dans les combats, salut assuré de ses compagnons d'armes, souvent il tailla en pièces avec de faibles troupes, d'innombrables armées. La bravoure le rendit maître des places assiégées. Malgré le poids des ans, il passa les Alpes ensevelies sous les neiges, pour le bien général et pour l'accroissement de la Foi catholique. A la demande de Henri IV, il porta secours à la ville de Cambrai assiégée par une armée formidable. Son fils unique, Charles de Gonzague de Clèves âgé de quinze ans, prince vaillant et intrépide, sous le commandement de son père, ne se distingua pas moins.

Sérénissime Serviteur de Dieu et de l'Eglise en sa vie mortelle, il vit dans l'éternité avec Dieu dans un bonheur sans fin. Ce monument à son éternelle mémoire fut élevé par Jean Thaleus, médecin très-dévoité et ordinaire de la très-illustre Dame (Henriette de Nevers).

L'épithaphe, en indiquant que le fils de Louis de Gonzague était âgé de 15 ans, alors que nous savons qu'il est né en 1580, fixe l'époque où elle fut probablement composée et placée sur le tombeau du duc, à savoir 1595, l'année même de la mort de ce prince.

Plusieurs personnages de la maison de Nevers avaient déjà reçu sépulture dans « une petite cave » (c'est-à-dire dans un caveau) située dans le chœur de la cathédrale, du côté de l'Evangile.

En 1590, Gonzague et sa femme firent construire un grand caveau, toujours sous le chœur, du côté de l'Epître, qui était destiné à recevoir leurs dépouilles mortelles, ainsi que celles de leurs successeurs. En l'édifiant, ils avaient retrouvé le corps du plus noble de leurs aïeux, et c'est alors qu'ils conçurent le projet de lui élever un monument, ainsi qu'un troisième aux parents de la duchesse : François de Clèves et Marguerite de Bourbon, premiers ducs de Nevers.

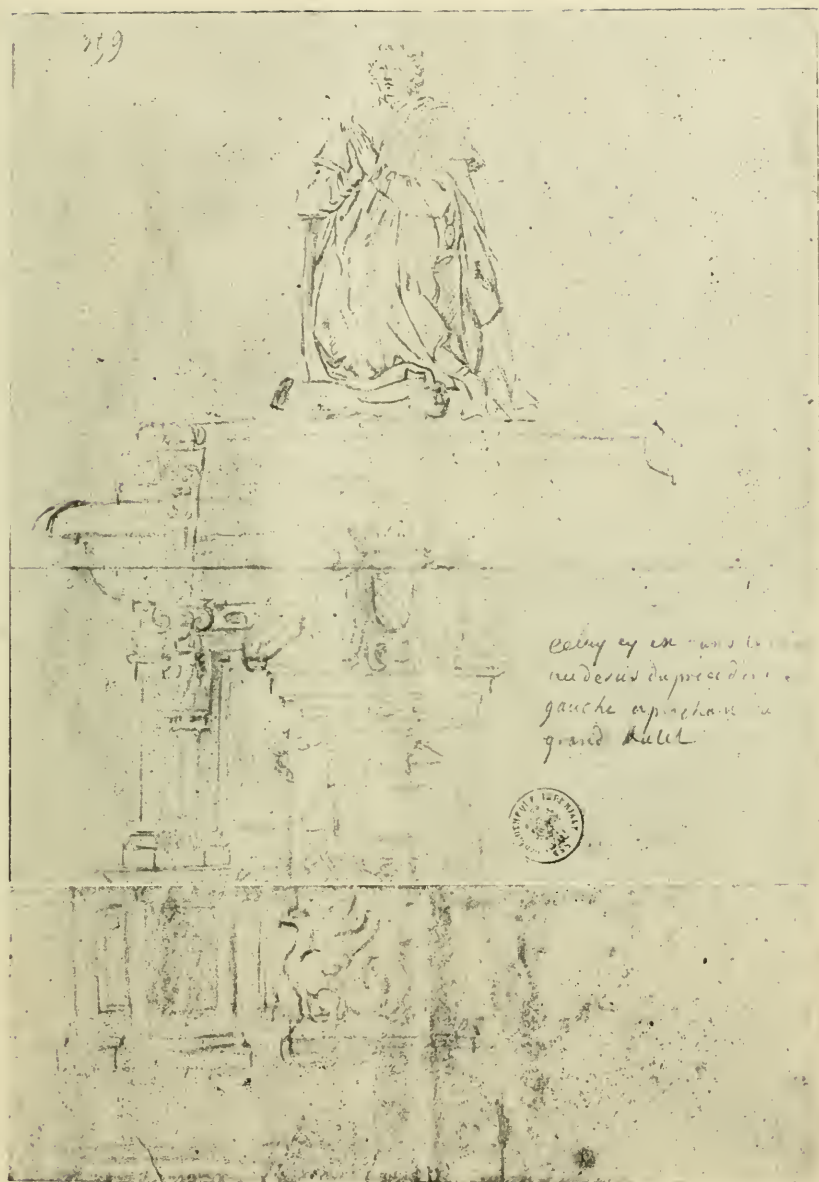


FIG. 2. — Croquis du mausolée de Jean de Bourgogne, comte de Nevers, dit aussi duc de Brabant. (fol. 359).

Une lettre, datée du 29 décembre 1591, d'Arnaud Sorbin, évêque de Nevers, et des doyen et chapitre de la cathédrale ⁽¹⁾, donne « permission à Mgr Ludovic de Gonzague et à Madame Henriette, son épouse, d'ériger sur deux tombeaux François de Clèves et Marguerite de Bourbon son épouse et aussy de Jean de Bourgoigne, ci-devant comte de Nevers, les statues de ces princes, dans le chœur de ladite église de Nevers sur la porte du côté qu'on va à la sacristie ».

Le tombeau de Jean de Bourgoigne (fig. 2) consistait en un sarcophage soutenu par des pieds ornés reposant sur un socle : la statue en albâtre du prince, revêtu du costume ducal du XVI^e siècle, était agenouillée sur le sarcophage, les mains jointes : l'épithaphe surmontée d'armoiries se voyait sur l'une des faces du monument. Le prince était représenté seul, parce qu'il avait été marié trois fois, ainsi que nous allons le voir d'après son épithaphe, que nous nous permettons de reproduire presque toute entière, parce que ce personnage intéresse notre histoire nationale. A la mort de Philippe I, duc de Brabant, qui mourut en 1430 sans enfants, le duché devait passer à ses cousins-germains, Charles et Jean, fils de Philippe II de Bourgoigne, comte de Nevers. Mais Philippe le Bon s'empara du Brabant, et les comtes de Nevers, l'un après l'autre, durent se borner à n'émettre au sujet du duché que des revendications de droit, sans pouvoir les appuyer par les armes. Jean de Bourgoigne fut ainsi le compétiteur du terrible comte de Charolais. Celui-ci, après l'avoir dépouillé de ses domaines, le fit arrêter à Péronne, le 3 octobre 1465, et le retint prisonnier à Béthune. Il mourut le 25 septembre 1491. Son épithaphe, que l'on va lire, fait mention des mauvais traitements qu'il eut à subir de la part de Charles le Téméraire :

« Cy, repose le corps de très-hault et puissant prince monseigneur Jehan de Bourgogne, duc de Brabant, de Lothrich » (Lotharingie) et Limbourg, marquis du S. Empire, seigneur » d'Anvers et d'Ostrevan, comte de Nevers, etc. (nous passons » le reste des titres), naquit le 25 d'octobre 1415, souffrit

() Elle se trouve dans l'*Inventaire des titres de Nevers par l'abbé de Marolles* publié par M. DE SOULTRAIT, Nevers, 1873, in-4^o.

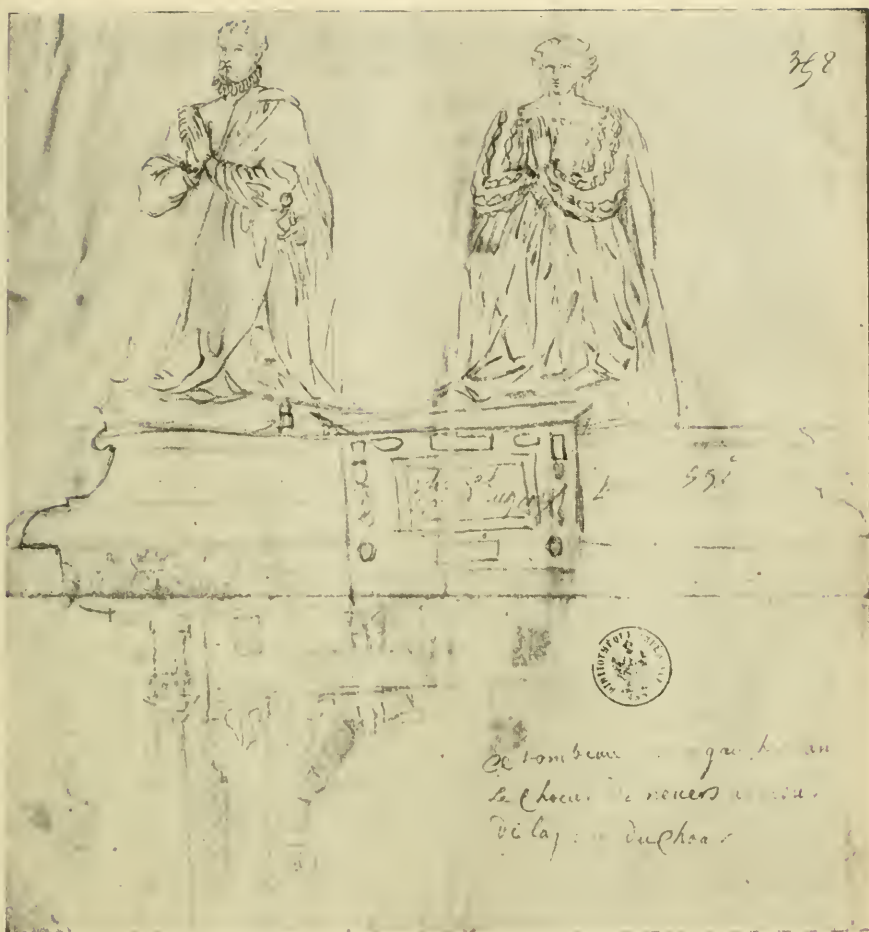


FIG. 3. — Croquis du mausolée de François de Clèves et de Marguerite de Bourbon
(fol. 358).

La partie inférieure du monument manque dans cette reproduction ; elle comprend un piedestal à plinthe, et cymaise sans moulure ; au-dessus, une colonne de style dorique, dont on voit ici une partie.

- » beaucoup et endura pour les cruautés inhumaines que exerça
» sur luy Charles de Bourgogne, fils de Philippe le Bon, duc de
» Bourgogne, son cousin germain, pour le contraindre à re-
» noncer aux grands droiets que instamment leur appartenaint
» ès terres et grandes possessions de la maison de Bourgogne

» et Flandres : il épousa trois femmes : la première fut Jacques-
» line d'Ailly, fille du vidame d'Amiens, d'eux naquit madame
» Isabelle de Bourgogne, mariée à Jean, duc de Clèves, fils
» d'Adolphe, et d'eux directement sont descendus messeigneurs
» les ducs et duchesses de Nivernois du nom de Clèves. La
» deuxième fut madame Paulte de Brosse, de la maison de
» Penthievre, et d'eux naquit madame Charlotte de Bourgogne,
» qui fust mariée à Jean d'Albret, sire d'Orval. La tierce fut
» madame Françoise d'Albret, sœur dudit sieur et sire d'Orval,
» de laquelle n'eut aucuns enfans....

» Décéda en la ville de Nevers le 25 septembre 1491. Et
» comme il s'est trouvé enterré au milieu du cœur de l'église
» de Nevers, sans aucun enseiement ny marque de sa sépul-
» ture, sinon que en faisant faire par messeigneur et dame de
» Nevers, leur cave en la présente année 1590, a esté trouvé son
» cercueil mis en quatre pierres de taille, et sans couverture,
» (ce) qui avait beaucoup endommagé sondit cercueil, lequel
» mesdits seigneurs ont fait racommoder et iceluy remettre en
» ladite cave, au bout de la main droite, du costé où est eslevé
» son effigie d'alabastré que les dits seigneurs ont faict faire de
» sa grandeur »

Le troisième monument était le mausolée de Francois de Clèves (1516-1561) et de Marguerite de Bourbon (1529-1589), père et mère de la femme de Louis de Gonzague (figure 3). Les statues de ces princes, en costume ducal et les mains jointes, étaient agenouillées sur l'arcade par laquelle on arrivait au chœur du côté de la sacristie. Dans un cartouche, on lisait : *Thomas Tollet liégeois fecit 1591*. C'était la signature de notre artiste pour les trois monuments.

Une note du recueil de Pierre de Clairambault nous explique les raisons de l'emplacement choisi par Louis de Gonzague, pour ce troisième mausolée.

« Nota. Que les deux effigies des princes cy-dessus déclarez
» sont mises au costé droiet du chœur de ladicte grande église
» derrière celle de Monsieur le duc de Brabant, afin de les faire
» veoir au peuple : lesquelles n'ont peu être mises au costé
» gauche du cœur de la ditte église, parce que deia avait esté

» posé l'oratoire et les effigies de Messeigneurs de Nevers a
» present (le duc Gonzague et sa femme) lesquels n'ont aussi
» trouvé bon ny honorable de les mettre derrière eux. Et ont
» estimé estre convenable de les mettre après mondit seigneur
» le duc de Brabant. »

De tous ces documents, il semble bien ressortir que le mausolée commandé par Louis de Gonzague à Thomas Tollet par son contrat du 29 août 1580, fut exécuté par l'artiste en temps voulu, et que contents de son travail, le duc et la duchesse de Nevers lui confièrent l'exécution de deux autres monuments qui ne le cédèrent au précédent ni en importance, ni en valeur artistique, et qui ne furent mis en place qu'après 1591.

Rien d'étonnant que Tollet, artiste italianisant, ait adopté la nouvelle forme de la sépulture, devenue générale à cette époque. Les figures agenouillées se multiplient au XVI^e siècle ; vers 1550, elles triomphent ; désormais, on ne verra plus sur les tombeaux que de nobles personnages de marbre à genoux, les mains jointes devant Dieu, proclamant par leur attitude de foi, que « la piété est le tout de l'homme ». Ainsi, en pleine Renaissance, le tombeau reste chrétien, et ce ne sera que rarement, en cette fin du XVI^e siècle, qu'il sera franchement payen.

Le style monumental que Tollet employa dans ses tombeaux appartient également à la Renaissance italienne, et l'exécution en était si artistique que plusieurs auteurs du commencement du 19^e siècle croyaient que le maître-autel et les mausolées de Nevers avaient été exécutés par des artistes italiens. Il a fallu la découverte des documents pour assurer qu'ils étaient l'œuvre de sculpteurs liégeois, wallons et non flamands, comme M. J. Locquin le dit, du moins pour Thomas Tollet.

* * *

Après l'examen général des mausolées exécutés par Thomas Tollet, leurs croquis datant du XVII^e siècle, retrouvés à la Bibliothèque nationale, méritent une étude particulière, pour laquelle, sentant mon incapacité, j'ai eu recours aux lumières d'un artiste spécialisé dans l'art du dessin. M. l'architecte Bourgault à qui je les ai soumis, a bien voulu me communiquer

ses observations : je les transcris, ici, bien volontiers, persuadé que nos lecteurs les liront avec intérêt.

« Dans ces croquis, on constate, à premier examen, que l'artiste a spécialement soigné les dessins des statues. Seules, elles sont entièrement et soigneusement dessinées ⁽¹⁾. On peut y relever les moindres détails des vêtements. Les trois ducs de Nevers portent le costume de l'ordre du Saint-Esprit, le grand manteau relevé sur l'épaule gauche, le collier et, au côté gauche, l'épée. Les manches sont longues et tombent chez deux de ces personnages, sur des manchettes de dentelles. Jean de Bourgogne est imberbe : François de Clèves et Louis de Gonzague, portent barbe et moustaches, de même que la fraise.

» Les costumes de Marguerite de Bourbon, et de Henriette de Clèves sont peu différents entre eux. Toutes deux portent le corsage très-bas, en pointe, soutenu par des buses en métal, avec manches très larges aux épaules, ornées de plusieurs rangs de crevés sur toute la longueur et retombant sur des manchettes de dentelles. Chez la première, le corsage est très décolleté et orné d'un rang de perles : chez la seconde se voit la grande fraise, le corsage montant jusqu'au cou. Toutes deux sont revêtues de robes très larges, aux plis souples et nombreux, soutenues par la vertugade qui fait bouffer la taille. Les coiffures, sont assez semblables, laissant voir les cheveux ondulés des deux côtés de la tête et descendant en pointe sur le front où elles se terminent par un bijou chez Henriette de Clèves.

» Tous ces personnages sont agenouillés sur des coussins avec houppes aux angles.

» Si l'architecture de ces tombeaux est beaucoup moins bien dessinée que la sculpture des statues, on peut cependant y retrouver, transcrits de façon très précise, tous les détails nécessaires pour les décrire complètement. Deux sont reproduits entièrement, le troisième n'est qu'amorcé.

» Le tombeau de François de Clèves et de Marguerite de Bourbon, est en somme, une porte en plein cintre avec encadrement riche et surmontée des statues.

(1) C'est la raison qui nous fait croire que les croquis sont l'œuvre de Roger de Gaignières qui s'attacha surtout au dessin des statues funèbres.

» Ce tombeau se trouvait « à gauche dans le chœur de Nevers au-dessus de la porte du chœur », (done côté de l'Épître). La porte est munie d'un double chambranle. l'un avec archivolté et piédroits à bossages : l'autre, avec crossettes et petites consoles se retournant horizontalement au-dessus du premier : les écoinçons au-dessus de l'arc et les angles du second chambranle sont ornés de têtes d'anges à quatre ailes. Contre le chambranle vertical est appuyé un ordre avec un piédestal à plinthe et cymaise sans moulure, une colonne de style dorique avec partie d'entablement, architrave et frise à triglyphes se reprofilant sur trois faces. Le tout supporte une lourde corniche dont un quart de rond puissant est richement orné de masques et de guirlandes. Enfin, au centre de cette corniche, se remarque un petit panneau décoré de moulures et couronné d'une petite corniche, portant l'inscription : « Thomas Tollet liégeois fecit 1591 ».

» Le tombeau de Jean de Bourgogne est plus riche. Le dessin en est meilleur et plus complet. Il se compose d'une haute plinthe unie, sur laquelle repose un piédestal à plusieurs ressauts avec panneaux dont l'un est orné, supportant un ordre composite avec cariatide à griffe de lion, corps inférieur uni, sorte de console à imbrications, surmontées d'un masque avec voile plissé et chapiteaux à volutes rappelant le chapiteau ionique. Cette cariatide est adossée à un panneau uni surmonté d'une architrave et d'une frise à décor. Le tout est couronné par une corniche fortement profilée semblable à celle du premier tombeau mais interrompue par des consoles pyramidales avec cannelures, boutons et mufles de lion avec anneau dans la gueule. Au centre de cette composition se voit un riche panneau reposant sur des griffons ailés dont la queue se termine en rinceaux d'acanthés, surmonté d'une corniche ornée avec frontons à volutes, interrompue au centre pour recevoir, soutenus par deux anges, les armes du défunt. Au centre de ce grand panneau, s'en remarque un plus petit, à crossettes avec fronton interrompu orné d'une tête d'ange au centre et entouré d'une guirlande avec rubans très-longs et enroulés.

» Le tombeau de Louis de Gonzague et de Henriette de Clèves est, lui, malheureusement incomplet. Le copiste n'en a repro-

duit que la partie surmontant la corniche. C'est un petit panneau central, supportant les armes du défunt et accosté de deux anges tenant des flambeaux renversés. Cette composition est appliquée sur un petit piédestal se terminant par de doubles volutes en deux consoles se relévant sur deux petits dés desquels sortent des flammes. Ce sont toutes caractéristiques du style Renaissance fleuri, qui précède de très peu le style Louis XIII. Les croquis ci-dessus décrits sont, au point de vue du style, complets ; l'artiste a copié ses modèles à la perfection. »

Qu'il me soit permis d'ajouter quelques mots aux observations de M. Bourgault, concernant le tombeau de Louis de Gonzague. Si le dessinateur du XVII^e siècle en a fait un croquis incomplet, c'est, je crois, que son architecture avait assez de ressemblance avec celle du monument des parents de la duchesse. En effet, il est dit dans le contrat de 1580 : « Le mausolée sera fait en marbre noir avec des colonnes de jaspe rouge, enrichies d'albâtre... ». Et M. de Soultrait utilisant les notes du recueil Clairambault, le décrivait ainsi : « Les statues étaient posées sur une sorte d'arcade flanquée de balustrades, à entablement soutenu par des colonnes doriques ; le tout faisant partie d'un petit oratoire élevé dans cette partie de l'église... ».

Les statues des personnages posées sur l'entablement qui surmonte une sorte d'arcade et qui est soutenu par des colonnes doriques, mais n'est-ce pas là la disposition même du monument de François de Clèves ? La seule différence dans celui de Louis de Gonzague, ce sont les balustrades qui encadrent les statues et le petit oratoire dont le mausolée faisait la principale partie. Il y a donc similitude entre les deux monuments et c'est, pour moi, la raison pour laquelle le dessinateur aura négligé de faire un croquis complet et se sera contenté de dessiner les statues de Gonzague et de sa femme.

Le soin qu'il a apporté à les reproduire *seules* montre suffisamment que si Roger de Gaignères recherchait pour ses collections les monuments funéraires, les statues qui les ornaient lui importaient davantage : et ce doit être là, je le répète, une preuve éclatante que nos croquis firent partie de son recueil avant que de passer dans celui de Clairambault.

En outre, j'ai déjà fait remarquer plus haut (page 115) que le petit cartouche de marbre noir placé sous les armoiries du duc de Gonzague et qu'encadraient deux petits génies, portait son épitaphe, gravée en caractères minuscules. Cette pierre, avec la tête de la statue du prince, que j'ai vues au musée du Croux, à Nevers, sont les seules pièces qui ont été sauvées de la destruction du mausolée, à l'époque de la Révolution.

Et encore ! Une large cassure du panneau de pierre a fait disparaître bien des lettres de l'inscription : ce qui rend une bonne partie de l'épitaphe pour ainsi dire illisible.

Quant à la tête de Louis de Gonzague, dont nous donnons ici (figure 4) une reproduction d'après une photographie prise par mon excellent ami, M. Henri Olivier, de Paris, à qui je suis heureux de présenter ma vive reconnaissance pour le dévouement dont il a fait preuve en recherchant à la Bibliothèque Nationale les renseignements nécessaires pour la présente étude, on peut voir qu'elle est dans un triste état et combien elle a souffert des injures des hommes.



FIG. 4. — Tête de la statue de Louis de Gonzague qui était à genoux sur son mausolée, dans la Cathédrale de Nevers, par Thomas Tollet, 1582.

M. J. Locquin la déclare médiocre. Je ne suis pas de son avis ; je la trouve pleine de caractère. C'est une figure qui respire la grandeur et l'intelligence, et sur laquelle la souffrance semble avoir mis son empreinte ; elle est jeune encore et finement rendue. C'est le vrai portrait du prince, alors qu'il

avait 42 ou 43 ans. La barbe, ainsi que la chevelure, sont sommairement traitées, parce que la statue était placée au-dessus du mausolée ; elles n'avaient pas besoin d'être poussées plus loin. On peut dire que c'est là un beau morceau de statuaire, qui fait honneur au talent de Thomas Tollet.

* * *

Après ces travaux qui l'avaient occupé plusieurs années, Tollet dut rentrer à Liège, entouré d'une grande renommée, dont nous trouvons l'écho dans la bouche d'un sculpteur liégeois, Gilles Fiaere, quelque peu postérieur à notre artiste ⁽¹⁾.

J'ai rencontré, en effet, il y a plusieurs années, dans le protocole du notaire Theo Pauwea ⁽²⁾, la déclaration suivante, faite devant lui, le 10 mars 1662, à la réquisition du sieur Louis Fabry, docteur en droit ; à la demande s'il a connu feu Maître Tollet de son art sculpteur, Gilles Fiaere dit et déclare « qu'il a fort bien connu ledit Thomas Tollet. C'était le meilleur sculpteur qu'il y eût dans Liège et par tout le pays. C'était un homme de bien et d'honneur ; jamais il n'a entendu dire qu'il y eut en lui ou en ses prédécesseurs aucune tache d'illégitimation. On avait beaucoup d'estime pour lui. Il a été élu et choisi pendant sa vie, juré du cordeau, comme aussi l'un des confrères de l'hôpital Saint-Jacques, et il fait remarquer que pour parvenir à cette dignité, il faut prouver que l'on est fils légitime de père et de mère, grand-père et grand'mère, comme il a dû faire lui-même pour être admis comme confrère suivant les règles et statuts dudit hôpital. »

Il est étonnant, qu'après un pareil témoignage rendu au talent de Thomas Tollet une quarantaine d'années après sa mort, Liège n'ait rien conservé de cet artiste, à qui on a dû cependant demander pour la cité, l'une ou l'autre œuvre de valeur. Bien que ce soit pure hypothèse de ma part, car, jusqu'ici, aucun document n'en indique l'auteur, il n'y aurait rien d'in vraisem-

(1) Gilles Fiaere était fils d'Elias Fiaere et petit-fils de Martin Fiaere. Ils furent tous trois sculpteurs.

(2) Protocole du notaire Theo Pauwea, année 1662, aux Archives de l'Etat, à Liège.

blable, me semble-t-il, à ce que le célèbre jubé de Saint-Jacques, élevé en 1602 à l'entrée du chœur sur le transept, et dont il reste les deux autels latéraux placés aujourd'hui dans le fond de l'église, soit sorti des mains de Thomas Tollet. C'est une œuvre importante et pleine de beauté, et le sculpteur qui l'exécuta devait être de réelle valeur.

L'abbé Martin Fanchon, quand il voulut faire ériger un jubé monumental dans l'église de son abbaye, n'a-t-il pas dû penser à celui dont la réputation était faite, grâce aux mausolées de Nevers, et dont le talent était alors en pleine maturité ? Il n'y avait pas dix ans qu'il avait terminé les travaux commandés par Louis de Gonzague, et c'était plus de vingt ans avant sa mort.

J'ai soumis également cette idée à M. l'architecte Bourgault, qui a abondé dans mon sens, mais en s'appuyant sur la facture de l'œuvre.

« Il y a, en effet, me disait-il, une comparaison vraiment curieuse à faire, entre ces trois mausolées et les autels que conserve encore l'église Saint-Jacques, et qui terminaient autrefois le jubé dans le transept.

C'est le même style, le même goût et l'on retrouve aux autels tous les ornements que j'ai décrits d'après les dessins des tombeaux de Nevers. Ils sont conçus ici de manière strictement semblable : la double plinthe et la cymaise de piédestal sans moulure, les têtes d'anges, les guirlandes à rubans longs et minces, les cariatides caractéristiques, les chambranles à crosettes, les frontons, l'ordre dorique avec colonnes et corniche à triglyphes se reprofilant sur trois faces au-dessus de la colonne. Ce sont certes là détails communs à l'époque ; ils sont pris tous au catalogue à la mode, mais il est étrange de les voir employés de façon si absolument semblable. Les plis mêmes des vêtements des statues de Nevers, rappellent de manière très nette, ceux des statues des autels de Saint-Jacques.

Ces œuvres seraient-elles de la même main ? Leur étude détaillée permet presque de l'affirmer ».

Le Mausolée d'Antoine Carondelet à Sainte-Waudru, à Mons.

Je croyais mon travail terminé, lorsqu'au mois d'août dernier, M. E. Polain, attaché à la Bibliothèque de l'Université de Liège, voulut bien me signaler qu'il avait reçu, en 1912, au sujet d'une œuvre de Thomas Tollet, qui nous était inconnue, une communication de M. Poncelet, conservateur des Archives de l'Etat, à Mons.

Je me mis immédiatement en rapport avec notre érudit confrère, qui eut l'amabilité de me donner quelques renseignements inédits, comme on l'aura vu au cours de la biographie de Tollet, et surtout de me faire le don gracieux d'une photographie d'une statuette dont nous parlerons plus loin : ce dont je le remercie vivement.

M. Poncelet me fit savoir qu'il s'agissait d'un petit monument funéraire, qui existe encore en partie dans la Collégiale de Mons, où il fut élevé au XVI^e siècle à la mémoire d'Antoine de Carondelet. M. Gonzalès Decamps en a fait, en 1896, l'objet d'une notice publiée dans les *Annales du Cercle archéologique de Mons*, t. XXV, p. 214. Grâce aux renseignements qu'elle renferme, nous avons pu faire l'étude de ce travail que Thomas Tollet paraît avoir exécuté, nous le démontrerons, peu après le premier mausolée de Nevers.

La famille des Carondelet ⁽¹⁾ originaire de la Franche-Comté, était venue s'établir dans les Pays-Bas, et s'était rendue célèbre dans les fastes de la région. Au XVI^e siècle, elle s'était divisée en deux branches, les Potelles et les Noyelles. Antoine de Carondelet appartenait à la première. Il avait été reçu chevalier de Malte au chapitre de l'Ordre tenu au Temple à Paris, le lendemain de la St-Barnabé 1567. Après quelques années d'aventures guerrières, il revint gravement malade à Mons, où il mourut chez sa sœur, Marie-Madeleine de Carondelet, chanoinesse de Sainte-Waudru, le 3 novembre 1852, âgé seulement de 30 ans.

L'Ordre de Malte, ayant élevé certaines prétentions sur les

(1) Mémoire généalogique pour servir à l'histoire des familles des Pays-Bas, de SAINT-GENOIS, Amsterdam, 1780.

biens délaissés par le défunt, à cause d'un legs qu'il lui avait fait, un procès fut engagé à ce sujet devant la Cour de Justice de Mons. L'Ordre obtint une sentence en sa faveur dès le 21 octobre 1600, mais une nouvelle procédure eut lieu au sujet du quantum disponible. Les exécuteurs testamentaires de Madame de Carondelet-Potelles, mère du chevalier, établirent alors un relevé de compte des frais exposés par celle-ci pour son fils. Ce relevé a été conservé (1). Il est intitulé : « Estat des exécuteurs feue l'anchienne Dame de Potelles ». Il fut exhibé devant la Cour de Mons, le 1^{er} décembre 1601 (2). Il renferme, peut-on dire, l'état-civil artistique du monument qui fut érigé à la mémoire du chevalier de Carondelet, dans l'église de Sainte-Waudru. En effet, il nous renseigne sur les artistes qui coopérèrent à sa confection, et sur les sommes qu'ils percurent ; mais il ne fait pas mention de la date exacte à laquelle le mausolée fut élevé.

Toutefois, comme la construction en fut faite « suyvant l'intention du chevalier », c'est-à-dire en vertu de ses dispositions testamentaires, il est probable qu'il fut érigé par Madame de Carondelet, peu après la mort de son fils. C'est pourquoi nous fixons la date de son exécution entre les années 1583 à 1587 au plus tard. A cette époque, comme nous l'avons vu, Thomas Tollet ne devait pas tarder de s'occuper d'autres travaux importants pour la cathédrale de Nevers, travaux qui furent terminés en 1591.

Voici les extraits de la pièce d'archives dont nous avons parlé plus haut qui nous renseignent sur les noms des auteurs du monument funéraire de Mons et les paiements qui leur furent faits :

« à Jacques du Moulin, tailleur de pierres blanches, demorant à Vaillen ciennes, pour avoir thiré, certain pourtraict pour érigier une épitaiphe de feu le dit seigneur le chevalier, suyvant son intention,

» payez IIII florins et en monnoie... huiet Livres.

(1) Conseil souverain de Hainaut : Exécutions testamentaires.

(2) Le dossier de ce procès n'existe plus, mais on en trouve la mention dans les registres aux plaids.

» Davantaige et esté paycz à Maître Thomas Tollet, ingénieur et tailleur de pierre demorant en la ville de Liège, pour avoir construit l'építaphe dudit feu seigneur Chevalier, assis en ladite église de Madame Sainte Wandru, devant sa sépulture,

» la somme de III^e C^{te} (450) florins et ce en monnoie dite icy IX^e Livres.

» Pour le chariage dudit építaphe, depuis Liège jusques en la ville de Mons et despens de bouche,

» payez ensemble XXX florins et à monnoie dite LX Livres. »

Il résulte donc de ses extraits, que l'auteur des plans du monument est Jacques du Moulin de Valenciennes, tandis que Thomas Tollet en fut le sculpteur et le constructeur.

Le mausolée de Sainte-Wandru n'est pas de grandes dimensions : il mesure 1 m. 94 en hauteur et 0.97 en largeur. Dans son étude du monument, M. Decamps en donne un croquis malheureusement insuffisant. Il est encastré dans le mur de face de la cinquième chapelle du collatéral droit. Il se compose d'un arc en plein cintre, avec archivolt et impostes peu saillantes, en marbre noir sculpté, dans lequel se voyait l'effigie du défunt en albâtre. La hauteur de la niche sous l'arcade est de un mètre.

Dans les tympans de l'arc, deux petites renommées en albâtre portent des couronnes et des trompettes. Au-dessus, la frise de même matière est ornée de motifs empruntés à l'art de la Renaissance : guirlandes, couronnes, dauphins, génies, armes, etc., groupés en rinceaux.

Huit pierres en marbre noir formant bossages, et divisant quatre par quatre les pieds droits qui soutiennent l'arcade, portaient les quartiers de noblesse polychromés d'Antoine de Carondelet ; il ne reste plus que deux de ces écussons.

Les pieds droits se terminent par des chapiteaux ou dés, sur lesquels on remarque les traces d'appliques probablement en albâtre, qui ont disparu.

L'inscription funéraire est placée sur un cul de lampe en marbre noir, dont la partie supérieure forme entablement pour supporter la statue du défunt, tandis que, sous l'építaphe, est sculpté avec beaucoup de goût un trophée guerrier composé



FIG. 5. — Photographie de la statue de Antoine de Carondelet
provenant de son mausolée à Ste-Waudru de Mons.

d'un bouclier, d'une cuirasse, d'un easque, d'une épée et d'autres accessoires.

Dans son ensemble, le monument présente de sérieuses qualités. Il faut lui reconnaître une grande simplicité et de l'harmonie entre ses divers éléments constitutifs. C'était là, au reste, une forme funéraire fort usitée dans le Hainaut, au

XVI^e siècle : on y apportait toutefois des variantes plus ou moins somptueuses suivant l'importance de la construction. Le plan nous révèle bien la main d'un architecte de la région.

Malheureusement le monument n'est plus complet, il subit l'action néfaste des iconoclastes révolutionnaires. Si la partie architecturale a perdu son fronton, si les écussons qui l'ornaient et l'embellissaient par leur polychromie ont été presque tous martelés, si des pièces décoratives sont disparues, la partie purement plastique qui occupait le centre de l'arcade a également beaucoup souffert : elle n'est plus entière.

Seule, la statue du chevalier de Carondelet (figure 5 ci-dessus), accoutré d'un costume militaire en grand appareil, à genoux sur un coussin, dans le geste de la prière, subsiste encore à peu près intacte, sauf les mains qui ont été brisées jusqu'aux poignets et qu'il tenait jointes devant la poitrine ; l'épée, attachée au baudrier et dont on voit encore à hauteur de la cuisse l'emplacement de la garde, a été aussi brisée.

Il ne faut pas croire que ce fut là la seule sculpture qui décorât la partie centrale du monument. Si l'on considère attentivement la photographie de la statue du chevalier, on aperçoit à droite du personnage, sculptée dans l'albâtre, une ample draperie, du bas de laquelle sort un pied nu, qui de prime abord n'est pas bien apparent ; c'est un indice qu'il y avait là en relief un autre personnage, faisant partie de la scène, qui occupait tout le milieu de l'arcade.

Ce débris de bas-relief m'a donné la certitude qu'Antoine de Carondelet avait été représenté suivant la fréquente coutume de l'époque, à genoux, devant une image pieuse, probablement devant le crucifix et que derrière lui, il y avait l'image de son saint patron, en l'occurrence saint Antoine ermite, qui d'une main lui faisait regarder le Christ, Sauveur des hommes, et de l'autre le prenait sous sa protection pour l'heure suprême de la mort. Le saint, debout, enveloppé d'un large manteau dont on voit les plis profonds sur ce débris d'albâtre et d'où sort le pied gauche du personnage, dominait de sa haute stature le chevalier agenouillé devant lui.

On doit reconnaître dès lors que la dévastation accomplie

à l'égard de ce monument funéraire a été plus grande qu'on ne le pensait. La statue même d'Antoine de Carondelet a failli avoir un fâcheux sort : vers le milieu du siècle dernier, ce glorieux débris du travail du sculpteur liégeois fut descendu de son socle et mis au rebut, parce qu'il gênait le placement contre la muraille d'un confessional de grande dimension. M. Decamps déclare l'avoir retrouvé en 1885, au fond d'une cave de la sacristie. Depuis on l'a replacé dans la collégiale, mais sous une autre arcade. Espérons que bientôt, on lui fera réintégrer le mausolée, pour lequel cette statue fut sculptée.

Comment apprécier cette œuvre ou plutôt ce morceau de l'œuvre de Thomas Tollet ?

Donnons d'abord les dimensions de la statuette, car c'est bien ainsi qu'il faut l'envisager : elle a 0^m,59 de hauteur, 0^m,31 de largeur (y compris la draperie) et 0^m,20 d'épaisseur. Elle appartient plutôt au genre de la ronde bosse ; la tête, ayant tous ses contours, est de profil, et tournée de 3/4, le reste du corps est légèrement aplati contre le fond.

A première vue, la statue du chevalier par la raideur apparente de son attitude, maintenant qu'elle est séparée du bas-relief dont elle faisait partie, nous révèle un style quelque peu froid et compassé ; le visage n'a que l'expression de l'attention pieuse ; la vie est concentrée dans la prière. Il est vrai qu'il ne s'agissait pas, comme à Nevers, de faire une représentation de grandeur naturelle, et qui devait être un vrai portrait, puisque le personnage était encore vivant.

Ici l'artiste devait exécuter l'effigie réduite d'un homme mort, dont il a pu, il est vrai, voir le portrait peint, mais dont il pourra se contenter de rendre l'allure générale. De plus, il devra le montrer dans son somptueux costume de capitaine et il faut avouer que la raideur des étoffes précieuses dont étaient faites les diverses pièces de son vêtement d'apparat, ornées d'épaisses et riches broderies, si admirablement rendues, ne prêtait guère à une représentation plus vivante.

Au reste, le texte du document qui se rapporte à ce travail nous donne l'explication de ces défauts qu'on pourrait prétendre y trouver.

Thomas Tollet a dû se régler sur les indications du plan et sur le dessin ou pourtrait dressé par le maître de Valenciennes.

Dès lors, il serait certainement injuste de vouloir juger son talent d'après cette œuvrette où l'artiste liégeois n'avait pas toute sa liberté de conception et d'exécution.

Il est cependant deux points où nous pouvons apprécier la valeur de notre sculpteur, c'est par le modelé soigné de sa statue et la grande habileté dont il faisait preuve pour fouiller de son ciseau expérimenté le marbre et l'albâtre, surtout dans les détails d'ornementation.

Les archives sont muettes sur les motifs qui décidèrent madame de Potelles à choisir Thomas Tollet, pour l'exécution du mausolée de son fils.

Le grand sculpteur montois Du Breueq était précisément mort en 1582, et il n'y avait plus à Mons à cette époque des artistes de valeur, — Jacques du Moulin, ce sculpteur de pierres blanches de Valenciennes, était-il capable de sculpter le marbre dur? —, tandis que la renommée avait certainement porté là-bas, aux confins du Hainaut, le nom du « tailleur de pierre, demorant à Liège » qui, devenu le sculpteur du duc de Neyers, était déjà le célèbre Thomas Tollet.

Abbé JUSTIN MORET.

TABLEAU DES MEMBRES DE L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE LIÉGEOIS

PRÉSIDENT D'HONNEUR

M. LE GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE LIÈGE

GRÉGOIRE (GASTON).

VICE-PRÉSIDENTS D'HONNEUR

M. LE BOURGMESTRE DE LA VILLE DE LIÈGE

M. L'ÉCHEVIN DES BEAUX-ARTS DE LA VILLE DE LIÈGE

Bureau de la Société pour 1922-1923

<i>Président :</i>	MM. M. LOHEST.
<i>Vice-président :</i>	L. HALKIN.
<i>Secrétaire :</i>	J. DELHEID.
<i>Secrétaire-adj., Directeur des publications :</i>	F. MAGNETTE.
<i>Conservateur :</i>	J. SERVAIS.
<i>Trésorier :</i>	FL. PHOLIEN.
<i>Bibliothécaire :</i>	E. FAIRON.
<i>Secrétaires-adjoints :</i>	J. PIRLET. J. BREUER.
<i>Conservateurs-adjoints :</i>	J. HAMAL-NANDRIN. A. BAAR-MAGIS. M. GÉRIMONT.

Composition des Commissions pour 1922-1923

<i>Commission des publications :</i>	MM. J. BRASSINNE. EM. FAIRON. TH. GOBERT.
--------------------------------------	---

Commission des fouilles :

MM. M. DE PUYDT,
J. HAMAL-NANDRIN,
J. SERVAIS,
J. DELHEID,
Ch. FRAIPONT,
J. BREUER.

Commission d'achats :

MM. A. BAAR,
J. BRASSINNE,
B^{re} M. DE SÉLYS-
LONGCHAMPS,
G. JORISSENNE,
Fl. PHOLIEN,
G. RUHL,
J. DELHEID,
E. COUVREUX.

Commission de vérification du Musée :

MM. DE PUYDT,
J. GRENSON,
J. BRASSINNE.

*Commission de vérification de la
Bibliothèque :*

MM. J. COENEN,
B^{re} W. DE CRASSIER,
F. MAGNETTE.

Commission de la vérification des comptes :

MM. J. DELAITE,
L. LEDRU,
G. RUHL.

Le Président de l'Institut fait de droit partie des Commissions.

COMMISSIONS SPÉCIALES :

A. — *Commission des Excursions*

Président :

MM. F. MAGNETTE.

Secrétaire :

J. BREUER.

Membres :

J. DELHEID,
J. HAMAL-NANDRIN,
Fl. PHOLIEN,
J. BRASSINNE.

B. — *Commission des Conférences.*

Président :

MM. Fl. PHOLIEN.

Secrétaire :

J. PIRLET.

Membres :

J. BRASSINNE.

J. SERVAIS.

Ch. FRAIPONT.

F. MAGNETTE.

CONSEILLERS ;

J. BRASSINNE, M. DE PUYDT, Th. GOBERT, G. RUHL, L. DE BUGGE
NOMS, A. MICHA.

MEMBRES EFFECTIFS

Date de l'entrée à l'Institut	Date de l'admission comme membre effectif	
	4 fév. 1876.	1. JAMAR (EDMOND), architecte, 19, rue Saint-Pierre, Liège.
28 déc. 1879.	29 déc. 1882.	2. DE PUYDT (MARCEL), docteur en droit, directeur honoraire du Contentieux de la Ville de Liège, 27, avenue Isabelle, Anvers.
27 fév. 1885.	31 mai 1889.	3. LE PAIGE (CONSTANTIN), membre de l' <i>Académie royale de Belgique</i> , pare de Cointe, Ougrée.
25 janv. 1886.	24 déc. 1896.	4. GOBERT (THÉODORE), archiviste provincial honoraire, 360, rue Saint-Gilles, Liège.
22 fév. 1879.	27 mai 1898.	5. RUHL (GUSTAVE), docteur en droit, Villa Bella Riva, Basse- Hermalle.
31 janv. 1889.	30 déc. 1898.	6. DE CRASSIER (BARON WILLIAM), avocat, 161, rue Grétry, Liège.
29 nov. 1895.	30 déc. 1898.	7. BRASSINNE (JOSEPH), professeur et bibliothécaire en chef de l'Université, 30, rue Nysten, Liège.
20 avril 1898.	27 avril 1900.	8. SERVAIS (JEAN), conservateur du Musée archéologique liégeois, 8, rue Joseph Demoulin, Liège.
24 fév. 1899.	28 déc. 1900.	9. LOHEST (MAX), professeur à l'Uni- versité, membre de l' <i>Académie royale de Belgique</i> , 46, rue Mont- Saint-Martin, Liège.

28 mai	1880.	30 mai	1902.	10. DE SÉLYS-FANSON (baron Ro- mier), docteur en droit, château de Gerlache, Houthem (Hol- lande).
25 nov.	1898.	25 janv.	1903.	11. PHOLIEN (FLORENT), 25, rue Vinave-d'He, <i>Liège</i> .
26 mars	1897.	29 mai	1903.	12. DE BUGGENOMS (LOUIS), avocat, 40, rue Courtois, <i>Liège</i> .
28 déc.	1900.	27 avril	1906.	13. HÉNAUX (FERMIN), propriétaire, à <i>Bois-Borsu</i> .
28 oct.	1906.	26 avril	1907.	14. LAHAYE (LÉON), conservateur des Archives de l'État, 8, rue Sainte-Marie, <i>Liège</i> .
27 déc.	1901.	29 déc.	1907.	15. GRENSON (JOSEPH), docteur en médecine, 54, quai de Fragnée, <i>Liège</i> .
29 mars	1903.	29 déc.	1907.	16. POLAIN (EUGÈNE), docteur en droit, bibliothécaire de l'Uni- versité, 23, boulevard de la Constitution, <i>Liège</i> .
30 déc.	1898.	31 janv.	1909.	17. RASQUIN (GEORGES), avocat, 8, quai de la Grande Bretagne, <i>Liège</i> .
28 fév.	1904.	31 janv.	1909.	18. HAMAL-NANDRIN (JOSEPH), industriel, 51, quai de l'Ourthe, <i>Liège</i> .
		28 mai	1909.	19. KLEYER, (GUSTAVE), avocat, 21, rue Fabry, <i>Liège</i> .
27 mars	1904.	30 janv.	1910.	20. FAIRON (ÉMILE), conservateur des Archives de l'Etat à Liège, route de Tancremont, <i>Pepinster</i> .
26 mai	1904.	30 janv.	1910.	21. VERCHEVAL (FÉLIX), avocat, 27, Avenue Isabelle, à <i>Anvers</i> .
29 juin	1906.	27 mai	1910.	22. JORISSENNE (GUSTAVE), doc- teuren médecine, 10, rue St-Paul, <i>Liège</i> .
23 déc.	1906.	27 mai	1910.	23. MAGNETTE (FÉLIX), professeur à l'Athénée royal, 358, rue Saint- Gilles, <i>Liège</i> .
27 déc.	1895.	24 déc.	1911.	24. HALKIN (LÉON), professeur à l'Université, 59, boulevard Émile de Laveleye, <i>Liège</i> .

29 mars	1903.	24 déc.	1911.	25. DE SÉLYS-LONGCHAMPS (baron MAURICE), docteur en sciences, 9, rue Mont-Saint-Martin, <i>Liège</i> .
27 avril	1894.	24 déc.	1911.	26. LEDRU (LEON), artiste peintre 21, rue Auguste Hock, <i>Liège</i> .
22 év.	1903.	24 déc.	1911.	27. DELAITE, (JULEN), docteur en sciences, conseiller communal, 13, rue Hors-Château, <i>Liège</i> .
29 mars	1908.	24 déc.	1911.	28. BAAR-MAGIS (ARMAND), ingénieur, 4, rue Lebeau, <i>Liège</i> .
27 déc.	1908.	26 janv.	1913.	29. GUÉRETTE-DOUXCHAMPS, (ÉDOUARD), ingénieur, à Burdinne.
31 oct.	1909.	26 janv.	1913.	30. GÉRIMONT (MAURICE), ingénieur, 10, rue Charles Morren, <i>Liège</i> .
29 mai	1908.	25 janv.	1914.	31. PIRLET (JULES), candidat-notaire, 10, rue Sohet, <i>Liège</i> .
30 janv.	1910.	25 janv.	1914.	32. DELHEID (JULES), docteur en droit, 49, boulevard Frère-Orban, <i>Liège</i> .
31 oct.	1909.	22 fév.	1914.	33. MICHA (ALFRED), avocat à la Cour d'appel, 19, rue des Anges, <i>Liège</i> .
27 déc.	1901.	22 fév.	1914.	34. JASPAR (PAUL), architecte, 149, boulevard de la Sauvenière, <i>Liège</i> .
24 avril	1908.	22 fév.	1914.	35. COENEN (abbé J.), aumônier de la prison, 44, rue du Bancux, <i>Liège</i> .
27 oct.	1907.	30 mars	1919.	36. DEFRECHEUX (CHARLES), bibliothécaire à l'Université, 67, rue Bonne-Nouvelle, <i>Liège</i> .
29 janv.	1911.	30 mars	1919.	37. FRAIPONT (CHARLES), professeur à l'Université, 60, avenue des Thermes, <i>Liège</i> .
24 nov.	1907.	30 mars	1919.	38. GHILAIN (GUSTAVE), consul des États-Unis du Mexique, 123, rue Louvrex, <i>Liège</i> .
27 déc.	1908.	30 mars	1919.	39. REMOUCHAMPS (J.-M.), avocat, 288, boulevard d'Avroy, <i>Liège</i> .

27 déc.	1908.	30 mars	1919.	40. WIBIN (BENJAMIN), docteur en médecine, <i>Amay</i> .
31 déc.	1885.	30 mars	1919.	41. THION (FERDINAND), docteur en médecine, à <i>Vienne</i> (Waremme)
		27 juin	1919.	42. FALLOISE (MAURICE), avocat, 3, rue Forgeur, <i>Liège</i> .
31 mai	1907.	28 nov.	1920.	43. STOCKIS (EUGÈNE), docteur en médecine, professeur à l'Université, 20, quai Ed. van Beneden, <i>Liège</i> .
27 déc.	1909.	31 déc.	1920.	44. BOURGAULT (CAMILLE), architecte, 17, rue du Vertbois, <i>Liège</i> .
27 nov.	1910.	31 déc.	1920.	45. BREUER (JACQUES), 25, place Coronmeuse, <i>Herstal</i> .
26 déc.	1915.	30 déc.	1921.	46. DAVIN (FERNAND), docteur en médecine, <i>Amay</i> .
27 mai	1910.	27 janv.	1923.	47. FRAIPONT (MAX), avocat, chef du contentieux à la Vieille-Montagne, 19, rue Mont-Saint-Martin, <i>Liège</i> .

MEMBRES D'HONNEUR

		30 janv.	1891.	1. DE BAYE (baron JOSEPH), 58, avenue de la Grande Armée, <i>Paris</i> .
31 janv.	1889.	31 mai	1895.	2. PONCELET (ÉDOUARD), conservateur des Archives de l'État, rue du Parc, <i>Mons</i> .
29 déc.	1882.	30 mai	1902.	3. PIRENNE (HENRI), professeur à l'Université de Gand, membre de l' <i>Académie royale de Belgique</i> , 132, rue Neuve-Saint-Pierre, <i>Gand</i> .
		24 déc.	1911.	4. MOXHON (M ^{lle} SOPHIE), rentière, 42, rue Hors-Château, <i>Liège</i> .

MEMBRE CORRESPONDANT ÉTRANGER

28 avril	1911.	DE LIHOMEL (comte GEORGES), 55, avenue Kléber, <i>Paris</i> .
----------	-------	---

MEMBRES CORRESPONDANTS

	24 fév. 1882.	1. D'OTREPPE DE BOUVETTE (baron FRÉDÉRIC), docteur en sciences, 61, quai de Fragnée. <i>Liège.</i>
	31 mars 1887.	2. DE BEHAULT DE DORNON (ARMAND), 10, rue des Drapiers, <i>Bruelles.</i>
	28 juill. 1887.	3. FRANCOTTE (GUSTAVE), ancien ministre de l'Industrie et du Travail, La Houbière, à <i>Sougné-Remouchamps.</i>
31 janv. 1889.	31 déc. 1893.	4. BREULS (PAUL), château de Longchamps, à <i>Berneau</i> , par <i>Visé.</i>
31 janv. 1889.	27 avril 1900.	5. GAILLARD (JOSEPH), chanoine, à <i>Geer.</i>
27 avril 1894.	27 avril 1900.	6. CEYSSENS (J.), curé, <i>Dalhem.</i>
26 janv. 1900.	28 déc. 1902.	7. COMBLEN (PAUL), architecte, 33, rue des Augustins, <i>Liège.</i>
30 avril 1897.	24 avril 1903.	8. HANSAY (ALFRED), conservateur des Archives de l'Etat, <i>Hasselt.</i>
29 nov. 1885.	20 déc. 1903.	9. PHILIPPART (ALFRED), ingénieur, 44, avenue Blondin, <i>Liège.</i>
8 août 1890.	29 avril 1904.	10. LOHEST (FERNAND), architecte, 23, rue de Sélys, <i>Liège.</i>
27 mai 1900.	29 avril 1904.	11. VAN ZUYLEN (PAUL), bourgmestre à <i>Grand-Halleux.</i>
	18 déc. 1904.	12. DUBOIS (RENÉ), secrétaire communal honoraire, 130, rue Entre-Deux-Portes, <i>Huy.</i>
	25 fév. 1905.	13. DE WITTE DE LIMMINGHE (ADRIEN), professeur à l'Académie des Beaux-Arts, 15, rue Bassenge, <i>Liège.</i>
29 janv. 1905.	25 mars 1906.	14. VAN DER STRAETEN-PONTHOZ (comte CARL), 49, rue de la Loi, <i>Bruelles.</i>
31 juill. 1903.	23 déc. 1906.	15. BROUWERS (DID.), conservateur des Archives de l'Etat, 3, rue des Bas-Prés, <i>Namur.</i>

25 fév.	1906.	28 nov.	1909.	16. COUVREUX (EDMOND), artiste-peintre, 24, rue de l'Ouest, <i>Liège</i> .
24 nov.	1907.	28 nov.	1909.	17. CLOSON (JULES), professeur à l'Université, 13, rue Dartois, <i>Liège</i> .
29 nov.	1903.	28 janv.	1912.	18. SACRÉ (FERNAND), architecte, 14, place Rouveroy, <i>Liège</i> .
29 nov.	1908.	25 fév.	1912.	19. MORET (abbé JUSTIN), curé à Sur-le-Mez, à <i>Couthuin</i> .
27 déc.	1908.	25 fév.	1912.	20. DE RADZITSKY-D'OSTROWICK (baron IVAN), 6, rue Paul Devaux, <i>Liège</i> .
27 déc.	1908.	30 mai	1913.	21. DUMONT (JULES), industriel, 189, rue Grétry, <i>Liège</i> .
28 mai	1880.	27 juin	1913.	22. DE GELOES (comte RENÉ), château d' <i>Eysden</i> (Hollande).
29 avril	1886.	22 fév.	1914.	23. WILMART (CHARLES), docteur en droit, 9, rue d'Egmont, <i>Bruxelles</i> .
28 oct.	1906.	22 fév.	1914.	24. VAN ORMELINGEN (ERNEST), 60, rue d'Amercœur, <i>Liège</i> .
27 fév.	1910.	22 fév.	1914.	25. LOHEST (JEAN), 44, boulevard d'Avroy, <i>Liège</i> .
		26 avril	1914.	26. VANNERUS (JULES), 3, rue Ernestine, <i>Ixelles-Bruxelles</i> .
28 fév.	1904.	29 mai	1914.	27. MASSART (ALPHONSE), industriel, 23, rue Bois-l'Évêque, <i>Liège</i> .
		26 déc.	1915.	28. GESSLER (JEAN), professeur à l'Athénée royal, 39, boulevard Thonissen, <i>Husselt</i> .
		26 mars	1916.	29. THUILLIER (HUBERT), architecte, 38, rue Billy, <i>Grivegnée</i> .
		26 janv.	1919.	30. VAN DE WEERT (H.), professeur à l'Athénée, <i>Anvers</i> .
18 déc.	1910.	30 mars	1919.	31. DABIN (JEAN), chargé de cours à l'Université de Louvain, 9, rue Édouard Wacken, <i>Liège</i> .
28 avril	1911.	30 mars	1919.	32. DANDOY (ALBERT), 76, quai Henkart, <i>Bressour</i> .

30 mai 1913.	30 mars 1919.	33. POULLET (chevalier ARNOLD), président à la Cour d'appel de Liège, 11, rue Raikem, <i>Liège</i> .
27 oct. 1907.	30 mars 1919.	34. VANDER LINDEN, professeur à l'Université de Liège, 62, bou- levard de Tirlemont, à <i>Louvain</i> .
27 mai 1904.	25 juill. 1919.	35. BAAR (LUCIEN), 100, boulevard de la Sauvenière, <i>Liège</i> .
	28 mars 1920.	36. DESTRÉE (JOSEPH), conservateur des Musées royaux du Cinquan- tenaire, <i>Bruxelles</i> .
28 fév. 1909.	30 avril 1920.	37. MARCIN (L.), général-major, 155, rue de Campine, <i>Liège</i> .
25 avril 1919.	28 nov. 1920.	38. CRICK - KUNTZIGER (M ^{me} MARTHE), docteur en art et archéologie, 47, rue Keyenveld, <i>Ixelles</i> .
29 janv. 1911.	31 déc. 1920.	39. HANQUET (KARL), professeur à l'Université, 19, rue de la Paix, <i>Liège</i> .
24 mars 1907.	24 juin 1921.	40. DUVIVIER (PIERRE), à <i>Visé</i> .
	27 janv. 1922.	41. FOURMARIER (PAUL), profes- seur à l'Université, 140, avenue de l'Observatoire, <i>Liège</i> .
	27 janv. 1922.	42. WALTZING (J.-P.), professeur à l'Université, 11, rue Dartois, à <i>Liège</i> .
	27 janv. 1922.	43. HAUST (JEAN), professeur à l'Uni- versité, 75, rue Fond-Pirette, <i>Liège</i> .

MEMBRES ASSOCIÉS

Date de l'admission	
28 mai 1880.	1. DE LHONEUX (M ^{me} GUSTAVE), <i>Huy</i> .
9 mars 1883.	2. POSWICK (PROSPER), château de <i>Tihange</i> , par Huy.
25 mai 1894.	3. HOUTART (M.), docteur en droit, à <i>Gesve</i> (Namur).
26 mars 1897.	4. OPHOVEN (LÉON), château de <i>Biasta</i> , par Stavelot.
26 nov. 1897.	5. RÉVÉREND ABBÉ DE L'ABBAYE DU VAL-DIEU, <i>Chacneux</i> .

- | | |
|-----------------|---|
| 27 avril 1900. | 6. FALK, fils, libraire, 15-17, rue du Parchemin, <i>Bruxelles</i> . |
| 27 déc. 1901. | 7. NEEF (O.), distillateur, 10, rue Grandgagnage, <i>Liège</i> . |
| 27 janv. 1902. | 8. ROLAND-DUMONT (LÉON), 2, rue Velbruck, <i>Liège</i> . |
| 25 juill. 1902. | 9. RENKIN (FRANÇOIS), fabricant d'armes, 24, rue Grandgagnage, <i>Liège</i> . |
| 25 janv. 1903. | 10. PLOMBEUR (J.), industriel, 12, rue de la Madeleine, <i>Liège</i> . |
| 25 janv. 1903. | 11. DELAME (TH.), avocat à la Cour d'appel, 46, rue Fusch, <i>Liège</i> . |
| 29 mars 1903. | 12. PIEDBOEUF-LOVENS (LOUIS), ingénieur, château d'Enbourg. |
| 29 mai 1903. | 13. SCUVIE (ALBERT), 120, boulevard de la Sauvenière, <i>Liège</i> . |
| 24 juin 1904. | 14. CHIZELLE (MAURICE), industriel, 5, Cour des Minimes <i>Liège</i> . |
| 30 oct. 1904. | 15. MOTTARD-VAN MARCKE (M ^{me}), artiste peintre, 22, rue Courtois, <i>Liège</i> . |
| 27 nov. 1904. | 16. SNYERS (ARTHUR), architecte, 62, rue Louvrex, <i>Liège</i> . |
| 29 janv. 1905. | 17. BELTJENS (RENÉ), substitut du Procureur général 33, boulevard Frère-Orban, <i>Liège</i> . |
| 28 avril 1905. | 18. ANCION-MAGIS (JULES), industriel, château d'Amblève par <i>Ayvaillie</i> (<i>Liège</i> : 18, rue Forgeur). |
| 20 juin 1905. | 19. BOUHON (ANTOINE), rentier, rue Trou-Louette, <i>Bressoux</i> . |
| 28 juill. 1905. | 20. WAUTERS (CHARLES), avocat, 21, quai Henvert, <i>Liège</i> . |
| 28 juill. 1905. | 21. MASSON (EUGÈNE), contrôleur des contributions, 22, rue des Vennes, <i>Liège</i> . |
| 31 déc. 1905. | 22. BOUVY (JOSEPH), industriel, 7, quai de la Grande-Bretagne, <i>Liège</i> . |
| 31 déc. 1905. | 23. WAUTERS (AMÉDÉE), avoué, 3, rue Agimont, <i>Liège</i> . |
| 31 déc. 1905. | 24. SKLIN (DIEUDONNÉ), industriel, 5, rue Hors-Château, <i>Liège</i> . |
| 25 mars 1906. | 25. CLOES (MAURICE), juge au Tribunal de 1 ^{re} instance, 20, boulevard Kleyer, <i>Liège</i> . |
| 25 mai 1906. | 26. ADAM (MICHEL), ingénieur, 65, rue des Guillemins, <i>Liège</i> . |
| 25 mai 1906. | 27. LE PAIGE (ULRIC), directeur de la Société Athus-Grivegnée, 320, rue des Vennes, <i>Liège</i> . |
| 29 juin 1906. | 28. GUILLICK (PIERRE), à <i>Amqsin</i> . |

- 28 oct. 1906. 29. DELSAUX (E.), docteur en médecine, 6, rue des Augustins, *Liège*.
- 28 oct. 1906. 30. SEPULCHRE (CHARLES), industriel, 40, rue Nysten, *Liège*.
- 25 nov. 1906. 31. REULEAUX (FERNAND), avocat, 38, rue Basse-Wez, *Liège*.
- 23 déc. 1906. 32. DE MÉLOTTE (chevalier MARCEL), 1, avenue du Hêtre, Cointe, *Sclessin*.
- 27 janv. 1907. 33. MARCOTTY (JOSEPH), industriel, *Angleur*.
- 24 mars 1907. 34. DE SOER (MAX), 121, boulevard de la Sauvenière, *Liège*.
- 26 juill. 1907. 35. LEGRAND (MAURICE), architecte, 44, rue Darchis, *Liège*.
- 27 oct. 1907. 36. SERVAIS (HENRI), négociant, 24, rue des Domini-
cains, *Liège*.
- 27 oct. 1907. 37. BIDLOT (FERDINAND), docteur en médecine, 42,
42, rue des Augustins, *Liège*.
- 27 oct. 1907. 38. LOHEST (CHARLES), 4, rue des Sœurs Noires, *Tournai*.
- 27 oct. 1907. 39. JOLET, (MICHEL) architecte, *Herstal*.
- 27 oct. 1907. 40. LEENAERS (LUCIEN), industriel, 2, quai Van Beneden,
Liège.
- 24 nov. 1907. 41. HAMAL-MOUTON (JULES), rentier, à *Péry* (Trooz).
- 29 déc. 1907. 42. RASSENFOSSE (ARMAND), artiste peintre, 366, rue
Saint-Gilles, *Liège*.
- 23 fév. 1908. 43. DUPONT (PAUL), 5, rue Naimette, *Liège*.
- 23 fév. 1908. 44. JORIS (HUBERT), *Louvain lez-Liège* (Ans).
- 29 mars 1908. 45. AERTS (AUGUSTE), notaire, 29, rue Hors-Château,
Liège.
- 29 mars 1908. 46. CLOSE (FRANÇOIS), architecte, 66, rue César Franck,
Liège.
- 31 juill. 1908. 47. SIMONIS (CAMILLE), propriétaire, 14, rue Chevaufosse,
Liège.
- 25 oct. 1908. 48. LEDENT (FÉLIX), avocat, 88, avenue Blondin, *Liège*.
- 25 oct. 1908. 49. COLLINET, fils (A.), boulevard de la Sauvenière, 42,
Liège.
- 29 nov. 1908. 50. DE POTESTA (baronne ÉDOUARD), château de Her-
malle, *Hermalle-sous-Huy*.
- 29 nov. 1908. 51. FRAIPONT (MARCEL), docteur en droit, directeur
général des Cristalleries du Val-Saint-Lambert,
Val-Saint-Lambert.

- 27 déc. 1908. 52. RIGO (LÉON), avocat à la Cour d'appel, 92, avenue
Blonden, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 53. JAMIN (ÉMILE), industriel, 152, rue Saint-Séverin,
Liège.
- 27 déc. 1908. 54. LOBET (ALFRED), architecte, 224, rue des Vennes,
Liège.
- 27 déc. 1908. 55. FAIDER (PAUL), professeur à l'Université, 19, Cou-
pure, à *Gand*.
- 27 déc. 1908. 56. CHAUDOIR (HYACINTHE), 27, rue des Bégards, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 57. MOUTON (JOSEPH), brasseur, 5, rue Charles Morren
Liège.
- 27 déc. 1908. 58. DIEUDONNÉ (PAUL), notaire, 87, boulevard d'Avroy,
Liège.
- 27 déc. 1908. 59. DEMANY (CHARLES), ingénieur, 438, rue Saint-
Léonard, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 60. ARNOLD (HENRI), sous-chef de bureau à l'Admi-
nistration communale, 14, rue Fond-St-Servais,
Liège.
- 27 déc. 1908. 61. DALLEMAGNE (GUILLAUME), avocat, 3, rue du
Mambour, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 62. BODY (JACQUES), ingénieur agricole, *Hollogne-aux-
Pierres*.
- 27 déc. 1908. 63. LECLÈRE (CONSTANT), professeur à l'Athénée, 80,
rue de Fétinne, à *Liège*.
- 28 fév. 1909. 64. MÉLOTTE (LOUIS), 36, rue de la Régence, *Liège*.
- 28 fév. 1909. 65. BÉCASSEAU (LUCIEN), architecte, 4, rue Laruelle,
Liège.
- 28 fév. 1909. 66. PIRLET (JOSEPH), ingénieur, 63, Thier de la Fontaine,
Liège.
- 28 mars 1909. 67. FABRI (FRANÇOIS), 38, rue des Augustins, *Liège*.
- 28 mars 1909. 68. WEEKERS (LÉON), docteur en médecine, 15, rue
Forgeur, *Liège*.
- 28 mars 1909. 69. MOREAU (EUGÈNE), notaire, 136, boulevard de la
Sauvenière, *Liège*.
- 30 avril 1909. 70. DEFAYS (HENRI), pharmacien, *Stockay-Saint-Georges
sur-Meuse*.
- 21 juill. 1909. 71. LEMAIRE-DEMONCEAU, docteur en droit, 16, rue
Beekman, *Liège*.
- 31 oct. 1909. 72. BAGE (ANDRÉ), architecte, 166, rue Saint-Laurent,
Liège.

- 31 oct. 1909. 73. DECHARNEUX (ÉMILE), industriel, 145, rue de l'Intendant, *Bruxelles-Maritime*.
- 31 oct. 1909. 74. HALEIN (WALTHÈRE), 20, rue Saint-Remy, *Liège*.
- 31 oct. 1909. 75. KAIRIS (ARTHUR), chanoine, 61, boulevard d'Avroy, *Liège*.
- 30 janv. 1910. 76. NYST (PIERRE), industriel, 63, quai de Fragnée, *Liège*.
- 30 janv. 1910. 77. RENARD-GRENSON (M^{me} L.), 14, rue Fabry, *Liège*.
- 30 janv. 1910. 78. VERCHEVAL (M^{me} F.), 27, avenue Isabelle, *Anvers*.
- 30 janv. 1910. 79. TAHON (RENÉ), substitut du procureur du Roi, 13, rue des Augustins, *Liège*.
- 30 janv. 1910. 80. MATIVA (JOSEPH), rentier, rue des Vennes, *Liège*.
- 27 fév. 1910. 81. MULLEJANS (J.), architecte, 9, avenue Blonden, *Liège*.
- 27 fév. 1910. 82. DE LIMBOURG (chevalier PHILIPPE), *Theux*.
- 27 fév. 1910. 83. DE SÉLYS-LONGCHAMPS (baron EDMOND), château de Longchamps par Waremmé.
- 27 fév. 1910. 84. DE CHESTRET DE HANEFFE (baron PAUL), 17, rue du Jardin Botanique, *Liège*.
- 27 fév. 1910. 85. RAXHON (FRANZ), industriel, *Theux*.
- 3 avril 1910. 86. FIRKET (M^{me} CH.), 8, place Sainte-Véronique, *Liège*.
- 29 avril 1910. 87. DE THIER (chevalier ARNOLD), 39, rue Brixhe, *Spa*.
- 29 avril 1910. 88. THONET (ALFRED), major d'infanterie, avenue des Coteaux, *Grivegnée*.
- 29 avril 1910. 89. VIERSET (ÉMILE), docteur en droit, 11, rue Rioul, *Huy*.
- 27 mai 1910. 90. HAUZEUR (MAX), château du Val-Benoît, *Liège*.
- 27 mai 1910. 91. HENROZ (ÉMILE), 14, rue Simonon, *Liège*.
- 24 juin 1910. 92. DELHEID (MAURICE), avocat près la Cour d'appel, *Knocke-s/Mer*.
- 29 juill. 1910. 93. WÉRY (DÉSIRÉ), 69, rue Morinval, *Liège*.
- 30 oct. 1910. 94. DIGNEFFE (ÉMILE), Bourgmestre de la Ville de Liège, 3, rue Paul Devaux, *Liège*.
- 30 oct. 1910. 95. NAGELS (LUDOVIC), avocat-général, 79, rue Hocheporte, *Liège*.
- 27 nov. 1910. 96. RAYMOND (ALEXIS), docteur en médecine, *Val-Saint-Lambert*.
- 27 nov. 1910. 97. BOUHON (A.), fils, peintre-décorateur, 3, rue Rouveroy, *Liège*.
- 18 déc. 1910. 98. MAWET (ERNEST), avocat, 77, boulevard d'Avroy, *Liège*.

- 18 déc. 1910. 99. LHOEST-BEAUDRIHAYE, (JULES), 72, quai Saint-Léonard, *Liège*.
- 29 janv. 1911. 100. NEYS (Maurice), docteur en droit, 44, rue Nysten, *Liège*.
- 29 janv. 1911. 101. COEMANS (FERNAND), conseiller provincial, 50, rue Laoureux, *Verviers*.
- 29 janv. 1911. 102. SIMONIS (ALEXANDRE), ingénieur, 8, rue André Fauchille, *Bruxelles*.
- 26 mars 1911. 103. JACOB (FERNAND), ébéniste, 10, rue Remouchamps, *Liège*.
- 28 avril 1911. 104. SMETS (Théo), généalogiste-héraldiste, 7, place du Roi Albert, *Liège*.
- 28 juill. 1911. 105. FRAIGNEUX (Louis), avocat et échevin, 16, rue Saint-Pierre, *Liège*.
- 28 juill. 1911. 106. REUTER (Victor), architecte, 55, rue Monulphic, *Liège*.
- 28 juill. 1911. 107. RENCHON (J.), architecte d'ameublement, 12, rue Fabry, *Liège*.
- 29 oct. 1911. 108. FALIZE (FERNAND), commis-greffier, 30, rue de l'Académie, *Liège*.
- 26 nov. 1911. 109. COEMANS (ADRIEN), notaire, *Saint-Trond*.
- 25 fév. 1912. 110. QUESTIENNE (PHILIPPE), commissaire-voyer, 99, rue de Fétinne, *Liège*.
- 25 fév. 1912. 111. FELLIN (MICHEL), artiste sculpteur, 27, rue du Jardin Botanique, *Liège*.
- 31 mai 1912. 112. MAGIS (M^{lle} JEANNE), 5, quai de l'Industrie, *Liège*.
- 31 mai 1912. 113. BAAR (EDMOND), industriel, 32, avenue Rogier, *Liège*.
- 31 mai 1912. 114. CARTUYVELS (CHARLES), industriel, 13, avenue Blondin, *Liège*.
- 31 mai 1912. 115. HABETS (MARCEL), ingénieur, 73, quai des Carmes, *Jemeppe-sur-Meuse*.
- 28 juin 1912. 116. CAPELLE (M^{me} NESTOR), 2, rue des Urbanistes, *Liège*.
- 28 juin 1912. 117. FONDER (CHARLES), 26, rue Vinâve d'Ile, *Liège*.
- 27 oct. 1912. 118. GHYSENS (JOSEPH), 36, rue Duvivier, *Liège*.
- 27 oct. 1912. 119. BOUCKOMS (G.), architecte, place Saint-Jacques, *Liège*.
- 24 nov. 1912. 120. DUPONT (HENRI), major d'artillerie, à *Grand-Halleux*.
- 24 nov. 1912. 121. DELHEID (ÉDOUARD), avocat, 27, rue des Vingt-Deux, *Liège*.

24 nov. 1912.	122. WAUTERS (FERNAND), industriel, 19, quai Henvart, <i>Liège.</i>
24 nov. 1912.	123. GOFFART-FRÉSART (N.), industriel, 6, rue Dartois, <i>Liège.</i>
29 déc. 1912.	124. DOHMEN-MOUTON (Ch.), 44, rue Reynier, <i>Liège.</i>
29 déc. 1912.	125. VERBRUGGHE (GEORGES), juge de paix, 14, rue Simonon, <i>Liège.</i>
29 déc. 1912.	126. DE CHERON (EUGÈNE), 210, rue Ferrer, <i>Seraing.</i>
26 janv. 1913.	127. WOOT DE TRIXHE (JOSEPH), propriétaire, <i>Couthuin,</i>
26 janv. 1913.	128. SIMENON (abbé G.), professeur au Séminaire, 50, rue des Prémontrés, <i>Liège.</i>
26 janv. 1913.	129. LAUMONT (ÉMILE), administrateur de la Banque Générale, 75, rue Louvrex, <i>Liège.</i>
26 janv. 1913.	130. DRESSE (EDMOND), industriel, 74, quai de Fragnée, <i>Liège.</i>
26 janv. 1913.	131. STIELS (ARNOLD), auditeur militaire honoraire, 4, place Saint-Michel, <i>Liège.</i>
26 janv. 1913.	132. DE ROSSIUS D'HUMAIN (baron CHARLES), 86, boulevard d'Avroy, <i>Liège.</i>
23 fév. 1913.	133. MOUTON-ALEXANDRE (M ^{me} L.), 15, rue Volière, <i>Liège.</i>
23 fév. 1913.	134. JAMAR (M ^{lle} LÉONIE), 19, rue St-Pierre, <i>Liège.</i>
30 mars 1913.	135. REULEAUX-DE LEINHE, (M ^{me}), 32, boulevard Frère-Orban, <i>Liège.</i>
25 avril 1913.	136. LALOUX (GEORGES), industriel, 2, rue Saint-Remy, <i>Liège.</i>
27 juin 1913.	137. FINCEUR (PAUL), professeur honoraire, 153, rue Eugène Van den Hof, à Robermont, <i>Grivegnée.</i>
25 juill. 1913.	138. GILBART (OLYMPE), échevin, 77, rue Fond-Pirette, <i>Liège.</i>
26 oct. 1913.	139. MONSEUR (FÉLICIEN), 11, rue Forgeur, <i>Liège.</i>
26 oct. 1913.	140. DUPONT (JACQUES), ingénieur, 34, rue Vautier, <i>Ixelles-Bruxelles.</i>
26 oct. 1913.	141. HENRY-COUNE (M ^{me} L.), régente, 200, rue Lavantiste-Voie, <i>Liège.</i>
26 oct. 1913.	142. TRASENSTER-DE NEUVILLE (J.), ingénieur, 72, avenue Blonden, <i>Liège.</i>
26 oct. 1913.	143. DEMUNTER (VICTOR), agent de la Banque Nationale, 15, rue Lei, <i>Louvain.</i>
28 déc. 1913.	144. DE BEER (JOSEPH), 48, quai des Ardennes, <i>Liège.</i>
22 fév. 1914.	145. FRÉSON (l'abbé E.), curé à <i>Thimister.</i>

- 22 fév. 1914. 146. PIETTE (F.), avocat, 1, quai de la Boverie, *Liège*.
- 22 fév. 1914. 147. MÉDART (G.), 23, rue Mont-Saint-Martin, *Liège*.
- 29 mars 1914. 148. DE LAUNOIT-NAVEAU (PAUL), 28, avenue Rogier, *Liège*.
- 26 avril 1914. 149. DRESSE (ROBERT), industriel, 194, boulevard d'Avroy, *Liège*.
- 29 mai 1914. 150. DE PITTEURS-DE BUDINGEN (baron HERMAN), banquier, 83, rue Louvrex, *Liège*.
- 29 mai 1914. 151. LEWUILLON, ingénieur, 65, avenue des Tilleuls, *Liège*.
- 28 nov. 1915. 152. DAWANS-BIAR (A.), ingénieur, 24, quai de Fragnée, *Liège*.
- 26 déc. 1915. 153. DELATTRE (HENRY), avocat, 70, rue Louvrex, *Liège*.
- 26 mars 1916. 154. DE MÉLOTTE (chevalier ADRIEN), avenue du Hêtre, *Cointe (Liège)*.
- 26 janv. 1919. 155. GOBLET (NICOLAS), avocat, 114, boulevard de la Sauvenière, *Liège*.
- 26 janv. 1919. 156. DETAILLE (HUBERT), 79, rue du Parc, *Liège*.
- 26 janv. 1919. 157. SOMZÉ (L.), négociant, 90, rue Féronstrée, *Liège*.
- 26 janv. 1919. 158. PIRLOT-LAMARCIE (MAURICE), 47, rue des Augustins, *Liège*.
- 26 janv. 1919. 159. RÉMONT (LÉOPOLD), 35, quai de la Grande-Bretagne, *Liège*.
- 26 janv. 1919. 160. GREINER (EMMANUEL), ingénieur, *Seraing*.
- 26 janv. 1919. 161. DE COUNE (HENRI), 25, avenue des Platanes, *Cointe (Liège)*.
- 26 janv. 1919. 162. ALEXIS (GEORGES), ingénieur, 29, rue Dartois, *Liège*.
- 30 mars 1919. 163. DEWEZ (LÉON), 11, place des Franchises, *Liège*.
- 30 mars 1919. 164. DAHMEN (MARCEL), à *Olne*.
- 30 mars 1919. 165. DE BUGGENOMS (LUDOVIC), 10, rue Rembrandt, *Bruxelles*.
- 25 avril 1919. 166. JEANNE (LÉON), 14, place des Déportés, *Liège*.
- 30 mai 1919. 167. BUISSERET (ROBERT), 31, rue St-Hubert, *Liège*.
- 30 mai 1919. 168. HEUVELMANS (EDGARD), rue Xhovémont, *Liège*.
- 30 mai 1919. 169. LALOUX (AUGUSTE), 17, boulevard d'Avroy, *Liège*.
- 30 mai 1919. 170. PROTIN (ROBERT), imprimeur, 24, rue Féronstrée, *Liège*.
- 30 mai 1919. 171. RÉNAUD (JOSEPH), 35, rue Naimette, *Liège*.

- 30 mai 1919. 172. VAN DURME (CHARLES), pharmacien, 74, rue Saint-Gilles, *Liège*.
- 27 juin 1919. 173. RENARD (ANDRÉ), 14, rue Fabry, *Liège*.
- 27 juin 1919. 174. JACOB (JULES), 20, rue Duvivier, *Liège*.
- 27 juin 1919. 175. NICOLAI (RENÉ), ingénieur, 70, rue Ambiorix, *Liège*.
- 27 juin 1919. 176. BORGNET (PAUL), industriel, 23, avenue Blonden, *Liège*.
- 27 juin 1919. 177. SÉLERIN (ÉMILE), architecte, 33, rue de la Liberté, *Liège*.
- 27 juin 1919. 178. CRESPIN (LÉON), ingénieur, 9, rue de l'Industrie, à *Jemeppe-sur-Meuse*.
- 27 juin 1919. 179. SCHAETZEN (chevalier MARCEL), à *Tongres*.
- 27 juin 1919. 180. DUFOUR (ANDRÉ), artiste peintre, 29, avenue Blonden, *Liège*.
- 27 juin 1919. 181. REMY (ALBERT), notaire, 12, place du Maréchal Foch, *Liège*.
- 27 juin 1919. 182. FRANÇOIS (NICOLAS), industriel à *Seraing*.
- 25 juill. 1919. 183. DE CUYPER (G.), sculpteur, 12, rue des Prébendiers, *Liège*.
- 25 juill. 1919. 184. ROOSBECK (l'abbé JEAN), chapelain à la Cathédrale, 36, place Saint-Jean, *Liège*.
- 25 juill. 1919. 185. STREEL (GEORGES), docteur en médecine, à *Engis*.
- 26 oct. 1919. 186. DE SAUVAGE (chevalier ADRIEN), ingénieur, 18, rue Grandgagnage, *Liège*.
- 26 oct. 1919. 187. MOSSAY (JOSEPH), archiviste provincial, 51, rue Chéri, *Liège*.
- 30 nov. 1919. 188. PUTZEYS (FÉLIX), professeur à l'Université, 1, rue Forgeur, *Liège*.
- 30 nov. 1919. 189. STASSE (PAUL), 79, rue du Parc, *Liège*.
- 30 nov. 1919. 190. CHARLIER (M^{me} Veuve JEAN), 44, rue du Général Leman, Etterbeek, *Bruxelles*.
- 28 déc. 1919. 191. DE BORCHGRAVE D'ALTENA (comte JOSEPH), 90, rue d'Arlon, *Bruxelles*.
- 25 janv. 1920. 192. RIGO (FRANÇOIS), 4, rue Fond-St-Servais, *Liège*.
- 25 janv. 1920. 193. COLLART (ANDRÉ), 136, rue Hoyoux, *Herstal*.
- 29 fév. 1920. 194. ANTOINE (ARMAND), artiste peintre, 14, rue des Meuniers, *Liège*.
- 28 mars 1920. 195. DENIL (VINCENT), capitaine-commandant d'artillerie, E. M. 23 A. bureau postal 4, A. B. O.
- 30 avril 1920. 196. PENY (FRÉDÉRIC), agent de la Banque Nationale, 9, boulevard d'Avroy, *Liège*.

- 30 avril 1920. 197. DUMONT (LÉON), peintre, 30, rue Jouruelle, *Liège*.
- 30 avril 1920. 198. COMHAIRE (FERNAND), peintre, 68, rue du Coq, *Liège*.
- 28 mai 1920. 199. JANSSENS (GÉRAUD), photographie, 113, boulevard de la Sauvenière, *Liège*.
- 28 mai 1920. 200. DOSSIN-HALKIN (M^{me}), 418, rue St-Laurent, *Liège*.
- 30 juill. 1920. 201. ROBERT (M^{me} LÉONIE), régente, 25, rue Sainte-Marie, *Liège*.
- 30 juill. 1920. 202. BRACONIER (RAYMOND), château de *Modave*.
- 31 oct. 1920. 203. BRAIVE (HENRI), courtier en vins, 13, rue Nysten, *Liège*.
- 28 nov. 1920. 204. HANSON (GUSTAVE), avoué, 35, rue Beeckman, *Liège*.
- 28 nov. 1920. 205. LA VILLE DE SPA.
- 28 nov. 1920. 206. SERVAIS (JEAN), étudiant, 8, rue Joseph Demoulin, *Liège*.
- 28 nov. 1920. 207. BORDDET, docteur en médecine, à *Francorchamps*.
- 28 nov. 1920. 208. WILLEMS (ALFRED), sculpteur ornementiste, 48, rue Reynier, *Liège*.
- 28 nov. 1920. 209. DE CLOSSET (FERNAND), 2, rue de Harlez, *Liège*.
- 31 déc. 1920. 210. GRYSPEERT (MARCEL), orfèvre, 109, boulevard de la Sauvenière, *Liège*.
- 31 déc. 1920. 211. FERRAND (JACQUES), 20, avenue de l'Exposition, *Liège*.
- 31 déc. 1920. 212. GEORGE (HYACINTHE), professeur à l'Athénée royal, 27, rue André Dumont, *Liège*.
- 31 déc. 1920. 213. POLET (GEORGES), capitaine, 12, rue des Clarisses, *Liège*.
- 31 déc. 1920. 214. FRÉSART (CHARLES), 9, rue Sœurs-de-Hasque, *Liège*.
- 28 janv. 1921. 215. FONDER (ERNEST), ingénieur, 48, rue du Pont-d'Île, *Liège*.
- 28 janv. 1921. 216. HAMAL (JULES), 14, rue Dossin, *Liège*.
- 28 janv. 1921. 217. HAMAL (GEORGES), 10, quai Orban, *Liège*.
- 25 mars 1921. 218. STIELS-VAILLANT (M^{me}), 4, place St-Michel, *Liège*.
- 25 mars 1921. 219. LEYNEN (M^{me} L.), institutrice, 64, rue du Coq, *Liège*.
- 25 mars 1921. 220. TOUSSAINT (ROBERT), 14, rue Sœurs-de-Hasque, *Liège*.
- 25 mars 1921. 221. FRYNS (OSCAR), rue de la Station, 48, *Jemeppe-sur-Meuse*.
- 29 avril 1921. 222. NAVEAU (M^{me} Veuve LÉON), château de Bommershoven, par *Jesseren (Limbourg)*.

- 29 avril 1921. 223. VAN ZUYLEN (JOSEPH), château d'Argeuteau.
- 29 avril 1921. 224. KUETGENS (MAX), 4, place Saint-Jacques, *Liège*.
- 29 avril 1921. 225. LIMBOURG (LÉON), agent de change, 8, place des Franchises, *Liège*.
- 29 avril 1921. 226. SCHRAEPEN (HUBERT), agent de change, 28, rue du Pont-d'Ile, *Liège*.
- 29 avril 1921. 227. DEJARDIN (JULES), notaire, 28, rue du Jardin Botanique, *Liège*.
- 27 mai 1921. 228. BONIVER (FRANÇOIS), colonie scolaire liégeoise de Frauchimont (Theux).
- 27 mai 1921. 229. HARDY (GASTON), docteur en médecine, 186, rue St-Laurent, *Liège*.
- 24 juin 1921. 230. COLLEYE (HUBERT), professeur, 12, rue Anselmo, à *Auvers*.
- 22 juill. 1921. 231. LALOUN (PIERRE), docteur en droit, 2, rue Saint-Remy, *Liège*.
- 22 juill. 1921. 232. DE HARENNE (HERMAN), rue de la Boverie, *Liège*.
- 25 nov. 1921. 233. GHINET (LÉON), expert d'art, 102, rue Paradis, *Liège*.
- 25 nov. 1921. 234. BRIXHE (M^{me} Veuve PAUL), 133, rue Walthère Jamar, *Aus*.
- 25 nov. 1921. 235. GÉRIMONT (ÉDOUARD), 51, rue de Trazegnies, *Selessin*.
- 25 nov. 1921. 236. MESSENS (CORNEILLE), chef du secrétariat à la Vieille-Montagne, 53, quai de Fragnée, *Liège*.
- 30 déc. 1921. 237. PETY DE THOZÉE (CHARLES), 55, rue des Augustins, *Liège*.
- 27 janv. 1922. 238. GRÉGOIRE (M^{lle} LÉONIE), directrice d'école communale, 9, rue Frédéric Nyst, *Liège*.
- 27 janv. 1922. 239. NANDRIN (FRÉDÉRIC), 25, boulevard Frère-Orban, *Liège*.
- 27 janv. 1922. 240. SACRÉ (MARCEL), industriel, 58, quai de l'Ourthe, *Liège*.
- 27 janv. 1922. 241. CAPELLE (RENÉ), 29, rue du Palais, *Ferviers*.
- 27 janv. 1922. 242. LOUSBERG (ADOLPHE), avocat, 7, place Rouveroy, *Liège*.
- 27 janv. 1922. 243. FRÉSART (ALBERT), 9, rue Sœurs-de-Hasque, *Liège*.
- 24 fév. 1922. 244. ELSÉN (M^{me} ALFRED), 123, avenue de France, *Auvers*.
- 24 fév. 1922. 245. OPHOVEN-FRAIPONT (HENRI), 19, rue Mont-Saint-Martin, *Liège*.

24 fév. 1922.	246. PHOLIEN (RAYMOND), 26, rue Vinave-d'Ile, <i>Liège</i> .
31 mars 1922.	247. BERNIMOLIN (M ^{lle} LAURE), 52, rue Mont-Saint-Martin, <i>Liège</i> .
31 mars 1922.	248. WILL (M ^{lle} BERTHE), 27, rue Feronstrée, <i>Liège</i> .
31 mars 1922.	249. VAN ZUYLEN (JOSEPH), 37, boulevard Frère-Orban, <i>Liège</i> .
31 mars 1922.	250. TANCRE (ÉDOUARD), 79, rue de Cointe, <i>Liège</i> .
31 mars 1922.	251. BROUHA (MAURICE), docteur en médecine, 50, rue Darchis, <i>Liège</i> .
28 avril 1922.	252. DEBOUGNOUX (M ^{lle} MARIA), régente à l'École Normale, 9, rue Bovy, <i>Liège</i> .
28 avril 1922.	253. PIRNAY (M ^{lle} LÉONIE), professeur d'histoire de l'art, 81, rue Hocheporte, <i>Liège</i> .
26 mai 1922.	254. POLAIN (M ^{me} Veuve MARIE), 7, quai de la Boverie, <i>Liège</i> .
26 mai 1922.	255. JOURDAIN (ARMAND), licencié en sciences commerciales, 226, rue des Vennes, <i>Liège</i> .
30 juin 1922.	256. DURIEUX (LÉON), directeur de la <i>Belgique Industrielle</i> , 35, quai Marcellis, <i>Liège</i> .
30 juin 1922.	257. FALLOISE (JOSEPH), ingénieur, 7, rue de Chestret, <i>Liège</i> .
30 juin 1922.	258. CROMMELYNCK (R.), artiste peintre, 70, quai de la Boverie, <i>Liège</i> .
28 juill. 1922.	259. JACOB (LÉON), notaire, à <i>Warsage</i> .
28 juill. 1922.	260. FOIDART (JULES), professeur à l'Athénée, 28, rue Étienne Soubre, <i>Liège</i> .
28 juill. 1922.	261. NIVETTE (JOSEPH), attaché au secrétariat de la Vieille-Montagne, 33, rue Large, <i>Chênée</i> .
27 oct. 1922.	262. PEUTEMAN (JULES), archéologue, 48, route de Lambermont, <i>Verviers</i> .
27 oct. 1922.	263. HENRION (ALPHONSE), 19, rue Ernest de Bavière, <i>Liège</i> .
24 nov. 1922.	264. GÉRIMONT (M ^{me} ÉDOUARD), 51, rue de Trazegnies, <i>Sclessin</i> .
24 nov. 1922.	265. LAMBINET (ADOLPHE), conseiller à la Cour d'Appel, 47, rue Bassenge, <i>Liège</i> .
24 nov. 1922.	266. FROIDCOURT (GEORGES), substitut du procureur du Roi, 16, rue de Spa, <i>Liège</i> .
24 nov. 1922.	267. WILMOTTE (LÉON), employé de banque, 52, Grand'-Route, <i>Tihange</i> .
29 déc. 1922.	268. MONS (ALPHONSE), 44, rue Neuvice, <i>Liège</i> .

- 29 déc. 1922. 269. FEYS-DE LEXHY (LOUIS), ingénieur, à *Hollogne-aux-Pierres*.
- 29 déc. 1922. 270. HENNEN (GUILL.), archiviste, 62, rue Ambiorix, *Liège*.
- 29 déc. 1922. 271. VERJANS (l'abbé), curé à *Eben-Emael*.
- 26 janv. 1923. 272. FRENAY (GUILLAUME), industriel, 6, rue Petit Fossé, *Maestricht (Hollande)*.
- 26 janv. 1923. 273. THIRY (GEORGES), étudiant, 10, rue de la Province, à *Liège*.
- 26 janv. 1923. 274. LEGRAND (EDMOND), percepteur des postes, 23, rue du Général Bertrand, *Liège*.
- 23 fév. 1923. 275. SILVERYSER (l'abbé FLORENT), aumônier à *Herck-la-Ville*.
- 23 fév. 1923. 276. LONAY (H.), professeur à l'Université, 69, rue Wazon, *Liège*.
- 30 mars 1923. 277. DE LOOZ-CORSWAREM (comte LOUIS), 122, rue du Trône, *Bruxelles*.
- 30 mars 1923. 278. CHAMPION BRITISH (ÉDOUARD), 5, quai Malaquais, *Paris VI (France)*.
- 30 mars 1923. 279. LISSOIR (LOUIS), 58, rue Jean d'Outremeuse, *Liège*.
- 30 mars 1923. 280. THONNARD (D.), 55, quai d'Amereœur, *Liège*.
- 30 mars 1923. 281. FRÉSON (ARMAND), avocat, 53, rue de Sclessin, *Liège*.
- 30 mars 1923. 282. HEUSE (HENRI), avocat, 11, place Xavier Nenjean, à *Liège*.
- 27 avril 1923. 283. LAMOUREUX (IVAN), 162, rue de Fragnée, *Liège*.
- 27 avril 1923. 284. FRAIPONT-MAGNÉE (JOSEPH), 14, place du Pont, *Chênée*.
- 27 avril 1923. 285. BURETTE (HUBÉRT), 338, rue de Herve, *Bois-de-Breux*.
- 27 avril 1923. 286. PHILIPPART (AUGUSTE), officier de réserve, 38, rue des Vennes, *Liège*.
- 27 avril 1923. 287. BONHOMME (GEORGES), docteur en sciences historiques, bibliothécaire-adjoint à l'Université de Liège, 13, rue Walrand, *Pepinster*.
- 25 mai 1923. 288. PAQUE (M^{lle} CHARLOTTE), régente à l'École moyenne, 27, rue de Kinkempois, *Liège*.
- 25 mai 1923. 289. YERNAUX (JEAN), conservateur-adjoint des Archives de l'Etat, 41, avenue du Luxembourg, *Liège*.
- 29 juin 1923. 290. TECQ MENNE (Ch.), docteur en médecine, 11, rue des Augustins, *Liège*.
- 29 juin 1923. 291. BUQUET (HENRI), 71, faubourg St-Martin, *Paris*.

29 juin 1923.	293. LINTERMANS (MAURICE), chef de service aux Cristalleries du Val-St-Lambert, 34, rue de Renory, <i>Kinkempois-lez-Liège</i> .
29 juin 1923.	294. LINTERMANS (M ^{me}), 34, rue de Renory, <i>Kinkempois-lez-Liège</i> .
27 juill. 1923.	295. DESSART (ALBERT), docteur en droit, 34, quai des Carmes, <i>Jemeppe-sur-Meuse</i> .
27 juill. 1923.	296. DE BLAUW (PAUL), journaliste, 10, quai Sur-Meuse, <i>Liège</i> .
27 juill. 1923.	297. DODÉMONT (URBAIN), secrétaire de la Société Archéo-historique, à <i>Visé</i> .
27 juill. 1923.	298. SWYSEN (LÉONTINE), institutrice, 85, rue Grétry, <i>Liège</i> .
26 oct. 1923.	299. RENAUD (M ^{me}), 35, rue Naimette, <i>Liège</i> .
26 oct. 1923.	300. DOSSIN-RENAUD (M ^{me}), 7, rue Fabry, <i>Liège</i> .
26 oct. 1923.	301. RAICK (LOUIS), fabricant d'armes, 26, rue Grandgagnage, <i>Liège</i> .
26 oct. 1923.	302. THYSEN (HENRY), chef de travaux à l'Université, 83, rue de la Cathédrale, <i>Liège</i> .
30 nov. 1923.	303. LAPORT (GEORGES), 17, rue des Anges, <i>Liège</i> .
30 nov. 1923.	304. RENARD (ARMAND), industriel, 25, quai St-Léonard, <i>Liège</i> .
30 nov. 1923.	305. BRONNE (LOUIS), ingénieur, 30, rue du Vieux-Mayeur, <i>Liège</i> .
28 déc. 1923.	306. de NEUVILLE (ALBERT), 17, quai de Rome, <i>Liège</i> .
28 déc. 1923.	307. PHOLIEN (AUGUSTE), lithographe, 57, rue de la Fontaine, <i>Liège</i> .
28 déc. 1923.	308. EGGERMONT (A.), château de Leignon, à <i>Leignon</i> .

TABLE DES MATIÈRES

Jules Delheid. — Rapport sur les travaux de l' <i>Institut archéologique</i> pendant l'année 1922.....	V
F. Pholien. — Rapport sur la situation financière pendant l'exercice 1922 et sur le bilan au 31 décembre 1922.....	XVI
— Liste des dons, dépôts et achats faits au <i>Musée archéologique</i> pendant l'année 1922.....	XIX
— Situation de la Bibliothèque en 1922	XXIII
M. De Puydt et J. Servais. — Contribution à l'étude du Condroz préhistorique	2
Th. Gobert. — Les débuts de l'industrie du zinc à Liège et l'abbé Jacques Dony.....	63
Abbé J. Moret. — Henri de Borset et Thomas Tollet, sculpteurs liégeois du XVI ^e siècle. Leurs travaux dans la cathédrale de Nevers	85
Tableau des membres de l' <i>Institut archéologique liégeois</i> (au 31 décembre 1923).....	I

BULLETIN

DE

L'INSTITUT ARCHEOLOGIQUE

LIÉGEOIS

TOME XLIX

1924

SOC. AN IMPRIMERIE --

H. VAILLANT-CARMANNE

PLACE ST-MICHEL, 4 --

LIÈGE 1926 -- ++ -- ++ --

BULLETIN

DE

L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE LIÉGEOIS

BULLETIN

DE

L'INSTITUT ARCHEOLOGIQUE

LIÉGEOIS

TOME XLIX

1924

SOC. AN. IMPRIMERIE ++

H. VAILLANT-CARMANNE

PLACE ST-MICHEL, 4 ++

LIÈGE 1925 ++ ++ ++

RAPPORT

SUR LES

TRAVAUX DE L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE LIÉGEOIS
PENDANT L'ANNÉE 1923

L'article VII § 3 de nos statuts porte que « le secrétaire présente chaque année, avant le 1^{er} mars, un rapport détaillé sur les travaux de l'Institut pendant l'année écoulée ». C'est pour me conformer à cette disposition que j'ai dressé le rapport dont je vais vous donner lecture sur les travaux de l'année 1923.

* * *

Séances. — Comme chaque année, l'Institut a tenu en 1923 ses dix séances habituelles.

— A la séance de janvier, M. l'abbé Coenen a fait un rapport sur le 85^e congrès français d'Archéologie, auquel il a pris part, avec M. de Buggenoms, en qualité de délégué de l'Institut. M. l'abbé Coenen, mettant à profit la visite par les membres du congrès des monuments des villes de Trèves, Bad Ems, Andernach, Mayence, Limbourg-sur-Lahn, Cologne, Bonn, Aix-la-Chapelle et Maestricht, complète son rapport par une étude comparative de l'architecture romane sur les bords du Rhin et de la Meuse.

A cette même séance il a été procédé à l'élection d'un membre effectif et de trois membres associés.

— La séance de février a été consacrée à la lecture des rapports du secrétaire et du trésorier, ainsi qu'à l'élection de deux membres associés.

— En mars, M. Théodore Gobert, ayant pris pour sujet de

sa communication : « *Les épidémies de peste à Liège depuis le haut moyen âge* », énuméra les diverses pratiques auxquelles on eut recours aux siècles passés pour détourner le mal ou pour y remédier. Le conférencier fournit également d'intéressantes précisions sur les ravages causés en nos régions par ce terrible fléau et donna un aperçu des principales mesures prises en ces tristes circonstances par les pouvoirs publics.

En une courte communication, M. Brassinne donne ensuite une série de renseignements inédits sur un groupe en faïence liégeoise décrit par M. Pholien dans la *Chronique Archéologique* (janvier 1923, 14^e année, n^o 1, pp. 3 et ss.).

L'assemblée procède enfin à l'élection de six membres associés.

— M. le comte de Borchgrave, à la séance d'avril, nous a parlé des *Emaux*. Après un minutieux exposé de la technique de l'art de l'émailleur, le conférencier retrace l'histoire de cet art. M. de Borchgrave passe en revue les divers procédés employés et nous fait suivre pas à pas les progrès et l'évolution de l'émaillerie à travers les âges. Cette étude très poussée était accompagnée de nombreuses et très intéressantes projections.

A la même séance cinq membres associés ont été élus.

— A la réunion du 25 mai, MM. Ch. Defrecheux et F. Pholien ont fait chacun une communication.

M. Defrecheux nous a narré la vie d'un *révolutionnaire liégeois assagi*, P. J. Soleure ». Né en 1758 et mort en 1832, Soleure, d'abord ardent républicain, devint par la suite un fidèle serviteur de l'empire, puis du régime hollandais.

Le conférencier nous montre Soleure collaborant d'abord aux journaux révolutionnaires et jouant un rôle actif dans les assemblées, devenu par la suite Secrétaire général du Département en 1794 et enfin Secrétaire en chef de l'administration municipale de 1800 à 1828. En conclusion, M. Defrecheux fait ressortir combien peuvent être intéressantes les recherches sur le rôle joué par des personnages secondaires.

M. Pholien fait ensuite part à l'assemblée du résultat des longues et patientes constatations qu'il a faites en relevant

sur un ancien baromètre en verre liégeois l'indication des variations atmosphériques.

A la même séance deux membres nouveaux ont été admis.

— A la séance du mois de juin, M. Magnette nous a fait connaître « *Un réquisitoire contre le régime romain en Gaule et en Belgique* ». Résumant les conclusions des auteurs qui ont étudié le régime romain, le conférencier conclut avec eux que suivant la tradition établie dans le monde savant, nos ancêtres étaient redevables aux Romains d'immenses bienfaits. Mais dans la seconde partie de sa communication, M. Magnette, prenant texte de l'« Histoire de la Gaule » par Cam. Jullian, montre combien ce savant historien semble s'écarter actuellement de l'ancienne tradition en faisant ressortir les tares et les méfaits du régime romain. Sans admettre dans leur entièreté les arguments développés par Cam. Jullian, M. Magnette reconnaît qu'ils ne laissent pas de susciter de graves réflexions aux historiens et aux moralistes.

Il est ensuite procédé à l'élection de quatre membres associés.

— Sous le titre « *L'Auteur effectif de la révolution liégeoise au 18 août 1789* », M. Théodore Gobert nous a donné à la séance de juillet la biographie détaillée de Jean Goswin. Simple ouvrier vannier d'abord, nous voyons Goswin s'occuper ensuite d'affaires de clouterie et devenir enfin grand fabricant d'armes. C'est alors (1789) qu'à la tête de plusieurs centaines de ses ouvriers, il renverse l'administration communale et s'empare de l'hôtel-de-ville, puis de la citadelle. Ces exploits lui valurent de la part de la municipalité révolutionnaire le poste très envié de mam-bour de la Cité. Mais, après l'accomplissement de ces actes importants, Goswin n'occupe plus qu'un rôle de second plan dans la vie publique. Toute son activité se reporte alors sur l'accroissement de sa fortune personnelle. Il finit, du reste, par acquérir d'immenses richesses.

Après cette communication, l'assemblée procède à l'élection de quatre membres associés.

— A la séance du 26 octobre, nous avons eu le plaisir d'en-

tendre une communication de M. Paul Jaspar sur les « *Curiosités d'architecture médiévale* ».

Le conférencier montre d'abord par de nombreux exemples que toujours dans les édifices les plus beaux de cette époque, à côté d'une perfection presque complète, on constate, et la plupart du temps à des endroits très apparents, une imperfection souvent grossière, soit de détails soit de lignes générales. Et M. Jaspar en arrive à se demander si ces fautes n'ont pas été voulues et s'il n'y a pas lieu de rapprocher l'idée, qui aurait selon lui donné naissance à cette façon d'agir, de cette croyance des Orientaux que la perfection ne peut et ne doit être atteinte que par la divinité. Arriver à la perfection pour l'homme serait porter ombrage à la puissance divine. Le conférencier n'est pas éloigné de penser qu'une croyance analogue existait chez nous à l'époque médiévale et que la crainte de porter atteinte à la majesté divine aurait amené les architectes à sacrifier volontairement une partie de leurs œuvres. M. Brassinne demande que soient actées les réserves qu'il fait au sujet des opinions émises par M. Jaspar.

Il est ensuite procédé à l'élection de quatre membres associés.

— M. le comte de Borchgrave ayant vu dans une statuette en bronze doré, exposée au musée du Louvre à Paris, l'œuvre d'un artiste mosan, jusqu'alors attribuée à l'école allemande, il voulut bien, à la séance de novembre, faire part à ses collègues de l'Institut du résultat de ses recherches à ce sujet. En une très intéressante communication sur des « *Œuvres mosanes des XII^e et XIII^e siècles inédites ou peu connues* », M. de Borchgrave étudie une série de pièces dont il signale les principales caractéristiques qui les font attribuer à des artistes mosans. Christ en ivoire du musée de Florence, reliquaire de la vraie croix du trésor de Tongres, châsse dite des Martyrs de Trèves, également du trésor de Tongres, etc., sont tour à tour projetés sur l'écran. Le conférencier fait ressortir les caractères de chacune de ces œuvres d'art, ainsi que les influences des grands maîtres qui s'y font sentir. Il en arrive ainsi à étayer avec toute la certitude possible son attribution à l'école mosane de la statuette du Musée du Louvre.

La séance se termine par l'admission de trois membres nouveaux.

— A la séance de décembre, M. Jacques Breuer donnant à sa communication le titre de : « *Les faïences liégeoises, vieux tessons, vieux papiers* » nous a fait part de la découverte très intéressante, dans le sol de la fonderie de canons, de rebuts de fabrication d'une faïencerie. Cette trouvaille, toute fortuite, a été pour M. Breuer l'occasion de patientes et laborieuses recherches dans les archives de l'Etat où il a recueilli ample moisson de documents inédits qui sont appelés à faire faire de sensibles progrès à l'étude de la fabrication des faïences dans notre ville.

Cette communication donna lieu, entre le conférencier, MM. Pholien, Brassinne et quelques autres membres, à un échange de vues dont la conclusion fut que de nouvelles fouilles s'imposaient.

A la même séance trois membres nouveaux ont été admis.

Je suis heureux d'adresser au nom de l'Institut de vifs remerciements à tous ceux de nos membres qui ont bien voulu par leurs communications rendre nos séances à la fois plus instructives et plus intéressantes.

Conférences publiques. — Nos causeries du dimanche ont obtenu en 1923 un succès très flatteur et pour nos conférenciers et pour notre président de la commission organisatrice, M. Florent Pholien. C'est, à chaque séance, devant une salle comble et devant un auditoire attentif que nos conférenciers ont pris la parole. Le choix des sujets traités justifiait du reste pleinement ce succès.

En février, M. Gobert a parlé de « *Liège à ses débuts* » ; M. Léon Halkin, d' « *Une ville antique retrouvée, Pompéï* » ; M. Brassinne a fait faire à ses auditeurs une promenade rétrospective « *A travers le Pays de Liège* » et M. A. Baar a traité de « *L'évolution de l'art de l'industrie du verre à travers les siècles* ». Au mois de mars M. Ruhl avait pris pour sujet : « *Les Remparts de Liège et sa Citadelle* » et M. Léon Dewez : « *Bertholet Flémalle, peintre liégeois du XVII^e siècle* ».

Ces conférences sont le meilleur moyen de répandre, dans le public, le goût de l'archéologie, et leur succès ne peut qu'aider à réaliser le but qui nous est fixé par nos statuts de rechercher, étudier et conserver les antiquités et les monuments archéologiques de notre pays.

Publications. — Au cours de l'année écoulée, le Tome XLVII du *Bulletin* a été distribué aux membres. Outre les rapports du secrétaire, du trésorier, du bibliothécaire, et la liste des dons et dépôts faits au Musée, il contient des travaux de MM. De Puydt et Gobert, l'un sur le gisement paléolithique de Ste-Walburge, l'autre sur l'Imprimerie à Liège sous l'ancien régime.

S'il m'est agréable de constater que notre *Chronique* archéologique a pu, encore en 1923, paraître régulièrement, qu'il me soit permis cependant d'exprimer le regret de ne pas y voir continuer de façon plus suivie les inventaires archéologiques.

Inutile, je crois, d'insister sur l'intérêt que présentent ces notices d'inventaire et d'en faire ressortir la grande utilité, pour justifier le vœu que j'émetts d'en voir accroître le nombre.

M. Magnette, sur qui pèse toute la charge de diriger nos publications, a acquis en 1923 de nouveaux droits à toute notre reconnaissance et a mérité nos vifs et sincères remerciements.

Excursions. — Trois excursions avaient été organisées au cours de l'année, mais deux seulement ont pu se faire.

Le 8 mai, M. le baron M. de Sélys Longchamps a bien voulu permettre aux membres de l'Institut la visite de son admirable hôtel du Mont-St-Martin. Avec une affabilité à laquelle on ne saurait trop rendre hommage, M. le Baron et Madame la Baronne de Sélys ont accueilli, au cours de cette visite, nos membres qui s'étaient rendus très nombreux à l'invitation de notre Commission des excursions.

Le 5 juin devait se faire, sous la conduite de M. le comte de Borehgrave d'Altena, la visite des nouvelles salles et de l'exposition des tapisseries dites Chasses de Maximilien au Musée du Cinquantenaire à Bruxelles. Malheureusement le nombre des adhérents n'ayant pas été suffisant, cette excursion n'a pu avoir lieu.

Sous la conduite de M. l'abbé Coenen, les membres de l'Institut ont visité le 13 juin, les églises St Christophe et St Gilles. Dans chacune de ces églises, M. l'abbé Coenen a fait l'historique détaillée de l'édifice et en a signalé toutes les beautés et les particularités architecturales.

Ici encore nous devons des remerciements à M. Magnette, président de notre commission des excursions, et à ceux de nos membres qui veulent bien par leur précieux concours contribuer à la réussite de cette partie de notre programme.

Congrès. — L'Institut a été invité en 1923 à participer à deux Congrès. Le premier, organisé par la *Société Française d'Archéologie*, a tenu sa session à Valence et Montélimar du 30 mai au 7 juin. MM. de Buggenoms et l'abbé Coenen ont été chargés de représenter officiellement l'Institut à ce Congrès.

Le second rentrait dans le cycle des Congrès de la *Fédération archéologique et historique de Belgique*. Il a tenu ses assises à Tongres dans le courant du mois de septembre.

Fouilles. — Aucune occasion d'organiser des fouilles ne s'est offerte à nous pendant le cours de l'année.

Si nous devons regretter d'être forcés de négliger quelque peu cette partie de notre programmation, nous devons bien nous avouer que le coût de la main-d'œuvre est tellement en disproportion avec nos ressources qu'il nous est devenu matériellement impossible, tant que durera la situation actuelle, d'entreprendre des travaux de ce genre.

Bien que n'ayant pas organisé de fouilles, nous avons pu cependant, grâce à l'intervention opportune de M. Pholien, entrer en possession d'une très intéressante pierre aux armes des Bourgmestres, mise au jour à l'occasion de travaux d'affouillement exécutés rue Souverain-Pont.

Musée. — Les collections du Musée se sont accrues, cette année encore, d'un certain nombre de dons, dépôts ou achats.

Une mention spéciale est due à la donation faite à la Ville de Liège par Madame de Hasse, née comtesse de Villers, d'un

service à dessert en verre, de fabrication liégeoise de la fin du XVIII^e siècle. Ce service composé de douze assiettes à bords ajourés, de cinq corbeilles ajourées avec plateaux et de quatre compotiers avec plateaux et couvercles, avait été offert en cadeau de noce par les habitants du village de Beaufort (Grand-Duché de Luxembourg) à Alexandre de Gavre, comte de Liedekerke-Beaufort, grand oncle de la donatrice.

De son côté l'Institut a reçu, en don, de Madame Nuel, une série intéressante d'objets préhistoriques provenant en grande partie de Ste Gertrude (Limbourg hollandais) et recueillis par feu M. le docteur Nuel, professeur à l'Université de Liège.

Enfin M. De Puydt a tenu une fois de plus à nous faire bénéficier de sa générosité en nous remettant une verrerie franque intacte trouvée à Dilsen.

M. le Conservateur dressera la liste complète des divers objets entrés dans nos collections au cours de l'année écoulée. Adressons un témoignage de reconnaissance à tous ceux qui ont à cœur d'enrichir notre Musée.

— Le nombre de personnes qui ont visité le Musée en 1923 a été considérable. Sans tenir compte des visites faites en groupe par les élèves des écoles primaires, moyennes ou normales, par des membres de cercles d'études, par des détachements du 12^e de ligne ou par des élèves de l'Académie des Beaux-Arts et de l'école St Luc, le nombre des visiteurs a été de 13126 dont 3898 pour les mois d'août et de septembre.

Parmi les visites méritant une mention spéciale, il y a lieu de signaler celles de MM. Hansi et Souguenet, hommes de lettres, de M. Renaud (E. B.), professeur d'archéologie à l'Université de Denver (Etats-Unis), de M. F. J. Arne, conservateur du Musée de Stockholm et celle du Cercle archéologique de Maestricht.

— Au cours de l'année écoulée, les négociations pour l'acquisition des trois maisons de la rue Féronstrée contigues au Musée ont été menées à bonne fin par l'Administration communale. Depuis un certain temps déjà, deux de ces immeubles ont été mis à la disposition de la Ville qui y fait procéder actuel-

lement à des travaux d'aménagement pour y installer à titre essentiellement provisoire les collections du Musée de la Vie wallonne. Il a été stipulé et convenu entre l'Administration communale, l'Institut et le Musée de la Vie Wallonne qu'aussitôt que tout ou partie de ces locaux nous serait nécessaire, ils seraient immédiatement mis à notre disposition.

— A diverses reprises, M. Renard-Grenson, mon regretté prédécesseur, avait émis dans ses rapports annuels le vœu de voir la gestion du Musée d'Ansembourg confiée à notre Institut au même titre que celle du Musée Curtius. D'accord avec M. le Conservateur, nous avons pensé qu'un moyen plus efficace serait de faire figurer ce vœu dans le rapport que chaque année nous devons faire directement à l'Administration communale. Par sa lettre du 3 avril 1923, le Collège des Bourgmestre et Echevins nous a informés de ce qu'il confiait, à dater de ce jour, la gestion du Musée d'Ansembourg à l'*Institut Archéologique liégeois*.

— A part quelques travaux de réparations, rien n'est à signaler dans ces premiers mois de notre gestion du Musée d'Ansembourg.

Le nombre des visiteurs a été pour ce mois-ci de 3273, non compris les visites en groupe.

La différence considérable entre le nombre de visiteurs des deux musées nous indique en quelque sorte notre ligne de conduite. Tous nos efforts devront tendre autant que possible à rendre plus attrayantes et plus intéressantes les visites du Musée d'Ansembourg.

Bibliothèque. — A la suite du présent rapport, la liste des ouvrages qui au cours de l'année sont venus accroître notre bibliothèque sera publiée par les soins de M. Fairon, notre dévoué bibliothécaire.

Malheureusement le travail de recolement de nos anciens tomes du *Bulletin* et le remaniement de leur prix a occasionné à M. Fairon plus de travail qu'il ne l'avait prévu et nous serons obligés de patienter encore, avant que ne soit mise à la disposition de nos membres la série dont nous possédons des excédents.

Interventions diverses. — Les visites publiques de l'hypocauste de la place St Lambert ont continué à être organisées par l'Institut sous la direction de M. Micha. Leur succès n'a pas diminué et le nombre des visiteurs reste considérable tous les jours où la visite est permise.

— Le Bureau de l'Institut s'est ému de l'état de délabrement dans lequel se trouvait la maison sise au coin du quai de la Goffe (connue sous le nom de Maison Havard). Après de longs pourparlers entre l'Administration communale et M. Micha à ce délégué par le Bureau, les propriétaires de cette maison ont fini par accepter de grever leur immeuble, au profit de la ville de Liège, d'une servitude qui leur interdit toute modification à l'aspect général de la façade. En échange de cette concession, la Ville de Liège a pris à sa charge l'entretien de la façade et de la toiture de l'immeuble en question.

— Le Bureau a eu au cours de l'année écoulée de multiples réunions avec les délégués du Musée de la Vie Wallonne et les architectes et fonctionnaires du service général des travaux de la Ville de Liège aux fins d'étudier de commun accord l'aménagement provisoire des locaux de la rue Féronstrée mis temporairement à la disposition du Musée de la Vie Wallonne.

— Ayant été averti par M. l'architecte Comblen que certains documents archéologiques se trouvant dans l'immeuble qui forme l'angle des rues de l'Epée et du Perron étaient menacés par suite des travaux effectués à ce dit immeuble, le Bureau représenté par MM. le président, le secrétaire, le trésorier et le conservateur a procédé à la visite des lieux. Il a suffi, à la suite de cette visite, de signaler à l'Administration communale le danger que pouvaient courir ces vestiges du passé pour qu'elle s'empresse de nous donner tous apaisements à leur sujet et nous promettre leur conservation.

Finances. — Je ne m'étendrai pas sur cette partie de mon rapport. M. le trésorier dans quelques instants vous exposera en détail notre situation financière.

Je ne puis cependant passer sous silence le geste généreux de notre Administration communale qui a porté cette année de 1700 à 2500 francs le subside qu'elle nous accorde annuellement et qui de plus a mis à notre disposition et par année : 1^o pour le Musée Curtius, une somme de 600 frs pour entretien des collections et une somme de 3000 frs pour achat d'antiquités; 2^o pour le Musée d'Ansembourg, 500 frs pour entretien des collections et 2000 frs pour achat d'antiquités.

Il est évident que cet accroissement et ce nouveau mode de subventions sont de nature à nous aider beaucoup à supporter les lourdes charges de nos dépenses.

Membres. — L'Institut a perdu au cours de cette année un membre d'honneur et un membre correspondant.

Au mois d'octobre, nous avons eu à déplorer le décès de M. le comte de Pimodan, membre d'honneur de notre Société depuis le 27 décembre 1895. M. de Pimodan s'était acquis de nombreux titres à notre reconnaissance non seulement par l'intérêt qu'il a toujours porté à l'Institut, mais encore par les dons nombreux qu'il nous a faits.

Au mois de mai, nous avons eu le regret de voir disparaître le général Loiselet. Des nôtres depuis le 28 mars 1909, il avait été élu membre correspondant le 25 février 1912. Pendant plusieurs années, M. Loiselet avait fait partie de notre Commission des excursions dont il s'occupait activement, faisant ainsi bénéficier ses collègues de l'Institut de sa connaissance approfondie des environs de Liège. Le général Loiselet avait repris du service dès la déclaration de guerre ; après l'armistice nous le revîmes à quelques-unes de nos séances. Mais il ne tarda pas à quitter notre ville pour retourner à Ath, son pays d'origine, où il est mort inopinément le 17 mai dernier.

* * *

En 1923 il a été procédé à l'élection d'un membre effectif, M. Max Fraipont, et de 33 membres associés.

Au 31 décembre 1923 la liste de nos membres se divisait comme suit : 47 membres effectifs, 44 membres correspondants, 314 membres associés, 5 membres d'honneur, 1 membre correspondant étranger, soit un total de 411 membres.

Le Secrétaire,
Jules DELHEID.

RAPPORT DU TRÉSORIER

SUR L'EXERCICE 1923

ET SUR LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1923

J'ai l'honneur de vous présenter mon rapport sur les comptes de l'exercice 1923 et sur la situation financière de l'I. A. L. au 31 décembre 1923.

Si le bilan des travaux est favorable et rassurant pour l'avenir de notre Société, il n'en est pas de même au point de vue de nos finances.

Hélas ! selon la navrante tradition, je n'ai encore à vous présenter cette fois que des doléances au sujet de nos ressources : les comptes se clôturent par un déficit de frs 3806,10, déficit qui provient en partie de ce que l'Etat ne nous a pas versé un sou depuis 1915.

Ce n'est cependant pas faute d'avoir adressé au Ministère de multiples réclamations, tandis que la Ville, de son côté, a porté sa subvention annuelle de frs 1700 à 2500, tout en nous remboursant de nos débours pour l'entretien des collections.

Nous conservons l'espoir de récupérer l'arriéré dû par l'Etat ; si cette récupération devait nous faire défaut, nous nous verrions obligés de suspendre une partie de nos publications, afin de ne pas grossir davantage nos dettes. Quel crève-cœur si on devait en arriver là...!

D'autre part, le nombre des membres continue à progresser ; voici un aperçu de cette progression :

Années	1913	1919	1920	1921	1922	1923
Membres	353	343	355	359	389	407

L'année 1924, sous ce rapport, s'annonce comme devant être très satisfaisante. Encore quelques efforts et nous pourrions espérer arriver au nombre de 500, chiffre que j'envisage depuis plusieurs années comme étant celui auquel notre Société peut avoir le droit d'atteindre.

Voici les comptes détaillés extraits de notre comptabilité :

A. — EXERCICE 1923

RECETTES	DÉPENSES
<i>Subventions ordinaires :</i>	I. Achats d'antiquités néant
État - Province - Ville	II. Fouilles néant
néant - 1200 - 2500 3.700,—	III. Service de la Bibliothèque
<i>Cotisations</i> 4.075,—	que 85,—
<i>Abonnements à la Chronique</i> 90,—	IV. Publications :
Vente de notices sur l'Hypocaste 506,—	<i>Chronique</i> 2.494,02
Vente d'un insigne 5,—	<i>Bulletin</i> 4.130,55
Remboursement par la Ville	6.624,57
des frais d'entretien des	V. Frais Généraux :
Collections de la Ville 354,20	A. Adminis-
Intérêts en Banque 3,51	tration 1.352,16
<i>Déficit sur l'exercice 1923</i> 546,25	B. Causeries .. 304,51
	C. Excursions . néant
	1.656,67
	VI. Entretien des Collections 354,20
	VII. Divers :
	Hypocaste, notices 350—
	Service de surveil-
	lance 100—
	450,—
	Surveillance de nuit 108,—
	Commission de Banque 1,52
9.279,96	9.279,96

B. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1923

ACTIF	PASSIF
Espèces : En Caisse 629,20	Dû à fournisseurs 5.430,33
En Banque 995,03	
Balance déficitaire :	
Déficit au 31 décembre 1922 . 3.914,09	
A déduire :	
Apport de la Société de Musicologie : 165,59.—	
Remboursement par la Ville de nos débours p ^r les études de la figuration des armoiries de la Cité : 488,65 .. 654,24	
<u>3.259,85</u>	
Déficit sur exercice 1923 546,25	
Déficit final 3.806,10 3.806,10	
<u>5.430,33</u>	<u>5.430,33</u>

Certifié exact, sincère et véritable.

Le Trésorier,
Florent PHOLIEN.

Vu et Vérifié.

Signé) J. DELAITE, G. GUILAIN, F. PENY.

Liste des Dons, Dépôts et Achats

ANNÉE 1923

I. — Dons.

1^o Peigne taillé dans un métatarsien de bœuf ; trouvé dans le lit de la Meuse, vers Maastricht. Long. : 0,^m 117.

(Don de M. G. Hasse, médecin-vétérinaire à Berchem (Anvers).

2^o a) Nuclei, percuteurs, couteaux, racloirs, grattoirs, pics, haches, hachettes, etc., en silex, recueillis dans la Station néolithique de Sainte-Gertrude (Eysden, Limbourg hollandais) par feu M. J. P. Nuel, professeur à l'Université de Liège.

b) Poinçon en os (long. 0,^m 15) provenant d'une cité lacustre suisse ?

c) Quatre silex paléolithiques, taillés sur les deux faces, d'origine inconnue.

d) Hachette néolithique, en pierre noire polie, trouvée à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

(Don fait par M^{me} J. P. Nuel, en mémoire de son mari).

3^o Figurine en bronze de l'époque belgo-romaine (tête de jeune fille ou d'adolescent, au visage arrondi et aux cheveux bouclés) trouvée à Tongres et ayant probablement servi d'ornement à un trépied, à une chaise ou à un coffret. Haut. : 0,05.

(Don de M. Jacques Breuer).

4^o Bouteille de l'époque romaine, à pause renflée, à goulot évasé, à parois très minces ; en verre jaune-verdâtre légèrement irisé ; recueilli au cours de travaux exécutés pour le placement de conduites d'eau à Constantza (Roumanie).

L'objet (incomplet) mesure 0,^m 14 de hauteur.

(Don de M. Léon Bonnet, ingénieur).

5^o Verre apode, évasé, à fond conique et renflé, à côtes torsées peu apparentes, en verre verdâtre, orné de quelques filets en verre blanc-laiteux. Haut. : 0^m, 125. Ce verre, remontant à la fin de l'époque belgo-romaine ou à l'époque franque, a été découvert dans

une briqueterie, au lieu dit « Lemveld » à Dilsen. (Province de Limbourg).

6^o Partie de jambage d'une cheminée en grès, de style Renaissance et vingt-deux briques et fragments de briques d'âtres datant du XVIII^e siècle. Le tout provient de Liège.

(Don de M. Jos. Brassine, professeur et bibliothécaire en chef à l'Université de Liège).

7^o Console de cheminée en pierre calcaire, de style gothique, provenant d'une ancienne maison de la rue du Pont d'Ile, à Liège. Haut. : 0,^m 46.

(Don fait par la famille Dreye, en souvenir de feu M. Alexis Dreye).

8^o Pierre sculptée (incomplète) aux armes des bourgmestres de Liège : Gilles le Berlier et Jean delle Falloise, (1532), trouvée au cours de travaux faits, en 1923, dans la maison portant le n^o 56, rue Souverain-Pont, à Liège. Long. : 1,^m 12 ; larg. : 0,^m 93.

(Don de M. Félicien Brunninx, architecte).

9^o Deux statuettes en bois (vermoulues) ayant décoré jadis la « potale » située au coin des rues Naimette et Xhovémont. Haut. : 0,^m 86 et 0,^m 93.

(Envoi de M. Alf. Willems, sculpteur).

10^o Plaque en bronze représentant le bourgmestre de Liège Gustave Kleyer. (Haut. : 0,^m 097 ; larg. : 0,^m 067).

(Médaille sans inscription ; œuvre de Jean Sauvage, 1919).

II. — Achat

Verre peint, de forme ovale, avec armoiries et l'inscription :

ANNE JACOB
NICOLAS FRANCOIS
ANNO 1627

Provenance : Liège. Dimensions : haut. : 0,^m 177 ; larg. : 0,^m 136.

III. — Dépôts de la Ville de Liège.

1^o Deux médaillons ronds, en cuivre jaune eiselé (n^{os} 3082 et 3084 du catalogue de la Coll. Ulysse Capitaine).

a) Les filles de Loth donnant à boire à leur père (Style Renaissance). Diam. : 0,^m 135.

b) La Vierge à la Chaise. Œuvre de Jacques Dethier de Liège, 1787. Diam. : 0,^m 105.

2^o Deux médaillons en cuivre jaune : portraits d'homme et de femme de l'époque Louis XVI. Ces deux médaillons sont placés dans des cadres en bois noirci, vitrés. Diam. : des cadres 0,^m 20 et 0,^m 21.

3^o Médaille en bronze, par Godefroid Devreese, frappée « En souvenir de l'Exposition de Liège, 1905 ». Diam. : 0,^m 075.

4^o Plaquette rectangulaire en bronze, par R. Otto « Konferenz der Interparlamentarischen Union. Berlin, 1908. Reichstag. » Dimension : 0,^m 067 x 0,^m 046.

5^o Cinq boîtiers de montre, à charnière, dont une en argent ciselé et quatre en cuivre émaillé. (XVIII^e siècle).

6^o Reproduction, en couleurs, par M. Ph. Debruyne, d'un plan de la ville de Liège, en 1810. Long. : 0,^m 915 ; larg. : 0,^m 67.

7^o Parties de cheminées sculptées (jambages, consoles, chapiteaux, etc.), en grès houiller, style Renaissance, provenant de vieilles maisons liégeoises actuellement démolies.

8^o Service à dessert en verre, fait à *la pince*, fabrication liégeoise de la fin du XVIII^e siècle. Ce service, composé d'une corbeille ovale avec son plateau, de quatre corbeilles rondes avec plateaux, de quatre compotiers avec plateaux et couvercles, et de douze assiettes, fut donné en cadeau de noce, par les habitants du village de Beaufort (Grand-Duché de Luxembourg) à Alexandre de Gavre, comte de Liedekerke-Beaufort, grand oncle de la donatrice, M^{me} la comtesse de Hasse-de Villers.

(Donation de Hasse-de Villers, 1923).

IV. — Dépôts de particuliers.

Trois haches de l'Age du Bronze ayant jadis fait partie de la collection Van Hoof.

a) Hachette à bords droits et à tranchant arqué, trouvée à Namur. Long. : 0,^m 08.

b) Hache incomplète et en deux fragments, du type dit « à talons » trouvée à Liège. Long. : 0,^m 11.

c) Hache à douille, incomplète, trouvée à Liège. Long. : 0,^m 09.

Situation de la Bibliothèque (1923)

Dons d'auteurs.

- MARCEL DE PUYDT et JEAN SERVAIS. *Contribution à l'étude du Condroz préhistorique dans la province de Liège*. Liège, Vaillant, 1924. 1 bñ. in-8°.
- MARCEL DE PUYDT. *Liège paléolithique. Le gisement de Sainte-Walburge dans le limon hesbayen*. Note complémentaire n° 1, 1922. 1 br. in-8°.
- VICTOR DE MUNTER. *Jetou attribué à Balthazar de Lauretten, seigneur trésorier de Bruxelles*. Bruxelles, 1924. 1 br. in-8°.
- VICTOR DE MUNTER. *La médaille de Jehan Monte*. 1922.
Note biographique sur Pierre - Auguste Boulmout 1837-1924.
Largentièrre, Elie Mezel, 1924.
- APOLLON HARDY. *Coup d'œil rapide sur l'histoire de la botanique au pays de Visé*. Visé, Thonius, d. s.
- J. SIX. *De herkomst en beteekenis van den peroen*. Amsterdam, 1923.
- E. FAIRON. *Un dossier de l'inquisiteur Thierry Hezius, 1532-45*.
Bruxelles, Hayez, 1924.

Echanges.

BELGIQUE.

- Anvers. — ANVERS. — *Académie royale d'archéologie de Belgique*.
— *Bulletin*, 1923.
- Malines. — *Mechlinia*. Chronique mensuelle d'archéologie, 3^e année (1923).
- Brabant. — BRUXELLES. — *Académie royale des sciences de Belgique*. — *Annuaire* 1924. — *Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales et politiques de la classe des beaux-arts*, 1923.
- ID. — *Compte-rendu des séances de la Commission royale d'histoire*.
— *Bulletin*, t. 87.
- ID. — *Biographie nationale*, t. 22.
- ID. — *Bulletin de l'Institut historique belge de Rome*, 3^e fasc. (1919).

- ID. — *Bulletin de la Société d'anthropologie*, 35.
- ID. — *Bulletin des Commissions royales d'art et d'archéologie*, 63.
- ID. — *Bulletin de la Commission royale des anciennes lois et ordonnances de Belgique*, t. X et XI.
- ID. — *Annales de la Société d'archéologie*, t. 29.
- ID. — *Revue belge de numismatique*, t. 76.
- ID. — *Bulletin de la Société royale belge de géographie*, année 1923.
- Renseignements commerciaux publiés par la section de géographie commerciale de la Société belge de géographie*, année 1923.
- ID. — *Annales d'archéologie médicale*. 1^{re} année, n° 2.
- HAL. — *Mémoires du cercle historique et archéologique de Hal*. t. I, (1924).
- NIVELLES. — *Annales de la Société archéologique de l'arrondissement de Nivelles*, t. X.
- Flandre Orientale. — GAND. — *Société d'histoire et d'archéologie de Gand*. — *Bulletin*, 22^e année. — *Inventaire archéologique de Gand*, n° 55.
- SAINT-NICOLAS. — *Annales du Cercle archéologique du Pays de Waes*, t. 36.
- Hainaut. — MONS. — *Annales du Cercle archéologique*, t. 46.
- ID. — *Mémoires et publications de la Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut*, t. 67.
- CHARLEROI. — *Société paléontologique et archéologique*. — *Documents et rapports*, t. 35.
- La Terre wallonne*, n^{or} 34 à 38.
- ENGHIEN. — *Annales du Cercle archéologique*, t. 8.
- TOURNAI. — *Annales de la Société historique et littéraire*, 2^e série, t. 16 et 17.
- ATH. — *Annales du Cercle archéologique d'Ath et de la région*, t. 9.
- LIÈGE. — LIÈGE. — *Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège*. — *Bulletin*, t. 21.
- ID. — *Société des Bibliophiles liégeois*, t. XI.
- ID. — *Bulletin de la Société de littérature wallonne*, t. 58.
- Annuaire*. — *Bulletin du dictionnaire général de la langue wallonne*, 1923, 12^e année.
- HUY. — *Cercle hutois des sciences et beaux-arts*, t. 20, fasc. 1.
- VERVIERS. — *Société verviétoise d'archéologie et d'histoire*. — *Bulletin*, t. 17.
- EUPEN-MALMEDY. — *Folklore d'Eupen-Malmedy-St-Vith*, t. 2, fasc. 1 (1923).

Limbourg. — TONGRES. — *Bulletin de la Société scientifique et littéraire du Limbourg*, t. 31.

Luxembourg. — ARLON. — *Institut archéologique du Luxembourg*. — t. 54.

Namur. — NAMUR. — *Annales de la Société archéologique*, t. 33.

MAREDSOUS. — *Revue bénédictine de Maredsous*, t. 33.

FRANCE.

ABBEVILLE. — *Société d'Emulation*. — *Bulletin*, années 1919 à 1922.
— *Mémoires* in-8°, t. 22, 23 et 25. — *Mémoires* in-4°, t. VI, 2^e fasc.

AIX. — 1. *Annales de la faculté de droit*, t. 11 et 12.

2. *Annales de la faculté des lettres*, t. 11 et 12.

AMIENS. — *Société des Antiquaires de Picardie*. — *Bulletin*, année 1923. — *Mémoires* in-4°, t. 19. — *Mémoires* in-8°, t. 38 et 39.

ARRAS. — *Bulletin*, t. IV. — *Mémoires*, 2^e série, t. 43 et 44.

AUXERRE. — *Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, nos 74 et 75.

AVESNES. — *Pro Nervia*. Revue historique et archéologique du pays des Nerviens. t. 2, 1^{er} fasc.

BORDEAUX. — *Société archéologique*, t. XXVI (table des 25 premiers volumes) ; t. 34, 35, 36 et 37.

CHALON-SUR-SAÔNE. — *Mémoires de la Société d'archéologie de Chalon-sur-Saône*, 2^e série, t. XII. — *Mémoires* in-4°, t. IX.

DIJON. — *Mémoires de la Commission des antiquités du département de la Côte d'or*.

Mémoires de l'Académie des sciences, arts et belles lettres. Dijon, 1923.

DUNKERQUE. — *Société dunkerquoise pour l'encouragement des sciences, des lettres et des arts*, t. 60.

LYON. — *Annales de la Société d'agriculture, sciences et industrie*, 1918-21.

MARSEILLE. — *Provincia*. Bulletin trimestriel de la Société de statistique de Marseille. t. 3 (1921) et 4.

METZ. — *Académie nationale de Metz*. *Mémoires*, 94^e année (1912-13) 95^e année, 101^e et 102^e.

MONTAUBAN. — *Bulletin archéologique et historique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne*, t. 49.

NANCY. — *Mémoires de la Société d'archéologie lorraine et du Musée historique lorrain*, t. 62, 63, 65.

- ID. — *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 6^e série, t. 17 et 18.
- ORLÉANS. — *Société archéologique et historique de l'Orléanais*. — *Bulletin*, n^o 222.
- PARIS. — *Société de l'histoire de France. Annuaire-Bulletin*, 1923. — *Revue anthropologique*. Année 1923.
- ROCHECHOUART. — *Bulletin de la Société des Amis des sciences et des arts*, t. 20.
- SAINT-DIÉ. — *Société philomatique vosgienne*. — *Bulletin*, 37.
- SAINT-OMER. — *Société des Antiquaires de la Morinie*. — *Bulletin, historique*, fasc. 263 à 265. — *Mémoires*, t. 31 et 32.
- TOULOUSE. — *Société archéologique du Midi de la France*. — *Bulletin*, nouvelle série, 42 à 45.
- ID. — *Université*. — *Bulletin*, nouvelle série, n^o 1. — *Rapport annuel. Annuaire*, 1923.

ALLEMAGNE.

- AIX-LA-CHAPELLE. — *Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins*, t. 35.
- BONN. — *Jahrbücher des Vereins von Alterthumsfreunden im Rheinlande*, t. 127.
- DUSSELDORF. — *Dusseldorfer Geschichtsverein*. — *Beiträge zur Geschichte des Niederrheins*, t. 25 et 26.
- HEIDELBERG. — *Neue Heidelberger Jahrbücher*, année 1924.
- KIEL. — *Zeitschrift der Gesellschaft für Schleswig-Holsteinische Geschichte*, t. 52 et 53.
- RATISBONNE. — *Verhandlungen des historischen Vereins von Oberpfalz und Regensburg*, t. 66.
- SCHWERIN. — *Jahrbücher und Jahresberichte des Vereins für Mecklenburgische und Alterthumskunde*, t. 77 à 80.
- TRÈVES. — *Jahresberichte der Gesellschaft für Forschungen*, t. 13. *Trierische Heimatblätter*, 1^{re} année (1922).

ANGLETERRE.

- CAMBRIDGE. — *Antiquarian Society. Proceedings*, n^{os} 71 et 72. *Publications*, n^o 49. — *Proceedings and communications*. Vol. 25 (1922-23).

AUTRICHE.

- GRATZ. — *Steirische Zeitschrift für Geschichte*, 10^e et 11^e années. — *Beiträge*, t. 37-40.

VIENNE. — *Mittheilungen der Antropologischen Gesellschaft*, 44 à 48.

DANEMARK.

COPENHAGUE. — *Mémoires de la Société royale des Antiquaires du Nord*. — Nouvelle série, 1918-1919. *Nordiske Fortidsminder* vol. 2, cahier 3.

SUISSE.

ZÜRICH. — *Mitteilungen der geographisch-ethnographischen Gesellschaft*, t. 20 et 22.

YOUGO-SLAVIE.

ZAGREB. — *Narodna Starina*. Antiquités nationales. Livraisons 2, 3, 4, 5.

SUÈDE ET NORVÈGE.

STOCKHOLM. — *Kongl. Vitterhets Historie och Antiquitets Akademiens Fornvårnen*. Année 1922.

PAYS-BAS.

LA HAYE. — *Maandblad van het genealogisch-heraldiek Genootschap « De Nederlandsche Leeuw »* Année 1921.

LEEWARDEN. — *Friesch Genootschap Geschiedenis. Oudheid- en Taalkunde*. — *Verslag der Handelingen*, 95.

ID. — *Id.* — *De vrye Fries*, t. 28.

LEYDE. — *Maatschappij der Nederlandsche letterkunde*. — *Handelingen en Mededeelingen*, 1921-22. — *Levensbericht der afgestorven medeleden*, 1922-23.

UTRECHT. — *Bijdragen-Mededeelingen*, t. 43, 44 et 45.

POLOGNE.

VARSOVIE. — *Bulletin archéologique polonais*, t. V et VI.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

LUXEMBOURG. — *Institut grand-ducal, section historique*, t. 59 et 60.

PORTUGAL.

LISBONNE. — *O archeologo português ; collecção illustrada de materiaes, e noticias publicada pelo Museu ethnographico português*, t. 22 et 23.

BRÉSIL.

RIO DE JANEIRO. — *Archivos de Museu nacional do Rio de Janeiro*, t. 24. — *Boletim do Museu nacional*. Année I (1923). Publication in-4° : Fauna brasiliense. Vol. II. 1^{er} fasc.

ÉTATS-UNIS.

MILWAUKEE. — *Museum*. — *Report*, 1919 à 1922. — *Bulletin*, t. 6, 1^{er} fasc.

WASHINGTON. — *Annual Report of the board Regent of the Smithsonian Institution*, 1923.

ID. — *Smithsonian Report*. Publications spéciales, nos 2601, 2609 à 2612, 2614, 2695 à 2700.

CANADA :

Report of the Canadian Arctic expedition, 1913-1918, volume XII.

IMPRIMERIE ET JOURNAUX A LIÈGE

SOUS LE RÉGIME FRANÇAIS

POLICE — RÉGLEMENTATION

I.

Préliminaires.

Un travail précédent ⁽¹⁾ nous a permis d'exposer les règles auxquelles l'imprimerie, la librairie, les publications périodiques surtout, se trouvaient soumises dans l'ancienne principauté de Liège. Ce sera, pour ce mémoire, un complément naturel que donner ici un aperçu succinct de la situation qui fut faite à ces branches de l'activité intellectuelle et sociale sous les gouvernements ayant succédé immédiatement au régime princier. L'occasion est d'ailleurs propice pour faire connaître, à ce point de vue, l'une des périodes les plus troublées de notre histoire.

Assez souvent a été dit comment, à la fin du XVIII^e siècle, disparut notre nationalité que nos ancêtres avaient su conserver pendant près de neuf cents ans au prix de leur sang et des plus durs sacrifices. La réunion de notre pays à la France, décrétée le 1^{er} octobre 1795, s'était effectuée depuis la seconde invasion des troupes républicaines, le 27 juillet 1794. Les résultats s'en firent bientôt sentir chez nous. Etudiant le même sujet, l'érudit bibliophile liégeois, Ulysse Capitaine, détaillait en ces termes, ses constatations :

« Tant qu'il n'avait été question que de l'alliance des deux pays, on s'était bercé d'illusions ; mais dès que la réunion fut

(1) GOBERT, *L'imprimerie à Liège sous l'ancien régime*.

décrotée, on reconnut que des idées fausses et mensongères altéraient profondément les améliorations sociales propagées par les novateurs du XVIII^e siècle. On s'aperçut, mais trop tard, que la liberté promise n'était qu'un sophisme convert du bonnet rouge, sophisme terrible dont le culte ne fut que trop souvent confié à de cruels et impitoyables satellites. On cria à la violence, on ne fut plus écouté.

» La licence de la presse fut une conséquence du dévergondage des principes préconisés à cette époque. Pendant plusieurs années, le journalisme ne fut plus retenu par aucun frein. Aussi, plus d'une fois servit-il d'instrument à la Terreur, qui de la France avait pénétré à Liège et en Belgique, où elle était exploitée par de grossiers proconsuls qui ruinaient le pays et en éxagéraient les ressources pour mieux le spolier.

» Pendant les premières années qui suivirent notre réunion à la France, on vit paraître à Liège la *Gazette révolutionnaire*, la *Feuille nationale*, le *Troubadour liégeois*, la *Tribune publique* et le *Courrier du département de l'Ourthe*, défenseurs zélés ou obligés du nouvel état de choses. Les Jacobins eurent aussi leur apologiste : le *Télégraphe français* prit la défense de Robespierre et prétendit que « la liberté, pour se reposer à Liège, avait besoin « d'un matelas de cadavres ».

» Bientôt, cependant, le gouvernement républicain se montra oublieux des promesses qu'il avait faites, et, malgré ses engagements solennels de respecter toutes les libertés garanties à la Belgique, il la traita en pays conquis et ne tarda pas à devenir pour la presse aussi ombrageux que le pouvoir qu'il avait détrôné ⁽¹⁾. »

En d'autres termes, les administrateurs de l'époque n'avaient qu'une seule visée : étouffer partout les opinions qui ne cadreraient pas avec la politique des gouvernants, étouffer aussi la manifestation publique du mécontentement qui régnait uniformément dans les départements nouvellement réunis à la France.

(1) *Recherches sur les journaux liégeois, introd.*, pp. XXI-XXII.

II.

Difficultés du paiement des imprimeurs officiels.

Ce mécontentement n'émanait pas seulement des sentiments blessés de la population. Il provenait aussi du renchérissement de toutes les denrées alimentaires, effets du cours forcé des assignats, du manque de travail, du désarroi général. Les imprimeurs liégeois pâtissaient de ce chef, plus que tous les autres travailleurs, car les administrateurs ne parvenaient pas à trouver les ressources nécessaires pour payer les commandes faites à ces artisans. De là une situation angoissante que dépeint la pièce suivante envoyée par ces ouvriers, le *14 messidor an III* (2 juillet 1795), à l'Administration d'arrondissement :

« *Citoyens Administrateurs,*

» Il n'est plus possible que nous puissions résister à la misère qui nous accable actuellement de plus en plus. Jusqu'à présent, nos bourgeois (1) ont toujours eu pour nous des égards infinis, en nous payant, aussi bien en ne travaillant pas qu'en travaillant, ce qui nous était un avantage considérable. Mais aujourd'hui leurs facultés ne leur permettent plus de se livrer davantage à cette générosité, ce qui est pour nous une perte très sensible, tant ils sont eux-mêmes épuisés par les avances extraordinaires qu'ils ont faites pour les autorités constituées, desquelles ils ne peuvent recevoir un sol ; et par contre-coup nous sommes en même temps les victimes de cette négligence que l'on apporte à payer des aussi braves et loyaux livranciers.

» Nous sommes, Citoyens Administrateurs, de la classe la plus utile dans ces temps, car c'est par l'imprimerie que l'on a amené les Révolutions, et c'est elle qui doit en grande partie les consolider. Cependant, nous sommes les seuls compagnons qui n'ont pas, jusqu'à présent, profité des rations que la République a coutume d'accorder à ceux qui travaillent pour elle. Enfin, l'indigence extrême où nous sommes réduits nous force à vous demander qu'elles nous soient accordées. Appuyés sur vos sages et mûres réflexions, nous osons espérer que vous délibérerez à notre avantage, le plus tôt possible.

(1) Ainsi ces ouvriers imprimeurs qualifiaient-ils leurs patrons « les citoyens Leruitte et Haleng, imprimeurs de l'Administration d'arrondissement de Liège ».

» Il est d'autant plus urgent, Citoyens Administrateurs, que vous défériez à notre demande que nous et nos enfants éprouvons journellement les horreurs de la famine, surtout depuis que nos bourgeois se trouvent dans la dure nécessité de nous retirer leurs secours. Cependant, convaincus et de leurs bienfaits et de leurs considérations à notre égard dans tous les temps, tantôt en augmentant nos journées au double et au triple, selon le cours des assignats, tantôt en nous faisant des avances considérables, lesquelles nous aurons bien grand-peine d'acquitter avec probité : enfin, toutes ces bontés infinies nous obligent à leur jurer un attachement indissoluble, quelle que soit la rigueur du-temps.

(*Suivent les signatures*).

Malgré les raisons qui semblaient militer en faveur de leur requête aux yeux de l'Administration républicaine, cette dernière n'y eut aucun égard. Les patrons des requérants n'obtinrent guère plus de succès. Pas moyen de recevoir un sou vaillant des années durant pour leurs fournitures. Celles-ci se chiffraient à la date du 7 *pluviose an IV* (27 janvier 1796) à la somme de 3868 livres pour l'Administration centrale du ci-devant pays de Liège, à 4414 livres pour l'Administration d'arrondissement, à 1970 livres pour l'Administration du département de l'Ourthe, soit un total de plus de dix milliers de francs. C'est seulement à la réception de la juste réclamation ci-après, que les chefs départementaux daignèrent accorder un faible acompte sur la dette aux deux imprimeurs :

« *Citoyens Administrateurs.*

» Ce sont encore vos imprimeurs qui viennent vous demander de les faire payer des fournitures et des impressions qu'ils ont faites pour les trois différentes administrations de ce pays. Si vous différez plus longtemps, vous allez leur faire perdre le peu de crédit qui-leur reste, vous allez les réduire à la misère la plus affreuse. Ils seront obligés de fermer leur atelier dont leurs créanciers ne manqueront point de s'emparer avec le reste de leurs effets. Ils joignent la lettre qu'ils reçoivent du citoyen Cralle, leur fournisseur de papier : elle vous prouvera combien leur situation est pénible.

» Ils espèrent qu'à la fin vous vous occuperez un instant des justes réclamations de deux citoyens qui ont tant souffert, tant perdu pour la Liberté, et dont ils ne peuvent jouir sans pain.

» Albert HALENG et associé. »

Cette négligence dans le paiement se justifie d'autant moins que la loi du 6 ventôse an II (24 février 1794) instituait un directeur de l'imprimerie des administrations nationales, aidé d'un vérificateur des impressions lesquels furent supprimés par la loi du 4 pluviôse an V (23 janvier 1797).

III.

Liberté et presse sous la République.

La liberté des imprimeurs fut plus atteinte encore que leurs finances. Nous ne l'ignorons point, dès l'an 1791, l'Assemblée nationale avait proclamé, par la nouvelle Constitution, que « nul homme ne peut être recherché ni poursuivi pour raison des écrits qu'il aura fait imprimer ou publier sur quelque matière que ce soit ». Nous savons aussi qu'elle ajoutait cette clause assez élastique : « si ce n'est qu'il ait provoqué à dessein la désobéissance à la loi, l'avilissement des pouvoirs constitués et la résistance à leurs actes, ou quelques-unes des actions déclarées crimes ou délits par la loi ». La suivante ne l'était pas moins : « La censure sur tous les actes des pouvoirs constitués est permise, mais les calomnies volontaires contre la probité des fonctionnaires publics et contre la droiture de leurs intentions, dans l'exercice de leurs fonctions, pourront être poursuivies par ceux qui en sont l'objet ».

Les administrateurs du pays de Liège, on le conçoit, tirèrent grand parti de ces textes, quelle que fût la prudence des publicistes. Pourtant, en examinant les gazettes modernes, l'ampleur de leur format, leurs longs, nombreux et trop souvent peu respectueux articles politiques, leurs récits et renseignements de tous genres, on ne peut nullement se faire une idée de la condition matérielle du journal vers la fin du XVIII^e siècle. A Liège, il se présentait tel qu'il a été décrit autre part ⁽¹⁾. Les

(1) F. DONNET, *Un quart de siècle de censure*. — *Bulletin de l'Académie royale d'archéologie d'Anvers*, 1907, p. 278.

gazettes les plus répandues ne se distribuaient qu'à quelques centaines d'exemplaires, un millier au plus. Imprimées sur un papier très ordinaire, grossier fréquemment, elles ne comportaient généralement que quatre pages petit in-quarto. C'était là un usage séculaire. Il ne résultait donc pas de la cherté et de la rareté du papier dont on souffrit, en effet, les premières années de la domination française ⁽¹⁾. Au surplus, quelle désespérante banalité elles offraient. Des nouvelles, très peu fraîches, souvent, de pays étrangers, l'indication d'événements politiques rarement commentés par la presse de l'opposition au moins, des actes officiels et l'état-civil journalier précédaient une longue théorie d'annonces les plus variées : ventes diverses, objets ou animaux perdus, etc. ; de réclames d'empiriques ou de libraires. La chronique locale faisait défaut. Si l'on y rencontrait des articles touchant à la politique, ils constituaient des exceptions. En tout cas, ils étaient marqués au coin de la plus extrême réserve. C'est néanmoins pour combattre cette presse

(1) Telle était alors la *disette de papier* que les administrations écrivaient les minutes de leurs actes ou de leurs lettres, les expéditions parfois, sur des imprimés hors d'usage des administrations de l'ancien régime, retrouvés lors de l'invasion des locaux par les républicains. Des ordres durent être lancés aux diverses autorités publiques pour ménager le papier, réduire le nombre et le format des imprimés et pour se procurer les matières premières par voie de réquisition. Reproduisons, à titre de spécimen, l'arrêté en date du 16 pluviôse an III (4 février 1795), pris par l'Administration centrale d'Entre-Meuse et Rhin :

« L'Administration,

» Considérant :

» 1^o que les manufactures de papiers manquent des matières de la première nécessité,

» 2^o qu'une grande quantité de papier pourrait être épargnée si les autorités constituées voulaient s'en servir avec plus d'économie ;

» Après délibération et le substitut de l'agent national préalablement entendu ;

» DÉLIBÈRE :

» Art. 1^{er}. — Qu'il sera enjoint aux administrations d'arrondissement d'ordonner aux municipalités de se faire apporter par chaque ménage une livre de loques ou vieux linges, elles les feront parvenir à leur administration d'arrondissement, pour être distribués ensuite aux manufactures du papier.

» Art. 2. — Que toutes les administrations d'arrondissement seront invitées à n'employer plus de papier que le service ne l'exige rigidelement et à faire la même invitation à toutes les municipalités de leur ressort.

» Art. 3. — Expédition de la présente sera faite aux sept administrations d'arrondissement. »

embryonnaire, d'une prudence modèle, existant dans les provinces belges, que furent édictées les mesures préventives les plus draconiennes.

Dans le pays liégeois, elles ne purent guère se faire sentir pour la bonne raison que nul politicien n'aurait osé créer un organe hostile au régime républicain, sachant d'avance le sort qui eût attendu journal et rédacteur.

Déjà lors du premier séjour à Liège des troupes républicaines de France, les administrateurs liégeois s'étaient empressés de museler ou plutôt de faire disparaître de la ville toute publication périodique y répandue et soupçonnée d'être hostile aux principes qu'ils prêchaient. Ainsi agirent-ils envers la *Gazette dite de Cologne*, propriété de F. J. C. d'Othée, ancien bourgmestre de Liège. Dans la séance de la Municipalité liégeoise du 16 janvier 1793, *Les Amis de la Liberté* ⁽¹⁾ demandèrent la proscription de ce journal. Cette proscription fut obtenue quatre jours plus tard, ce qui provoqua ces réflexions du *Journal de Liège*, de Bernimolin, en date du 22 janvier, journal défenseur des gouvernants du temps :

« La Municipalité vient de déférer, par une déférence incompréhensible à la demande des *Amis de la Liberté*, qui naguère avaient décrété « l'inviolabilité du droit de penser, de parler, d'écrire et d'imprimer librement en matière politique et religieuse ». Elle vient, dis-je, de proscrire la *Gazette de Cologne*. Je suis très éloigné d'être le partisan de ce gazetier ; il y a longtemps qu'il a mérité cette peine ; mais est-ce dans le temps d'une régénération et d'une liberté naissante qu'on doit proscrire. »

En revanche, l'autorité laissait toute liberté de paraître au *Bulletin du Département du pays de Liège et de la Belgique* qui annonçait sa publication quotidienne à partir du 15 février, chez le citoyen Tutot, place St-Paul (prix : 4 escalins par mois). (*V. Gaz. nat. de Liège* du 15 février 1793, p. 7).

Seules des publications périodiques destinées à défendre les

(1) DONNET, *op. cit.*, p. 279.

principes triomphants et qu'a fait connaître Ulysse Capitaine ⁽¹⁾, prirent naissance. Pour n'avoir pas été d'une servilité complète, pour avoir manifesté quelque velléité d'indépendance et n'avoir pas toujours encensé les puissants du jour, l'un des organes républicains, le *Troubadour liégeois*, de Henri Delloye ⁽²⁾ a pu apprécier à quel joug la presse était soumise.

IV.

Dispositions législatives.

C'est le 1^{er} octobre 1795 que fut proclamé l'acte de réunion du pays liégeois à la France. Le 6, on publiait chez nous la Constitution de la République du 5 *fructidor an III* (23 août 1795) qui contenait les dispositions suivantes :

« Nul ne peut être empêché de dire, écrire, imprimer et publier sa pensée. Les écrits ne peuvent être soumis à aucune censure préalable. Nul ne peut être responsable de ce qu'il écrit ou publie que dans les cas prévus par la loi. »

Ces principes apparaissaient très beaux sur le papier. En fait, ils devinrent tyranniques. Ils furent, d'ailleurs, battus en brèche par la législation. Citons quelques-unes de ces mesures législatives :

Le 17 avril 1796, loi contenant des statuts très répressifs des délits qui seraient commis par la voie de la presse ; — le 5 septembre 1797, nouvelle loi de salut public restreignant pendant un an l'exercice de la liberté de la presse et l'assujettissant à la surveillance de la police ; — lois du 30 septembre et du 4 octobre 1797, forçant les journaux à combler le déficit du trésor public, au moyen d'un droit de timbre ; — le 13 novembre 1797, arrêté du Directoire déterminant les règles de police à prendre à l'égard des journaux ; elles ne furent pas tendres ; — le 26 août 1798, prorogation de la loi du 5 septembre 1797.

(1) *Recherches sur les journaux liégeois.*

(2) Le *Troubadour liégeois* était le seul journal qui parût à Liège l'après-dîner, et par conséquent le premier à faire connaître les nouvelles de France et d'Allemagne que la poste apportait vers midi.

Almanach Mathieu Laensbergh incriminé.

Arrêtons-nous là pour le moment quant au côté législatif.

Certains membres du pouvoir judiciaire, pour plaire en haut lieu ou par vengeance politique personnelle, appliquaient parfois, les lois avec une rigueur sans pareille. A Liège, on ne pouvait guère s'en prendre aux journaux de l'opposition puisqu'il n'en existait pas. On traqua l'innocent *Almanach Mathieu Laensbergh*. L'acte de poursuite fut dressé contre lui, par l'accusateur public Regnier, le 21 pluviôse an III (9 février 1795). Cet *Almanach* avait lancé quelques prophéties bien vagues dans lesquelles l'un ou l'autre plaisant découvrit de menaçantes annonces pour la République. C'en était assez pour attirer le pauvre folliculaire à la barre des assises criminelles. Le chef suprême du parquet le fit en ces termes :

« Vu l'acte des scellés en date du 14 nivôse sur le dépôt de l'*Almanach* dit de *Laensberg*, imprimé par Bourguignon.

» Vu l'interrogatoire subi par ledit Bourguignon, le 17 nivôse, par devant le Comité de Surveillance, la visite faite de son registre, le 19 même mois, desquelles pièces il résulte que Christian Bourguignon, imprimeur à Liège, est l'auteur et l'éditeur de prétendues prophéties contenues dans l'almanach dont j'ai également donné lecture ;

» Considérant que de telles prophéties sont d'autant plus dangereuses qu'elles propagent l'esprit d'ignorance et de crédulité, les plus grandes plaies qui affligent l'espèce humaine ;

» Je propose l'arrestation définitive du dit imprimeur, Christian Bourguignon, pour ensuite prendre à son égard telles mesures que de droit. »

Le tribunal criminel révolutionnaire, mieux avisé que le parquet, acquitta Bourguignon en invoquant, chose curieuse, la liberté de la presse. Son jugement mérite d'être reproduit en son entier :

« Le tribunal, après avoir entendu l'accusateur public dans ses conclusions et pris lecture des pièces lui renvoyées par le Comité de surveillance ;

» Considérant que les principes immuables de la liberté de la presse doivent être sacrés, tant que cette liberté n'a point pour objet de s'opposer à l'effet des lois ; que si, à la faveur de cette liberté, il se répand quelques erreurs, quelques absurdités, cette même liberté enfante aussi la vérité qui en arrête le cours ;

» Considérant que les prétendues prophéties répandues dans l'*Almanach* de Bourguignon, écrites avec toute l'ambiguïté des oracles, applicables à tous les lieux, à tous les pays, à toutes les personnes, que le hasard a dictées, que le hasard seul peut réaliser, ne peuvent produire d'autre effet que celui de tromper quelques sots, ou d'amuser quelques inutiles ;

» Considérant qu'avant la saisie faite chez Bourguignon, imprimeur de l'*Almanach* dit de *Mathieu Laensberg*, plusieurs milliers d'exemplaires ont été envoyés et distribués tant en France que dans différentes villes aux environs de Liège ;

» Considérant qu'il n'appartient qu'à un gouvernement despotique, soupçonneux, ignorant même, d'attaquer de prétendues prédictions, de les interpréter défavorablement à ses intérêts ; que les poursuites exercées l'année dernière contre le même auteur de cet almanach pour prétendues allusions aux circonstances, démontrent évidemment la vérité de cette assertion,

» Considérant qu'empêcher la circulation des almanachs saisis, ce serait leur donner une importance que leur objet ne mérite pas ; que cette prohibition, d'ailleurs, ferait attacher plus de valeur aux exemplaires déjà répandus, et en occasionnerait peut-être une contrefaçon plus considérable ;

» Considérant enfin que les lumières de la philosophie sont assez répandues pour prémunir contre l'effet présumé dangereux d'un ouvrage ridicule même par son titre de prophétie ;

» Acquitte le prévenu du chef d'accusation porté contre lui, ordonne que les scellés apposés sur les *almanachs* dits de *Mathieu Laensberg* seront levés sans délai.

» Arrête enfin que le présent jugement sera mis à exécution à la diligence de l'accusateur public. »

S'il réussit à échapper de la sorte aux griffes judiciaires, l'innocent *Almanach Mathieu Laensbergh* ne put se soustraire aux rigueurs administratives. En 1798, le commissaire du pouvoir exécutif près le département de l'Ourthe, Lamb. Bassenge, crut ne pas s'humilier en le dénonçant à son tour au ministre général de la police, ce qui suscita une longue correspondance :

« Il est rempli », osait-on écrire officiellement de Liège, le 20 janvier 1799, « de sarcasmes et d'emblèmes attentatoires à

la Constitution de l'an III et au gouvernement, et il détaille avec une intention bien marquée le calendrier grégorien ! Je vous recommande d'arrêter sans délai le cours de ce libelle incendiaire et de faire saisir tout ce qui tient à sa formation, de poursuivre ses auteurs et ses rédacteurs, conformément aux lois et à l'arrêté du 8 messidor. »

Or, le calendrier grégorien était le seul que le peuple comprit ; les emblèmes séditieux consistaient en de grossières illustrations sans la moindre portée politique. Il n'en fallut pas plus à ce temps, pour que l'almanach le plus populaire, le plus inoffensif et le plus national fût frappé de mort ⁽¹⁾.

VI.

Mesures contre la liberté de la presse.

Ce n'est pas naturellement sur lui seul que la colère officielle s'était appesantie. Constatant avec effroi, le revirement qui se manifestait dans les esprits un peu partout, Merlin, le ministre de la police générale, avait témoigné au commissaire du pouvoir exécutif près l'Administration centrale du département de l'Ourthe, le *11 ventôse an II* (1^{er} mars 1796), sa stupéfaction de ce que des « écrits empoisonnés qui corrompent l'esprit public, tant d'affiches séditieuses frappent chaque jour les regards, sans qu'on puisse suivre les traces des auteurs et distributeurs de semblables libelles ». — « Hâtez-vous », écrivait le représentant du gouvernement, « de prendre toutes les mesures nécessaires pour poursuivre sans relâche les écrivains contre-révolutionnaires, les agents qui impriment, colportent et affichent les provocations séditieuses. »

C'est le moment où J.-B. Henoul venait de lancer le prospectus d'une feuille périodique, le *Journal des dix-sept provinces*, qu'il commença à publier à Bruxelles et que dénonça en haut

⁽¹⁾ *Conférences de la Société d'art et d'histoire du diocèse*, 2^e série, 1889, pp. 212-213.

lieu, Nicolas Bassenge ⁽¹⁾ : « Le mauvais esprit dans lequel il est rédigé », répondit le ministre de la police, le *16 fructidor an V* (2 sept. 1797), « est une nouvelle preuve de la nécessité d'opposer enfin une digue au débordement de ces feuilles contre-révolutionnaires qui circulent sur tous les points de la République ». Et le premier fonctionnaire ajoutait :

« Comme il paraît que les bureaux de la poste établis à Liège et à Bruxelles sont très mal composés et qu'ils contribuent à répandre ces journaux, je vais en informer le ministre des finances », afin, évidemment, qu'il sévît contre les agents de ces bureaux.

On alla plus loin. Deux jours après se produisait le coup d'Etat du *18 fructidor* (4 septembre 1797). En conséquence de ce coup d'Etat, de nombreuses publications périodiques furent supprimées en France, tandis qu'on déportait leurs rédacteurs. La loi du *19 fructidor* (5 septembre) donnait, en outre, au ministre de la police générale, la surveillance de la presse, surveillance qu'il comptait appliquer principalement aux départements. Aussi s'empressa-t-il, le *13 vendémiaire an VI* (4 octobre 1797) d'attirer la sérieuse attention du commissaire du Directoire exécutif près l'Administration centrale de Liège sur la presse, en lui faisant remarquer que « souvent, un journaliste obscur colporte en silence parmi les trop confiants citoyens des communes rurales, les poisons de la haine et de la calomnie contre la république et ses magistrats ».

On pouvait croire que des « journalistes obscurs » travaillant « en silence » n'étaient guère redoutables. N'importe, le ministre compétent croyait devoir en débarrasser la France à tout prix ; il écrivait au Commissaire liégeois du Directoire exécutif :

« Vous êtes par vos fonctions, Citoyen Commissaire, appelé à me seconder dans l'exécution de la loi. C'est par votre intermédiaire que son action doit atteindre les journalistes éloignés qui s'écarteraient de la ligne constitutionnelle et qui provoqueraient de quelque manière que ce soit, la dissolution de la République et le renversement de la Constitution de l'an III. »

(1) Correspondance de N. Bassenge, nos 392-396, aux Archives de la Province.

Les journalistes avaient donc la liberté de se taire, ou d'encenser le pouvoir. Pour plus de précaution, « tous les journalistes », exigeait le ministre, sont soumis à faire la déclaration des noms et demeure des propriétaire, rédacteur et imprimeur de la feuille ». Un premier exemplaire de chaque numéro du journal devait être transmis au commissaire du Directoire exécutif à Liège ; il fallait envoyer un second exemplaire au ministère de la police à Paris : « bureau d'esprit public », « afin de connaître les principes que les journalistes professent ». Le commissaire du Gouvernement jugeait-il que la gazette contenait quelque article subversif, il n'avait pas à attendre les ordres spéciaux du ministre. En ce cas, il apposait immédiatement les scellés sur les presses et mettait sous les verrous les rédacteurs. On le forçait aussi à saisir à la poste tous les journaux suspects. Si ceux-ci étaient distribués par une autre entremise, il avait pour devoir de s'enquérir de leur origine et de sévir rigoureusement.

En suite à la circulaire lui transmise par le ministre, N. Bassenge, commissaire du Directoire exécutif près l'Administration centrale de Liège, lui fit savoir le 23 vendémiaire an VI (14 octobre 1797) qu'il avait « surveillé avec la plus scrupuleuse attention les feuilles périodiques du département ».

« J'ai adressé — expose l'agent gouvernemental — aux rédacteurs des feuilles la circulaire dont je vous joins copie. Ils ne sont plus que quatre à Liège : la *Gazette de Liège*, de Desoer ; la *Gazette de Liège*, de Latour ; — le *Courrier de l'Ourte*, par L. Bassenge, mon frère, — et le *Thelegraphe*, par Wendler. Le fameux *Troubadour*, après une nouvelle tentative, garde le silence ; je l'épie ; si son coq royaliste ose encore faire entendre le moindre glapissement, je vous en rendrai bon compte.

» Dans le reste du département, je ne connais aucune feuille. On m'a parlé d'une presse à Herve, il n'en sort rien...

» Recevez, Citoyen Ministre, mes salutations fraternelles. »

Se conformant aux injonctions ministérielles, le citoyen Desoer, imprimeur de la *Gazette de Liège*, envoya cette déclaration à pareille date, le 23 vendémiaire an VI (14 octobre 1797) :

« Citoyen N. Bassenge, commissaire du Pouvoir exécutif près

l'administration du département de l'Ourte. je vous déclare que je suis seul propriétaire et imprimeur de la *Gazette* que j'imprime sous mon nom, et que c'est le citoyen Lignay, professeur des belles-lettres, qui en est le rédacteur, demeure n^o 15, sur le Pont d'Ile.

» J. DESOER,

n^o 11, sur le Pont d'Ile. »

L'imprimeur Latour soumit sa déclaration le même jour. On remarquera qu'il désigne comme uniques rédacteurs de son journal deux simples typographes.

« Je soussigné J.-A. Latour, imprimeur sur le Pont d'Isle, à Liège, déclare être propriétaire et éditeur de la *Gazette de Liège*, feuille qui paraît tous les jours ; et que les citoyens Nossent et Deprez, typographes, qui ont aussi signé la présente en sont les rédacteurs.

» J.-A. LATOUR, imprimeur.

» J.-B. Nossent, typographe, demeurant rue de la Casquette, arrondiss^t d'Avroy, 585.

» P.-Ch. Deprez, typographe, rue du Champion, arrondiss^t Martin.»

Wendler, rédacteur de l'exalté *Télégraphe français*, que l'on a pu nommer le Père Duchesne liégeois, à raison de la virulence de sa polémique, se mit en règle en ces termes avec les nouvelles dispositions légales :

« Citoyen, j'ai reçu votre lettre en date du 20 du présent mois sur les mesures de police que consacre la loi du 19 fructidor ; en vous témoignant combien je suis sensible aux marques de justice que vous donnez à mes principes, je vous instruis que je suis propriétaire et rédacteur du journal que je signe et que le citoyen Pinsmay rue Saint-Jean en Isle, n^o 774, en est imprimeur.

» Je me conformerai aux autres dispositions que votre lettre contient et vous vous convaincrez que personne plus que moi ne s'empressera d'être soumis aux lois.

» Salut et fraternité,

» WENDLER,

n^o 82, derrière la maison commune.

» Liège, le 24 vendémiaire, an VI, républicaine. »

A son tour, Joseph Pesticaux, déclara être « un des rédacteurs du *Télégraphe français* et être logé chaussée Gilles, n^o 530 ». C'est le 4 brumaire (25 octobre) qu'était produite cette déclaration : Le lendemain, il faisait savoir au commissaire Bassenge,

qu'il allait rédiger le journal sous le titre *l'Observateur sévère et impartial*. Il lui donna pour devise : *Frangor non flector*. Esprit changeant, Pestieaux ajouta le 11 janvier 1798, après le mot « impartial » *écho du Cerele constitutionnel de la Taverne*. L'éditeur de ce journal avait établi un café, rue Saint-Gilles, 530, sous l'enseigne du *Télégraphe*. C'était le lieu de réunion des jacobins liégeois ⁽¹⁾.

L'Observateur sévère devint en janvier 1798, l'organe des théophilanthropes liégeois.

C'était peu que d'obliger les journalistes aux déclarations indiquées. Le ministre crut nécessaire d'exposer en quoi consistait l'inspection de la presse confiée à la police suivant l'art. 35 de la loi du 19 fructidor an V :

« Pendant un an », dit la circulaire ministérielle du 8 brumaire an VI (29 oct. 1797). « la police peut prohiber les journaux et les presses qui les impriment. La durée de cette prohibition n'a d'autre terme que celui de la durée de la loi même ; les circonstances seules peuvent présenter des motifs d'atténuation et, dans ce cas, je me réserve de prononcer. »

Le chef suprême de la police recommandait au commissaire du Directoire exécutif près le département d'agir avec une grande fermeté dans ce muselage. Admirez

En quels termes galants ces choses-là sont dites :

« Afin d'éviter les longueurs et d'arrêter à sa naissance l'épanchement des poisons contre-révolutionnaires, je vous ai déjà autorisés, et je vous autorise de nouveau, ainsi que les commissaires des cantons à requérir auprès de vos administrations respectives la suppression de tout journal dont la circulation vous paraîtrait devoir nuire à la tranquillité de votre département, et dont les maximes tendraient au renversement de la Constitution. Vous devez, dans ce cas, et conformément à la loi, faire prohiber aussi par l'apposition des scellés, les presses qui auraient servi à imprimer le journal supprimé. Cette mesure ne peut paraître trop sévère qu'à quiconque ne réfléchit pas aux maux incalculables que font à la République, les auteurs et imprimeurs des journaux et autres écrits dictés par l'esprit de royalisme et de contre-révolution. »

(1) U. CAPITAINE, *op. cit.*, p. 148.

Le ministre croyait inutile de décrire les principaux traits auxquels les agents du pouvoir reconnaîtraient et attaqueraient « les trompettes et les messagers de la contre-révolution » :

« Ce serait douter de votre patriotisme et de vos lumières que de signaler encore une fois les caractères hideux auxquels tout républicain a toujours reconnu les amis des rois, les esclaves de la superstition et du despotisme, l'avilissement du gouvernement, les calomnies contre les hommes de la révolution, le mépris de nos institutions, la docilité à répéter les mensonges, les suppositions les plus défavorables à la République, l'indulgence la plus marquée pour le royalisme, des cris d'alarme et de mort contre les républicains, etc. »

Il va sans dire que, dans ces conditions, aucun journal non inféodé au gouvernement ne pouvait subsister. La législation ne parut pas encore assez dure. Le ministre de la police voulait atteindre les rares journaux étrangers qu'on aurait tenté d'introduire dans le département. La *Gazette de Leyde* et le *Courrier du Bas-Rhin* étaient de ce nombre ⁽¹⁾, car on les soupçonnait de recevoir du pays de Liège l'une ou l'autre note trop peu louangeuse pour les gouvernants.

En certains départements, quelques directeurs de gazettes frappées par la police substituaient de nouveaux titres aux feuilles interdites et continuaient de publier leur feuille. Ce fut le cas pour Henri Delloye, éditeur du *Troubadour liégeois*. Ce publiciste l'avait remplacé par « *l'Eburon ou journal de Liège* ». Le Directoire exécutif crut devoir prendre un arrêté pour supprimer le journal le *14 messidor an VI* (2 juillet 1798).

VII.

Henry Delloye et le Troubadour.

Henry Delloye est certainement le journaliste qui aura donné le plus de tablature aux agents de la République qu'il défendit pourtant, mais avec indépendance. Il devint un véritable cauchemar pour Nicolas Bassenge, dont il se jouait avec une désin-

(1) *Lettre du ministre de la police*, de floréal an VI et du 30 brumaire an VII.

volture sans égale. Le commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale de Liège dépeignait son œuvre en ces termes le 19 messidor an V (7 juillet 1797) au Ministre de la police :

« *Citoyen Ministre,*

» Dans le temps je vous ai rendu compte des rapsodies périodiques d'un vil folliculaire qui, dans une feuille journalière et dégoutante, nommée *Le Troubadour liégeois*, est venu jeter dans l'esprit public de ces contrées, ses miasmes contre-révolutionnaires ; appeler par de constantes et virulentes diatribes, la défiance, les soupçons, les haines, l'avisement sur tout ce que Liège a de plus pur en patriotisme, surtout sur les fonctionnaires publics ; semer, au milieu de nous, des divisions qui auraient pu devenir funestes ; nourrir l'obstination insensée de l'aristocratie ; flatter ses basses passions et donner aux ennemis de la chose publique, le spectacle le plus délicieux pour leur âme vindicative, celui des amis de la révolution, de cette révolution elle-même, vilipendés, assaillis d'injures, exposés aux sarcasmes de l'effronterie et aux brocards de la mauvaise foi.

» C'est à l'approche des élections que ce bateleur stipendié s'est fixé dans Liège ; il y a fait du mal. Citoyen Ministre, beaucoup de mal. Assez adroit pour ne pas donner prise aux autorités, il a distillé ses poisons avec audace, avec constance : reproduisant chaque jour tout ce que *les bons journalistes*, de Paris, accumulent dans leurs répertoires royalistes ; et, tâchant, par les mêmes manèges, de produire ici le même effet, celui de rendre la République méprisante et indifférente aux peuples, car c'est là l'espoir du trône. Heureusement ici — mais il n'en est pas de même dans les campagnes — toutes ces tentatives sont inutiles ; la masse est républicaine, et tous les projets échoueront devant elles. Connue maintenant, appréciée, son masque tombe ; il n'est plus dangereux. »

Cependant, Bassenge n'eut de repos qu'après avoir provoqué la mise en application contre Delloye de l'art. 35 de la loi du 19 fructidor. Le 26 du même mois (12 septembre 1797), il lançait cette épître sarcastique à son collègue près le canton de Liège :

« Je crois, cher collègue, que cette mesure ne peut être un moment retardée à l'égard du vil folliculaire qui, depuis un an, infeste notre département. Vous sentez déjà que je vais vous parler du trop fameux libelle intitulé *Le Troubadour liégeois* et de son méprisante rédacteur.

» Je n'ai jamais douté, Citoyen Collègue, que l'être malfaisant qui

est venu jeter ses diatribes journalières et incendiaires au milieu d'un département qui, jusqu'à son apparition, jouissait de la plus parfaite tranquillité, ne fut un émissaire de la vaste conspiration des projets ourdis depuis si longtemps, et suivis avec tant de constance par les *releveurs* du trône. Avilir tout ce qui avait tenu à la Révolution, assaillir d'interminables calomnies tous les patriotes, appeler la défiance, la haine, la vengeance même d'un peuple égaré, sur les fonctionnaires énergiques, dévoués à la République, chercher par tous les moyens à verser l'âcre sarcasme, l'odieux même sur le Gouvernement républicain ; jeter le peuple dans le vague, les angoisses, l'incertitude, l'aigrir par le tableau sans cesse exagéré des maux inséparables d'une grande révolution et de la guerre désastreuse que l'impie coalition des rois a suscitée à la France pour y anéantir la liberté et replonger l'espèce humaine dans l'esclavage et la barbarie, s'emparer des élections, infecter les autorités des amis des rois, des prêtres, des émigrés ; enfin, travestir toutes les vertus ; empoisonner l'esprit public ; lui donner la direction la plus perfide ; corrompre la morale, détacher le peuple des institutions républicaines, telle fut la marche suivie avec un acharnement digne des misérables auteurs du royalisme ; telles étaient les trames scélérates qui devaient, sur les cadavres des républicains, parvenir à faire proclamer Louis XVIII ; ces complots si profondément combinés couvraient de leurs ramifications la France entière ; leurs moyens étaient disséminés de toutes parts ; les moins clairvoyants en étaient frappés et jamais je n'ai douté, cher Collègue, une minute que le dégoûtant Delloye ne fût un des méprisables chaînons de cette chaîne de désastres et de crimes ; je l'ai écrit plusieurs fois au ministre de la police générale. Il est donc important, il est très urgent, cher Collègue, que l'on délivre le public de ce foyer de miasme pestilentiel ; c'est là, ce me semble, le cas de la loi ; c'est son but, son esprit et je vous invite à en provoquer sans délai l'exécution contre ce Henri Delloye, rédacteur de la sale feuille dite *Troubadour liégeois*. Que les aigres croassements de son coq insolent cessent d'étourdir, de déchirer les oreilles des patriotes. » ⁽¹⁾

Ne semble-t-il pas, à lire cette épître, que l'on soit en présence d'un personnage qui a déchaîné une guerre non moins terrible que celle dont nous avons été témoins. Or, il s'agit simplement d'un journaliste républicain sincère, qui se bornait à fustiger à l'occasion les abus criants dont certains fonctionnaires se

⁽¹⁾ Correspondance de J.-N. Basseuge, commissaire du Directoire exécutif, n° 1632.

rendaient coupables, et à faire connaître en termes voilés les maux incontestés qu'avaient produits le régime auquel on était soumis ⁽¹⁾.

L'esprit inoffensif, si l'on veut, mais moqueur et mordant de Delloye dans ses attaques répétées contre des agents gouvernementaux, les dénonciations réitérées de N. Bassenge, avaient provoqué le 20 fructidor an V (6 sept. 1797), un premier décret de suppression du *Troubadour*. Nullement intimidé, Delloye, qui avaient plusieurs cordes à son arc, voulut contourner la loi et parvint à continuer ses publications à la grande colère de Bassenge qui s'en plaignit en ces termes le 17 septembre au Ministre de la police :

« Je vous ai annoncé, par ma lettre du 27 fructidor dernier, les mesures prises en exécution de l'arrêté du Directoire exécutif concernant la feuille dite *Troubadour liégeois*. L'impudent folliculaire a osé dès le lendemain relever la voix et encore d'une manière insolente et perfide. Je vous joins son feuilleton. Vous verrez qu'il suit encore la même marche, et qu'il ne craint pas de travailler à aigrir le peuple par la répétition éternelle des diatribes tant rabâchées sur les patriotes ; car ce sont les patriotes qu'il nomme *révolutionnaires*. Les extraits des divers journalistes, c'est-à-dire les extraits les plus empoisonnés, les plus virulents, les plus incendiaires de la *Quotidienne*, des rapsodies du *Véridique*, de Royon, etc., etc., dont il n'a cessé d'inonder notre département, étaient les extraits des journaux *les plus instructifs*. Il change si peu de caractère qu'il ose s'écrier : *Dat veniam corvis, vexat censura columbas*. Ainsi, les misérables aboyeurs royalistes qu'on fait taire, sont les douces, les innocentes *colombes* ; les journaux républicains : les noirs *corbeaux* ; et le Directoire, et le Corps législatif ?... L'intention est-elle équivoque ?

« Il cède donc à la force majeure ; on voudra bien patienter ; la colombe recommencera. J'aurai soin, Citoyen Ministre, de vous instruire du moment où ses roucoulements se feront entendre et de veiller avec soin à ce qu'elle ne trouble pas l'ordre de nouveau ; car ces êtres sont atterrés, mais pas encore morts. Et certes, c'est bien ici le cas de dire : *Morte la bête, mort seulement le venin...* »

(1) DELLOYE, Henri-Joseph, né à Huy, le 13 septembre 1752, est mort à Liège le 25 septembre 1810. V. *Biographie nationale et Notice sur Henri Delloye*, par U. Capitaine, 1849.

Delloye était frappé, mais la mort n'avait nullement suivi, au contraire. Le *1^{er} vendémiaire an VI* (22 septembre 1797), loin de se taire, il lançait un prospectus annonçant une *Histoire de l'an VI*. Cet ouvrage devait paraître, par livraisons, d'une façon irrégulière, et former 4 volumes in-8° de 750 pages chacun. Cette soi-disant histoire d'une année qui allait commencer, se distribuait par cahiers de 8 à 16 pages, se payait 24 francs par an comme le journal auquel elle ressemblait réellement et dont elle ne différait que par le titre et le mode de publication. L'édition se faisait dans la seconde cour des frères Mineurs. N'ayant trouvé aucun imprimeur qui voulut s'en charger, Delloye avait été forcé d'acquérir une presse et d'imprimer lui-même.

Inutile d'expliquer dans quelle colère, cette manœuvre du publiciste plongea le rigide commissaire Bassenge. Rien de plus amusant toutefois que la correspondance à laquelle la publication de cette singulière *Histoire* donna lieu. Quoique un peu longue, nous ne pouvons nous empêcher d'en faire goûter une partie au moins aux lecteurs. Le commissaire du Directoire exécutif près le département s'empessa d'informer le ministre de la police dès la mise à exécution des intentions de l'opiniâtre polémiste. Il lui écrivit le *1^{er} brumaire an VI* (22 octobre 1797):

« Citoyen Ministre,

« Pendant quelque temps le vil folliculaire intitulé *Le Troubadour liégeois*, avait gardé le silence. Un commencement de rapsodie qu'il nomme *Histoire de l'an VI* paraissait devoir n'avoir aucune suite. Aujourd'hui, il vient lui en donner une. Trois cahiers que vous trouverez ci-joint ont paru presque à la fois en trois ou quatre jours. Comme ces cahiers ne paraissent périodiquement pas à des jours réglés, il prétend que ce n'est pas un journal. La frivolité et la mauvaise foi de ce prétexte sont révoltantes : car, que peut être une prétendue histoire d'une année qui commence à peine, si ce n'est un récit journalier de tout ce qui se passe, un assemblage de nouvelles, un amas de matériaux vrais ou faux : donc un journal réel. Le nom, ni la périodicité fixe ne font rien à la chose : cela me semble incontestable. Le pamphlet même le prouve : il s'annonce comme le colporteur des nouvelles, etc. Mais, Citoyen Ministre, un mot sur ce pamphlet.

» Le même esprit qu'a dicté le *Troubadour*, cet esprit empoisonné qui a fait tant de mal diète en identité la soi-disante *Histoire de l'an VI*. Même ton, mêmes sarcasmes, même volonté de ridiculiser les institutions républicaines, de pervertir l'esprit public, d'entretenir des discordes par les dénominations de *Jacobins*, etc., d'avilir sous cette dénomination les patriotes ; enfin de refroidir les âmes, de corrompre la morale et le goût ; rien de plus dangereux que ce genre de brûlot lancé par la plus insigne perfidie. C'est le même homme, le même rôle, le même but ; et je suis intimement convaincu qu'on ne peut trop tôt dessécher à jamais ce cloaque pestilentiel.

» Veuillez me transmettre là dessus promptement votre détermination. Croyez, cependant, que s'il va plus loin d'un pas, je n'attendrai pas votre réponse, et qu'en conformité de votre lettre du 13 vendémiaire, le scellé sera sur la nouvelle presse avant votre réponse.

» Recevez, Citoyen Ministre, mes salutations fraternelles. »

Le surlendemain, le 3 *brumaire* (24 oct. 1797), donc avant d'avoir pu recevoir une réponse ministérielle, le même Bassenge faisait savoir à Delloye que le ministre de la police considérant son *Histoire de l'an VI* comme un papier public, le mettait en devoir de remplir les formalités légales. Le jour suivant, le *Troubadour* répliquait qu'il n'en ferait rien. Au surplus, donnons le texte de la missive typique que valut au commissaire du Directoire exécutif sa communication à Henry Delloye :

« Liège, le 4 *brumaire an VI* (25 oct. 1797) ère républicaine.

» Citoyen,

» Voici ma réponse à votre lettre d'hier. Je ne donne et n'ai donné depuis le 26 fructidor dernier, nulle *suite journalière*, ni *périodique* à des feuilles. Il ne me *plait* nommer *Histoire de l'an VI*, qu'un *livre* dont mon intention n'a jamais été de faire un *journal*, soit que vous vous plaisiez ou non, à vous le persuader. Pour ne pas vous donner à mordre, depuis la prohibition du *Troubadour liégeois*, je n'ai fait ni feuille périodique, ni feuille publique. Je laisse la voie libre à votre *Courrier fraternel* ⁽¹⁾ de suivre le prospectus qu'il publie, à l'instar du plan même que j'avais suivi, qu'il publie, dis-je, le lendemain du

(1) Le *Courrier du département de l'Ourthe*, qui malgré son caractère officiel pour le département, était édité et rédigé par Lambert Bassenge, frère de Nicolas.

jour où vous fîtes exécuter l'arrêté du Directoire contre moi, et en y ajoutant un acte arbitraire que l'arrêté n'ordonnait point.

» Non, Citoyen, je n'ai plus fait imprimer ni distribuer journal ou autre feuille périodique. J'ai seulement publié 176 pages de mon premier *volume d'histoire*, mais ces pages n'avaient rien d'isolé ; elles n'avaient ni cul ni tête périodique ; elles n'avaient ni caractère, ni titre périodiques elles n'ont été distribuées ni à jour fixe ni à heure fixe. Elles n'ont été vendues ni périodiquement, ni séparément, elles n'ont été ni mises en vente ni mises à prix, soit par feuilles, soit par numéro périodique. Je n'y ai pas inséré d'*avertissement* ⁽¹⁾ comme dans les feuilles périodiques. Les livraisons de cet *ouvrage de librairie* n'ont été envoyées qu'à mes souscripteurs, qu'à mes amis non périodiques.

» Faire l'histoire d'une année à peine commencée est peut-être chose impossible, me dites-vous. Mais, Citoyen, faire l'histoire de l'an *qui a commencé* est chose fort possible, puisque je l'ai faite en écrivant les événements, c'est-à-dire les faits arrivés, les *dits* et *gestes*. Il m'est donc possible, il m'est libre sans doute de consigner dans l'histoire les *événements arrivés*. Je m'en suis fait un devoir pour servir mon pays, pour servir la République. J'ai rempli ce devoir le plus tôt possible. Tout événement échu n'appartient-il pas à l'histoire sans qu'il faille dix jours de grâce après échéance ?

» *L'on ne se paie ni de la mauvaise foi, ni du subterfuge*, me dites-vous, Citoyen Bassenge. Oh ! non, certainement et lorsque vous semblez en mettre à me chercher noise et qu'il s'en manifeste par votre inconséquence à altérer la loi même, à y substituer *publique*, au lieu de *périodiques* et le mot *surveillance* au lieu du mot *inspection*. En fait de loi, en fait même de police, un commissaire exécutif près de l'Administration centrale, devrait du moins s'attacher à la lettre, ne fût-ce que pour le bon exemple de ses subordonnés. La loi du 20 fructidor ne dit-elle pas, article 35 : « Les journaux, les autres » feuilles périodiques et les presses qui les impriment sont mis pendant un an sous l'INSPECTION de la police ».

» En conséquence donc, je vous déclare que je ne connais et que conséquemment, je ne dois vous déclarer ni *rédacteur*, ni *imprimeur*, ni *propriétaire*, ni *domicile*, ni *rue*, ni numéro de feuille périodique ou journal sous le titre *Histoire de l'an VI*.

» Moi, soussigné, Henri Delloye, je suis auteur et rédacteur, tout seul, d'un *livre*, d'un *ouvrage non périodique*, dont les souscripteurs sont les *propriétaires*. Il ne tient qu'à vous d'en être. Je ne connais aucune loi qui m'assujétisse *expropriativement* à vous faire

(1) Lire *annonces*.

cadeau d'un exemplaire, sauf mon bon plaisir, ma bonne volonté libre.

» Quoi qu'il en soit, Citoyen Bassenge, la question que vous élevez sur la nature de mon ouvrage ne doit pas être jugée par vous. — Je vous recuse formellement pour mon juge, vous que je considère comme la plus injuste, la plus hors des gonds, la plus double de mes parties adverses.

» Adressez à votre frère périodique ⁽¹⁾, à d'autres folliculaires, vos longues phrases d'épilogues, qui décèlent une partialité peu congrue, en fait de commissariat central, qu'en vérité je ne puis regarder votre lettre comme émanée d'un fonctionnaire exécutif.

» Je ne suis point de ceux qui se jouent du droit sacré des peuples libres : *la liberté de la presse*, car je n'en usai jamais que pour publier ce que sincèrement je croyais être la vérité et que bien disposé à rétracter toute erreur qui me serait échappée.

» Savez-vous bien ce qui serait effectivement *licence liberticide et contre-révolutionnaire*, puisque vous m'en parlez. Ce serait, par exemple, d'abuser d'une autorité telle que votre pouvoir, pour rétablir ici des *censeurs de livres et de gazettes*, et des *privileges exclusifs*, afin de faire douter de la liberté constitutionnelle. Ce serait encore, Citoyen Bassenge, de prostituer l'occasion fréquente que vous pouvez avoir de vous faire lire au « bureau d'esprit public » du gouvernement pour me dénoncer, ainsi que bien d'autres, moi qui n'en vaut point la peine et à qui vous feriez mieux d'offrir deux vieilles bouteilles, en votre âme et conscience, plutôt que d'être le premier à éloigner la concorde. Ce serait spécialement de vous faire appeler par nos francs Eburons, *Binamé prince di Lige*. Ce serait de ne plus vous ressouvenir que vous fûtes l'apôtre ou le prêcheur et un heureux instigateur de la révolution liégeoise et de la liberté de la presse, aussi longtemps que vous avez aimé la vérité. Ce serait de vouloir faire déporter *Delloye*, comme vous ne vous rappelez plus que celssissimement on fit déporter Lebrun, l'infortunée victime de la véritable liberté. Lebrun ! pour aller faire un *journal de Herve*.

» Ah ! que vous feriez bien mieux de solliciter le rapport de l'arrêté prohibitif du *Troubadour liégeois*, et surtout de ne plus oublier désormais le vrai patriotisme, ni le franc républicanisme, ni vous-même.

« La victoire du 18 fructidor ne sera pas une illusion », dites-vous. Elle serait pourtant illusoire si l'on était réduit à ne pas résister à

(1) Lambert Bassenge, qui rédigeait le *Courrier du département de l'Ourthe*, organe de l'Administration centrale, et auquel J.-N. Bassenge lui-même collaborait. Ce journal stipendié par les administrateurs, faisait surtout la guerre au *Troubadour*.

l'oppression s'il fallait souffrir de votre part, abus d'autorité, actes arbitraires, effets d'esprit vindicatif et de jalousie de métier : enfin, si l'on n'était plus libre, même sur les toits, d'achever ce que mon républicanisme a si bien commencé pour vous faire connaître.

Salut fraternel.

» H. DELLOYE.

» n° 980, rue Neuvice à Liège (1). »

A cette lettre cinglante, Bassenge ne fit qu'une réponse assez banale, qui lui attira ces quelques lignes de Henry Delloye.

« En réponse à votre lettre n° 1773, en date du 6 brumaire, et que je viens de recevoir ce matin, je vous déclare que je ne ferai paraître aucun cahier de mon *Histoire de l'an VI* (postérieurement à la page 176, déjà publiée) jusqu'à ce que le gouvernement ait eu le temps de décider si cet ouvrage doit être considéré comme livre ou comme feuille.

» Je compte publier bientôt une feuille périodique sous le titre de *Soirées liégeoises*. Alors je me conformerai aux intentions du ministre et je ferai remettre chaque numéro au bureau que vous indiquez.

» H. DELLOYE.

» P.-S. — L'instruction du ministre au commissaire du Gouvernement n'était point que vous m'écrivissiez des injures. Je respecte vos fonctions. Respectez-les.

» H. D. (2). »

De là, de nouvelles épîtres de N. Bassenge, au ministre de la police générale. L'une d'elles est datée du 5 *pluviose an VI* (24 janvier 1798) :

« *Citoyen Ministre,*

» Je vous ai rendu compte, en son temps, par ma lettre du 7 brumaire de la manière impudente dont s'était conduit à mon égard le vil folliculaire Henri Delloye, lorsque je voulus qu'il se soumit aux instructions que vous m'aviez transmises. Je vous fis passer sa réponse insolente, qu'il ne rougit pas de faire imprimer. Depuis, j'ai surveillé avec attention ; il s'est abstenu d'écrire pendant quelque temps ; enfin, il annonce que ses feuilles reparaitront en nivôse et il affecta même d'en fixer le terme le jour du premier

(1) *Correspondance adressée à N. Bassenge*, n° 4097.

(2) *Id.*, n° 4008.

janvier, ancien *nouvel an*. Cette affectation prouve l'homme ; jamais il ne sortira de son ornière, où d'ailleurs, il est sciemment, par projet et pour cause. Ses feuilles annoncées ne parurent cependant pas. Il devait les intituler *Soirées liégeoises*. Jusqu'ici, aucune n'a vu le jour. Mais il ne manque pas de distribuer un almanach au *nouvel an*, premier janvier, 11 nivôse ⁽¹⁾, tandis que tous nos autres libraires éditeurs annuels d'almanachs se font un devoir de les distribuer au premier vendémiaire, *nouvel an* des républicains.

» Depuis quelques jours, il se montre enfin ; ce ne sont pas encore les *Soirées liégeoises*, c'est la continuation de la prétendue *Histoire de l'an VI*. Ce pamphlet qu'il fait paraître par espèce de cahiers plus ou moins forts, est comme son almanach, un ramassis de rebus, pointes, calembourgs, sots jeux de mots, plates diatribes du plus mauvais (*sic*), sont dans le style le plus pitoyable, et du ton le plus immoral : je vous joins celui qui vient de paraître.

» Cette fois, il a voulu un moment faire le bon garçon, il loue la mesure concernant les marchandises anglaises, mais le poison gît sous la fleur : Vous verrez qu'il répand encore son venin sur le choix que le Directoire a fait de nouveaux administrateurs après fructidor, il vante les destitués, il insinue qu'il faut les réélire, il tache d'indisposer la multitude sur le renversement du prétendu choix du peuple. Enfin, toutes les intentions perverses, les volontés dangereuses s'y manifestent, comme dans tout ce qu'il a fait et dans tout ce qu'il fera ; il est impossible que de cette sale source il coule autre chose que de la boue.

» Bien plus, il prétend, parce que les cahiers ne paraissent pas périodiquement, à jour fixe, que ce n'est pas une feuille publique. Il y donne toutes les nouvelles. Il ne la consacre qu'à cela ; elle paraît, quoiqu'irrégulièrement, par espèce de numéro et ce n'est pas un journal. Il se met par là à l'abri des formes que les autres suivent. Il ne me les envoie pas et brave le timbre auquel les autres sont assujettis. Ils m'en ont fait des plaintes amères et certes fondées. J'ai promis de vous en écrire, c'était mon devoir.

» Citoyen Ministre, Germinal s'avance : l'intrigue veille, elle se relève. C'est contre les choix du Directoire, c'est contre le Directoire que se dirigent toutes les batteries... Je me borne aujourd'hui à

(1) Il s'agit de l'*Almanach liégeois du troubadour, supplément de Mathieu Laensbergh*, 1798, an VI et VII (in-12 de 108 pages). La suite parut en germinal an VI, sous le titre *Partie principale de l'Almanach liégeois du Troubadour*, Henri Delloye, Liège, de l'imprimerie de la liberté de la presse, seconde cour des ex-frères Mineurs (in-12 de 72 p.). Enfin, dans les derniers jours de l'an VI, parut l'*Annuaire liégeois du Troubadour*, Henri Delloye, coadjuteur de Maître Mathieu Laensbergh, pour l'an VII de la République, Liège, de l'imprimerie de Delloye (in-12 de 164 p.).

fixer votre attention sur un des plus dangereux insectes pour ces contrées, sur Monsieur Henry Delloye. » (1)

Sans plus s'inquiéter, Delloye, vers la fin de janvier 1798, publia les *Soirées liégeoises, journal de Meuse et Rhin*, dans lequel il continuait de fustiger les autorités constituées. N. Bassenge s'empressa d'en informer le ministre de la police, le 9 *pluviose an VI* (28 janvier 1798) :

« Citoyen Ministre,

« Enfin, le fameux journal des *Soirées liégeoises* paraît depuis hier soir. Ne croyez pas que H. Delloye se soit conformé à vos instructions. Non, Citoyen Ministre, il les brave et ce n'est que par les murs dont son annonce est tapissée, que je connais l'existence de cette feuille. J'ai de suite fait prendre un abonnement pour être au courant. Je vous transmets les deux premiers numéros.

» Il n'annonce pas mal, dès le début, son intention. Il commence *piano*, mais soyez sûr qu'il ira *crescendo*. Tout son but est d'éloigner les vrais amis du Gouvernement, d'appeler les suffrages sur les destitués et les hommes connus... Tracez-moi, Citoyen Ministre, la marche à suivre, mais soyez sûr que la plus pestilentielle influence aura lieu encore si on le laisse faire. »

Cette fois, Henry Delloye se mit en règle avec la loi ; il envoya à N. Bassenge la déclaration exigée et un exemplaire du journal. Néanmoins, ses allures indépendantes ne cessèrent point de se manifester, ce qui déplaisait énormément au commissaire du gouvernement, en butte à ses attaques. Aussi provoqua-t-il cette nouvelle dénonciation au ministre de la part de N. Bassenge, le 13 *ventôse an VI* (3 mars 1798):

« Citoyen Ministre,

» Je dois vous dénoncer le dernier numéro de la feuille dite *Soirées liégeoises*. L'indécence du folliculaire a révolté tous les bons patriotes. Ce brouillon veut encore peut-être, aux approches de Germinal, agiter parmi nous, les brandons de la discorde, faire sourire le royalisme et l'anarchie et verser l'incertitude dans les esprits. Cette misérable harpie ne peut rien toucher sans l'empoisonner... »

(1) Correspondance du Commissaire du Directoire exécutif près l'Administration centrale, n° 524.

Peu de semaines après cette sortie, Bassenge crut devoir de nouveau attirer les foudres ministérielles sur Delloye. Il écrivit au chef suprême de la police le 3 *germinal an VI* (26 mars 1798) :

« *Citoyen Ministre,*

» La feuille intitulée *Soirées liégeoises* dirigée par le trop fameux Henry Delloye parvient sans doute journellement à votre bureau d'esprit public, et nul doute aussi que l'on ne vous en rende compte. Néanmoins, il est de mon devoir, dans ces moments solennels, d'appeler particulièrement votre attention sur ce misérable brouillon qui trouve encore des projets sinistres et ne se montrera jamais que l'acharné champion du royalisme et l'antagoniste effréné de tous les individus qui ont été les fondateurs de nos révolutions liégeoises et travaillé à la rémion à la France.

» Qu'a-t-on gagné, Citoyen Ministre, en interdisant la feuille dite *Troubadour liégeois*, qui fit tant de mal l'année passée ? Si, avec un simple changement de titre, le même pamphlet, même forme, aux mêmes heures, verse journellement les mêmes poisons et produit le même effet. Certes, alors la prohibition du *Troubadour* est une mesure illusoire, c'est une démarche prohibitive gratuite, et le gouvernement est le jouet, la dérision du folliculaire audacieux continuant librement à le braver, à lui nuire, et remplissant avec sécurité son but contre-révolutionnaire.

» Il a gardé quelques mesures jusqu'à la dernière décade, parce qu'il s'assurait par là les moyens de jeter ses brandons de discorde, sans que, vu la distance, on put l'empêcher à temps, avant le premier germinal. Mais c'est aux approches du 20 qu'il va redoubler d'efforts...

» Je vous joins ici deux de ses derniers numéros ; vous verrez le venin qu'il y distille. En vain, veut-il se marquer sous un lâche entortillage. Il n'en est pas moins vrai qu'il y attaque directement le Directoire et les effets de ses insinuations perfides ne sont que trop assurées...

» Je remplis un devoir bien pénible, Citoyen Ministre ; il faut que j'en sente toute l'impérieuse nécessité pour le remplir. Dénoncé moi-même avec fureur par cet être... Le mal qu'il a fait, qu'il fait journellement, qu'il fera encore, si on n'y met ordre, à ma patrie, a fait taire une délicatesse qui eût été coupable, croyez-moi : la République a dans son sein peu de serpents aussi dangereux. Consultez là-dessus tous les patriotes de Liège. Il est l'émissaire d'un parti. Je n'en doute point. Il est incorrigible et boit la honte sans rougir. »

Bassenge obtint gain de cause. Le 30 mars 1798, un décret

frappait les *Soirées liégeoises* d'interdiction. Cette interdiction toutefois, n'empêcha pas l'*Histoire de l'an VI* de paraître, quoique plus rarement qu'auparavant. Au surplus, le 1^{er} avril 1798, Delloye eut la témérité de distribuer aux autorités et à ses abonnés un *Méssage au Directoire exécutif*, dans lequel il se plaint des arrêtés pris contre ses feuilles. Se basant sur le principe de la liberté de la presse, il finit par déclarer que si, par retour du courrier du 18 au 20 germinal, il ne reçoit pas d'avis contraire, il lancera une nouvelle gazette sous le titre d'*Eburon*. Aucune réponse ne lui étant parvenue, Delloye réalisa sa menace. En germinal même parut l'*Eburon* qui vécut jusqu'au 29 floréal (13 mai 1798), jour auquel ce journal fut remplacé par le *Premier souper des Courriers de l'Europe, à l'hôtel prochain de la poste* ; ce journal ne vécut que l'espace d'un matin ; le lendemain, reparaisait l'*Eburon*.

Vexé à l'extrême, Bassenge manifesta son désespoir au ministre le 23 germinal an VI (12 avril 1798) :

« Ainsi, il est inutile que le Directoire prenne des arrêtés : une presse sous le scellé, une autre travaille. Le gouvernement est vilipendé : les mesures qu'il prend illusoires et les premiers magistrats de la République avilis.

» Quant à moi, je méprise toutes ses turlupinades, toute sa vocifération : le temps amènera la vérité et la justice... Ne comptez jamais sur la tranquillité dans ce département, sur la réunion des esprits vers le vrai, sur l'anéantissement des ennemis du gouvernement, tant que cet histrion incendiaire qui en est le plus mortel, le plus acharné ennemi, secouera, au milieu de nous, ses torches. J'ai rempli ma tâche ; j'en ai assez averti. »

Il n'empêche que le 1^{er} prairial suivant (20 mai), Bassenge revenait à la charge près du ministre :

« Citoyen Ministre,

» Hier matin, je reçois de Henry Delloye la lettre dont est ici ampliation ⁽¹⁾. Le soir paraît la même feuille sous un autre titre, au

(1) Voici le texte de cette lettre :

« Je suspends ma feuille périodique intitulée l'*Eburon*. La dernière, n^o 41, paraîtra ce soir pour demain, fin du mois floréal, en égard au décadi.

» La presse servant à l'imprimer est hors d'état et vendue.

» Veuillez bien prendre note de cette déclaration. Je l'ai adressée de même au ministre de la police générale, bureau d'esprit public. »

lieu de l'*Eburon*. c'est le *Huron* et pour ce *Huron*, Henry Delloye qui le signe n'a plus pris les peines de se mettre en règle.

» Voilà comme ce vil et incendiaire saltimbanque se joue avec impudence des autorités. C'est la dernière fois que je vous parle de ce sale insecte. »

Delloye ne publia que six numéros du *Huron*, qu'il transforma le 1^{er} *messidor* (19 juin 1798) en *Journal de Liège ou l'Eburon*, précis des journaux de l'Europe. Le 20 du même mois, fut distribué un numéro intitulé *Henri Delloye à ses abonnés passés, présents et futurs*, où il expose avec son humour traditionnel, comment l'*Eburon* fut prohibé par décret du 14 *messidor* (2 juillet 1798).

Par une bravade sans pareille, dès le lendemain à l'heure habituelle, un crieur débitait en ville : *La Vérité à L ége, de l'imprimerie de la liberté de la quatrième presse de Delloye, n° 932, sur le Marché.*

Après la production de huit numéros de cette nouvelle gazette, Delloye la remplaça le 1^{er} *thermidor* (19 juillet) par *Le Liégeois-Français, mineur, agriculteur, manufacturier, artiste, etc.* Modifié déjà le 3 du même mois, ce journal devint le 14 *fructidor* (31 août) *Le Liégeois-Français, gazette encyclopédique de tous les soirs.* La métamorphose n'était pas terminée. Le lendemain, les abonnés de Delloye recevaient *Gilles le Niaïs ou l'esprit des timbres, gazette de tous les soirs.*

Bien que l'éditeur eût averti qu'il publierait dix-neuf numéros sous ce titre, le 16 *fructidor* (2 septembre 1798), réapparut *Le Liégeois-Français*, pour laisser place deux jours plus tard à *Le 19 fructidor de l'an VI.*

Ces transformations de titres s'étaient multipliées longtemps encore et avaient multiplié aussi les arrêtés de prohibition de journaux de Delloye comme les dénonciations au Ministre de la police. Citons encore à titre de spécimen cette épître de *Lambert Bassenge* qui avait remplacé son frère Nicolas en qualité de commissaire du Directoire exécutif près l'Administration centrale :

« *Au Ministre de la police générale.*

» Le 13 brumaire an VII (3 nov. 1798).

J'ai reçu votre lettre du 2 de ce mois et l'arrêté joint du Directoire exécutif en date du 28 vendémiaire qui prohibe la feuille le *Troubadour républicain*. Cet arrêté a d'abord été exécuté : mais l'impudent auteur de cette feuille n'a pas tardé à en faire paraître une autre dont je vous fais passer les premiers numéros. Faites-les examiner, Citoyen Ministre ; la méchanceté, la scélératesse, les ont dictés. Cet homme brave le Gouvernement et pourra le braver longtemps si l'on ne prend à son égard des mesures énergiques et promptes. Le mal qu'il fait à l'esprit public est incalculable. Il s'acharne contre les membres des autorités, parce qu'il sait que c'est là le meilleur moyen de plaire et à ces extravagants qui détestent le gouvernement actuel, puisqu'ils sont écartés des fonctions et des emplois qu'ils ne pourraient que déshonorer et à ces petits hommes gangrenés d'aristocratie qui jouissent bêtement de toutes les médiocrités, de toutes les calomnies répandues sans cesse contre les amis de la République et de ses institutions.

» Je l'ai déjà dit, Citoyen Ministre, tous les brouillons, tous les intrigants, tous les ennemis de l'ordre actuel des choses se rallient à Delloye ; sa maison est le rendez-vous de toutes les factions. Il est évident que l'aristocratie, plus forte en moyens pécuniaires que l'anarchie, l'appuie et le soutient. Déjà quatre de ses presses ont été scellées et certes Delloye, sans fortune et sans ressources, n'aurait pu supporter cette perte, si l'on n'était venu à son secours. Il s'est vanté, et je le erois sans peine, d'avoir encore cinq à six presses, à sa disposition : il en trouvera même davantage s'il en a besoin. Il serait bien essentiel, Citoyen Ministre, de trouver un moyen de le frapper coup sur coup jusqu'à ce qu'enfin il soit dans l'impuissance d'éluder d'une manière aussi révoltante la volonté du Gouvernement.

» Le Directoire exécutif, par son arrêté du 23 brumaire an VI, veut que les arrêtés que pourraient prendre les autorités administratives à l'effet de prohiber des journaux soient soumis à son approbation avant d'être mis à exécution. Le motif de cet arrêté est très sage. Le Directoire exécutif a voulu prévenir les effets des passions particulières ou de quelques considérations locales ; mais ce motif n'existe pas à l'égard de Henry Delloye. Son esprit, ses sentiments, ses principes, son ton sont connus depuis qu'il fait des feuilles périodiques. Jamais cet homme ne changera, car alors il n'aurait plus de lecteurs ; d'ailleurs, il est trop vil pour pardonner jamais à ceux qu'il a si indignement déchirés dans ses rapsodies.

Ne pourriez-vous donc pas, Citoyen Ministre, demander au Directoire exécutif un arrêté particulier qui donnât le droit à l'Administration centrale de ce département, de sceller les presses de Delloye aussi souvent qu'il ferait paraître une feuille en remplacement de celles que le gouvernement a prohibées. C'est là, je crois, l'unique moyen d'en finir. Cette mesure, je le garantis, n'entraînera pas d'inconvénient et prévendra les maux que les feuilles pestilentielles de Delloye peuvent faire, dans les circonstances difficiles où nous nous trouvons et dans celles où les élections, que l'esprit de parti agitera beaucoup, vont nous placer.

» Salut et fraternité,

» Lambert BASSENGE. »

Pas plus que son frère, on le voit, Lambert Bassenge ne se montrait disposé à faire preuve de modération quant au principe de son application de la liberté de la presse. ⁽¹⁾ Au contraire, il incitait le gouvernement à employer des mesures exceptionnelles contre Delloye, qui usait de malices dans cette campagne. En suite des instances de Bassenge, l'Administration centrale, par un arrêté du 9 *frimaire an VII* (29 novembre 1798), déclara prohiber « la feuille périodique imprimée par Henry Delloye, sous le titre de *Veillées d'Ourte et Meuse*, depuis deux jours ». Elle ajoutait que « les scellés seront apposés à la diligence du Commissaire du Directoire exécutif près l'Administration municipale sur les presses servant à l'imprimerie ».

Ferme en ses droits de citoyen, Henry Delloye continua à se jouer des mesures dont il était l'objet. C'est pour mettre fin à ses procédés que deux jours plus tard, le 11 *frimaire an VII* (1^{er} décembre 1798), se servant des armes exceptionnelles que Bassenge avait réclamées à diverses reprises, en haut lieu, l'Administration centrale de l'Ourthe prit l'arrêté ci-après :

« L'Administration centrale, informée que Henry Delloye, auteur de plusieurs feuilles prohibées par le Directoire exécutif, notamment de celle intitulée *Veillées d'Ourte et Meuse*, proscrite en vertu des ordres du ministre de la police générale, par arrêté de cette administration, le 9 de ce mois, a fait avertir par le porteur ordinaire

⁽¹⁾ V. *Correspondances du Commissaire du Directoire exécutif près l'Administration centrale*. lettres des 3, 4 et 6 vendémiaire, 13 brumaire, 7 frimaire. D'autres ont suivi les 12 et 26 frimaire, 19 nivôse, 19 et 27 pluviôse an VII.

de ses feuilles, ses abonnés de cette commune, qu'aujourd'hui, il ferait paraître une feuille nouvelle.

Reçu la lettre du Ministre de la police générale du 6 de ce mois, par laquelle il enjoint de faire arrêter, à l'instant le cours de la feuille que ferait encore paraître H. Delloye sous quelque titre qu'elle prenne, sous quelque forme qu'elle paraisse.

Le Commissaire du Directoire exécutif entendu.

ARRÊTE que tous les exemplaires de la feuille que pourrait faire de nouveau paraître H. Delloye, seront saisis, tant dans les mains de tout distributeur que chez l'auteur, à la diligence du Commissaire du Directoire exécutif près l'Administration municipale de Liège.

« I.-M. RENARD. »

Pour l'empêcher de récidiver davantage, le Directoire exécutif lança le 16 *frimaire* (6 décembre), un mandat d'arrêt contre Delloye, l'accusant de conspiration « contre la sûreté intérieure de la République en s'opiniâtrant, malgré les prohibitions dont sa feuille avait été successivement frappée sous différents titres, à égarer l'esprit public par un système combiné de diffamation contre les autorités constituées et le gouvernement » (1). Ce mandat reçut son exécution le 26 *frimaire* (16 déc.). Après une incarcération d'un mois à Ste-Pélagie, dans la capitale de la France, Delloye obtint l'examen de sa cause par le juge de paix de la police générale, lequel en suite d'une étude attentive du dossier, fit un rapport favorable et décida le Directoire à délivrer un mandat de ramener. En conséquence, le 21 février 1799, Delloye était reconduit à Liège et incarcéré à la prison Saint-Léonard.

Le jury de cette ville l'ayant déclaré coupable, le prisonnier en appela au tribunal criminel. Celui-ci annula le jugement et transmit l'affaire au jury de Verviers qui, unanimement, déclara qu'il n'y avait pas lieu à accusation.

Libre enfin, Delloye publia un *Mémoire à consulter* où il expose longuement son affaire. Il n'avait pas d'ailleurs renoncé à sa profession de publiciste. Le 31 mai 1799, il fit annoncer que le *Coq liégeois*, paraîtrait le lendemain soir. S'il vit le jour,

(1) CAPITAINE, *Notice sur Henri Delloye*, p. 32.

ce *Coq* n'eut qu'une existence fugitive. Dès le 19 juin, le titre du journal était devenu : *Henri Delloye, troubadour liégeois*. Mais le 1^{er} vendémiaire an VIII (23 sept. 1799) vit réapparaître le *Troubadour liégeois, journal encyclopédique* ; il disparut le 30 nivôse (20 janvier 1800). Ayant apprécié trop vertement des arrêtés de Fouché, ministre de la justice, Delloye fut l'objet, le 9 pluviôse (29 janvier 1800) d'une prohibition de son journal, avec menace d'être à nouveau capturé en cas de non-soumission.

Malgré ces mesures sévères, Delloye, peu de mois après, annonçait la publication d'un ouvrage non périodique, une sorte de revue intitulée *Fin du XVIII^e siècle*. En la faisant paraître plusieurs fois la semaine par livraisons, Delloye espérait se soustraire encore aux arrêtés qui interdisaient son journal. Mais cette feuille n'ayant point suffisamment ménagé le préfet Desmousseaux, l'Administration du département fit apposer les scellés sur les presses le 5 thermidor (24 juillet 1800) et interdit la *Fin du XVIII^e siècle* qu'elle assimila à un papier public.

Delloye laissa quatre années s'écouler avant de se servir de nouveau de sa plume acerbe. N'osant point annoncer la publication d'un journal politique, il donna le jour au *Bréviaire des épiciers et marchands*, recueil d'articles commerciaux, historiques, etc. Mais bientôt, il crut pouvoir rendre vie à un organe politique : *Trouvère en tournée*. Interdit par le préfet de l'Ourthe le 14 ventôse an XIII (5 mars 1806) ⁽¹⁾ il ne cessa point de paraître puisque, le 5 floréal (25 avril), le préfet de la Dyle en défendit la circulation dans son département, et ordonna d'arrêter le rédacteur, au cas où il se rendrait à Bruxelles. Delloye n'en fut pas moins réduit au silence au bout de quelque temps.

Bientôt la démangeaison de la politique le reprit. Le 16 novembre 1807, il rendait la vie au *Troubadour liégeois des arts, sciences, etc.*, qui se publiait tous les deux jours et alternait avec la *Gazette de Liège*. Par son caractère, des mésaventures étaient inévitables. Dès avril de l'année suivante, l'autorité

(1) *Préfecture*, reg. 96 D., Arrêté, n° 210, f° 32.

suspendait l'impression du journal. Cette suspension ne fut levée par le préfet que le 10 juin 1808. Ce n'était que partie remise. Le 24 octobre, le même chef du département, aux prises de nouveau avec l'éditeur, croyait devoir écrire à son sujet, au ministre de la police générale :

« Je m'empresse de prévenir Votre Excellence que, conformément à sa décision du 20 de ce mois, je viens de faire notifier au rédacteur du *Troubadour liégeois* que son journal est supprimé. Depuis la reprise de cette feuille, je n'ai cessé de faire observer au sieur Delloye l'inconvenance du style ainsi que les infractions qu'il se permettait ; et je n'avais différé de provoquer la suppression de ce journal que parce que j'espérais que son rédacteur se corrigerait. Les avertissements ayant été sans succès, il méritait d'être traité avec sévérité. Je puis cependant assurer Votre Excellence, qu'il y a, de la part de cet homme, plus de défaut de jugement que de méchanceté. » (1)

Cette décision dut mettre fin à la carrière de publiciste de l'intrépide Delloye (2). L'empire, on le voit, ne s'était pas montré plus élément pour les imprimeurs que la République.

VIII.

La presse sous le Consulat et l'Empire.

Si la Constitution de l'an VIII avait gardé un silence de carpe quant à la liberté de la presse, c'est que Bonaparte savait pouvoir se servir des armes législatives qu'avait obtenues le Directoire. Au surplus, un arrêté des consuls, du 27 *nivôse an VIII* (17 janvier 1800), tout en provoquant une hécatombe de journaux à Paris, prévoyait une suppression plus nombreuse encore en province, au cas où ceux subsistant produiraient des articles antipathiques au gouvernement. Dans les départements, les préfets jouissaient, en la matière, d'une partie des droits conférés au ministre de la police sur la presse

(1) *Préfecture*, liasse 15/1.

(2) Bien que ne connaissant aucun numéro du *Troubadour* postérieur au 17 octobre 1808, U. Capitaine parle vaguement d'un décret du 16 juin 1809 qui se rapporterait à cette publication ; mais n'y a-t-il pas confusion ?

parisienne. Ils avaient d'ailleurs à faire un relevé détaillé des journaux s'imprimant dans leur département. Ce tableau indiquait non seulement le titre de chaque journal, mais l'objet dont il traitait, le nom des auteurs, propriétaires, rédacteurs et imprimeurs ; enfin, les observations sur l'esprit qui caractérisait chacun de ces journaux.

Ce n'est pas tout. L'art. 2 prohibait l'impression de tout nouvel organe public ; en conséquence, le préfet devait arrêter la circulation, en son département, d'un journal créé récemment dans une région voisine et dénoncer la contravention au ministre. L'art. 4 exigeait de tous les propriétaires et rédacteurs des publications périodiques, la justification de leur qualité de citoyens français, de leur domicile et la promesse de fidélité à la Constitution.

Naturellement, dès ce temps, il était strictement défendu à tous les éditeurs de journaux d'insérer des données relatives aux mouvements des armées ou pouvant servir d'une façon quelconque aux nations en guerre avec la France.

Aussitôt averti par le ministre de la police générale des dispositions législatives concernant la presse, le préfet s'était hâté d'en instruire les deux seuls journalistes de notre département en les informant que « si quelque fausse annonce alarmante pour le commerce ou l'esprit public, était par eux rendue publique », la suppression de leur feuille serait à l'instant prononcée ⁽¹⁾.

Lorsque, en *floréal an XII* (mai 1804), le premier Consul Bonaparte se fit proclamer empereur, certains esprits présageaient d'heureuses conséquences pour les libertés publiques. Ils s'y attendaient d'autant plus que le Sénat, dès le début de ses travaux, avait formé une commission dite *de la liberté de la presse*. L'avenir apprit promptement combien l'espoir était mal fondé. L'histoire de la presse sous l'Empire a pu être résumée en deux mots : silence et compression ⁽²⁾.

(1) *Lettre du Préfet au Ministre*, 15 thermidor an IX.

(2) VAN SCHOOR, *La presse sous le Consulat et l'Empire*. Bruxelles, 1899.

Qu'on juge de ce que Napoléon pensait de cette liberté essentielle de la presse, par les instructions qu'il adressa à son ministre Fouché :

« Réprimez davantage les journaux ; je finirai par n'en plus tolérer qu'un seul ; leur durée sera courte. Qu'ils sachent qu'il n'y a plus en France qu'un parti. Je ne souffrirai point qu'ils agissent contre mes intérêts ; qu'ils publient de petits articles où ils pourront montrer un peu de venin ; je finirai par leur fermer la bouche... Je les réduirai de quatorze à sept ; je conserverai non ceux qui me louent, je n'ai pas besoin de leurs éloges, mais ceux qui auront la touche mâle et le cœur français. Leur réforme aura lieu sans retard. Il est par trop bête d'avoir des journaux qui n'ont que les inconvénients de la liberté de la presse sans en avoir les avantages. Dites-le aux rédacteurs : il n'est plus question aujourd'hui de n'être pas mauvais. Il faut être tout à fait bon... Je leur accorde trois ou quatre mois pour faire leurs preuves. Qu'ils tirent profit de cet avertissement. »

Nous devons en conclure, avec un des plus sérieux auteurs en la matière, que les ministres, que les interprètes des intentions du maître avaient à traduire vis-à-vis de la presse, de pareilles idées, en instructions adéquates. Les journaux, sous la menace d'une intervention inexorable, qui pouvait se produire à chaque minute sous le plus léger prétexte, ne jouissaient plus d'un instant de sécurité, d'une parcelle de liberté (1). L'on a déclaré, avec non moins de raison, que l'existence de la presse de ce temps se condensait dans la volonté de l'homme qui commandait à tout et qui ne reconnaissait qu'un axiome politique : celui de l'obéissance (2).

Aussi, les rares journaux qui survivaient, les privilégiés, en certain sens, se montraient-ils d'une insignifiance absolue. Rares d'ailleurs étaient les questions qu'ils auraient osé entreprendre. On ne leur permettait même de reproduire les actes officiels, voire les instructions ministérielles que moyennant le consentement ou l'injonction de l'autorité. D'après une circulaire du ministre Fouché du 6 novembre 1807, défense expresse était faite d'insérer « aucun article quelconque relatif

(1) F. DONNET, *Op. cit.*, p. 304.

(2) CAPITAINE, *Recherches*, p. XXIII.

à la politique, excepté seulement ceux qu'ils pourraient copier dans le *Moniteur* », l'organe officiel de Paris. Par la même circulaire, il exigeait qu'à partir du 1^{er} janvier 1808, chaque journal produisit le bilan de sa gestion et versât dans les caisses du Trésor deux douzièmes des bénéfices réalisés.

IX.

Le journalisme liégeois sous l'Empire.

Il va de soi que, soumis à toutes ces conditions vexatoires, le journalisme liégeois végéta, manquait de vigueur. Sans conteste, le *Troubadour*, nous l'avons constaté, s'efforça encore, par intervalles, d'émettre quelques idées personnelles. On savait ce qu'elles lui coûtaient. Elles provoquèrent finalement sa mort violente. En dehors de lui, la presse de tout le vaste département de l'Ourthe avait pour uniques représentants, les deux *Gazettes* de Desoer et de Latour, lesquelles, simples échos du *Moniteur universel*, n'émettaient jamais la moindre opinion politique.

Pourtant, aux yeux du gouvernement napoléonien, c'était trop encore. Un décret impérial du 3 août 1810 défendit de publier plus d'un journal dans notre département. Obligé de faire son choix dans le sacrifice, le préfet Micoud d'Umons, par arrêté du 11 décembre 1810, autorisa l'imprimeur Desoer à éditer la seule *Gazette* qui pouvait subsister dans le département. Par voie de conséquence, la *Gazette* de Latour fut supprimée. Le préfet permit seulement à cet imprimeur de publier une feuille d'annonces à partir du 1^{er} janvier 1811 ⁽¹⁾. Latour la fit, en effet, paraître à cette date sous le titre *Feuille d'annonces du département de l'Ourthe*. D'un format in-quarto, comptant quatre pages partagées en deux colonnes, elle contenait beaucoup d'annonces, sans doute, mais dès que Latour le pouvait, il y glissait une série d'avis divers, des articles d'économies rurales et domestiques, des énigmes, des logoglyphes, l'état-civil

(1) *Préfecture*, liasse 40/1.

journalier, voire quelque notice soit locale, soit biographique, etc. Parmi les personnes qui collaborèrent en 1811, citons N. Bassenge, Hénoul et Fréd. Rouveroy. La feuille s'imprimait chaque soir, les dimanches et jours fériés exceptés. L'abonnement coûtait six francs par trimestre, le port en plus. Le numéro se payait 10 centimes.

Il n'y avait là rien de bien compromettant ni pour l'Etat, ni pour la société en générale. Néanmoins, après avoir vivoté quelques mois, cette feuille fut déclarée prohibée par arrêté préfectoral du 3 juin 1811. Sa carrière devait se terminer à la date du 1^{er} juillet 1811 ⁽¹⁾.

Y eut-il quelque remords de la part de l'autorité qui avait provoqué cette fin ? Toujours est-il que, la même année, en vertu d'un décret impérial du 26 septembre, le préfet autorisait « définitivement » l'imprimeur Latour, encore à publier, par une faveur spéciale réservée à notre ville, une espèce de revue journalière, intitulée *Feuille d'affiches, annonces et avis divers de la ville de Liège*, qui paraissait aussi tous les jours, sauf les dimanches et fêtes. Pour se conformer à l'arrêté du préfet rendu en exécution d'un décret impérial du 26 sept. 1811, Latour dut adopter, cette fois, le format in-8°, de huit pages. Le prix de l'abonnement était fixé à cinq francs par trimestre. Latour imprima le premier numéro au premier décembre 1811. Non seulement, il lui avait été enjoint de ne plus publier de nouvelles quelconques, mais il dut modifier le titre du journal à partir du 1^{er} janvier 1812. Le mot *feuille* en disparut et le journal s'appela « *Affiches, annonces et avis divers...* ». Il put traverser sans autre accroc la dernière période du régime napoléonien.

C'est le secrétaire-général de la préfecture, Caselli, qui était chargé, en 1811, de l'examen des épreuves de la presse. Le 9 juillet, Desoer, propriétaire du seul vrai journal subsistant, demanda au préfet s'il devait continuer de soumettre les épreuves à la censure. De sa propre main, le préfet répondit : « M. Desoer m'enverra ses minutes ».

(1) Préfecture, liasse 47/1.

Au surplus, l'importante question de la publication du « journal politique du département et d'une *feuille d'annonces* » a fait encore l'objet d'un arrêté préfectoral en date du 21 novembre 1811, pris en vertu de décrets impériaux. C'est un véritable modèle de minuties et de banalités, qui mérite d'être mis au jour :

« Le Préfet. etc.

» Vu les décrets impériaux en date des 3 août et 14 décembre 1810,

» Celui du 26 septembre dernier qui autorise définitivement la publication d'une feuille périodique d'affiches, annonces et avis divers, dans plusieurs villes de l'Empire, au nombre desquelles celle de Liège est comprise ;

.

» ARRÊTE ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Journal politique du département.*

» Art. 1^{er}. — L'autorisation de rédiger, imprimer et publier sous notre surveillance, le journal du département accordée à M. Desoer ci-devant propriétaire de l'une des gazettes de Liège, par notre arrêté du 11 décembre 1810, est maintenue.

» 2. — En conséquence, ce journal continuera à paraître tous les jours, les dimanches et fêtes légalement institués exceptés, sous la dénomination de *Journal politique du département de l'Ourte*.

» 3. — Ce journal se composera de nouvelles politiques, d'articles sur la littérature, les sciences et les arts, des actes administratifs et des relations d'événements particuliers que nous aurons jugé convenables d'y laisser insérer.

» 4. — A compter du 1^{er} décembre prochain, il est interdit à l'éditeur, imprimeur du journal politique d'y insérer des avis et annonces de tous genres, même celles judiciaires, lesquels sont exclusivement du domaine de la *Feuille d'annonces* dont il sera parlé au titre II du présent, sauf les exceptions établies ci-après.

» 5. — La longueur des lignes et des pages de ce journal est, ainsi que les caractères, laissée à l'option de l'éditeur-imprimeur.

TITRE II. — *Feuille d'annonces.*

» 6. — L'impression d'une feuille d'annonces, dont la publication a été autorisée à Liège, par le décret du 26 septembre dernier, est concédée à M. Latour, ci-devant propriétaire de l'une des deux

gazettes de Liège, qui la publiait précédemment en vertu de notre arrêté du 11 décembre 1810, contenant autorisation provisoire en exécution du décret du 3 août précédent.

» Cette concession lui est faite sans préjudice des droits que pourraient avoir des co-intéressés.

» 7. — Cette feuille paraîtra tous les jours à l'exception des dimanches et fêtes conservés, à compter du 1^{er} décembre prochain, sous le titre de *Feuilles d'Affiches, Annonces et Avis divers de la ville de Liège*.

» 8. — Le format de cette feuille sera in-8^o sur papier dit *Carré d'impression*.

» La longueur de la ligne ou justification sera d'un décimètre, la hauteur de la page, de cinquante lignes, sur le corps du caractère dit *petit romain* ou *petit texte*, à la convenance de l'imprimeur.

» 9. — Le prix de l'insertion ne pourra excéder 25 centimes par ligne, sous peine de concussion.

» 10. — L'imprimeur de cette feuille, la seule autorisée, aura la faculté exclusive d'y insérer, pour tout le département, les annonces et actes judiciaires, dont la publication est prescrite par les articles 683, 962 et 964 du Code de procédure civile.

» Une note des principaux articles, dont l'insertion appartient à la dite feuille, sera annexée au présent.

Dispositions générales.

» 11. — Les éditeurs et imprimeurs du *Journal politique du département* et de la *Feuille d'Annonces*, exécuteront ponctuellement les dispositions des décrets des 3 août, 14 déc. 1810 et 26 sept. dernier, chacun en ce qui le concerne. Ils se conformeront également aux lois, règlements et instructions qui leur ont été transmis, tant sur l'imprimerie et la librairie, que sur la police des journaux et feuilles périodiques, et continueront de soumettre au préfet les épreuves de leurs feuilles, ainsi qu'il est prescrit par notre arrêté du 18 mars 1809.

» 12. — Il leur est fait défense de prendre d'autre titre que ceux qui leur sont respectivement donnés par les art. 2 et 7 du présent.

» 13. — Ils pourront publier concurremment les annonces des spectacles, de naissances et décès, et des annonces de livres, gravures et musiques, lorsque ces dernières annonces auront préalablement été faites dans le *Journal général de la librairie*, conformément au décret impérial du 14 octobre dernier, et sous les peines y portées, en cas de contravention.

» 14. — Les obligations et les droits respectifs des dits éditeurs et imprimeurs étant fixés par les art. 3, 10 et 13 ci-dessus, il est défendu de faire, dans le *Journal politique*, aucune des insertions exclusivement réservées à la *Feuille d'Annonces* et *vice-versa*.

» 15. — MM. Desoer et Latour sont tenus d'adresser régulièrement par la poste et sous bandes, 1^o un exemplaire de chaque numéro de leur feuille, à LL. EExe. le grand juge, ministre de la justice, les ministres de l'intérieur et de la police générale, et le ministre secrétaire d'Etat ; 2^o deux exemplaires à M. le conseiller d'Etat, directeur général de l'imprimerie et de la librairie.

» Ils en adresseront, en outre, un exemplaire au préfet, et un autre à l'inspecteur de l'imprimerie et de la librairie à Liège.

» 16. — Un exemplaire du *Journal politique du département* sera aussi envoyé de la manière prescrite par l'art. précédent à S. Exe. le ministre des relations extérieures.

» 17. — Expédition du présent et de la note mentionnée à l'art. 10 sera transmise à MM. Desoer et Latour, pour qu'ils aient à s'y conformer en ce qui leur est personnel.

» Il en sera adressé une expédition au ministre de la police générale, et à M. le conseiller d'Etat, directeur général de l'imprimerie et de la librairie.

» 18. — Le présent sera inséré au *Journal du département* et au *Mémorial administratif*.

» Fait à l'hôtel de la Préfecture le 21 novembre 1811.

» Baron de MICOUD:

» Le secrétaire général LIÉGEARD. »

XI.

Publications diverses.

L'attention des administrateurs napoléoniens se fixait sur toutes les publications et se portait sur leurs moindres détails. Qu'on lise plutôt cette missive adressée le 20 novembre 1806 à l'imprimeur Desoer, éditeur de l'*Almanach du Département de l'Ourthe*, par Micoud d'Umons, préfet du département :

« J'ai remarqué, Monsieur, que l'Almanach que vous imprimez annuellement, n'offre pas le même degré d'intérêt que celui qui se débite dans les départements voisins, parce que les pièces que vous y insérez, n'y sont point classées méthodiquement et que la table des matières elle-même n'est point rédigée dans l'ordre alphabétique ou chronologique convenable.

» D'un autre côté, les heures du lever et du coucher du soleil, de la terre, etc., y sont indiquées comme si Liège était dans la position de Paris. La connaissance des temps que publie chaque année le bureau des longitudes à Paris, peut vous mettre à même de déter-

miner facilement les heures du lever et du coucher des astres pour Liège. Sachant surtout que cette ville est située au cinquantième degré 39 minutes 22 secondes de latitude septentrionale, et au troisième degré 11 minutes 27 secondes de longitude orientale, à compter de l'Observatoire impérial de Paris ; en sorte qu'il est midi à Liège *douze minutes quarante-six secondes* plutôt qu'à Paris. Cela suffit pour vous convaincre que les heures du lever et du coucher du soleil ne sont pas les mêmes pour ces deux endroits.

Un almanach est destiné à toutes les classes de citoyens ; c'est en quelque sorte le seul livre dont le cultivateur, le journalier, enfin l'habitant des campagnes, fassent chaque année l'acquisition. Il est donc intéressant que chaque année vous y réunissiez, dans un ordre méthodique, l'organisation des administrations civiles, judiciaires et militaires, les principaux actes émanés de ces autorités dans le courant de l'année écoulée ; les faits dignes de remarque pour le département ; les découvertes utiles, etc., en un mot, tout ce qui peut intéresser les habitants de l'Ourte particulièrement. Les annuaires des départements du Bas-Rhin, du Nord, de Loir et Cher, enfin l'almanach de Gotha, peuvent servir de modèles pour la rédaction de celui de l'Ourte.

» Maestricht étant à peu près sur la même latitude que Liège, vous pourriez, pour vous dispenser d'un léger calcul, y prendre les heures du lever et du coucher du soleil, qui y sont exactement déterminées.

» Si vous avez besoin de quelques renseignements qui seraient à ma disposition, je vous les ferais délivrer, afin que votre almanach de 1807 offre pour le moins le même intérêt que ceux des départements de Sambre et Meuse et de la Meuse inférieure et ne soit plus insignifiant et inutile.

» Je vous salue affectueusement,

» MICOUÏ D'UMONS. »

Aucun imprimeur, au reste, n'aurait osé donner le jour à un almanach si modeste soit-il qu'avec l'autorisation de l'autorité supérieure. Le 15 juin 1812, une circulaire du directeur général de l'imprimerie rappelait encore au préfet que « les almanachs, annuaires ou autres ouvrages de ce genre ne sont pas de nature à être imprimés sans l'approbation de la direction ». Celle du préfet ne suffisait pas.

Cette autorisation était reconnue indispensable même lorsqu'il ne s'agissait que de remplacer quelques feuilles isolées d'un ouvrage classique connu de tous. Tel fut le cas pour les *Nouvelles*

Lettres familières et autres missives, dites de *Dehos*. L'imprimeur, Simon Dauvrain, voulait en novembre 1810, réimprimer textuellement sept feuilles de l'édition de 1792, au nombre d'un millier d'exemplaires, format petit in-8°, en vue de compléter un pareil nombre d'exemplaires du dit manuel dont les autres feuilles avaient été tirées antérieurement. L'éditeur de cet inoffensif et instructif livre dut solliciter, dans toutes les règles, l'approbation de l'autorité compétente, quoiqu'il l'eût déjà obtenue du prince liégeois, le 17 mars 1788 et le 25 octobre 1792.

A son tour, le digne M. Rouveroy, adjoint au maire de Liège et honnête fabuliste, en vue de répandre la science de l'agriculture, avait composé en 1813, un traité sous le titre *Abrégé des principes de la plantation des arbres fruitiers, champêtres et d'alignement*, avec l'espoir de le faire imprimer. La demande traîna pendant des mois avant qu'il y ait été donné suite. L'imprimatur fut accordé alors que le moment opportun pour la plantation des arbres était passé.

Detrooz, qui venait de faire, en 1812, une *Dissertation touchant l'antiquité de Spa et de ses fontaines*, que Bassompierre devait éditer à 400 exemplaires in-8°, eut également assez de peines à obtenir les autorisations nécessaires.

Un double motif incitait l'Administration à se montrer sévère. D'un côté, elle tenait, de par la nature de son régime, à restreindre dans une large mesure, la liberté de la presse ; de l'autre, elle tendait à tirer le plus de profit possible du service des impressions. Ne fallut-il pas faire des démarches près de l'autorité centrale à Paris, pour soustraire à la taxe prélevée sur tout ouvrage imprimé, le modeste livre intitulé *Etrennes pieuses*, que la Compagnie de charité de Liège était dans l'usage de distribuer gratuitement aux bienfaiteurs des pauvres prisonniers ?

L'administration ne s'appliquait pas seulement à ces bagatelles de la porte. Elle étendait aussi sa surveillance au domaine religieux. Le 19 thermidor an IX (7 août 1801), le ministre de la police générale recommandait à ses agents de ne plus tolérer que, dans les gazettes, il fut inséré des notes attaquant « la

religion, les ministres et les cultes divers ». Sur ce chapitre, le chef civil du département avait ordre de se montrer sévère et, en cas d'infraction, d'arrêter « la circulation, la vente et le débit » des journaux rebelles.

L'observation en a été faite. De semblables instructions doivent étonner quand on considère qu'elles émanaient des successeurs immédiats de ceux qui, peu auparavant, attaquaient la religion avec la dernière violence et persécutaient sans merci ses ministres. L'explication en est qu'alors le premier Consul avait entamé des négociations avec le Saint-Siège et que, désireux d'établir l'empire qu'il rêvait sur des bases solides, il entrevoyait la paix religieuse devant sortir du prochain concordat ⁽¹⁾ comme un des meilleurs fondements de cet empire.

On verra plus tard les fonctionnaires politiques impériaux poursuivre les auteurs, imprimeurs et distributeurs de publications émancipées du prêtre Stevens ou d'autres auteurs ecclésiastiques, relatives au serment et à diverses questions religieuses.

Bien plus, le 7 *germinal an XIII* (28 mars 1805), un décret impérial astreignit les imprimeurs et les libraires à obtenir la permission des évêques diocésains pour la publication des livres d'églises, d'heures ou simplement de prières, sous peine d'être poursuivis. L'obligation s'étendait même aux livres où prières qui auraient été imprimés avec l'approbation des prédécesseurs de l'évêque diocésain. Le préfet lança à cette occasion aux sous-préfets et aux maires une circulaire explicative avec ordre de dresser procès-verbaux des contraventions.

Le ministre de la police n'exigeait pas moins, en 1810 encore, « que tous les ouvrages qui renferment des maximes contraires à la déclaration du clergé de France en 1682 » fussent « saisis », et il chargeait le préfet d'exécuter la mesure. « Le secret et la prudence doivent diriger les moyens que vous emploierez », lui écrivait-il ; « ils peuvent seuls en faire recueillir les fruits » ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Du 15 Juillet 1820.

⁽²⁾ Circulaire du 17 avril 1810.

XI.

Réglementation générale de l'imprimerie

La réglementation ne cessa de se faire de plus en plus stricte et vexatoire. Ainsi, en conformité du décret impérial du 5 février 1810, le préfet eut à prendre un arrêté ordonnant à chaque imprimeur fixé dans le département d'avoir un livre sur papier timbré, coté et paraphé par le préfet où serait inscrit, par ordre de date, le titre de chaque ouvrage qu'il voudrait imprimer et le nom de l'auteur.

Au secrétariat de la préfecture, l'on tenait un état des imprimeurs qui se conformaient aux dispositions du décret précité, état qu'on clôturait le 15 avril. Tout imprimeur qui ne s'y serait pas fait inscrire n'aurait pu continuer d'exercer sa profession ⁽¹⁾.

Le décret même du 5 février 1810, offrait des dispositions autrement générales, dont les effets devaient accabler nombre d'artisans, et arrêter le progrès commercial de l'imprimerie elle-même. Ce décret prévoyait l'institution à Paris d'un directeur général chargé de tout ce qui est relatif à l'imprimerie et à la librairie. Il avait auprès de lui six auditeurs.

A dater du 1^{er} janvier 1811, le chiffre des imprimeurs allait être limité pour chaque département. Il fallait que ceux dont les ateliers seraient supprimés reçussent une indemnité de leurs confrères maintenus, lesquels étaient désormais brevetés et assermentés, et tenus d'avoir deux presses. Lorsque des places devenaient disponibles par décès ou autrement, les imprimeurs appelés à leur succéder n'étaient admis au serment qu'après avoir justifié « de leurs capacités, de leurs bonnes vie et mœurs et de leur attachement à la patrie et au souverain » ⁽²⁾.

Le brevet d'imprimeur se délivrait par l'intermédiaire du directeur général de l'imprimerie après avoir été soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur. L'impétrant prêtait

⁽¹⁾ *Mémorial administratif*, t. XVII, n° 524.

⁽²⁾ Lors des remplacements, en cas de décès, on devait avoir des égards particuliers pour les familles des imprimeurs décédés.

au tribunal civil serment de ne rien imprimer de contraire aux devoirs envers le souverain et à l'intérêt de l'Etat.

Le ministre de la police générale et les préfets faisaient surseoir à l'impression de tous ouvrages qui leur paraissaient en contravention avec la loi. Sur le rapport du censeur, le directeur général indiquait les changements ou suppressions jugés convenables. En cas de refus par l'auteur, l'ouvrage était défendu ; on rompait les formes et la saisie des feuilles ou exemplaires déjà imprimés s'ensuivait.

Tout auteur ou imprimeur, avant l'impression, pouvait soumettre à l'examen l'ouvrage de l'envoi duquel on lui délivrait récipissé à Paris, au secrétariat du directeur général ou au secrétariat de la préfecture. Lorsque le directeur général jugeait inutile l'examen du livre, il envoyait un récipissé de la feuille de transcription du registre de l'imprimeur. L'édition du travail devenait dès lors licite.

Il fallait aussi qu'à partir du 1^{er} janvier 1811, les libraires fussent brevetés et assermentés. Les brevets de libraires étaient également délivrés par le directeur général de l'imprimerie. La profession de libraire pouvait être exercée concurremment avec celle d'imprimeur.

Aucun livre en langue française ou latine, imprimé à l'étranger, n'était admis à pénétrer en France sans payer un droit d'entrée d'au moins 50 % de la valeur de l'ouvrage ⁽¹⁾.

Le droit de propriété était garanti à l'auteur et à la veuve pendant leur vie ; à leurs enfants pendant vingt ans. Il pouvait, bien entendu, être cédé à l'imprimeur ou au libraire.

Tout ouvrage édité en contravention avec le décret était confisqué par l'Etat. Pour ceux imprimés régulièrement, l'imprimeur avait à fournir à la préfecture, cinq exemplaires destinés un à la bibliothèque impériale, un au ministre de l'intérieur, un pour le Conseil d'Etat, un pour le directeur général de la librairie, etc.

Le décret prévoyait, en outre, des règlements particuliers

⁽¹⁾ Le décret impérial du 14 décembre 1810, a trait à la réglementation sur l'introduction des livres étrangers.

pour : 1^o les imprimeurs et libraires quant à leur réception et à leur police, 2^o les libraires étaleurs, 3^o les fondeurs de caractères 4^o les graveurs, 5^o les relieurs et ceux qui travaillent dans toutes les autres parties de l'art ou du commerce de l'imprimerie et de la librairie.

En vertu d'un autre décret impérial, pris le 18 novembre de la même année, le préfet de l'Ourthe, par arrêté du 10 décembre, obligea les artisans qui cesseraient d'exercer la profession d'imprimeur et ceux qui, quoique n'exerçant pas cette profession, seraient propriétaires de presses, fontes, caractères ou autres ustensiles d'imprimerie à en faire la déclaration pour le 1^{er} janvier 1811.

L'inspecteur de l'imprimerie et de la librairie pour les départements de l'Ourthe, de Sambre et Meuse, de la Meuse inférieure et de la Ruhr, avec résidence à Liège, fut nommé le 28 août 1810 par le ministre de l'intérieur. Il avait nom Antoine-Joseph Raup de Baptestein de Moulières (1).

Sa mission n'avait rien d'une pure formalité ou d'une sinécure. Il surveillait réellement sous sa propre responsabilité tous les travaux sérieux d'imprimerie. Un misérable catalogue de livres destinés à une vente publique ne pouvait être livré à l'impression avant qu'il ne l'ait compulsé très soigneusement, abstraction faite des formalités pour l'autorisation ordinaire. En mai 1813, les héritiers de feu M. de Barré comptaient mettre en vente publique la bibliothèque du défunt. Le catalogue manuscrit ayant été soumis à l'inspecteur de l'imprimerie à la résidence de Liège, celui-ci y découvrit une série d'ouvrages qu'il avait ordre de saisir partout où il les rencontrerait. Il provoqua, en conséquence, du préfet Micoud d'Umons, l'arrêté suivant :

« LE PRÉFET

» ORDONNE à M. Haleng, imprimeur libraire, à Liège, de remettre sur le champ à M. de Moulières, inspecteur de l'imprimerie et de la librairie, à la résidence de Liège, les ouvrages intitulés :

(1) *Préfecture*, liasse 318/1. Avis en fut donné au préfet le 2 novembre 1810. (*Id.*, 40/1).

» 1^o *Le Cimetière de la Magdelaine*, en 2 vol. ; 2^o *Irma*, en 4 vol. ; 3^o *La Police de Paris dévoilée*, en 2 v. ; 4^o *Mémoires pour l'hist. de la Révolution*, 2 v. ; 5^o *Hist. secrète de Vandernoot* ; 6^o *Mémoires historiques du règne de Louis XVI*, 6 v. ; 7^o *Biographie moderne*, 4 v. ; compris au catalogue sous les n^{os} 38, 65, 87, 112, 113, 261, et 272, et provenant de la succession vacante de feu M. Debarré, ainsi que ceux intitulés : *La Chronique scandaleuse pour 1801* ; *L'histoire de la conjuration de Philippe d'Orléans*, 3 v. ; *Louis XVI et ses vertus*, par Proyart, 4 v., indiqués sous les n^{os} 16, 104 et 105 du supplément provenant de la même succession.

» Défense lui est faite d'imprimer et de distribuer le dit catalogue avant la remise des ouvrages ci-dessus mentionnés et sans en avoir extrait l'annonce du catalogue sous peine d'être poursuivi selon la rigueur des lois relatives aux contraventions de cette nature.

» A Liège, le 1^{er} juin 1813.

» Baron MICOURD D'UMONS. »

XII.

Etat de l'imprimerie.

Tandis qu'avait été inaugurée cette ère nouvelle de réglementation de l'imprimerie plus restrictive que jamais de la liberté professionnelle, la préfecture de l'Ourthe ordonnait la confection d'un mémoire décrivant l'état de l'imprimerie dans le pays de Liège au moment où éclata la Révolution de 1789 et la condition en laquelle elle se trouvait en 1811. Ce document dont s'est servi Thomassin (1), avoue et fait ressortir par la seule éloquence des chiffres, combien cette industrie eut à souffrir des événements qui suivirent immédiatement la révolution française, et des lois prohibitives tant de la République que du Gouvernement napoléonien. Il a sa place toute indiquée ici, d'autant qu'il nous fait connaître les imprimeurs liégeois encore existants sous l'empire et fournit à leur sujet des renseignements circonstanciés des plus suggestifs. Voici le texte de ce mémoire :

(1) *Mémoire statistique*, p. 465.

Notice sur les imprimeries dans le département de l'Ourthe.

AVANT ET DEPUIS 1789

Avant 1789, on comptait 15 ateliers d'imprimeurs qui employaient environ cinquante presses, occupant cent ouvriers, non compris ceux de la case.

Les imprimeurs les plus marquants avant 1789 étaient ceux ci-après désignés, tous résidant à Liège, savoir (voir tableau ci-contre) :

Ils étaient, par conséquent, au nombre de dix, ayant 39 presses, dont 30 à 32 en activité, ce qui occupait 60 à 64 ouvriers non compris ceux de la case.

Les principaux ouvrages qu'on a imprimés avant 1789 sont :

Rousseau. Voltaire. Buffon. Raynal. Montesquieu, Florian, Delille, le *Grand Vocabulaire*, le *Dictionnaire Universel diplomatique*, le *Dictionnaire d'histoire naturelle*, une partie de l'*Encyclopédie*, par ordre de matières ; tous les bréviaires et livres d'églises, Palissat et beaucoup d'autres ouvrages que les presses alors existantes pouvaient fournir. Le débit se faisait avec la France, en Allemagne, en Hollande, en Suisse, en Espagne, en Angleterre, etc.

Depuis la Révolution, l'imprimerie a considérablement diminué à Liège. Celle de Plompteux, Tutot, Bassompierre, ont cessé. Les autres n'ont plus été occupées que pour les administrations et les tribunaux. L'on ne fait plus ce qu'on appelle les ouvrages de *labeur*.

Les privilèges dont jouissent les auteurs et libraires de Paris comme propriétaires des ouvrages qu'ils publient sont la cause principale de la ruine du commerce de Liège, qui, avant la réunion de la Belgique à la France, ne subsistait que par la contrefaçon des ouvrages qui paraissaient dans la capitale.

Des 44 presses qui existent aujourd'hui, suivant l'état des imprimeurs, il n'y en a guère que 10 ou 12 en activité et qui ne roulent encore que par intervalle. Plusieurs, ainsi qu'on le verra par l'état de situation ci-après, ne sont occupés que de l'impression des livres de prières, des avis, des catalogues et autres petits objets.

Il n'existait pas de réglemens ni de dispositions législatives sur la police de la librairie, ni de l'imprimerie. Il existait cependant, en 1788, un censeur auquel on devait soumettre les ouvrages avant l'impression. Ce censeur était nommé par le synode ; mais la surveillance qu'il exerçait n'était pas tellement sévère que tous les livres défendus dans ce pays, comme en France et ailleurs, ne s'y imprimassent réellement sous l'indication d'une autre ville, comme par exemple : Paris, Bruxelles, Louvain, etc. Ces impressions ont même été très importantes, ainsi qu'on peut le remarquer par l'énu-

Noms	Nombre de presses	Leurs travaux ordinaires
1. Planteux (*)	6 à 7	(*) C'est le premier qui a réimprimé en partie l'<i>Encyclopédie</i> par ordre de matières et plusieurs autres ouvrages. Ils s'occupaient tous de contrefaçons. <i>Les Bretones naïgannes de Liège</i> (Almanach). <i>Son Almanach de Mathieu Laubsberg.</i> Petits ouvrages, avis, cartes de visites, billets d'enterrement, etc.
2. Tutot (décédé)	13 dont	
	6 en activité	
3. Bassompierre, père décédé	3	
4. Bassompierre (Jean-François) fils, décédé.	6	
5. Desoer	3	
6. Lennarié et Boulbers	2	
7. Dessain père (décédé)	2	
8. Dessain fils	1	
9. Bourguignon	1	
10. Loxhay, ci-devant Leroux	1	

mération faite ci-dessus, des principaux ouvrages imprimés la plupart clandestinement, et sous le manteau.

On voit par les tableaux ci-joints qu'il existe dans le département 21 imprimeurs et que quinze d'entre eux font aussi la librairie, savoir :

17 à Liège, dont 3 seulement ne sont pas en même temps libraires; 2 à Verviers, dont 1 est libraire ;

1 à Eupen et 1 à Stembert : ni l'un, ni l'autre, n'est libraire.

Nombre égal : 21, dont 16 ont satisfait à l'art. 11 du décret impérial du 5^e février 1810, en faisant coter et parer leurs registres par le Préfet.

Ceux qui n'ont pas rempli cette formalité sont :

Les sieurs L'hoest, Thibaut, Demany, à Liège ; Birenbach, à Eupen ; et Depouille, à Stembert. Il sera fait mention d'eux ci-après dans l'article concernant le plan de réforme.

Le préfet qui a pris des renseignements exacts tant sur la position, les ressources, la réputation et les titres des imprimeurs actuels,

Ville de Liège, chef-lieu d'arrondissement et de département.

Noms et prénoms	Époque de l'établissement	Nombre de presses		Observations
		existantes	en activité	
1. Desoer (Jacques-François)	1748	5	2	Ils sont tous deux journalistes et imprimeurs de la préfecture et de diverses autorités. Ils peuvent imprimer toutes sortes d'ouvrages. Le premier exécuté avec plus d'exactitude et de soin. Il est beaucoup plus ancien. La conduite et la moralité de l'un et de l'autre sont sans reproche et leur crédit paraît assez bien établi.
2. Latour (Jacques-Albert)	1789	4	2	
3. Bassompierre, Petrone-Pasques, veuve de Jean-François, fils.	1760	4	1	Ci-devant imprimeurs du prince de Liège (1). Ils ont, ainsi que les deux premiers, des assortiments complets et jouissent également d'une bonne réputation.
4. Le Marié (François)	1792	2	1	

(1) Bassompierre, Charles-Aug., fut nommé imprimeur le 8 juillet 1812 en remplacement de sa mère.

que sur les besoins des autorités civiles, militaires et judiciaires, et du service public, présente le projet suivant.

Il propose : 1^o de conserver pour le service des administrations publiques et pour les ouvrages qui exigent et plus de connaissances et plus de soins, les personnes ci-après dénommées, qui sont considérées comme propriétaires des principaux établissements sous le double rapport de l'imprimerie et de la librairie.

Savoir :

2^o de maintenir également en exercice à Liège, mais seulement pour les impressions ordinaires et de peu d'importance, dont on donnerait la nomenclature, les personnes dont les noms suivent, chacune pour le genre qu'elle a particulièrement adopté :

Noms	Epoque de l'établissement	Nombre de presses		Observations
		existantes	en activité	
1. Bourguignon	1792	2	1	Il imprime des livres d'églises et est en outre propriétaire de l' <i>Illustration</i> connu sous le nom de <i>Mathieu Laensberg</i> .
2. Dessin	1776	2	1	Ci-devant propriétaire des <i>Elleures wigouanes</i> de Liège. Imprime des mémoires, des avis, etc. et le <i>Recueil des arrêts notables de la Cour d'appel</i> .
3. Dauvrain	1780	3	1	Imprime des mémoires, des catalogues, etc. Cy-devant il imprimait une gazette et dans les derniers temps, pour le prince de Liège.
4. Duvivier (*)	1802	2	1	Même genre. Il a sous presse un ouvrage de M. O. Leclercq, juge d'appel, sur le droit romain et français.
5. Haleng	1792	2	1	Il imprime des jugements et autres objets pour les tribunaux et les administrations.
6. Teichman (*)	1797	2	1	Même genre, même occupation.
7. De Bombers	1808	2	1	Il n'est établi que depuis 1808, mais c'est un ancien imprimeur de père en fils. N'imprime que des avis et des livres de prières.
8. Devillers	1790	2	1	Même genre. C'est un marchand de draps qui fait un grand commerce. Il est riche (1).

Nota. — Ces cinq dernières presses ne sont pas continuellement en activité.

(1) Il s'agit de Lambert Devillers qui était établi rue Féronstrée, 828. Il avait succédé à Plompteux, mais atteint de paralysie en 1812, il ne put guère continuer son commerce.

Arrondissement de Malmedy et de Huy.

Il n'existe pas d'imprimeurs dans l'arrondissement de Huy ⁽¹⁾.

Ceux de l'arrondissement de Malmedy ⁽²⁾ ne figurent que comme imprimant des avis, des billets d'enterrement, des têtes de lettres, etc. Ils n'entreprennent aucuns ouvrages importants. Aussi les autorités locales et les habitants de ces deux arrondissements sont dans l'habitude de faire imprimer à Liège les mémoires et tout ce dont ils ont besoin.

Il paraît néanmoins convenable de conserver un de ces quatre petits imprimeurs et celui qui mérite la préférence sous tous les rapports est la demoiselle Thérèse Oger, à Verviers, à moins que M. le Directeur général ne juge à propos de conserver également le sr Lambert-Jacques-Maximilien Loxhay, aussi domicilié à Verviers, qui s'occupe des mêmes objets et qui fait, en outre, la librairie, tandis que l'impression est l'unique ressource de la demoiselle Ogier ⁽³⁾.

Tous deux se sont conformés à l'art. 11 du décret précité et ils jouissent tous deux d'une bonne réputation.

En conservant les deux de Verviers, on pourrait leur faire une obligation d'accorder une indemnité, une fois payée, aux sieurs Birenbach d'Eupen et Depouille de Stembert. Le premier, qui n'a qu'une vieille presse et des caractères usés n'a jamais été patenté. Il est dans l'indigence. Le second n'a qu'une patente de cabaretier.

En adoptant le projet ci-dessus, l'affaire des indemnités qui présente tant de difficultés deviendrait facile à régler et devrait, à ce qu'il semble se borner à faire contribuer les imprimeurs conservés pour une somme à déterminer par le Gouvernement et qui serait distribuée, à titre d'indemnité, en un ou plusieurs paiement aux individus ci-après désignés sur lesquels tomberait la suppression, si toutefois, il y a lieu à les indemniser.

⁽¹⁾ Il y avait seulement à Huy, un ou deux revendeurs de livres classiques, de prières, d'almanachs, etc.

⁽²⁾ Lemaire J.-Fr., libraire à Malmedy demanda en 1811 à pouvoir établir une imprimerie en cette ville (*Préfecture*, liasse 49/1).

⁽³⁾ Dans une lettre envoyée de Verviers au Préfet en 1813, il est noté qu'un nommé Dejoye, y avait exercé le commerce de libraire seul, pendant 70 à 80 ans. Il fut remplacé par P.-C. Croisier et ensuite par A. Renard, son gendre.

Savoir :

Communes	Noms	Observations
	Veuve Loxhay (1)...	Ils ne sont patentés comme imprimeurs que depuis la publication du décret. N'impriment que des avis, etc., et tiennent la librairie dite <i>bouquins</i> .
	Léonard	
LIÈGE	Lhoest, avoué	Il n'imprime que pour son usage et pour son compte.
	{ Thibaud	Ne font rien que des avis. Le dernier imprimait autrefois l' <i>Almanach ecclésiastique</i> du pays de Liège.
	{ Demany	
EUPEN ...	Birenbach	
STEMBERT	Depouille (2).....	Ils n'impriment que des avis.

Ces cinq derniers ne se sont pas conformés à l'art. 11 du décret, ainsi qu'on l'a fait remarquer ci-dessus (3).

Observations particulières aux libraires. — La presque totalité des imprimeurs étant en même temps libraires, les observations qui précèdent leur sont applicables et dispensent le préfet d'entrer dans de plus grands détails à leur égard. Il ajoutera seulement qu'en général leur commerce se fait avec l'intérieur de la France, que, selon toute apparence aucun d'eux ne tire des ouvrages de l'étranger et qu'ils font aussi peu d'affaires à l'extérieur surtout dans le moment actuel.

Fait à Liège, le 28 septembre 1810.

Le Préfet,
MICOUR D'UMONS.

Ajoutons la liste des déclarations d'imprimeurs, faites en janvier 1811.

- 1^o M. d'Ache, Pierre-Jos., célibataire, de Voroux-Goreux ;
- 2^o Demany, Lambert-Joseph, quartier du Sud, n^o 611, à Liège ;

(1) La veuve Loxhay avait deux enfants : Laurent-Jos. et Martin.

(2) Léonard Depouille voulut s'établir à Limbourg au début de l'an 1813, mais on fit des difficultés à son établissement. (*Préfecture*, liasse 318/1).

(3) Cinq places d'imprimeurs furent déclarées transmissibles à Liège, par un arrêté du ministre en 1812. (*Préfecture*, liasse 60/1).

- 3^o Lemaire, François, Liège ;
- 4^o Veuve Mouillet, Jean-Fr., rue Vinave d'Ile, Liège ;
- 5^o Rouveroy, Frédéric, de Liège, adjoint au maire ;
- 6^o Lhoest, avoué, rue Sur-Meuse, Liège ;
- 7^o et 8^o Veuve Bassompierre de Liège, et P. Rosa, rue Entre-deux-Ponts, 568 ;
- 9^o Epouse I.-L. Smets, née Bodart, rue de la Madeleine, 101, Liège ;
- 10^o Léonard Depouille, de Stembert ;
- 11^o Jean-Fr. Birnbach, à Eupen ;
- 12^o Thérèse Oger, à Verviers (1) ;
- 13^o Lambert-Jacq.-Max. Loxhay, à Verviers (2).

Un arrêté du ministre de l'intérieur, du 9 juillet 1811, supprima les imprimeries de :

Liège : Demany, Lamb.-Jos., rue Vinave-d'Ile (3) ; Lhoest, Guillaume-Jos., avocat, rue Sur-Meuse ; Thibaud, François, rue du Pont.

Eupen : Birnbach, Franç.-Jos.

Stembert : Depouille, Léonard (4).

XIII.

A la chute de Napoléon.

Pendant la première période qui suivit la déchéance de Napoléon I^{er}, le système de coërcition de l'imprimerie comme la censure même, ne se relâchèrent nullement, nonobstant les espérances qu'on avait fondées sur ce changement constitutionnel. Déjà lorsque en février 1814, la Commission centrale du Gouvernement pour le département de l'Ourthe prit un arrêté qui autorisait J.-A. Latour à imprimer et distribuer le « journal

(1) Marie-Jos. Leroux, veuve de Jean-Jos. Oger, impr. à Verviers et ses filles, ont cédé et transporté le 10 mai 1810, à Marie-Thérèse Oger l'imprimerie et tout ce qui en dépend. L'imprimerie Oger avait débuté en 1788 à Verviers.

(2) Il y avait d'autres imprimeurs ; outre ceux déjà cités, nommément, Denis-Jos. Léonard, établit l'an 1809, qui démissionna le 8 décembre 1811, domicilié rue du Pont-d'Isle, n^o 34 ; Mad^e B. de Frischling (Théod. Teischmann son fils), à Liège.

(3) Il eut pour fils Jérôme-Joseph, aussi imprimeur

(4) Les scellés ont été apposés en décembre 1811 sur ces imprimeries.

La presse de Lhoest était dans une maison du Pont-Saint-Nicolas. Les caractères ont été vendus à Bourguignon.

politique » intitulé *Gazette de Liège*, cet arrêté dut recevoir l'approbation du Gouverneur des pays occupés par les armées impériales réunies. Cette approbation fut donnée le 5 mars 1814.

A peine installé à Aix-la-Chapelle, le gouverneur général du Gouvernement du Bas-Rhin, le prince de Sack, lança le 8 avril 1814, ces instructions impératives aux Administrations de notre département :

« Invitation de prendre les mesures nécessaires pour assurer au département une bonne police, surveiller les gazettes et les imprimeurs.

» Envoyer au gouverneur général les écrits et les journaux qui s'impriment dans le département.

» Vous aurez entr'autres à prendre partout les dispositions nécessaires pour l'administration de la police et à placer sous votre surveillance particulière, les gazettes et tous les écrits publics. Vous veillerez, de plus, à ce que les écrits publics et les gazettes qui paraissent dans votre département me soient transmis chaque fois par le premier courrier. »

C'est, en conséquence de cet ordre que fut lancée le 15 avril, par le chef du département de l'Ourthe, la lettre suivante aux imprimeurs Latour et Desoer, éditeurs tous deux de la *Gazette de Liège* :

« Je vous ai fait connaître, Monsieur, l'ordre positif de S. E. M. le Gouverneur général du Gouvernement du Bas-Rhin qui vous prescrit de lui adresser chaque jour avec la plus grande exactitude par la poste un exemplaire de chaque numéro de votre journal.

» L'intention de S. Exc. est que je vous renouvelle cette disposition : je vous invite à vous y conformer régulièrement.

» Je vous prévien en même temps que votre feuille étant placée sous ma surveillance spéciale, il est indispensable pour que les vues de S. Exc. soient également remplies, que vous me soumettiez aussi chaque jour l'épreuve de votre feuille à l'heure qui sera déterminée. Je vous laisse le choix de cette heure et vous invite à m'en donner tout de suite connaissance. »

Cette lettre indique suffisamment la condition de la presse lorsque Liège, détaché de la France par les alliés, allait être réuni à la Hollande par le traité de Paris du 30 mai 1814 (1).

(1) Notons que le 24 mars 1815, à son retour de l'Île d'Elbe, Napoléon, voulant s'attirer les bonnes grâces du peuple français, supprima la censure.

La liberté n'avait nullement triomphé, loin de là. Des jours mauvais devaient encore se lever avant l'émancipation générale sous ce rapport. Le soleil de la liberté ne se répandit pleinement sur notre pays qu'avec l'inauguration de notre indépendance nationale en 1830.

Théod. GOBERT.

APPENDICES

I.

Noms des personnes qui ont des presses à imprimer — 1808.

- THIBAUT, François, rue du Pont, n° 882. Quartier du Nord.
PASQUES, Veuve Bassompierre, Hélène-Pétronille, rue Neuvice, n° 958 ; Nord.
BOURGUIGNON, Christiane, rue Féronstrée, n° 163 ; Nord.
HALENG, Albert, Derrière-le-Palais, n° 400 ; Nord.
DEBOUBERS, Denis, rue du Pont, n° 921 ; Nord.
DUVIVIER, Louis-Pierrè-Ernest, Vinâve-d'Isle, n° 603 ; Sud.
LATOUR, Jacques-Albert, Pont-d'Isle, n° 850 ; Sud.
TEICHMANN, Théodore, Derrière-Saint-Paul, n° 521 ; Sud.
DEMANY, Lambert, Vinâve-d'Isle, n° 611 ; Sud.
BERNIMOULIN, Nicolas, place aux Chevaux, n° 790 ; Sud. N'exerçant pas.
DESOER, Jacques-François, place Verte, n° 774 ; Sud.
DAUVRAIN, Simon, Sur-Meuse, n° 360 ; Sud.
NOSSENT, Jean-Baptiste, rue du Mouton-Blanc, n° 637 ; Sud, n'exerçant pas.
HENKART, Veuve Mouillet, Vinâve-d'Isle, n° 599 ; Sud. idem.
DESSAIN, Jean-Hubert-Joseph, Vieux-Marché, n° 1^{er} ; Ouest.
LEMARIÉ, Françoise, Sous-la-Tour, n° 81 ; Idem.

Certifié véritable par le soussigné, adjoint au maire, chargé de la police de la ville de Liège.

A Liège, le 10 septembre 1808.

F.-J. DEWANDRE.

Nota. — Le *Troubadour* fait usage des presses du s^r Dauvrain.

(*Préfecture*, liasse 571/1).

II.

Etat général

des imprimeurs en taille douce, marchands d'estampes, colporteurs de livres, relieurs, bouquinistes, et des personnes tenant cabinet de lecture, existant dans le département de l'Ourte.

Du 12 Juin 1812

1. — Arrondissement de Liège.

Commune de Liège :

LEROUX, Marie-Joséphine, veuve de Martin Gilles Loxhay, bouquiniste.
FOHALLÉ, Jean-Jacques, imprimeur en taille douce.
DEMAN, Servais, relieur.
HAYEN, Alexandre, relieur.
DUVIVIER, Pierre, bouquiniste.
LHOEST, Guillaume, bouquiniste.
GUILLAUME, Hubert, relieur.
ETIENNE, François, Gaspar, relieur.
LÉONARD, Joseph, relieur.
UMÉ, Dieudonné, relieur.
ETIENNE, Joseph, relieur.
COUSIN, Barthélemy, relieur.
L'HOEST, Simon, imprimeur en taille douce.
DUGARIN, François, bouquiniste et marchand d'estampes.
BASTIN, Marie-Catherine, veuve Terry, marchande d'estampes.
THIBAUT, François, bouquiniste.
CHARLIER, Joseph, bouquiniste.

Commune de Herve :

DELTRAPPE, Jeanne. Il ne tient que quelques livres scholastiques et de prières.

2. — Arrondissement de Huy.

Commune de Huy :

DUMONT, Joseph, relieur.
ARNOLD, les enfants, bouquinistes.
GODIN, Léonard, bouquiniste.
LANDENNE, Joseph, bouquiniste.

Les objets insignifiants qu'ils tiennent sont de peu de valeur ; la plupart, livres de prières.

3. — *Arrondissement de Malmedy.*

Commune de Verviers :

CROISIER, Charles. bouquiniste.

LOXHAY, Lambert, bouquiniste.

BETAR, Jacques, relieur.

Commune de Spa :

DAME, Gilles, veuve de Quirin Badon ; tient cabinet de lecture.

Fait à Liège, le douze juin mil-huit cent douze.

Le Préfet, chevalier de la Légion d'honneur,

Baron DE MICOURD.

III.

Etat des libraires existant dans le département de l'Ourte.

Arrondissement de Huy.

Il n'existe point de librairie dans cet arrondissement suivant la déclaration du sous-Préfet en date du 14 avril 1810.

Arrondissement de Liège.

BASSOMPIERRE, veuve, Liège. Depuis 1760. Par succession de son mari. Libraire. Librairie française. Vend des ouvrages de littérature française. Patente de bouquiniste. A déclaré qu'elle allait cesser son commerce.

BASSOMPIERRE, en Neuvice (veuve de Jean-François). Depuis 1760. Par succession de son mari. Imprime pour son compte et fait des échanges. Librairie française. Ne tire rien de l'étranger. Patente de libraire depuis l'an 5 et d'imprimeur en 1810.

BOURGUIGNON, Christian. Depuis 1792. Par succession du père. Imprime des livres de prières. *L'Almanach de Laensberg*. Il ne débite que des bréviaires. Patente d'imprimeur depuis 1810 et de libraire depuis l'an V.

COLLARDIN, Pierre-Jean. Depuis 1804, en ouvrant un magasin. Simplement libraire. Librairie ancienne et moderne et les nouveautés. Ne tire rien de l'étranger, donne à la lecture. Patenté comme libraire depuis son établissement.

DAUVRAIN, Simon. Depuis 1780. Par acquisition ; il est aussi imprimeur, vend des livres classiques en usage sous l'ancien gouvernement. Patenté comme imprimeur depuis 1810. Il était imprimeur du prince de Liège.

- DEBOUBERS, François. Depuis 1808, par succession de son père. Imprime des livres de prières. Patenté comme imprimeur depuis son établissement.
- DEMASEAUX, Gilbert. Depuis 1764, en ouvrant un magasin, seulement libraire. Librairie ancienne et moderne et les nouveautés. Donne des livres en lecture. Patenté comme librairie depuis l'an V.
- DESOER, Jacques-François. Depuis 1752, successeur de son père. Il est aussi imprimeur et fabrique pour son compte. Librairie ancienne et moderne et se chargeant des commissions. La librairie en général surtout la française. Il ne prête point de livres. Patenté comme imprimeur depuis l'établissement du droit.
- DESSAIN, Jean-Hubert-Jos. Depuis 1776, par succession du père, imprime aussi pour son compte. Ouvrages classiques. Ne tire rien de l'étranger. Patenté comme libraire depuis l'an V et comme imprimeur en 1810.
- DEVILLERS, Lambert. Depuis 1790, par acquisition. Imprime aussi pour son compte des livres d'Eglise, ne vend que des livres d'Eglise, ne tire rien de l'étranger. Patenté comme marchand de draps depuis l'an V, le droit étant plus élevé.
- DUVIVIER, Louis-Pierre-Ernest. Depuis 1802. Par succession. Imprimeur d'ouvrages particuliers et libraire. Ancienne librairie et littérature française. Ne tire rien de l'étranger. Patenté comme imprimeur en 1810.
- DUVIVIER, Pierre. Depuis 1796, par acquisition. Libraire seulement, ancienne et moderne, résultat des ventes publiques.
- LATOUR, Jacques-Albert. Depuis 1775. Il a ouvert un magasin. En 1784. Il faisait imprimer pour son compte. Il est maintenant imprimeur depuis 1789 et en outre libraire. Librairie ancienne et moderne et se chargeant des commissions. Il ne tire rien de l'étranger. Son commerce est borné à la librairie française. Patenté comme imprimeur depuis l'an V.
- LEMARIÉ, Franç. Depuis 1772, il a ouvert un magasin. Imprime aussi pour son compte. Librairie ancienne et moderne ; ne tire rien de l'étranger. Patenté comme imprimeur depuis 1807.
- LÉONARD, Joseph. 1807. Par acquisition. Imprime aussi pour son compte. Librairie française. Ne tire rien de l'étranger ; ne vend que des livres français. Patenté comme imprimeur depuis 1810.
- LIOEST, Guillaume-Joseph. 1802, par acquisition. Imprime aussi pour son compte et pour son étude d'avoué. Librairie ancienne et moderne. Il ne tire rien de l'étranger et donne des livres à la lecture, ce qui est son objet principal. Patenté comme bouquiniste depuis 1802.
- LOXHAY (veuve). Depuis un siècle de père en fils. Par succession ; imprime aussi. Bouquiniste ; ne tire rien de l'étranger. Patentée comme imprimeur depuis 1810.

THIBAUD, François. Depuis 1796, par acquisition. Imprime aussi de petits ouvrages particuliers. Littérature française ; ne tire rien de l'étranger. Patenté comme bouquiniste depuis son établissement.

Arrondissement de Malmédy.

BECKERS, Gaspar, à Eupen ; depuis 22 ans environ, en ouvrant un magasin. Il est simplement libraire et s'occupe à relier des livres. Il ne vend que des livres de prières à l'usage des écoles secondaires et primaires. Il vend aussi des calendriers. Il ne prête pas des livres moyennant rétribution. Il est patenté comme débitant de papier et cy-devant comme relieur.

CROISIER, Pierre-Charles, à Verviers. En 1805, par l'héritage de son beau-père. Cette librairie existe depuis plus de 60 ans. Simplement libraire. Librairie ancienne et moderne, vend des nouveautés. Tous livres français imprimés en France, et autres en latin à l'usage des collèges. Patenté comme libraire depuis 1810 seulement.

LOXHAY, Lambert-Jacques-Maximilien, à Verviers. En 1805, par acquisition, libraire et imprimeur. Librairie ancienne et moderne, vend des nouveautés. Tous livres français imprimés en France. Patenté comme imprimeur depuis 1810 seulement.

Certifié véritable d'après les états particuliers transmis par les sous-Préfets et Maire.

Fait à Liège le 28 septembre mil-huit cent dix.

MICOURD.

IV.

Ourte.

Etat des imprimeurs

existant dans l'arrondissement de Malmédy.

BIRENBACH, François-Joseph. Eupen, depuis 1764, il a acheté à cette date, une vieille presse et des vieux caractères. Possède une presse ordinaire usée ainsi que les caractères. Il travaille seul et n'imprime que des têtes de lettres, des mortuaires, des lettres de voiture pour les fabricants et des avertissements pour quelques perecepteurs. Il n'est ni libraire, ni fondeur et n'exerce aucune autre branche du commerce de la librairie et de l'imprimerie. Il n'a jamais payé de patente, parce qu'il a peu d'ouvrage, pas même assez pour se sustenter. C'est un vieillard de 67 ans vivant avec sa femme du même âge des secours que leur donnent les gens aisés. Il ne paie aucune espèce de contribution attendu son extrême indigence.

DEPOUILLE, Léonard, Stembert. Depuis le 22 juillet 1802, par héritage de feu son père. Une presse très simple. Il n'imprime que des mortuaires et quelquefois des avertissements pour des percepteurs et des lettres de voiture, mais très rarement. Même observation que ci-dessus. Il n'a jamais payé patente comme imprimeur, mais bien comme cabaretier.

OGER, Thérèse, Verviers, en 1795 ; son père a commencé en 1788. Une presse. Impressions journalières, telles qu'avertissements, têtes de lettres, affiches, etc. Mêmes observations. Patenté d'imprimeur depuis l'an 1810.

LOXILAY, Lambert-Jacques-Maximilien, Verviers, en 1805. Par acquisition. Une presse. Même genre de travail que Thérèse Oger. Libraire.

Fait à l'hôtel de la sous-préfecture.

Malmedy, le 21 mai 1810.

PERIGNY.

V.

Liste des imprimeurs du département de l'Ourte
qui ont prêté, devant le Tribunal de première instance de l'arrondissement où ils sont établis, le serment prescrit.

Imprimeurs dont les places sont successibles :

- 1^o DESOER, Jacques-François, Liège, le 4 décembre 1811.
- 2^o LATOUR, Jacques-Albert, Liège, le 9 décembre 1811.
- 3^o BASSOMPIERRE, Charles-Auguste, Liège, le 9 décembre 1811.
- 4^o BOURGUIGNON, Christian, Liège, le 5 décembre 1811.
- 5^o HALENG, Albert, Liège, le 6 décembre 1811.

Imprimeurs tolérés :

- 1^o DESSAIN, Jean-Hubert-Joseph, Liège, le 7 décembre 1811.
- 2^o LEMARIÉ, François, Liège, le 6 décembre 1811.
- 3^o DAUVRAIN, Simon, Liège, le 7 décembre 1811.
- 4^o DUVIVIER, Louis-Pierre-Ernest, Liège, le 12 décembre 1811.
- 5^o DEBOUBERS, et sœurs, Jean-François, Liège, le 6 décembre 1811.
- 6^o LOXILAY, Martin, Liège, le 27 janvier 1812.
- 7^o TEICHMAN, Théodore, Liège. Absent, doit rentrer incessamment.
- 8^o DEVILLERS, Lambert, Liège. Malade.
- 9^o LÉONARD, Denis-Joseph, Liège. Démissionnaire par lettre du 8 décembre 1811.

- 10^o OGER, Thérèse (M^{lle}), Verviers. Par lettre du 11 août 1811, cette demoiselle qui est en possession de l'imprimerie depuis plusieurs années a demandé que le brevet délivré à sa mère, la veuve Oger, née Leroux, fût expédié à son nom. Ce brevet a été renvoyé à M. le Directeur général par lettre du Préfet du 11 décembre 1811.
- 11^o LOXHAY, Lambert-Joseph-Maximilien. Verviers. Le 7 janvier 1812.

A Liège, le vingt-quatre février mil-huit cent douze.

BARON DE MICOUD.

(Préfecture, liasse 318/1).

VI.

Etat nominatif des imprimeurs en taille douce, marchands d'estampes, colporteurs de livres, relieurs et bouquinistes, de la ville de Liège, dressée conformément à la lettre de M. le Préfet du 11 mars 1812.

Quartier du Sud :

Rue de la Magdelaine, n^o 103, LEROUX, Marie-Joséph, veuve de Martin-Gilles Loxhay, bouquiniste.

Rue des Tourneurs, n^o 232, FOHALLE, Jean-Jacques, imprimeur en taille douce.

Rue des Tourneurs, n^o 238, DEMANY, Servais, relieur.

Sur Meuse, n^o 347, HAYEN, Alexandre, relieur.

Sur Meuse, n^o 368, DUVIVIER, Pierre, bouquiniste.

Sur Meuse, n^o 384, LHOEST, Guillaume, bouquiniste.

Rue du Champion, n^o 455, GUILLAUME, Hubert, relieur.

Rue du Champion, n^o 458, ETIENNE, François-Gaspar, relieur.

Chaffour, n^o 493, LÉONARD, Joseph, relieur.

Chaffour, n^o 505, UMÉ, Dieudonné, relieur.

Pied-de-Bœuf, n^o 694, ETIENNE, Joseph, relieur.

Place Verte, n^o 774, DESOER, Jacques-François, libraire.

Lulay, n^o 101, COUSIN, Barthélemi, relieur.

Vinâve-d'Isle, n^o 603, DUVIVIER, Pierre-Louis, libraire.

Pont d'Isle, n^o 849, LATOUR, Jacques-Albert, libraire.

Quartier de l'Ouest :

Vieux Marché, n^o 1, DESSAIN, Jean-Hubert-Joseph, libraire.

Sous-la-Tour, n^o 81, LEMARIÉ, François, libraire.

Place Verte, n^o 787, COLLARDIN, Pierre-Jean, libraire.

Pierreuse, n^o 177, LHOEST, Simon, imprimeur en taille douce.

Derrière le Palais, n^o 430, DUGARIN, François, bouquiniste et marchand d'estampes.

Quartier du Nord :

Pierreuse, n^o 351, BASTIN, Marie-Catherine, veuve Terry, marchande d'estampes.

Rue de la Rose, n^o 475, CHARLES, Joseph-Servais, relieur.

Féronstrée, n^o 563, BOURGUIGNON, Christian, libraire.

Rue du Pont, n^o 882, THIBAULT, François, bouquiniste.

Rue du Pont, n^o 921, DEBOUBERS, Henriette, libraire.

Quartier de l'Est :

Chaussée des Prés, n^o 1402, CHARLIER, Joseph, bouquiniste. Il n'y a plus de cabinet de lecture.

A la mairie, le 23 mars 1812.

DE BAILLY.

(*Préfecture*, liasse 321/1).

LES BONNES VILLES DU COMTÉ DE LOOZ

L'ADOPTION DU DROIT LIÉGEOIS ET LEUR ORIGINE

Plusieurs localités de l'ancien comté de Looz avaient deux cours de justice différentes : l'une d'elles jugeait au droit de Liège et était compétente à l'intérieur des murs ou, pour plus de précision, au cœur de la commune ⁽¹⁾ ; l'autre appliquait le droit lossain et son ressort s'étendait à l'extérieur. De ce fait on les nomme ordinairement les cours de justice interne et de justice externe.

Ces localités étaient assez nombreuses. C'étaient : 1^o Brusthem, Colmont, Curange, Montenacken ; 2^o Bilsen, Hasselt, Looz, Maeseyck, Stockhem ; 3^o Beeringen, Brée, Herck-la-Ville (Wuestherck).

Dans les quatre premières communes, s'élevait un château-fort. Les cinq suivantes aussi possédaient anciennement une fortification ⁽²⁾ ; à Stockhem, elle fut conservée jusqu'aux temps modernes. Mais ces localités devinrent des bonnes villes et furent munies d'une enceinte et de fossés.

D'autre part, Beeringen, Brée et Herck-la-Ville étaient aussi des villes fortifiées à la fin du moyen-âge. Beeringen était une

(1) A Looz, p. ex., le ressort de la cour liégeoise s'étendait au-delà de l'enceinte urbaine.

(2) Les châtelains de Brusthem, de Colmont et de Montenacken nous sont connus par de nombreuses chartes du commencement du 13^e siècle. L'existence de forteresses dans les autres localités est tout aussi certaine. Cfr. pour Hasselt : Cart. de St-Lambert, I, p. 230 ; pour Stockhem : Wolters, Codex lossensis, p. 127 et Mantelius, Historia lossensis III, p. 161 ; pour Maeseyck : Ancien Pays de Looz, VI, 1902, p. 41 ; pour Bilsen : Chapeauville, I, Chronique de Gilles d'Orval, p. 120 ; et d'autres sources.

possession de l'abbaye de Corbie ⁽¹⁾, tandis que Brée dépendait de l'église de St-Barthélemy à Liège ⁽²⁾. Le comte de Looz était l'avoué de ces deux domaines, et il est invraisemblable que des donjons y aient jamais été érigés.

Nous ne savons si Herek-la-Ville était dotée d'un château-fort. Il n'en a été conservé aucune trace dans les rares documents qui nous sont restés. Gardons-nous toutefois d'accepter trop facilement une solution négative, car Herek était anciennement une localité importante. C'est là que le comte recevait en 1221 l'archevêque de Cologne et l'évêque de Liège ⁽³⁾ ; c'est dans son voisinage que fut organisé un grand tournoi en 1278 ⁽⁴⁾ ; c'est encore dans sa spacieuse *domus bladorum* que le roi Edouard d'Angleterre fut, en présence d'une assemblée illustre, nommé vicair de l'empire en 1318 ⁽⁵⁾. Rappelons-nous que nous n'avons souvenir de l'existence des châteaux de Bilsen et de Maeseyek que par des témoignages tardifs, que la *munition* de Hasselt ne nous est connue que par un seul document, dont la disparition aurait suffi pour en effacer tout vestige. Nous avons à déplorer la perte de nombreuses chartes pour la période ancienne de notre comté et rien ne prouve qu'il n'ait pas existé de forteresse à Herek, la tête-de-pont du comté contre le duché de Brabant ⁽⁶⁾.

Si donc nous exceptons Herek, pour laquelle nous n'avons pas de données certaines, nous pouvons dire que dans toutes les localités lossaines qui obtinrent le droit liégeois, il s'élevait un château-fort. Beeringen et Brée étaient des enclaves.

* * *

Nos devanciers ne se sont guère préoccupés d'éluider ce singulier usage de l'application de deux droits distincts dans une même localité.

(1) JOS. DARIS, Notices sur les églises du diocèse de Liège, III, 0. 24.

(2) DARIS, Notices, VI, pp. 195 et suiv.

(3) BORMANS, Notice des cartulaires de la collégiale de St-Denis à Liège, *Bull. de la Com. roy. d'Histoire*, 3^e sér., t. 14, 1872, p. 39.

(4) WILLEMS, Chronique en vers de Jean de Heelu (*Publ. de la Comm. roy. d'Histoire*, in-4^o), p. 49.

(5) BORMANS, St. Ly myreur des Histors, VI, p. 367. Nous possédons de multiples mentions de cette *domus bladorum*.

(6) Haelen était une localité brabançonne.

L. Crahay nous en rappelle la haute ancienneté ⁽¹⁾ ; A. Kempeners s'y arrête plus longuement ⁽²⁾ et de Corswarem lui trouve une solution inadmissible ⁽³⁾.

Nous retracerons en quelques lignes comment, à une époque où le régime domanial n'était pas encore périmé ou, plus exactement, à la période de la naissance des villes, le comte donna à ces quelques localités l'autorisation d'adopter le droit écrit de Liège.

La première charte d'affranchissement, qui nous est parvenue, fut donnée à la *villa* ⁽⁴⁾ de Colmont : les habitants obtenaient la même liberté que possédait la ville de Liège. A l'art. 4, il fut stipulé qu'aucune cour seabinale ne pouvait contredire (*tegenseggen*) les échevins de Colmont ; seuls les échevins de la Cité auraient titre à le faire ⁽⁵⁾. Par le mot *tegenseggen*, il faut entendre, croyons-nous : donner un record ou une rencharge, car les chartes de Beeringen et de Curange contiennent le terme *leeringen*, dont le sens est clair. D'autre part, le droit d'appel ne fut vraisemblablement introduit que par la Mutation de la Loi Nouvelle (art. 25 et 26) de 1386, c'est-à-dire après l'annexion du comté à la principauté ⁽⁶⁾.

La charte de Brusthem, de l'année 1175, renferme une concession analogue : *...loco et hominibus ville nostre de Brustemie... idem jus, eandem legem et eandem libertatem quam cives habent Leodienses... concessimus... Et si quid de jure Leodiensi in hac charta est pretermisum, quod postea possit adieciere, hoc benigne concedimus eis habere* ⁽⁷⁾.

Pour Hasselt, nous connaissons seulement la confirmation de la charte de liberté ; elle porte la date de 1232. Elle men-

⁽¹⁾ Coutumes de Looz, I, préface, pp. v-vi.

⁽²⁾ De Oude vrijheid Montenaeken. Leuven, 1861, pp. 44 et suiv.

⁽³⁾ Mémoire historique sur les anciennes limites et circonscriptions de la province de Limbourg. Bruxelles, 1857. Voir aux noms des localités précitées.

⁽⁴⁾ Le texte flamand que nous possédons de cette charte, porte le mot *dorpe*, ce qui est la traduction usitée de *villa* aux temps modernes.

⁽⁵⁾ Charte publiée par A. HANSAY, dans le *Bull. de la Soc. scientif. et littéraire du Limbourg*, t. XXXV, 1920, pp. 82-83 et 179.

⁽⁶⁾ RAIKEM, POLAIN, et BORMANS. Coutumes du pays de Liège, II, p. 58.

⁽⁷⁾ PIOT. Cart. de Saint-Trond, I, pp. 122-128.

tionne : *...ego Arnoldus, comes de Los, idem jus et eandem libertatem quod et quam habet civitas Leodiensis in omnibus et per omnia, tum de jure quam de consuetudine, ville mee Hasselt contuli perpetualliter optinenda* (1).

La même faveur échet à Bêringen en 1239 (2) à Curange en 1240 (3) à Stockheim en 1246 (4). Les échevins pouvaient réclamer des records ou des rencharges (*leeringen*) à Hasselt, et, en cas de besoin à Liège.

Pour Brée, Bilsen, Looz, Maseyck, Montenacken, et Herck-la-Ville, ces chartes d'affranchissement sont perdues. Il est toutefois certain que ces villes en ont eues. Le droit liégeois que le comte accordait en guise de charte de liberté, était partout en usage depuis une époque très reculée. Plus tard, cette concession n'aurait plus eu de raison d'être. A Peer et à Hamont, qui sont devenues des bonnes villes dans le courant du 15^e siècle, cette faveur n'a plus été accordée, sans doute parce qu'elle ne répondait plus à une nécessité, peut-être aussi en vertu de l'art. 9 de la Paix des Seize ou de Tongres de 1403 (5).

De cet exposé se dégage cette conclusion : toutes les localités, où le droit liégeois était en vigueur, ont été « affranchies » par les comtes de Looz.

* * *

Parce que le comte de Looz a permis à ses propres villes d'appliquer un droit emprunté à un état voisin, nous songeons inconsciemment à sa dépendance politique à l'égard de l'église de Liège. En d'autres mots, en raison de la vassalité du comte, le droit liégeois n'aurait pas été considéré au pays de Looz comme un droit étranger.

(1) BORMANS, St. Recueil des Ordonnances, I. — J. LYNA, De vrijheidsoorkonde van Hasselt, dans : Verzamelde Opstellen P. Daniels, Hasselt, 1923, p. 95. — Texte rectifié par M. YERNAUX.

(2) BORMANS, O. c., pp. 40-41. — DARIË, Notices, VI, p. 130.

(3) Ancien pays de Looz, III, pp. 28-29. — C. DE BORMANS, Les échevins de la souveraine justice de Liège, I, p. 35.

(4) CROONENBERGS, J. De Oude stad en vrijheid Stockheim. Mechelen a/M, 1896, p. 20.

(5) Coutumes de Liège, II, p. 95. L'évêque et la Cité s'entendent pour ne plus accorder abusivement les privilèges liégeois aux autres bonnes villes.

Ici, de nouveau, l'absence de documents nous oblige à trouver une solution approximative au problème de la date de l'inféodation du comté à l'évêché de Liège. Il est très admissible que notre prince reconnaissait déjà cette suzeraineté en 1170, lors de la concession de la charte de Colmont.

Lorsque, en 1206, il concluait une alliance avec le duc de Brabant en vue d'obtenir son appui dans la guerre de Hollande, il faisait une réserve au sujet de la fidélité qu'il devait au prince-évêque : *et ligius homo suus* (du duc) *erit contra omnes homines, excepto episcopo Leodyensi* (1). Le prince-évêque de son côté affirmait, en 1203, que le comte de Looz était déjà son vassal antérieurement à cette date : *...quia et nos cujus erat ipse* (le comte) *homo ligius* (2). En 1190, le comte Gérard apostrophait le duc par ces mots : *Domine dux, ego comitatum de Loz a domno episcopo Leodiensi teneo* (3).

D'autre part, la suzeraineté liégeoise ne peut remonter à l'année 1014, comme il a été judicieusement démontré par le chan. Daris (4). Le comté n'est pas encore mentionné dans la liste des possessions de l'église de Liège, contenue dans les chartes du pape et de l'empereur en 1155 (5).

D'après ces données, la date probable de l'inféodation du comté à l'église de Liège peut être fixée entre les années 1155 et 1170. Cette dépendance politique nous permet de comprendre pourquoi le comte autorisait ses bonnes villes à emprunter le droit urbain de la Cité mosane et à compléter leur charte au fur et à mesure que ce droit se développerait dans la métropole.

* * *

Mais il n'est pas à croire que ce lien de vassalité fût une raison suffisante pour engager le comte de Looz à prendre cette mesure.

(1) M. L. Ph. C. VANDEN BERGH, *Oorkondenboek van Holland en Zeeland*, Amsterdam, 1868, I, pp. 124, 127, 128.

(2) Cart. de St-Lambert, I, p. 30.

(3) *Chronique de Gislebert de Mons*. Ed. L. VANDERKINDERE, Bruxelles, 1904, p. 253.

(4) DARIS, Arnoul I, comte de Looz, dans *Bull. de la Soc. scient. et litt. du Limbourg*, IV, 1859, pp. 37-70.

(5) Cart. de St-Lambert, I, pp. 74 et 76.

L'autonomie grandissante de la ville de Liège n'était pas l'œuvre du prince-évêque ; il ne peut avoir invité son vassal à emprunter une constitution urbaine qu'il tolérât, mais qu'il ne favorisait pas.

Nous sommes donc amenés à envisager sous un autre aspect la question qui nous occupe.

N'oublions pas que le droit liégeois, à son origine, n'était pas un droit urbain. C'était un *jus fori*, un droit usité au marché pour les transactions commerciales, ou, comme il est souvent mentionné dans les textes d'autres pays, un *jus mercatorum*, un droit que les marchands avaient élaboré pour leurs propres besoins et que, profitant de circonstances favorables, ils ont pu développer et faire adopter par toute l'agglomération des habitants ⁽¹⁾.

À son début, cette loi n'a pas été influencée par des circonstances locales ; elle ne contenait que des dispositions d'une portée générale. Les stipulations nombreuses relatives aux dettes (que la charte de Brusthem, le texte le plus détaillé que nous en possédons, contient) prouvent que ses auteurs ont surtout eu en vue une réglementation du commerce et de l'industrie. De plus, elle n'était pas écrite et la comparaison des chartes de Colmont et de Brusthem, données à cinq années d'intervalle, nous permet de constater qu'elle était encore en pleine évolution. Elle pouvait aisément être adoptée par d'autres localités, sans que se posât le problème de l'adaptation à l'endroit.

Ce n'est d'ailleurs pas un fait isolé qu'un droit, créé à cette époque, fut emprunté par des localités environnantes. Il suffira de citer la loi de Beaumont ⁽²⁾ et la charte-loi de Prisches ⁽³⁾. En Allemagne, ce cas se présentait plus souvent.

Ce phénomène juridique n'offre rien de surprenant. L'ancien droit domanial, étant une continuation du droit franc, était avant tout une jurisprudence pénale. Il convenait sans doute

(1) LYNA, J. De oorkonde van 1107 en het ontstaan van de Staat Luik, dans *Bijdragen tot de geschiedenis*, XV, bl. 649-671.

(2) KURTH, G. La loi de Beaumont en Belgique. Bruxelles, 1881. *Mém. de l'Académie*.

(3) VERRIEST, J. La fameuse charte-loi de Prisches, dans *Revue Belge de philologie et d'histoire*, II, 1923, pp. 327-348.

à une population servile et incapable de posséder ; dans nos campagnes il a longtemps persisté et est devenu sous l'effet de la progression sociale, le droit coutumier. Mais, avec la renaissance de l'industrie et du commerce, qui caractérise les 11^e et 12^e siècles, il se forma, dans les centres populeux, une société nouvelle qui s'occupait de négoce et qui, par conséquent, devait jouir de la liberté personnelle et du droit de posséder, la propriété étant le pivot des transactions commerciales.

Dès que le *jus fori* élaboré au marché fut reconnu par le prince, il fut appliqué par un rouage administratif spécial, l'échevinage, et devint insensiblement le droit de la ville.

Ce droit, dicté uniquement par une nécessité économique, ne pouvait être élaboré que par des grands centres, telle la cité de Liège. C'est de ce point central qu'il atteindra le territoire environnant ; toute localité de quelque importance pouvait l'adopter sans y apporter de changement. Le comte de Looz, étant vassal de l'église de Liège et trop préoccupé de ses faits d'armes, ne s'est pas donné la peine de s'inspirer de la situation spéciale de ses domaines pour trouver une législation adéquate à son pays ; il a emprunté le droit des marchands éclos dans la ville mosane.

En accordant à ses sujets la faculté de compléter leur charte de toutes les nouvelles acquisitions de la démocratie liégeoise, il n'a pas songé à la portée considérable de cette faveur ; dans le courant du 14^e siècle, nos bonnes villes saines reconnurent la cour seabinale de Liège comme leur tribunal suprême.

* * *

Il nous reste à montrer pourquoi ce droit liégeois ne fut accordé qu'à l'agglomération centrale de nos bonnes villes, et non à tout le ressort juridictionnel de la cour.

Ne perdons pas de vue que le droit marchand était destiné à une population commerçante et industrielle, que dans la banlieue, dont la partie fertile était exclusivement agricole, son application aurait été trop nuisible aux intérêts du seigneur.

Le château-fort, dont toutes nos bonnes villes, les enclaves de Beeringen et de Brée exceptées, étaient dotées, était devenu un petit centre économique tout indiqué, vers lequel étaient

dirigés les produits des quelques domaines environnants. Sous ses murs protecteurs a germé le négoce. Ajoutons que sa défense était assurée par les habitants de l'endroit ⁽¹⁾. Ce sont là des éléments divers qui ont contribué à la formation d'une agglomération. C'est à ce noyau d'habitants que fut accordée la liberté personnelle. D'autre part, un document de Brée, datant de 1296, nous apprend que le *districtum* doit être distingué de la *villa*, qui en occupait le centre ⁽²⁾.

La solution du problème apparaît donc nettement : La *villa* centrale seule a été privilégiée. Autour d'elle nous voyons naître une multitude de petites cours ayant juridiction dans leur domaine respectif. Mais bientôt la *villa* centrale, en raison de son importance, est parvenue à absorber la compétence de ces cours existant dans le *districtum*; c'est sa cour seabinale qui, se dédoublant, a administré la justice dans tout le territoire ⁽³⁾.

* * *

Force nous a été, dans le courant de cet exposé, de toucher à la délicate question de l'origine de nos bonnes villes. Pour être complet, nous ajoutons ces quelques notes complémentaires.

La civilisation de notre comté au moyen-âge a subi un siècle de retard. Liège était une ville avant 1066 ⁽⁴⁾ ; Saint-Trond, aurait été affranchie vers la même époque ⁽⁵⁾, alors que la première charte, que nous connaissons pour notre territoire, date de 1170. Le mouvement émancipateur a été arrêté à nos frontières par l'organisation domaniale. Nos villes n'ont pas été suffisamment puissantes pour se libérer par leurs seules forces du joug de la servitude, car aucune d'elles n'a réussi à élaborer elle-même un droit répondant à ses propres besoins. Le comte leur donna une constitution empruntée à un état voisin.

(1) Cet usage existait encore à Curange au XVI^e siècle. Cfr. Christ, MUTERS, *Dagboek van Gebeurtenissen*, f. 130. *Ms. de la Bibl. Roy.*, II, 1593.

(2) DARS, *Notices...*, VI, p. 195.

(3) Dans un article qui paraîtra prochainement nous montrerons comment, à Graethem, près de Looz, la compétence de ces cours a été absorbée insensiblement par la juridiction de la ville.

(4) A. HANSAY, L'ancienneté du droit urbain liégeois. *Rev. belge de Philol. et d'histoire*, I, 1922, p. 727.

(5) A. HANSAY, La villa et l'oppidum de Saint-Trond. *Ibidem*, p. 87.

Cette faiblesse était un résultante du régime précédent. Alors que le prince-évêque et l'abbé de Saint-Trond avaient une résidence fixe dans laquelle venait se concentrer toute la vie économique des domaines, le comte de Looz était voyageur. A l'exemple des rois francs il allait d'un district à l'autre pour rendre la justice, veiller à l'organisation militaire et administrative et pour profiter du travail de ses sujets. Il n'avait pas moins de 12 châteaux-forts (1). Au 14^e siècle encore, il recevait l'hommage de ses vassaux en divers endroits (2). Dans ces circonstances il ne pouvait y avoir de centres domaniaux importants où régnait, avant la naissance des villes, comme à Liège et à Saint-Trond, une activité commerciale et industrielle assez puissante pour déborder les barrières élevées par l'économie domestique. A cette dispersion de forces, s'ajoutait l'infertilité d'une grosse partie du sol. Ce n'est donc pas à une prospérité économique que nous devons la création de nos villes.

Nous en devons l'affranchissement à l'initiative du comte. Il reste à déterminer le mobile de sa générosité.

Nous ne pouvons croire qu'il ait voulu tirer un avantage pécuniaire de leur épanouissement. La politique aurait été d'une maladresse insigne :

1^o Il a fondé douze villes dans un état aux limites si étroites, alors qu'il savait par les exemples de Liège, Saint-Trond, Tongres, Maestricht, que les villes, pour grandir, devaient jouir d'un champ de rayonnement économique considérable.

2^o Il ne pouvait se douter du sort qui était réservé à Curange, Colmont, Brusthem, sises aux portes de Hasselt, de Tongres, de Saint-Trond. Montenaeken, situé aux limites extrêmes de l'état, occupait une situation géographique des plus défavorable.

Les comtes étaient surtout des chefs militaires. Il ne se passait pas une année, au commencement du 13^e siècle, qu'ils ne fussent engagés dans une nouvelle guerre. Nous avons déjà eu l'occasion de montrer que pour Hasselt, la confirmation de la

(1) Outre les châteaux cités, il y a lieu de mentionner, Duras, Grevenbroeck et Rummen.

(2) DE BORMAN. Le livre des fiefs sous Jean d'Arckel ; Introduction, p. vii.

charte d'affranchissement de 1232 et le creusement du Nouveau Démer devaient servir les desseins militaires de leur prince (1). La concession du droit liégeois ou de l'affranchissement aux douze localités ne peut avoir eu qu'un but analogue.

Coincidence frappante, la charte de liberté ne fut accordée qu'aux villas dans lesquelles s'élevait une fortification : les deux enclaves mentionnées faisaient exception à cette règle.

Depuis tout un temps déjà la lutte pour l'émancipation avait été engagée par les classes diverses de la population. Il est certain que les habitants des localités en question, défenseurs de la forteresse, convoitaient les privilèges conquis depuis plus d'un siècle dans les pays voisins. Le comte n'a pu résister indéfiniment à ce mouvement, qui menaçait de pousser ses gens à la révolte. Il s'est assuré leur fidélité, en les affranchissant du joug du servage.

Le comte n'a pu avoir qu'un but militaire. Comment serait-il admissible, dans le cas contraire, que les villas Brusthem, Colmont, Curange et Montenacken aient été comprises dans cette faveur ? Il n'est pas à croire que le comte ait jamais espéré que des localités, si désavantageusement situées, seraient devenues des villes.

A certains endroits, l'agglomération née dans un centre domanial florissant, ne cessait de se développer. A Hasselt, Looz, Bilsen et Maeseyck notamment, les défenseurs de la *munio* ou du château devenaient trop nombreux et le fait qu'un grand nombre d'habitants, ne pouvant se réfugier derrière les murs crénelés qui attiraient l'ennemi dans ces parages, restaient abandonnés sans protection était une cause de faiblesse. Lorsque, au contraire, ces gens eurent acquis la liberté, qu'ils s'occupaient d'industrie et de commerce, qu'ils étaient propriétaires de maisons et d'autres biens, ils avaient intérêt à se protéger eux-mêmes contre les dangers de guerre et c'est avec empressement qu'ils accueillirent l'enceinte, où la milice urbaine monterait la garde. C'était là une fortification d'une grande valeur militaire qui servait parfaitement les intérêts du comte.

(1) P. DANIELS Verzamelde opstellen, Hasselt, 1923, pp. 95 et suiv.

Lui même construisit la première enceinte de Hasselt. Ce n'est qu'en 1330 qu'il en cèda la propriété à la ville ⁽¹⁾.

Sur le tard, les deux enclaves de Beeringen et de Brée, dont les comtes possédaient l'avouerie, reçurent à leur tour le droit de Liège. Sans doute le comte les considérait-il comme des centres d'activité économique assez puissants pour recevoir une fortification et servir ainsi ses desseins militaires. Et bientôt nous voyons que les deux communes sont entourées de fossés.

Si le comte a jeté les bases de ses villes sans grand discernement, plusieurs des localités favorisées ont su tirer parti de leurs privilèges. Désormais c'est la situation géographique qui décidera de leur avenir.

Hasselt, étant située sur le point de croisement de deux routes commerciales, dont l'une allait de Liège vers le Nord et l'autre se dirigeait du Brabant vers Maestricht et le Rhin, devint rapidement la première ville du comté, sans que pour cela elle acquit jamais une importance considérable.

Bilsen et Herek-la-Ville, Beeringen et Brée, ainsi que Maeseyck et Stockhem restèrent des villes de second ordre.

Si Looz, la résidence principale des comtes, a pu, avant l'annexion du comté à la principauté en 1364, être rangée à l'avant-plan, elle perdit plus tard de sa prospérité par suite de la concurrence de Tongres et de Saint-Trond.

Il résulte de cette courte notice que des circonstances parfois bien différentes ont présidé à la naissance de nos villes. S'il faut attribuer la cause principale de leur origine à la renaissance de l'industrie et du commerce, si la ville, pour prendre son essor, devait être greffée sur un centre domanial important, occupant une situation propice au commerce, il est indéniable que l'organisation politique de l'état à la période antérieure a marqué cette origine de son empreinte. Une civilisation, qui en supprime une autre, subit nécessairement, pendant la période de sa formation, l'influence de la première.

Résumons-nous : Dans le problème de l'origine de nos villes lossaines nous distinguons trois étapes :

(1) MANTELIUS. Hasselctum, p. 21.

1^o L'érection de châteaux-forts entraîne la concentration économique des domaines à ces mêmes endroits ;

2^o La concession de l'affranchissement par les comtes dans un but militaire ;

3^o La prospérité de quelques-unes de ces villes grâce à leur situation géographique avantageuse.

J. LYNA.

LA CHARTE DE BRUSTHEM

(1175)

EDITION CRITIQUE ET TRADUCTION

AVANT-PROPOS

Il faut qu'un document historique ait une importance capitale et que les éditions antérieures soient manifestement insuffisantes ⁽¹⁾, pour qu'on se décide à le publier une troisième fois, sur l'unique modèle connu.

C'est ce que nous allons faire pour la charte de Brusthem, « parce qu'un nouvel éditeur peut toujours, à force de soins, améliorer l'œuvre de ses devanciers » ⁽²⁾.

Il semble inutile d'insister sur l'intérêt primordial de cet acte, par lequel le comte de Looz accorde en 1175 aux habitants du *castrum* de Brusthem les droits, privilèges et libertés dont jouissaient les Liégeois. Depuis que Gilles d'Orval a eu l'opportunité, pour ne pas fatiguer ses lecteurs, de ne reproduire que le début de la charte octroyée aux Hutois, en 1066, nous avons là le texte complet d'un essai de codification du très ancien droit liégeois ⁽³⁾.

Par contre, pour justifier cette réédition, il faudrait démontrer — et montrer en détail — l'insuffisance des deux publications antérieures, à moins d'engager le lecteur à faire une com-

⁽¹⁾ Tel est l'avis sévère de G. Kurth, qui fait autorité : « Le texte latin et la traduction fourmillent d'incorrections, dont il serait aisé de faire disparaître au moins une partie par une étude comparative », G. KURTH, *Les Origines de la commune de Liège*, p. 14, n. 1. (Extrait du *Bull. de l'Institut Archéol. Liégeois*, XXXV (1906), pp. 229-324).

⁽²⁾ N. DE WAILLY, préfaçant son édition de Villehardouin, Paris, 1872.

⁽³⁾ Voir, sur le « précieux document », e. a. G. KURTH, *La Cité de Liège au Moyen Âge*, I, p. 56.

paraissait aussi pénible que suggestive. Puisque c'est nécessaire, nous allons le faire de façon très concise, dans l'intérêt de la seule vérité objective : on nous pardonnera ces critiques à l'adresse de nos devanciers, d'autant plus qu'elles débutent par des éloges bien mérités.

La charte de Brusthem fut publiée en 1870 par Piot (1), d'après une copie du XV^e siècle contenue dans un recueil provenant de l'abbaye de Saint-Trond. Ce registre, intitulé *Miscellaneum II*, repose aux Archives de l'État, à Hasselt (2). Il fallait des connaissances paléographiques étendues et une longue pratique des anciennes écritures pour venir à bout de ce grimoire, qu'un novice aurait jugé absolument illisible. La transcription de Piot, malgré d'inévitables erreurs, est très méritoire : il a fallu une forte dose de patience, de science et de sagacité pour la mener à bonne fin. Si nous avons fait mieux, comme nous l'espérons, c'est grâce à lui, et à lui seul. Aussi nous ne songeons pas à nous glorifier de notre travail : il est toujours plus aisé de corriger une transcription ou une traduction existante que d'élaborer celle-ci.

Après cet éloge, il nous sera permis d'ajouter que sa transcription est loin d'être irréprochable. Ceux qui ont étudié, dans le *Cartulaire de Saint-Trond*, le texte de la célèbre charte, se sont heurtés à des difficultés insurmontables : ainsi, pour ne citer que les exemples les plus typiques, les dernières lignes des articles II et VI sont incompréhensibles (3) ; il en est de même pour l'article XIII, surtout en deux endroits que nous aurons l'occasion de mentionner plus loin.

En désespoir de cause, on recourait alors — mais en vain — au texte publié en 1878 par St. Bormans (4). Celui-ci s'est contenté de reproduire le texte donné par Piot, en l'accompagnant

(1) *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Trond*, I, pp. 122-128.

(2) Sous la cote : *Etablissements religieux* n° 6722. Notre texte y figure p. 155 ss.

(3) Si autem... tunc neglexerit heres venire, adhuc et alio anno et die debet cum domino expectare = debet eum dominus expectare.

Si ille... non venerit, totum debitum sue placitationis solvere debet = totum debitum sine placitatione solvere debet.

(4) *Recueil des Ordonnances de la principauté de Liège*, 1^{re} série, p. 22.

d'une vingtaine de notes conjecturales, inspirées par la lecture de l'ancienne traduction romane de la charte ⁽¹⁾. Malheureusement, en l'absence de toute collation sérieuse du manuscrit, ces notes présentent un caractère hypothétique que Bormans a soin de souligner en les accompagnant presque toutes d'un point d'interrogation. Et pourtant, l'étude attentive du modèle lui aurait permis d'imposer plus d'un changement suggéré. En tout cas, il nous a mis sur la voie d'une correction heureuse, à la fin de l'article VI ; nous tenons à le reconnaître ici. Après cet hommage, il nous sera bien permis d'ajouter que c'est tout ce que nous lui devons. Si l'édition de Piot a le grand mérite de l'inédit, celle de Bormans n'est qu'une simple copie, faite sans grand discernement ⁽²⁾, avec quelques essais de correction, inspirés par l'antique translation romane, dont il nous reste à parler.

Le 17 octobre 1460, la charte originale fut produite devant les échevins de Liège par une délégation de Brusthem ; elle fut examinée et reconnue authentique, puis traduite « de son originel latin en françois » par le notaire Jean de Chaux, dit du Bousquet. Cette version fut transcrite dans le registre du métier des orfèvres, auquel appartenaient les gens de Brusthem ⁽³⁾. Elle fut imprimée en placard, sans aucune indication de date ou de lieu, mais probablement à Liège, dans la seconde

(1) Piot donne — et Bormans le suit — à la fin de l'article XII :

Et sicut uxor post mortem mariti res omnes et possessiones ejus legitime possidet, *sicque ut uxoris possessiones versa vice obtinere debet.*

La version romane nous apprend que, si la femme hérite du mari, « *semblablement l'homme devra obtenir les possessions de sa femme* ». Là-dessus, Bormans propose de lire le dernier membre de la phrase comme suit : « *sic et maritus uxoris... debet*, sans se préoccuper du texte latin manuscrit. Cependant, il suffisait d'examiner attentivement celui-ci pour arriver à cette version d'une clarté éblouissante : *sicque vir uxoris possessiones obtinere debet.*

(2) Piot, *Cartulaire*, I, p. 127, imprime, mais en la soulignant, cette impossibilité : « *Nulli viro, licet eam nubem petere, dare (sic) nec...* » et l'on trouve chez BORMANS, *Recueil*, p. 24 (art. 16) : « *Nulli viro, licet eam nubem, petere dare* » et cette conjecture (note 10) : « *licet eum nubere possit dare.* » (Cfr. le texte de notre article XIII et la traduction).

(3) Une copie du privilège, insérée dans un registre intitulé *Lossensia*, I, fol. 62 ss., rapporte, sous la date du 5 avril 1576, que les gouverneurs du bon métier des orfèvres de Liège ont déclaré « comment tous ceulx de ban de Montenaken, Brusthem et aultres plusieurs villages sont et doibvent estre petits bourgeois de nostre dit bon mestier. »

moitié du XVI^e siècle (1). Il n'en reste plus qu'un seul exemplaire (2). De nos jours, elle fut publiée, à deux reprises, par St. Bormans : en 1865 d'abord (3), puis en 1878 dans les *Ordonnances*, à la suite du texte latin (4). Une étude comparative de ces trois versions démontre que la dernière est aussi la meilleure, comme il ressort d'un exemple typique (5). C'est donc celle-là que nous avons utilisée, sans négliger les deux autres, mais sans y attacher l'importance que Bormans y attribuait, malgré les défauts qui se manifestent dès le préambule (6). Telle quelle, cette version n'est pas sans utilité, parce qu'elle permet d'affirmer une lecture douteuse ou d'imposer une conjecture, et qu'elle facilite singulièrement la besogne du traducteur moderne.

* * *

(1) Avant 1576, me semble-t-il. En effet, la déclaration faite à cette date par les gouverneurs des orfèvres, et mentionnée dans la note précédente, ne figure plus sur le placard.

(2) Cette pièce unique, d'un intérêt purement bibliophilique, ayant appartenu à feu le baron de Borman, était en ma possession au moment où j'élaboreais ce travail. Je l'ai offerte depuis à la Bibliothèque de l'Université de Liège.

(3) *Bulletin de l'Institut Archéologique Liégeois*, VII (1865), p. 491.

(4) *Recueil des Ordonnances*, I, p. 25.

(5) L'article XIII porte *in fine* que les parents peuvent partager à leur gré leurs biens ; toutefois, si l'un des époux est décédé, le patrimoine sera réparti également entre les enfants : tota hereditaria possessio ad singulos heredes equaliter dividetur.

Les trois versions romanes donnent respectivement :

...toute la possession héréditaire se DEMANDRA également (Bormans, I) ;

...toute la possession héréditaire se DEMENDRAT esquement (Placard) ;

...toute la possession héréditaire se DÉMEMBRERAT esquement (Bormans, II).

(6) En effet, le traducteur n'hésite pas à transformer les Liégeois en sujets du comte de Looz, quand il fait dire à celui-ci : « Nous avons concédé le même droit... que les bourgeois de Liège ont eu quand ils furent premièrement sous notre puissance ». Bien que la construction de la phrase prête à équivoque, la proposition *cum sub nostra potestate prius essent* ne peut se rapporter, comme il résulte de l'emploi des temps (*essent* ne dépendant pas de *habent*), qu'aux *hominibus ville nostre de Brustemie*. Le sens est celui-ci : Usant de son pouvoir, le comte de Looz accorde le droit liégeois aux habitants de Brusthem et à tous ceux qui viendront s'y établir, dès qu'ils se sont rangés sous sa loi. — Il me paraît par trop téméraire, et c'est pourquoi je ne veux pas m'y arrêter, de voir dans ces paroles du comte, une allusion au pouvoir que lui auraient conféré sur les Liégeois ses prétentions à la mambournie héréditaire ou sa dignité de haut avoué. Voir, dans J. DARIS, *Notices*, VI, pp. 152 et 157, deux chartes importantes concernant la mambournie et, pour l'ouvrage, le magistrat ouvrage de Th. GOBERT, *Liège à travers les âges*, I, p. 14, Liège, 1924.

Avant de clore cet avant-propos, il nous reste un mot à dire sur le mode de publication.

Notre texte repose sur une étude attentive et prolongée du manuscrit. La transcription a été faite avec une pénible exactitude — beaucoup trop rare, hélas ! — et collationnée soigneusement avec le modèle, qu'elle reproduit aussi fidèlement que possible. Là où nous nous en écartons et introduisons une correction nécessitée par le contexte et confirmée par la version romane, nous donnons en note le texte du manuscrit. Des crochets signalent les mots que nous avons cru nécessaire d'intercaler.

Nous conservons les divisions de notre modèle, tout en corrigeant l'erreur de numérotation qui s'y est glissée ⁽¹⁾. Nous renonçons donc aux divisions arbitraires introduites par Bormans dans le texte et dans la traduction ; nous nous permettons de présenter par tranches les articles trop étendus ou de contenance diverse, et d'y indiquer les subdivisions par des tirets.

Pour chaque article, nous donnons la traduction immédiatement après le texte, ce qui facilite la comparaison sans amener de confusion, grâce à la différenciation typographique.

Nous avons omis les en-tête analytiques, rendus inutiles par l'analyse faite par Bormans ⁽²⁾. Pour gagner de la place et du temps, nous n'avons traduit ni le préambule ni l'eschatocolle. Nous aurions même pu nous dispenser d'en reproduire le texte, auquel nous n'avions guère de modifications à apporter, mais nous espérons que dorénavant on n'étudiera plus la charte de Brusthem que dans notre édition : on nous saura donc gré de l'avoir reproduite intégralement.

Pour qui s'étonnerait du caractère *libre* de notre traduction, nous ajouterons que nous l'avons voulue telle. Comme il s'agit d'un document juridique, dont le fond seul importe, nous avons

(1) Le « Capitulum III » figure DEUX fois dans le ms. et dans le *Cartulaire* de Piot, qui signale l'erreur sans la corriger.

(2) Recueil cité, *Préface*, pp. xxiv à xxvi. — Dans cette analyse, Bormans, qui a publié les deux versions romanes, utilise celles-ci de préférence au texte latin et reprend ainsi pour son compte les erreurs du notaire apostolique.

tenu à rendre le sens, sans nous asservir à la lettre : la clarte ne pouvait qu'y gagner ⁽¹⁾. En procédant ainsi, nous ne faisons qu'adopter la méthode, louée à juste titre, du célèbre philologue Munro dans son excellente édition de Lucrèce, où les notes d'interprétation sont réduites à la portion congrue grâce à la traduction, dont il disait lui-même « qu'elle constituait en réalité une partie du commentaire ».

C'est à ce commentaire partiel que, pour le moment, nous avons borné nos efforts, dans l'espoir qu'une plume plus autorisée que la nôtre commentera, avec la science et l'ampleur nécessaires, la célèbre charte dont nous donnons ci-après le texte définitif. En attendant, la traduction contribuera sans aucun doute, nous osons l'espérer du moins, à l'intelligence du document le plus important pour l'étude du très ancien droit liégeois, avant la charte d'Albert de Cuyek.

Texte et Traduction

In nomine sancte [et] individue Trinitatis. Notum sit omnibus, tam futuris quam presentibus, quod ego Gerardus, gracia Dei comes de Los, dominaque matre mea Agneta, comitissa, filioque ejus Hugone, fratre meo, mecum cooperantibus, participibus ⁽²⁾ nostris Rogero videlicet de Curtereces et sorore ejus Yda, nobiscum in eandem voluntatem consentientibus, loco et hominibus ville nostre de Brustemie, ad meliorationem ipsorum consulere imperpetuum volentes, omnibus in eadem villa manentibus et adhuc manere volentibus, idem jus, eandem legem et eandem libertatem quam cives habent Leodienses, cum sub nostra potestate prius essent, imperpetuum habere, pari voto et assensu, fideliumque nostrorum consilio freti et hortati, unanimiter concessimus conscribendam et conscriptam ; consignantes eis legem, jus et

(1) « Malheur aux faiseurs de traductions littérales — écrit Voltaire — qui, traduisant chaque parole, énervent le sens ! C'est bien là qu'on peut dire que la lettre tue et que l'esprit vivifie .»

(2) Ms. *participabus*.

libertatem Leodiensem, sicut ab ipsis prudentioribus Leodii viris per probos nostros fideles viros didicimus.

[I]

Hanc igitur primam et precipuam annuimus eis libertatem, et quicumque in villa de Brustemie manebit, ab omni crenaria et alia qualibet exactione violenta securus et liber erit.

Nous leur octroyons donc cette liberté, privilège primordial et considérable ; ainsi, tous les habitants de Brusthem seront affranchis et libres de toutes tailles, crenées et exactions, quelles qu'elles soient.

II

Si quis, alicujus ecclesie familiaris, debeat censum capitis sui [et] in predicto loco manscrit, a placitationibus vel aliis quibuslibet injustis exactionibus, que ab hujusmodi viris frequenter requiruntur a censuariis seu magistratibus suis, penitus liber erit. Censum tamen quem de capite suo debet, censuario suo dabit, sicut justum est. — Si autem, quod sepe fit, dare neglexerit, de illo censuario eius villico seu judici nostro, qui nostre preerit justicie, conqueretur et ita, dictante justicia, qui neglexerit censum solvere cogetur. — De eo autem quod neglexerit, oportebit eum jurare sola manu, nisi ei remittatur, quod illum censum dare semper paratus fuerit, et adhuc presto sit. Quod si, sua eum accusante conscientia, jurare noluerit aut non potuerit, mulctam, quam vulgariter bannum et legem appellamus, dabit, septem scilicet solidos, de quibus judex quinque, reliquos autem duos censuarius habebit. — Si vero, negare volens, censum requisitum se dixerit censuario solvisse, juramento sue solius manus sufficiet ei probare.

Si virum hujus legis mori contigerit et advocatum habuerit, in res illius nihil habet advocatus dicere, sed potius eas heres aut propinquus habebit, aut ille cui eas pro anima sua vel pro voluntate sua moriturus dandas disposuit.

Si quelque serf d'église, soumis à un cens capital, demeure à Brusthem, il sera complètement exempté des plaids et de toutes autres obligations et exactions iniques, que les receveurs du cens

ou magistrats réclament souvent à cette catégorie de personnes. Cependant, il paiera la capitation au receveur, comme de juste. — S'il néglige de le faire, ce qui arrive fréquemment, le receveur s'en plaindra à notre mayeur ou au représentant de notre justice ; ainsi le défaillant sera contraint par voie de justice de payer le cens dû. — Quant au défaut de paiement, il pourra s'en purger par son seul serment, à moins qu'on ne l'en tienne quitte, en jurant qu'il a toujours été disposé à payer le cens capital et qu'il l'est encore. Si, par scrupule de conscience, il ne veut ou ne peut pas prêter serment, il paiera l'amende appelée communément *ban de loi*, à savoir sept sous, dont cinq pour le juge et deux pour le receveur du cens. — S'il refuse, prétendant qu'il a déjà payé le cens qu'on lui réclame, son serment suffira pour attester sa véracité.

Si un homme régi par la présente loi vient à mourir, même s'il a été soumis à la juridiction d'un avoué, celui-ci ne pourra émettre aucune prétention sur les biens du défunt, qui reviendront au contraire à ses héritiers, c'est-à-dire à ses proches ou à ceux que le mourant a désignés par sa libre volonté ou pour le salut de son âme.

III

Si quis hereditatem suam post decessum antecessoris sui a domino hereditatis requisierit, tantum requisitionis quantum census in solis dat terra requisita denariis ipse requirens domino dabit. Si heres infra annum et diem hereditatem suam requirerit, nihil adversus eandem terram dominus demum habebit. — Quod si infra prescriptum terminum non requisierit, dominus terre villico de herede conqueretur ⁽¹⁾. Qui si veniat et requirendo hereditatem requisitionem suam juxta census summam qui solis datur nummis domino persolvat cum hereditate suscepta, liber dimittetur. — Si autem ad requirendam hereditatem suam tunc neglexerit heres venire, adhuc et alio anno et die debet eum dominus expectare. Et tunc si ante non venerit, dominum de terra sua voluntatem suam posse facere scabinus judicabit.

Celui qui requiert du seigneur foncier la mise en possession d'un héritage qui lui est échu par le décès du tenancier antérieur, paiera au seigneur autant de cette demande que le bien rapporte de cens

⁽¹⁾ Ms. *conquiretur*, leçon manifestement fautive (il s'agit de *conqueror* comme à l'art. II, et non de *conquiro*) reprise par Piot et par Bormans, ici et plus loin (Art. IX, *in fine*).

en seuls deniers ⁽¹⁾. Si cette demande est faite dans le terme d'un an et un jour après la mort du précédéssur, le seigneur ne doit pas la repousser. — Si le successeur éventuel laisse passer ce délai sans faire sa demande, le seigneur déposera plainte contre lui devant le mayer. S'il vient et demande que le bien lui soit attribué, et s'il paie pour sa demande une somme équivalente au revenu en argent seul de la propriété, il s'en ira librement après avoir été mis en possession de l'héritage. — Mais s'il néglige alors de venir demander la mise en possession, le seigneur devra l'attendre encore pendant un an et un jour. Si, au bout de ce troisième terme, il n'est pas encore venu, le seigneur pourra disposer librement de sa propriété, après arrêt rendu par les échevins.

IV

Servus alterius si in hac predicta villa [manserit] ⁽²⁾, et uxorem que par eius non est duxerit, si eum dum vixerit dominus suus repetat, ei ut domino, sicut iusticia exegerit, serviet. Sed si moriatur in pace sine aliqua domini reclamacione, uxor ejus, si forte res servi postea dominus repetit et portionem exigit, quantam rerum suarum partem voluerit, coram iusticia proferet, et quod plus de viri rebus non habuerit, jurare sola manu licebit, si volet. Sursum facto sacramento et illa quodcumque protulit, divisio erit libera cum ceteris rebus suis et omni possessione sua.

Si un serf d'autrui est venu demeurer à Brusthem et y a épousé une femme de condition libre, tant qu'il sera en vie, son maître peut venir le revendiquer ; dans ce cas, le serf devra servir son maître, comme l'équité l'ordonne. S'il meurt en paix sans aucune revendication de la part de son seigneur, mais que celui-ci alors élève des prétentions sur les biens du serf décédé et réclame sa part, la veuve du serf produira en justice telle partie qu'elle voudra de ses biens (comme ayant appartenu en propre au serf décédé) ; s'il lui convient, elle pourra jurer qu'elle n'a pas davantage provenant de son mari. Après avoir fait cette déclaration et produit un objet, quel qu'il soit, elle disposera librement du reste de ses meubles et de toute sa propriété.

⁽¹⁾ *In solis denariis* = en seuls deniers, c'est-à-dire en argent seulement, abstraction faite du cens payable en nature.

⁽²⁾ Mot suppléé d'après la version romane, et conformément à l'art. III de la charte d'Albert de Cuyck, confirmée en 1208.

I

Si quis pro aliqua sua culpa adjudicatus fuerit, corpus eius, si possit deprehendi, iudex punit tali pena quam culpa exigit. Res ejus et possessiones uxor eius aut infantes vel quilibet eius propinquus habebit.

Si quelqu'un a été condamné pour un méfait commis, le juge le punira dans son corps, s'il peut l'appréhender, selon la gravité du délit. Tous les biens du coupable, meubles et immeubles, reviendront de droit à sa femme, à ses enfants ou à ses proches.

VI

De nulla satisfactione, quam aliquis judici offerat et in manum ejus portet, nihil amplius quam septem solidos idem bannum et legem solvet, nisi fuerit de falsa mensura aut furto aut pace infracta. Et de illis septem solidis habebit iudex quinque solidos ; ille autem qui clamorem fecerit, reliquos duos. Et si forte iudex ipse clamorem de illo fecerit, illos septem solidos solus habebit.

Pour n'importe quelle composition que quelqu'un viendrait offrir au juge et déposer entre ses mains, on ne paiera que sept sous, montant du *ban de loi*, sauf pour le cas de fausse mesure, de vol et de paix brisée. De ces sept sous, cinq seront alloués au juge, et deux au plaignant. Si par hasard le juge avait lui-même déposé la plainte, la somme entière reviendrait à lui seul.

VII

Si quis debitorem suum extra domum suam aut extra ecclesiam vel etiam tabernam invenerit, de illo ut in eum agat de suo debito sibi diem per villicum et scabinos statui faciet sub nomine quantumcumque debiti volet. Si ille de quo clamor factus est non venerit, totum debitum sine placitatione solvere debet quantumcumque illud fuerit. Si autem qui clamorem fecerit non veniat, alter de quo clamor factus est, pacem habeat.

Si un créancier a rencontré son débiteur ailleurs que dans la demeure de celui-ci, dans une église ou dans une taverne, il se fera fixer jour par le mayeur et les échevins pour attaquer en justice son débiteur au sujet de la dette, quel qu'en soit le montant, qu'il

lui sera loisible de déclarer. Si le débiteur cité ne comparait pas au jour fixé, il sera condamné sans débat à payer la somme due, quel qu'en soit le montant déclaré. Si, par contre, le créancier ne paraît pas, le débiteur cité s'en retournera en paix.

VIII

Si quis de debitore suo querimoniam fecerit villico, huic villicus diem statuet, quam etiam debitori per ministrum suum nuntiari faciet. Et si ille citatus ad diem statutum contempserit recta hora venire, domum ejus faciet firmari villicus duobus clavis et corrigia ab ostio in proximo poste. Si ille corrigiam ruperit et de ruptione se purgare sacramento non poterit, bannum et legem, sicut supra dictum est, debebit et, facta lege sacramenti, de debito pro quo pulsatus est, respondebit. Antequam tamen respondeat, oportebit pulsantem sola manu jurare quod hoc debitum non repetat ab eo injuste. Debitor vero qui pulsatus est, si debitum negare voluerit, septima manu se excusabit. Quod si non poterit perficere, primum omnium quo pulsatus est debitum, postea vero legem et bannum cogetur persolvere.

Si quis de aforano debitore suo ad justiciam clamorem fecerit, primum quod juste hoc debitum repetat, sola manu jurabit. Aforanus vero si debitum neget, tertia manu licebit eum purgare, hac discretionem considerata quod aliquis extraneus facere non possit tot viros ad sacramentum faciendum habere.

Si quelqu'un dépose plainte contre son débiteur par devant le mayeur, celui-ci fixera un jour qu'il fera connaître également au débiteur par son sergent. Si le débiteur ainsi cité ne comparait pas aux jour et heure fixés, le mayeur le fera enfermer chez lui en condamnant sa porte à l'aide d'une courroie attachée par deux clous à la porte et au montant voisin (du côté de l'ouverture). Si le débiteur rompt cette entrave et ne peut se purger par serment de cette effraction, il payera d'abord l'amende appelée ban de loi, comme il est dit ci-dessus; ayant ainsi amendé le refus de serment, il répondra en justice de la dette pour laquelle il avait été cité. Mais auparavant il faut que le plaignant jure qu'il ne lui réclame que son dû. Si l'accusé refuse de reconnaître la dette qu'on lui réclame, il l'attestera sous serment avec six conjurateurs. S'il ne parvient pas à se justifier par la loi de septenne, il sera condamné à payer d'abord la dette pour laquelle il a été cité, ensuite l'amende dite ban de loi.

Si la plainte est portée contre un débiteur afforain, le créancier jurera d'abord qu'il ne réclame que son dû. Si l'afforain ne reconnaît pas la dette, il pourra se disculper par serment avec deux conjurateurs seulement, en considération des difficultés qu'éprouverait un étranger à réunir plus d'hommes pour prêter serment avec lui.

IX

Si aliquis de tumultu ⁽¹⁾ *impetuoso, armis seu manibus violentis in alium aliquem facto, quod vulgo dicitur stuer et [burine], alicujus querimonia ad justiciam vocatus fuerit et ad primam vocationem venerit, de duobis [delictis], armis scilicet [et]* ⁽²⁾ *tumultuoso impetu a judice arguetur, quorum unumquodque suo sacramento et quodlibet septima manu excusabitur, ut sicut separatim est de unoquoque facta [accusatio]* ⁽³⁾, *ita separatim* ⁽⁴⁾ *de quolibet fiat excusatio* ⁽⁵⁾; *cum eisdem autem sex viris, quos in adjutorium sacramenti faciendi produxit, duo juramenta et si opus sit tria licenter perficere poterit. — Si vero ad primam citationem non venerit, modo supradicto domus eius firmabitur, donec ad respondendum vel satisfaciendum justicia cogente compelletur. Tandem si venerit, de contemptu mandati excusabit se* ⁽⁶⁾ *sola manu faciens sacramentum. Quod si non poterit facere, debet legem et bannum.*

Et hoc dictum est de illis de quibus querimonia fiet. Quamvis vero enim aliquis in quempiam tumultuose insurrexerit, si non sit qui jure conqueratur, non debet inde respondere, etiam[si] ⁽⁷⁾ *a judice arguatur.*

Lorsque quelqu'un est accusé de *stuer et bourine*, c'est-à-dire d'attaques violentes, avec ou sans armes, et est cité en justice sur la plainte d'autrui, s'il se rend au premier appel, il aura à répondre séparément de deux méfaits : d'armes (et de violences) d'abord, de

(1) Ms. *stimulto* (sic) ; Piot et Bormans *stimulo* ; versions romanes *tumulte*.

(2) Versions romanes : *de deux MÉSUZ, assavoir de la force ET trouble...*

(3) Versions romanes : *et comme la séparée ACCUSATION de chacun mésuz...*

(4) Ms. *separatim* (sic).

(5) Ms. *excusatio* (sic).

(6) Ms. *excusatur se* (sic).

(7) Versions romanes : *encore qu'il fust accusé du juge.*

trouble séditionnaire ensuite : de chaque grief, il pourra se purger par la loi de septenne ; en effet, de même que l'accusation est divisée, de même l'accusé devra se disculper séparément, mais avec les mêmes six conjurateurs, qui peuvent faire deux et, au besoin, trois serments. — Si l'accusé ne comparaît pas à la première citation, il sera enfermé dans sa maison comme nous l'avons décrit plus haut, jusqu'à ce qu'il se soumette et s'engage à répondre en justice ou à composer devant le juge. S'il comparaît enfin, il se purgera par serment de ne pas s'être rendu à l'appel des échevins. S'il ne peut pas jurer, il paiera l'amende de *ban de loi*.

Tout ce qui précède ne vise que ceux contre qui plainte a été déposée devant le juge. En effet, celui qui s'est livré à des attaques violentes sur autrui, n'en aura pas à répondre en justice, s'il n'y a pas eu de plainte portée contre lui par la partie lésée, lors même qu'il serait accusé par le juge.

X

De vadimoniis possessionum et hereditatum hec lex erit, quod nullus domum aut hereditatem suam, nisi in testimonio villici et scabinorum, poterit legitime invadiare. Et e converso nullus poterit derationare, nisi eorundem villici et scabinorum testimonio, se aliquando super alicujus possessionem nomine vadimonii habere pecuniam.

En ce qui concerne les gages et hypothèques, il est stipulé que personne ne pourra engager légalement sa maison ou sa propriété qu'en présence des mayeur et échevins. D'autre part, personne ne pourra déclarer valablement qu'il a placé une somme d'argent en guise d'hypothèque sur la propriété de quelqu'un, si ce n'est devant les mêmes mayeur et échevins.

XI

Si aliquis tantis quo solvere non posset erga alium debitis obligatus fuerit et in villa propter metum creditoris morari ausus non fuerit, octo diebus ante natale Domini et totidem postea, octo diebus ante diem dimissionis carniuum et postea totidem, octo etiam diebus ante et post diem Pasche, licebit eum cum uxore et familia sua morari et esse, et coram creditore suo, coram scabinis et villico securum et sine metu pulsationis ubique incedere.

Si quelqu'un est chargé de si lourdes dettes qu'il ne peut s'en acquitter et qu'il n'ose plus séjourner à Brusthem par crainte de son

créancier, il pourra cependant circuler librement dans toute la franchise, avec sa femme et ses enfants, sans courir le risque d'être arrêté, sous les yeux de son créancier, des échevins et du mayeur, pendant les huit jours qui précèdent et les huit jours qui suivent la fête de Noël et la fête de Pâques, la première huitaine de Carême et la semaine antérieure.

XII

Si quis habuerit ⁽¹⁾ *in radimonio equum aut aliud aliquod quod infra domum includi possit mobile sive tractabile radium, si illud ulterius, salvo capitali suo, non possit tenere, antequam illud vendat, debet ante judicem et scabinos ad monstrandum deportare. Juxta autem, illo in testimonio scabinorum viso et verbo conquerentis audito, invadiatori per ministrum suum hujusmodi querimoniam nuntiari faciet, eique, si ante venerit, ut radium suum redimat, precipiet. — Si autem ad vocationem judicis invadiator non venerit, nec radium, sicut nuntiatum est, ei redimat, ter per tres quindenarios dies radium illud a prestatore coram judice reapportabitur, et sic demum ter quindenis diebus consummatis ad vendendum legitime judicabitur. De quo, si plus quam ille super habeat accipiat, hoc totum justicie dabitur; si minus, ille cuius radium fuit, quoniam redimere contempsit, supplere justo scabinorum judicio cogetur.*

Si quelqu'un tient en garantie un cheval ou quelque autre objet meuble ou maniable que l'on puisse enfermer dans sa maison, s'il ne peut pas, sans préjudice du capital engagé, conserver ce gage plus longtemps, avant de le rendre, il devra le produire sous les yeux des mayeur et échevins. Le premier, ayant examiné le gage en présence des seconds et entendu les raisons du créancier, transmettra celles-ci à l'emprunteur par son sergent et l'invitera à comparaître. S'il vient, il lui enjoindra d'avoir à racheter son gage. — Mais si l'emprunteur n'obéit pas à la semonce du juge et ne rédime pas le gage sur son injonction, le bailleur rapportera par trois fois à quinze jours d'intervalle, le gage devant le juge; et ainsi, les trois quinzaines expirées, il sera enfin autorisé à le vendre légalement. S'il en retire un prix supérieur à sa créance, le surplus sera entièrement remis entre les mains du juge; si la vente rapporte moins,

(1) Ms. *Si quis habuerit habuerit* (sic).

celui auquel le gage appartenait et qui n'a pas voulu le racheter, sera tenu de suppléer, sur l'ordre formel des échevins.

XIII

Si quispiam allodium, hereditatem vel domum in radio habuerit nec tenere ultra voluerit, judici conqueratur, invadiatori autem per villicum et scabinos ut possessionem suam redimat infra dies quindenos precipiatur. Qui si redimere noluerit, prestitor ab advocatione et villico in radium suum, si sit domus, hereditas vel allodium, introducendus erit. Insuper precipietur etiam a iudice ut nullus in illa possessione remanere audeat, nisi licentia et voluntate ejus qui introductus est hoc faciat. Si vero ab huius introductionis die usque ad annum et diem possessio obligata non redimatur legitime, prestitori iudicabitur quod affectationem accipiat de allodio, investituram autem de hereditate vel domo. Et si affectationem allodii vel investituram hereditatis per annum et diem tenuerit in pace et quiete, ab illa die ulterius legitime possessionem illam tenere debet.

Res omnes, domos et alias possessiones, post mortem mariti uxor legitime habebit, quamvis etiam investita inde non fuerit et licet heredem inde non habuerit. Quod si heres mulieri a viro defuncto relinquatur, hereditatem a viro relictam quam, si sine herede esset, cuilibet dare aut vendere possit, modo quoniam heredem habet, nulli viro, licet ei nubat, petere, dare nec hereditatem filii vel filie minuere licebit, sed solis contenta usu fructibus in vita sua manebit mulier. Etiam si, nulli nubens, vidua permaneat, hereditatem filiorum non licebit ei vendere vel invadiare ⁽¹⁾, nisi manifestam sive occasione paupertatis necessitatem possit pretendere, aut heres vel heredes nolint ei vite necessaria ministrare. Et quod mulieri non licet facere, hoc viro similiter sciatur illicitum esse.

Parentes viventes si filios aut filias nuptui dederint, de rebus aut possessionibus suis pro voluntate et arbitrio suo uni plus et

(1) Ms. *invadere*. — Version romane : « La femme n'épousant personne et demeurant veuve, ne pourra vendre ou hypothéquer ni engager l'héritage de ses fils... ».

alii minus dare poterunt : quod fieri non licebit, si alter eorum, pater vel mater, moriatur, sed tota hereditaria possessio ad singulos heredes equaliter dividetur.

Et sicut uxor post mortem mariti res omnes et possessiones eius legitime possidet, sicque vir uxoris possessiones versa vice obtinere debet.

Si quis possessionem aut hereditatem habuerit, hanc apud extraneum, pretermisitis omnibus cognatis suis, invadiare licenter poterit. Sed si eam voluerit vendere, propinquo suo debet illam prius sub testimonio offerre ; quam sibi oblatam propinquus si tunc non emerit, ulterius eum vendatur reclamare juste non poterit.

Qui hereditatem vendiderit, emptori suo fidejussorem dabit quod emptam hereditatem tuebitur ei per annum et unum diem : [et si] emptor tenuerit illam possessionem in quiete ⁽¹⁾, de data fidejussione debet venditor liber esse, et ille possessionem suam in pace perpetua tenere. — Si vero post hereditatem propinqui aliquis propinquior infra annum reclamaverit emptori, totam quam pro hereditate dederat pecuniam debet reddere et hereditatem propinqui obtinere ; et si totam secundum hereditatem rehabuerit emptor pecuniam quam dedit, facta fidejussione venditor liber erit ⁽²⁾.

Si quelqu'un tient en gage un alleu, un héritage ou une maison qu'il ne veut pas garder plus longtemps, il en référera au juge ; quant au débiteur, il lui sera signifié par les mayeur et échevins qu'il ait à racheter son gage endéans la quinzaine. S'il refuse de s'exécuter, le prêteur sera introduit dans l'emploi ou l'utilisation du gage par l'avoué ou par le mayeur, que ce soit une maison, un héritage ou un alleu. De plus, il sera proclamé par voie de justice que personne ne se présume de demeurer en cette propriété sans l'autorisation ou le consentement de celui qui en a reçu l'emploi. Si cette occupation obligée n'est pas rédimée légalement un an et un jour après la dite concession, le tribunal statuera que le créancier sera mis en possession du bien, par attribution directe si c'est un alleu, par investiture si c'est un héritage ou une maison. S'il jouit ensuite en paix

(1) Version romane : « *Et si l'acheteur tient ladite possession pacifiquement... ».*

(2) Ms. *et facta fidejussione...*

et sans trouble de ce bien pendant un an et un jour après l'entrée en possession, il sera considéré dès lors comme le seul propriétaire légitime.

Après le décès du mari, la femme entrera en possession légale de tous les biens, tant maisons qu'autres valeurs possédées, bien qu'elle n'en fût pas investie et qu'elle n'eût pas d'hoir. S'il lui reste un enfant du défunt, ces mêmes biens, qu'elle pouvait céder ou vendre à n'importe qui si elle n'avait pas d'enfants, maintenant qu'elle en a, elle ne pourra pas les réclamer en justice, les donner ni les morceler en faveur d'un autre homme, quand même elle l'épouserait en secondes noces, mais elle jouira seulement de l'usufruit de ces biens sa vie durant. Si elle reste en état de veuvage sans se remarier, elle ne pourra ni vendre ni engager l'héritage de ses fils, à moins qu'elle ne puisse invoquer une raison péremptoire de nécessité ou de misère, ou bien que l'hoir ou les hoirs refusent de subvenir à ses besoins. Et ce qui n'est pas permis à la femme, est également défendu au mari.

De leur vivant, les parents peuvent, en donnant un de leurs enfants en mariage, disposer à leur gré de leurs biens et donner plus à l'un qu'à l'autre selon leur libre volonté ; ceci n'est plus licite quand l'un d'eux, soit le père ou la mère, vient à mourir : alors la succession sera répartie également entre tous les hoirs.

De même que la femme, après la mort de son mari, hérite de tous ses biens, ainsi l'homme devra à son tour obtenir tous les biens de sa femme décédée.

Le propriétaire d'un bien peut engager celui-ci à un étranger, sans aviser ses proches. S'il veut le vendre, il devra d'abord l'offrir en vente devant témoins à un proche parent ; si celui-ci n'achète pas le lot qu'on lui présente, il n'aura plus le droit de protester lors de la vente ultérieure.

Celui qui vend un héritage, baillera à son acheteur l'assurance que le bien vendu lui restera garanti durant un an et un jour ; et si l'acheteur occupe la dite propriété en paix pendant ce temps, le vendeur se trouvera libéré de toute obligation de garantie, et l'acquéreur entrera définitivement en possession de sa nouvelle propriété sans contestation possible pour l'avenir. — Dans le cas où la vente a été faite à un proche, si dans l'intervalle d'un an et un jour se présente un plus proche qui réclame le bien contre l'acquéreur, le nouveau venu devra d'abord rendre tout l'argent que l'autre avait versé pour son acquisition, puis il sera mis en possession du bien revendiqué par lui ; si le premier acheteur est remboursé intégralement, le vendeur sera tenu quitte de toute garantie ou caution.

Hanc libertatem, jus et legem omnibus in Bruysthémie manentibus nos et participes nostri in perpetuum habere concessimus.

Et si quid de jure Leodiensi in hac charta est pretermissum, quod postea possit adjicere, hoc benigne concedimus eis habere.

Facta est autem hec concessio et libertatis traditio anno Domini incarnationis millesimo centesimo septuagesimo quinto, imperante Frederico, episcopante Rôdulpho. In testimonio ministerialium et fidelium nostrorum Theodrici, Lamberti castellani, Seboldi et fratris ejus Courardi, Nicolai, Lamberti de Saxonia, Danielis, Arnulphi, Reneri. Affuerunt etiam scabini de Bruythemie Rodulphus, Arnulphus, Reynerus et alter Reynerus, item Arnulphus, Wyhardus et Amelius. Hujus facti fuerunt etiam testes probi et honesti viri cives Leodienses, hujus legis et libertatis dictatores et ordinatores : Theodricus advocatus, Jordanus et Libuinus, Libertus, Lambertus, Symon, Weryeus, Nogerus, Bruno, Warnerus, Albertus ⁽¹⁾.

Jean GESSLER.

(1) Voir, sur la charte de Brusthem, en attendant un commentaire complet, l'étude de L. VANDERKINDERE, *Liberté et propriété en Flandre du IX^e au XII^e siècle*, dans le *Bull. de l'Acad. roy. de Belgique*, 1906, p. 165, et la note de M. A. HANSAY, sur *L'alleu urbain à Liège au XII^e siècle*, dans le *Bull. philologique et historique*, I (1920), p. 34, reprise dans la *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, I (1922), p. 725.

Dans ce dernier article (p. 725, n. 2), l'auteur propose de lire *adjici* au lieu de *adjicere* dans l'avant-dernière phrase. Je n'ai pas adopté cette correction, parce que je ne me suis écarté du texte que quand c'était absolument nécessaire. Or, ce n'est pas le cas ici ; le sens est clair et la construction facile à justifier : *adjicere* (se) = s'ajouter. Voir, dans le *Lexicon* de FORCELLINUS (*sub voce* 5°), un exemple tiré de Virgile ; d'autres, empruntés à Cicéron, dans celui de SCHÉLLERUS, édité par Ruhken, Leyde-Amsterdam, 1799.

DÉCOUVERTE D'UN CIMETIÈRE FRANC A AMAY

COMPTE RENDU
DE FOUILLES OPÉRÉES EN L'ANNÉE 1915

par les

Dr^s B. WIBIN et H. DAVIN, à Amay.

Il y a deux ans, j'ai eu l'honneur de faire part à l'*Institut archéologique liégeois* de la découverte et de l'exploration d'un cimetière belgo-romain, à incinération que mon collègue et ami, le Docteur Herman Davin et moi, avions faites à l'est du village d'Amay, dans la vallée, au lieu dit « Chapelle à Rémont ».

Cette année, nous avons eu l'avantage de découvrir et de fouiller un cimetière franc, ⁽¹⁾ à inhumation, situé à l'ouest du village, à mi-côte, dans la propriété de M. J. Jamar-Cloes (voir planche I) à gauche de la ruelle des « Larrons » ⁽²⁾.

C'est grâce à l'obligeance et au concours dévoué du propriétaire que nous avons pu reconnaître la nature de cette découverte et pratiquer quelques mois après, des fouilles méthodiques.

En août 1914, lors d'un travail de terrassement et de déblayage effectué dans une briqueterie située à la cote 130

(1) Dans le mémoire remis à l'*Institut* (voir tome XLIV, pp. 3 et 4), il a été incidemment parlé de deux endroits du village où l'on avait mis au jour des tombes franques isolées (chaussée de Liège et rue Vigneux). En 1880, 2 scramasaxes ont été remis au Musée archéologique liégeois par le Dr Wibin père.

(2) On ignore l'origine du nom de « Larrons ». Cette ruelle montante, sépare le cimetière franc d'une propriété où a été bâtie, dit la légende, vers l'an 700, la première chapelle d'Amay, dédiée par sainte Ode à sainte Catherine, et appelée dans la suite église St-Pompée. Cette appellation toponymique de « ruelle des Larrons » peut avoir trait à l'existence d'un ancien lieu de supplice médiéval, qui aurait été choisi à proximité de sépultures païennes.

au-dessus du niveau de la mer, et plus haut que le jardin de la villa (voir fig. 1) et entrepris pour occuper quelques ouvriers,

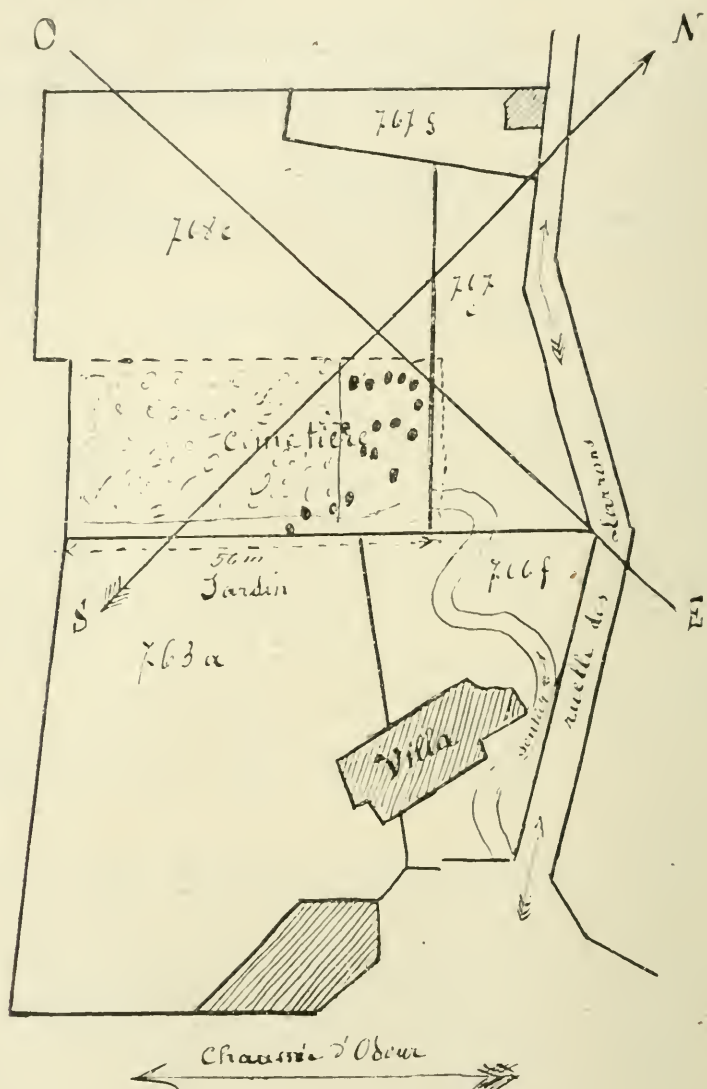


FIG. 1. (Echelle 1/1250).

Amay — Propriété Jamar — Plan Cadastral.

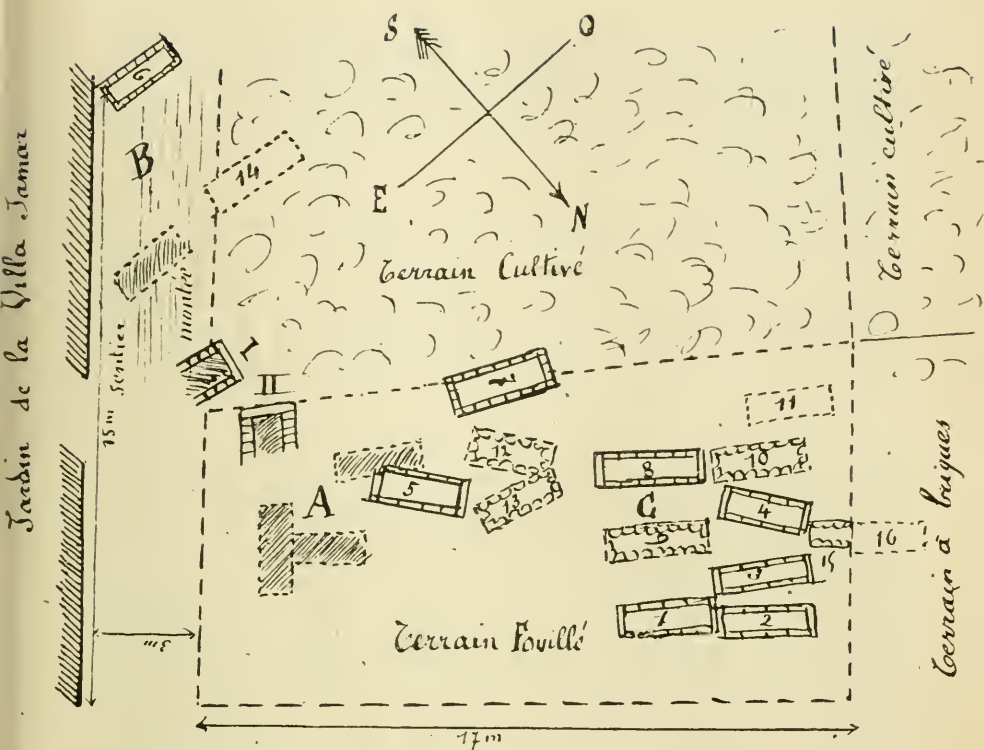
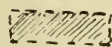


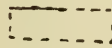
FIG. 2. (Echelle 1/200)

Amay — Cimetière Franc — Disposition des Tombes.

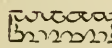
LEGENDE



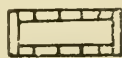
Tombes détruites par les ouvriers avant les fouilles.



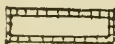
Tombes sans délimitation de pierres : 11.14.16.



Tombes délimitées par de gros cailloux : 9.10.12.13.15.



Tombes en murets de moellons ou de pierres sur champ, avec dalles à la tête et aux pieds et dalles irrégulières de couverture : 1.2.3.4.5.8.



Tombes en murets d'assises de moellons des quatre côtés et qui ont dû avoir des dalles régulières de couverture : 6.7.



Tombes en murets d'assises de moellons des quatre côtés avec dalles régulières de couverture, abîmées de face par les ouvriers. I et II.

A. Terrain déjeté par les ouvriers. B. Sentier. C. Terrain fouillé méthodiquement.

ceux-ci mirent au jour et coupèrent des tombes en maçonnerie sèche (fig. 2, I et II) couvertes de grandes dalles et en découvrirent d'autres formées de pierres brutes sur champ. Ils déjetèrent les pierres, rassemblèrent les ossements en tas et remirent à M. Jamar, deux petites poteries et des armes ou des débris d'armes en fer.

M. Jamar ayant fait part de ces trouvailles au Docteur Davin, nous décidâmes en septembre d'aller faire une visite sur le terrain et en avril 1915, après quelques recherches qui confirmèrent nos prévisions, nous en référâmes à l'*I. A. L.* qui voulut bien nous encourager et nous faciliter notre tâche.

Nos travaux ont duré trois mois (du 15 avril au 15 juillet ⁽¹⁾), pendant lesquels nous avons pu vider entièrement le terrain mis à notre disposition cette année et qui comprend le cinquième de ce que nous croyons être la nécropole entière (environ 56 mètres de long sur 17 à 20 mètres de large), indiquée par le pointillé des fig. 1 et 2.

Nous avons pu prendre à différentes reprises des photographies des travaux de certaines tombes, et de leur ensemble. Après les premières recherches, nous entreprîmes méthodiquement de creuser le terrain jusqu'au niveau des tombes, puis de dégager et de vider celles-ci avec tous les soins nécessaires (voir planche I).

Les fouilles pratiquées ont été assez fructueuses, en tous cas intéressantes, surtout au point de vue de la variété dans les modes de sépulture et de construction des tombes.

Âge. — Ces modes de sépulture, ainsi que les poteries, armes, et objets d'équipement ou d'ornementation faisant partie du mobilier funéraire portent la caractéristique de trouvailles analogues faites en d'autres endroits ⁽²⁾ et appartenant à des tribus germaniques mi-guerrières, mi-agricoles qui envahirent le pays vers la fin du VI^e siècle et qui s'y fixèrent. Il s'agit bien

(¹) Compte-rendu sommaire fait en séance de l'*I. A. L.*, le 30 juillet 1915.

(²) Notamment à Herstal : voir dans les tomes XL, 2^e fasc., 1910, et XLII, 1^{er} fasc., 1912 de la collection du *Bulletin* de l'*I. A. L.*, le compte-rendu des fouilles opérées par MM. Servais et Delheid.

ici d'un cimetière d'indigènes assez vaste, ayant servi pendant un temps assez long comme le démontrent certaines particularités : c'est ainsi que dans la tombe 4, un squelette accompagné d'un couteau identique aux autres, a été trouvé perpendiculairement sous les murets de la tombe, et dans la tombe 16, un squelette d'homme adulte a dû être coupé en deux sur sa longueur, lorsque, plus tard, on a déposé à côté un autre corps.

Exposition. — Le terrain où ce cimetière est établi est en déclivité vers le sud-est (villa) et vers l'est (ruelle des Larrons), exposé donc au soleil levant.

Nature et coupe du terrain. — On trouve tout d'abord dans la partie explorée une couche de terre à briques d'environ 60 à 80 ctm., apportée pour niveler le terrain, afin d'asseoir les rangées de briques, couche d'autant plus épaisse, que le terrain s'incline ; puis une couche de terre arable, noire, de 30 à 40 ctm. d'épaisseur ; enfin, une nouvelle couche de terre à briques qui devient en profondeur très argileuse et caillouteuse, puis sablonneuse vers la partie inférieure du terrain du côté de la ruelle et dans certaines poches. Les cailloux qu'elle renferme varient de la grosseur d'un œuf à celle d'un poing et même à celle d'une tête d'adulte et sont de différentes teintes, et de formes variées. La nature ingrate du sol à certains endroits démontre la difficulté qu'ont dû éprouver les indigènes pour le creuser et y établir les assises des murets en pierre.

Situation des tombes en profondeur. — Le niveau supérieur des tombes se trouve à une profondeur variant de 1 m. à 1 m. 50, étagé d'environ 30 à 40 ctm. dans les deux sens ; primitivement, il devait être à 80 ctm. du sol, puisqu'il n'y avait pas de terre apportée.

Nombre. — Le nombre des sépultures mises au jour jusqu'à présent est de 20 environ ; 16 ont été découvertes et méthodiquement fouillées par nous.

Disposition. — La disposition générale des tombes est à peu près orientée du N.-O. au S.-E. dans la partie C du terrain, puis franchement au N.-E. dans la partie A, pour s'incliner à l'est dans la partie B.

Modes de construction. — Jusqu'à présent, quatre et même cinq variétés de tombes ont été reconnues.

1. Les unes (fig. 2, nos 11, 14, 16) sont *simples* non délimitées par des pierres ou murets. Le cadavre a dû être soit enfoui directement en pleine terre, soit enfermé dans un coffre de bois comme le démontre la présence de gros clous ; une fois, une longue pierre plate (n° 11) a été trouvée reposant à même longitudinalement sur le squelette. Il est à remarquer que c'est devant les pieds des squelettes de ces tombes *simples* que se trouvaient des poteries et à leurs côtés des armes en fer caractéristiques de l'époque franque (pointes de javelot et de flèche fig. 2, n° 11 ; couteau et boucle, n° 14). Les ouvriers avaient fait la même trouvaille devant la tombe détruite dans la partie B du terrain. Nous tenons ces tombes simples et à caractère militaire, comme les plus anciennes de la nécropole : la découverte du squelette passant perpendiculairement *sous* la tombe 4, accompagné d'arme du même modèle, confirmerait cette manière de voir.

2. D'autres tombes sont formées d'un encadrement plus ou moins complet et plus ou moins régulier de moellons bruts en grès, mais surtout de gros cailloux en silex, de la grosseur d'une tête d'adulte, sans dalles de couverture et entourant un squelette situé à une profondeur de 30 à 40 cm. (nos 9, 10, 12, 13) ; quelquefois, trois à quatre pierres seulement démarquent la tombe (par exemple le n° 15). Ces tombes doivent être plus récentes que les précédentes.

3. Deux tombeaux (voir planche II et fig. 2, nos I et II dans la partie A), abîmés de face par les ouvriers, étaient construits en murets faits en bonnes assises, de 25 à 40 cm. d'épaisseur, de moellons de grès ou de calcaire, plats et apprêtés, et réunis sans mortier, murets formant un encadrement complet et

recouvert de trois grandes dalles plates en grès ou en calcaire, de 6 à 8 etm. d'épaisseur, bien équarries et formant *hermétiquement* la fosse dont les dimensions intérieures étaient de 2 m. de long sur 45 etm. de large et de 50 à 60 etm. de profondeur.

Les tombes nos 6 et 7 ont été construites d'une manière analogue, mais ont été abîmées superficiellement. Il y a tout lieu de supposer qu'à un certain moment, — car il n'y a pas bien longtemps le terrain était arboré, — on a enlevé avec les racines des arbres les dalles de couverture et certaines pierres des murets ; au n^o 7, dans le sentier, les os étaient tellement brisés et éparpillés qu'on a dû les mettre au jour et les rejeter dans le trou creusé, avec d'autres débris de matériaux, tels que chaux, briques, etc.

4. Les tombes, nos 1, 2 et 5, ont leurs longs côtés fermés de moellons plus ou moins plats et réguliers, dressés sur champ ou bien ont un côté formé par des pierres sur champ et l'autre par un muret ; à la tête et aux pieds se trouve *une plus grande pierre sur champ* (voir planche II). Comme couverture une, deux ou rarement trois pierres, plus ou moins régulières et plus ou moins plates reposant en travers sur les bords de la fosse ou d'autres fois, quelques pierres plates en calcaire surplombant seulement le bord intérieur des murets.

5. Toujours à peu près analogues aux précédents, les tombes nos 3, 4 et 8, sont des spécimens plus grands et plus complets. Les longs murets sont formés d'assises de moellons, mais à la tête et aux pieds se trouvent *une forte dalle de grès sur champ*, de 12 à 15 etm. d'épaisseur, de 60 à 90 etm. de longueur et de 60 etm. de hauteur. Leur couverture est formée de *deux ou trois grandes dalles* plus ou moins brutes, s'appuyant à peine sur les murets et laissant entre elles des intervalles assez grands ou se trouvent effondrées dans la fosse.

Mobilier. — Le mobilier funéraire se compose de poteries, d'armes en fer et de quelques objets d'équipement ou d'ornementation en fer ou en bronze ; nous n'avons pas trouvé de verreries ni de monnaies.

Un mot, tout d'abord, des nombreux *clous* ou débris de clous *en fer*, recueillis dans la plupart des sépultures.

Ces clous longs de 6 à 7 ctm., de forme carrée, à tête plate de 1½ à 3½ ctm. de côté (voir planche IV, n° 7) doivent provenir de *coffres* funéraires : car, ayant trouvé dans la tombe 1, dans laquelle le squelette et l'arme qui l'accompagnait étaient bien conservés, à *chaque coin*, un seul clou également bien conservé, nous avons tout lieu de croire que les corps étaient enfermés dans un coffre ou dans un cadre formé de quatre planches réunies à chaque angle par un de ces gros clous.

Squelettes. — Leur conservation est mieux assurée dans la partie inférieure et déclive de la nécropole, vers la ruelle des Larrons où le terrain est moins argileux et l'assèchement plus rapide, d'autant plus que trois à quatre tombes murées s'y joignent tout à fait (planche I). Les crânes sont *dolichocéphales*, et en général sont ceux d'hommes adultes, grands et très membrés (planche II) : le n° 2 a 1 m. 85, le n° 9, 1 m. 80, la tombe n° 1 renferme le squelette d'une femme et le n° 15 celui d'un avorton (tête grosse, membres courts et grêles (tombe écourtée). La position de ces squelettes est horizontale sur le dos, les bras étendus le long du corps, les pieds vers le levant d'après la disposition des tombes ; dans la tombe n° 9, le squelette avait la tête et les points articulaires appuyés sur des pierres plates de 10 à 15 ctm. de côté ; autre particularité : Dans la tombe n° 8, une des plus grandes, des mieux construites et bien conservées, un grand squelette friable, était tordu et replié sur lui-même, la tête et l'épaule gauche revenus contre le milieu du muret est, et les os du bras gauche et un fémur déjetés, le membre inférieur droit et l'avant-bras droit restés en position horizontale le long du muret ouest, le tout recouvert de grosses dalles plus ou moins écroulées dans la fosse.

Malgré la bonne conservation de la tombe, on doit admettre un certain remaniement de la fosse.

Poteries. — Comme il a été dit plus haut, le mobilier, où interviennent la céramique et les objets en fer à caractère mili-

taire, a été recueilli dans les tombes en pleine terre, où à construction rudimentaire. Ces poteries ont été trouvées en partie par les ouvriers dans la terre, avoisinant le sentier, et en partie par nous devant les pieds des squelettes (tombes 11 et 14). Elles présentent bien le caractère franc (voir planche III et sont de formes variées ⁽¹⁾).

Ces poteries consistent en :

— *Un vase biconique*, en terre grise, fine, à couverte noire, à fond plat, à col bas et légèrement évasé, orné en creux à la partie supérieure de deux lignes horizontales parallèles, puis de trois lignes ondulées parallèles (celle du milieu moins apparente), ensuite de deux lignes parallèles ; la partie inférieure ne présente pas de dessin. Dimensions : hauteur, 14½ etm. ; diamètre : panse, 17 etm. ; ouverture, 17 etm. ; fond, 6 etm.

— *Un vase biconique*, en terre grise, fine, à couverte noire, à fond plat, à collet mince, avec légère gorge sous-jacente, orné en creux à la partie supérieure de six lignes horizontales, neuf parallèles. Dimensions : hauteur, 8 etm. ; diamètre : panse, 10 etm. ; ouverture, 10 etm. ; fond, 4½ etm.

— *Un petit vase* de forme élancée, à panse arrondie, en terre grise, grossière, à col évasé, à fond plat, orné en creux sous le col de six lignes horizontales et parallèles et en bas de trois lignes parallèles. Dimensions : hauteur, 12½ etm. ; diamètre : panse, 7 etm. ; ouverture, 5 etm. ; fond, 4 etm.

— *Une patelle*, en terre rouge, assez fine, sur pied très court à bord arrondi, la partie supérieure légèrement évasée. Dimensions : hauteur, 6 etm. ; diamètre : ouverture, 15 etm. ; fond, 4 etm.

— *Une patelle*, en terre jaunâtre grossière, la partie supérieure droite, pied très court. Dimensions : hauteur, 5½ etm. ; diamètre : ouverture, 12 etm. ; fond, 5 etm.

⁽¹⁾ Certaines rappellent exactement le vase biconique trouvé dans les fouilles du cimetière franc de Herstal en 1912, par MM. Servais et Delheid. (*Bulletin de l'A. I. L.*, tome XLII (2^e fascicule), planche II, fig. 149.

— Une *patelle*, évasée en terre rouge, assez fine, sur pied très court, à bord arrondi. Dimensions : hauteur, 5 ctm. ; diamètre : ouverture, 19 ctm. ; fond, 5 ctm.

Armes et objets d'équipement (voir planche IV). — En général, la plupart des squelettes étaient accompagnés d'une épée (seramasaxe), poignard, ou couteau, dernier survivant de l'équipement. Si des armes en fer n'ont pas été retrouvées dans chacun des tombes, c'est que d'abord plusieurs de ces tombes n'en ont peut-être pas contenu : tous les squelettes mis au jour, n'étaient pas *tous* ceux de guerriers, voir même d'hommes ; en second lieu, dans certaines fosses, on n'a recueilli que des débris ou des traces de fer, vu la décomposition presque complète par oxydation et le mélange intime de ces objets avec l'argile. C'est dans la partie du terrain la moins argileuse (tombes nos 1, 2, 3, 4) et dans une poche sablonneuse (tombe n° 14), que ces armes étaient le mieux conservées.

Dans deux sépultures, les plaquettes en fer ont été dégagées du limon ; plusieurs portant des clous saillants sont peut-être des restes de baudrier ou de ceinturon ; particularité à signaler, ces objets se trouvaient sous les pieds ou autour des malléoles du squelette, soit qu'ils y aient été placés intentionnellement, soit que le ceinturon ou le baudrier ait glissé le long du corps quand celui-ci a été déposé en terre : en effet, à la tombe n° 11, l'arme, un poignard se trouvait mêlé à des débris de plaquette et à une boucle ; il porte même encore des traces y adhérents d'un péroné.

Deux fois, nous avons recueilli une grande boucle de ceinture dont l'une porte encore un gros clou en bronze et l'autre des traces de filigrammes en bronze argenté, linéaires et parallèles, réunis par trois, placés transversalement sur l'arc de la boucle. D'autres petites boucles ou débris de boucles ont été trouvés au niveau du bassin.

Nous possédons deux seramasaxes ⁽¹⁾ (long. 35 ctm., larg., 4 ctm., soie, 6 à 7 ctm.), dont l'un présente encore des traces

(1) Identiques à ceux provenant des fouilles de Herstal.

de bois de la poignée et un débris d'un troisième seramasaxe. L'un a été trouvé à la droite du squelette, l'autre à la tête avec divers petits instruments non identifiés.

Comme instruments tranchants, ont été le plus fréquemment rencontrés : 1° de petits couteaux à dos arrondi à partir de la soie (planche IV, n° 2), et 2° de véritables poignards (planche IV, n° 2) de 14 à 20 cm. de longueur sur 2 à 3 cm. de largeur et dont la soie mesure un tiers de la longueur totale. Leur position auprès du squelette était variable : dans trois tombes, ils se trouvaient entre la main gauche et le bassin ; dans une autre, entre les tibias, une autre fois aux pieds.

La tombe n° 14 nous a donné deux trouvailles intéressantes : une pointe de flèche brisée (planche IV, n° 4) de 10 cm. de long, dont la partie inférieure ronde et creuse, renfermait encore des traces de bois, et une pointe de javelot de 6 cm. de long sur 2½ cm. de large (ibid., n° 3) dont l'extrémité inférieure est brisée.

D'autres objets en fer non identifiés, dont un arrondi en forme de gros clou (pereoir ?) un autre à extrémité arrondie en forme de croissant ont été trouvés dans les tombes 10 et 11.

Les objets en bronze sont rares :

L'annulaire de la main gauche du squelette de la tombe 7 conservait encore une bague en bronze (planche IV, n° 11) dont le châton de 1 cm. de diamètre est formé de trois parties en relief étagées et concentriques, dont celle du centre présente un dessin en creux linéaire en forme de croix, avec un pointillé dans chaque angle.

Au niveau du sternum a été trouvée une plaquette semi-lunaire en bronze (planche IV, n° 10) en forme de croissant à pédoncule concave de chaque côté et se terminant par une ligne convexe ; une face est unie, l'autre ornée de deux clous à tête plate débordante. Diamètre 3 cm. sur 3 cm. Il s'agit vraisemblablement d'un ornement de buffleterie.

Au niveau de la ceinture, se trouvait un bouton en fer (planche IV, n° 12), de 28 mm. de diamètre, portant d'un côté la tête arrondie d'un clou en bronze et sur la moitié de sa surface

les traces d'une étoffe ou de cuir imprégnés de fer et de l'autre côté les pointes de trois clous en bronze.

A la tête du squelette de la tombe n° 14, au milieu de l'agglomérat des armes (?) et des objets mêlés intimement à l'argile, se trouvaient des débris d'anneaux légers en bronze, rectangulaires et tordus (2 cm. sur 1 cm.), peut-être les maillons d'une chaînette ?

Silex. — Dans les tombes 7 et 8, nous avons recueilli deux morceaux de silex ayant servi de briquet ? (planche IV, n° 13), et sur le terrain, une lame de silex (planche IV, n° 14).

* * *

En terminant ce compte-rendu, je me permets de manifester le désir de pouvoir plus tard poursuivre ces recherches intéressantes qui confirmeront nos découvertes antérieures ou qui peut-être feront modifier certaines de nos déclarations, et en même temps, j'exprime encore tous mes remerciements les plus vifs à M. et à Mme Jamar-Cloes et à M. Jamar fils, qui nous ont si obligeamment accueillis et aidés, et ont mis à notre disposition un ouvrier intelligent, ainsi qu'à l'*I. A. L.* qui a bien voulu nous accorder les moyens de mener à bien notre travail.

Tout particulièrement mes remerciements et ceux de l'*Institut* iront à mon collègue et ami le Docteur Herman Davin, dont le concours déjà antérieurement, nous a été si précieux.

Amay, novembre 1915.

Docteur B. WIBIN.

APPENDICE

Abréviations : C = Mode de construction ; D = Dimension intérieure (longueur, largeur, hauteur) ; M = Mobilier ; S = Squelette.

Les tombes sont numérotées sur le plan d'après l'ordre de leur découverte.

Les tombes figurées par un encadrement hachuré dans la partie A du terrain ont été abîmées par les ouvriers et n'avaient d'autre

démareation que de gros cailloux ou des pierres brutes sur champ ; d'autres n'en avaient pas ; les squelettes étaient assez bien conservés, mais ont été recueillis brisés, déjetés, entremêlés.

Mobilier retrouvé dans les décombres : une patelle, un petit vase noir, un scramasaxe, un débris de scramasaxe, un couteau.

Les tombes figurant sous les chiffres I et II, au voisinage du sentier ont été arrachées de face et abîmées par les ouvriers :

C. Murets de moellons avec dalles de couverture, bien régulières.

D. $2^m \times 0^m60 \times 0^m70$.

M. Pas d'objets en fer.

Tombes fouillées méthodiquement :

N° 1. : C. Murs en pierres plates, en grès ou calcaire, sur champ. Couverture de pierres plates en calcaire surplombant seulement les murets à l'intérieur ; pierre plate à la tête et aux pieds.

D. $1^m85 \times 0^m50 \times 0^m40$.

S. Squelette de femme, de 1^m55, bien conservé.

M. Quatre clous du coffre, un à chaque coin, un couteau, une boucle.

N° 2 (en contiguité avec le n° 1) :

C. Muret ouest en pierres sur champ, muret est en moellons unis, écroulé, dalle à la tête et aux pieds, deux dalles de couverture, irrégulières et espacées.

D. $2^m \times 0^m50 \times 0^m40$.

S. Squelette bien conservé, 1^m85.

M. Clous, un couteau.

N° 3 (un peu située plus haut que la tombe précédente) :

C. Murets de moellons assis et de pierres sur champs, grosses dalles à la tête et aux pieds, deux grosses dalles de couverture, irrégulières, espacées et écroulées.

D. $1^m90 \times 0^m60 \times 0^m40$.

S. Squelette plus ou moins bien conservé, écrasé, 1^m75.

M. 1 clou.

N° 4 (un peu plus à l'ouest que le n° 3) :

C. Murets de moellons ou de pierres sur champ, grosses dalles à la tête et aux pieds ; pas de dalles de couverture ; tombe probablement abîmée antérieurement.

D. $2^m \times 0^m45 \times 0^m50$.

S. Débris de squelette, déjetés ; sous cette tombe existe perpendiculairement un squelette dont les tibias se découvrent dans l'intervalle des tombes 3 et 4, et

M. entre lesquels a été trouvé un poignard.

N^o 5 (au milieu du champ exploré A) :

C. Murets de pierres sur champ ; deux dalles irrégulières de couverture.

D. $1^m90 \times 0^m45 \times 0^m45$.

S. Squelette décomposé.

M. Amas de fers plats sous les pieds.

N^o 6 (dans la partie B du terrain (sentier), abîmée par des travaux antérieurs) :

C. Murets de moellons assis, des quatre côtés ; deux dalles de couverture dans la fosse.

D. $2^m \times 0^m55 \times 0^m50$.

S. Débris de squelettes, déjetés.

M. 1 clou.

N^o 7 (au milieu et à la limite du champ exploré, abîmée antérieurement) :

C. Murets en assises de moellons des quatre côtés ; pas de dalles de couverture, enlevées probablement.

D. $1^m95 \times 0^m55 \times 0^m55$.

S. Squelette entier, mais friable.

M. Un clou et un débris de clou ; une bague en bronze passée à l'annulaire gauche ; un ornement de buffleterie (?) en bronze ; un bouton en fer avec clous en bronze, et recouvert de cuir ou de tissu imprégné de rouille. ; un débris de nœuds en silex, ayant servi de briquet ?

N^o 8 (la plus grande et la mieux conservée des tombes, au milieu de la partie C du terrain exploré) :

C. Murets en assises de moellons ; grandes dalles épaisses à la tête et aux pieds ; trois grandes dalles de couverture irrégulières, espacées et effondrées.

D. $2^m \times 0^m60 \times 0^m60$.

S. Squelette très friable, en position contournée ?

M. Pas d'armes, une pierre à feu, briquet ? traces de plaques de fer.

N^o 9 (à l'est de la précédente) :

C. Délimitation par de gros cailloux, disposés régulièrement tout autour à 0^m45 au-dessus du niveau du squelette.

D. $1^m90 \times 0^m45 \times 0^m45$.

S. Squelette d'homme grand et très membré, dont la tête, les épaules, les hanches, les genoux et les pieds reposent sur de petites pierres plates.

M. Clous, un bout de lame de couteau, plaquette et fers divers non identifiés le long du tibia gauche.

N^o 10 (débris d'ossements entourés de quelques gros cailloux) :

M. Deux clous, un débris de clou, un couteau, plaquette de fer avec clous en saillie.

N° 11 : C. Sans délimitation, une pierre aux pieds, une dalle allongée, recouvrant le squelette tout à fait friable.

M. Trois clous, une boucle plate à clous de bronze saillants, agglomérat d'argile et de rouille autour des malléoles donnant, un couteau de 18 cm. de longueur, auquel adhère un débris de péroné, une plaque, un gros clou ou instrument non identifié, une large boucle à filaments de bronze argenté, un petit vase gris de forme élancée.

N° 12 : C. Débris d'ossements entourés de quelques pierres ou gros cailloux. Couche de charbon de bois sous ces débris.

M. Grande boucle au niveau de l'épaule droite, avec un gros clou de bronze, traces de débris de fer au niveau des pieds.

N° 13 (même tombe sans traces d'objets).

N° 14 (située à la montée du jardin potager, au bord du sentier, terrain plus sablonneux) :

C. Sans délimitation de pierrés.

S. Squelette assez dur et bien conservé, 1^m80.

M. Aux pieds, un grand vase biconique, deux patelles ; à droite du squelette : une pointe de flèche en fer, une pointe de javelot idem ; à la tête : un seramasaxe en fragments, un morceau de fer plat, un fer non identifié.

N° 15 : A la limite du terrain à briques. Débris de squelette d'avorton ? (tête grosse, ossements petits et minces), entourés de quelques pierres. Long. 0^m90.

N° 16 : Tombe en pleine terre sablonneuse. Squelette d'homme adulte (long. 1^m80), coupé en deux longitudinalement, la partie gauche ayant dû être enlevée lors du dépôt d'un corps de femme dont le squelette est bien conservé. Long. 1^m70.

M. Néant.

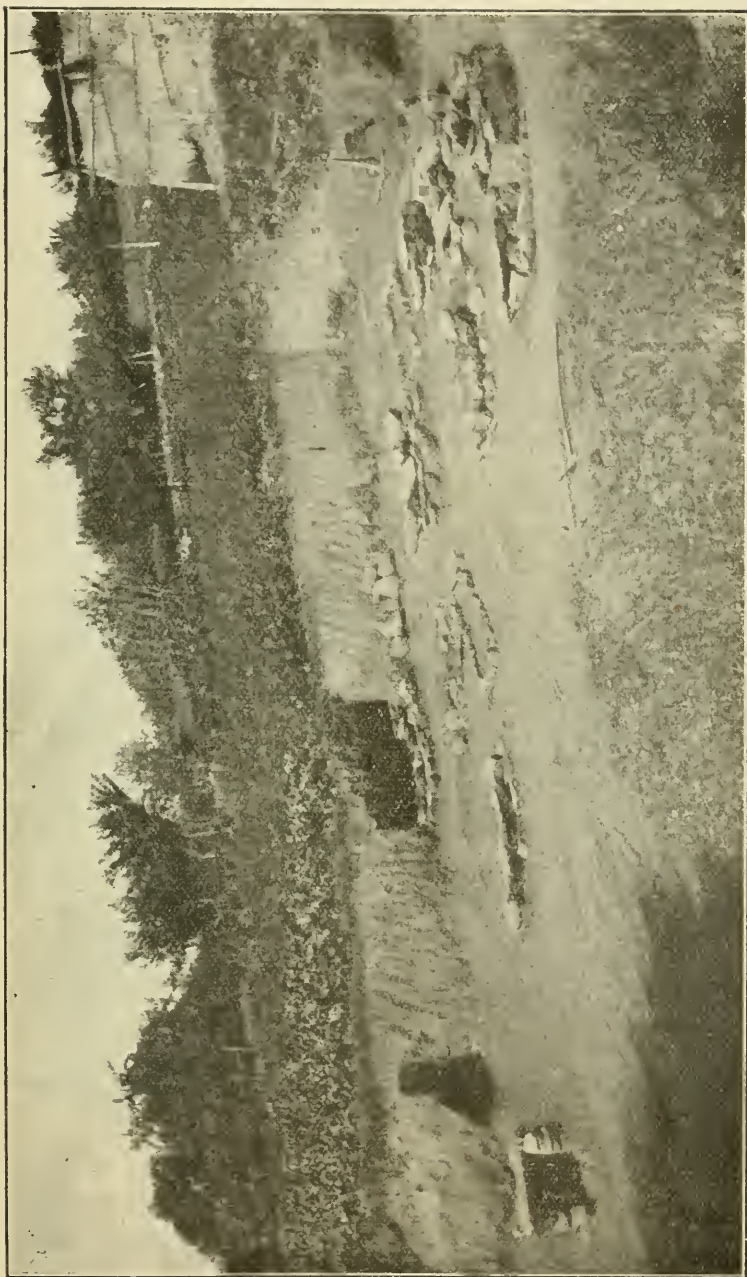
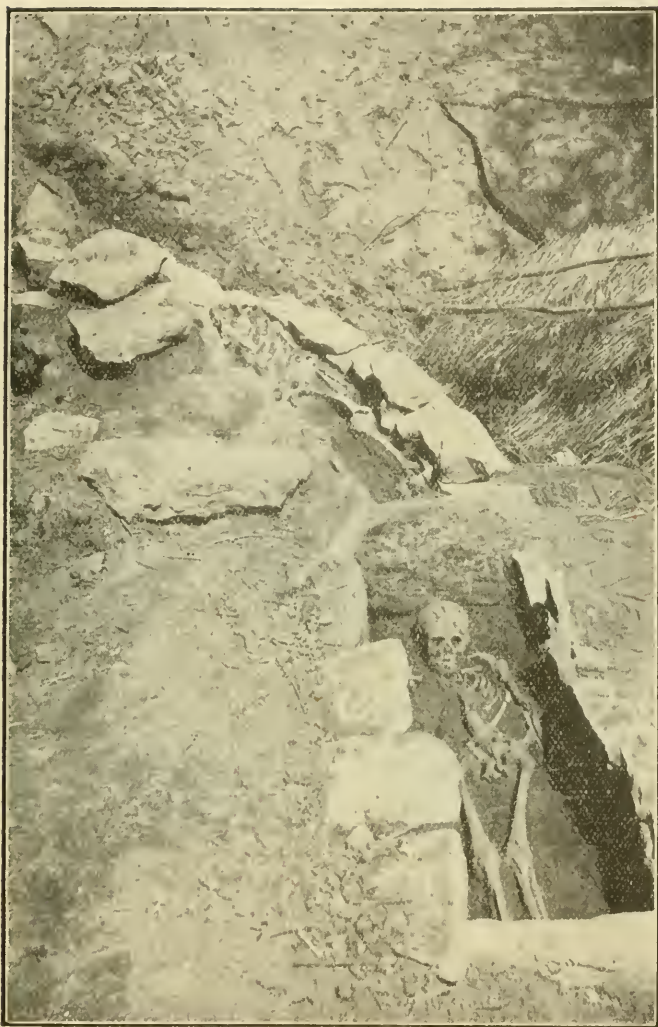


PLANCHE II

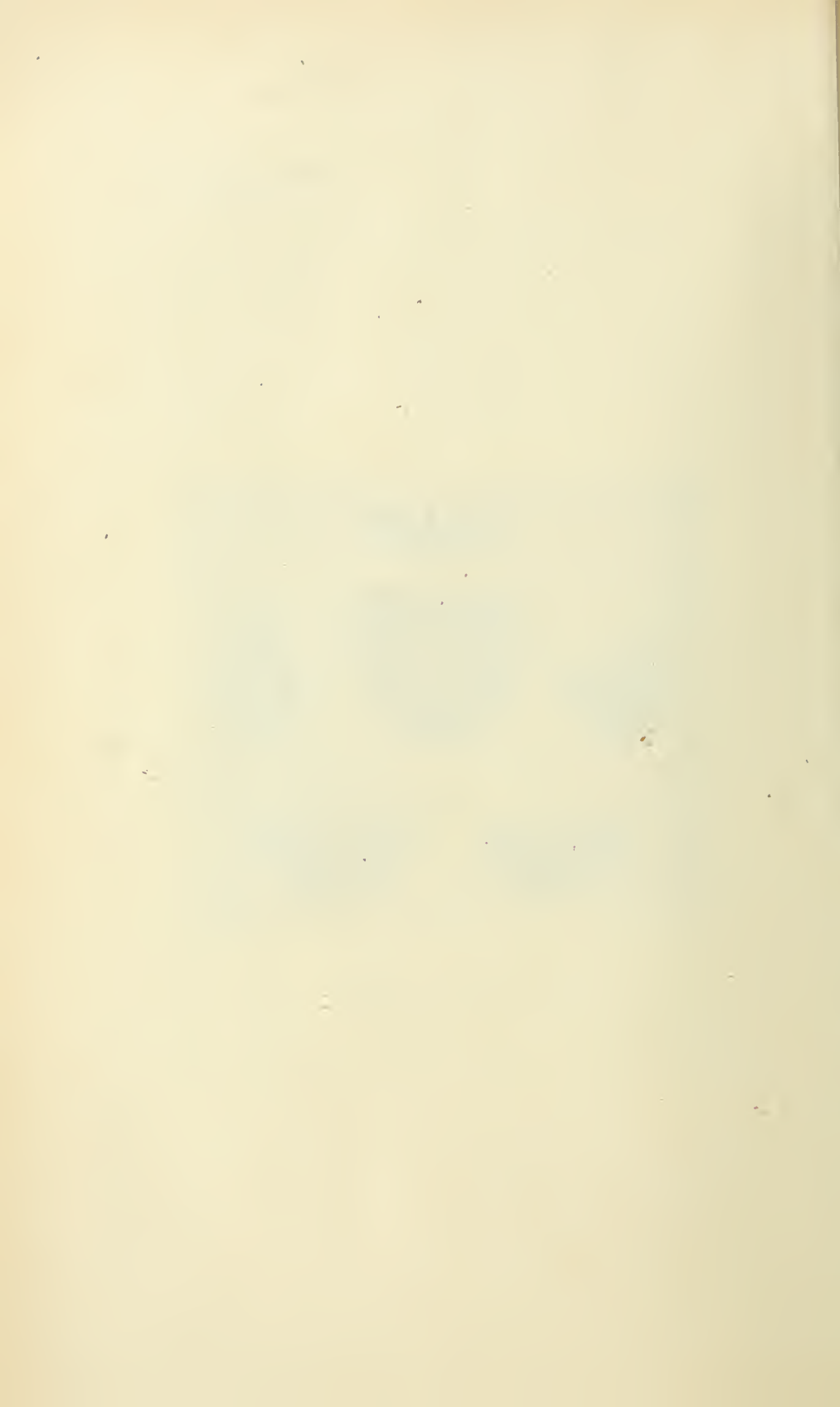


Cimetière Franc. — Types de tombes.

PLANCHE III



Cimetière Franc. — Poteries.





LEGENDE EXPLICATIVE

1. Scramasaxes et débris. — 2: Couteaux. — 2: poignards. —
 3. Pointe de flèche. — 4. Pointe de javelot. — 5. Objets en fer
 non identifiés. — 6. Plaques de ceinturon ou de baudrier. —
 7. Clous des coffres funéraires. — 8 et 8: Boucles de baudrier. —
 9. Boucles de ceinturon. — 10. Agrafe en bronze. — 11. Phalange
 d'Annulaire avec bague en bronze. — 12. Agrafe de ceinturon.
 — 13. briquet en silex. — 14. Lame en silex.

ARTISTES ÉTRANGERS DE PASSAGE AU PAYS DE LIÈGE

A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE

I. — INTRODUCTION

Le Pays de Liège qui, du Moyen-Age au dix-huitième siècle, avait vu naître des artistes universellement admirés, n'était plus, à la fin de l'ancien régime, qu'un centre peu original. Certes, les peintres, les sculpteurs et les graveurs n'y manquaient pas, mais leur caractère devait considérablement se ressentir des influences diverses qui se partagèrent les esprits de l'époque, et qui, pour ne parler que de l'art, venaient d'une terre fatiguée d'avoir trop donné, l'Italie. La Fondation d'Archis, qui devait permettre à nos artistes d'aller se perfectionner à Rome, n'a pas produit tout le bien qu'on pouvait en espérer. Heureusement, les musiciens liégeois, Hamal et Grétry, profitèrent plus largement de l'hospitalité reçue et contribuèrent beaucoup à la gloire de notre petite patrie.

En 1775, le prince de Velbrück créa, dans la capitale liégeoise, une Académie de Peinture, d'où ne sortit aucune individualité marquante ; les professeurs eux-mêmes étaient dépourvus d'idéal, sinon de talent, et, aujourd'hui, on les ignore en dehors de nos anciennes frontières (1). Une seule exception peut être faite en faveur de Léonard DeFrance qui, dans ses tableaux et ses dessins, sut abandonner un style ridiculement pompeux,

(1) Sur l'Académie de Liège, voir TH. GOBERT, *Les débuts de l'enseignement des Beaux-Arts à Liège* dans le *Bull. de l'Inst. archéol. liégeois*, t. XLIII, 1913, pp. 13-87.

pour décrire d'une manière humoristique, la vie et les travers de son temps. Cela lui valut d'être, de son vivant, apprécié à Paris, soutenu par le plus parisien des artistes du moment, Fragonard, enfin d'être admis à exposer au Salon de Paris, honneur que peu de Liégeois pourraient revendiquer (1).

D'autres peintres locaux avaient également, mais avec moins de bonheur que Defrance, fait des tableaux de genre ; Martin Aubée en exposa, à la salle de l'Emulation de Liège et au salon de Paris, qui étaient loin d'atteindre à la finesse de ceux de son confrère (2). Pour tout dire, l'ambiance avait été fort peu favorable à l'éclosion de chefs-d'œuvre. La plupart des souverains du dix-septième et du dix-huitième siècles étaient issus de la maison de Bavière et réunissaient, dans leurs bénéfices, les évêchés de Liège et de Cologne : ils vinrent rarement dans leur résidence liégeoise et préférèrent le séjour des bords du Rhin. Jamais on ne vit à Liège une cour brillante qui se piquât d'entretenir des traditions de générosité et d'opulence ; bien rares furent les princes qui se firent gloire d'embellir leurs palais et châteaux liégeois. Et lorsque le désir leur venait d'entreprendre quelques constructions pour leur commodité personnelle, c'était le plus souvent à des architectes étrangers qu'ils avaient recours. L'exemple donné par le souverain influença parfois, d'une manière regrettable, le choix de certains grands personnages et des communautés religieuses, qui se trouvaient dans l'obligation de faire reconstruire leurs hôtels.

(1) J. HELBIG, *La Peinture au Pays de Liège* (1903), pp. 460-478. — *Collection des livrets des anciennes expositions, de 1673-1800*, Paris 1869 (Table par GUIRFREY). Les Liégeois qui exposèrent à Paris sont : Defrance, Fassin, Aubée et Laurenty.

(2) Sur Martin Aubée, mort à Paris en 1806, voir J. HELBIG, op. cit., p. 438. Il y a confusion entre Martin Aubée, père, et Jean-Martin Aubée, fils. [(cf. E. PONCELET *Documents inédits sur quelques artistes liégeois* (*Bull. de la Soc. des Bibliophiles liégeois*, t. IV, 1888-89, p. 282)]. Jean-Martin Aubée paraît avoir préféré le genre religieux et académique. Un de ses tableaux est conservé à l'église Notre-Dame à Tongres (*Bull. de la Soc. Scient. et Litt. au Limbourg*, t. XXIX, 1911, pp. 272-273). Pour le catalogue de l'œuvre des Aubée voy. THIEME-BECKER, *Allgemeines Künstlerlexikon*, t. II, 1908, p. 223 ; *Explication des Morceaux de Peinture, Sculpture, Gravure... exposés... à la Salle de la Société d'Emulation*, Liège, 1781, pp. 3, 4, 10 ; 1782, pp. 3, 4, 5 ; 1783, pp. 4, 5 ; 1786, pp. 3, 4 ; 1788, pp. 3, 4 ; *Collection des livrets des anciennes expositions, 1673-1800*, 1791, pp. 25, 55 ; 1795, p. 13.

Nous voyons, en 1695, Henrico Zuccalli, architecte de la maison électorale de Bavière, occupé au palais de Liège ⁽¹⁾ ; plus tard, en 1735, le Bruxellois J.-A. Anneessens en réédifia la façade détruite par un incendie ⁽²⁾. Lorsqu'en 1752, Jean-Théodore voulut un nouveau rendez-vous de chasse à Maeseeyck, ce fut à Jean-Joseph Couven d'Aix-la-Chapelle qu'il en commanda les plans ; le même architecte, procéda en 1757-1759, à la réfection des bâtiments abbaticaux de Munsterbilsen, et construisit à Liège deux hôtels pour des particuliers ⁽³⁾.

On serait presque tenté de croire, qu'avant la période d'activité de Renoz et de Digneffe, il n'y avait, à Liège, aucun architecte suffisamment qualifié pour entreprendre une construction importante. Ce n'était cependant pas le cas ; déjà au dix-septième siècle, on connaissait la valeur des architectes Liverlo, Bertholet Flémalle et Douffet ; il serait étonnant de voir cette tradition perdue au dix-huitième et, pour ma part, je me refuse à y croire ⁽⁴⁾.

(1) E. RENARD, *Die Bauten der Kurfürsten... von Köln*, dans les *Bonner Jahrbücher*, t. 99, 1896, p. 177 ; R. PAULUS, *Der Baumeister Henrico Zuccalli...*, Strasbourg, 1912, pp. 117 ss. ; *Chronique archéologique du Pays de Liège*, XIV^e année, 1923, pp. 47-48.

(2) TH. GOBERT, *Le Palais de Liège*, 1896, p. 182. ; D. VAN DE CASTEELE, *Notes sur la Maison des Etats...* (*Bull. Inst. archéol. liégeois*, t. XIV, 1879, pp. 364 ss.). Dans une lettre datée du 15 février 1739, qui complète les renseignements fournis par ce dernier auteur, Anneessens se disait fort occupé aux plans de reconstruction de la collégiale de Nivelles et du Collège Luxembourgeois à Louvain. (*Papiers des Etats aux Archives de l'Etat à Liège*).

(3) J. BUCHKREMER, *Die Architekten Johann-Joseph Couven und Jakob Couven* (*Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins*, t. XVIII, 1895, pp. 150 ss.). Les hôtels de maître étaient ceux de N. Willens et du Grand-Prévôt de Horion. Le premier doit être la *Maison d'Ansembourg* ; quant à l'autre, je n'ai pas encore pu le déterminer. Je compte revenir plus tard sur cette question.

(4) En 1727, c'est précisément un Liégeois, Gilles Doyen qui est chargé de restaurer l'hôtel de ville d'Aix-la-Chapelle (*Kunstdenkmäler der Rheinprovinz*, t. X, Aachen III, 1924, pp. 122-125 [Faymonville]).

Je constate, d'autre part, l'analogie curieuse entre des maisons d'Aix, œuvres de l'Italien Laurent Mefferdati, l'hôtel de ville et une maison rue Hors-Château à Liège. Certaines de nos constructions furent-elles faites par Mefferdati ou celui-ci s'inspira-t-il des travaux de Gilles Doyen ? C'est ce qu'il n'est pas possible d'examiner ici. Jean-Joseph Leroy, conseiller titulaire et architecte de Jean-Théodore, est signalé de 1750 à 1757 (J. L. DUVAL, *Abnanach de la Cour.... de Liège*). Il est étrange de le voir supplanté par Couven pour l'exécution des travaux de Maeseeyck. Leroy fut également l'architecte de la cité de Liège (S. BORMANS, *Table des recès* dans le *Bull. Soc. Scient. et Litt. du Limbourg*, t. XIV, 1878, pp. 21, 54, 61 et TH. GOBERT, *Les Rues de Liège*, passim.). Il serait aussi utile de faire des recherches sur l'activité de l'ingénieur Sarto, signalé à Liège, en 1716-1717.

On commandait les tapisseries à Bruxelles ; les stucs étaient presque toujours faits par des Italiens (1). Heureusement, le chercheur peut encore rencontrer des noms du terroir, dans la liste des artistes, peintres et sculpteurs, qui collaborèrent à l'ornementation des grands édifices du dix-huitième siècle, l'Hôtel de Ville et la Maison des Etats ; pour la sculpture, Delcour, Hans son élève, Maître Louis ; pour la peinture, Riga, Dumoulin, Fisen, Delloye et les Coelers. Exception faite pour Delcour, aucun de ceux-ci n'acquît une grande réputation à l'étranger.

Par bonheur, une industrie locale a porté au loin le renom des artisans de jadis ; c'est le meuble liégeois qui est partout admiré et recherché. On peut cependant regretter que trop d'œuvres remarquables de notre sculpture sur bois demeurent anonymes, et l'on doit considérer comme une aubaine la trouvaille d'un document qui sauve un nom de l'oubli. Je note en passant Louis Lejeune, qui fit cette admirable gaine d'horloge du Château de Mariemont, et le buffet d'orgues de l'église abbatiale de Saint-Trond (2) ; Jean Ben, né à *Escheviller* (Eschweiler) *dans le diocèse de Liège* mort à Paris le 1^{er} septembre 1754, collaborateur du célèbre J.-F. Oeben (3) ; enfin, les Dereu, de Tombay, Dewandre, Renard, etc. (4) D'autres noms surgissent encore de l'oubli : le 6 février 1769, Jean Leroy, maître menuisier, *voulant aller faire carrière en France*, laissait à Liège une procuration notariée (5). Vers 1750, deux sculpteurs

(1) J. BREUER, *Stucs et stucateurs italiens*, dans *La Vie Wallonne*, t. V, 1925, pp. 204 ss. Ajouter à la liste, Francesco Vasalli, qui travailla à l'hôtel-de-ville de Liège. (GOBERT, *Les rues de Liège*, t. II, p. 55, GURLITT, *Historische Städtebilder-Lüttich*, p. 23), ainsi qu'à Aix (*Kunstdenkmäler, Aachen* III, p. 137).

(2) *Catalogue de l'Exposition de l'Art ancien au Pays de Liège*, 1905, nos 5187 et 5220 ; *Leodium, Chronique mensuelle de la Société d'Art et d'Histoire du diocèse de Liège*, t. IV, 1904, p. 79, note 7.

(3) F. DE SALVERTE, *Les ébénistes du XVIII^e siècle*, Paris, 1923, p. 16.

(4) De Tombay, Dewandre, Renard, d'autres encore sont signalés dans *l'Explication des Moreeaux de Peinture, etc...* de l'Émulation. Jacques Dereu signa une niche de statue qui figura à l'Exposition de l'Art ancien en 1905 (n^o 5093) ; il travailla, en 1727, avec d'autres Liégeois, à l'aménagement de l'hôte de ville d'Aix-la-Chapelle (*Kunstdenkmäler, Aachen* III, pp. 134, 136).

(5) *Protocole du Notaire W. Bailly aux Archives de l'Etat à Liège*. Le document est classé parmi les pièces de l'année 1775.

sur bois, Radoux et Derichs, travaillent au château de Brühl bâti par Joseph-Clément de Bavière; ce Radoux était certainement d'origine liégeoise, son nom l'indique. ⁽¹⁾

La fin du dix-huitième siècle aurait pu faire changer la situation assez précaire de l'art liégeois, car le prince de Velbruck usa de son influence pour développer dans le pays le culte des Sciences, des Lettres et du Beau ; la création de l'Académie et de la Société d'Emulation prouve sa bonne volonté. Malheureusement, les encouragements matériels, les récompenses libérales firent trop souvent défaut.

Et puis, s'il y avait un prince de Liège, il n'y avait pas de tradition dynastique, pas de continuité dans l'effort d'une famille pour attacher son nom à de grandes institutions, au bien-être de son peuple ; c'est, à mon sens, un des principaux facteurs de l'infériorité artistique de Liège vis-à-vis des pays voisins. S'il y eût existé des artistes de premier plan, ceux-ci eussent cherché fortune ailleurs ; tel avait été le sort de nos meilleurs graveurs et orfèvres, les Natalis, Duvivier, Demarteau, Debêche, etc... ⁽²⁾.

Cependant, grâce à son souverain, Liège fut la première ville de Belgique où l'on ait songé à organiser des expositions publiques d'objets d'art ⁽³⁾. Dès 1779, la Société d'Emulation en avait pris l'initiative afin d'aider les artistes. Dans ces exhibitions, on pouvait remarquer, auprès des œuvres des maîtres,

⁽¹⁾ E. RENARD, *Die Bauten der Kurfürsten.... von Köln* (Bonner Jahrbücher, t. 100, 1896, p. 51, note 2).

⁽²⁾ G. Debêche, orfèvre, né vers 1705, se fixa à Paris vers 1730 et y demeura jusqu'au début du règne de Louis XVI. Il fut très réputé pour ses gravures sur tabatières, boîtiers de montres, bonbonnières, etc... Il affectionnait surtout les scènes mythologiques qu'il traitait dans le goût de Boucher (voy. : THIEME-BECKER, *Allgemeines Künstlerlexikon*, et DE MAURI, *L'Amatore di Vantagli, Tabbachiere* etc... Milan, s. d., (3^e éd.) p. 132). — Un autre orfèvre liégeois, Denis Francson, peut-être celui qui avait, vers 1750, fourni à l'église Notre-Dame à Huy, de riches chandeliers en argent (II. DEMARET, *La collégiale N.-D. à Huy*, t. III, 1924, p. 8), était également allé s'établir à Paris ; il renonça par procuration à une succession ouverte à Liège (Protocole L. Boulanger, 20 janvier 1782, aux *Archives de l'Etat à Liège*).

⁽³⁾ Anvers ouvrit son premier « Salon » en 1789 ; Gand, en 1792 ; Bruxelles, en 1811 et Malines en 1812 (U. CAPITAINE, *Notice historique sur la Société libre d'Emulation, Liège*, s. d., p. 18). — Lille eut un Salon à dater de 1773 ; quant au Salon de Paris il remonte à 1673.

celles de leurs élèves, et le catalogue, l'*Explication* comme on disait alors, faisait souvent état de la jeunesse des exposants. Malheureusement, parmi ces « génies » précoces, on en trouve peu dont le nom brillera plus tard d'un certain éclat (1).

Il sera souvent question de miniaturistes au cours de cette étude. Ce genre semble avoir été quelque peu délaissé par nos artistes et, si l'on jette un coup d'œil sur le catalogue des expositions rétrospectives de 1881 et 1905, on n'aperçoit aucune signature liégeoise sur des œuvres du dix-huitième siècle. Faisons abstraction de la pléiade de décorateurs sur bois de Spa, et la liste des miniaturistes autochtones sera bientôt close : le Dinantais Perpète Evrard, né en 1662 et mort à La Haye en 1727 ; Léonard Defrance, qui peignit quelques minuscules portraits, celui du bourgmestre de Chestret par exemple ; enfin, Michel Dargent, le seul qui, à la fin du siècle, nous apparaisse comme spécialisé dans ce genre (2). La plupart des miniatures conservées dans les collections liégeoises sont anonymes ou portent des noms étrangers.

Liège ne se distinguait pas comme ville de luxe et de plaisir, comme rendez-vous mondain ; c'était Spa, sa voisine, qui attirait, depuis plusieurs siècles, l'aristocratie européenne autour de ses fontaines, donnant à chacun le plaisir et la santé. Les *Amusemens des Eaux de Spa*, titre d'un ouvrage célèbre de l'époque, n'étaient pas une vaine promesse. Quand on parcourt la *Liste des Seigneurs et Dames* qui honoraient Spa de leur visite, on rencontre une quantité d'annonces, révélatrices d'une psychologie particulière aux villes d'eaux de tous les temps. Une réclame copieuse, faite par les coiffeurs, les modistes, les tailleurs, les pâtisseries et les traiteurs, est mêlée d'appels aux

(1) Les quelques compatriotes dont la renommée s'établit au XIX^e siècle sont le peintre Ansiaux (qui exposa dès 1782) les sculpteurs Salaie (en 1785) et Rutxhiel (en 1811).

(2) Le miniaturiste Houff, que je crois étranger (voir plus loin p. 145), avait des élèves liégeois qui exposèrent, en même temps que leur maître, à la salle de l'Emulation. On connaît d'autres amateurs, comme le Baron de Graillet, qui fit un portrait de Velbrück (1781) et un certain nombre dont l'*Explication* conserve l'anonymat. Au début du dix-neuvième siècle, on trouve deux bons miniaturistes, Léon Mullieux, qui exposa un portrait de Defrance (1810), et aussi Louis Jamme, plus tard bourgmestre de Liège.

spectacles et autres divertissements. Parfois un *homme de compagnie* connaissant plusieurs langues offre ses services ; ventes de tableaux ⁽¹⁾, carrosses et chevaux à céder, objets perdus, tout est mentionné dans les « *avertissemens* » et ces riens complètent, dans le détail, le tableau que les écrivains d'autrefois nous ont laissé de la vie spadoise ⁽²⁾.

Bien entendu, les jeux fonctionnaient, et les habitants profitaient du passage des étrangers pour leur vendre les produits de l'industrie locale, ces mille et un objets, futiles et inutiles, en bois incrusté de nacre ou décorés de peintures : coffrets, étuis à aiguilles, boîtes à jeu, cannes, etc... ⁽³⁾. Les aventuriers ne manquaient pas de s'insinuer dans la cohue cosmopolite ; ils eurent souvent l'occasion d'y faire des dupes ⁽⁴⁾.

De même que de nos jours, on voit les photographes « faire » les boulevards, les parcs publics, les promenoirs de nos stations balnéaires, on rencontrait, à Spa, des miniaturistes et d'autres artistes du même genre. Ceux-ci travaillaient à domicile, mais ils avaient eu soin d'annoncer leur venue par quelques lignes insérées dans la liste. J'insiste sur l'activité spéciale des miniaturistes, parce qu'il semble bien qu'ils s'établirent à Spa plutôt qu'à Liège. La raison en est simple : lorsqu'on exerce un métier de luxe dans un centre de villégiature, on y gagne plus facilement sa vie que dans une autre localité, fût-elle une capitale.

Un fait, sur lequel je devrais également appuyer, est la vie d'Aix-la-Chapelle à la même époque. Plus d'un artiste, passant à Liège ou à Spa, aura voulu tenter la chance de ce côté ; pour les miniaturistes Trignart et Hall, la chose est certaine. Ne pouvant malheureusement pas me documenter sur cette question comme je l'eusse désiré, je passe la main à d'autres

(1) Voici un relevé des annonces de vente de tableaux : *Liste des seigneurs et dames...* Spa, 2 août 1773 ; 18, 20, 25 juillet 1775 ; 19 juillet 1777 ; 17 juillet 1779 ; 5 août 1781 ; 14 août 1782 ; 15 août 1784.

(2) Un aperçu fort bref des annonces de la Liste de Spa a été trouvé dans les papiers délaissés par A. Body, et publié dans *La Vie Wallonne*, t. I, 1920-21, pp. 555 ss.

(3) Voy. : A. BODY, *Essai historique sur les ouvrages peints dits Boîtes de Spa*, Liège, 1898.

(4) A. BODY, *Les Aventuriers à Spa au XVIII^e siècle dans le Bul. de la Soc. des Bibliophiles liégeois*, t. IV, 1888-89, pp. 217 ss.

mieux placés que moi pour continuer cette enquête. Je crois que celle-ci nous révélera de nouveaux noms d'artistes, et qu'en même temps, elle nous permettra de retrouver certains personnages dont il sera question plus loin.

Outre qu'elles feront sortir de l'oubli quelques noms et quelques faits relatifs au mouvement artistique de la fin du dix-huitième siècle, les notes que je publie ici montreront également jusqu'à quel point nous manquons de renseignements sur une quantité d'artistes de second plan. En l'absence d'un dictionnaire complet et détaillé ⁽¹⁾, j'ai eu recours à de multiples sources qui sont souvent demeurées insuffisantes. J'espère que cet ensemble de documents, dont la recherche m'a coûté quelque peine, servira à établir la biographie et à retrouver les œuvres de quelques-uns des personnages étudiés.

A tous ceux qui m'ont aidé dans mes recherches et dont on trouvera les noms dans les pages qui vont suivre, j'exprime mes remerciements les plus sincères. Mes sentiments de vive gratitude s'adressent également à MM. Fairon, Hennen et Yernaux, conservateurs des Archives de l'Etat à Liège, qui m'ont si fréquemment guidé dans mon travail ; à M. Nicolet, chef de bureau à l'Etat-Civil de Liège, qui m'a fort complaisamment facilité l'examen des registres confiés à ses soins ; à M. Courtoy, conservateur des Archives de l'Etat à Namur, et à M. E. Couvreur, mon collègue, qui ont bien voulu me suggérer quelques modifications à mon ouvrage.

II. — NOTICES

Jacques Baudin

Baudin ne figure pas dans le dictionnaire général des artistes publié par Thieme-Becker ; cependant, depuis 1911 et l'Exposition des Arts anciens du Hainaut à Charleroi, son existence est suffisamment connue. Deux de ses œuvres, appartenant

⁽¹⁾ Le dictionnaire *Allgemeines Künstlerlexikon* de THIEME-BECKER n'est encore arrivé qu'à la fin de la lettre H. Pour éviter les notes encombrantes et inutiles, j'ai omis, autant que possible, de citer cet indispensable ouvrage.

à M. Houtart, de Monceau-sur-Sambre, figurèrent dans cette rétrospective sous les n^{os} 108 et 109 du catalogue ⁽¹⁾ ; l'une représentait l'Été d'après Boucher, l'autre un paysage hivernal. Une brève mention, précédant la description des deux toiles, porte : Baudin, né à Paris en 1743, mort à Fosses en 1817. Cette ville de la province actuelle de Namur faisait, autrefois, partie de la principauté liégeoise ; mais ce n'est pas à ce titre seul, que je m'occupe du peintre qui y avait élu domicile. Celui-ci séjourna à Liège et, en 1785, il y exposa deux grisailles dans la salle de l'Emulation : la première, un Saint Charles était estimée 2 louis ; la seconde, un groupe des Trois Grâces occupées à élever un piédestal à l'Amour valait 2 ½ louis. Ces œuvres ne trouvèrent pas amateur, car on les voit encore figurer au catalogue de 1786 ⁽²⁾, mais, en cette même année, le groupe des Grâces fut acquis comme prime de la loterie organisée au profit des artistes liégeois. La liste des lots, qui fut insérée dans la *Gazette de Liège* du 28 avril 1786 (n^o 3 de la liste) n'évalue plus cette pièce qu'à 1 ½ louis et nomme explicitement l'auteur : *M. Baudin de Fosses*. C'est un indice que l'artiste était déjà établi dans le pays depuis un certain temps.

Au cours de l'été 1787, Baudin vint à Liège et se fit annoncer comme suit :

« *Le S^r Baudin, Peintre en Portraits, Bas reliefs, Marines, Paysages, etc., offre ses services au public. Il raccommode supérieurement les vieux Tableaux. Il loge au Pot d'Or derrière S^{te} Catherine* ⁽³⁾.

C'était, probablement, une façon de profiter des vacances, car on sait, par la *Gazette* du 2 octobre de la même année, que Baudin avait ouvert un pensionnat :

⁽¹⁾ *Exposition de Charleroi, 1911. — Catalogue des Beaux-Arts*, p. 116. Dimensions des toiles : h. : 86 cm. ; l. : 121 cm.

⁽²⁾ *Explication des morceaux de peinture, sculpture... Emulation, Liège, 1785* n^{os} 7 et 8 ; 1786, n^{os} 10 et 11.

⁽³⁾ *Gazette de Liège*, 3 août 1787.

Le Sr Baudin, Peintre à Fosse près Namur a l'honneur d'informer le public qu'il continue de tenir un pensionnat pour jeunes Messieurs. On y enseigne la Lecture, l'Ecriture, l'Arithmétique, la Grammaire française, la Religion... ».

Je n'ai trouvé dans les collections liégeoises, aucune œuvre de Baudin, et les seuls morceaux dont j'ai connaissance ne m'ont pas passé sous les yeux. Je me garderai donc d'émettre une appréciation personnelle sur le talent du peintre ; le fait que deux de ses toiles furent exposées à Charleroi me porte à croire qu'elles n'étaient pas dépourvues de mérite.

Les registres de l'Etat-civil de Fosses portent que Baudin, natif de Paris, avait le prénom de Jacques et qu'il décéda dans la localité namuroise, le 20 décembre 1817 à l'âge de 74 ans ⁽¹⁾. Cela confirme les indications du catalogue de Charleroi et, en nous révélant le prénom de l'artiste, me permet d'en signaler d'autres travaux.

En 1866, existaient encore, dans l'église de Ghoy, près de Lessines, deux tableaux représentant, l'un Jésus avec la Samaritaine, l'autre le Baptême du Christ ; tous deux portaient avec la signature : *Jacobus Baudin du Tour*, les millésimes 1781 et 1782 ; ils avaient primitivement orné l'abbaye d'Aulne. Aussi est-il probable que, dès 1781, Baudin était fixé dans nos régions, et qu'il y était avantageusement connu ; ce qui lui aura valu une commande du monastère.

Quatre autres œuvres du peintre étaient, vers le milieu du XIX^e siècle, conservées par un amateur tournaisien ; c'étaient de grandes compositions « sur plaques de cuivre » de plus d'un mètre carré chaque, portant : 1^o l'Adoration des Bergers, 2^o l'Adoration des Mages, 3^o l'Adoration de l'Agneau et 4^o la Cour Céleste. Un peintre-restaurateur de Tournai, Paul Meyer, les avait réparées ; en 1866, on en avait perdu la trace par suite du départ du propriétaire pour l'Amérique. L'historien à qui j'emprunte ces détails se demandait même, si ces quatre

(1) Renseignements dûs à l'obligeance de M. le secrétaire communal de Fosses. — J'ai corrigé plus haut par 1743 la date de 1753 donnée par le catalogue de Charleroi.

tableaux, n'avaient pas également appartenu au monastère d'Aulne, et si leur auteur n'y était pas religieux (1).

Baudin a laissé quatre toiles dans la cathédrale de Namur. En 1851, l'auteur d'une notice sur ce monument (2) nommait l'artiste « Bodin de Fosses » ; il est possible qu'à cette époque, on n'avait pas, dans le Namurois, oublié complètement sa mémoire, et que quelques-unes de ses œuvres y existaient encore.

N'ayant pas pu apprécier par moi-même les toiles de Saint-Aubain, je cède la parole à un archéologue namurois, Ch. Montigny, qui écrivait :

Deux tableaux, la *Pêche miraculeuse* et le *Centenier*, attirent d'abord les regards, par la grandeur de leurs dimensions, dans le transept qui coupe cette nef.

Ces tableaux et ceux du transept opposé sont de Baudin de Fosses, peintre de la fin du siècle dernier. La *Pêche miraculeuse*, où Baudin a donné une étendue exagérée au ciel et à l'horizon marin, rappelle d'une manière frappante, mais sous le rapport de la composition seulement, le magnifique tableau de Rubens qui décore l'église de Notre-Dame à Malines. Le *Centenier*, aux pieds du Christ, produit un effet assez heureux dans sa composition ; son coloris tranquille rappelle les traditions de l'école liégeoise. Malgré les défauts de perspective, et quoique certaines parties de ce tableau éveillent le souvenir de productions de grands maîtres, c'est le seul des quatre tableaux dont il est ici question qui puisse mériter examen. On ignore le nom de la personne qui les fit exécuter pour la nouvelle cathédrale (3).

Une décoration composée de huit panneaux à sujets mythologiques ou allégoriques au milieu de paysages, signée *J. Baudin* et datée de 1784 passa en vente à Paris, le 21 avril 1910, à l'Hôtel Drouot. Elle fut adjugée 13.500 francs.

(1) VOISIN, dans *Bulletin de la Société historique et littéraire de Tournai*, t. XI, 1866, pp. 143 à 147.

(2) *Notice sur la cathédrale de Namur par un membre du clergé*, (L. F. J. DE HAUREGARD) 1851, p. 49.

(3) CH. MONTIGNY, *Recherches sur les églises de Namur et sur les objets d'art qu'elles renferment*. (Ann. de la Soc. archéol. de Namur, t. III, 1853, p. 433). Les sujets des deux autres tableaux sont : La Multiplication des Pains et l'Entrée de Jésus à Jérusalem (*ibid.*, p. 438). N. J. AIGRET, *Histoire de l'église et du chapitre de Saint-Aubain à Namur*, 1881, p. 614, n'apporte rien de nouveau sur la question et se contente de résumer l'article de Montigny.

Les sujets représentés étaient : 1^o Diane et les Nymphes ; 2^o Apollon et Daphné ; 3^o Vertumne et Pomone ; 4^o Vénus au bain ; 5^o L'Enfance de Jupiter ; 6^o Jupiter et Antiope ; 7^o Allégorie du Printemps et 8^o Allégorie de l'Automne (1).

Le prix donné pour cette décoration est tout à l'honneur de l'artiste ; que sont devenues ces peintures ? Je l'ignore.

Joseph Billieux

Cet artiste, dont les catalogues des expositions de l'Emulation mentionnent les œuvres, porte un nom étranger. La seule homonyme dont j'ai retrouvé la trace dans les registres de l'Etat-civil (décès de 1776 à 1842), était une nommée Marie Billieux, célibataire, morte en 1842.

Le peintre est cité dans un acte liégeois du 12 mai 1784, avec la mention de son prénom Joseph et l'indication « *Peintre de profession* ». Cet acte émane d'un maître-menuisier nommé André Peric qui déclare connaître le peintre depuis plus de vingt ans ; en outre, le comparant affirme que Billieux a été avec sa famille, son locataire pendant quatre ans consécutifs. Auparavant, ajoute-t-il, l'artiste avait demeuré chez le sculpteur Mignon, rue du Verthois, l'espace de deux ans (2). Cette déclaration, dont la raison d'être m'échappe encore, prouve que Billieux n'était pas liégeois, puisqu'il était nécessaire de faire connaître son identité.

Billieux exposa les œuvres suivantes à la salle de l'Emulation :
En 1872 (n^{os} 18 et 19) :

Deux tableaux représentant des Bouquets de fleurs.

Deux tableaux représentant des Fruits.

En 1784, le catalogue, plus explicite, porte (n^{os} 9-12) :

Par M. Billieux, demeurant au Soleil d'Or, hors la Porte d'Avroy.

(1) *Chronique des Arts et de la Curiosité*, supplément à la *Gazette des Beaux-Arts*, 1910, p. 175. — Signalé par Is. ERRERA, *Répertoire des peintures datées*, t. II, p. 470.

(2) *Protocole du notaire W. Bailly aux Archives de l'Etat à Liège.*

Un tableau représentant un Renard pris dans un piège.

Prix, 2 louis d'or.

*Un tableau représentant un Loup pris dans un piège,
servant de pendant au précédent.*

Prix, 2 louis d'or.

*Deux tableaux servant de pendant, représentant des
Vases de fleurs.*

Prix, 50 florins.

Deux tableaux représentant des fruits et dessert.

Prix, 50 florins.

En supplément, l'Explication de 1784 mentionne (n° 136) :

Une Tête de Chevreuil, par M. Billicux.

Prix, 30 florins.

C'est tout ce que j'ai pu rassembler sur l'artiste ; inutile d'ajouter que le dictionnaire de Thieme-Becker ne le signale pas.

Bonnet

« *Bonnet, Peintre en Mignature, a l'honneur d'offrir ses services aux Seigneurs et Dames ; il fait aussi en petit des portraits camayeux blancs, auxquels il donne une parfaite ressemblance. Il est logé aux Sept Montagnes, vis-à-vis l'Hôtel de Bourbon, rue de la Promenade de Sept-Heures* » ⁽¹⁾.

L'identification de cet artiste avec ses homonymes du Dictionnaire de Thieme-Becker est impossible. On trouve un graveur du nom de Louis Marin Bonnet (1743-1793) et un P. Bonnet, peintre et dessinateur, qui travailla, vers 1750, à Rome et à Paris, et qui est parfois confondu avec Bonnet-Danval, peintre parisien connu de 1751 à 1774. Aucun de ces artistes ne paraît s'être spécialisé dans la miniature. Peut-être existe-t-il quelque affinité entre notre artiste et le peintre namurois Bonnet, connu au dix-neuvième siècle.

⁽¹⁾ *Annonces de Spa* (suivant la *Liste des Seigneurs et Dames qui ont honoré les Eaux de Spa de leur présence*), 13 juillet 1786.

Le texte de l'annonce transcrit plus haut et qui remonte à 1786, semble indiquer que le Bonnet en question modelait également des portraits-médallions en cire, objets très à la mode.

En 1784, Bonnet, demeurant à l'enseigne de l'Empereur sur-Meuse, au coin de la rue dite Cheraroye, avait exposé à l'Émulation un cadre avec diverses miniatures valant un demi-louis la pièce (1) ; cette même année et en 1785, le miniaturiste passa la saison à Spa ; il s'y logea à l'Etoile d'Orient, rue du Vaux-Hall (2) ; il passa l'hiver de 1785-1786 à Liège, chez M. Guérette, vis-à-vis le Poids au Braz sur la Batte (3) ; enfin, on le retrouve à Spa, en 1787, logé à l'Hôtel de Bourbon déjà cité, et, en 1789, au Bureau de la Liste, place du Pont (4). Après cette époque, sa trace est perdue.

Borgnis

« Le Sieur Borgnis, Peintre italien, de l'Académie de Paris, a l'honneur de vous faire savoir qu'il loge en cette Ville, à l'Aigneau, rue du Vaux-Halle ».

Tel est l'avis inséré dans la Liste de Spa du 25 juillet 1775. Ce nom de Borgnis n'est pas tout à fait inconnu dans les annales de l'Art. Le dictionnaire de Thieme-Becker mentionne un portrait signé : C. J. Borgnis, daté de 1776, et représentant le Prince de Rohan. Ce portrait avait été donné à M. et Mme Leleu. On sait aussi qu'un peintre nommé Giuseppe Borgnis avait été, en 1745-1747, professeur de Julien de Parme à Cravéggia. Il est possible que ces deux artistes n'en fassent, en réalité, qu'un seul et, dans ce cas, l'identification du Borgnis de Spa ne souffrirait aucune difficulté. Si les deux artistes doivent être tenus pour différents, toutes les chances sont pour le peintre du Prince de Rohan.

(1) Explication des morceaux de Peinture, Sculpture... Emulation, 1784, p. 4, n° 13.

(2) Annonces de Spa, 16 juillet 1784 et 16 juin 1785.

(3) Gazette de Liège, 14 décembre 1785.

(4) Annonces de Spa, 12 juin 1787 et 24 août 1789.

A ce propos, un fait, qui n'est peut-être qu'une coïncidence, mérite d'être signalé. En 1775, la princesse de Guéménée et sa fille, la princesse de Rohan, séjournèrent à Spa et, l'année suivante, le prince Camille de Rohan y vint à son tour (1). Peut-être Borgnis était-il revenu à Spa en cette année 1776, sans avoir pris le soin d'avertir le public de sa présence. Le mutisme des annonces ne peut être un argument décisif à cet égard, vu que la réputation du peintre aurait pu le dispenser de renouveler sa réclame. Il est donc provisoirement admissible que Borgnis peignit le portrait de Rohan, à Spa.

Boucaut

Encore un sculpteur qui ne se trouve pas dans le dictionnaire de Thieme-Becker. A la décharge des collaborateurs de cet important ouvrage, je m'empresse de déclarer que le génie inventif du personnage a dû nuire considérablement à sa productivité artistique.

« *Le Sr Boucaut, Sculpteur de l'Académie de St-Luc, à Paris, avertit le public qu'il vient d'arriver en cette ville avec le Necessaire Universel, ainsi nommé par l'Académie, dont le Journal Encyclopédique de 1774, a rendu si bon compte. Il a été placé pendant 11 mois au Louvre, dans les appartements de la Reine, exposé aux yeux de la noblesse, qui n'a cessé de l'admirer. Ce Necessaire Universel a 6 pieds de long, 3 de large et 2½ de haut. Il contient généralement tout ce qui est nécessaire à la vie et de grandeur d'usage. On peut le voir en Potiérue, à l'enseigne du St Esprit (où il occupe l'appartement au rez-de-chaussée), tous les jours, depuis 10 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir. N. B. Vu le détail immense des objets qu'il renferme, on ne pourra le montrer qu'à une compagnie.*

Le prix est d'un escalin par personne ».

Cet avis de la *Gazette de Liège* du 31 octobre et du 12 novembre

(1) Voir *Liste de Spa*, 3 juin 1775 et 6 juin 1776.

1783 fut suivi d'un dernier appel le 19 novembre. Il y est dit cette fois :

« ... N. B. Comme il est demandé en Angleterre, il ne séjournera pas bien longtemps dans cette ville. Les personnes qui aiment de renfermer beaucoup d'objets dans un petit espace, trouveront de bonnes idées dans ce Necessaire ».

Je laisse aux dames qui sont sur le point de partir en voyage, le soin de consulter le « *Journal Encyclopédique* » de 1774, dont il est fait état dans la première annonce ; elles y apprendront peut-être l'art de *renfermer beaucoup d'objets dans un petit espace*.

On connaît l'existence d'un François Boucault, maître sculpteur, qui fut nommé membre de l'Académie de St-Luc le 17 octobre 1760 ⁽¹⁾ ; je pense pouvoir l'identifier au personnage qui fut l'objet de cette notice.

Bouhier

Ce miniaturiste, de passage à Liège en 1778, a vraisemblablement attribué à son digne oncle des titres qui ne lui revenaient fort probablement pas.

« *Le Sieur Bouhier, Peintre en Mignature, neveu et élève de M. F. Bouhier, premier peintre du Roi de France, venant d'Italie, peint le Portrait, fait les Chiffres, Trophées, Gerbes en cheveux pour bracelets et bagues dans le dernier goût et à la satisfaction des amateurs. Il est logé à l'Hôtel de St-Omer, en Souverain-Pont, chez le sieur Stordeur* » ⁽²⁾.

Aptitudes variées, talent médiocre de l'oncle et du neveu, à en juger d'après le silence des ouvrages que j'ai consultés à leur sujet. Tout porte à croire qu'ils étaient d'origine française. Dix ans plus tard, un Ture, nommé Houassin, et sa femme exercèrent à Liège, la même profession que le sieur Bouhier.

⁽¹⁾ S. LAMY, *Dictionnaire des sculpteurs de l'école française au 18^e siècle*, t. I, 1910, p. 98.

⁽²⁾ *Gazette de Liège*, 23 novembre 1778. Cette annonce est reproduite par GOBERT, *Les Rues de Liège*, t. III, p. 531, 1.

Ignace Brecher

Ignace Brecher, né à Vienne vers 1733, mort à Liège en 1803, vint se fixer dans notre ville, peu après le milieu du dix-huitième siècle. Il y ouvrit, en 1766, un de ces salons de figures de cire, qui devaient faire, plus tard, la renommée de Curtius à Paris et de Madame Tussaud à Londres ⁽¹⁾. On y voyait, nous dit une annonce de la *Gazette de Liège* du 21 novembre 1766, une série de personnages de la cour de Prusse.

Brecher reçut, en 1772, un privilège exclusif pour peindre et imprimer des toiles, ce qui ne l'empêcha point de fabriquer en 1784 des portraits médaillons en cire représentant des princes-évêques liégeois.

Jusqu'à ce jour, je n'ai pas réussi à mettre la main sur un seul produit de son industrie qui, comme nous l'apprend une annonce, étaient signés en toutes lettres. A la fin de sa carrière, notre homme vendait aussi des remèdes contre certaines maladies, ce qui le fit qualifier de médecin dans l'acte de décès de sa femme (née Marie-Luc-Gertrude Backer, Mayence, vers 1742, † Liège 1811). Ses enfants s'occupèrent de la même industrie que lui : la teinturerie et la fabrication de figurines en cire. Ce fut la cause d'une amusante querelle par voie d'annonces, qu'il serait trop long de rappeler ici ⁽²⁾.

Théodore Caenen

Théodore Caenen, portraitiste, fait l'objet d'une notice de M. E. W. Moes, dans le Dictionnaire de Thieme-Becker. N'ayant pas le loisir de revoir la bibliographie signalée par cet auteur, je me contente de résumer l'article, en attirant l'attention sur l'intérêt que une étude nouvelle de la question présente. L'attribution de certains portraits liégeois du milieu du XVIII^e siècle

⁽¹⁾ Vingt ans après, en 1787, un nommé Salleneuve ouvrit à Liège une exposition similaire; et vers 1800 un certain Girard ou Gérard présenta également à nos concitoyens une galerie de personnages célèbres. L'Italien François Dragone dont il sera parlé plus loin fut également modeleur en cire.

⁽²⁾ Une notice plus étendue a paru dans la *Chronique archéologique du pays de Liège*, XIV^e année, 1925, pp. 61 ss.

et, particulièrement, de ceux de Jean-Théodore de Bavière et de son entourage, en dépend peut-être.

Théodore Caenen, né en Allemagne, est signalé le 19 juillet 1736, comme membre de la gilde de Middelbourg. Plus tard, il fit un séjour prolongé à Nimègue, où il peignit notamment le portrait du bourgmestre J. H. Degner (1738), gravé ensuite par J. Körnlein. Beaucoup de familles hollandaises possèdent encore des portraits dus à son pinceau.

Quelques années après, et, en tout cas, postérieurement à 1744, Caenen serait devenu peintre d'une cour princière allemande. C'est sur cette dernière partie de sa carrière, qu'un document liégeois peu connu jette un jour nouveau.

L'Almanach de la Cour de Liège ⁽¹⁾ publié sous le règne de Jean-Théodore de Bavière, mentionne comme peintre de *Son Altesse. M(onsieur) Caenen, conseiller titulaire* : en 1750, Caenen est seul à occuper la place ; en 1755, il partage l'emploi avec Deleloche, *premier à l'Académie de peinture de Paris en 1738* ; enfin, en 1757, il est cité en même temps que Coelers.

La cour allemande signalée par M. E. W. Moes n'était donc, je pense, que la cour liégeoise (je ne m'attarderai pas à discuter ici le qualificatif d'allemande). Il est probable que tout honorifique quelle fût, la fonction, n'était pas sans obliger l'artiste à résider de temps en temps dans la capitale ; aussi, je crois qu'il serait intéressant de faire quelques recherches sur Caenen dans la direction nouvelle que je viens d'indiquer.

S. Caron

S. Caron, peintre française et poétesse, entra, en 1769, dans la Gilde de La Haye. Plus tard, elle se maria à Amsterdam ; elle vivait encore en 1776. On lui doit le portrait du Général Paoli qui fut gravé par Houbraken ⁽²⁾. Voici le texte de l'annonce par laquelle elle fit connaître son passage à Spa en 1770 :

⁽¹⁾ JEAN LIGONES DUVAL, *Almanach de la Cour... de Liège*, années 1750, 1755 et 1757.

⁽²⁾ J'emprunte ces détails aux dictionnaires de Thieme-Becker et de von Würzbach.

« La Dlle S. Caron n'ayant plus qu'un petit nombre d'Estampes du Portrait du Général Paoli, qu'elle a peint à Amsterdam, les offre aux Amateurs ; ceux qui voudraient lui faire l'honneur de venir voir ses Ouvrages, la trouveront tous les jours jusqu'à quatre heures. Elle est logée au Grand-Cardinal » (1).

de Clionville

Un miniaturiste de ce nom est connu à Lille vers 1787. Le 23 juin de l'année suivante, paraissait, dans la *Gazette de Liège*, un avis rédigé en ces termes :

« Le S^r de Clionville, Peintre en miniature, élève de l'Académie de Paris, peignant parfaitement la ressemblance, donne avis que, désirant séjourner en cette ville l'espace de 15 jours ou 3 semaines, il a fixé le prix de ses portraits à 6 couronnes, et pour la satisfaction des personnes qui se feront peindre, il ne les leur livrera, que lorsque la ressemblance aura été attestée de plusieurs de leurs amis. Il se rendra chez les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance. Il demeure chez Lambert, à l'hôtel du Mouton blanc ».

Sans doute, le séjour de Clionville à Liège n'était-il qu'une étape ; le peintre comptait peut-être profiter de la saison qui s'ouvrait à Spa, mais son nom ne figure pas dans la liste des étrangers. Un dessinateur de Clionville fut reçu, le 22 octobre 1789, membre de la Confrérie « Pictura » à La Haye, et le dictionnaire de Thieme-Becker en propose l'identification avec l'artiste lillois. Le passage d'un homonyme à Liège corrobore cette opinion.

(1) *Annales de Spa*, 27 juin 1770. — Mon collègue M. E. Couvreur, veut bien me signaler un portrait de jeune femme d'époque Louis XVI, (Toile, h. : 0 m. 50, l. : 0 m. 40) qui fait partie des collections de M. Van den Peereboom, de Liège. Ce portrait est signé : Gertrude Caron. Le prénom ne concorde pas avec l'initiale de l'artiste signalée ici. Serait-ce une artiste apparentée à l'autre, ou bien ne s'est-il fait ici qu'un changement de prénom ? C'est ce que l'absence de documents ne me permet pas de décider.

Couriguer ou Kuriger

Plusieurs artistes de la même famille, portant indifféremment les noms de Curriger, Kuriger ou Couriguer, exécutèrent, au dix-huitième siècle, des statuettes et médaillons en cire colorée. Originaires d'Einsiedeln (Suisse), les frères Joseph-Antoine (1750-1830 ?) et Joseph-Benoît Kuriger (1754-1816) furent de bonne heure attirés à Paris. ⁽¹⁾ Ce sont les deux seuls membres de cette famille qui peuvent avoir travaillé à Spa en 1787. A qui des deux doit-on attribuer l'annonce qui suit ? Je laisse la question pendante.

« Couriguer, Peintre de Paris, fait les Portraits en relief, d'un genre nouveau, d'une Composition Anglaise. On peut voir de ces Ouvrages à la Maison d'Assemblée. Il est logé chez M^r Théodor, rue des Capucines n^o 33 » ⁽²⁾.

Nicolas Desoches, sculpteur-céramiste

La Manufacture liégeoise de faïences, fondée le 16 mars 1767, avec le privilège du Prince-Évêque, par Nicolas-François Gauron et François Lefebvre eut, on le sait, une existence assez mouvementée jusqu'à sa reprise définitive en 1772 par le Lillois Joseph-Humbert-Séraphin Boussemart ⁽³⁾. Aussi est-il permis de se demander si cette fabrique pouvait, l'année même de son érection, procurer un travail suivi et rémunérateur à un artiste qui donna, plus tard, des preuves éclatantes de sa maîtrise. Desoches, élève de P. P. Mignot, fut, en effet, un modelleur de talent, et ses statuettes en porcelaine de Furstenberg, inspirées parfois de types de Sèvres, témoignent de ses grandes qualités.

La notice du Dictionnaire de Thieme-Becker, consacrée à l'artiste par M. Chr. Scherer ⁽⁴⁾, fait uniquement état de l'acti-

⁽¹⁾ Sur ces artistes voy. aussi : S. LAMY, *Dictionnaire des Sculpteurs de l'école française au 18^e siècle*, t. I, 1910, p. 232.

⁽²⁾ *Annonces de Spa*, 27 juillet 1787.

⁽³⁾ Sur cette fabrique voir F. PHOLIEN, *La Céramique au Pays de Liège*, 1906.

⁽⁴⁾ Voy. aussi : CHR. SCHERER, *Das Fürstenberger Porzellan*, 1909, pp. 93, 104 (Cet ouvrage m'est demeuré inaccessible), et SCHNORR VON CAROLSFELD, *Porzellan*, 1920, pp. 170-172.

vité de Desoehes à la manufacture de Furstenberg, pendant les années 1769 à 1774. Elle ne nous apprend rien sur les antécédents du sculpteur et j'ignore si, actuellement, on a déjà publié d'autres détails sur son compte. Il faut d'ailleurs reconnaître que, pour beaucoup d'artistes nomades, et les céramistes le sont souvent, il est fort difficile de se documenter, et que le hasard seul peut aider à la découverte d'un document intéressant.

La pièce que je publie ici, et que j'ai trouvée dans les archives, de l'Etat à Liège ⁽¹⁾, nous met sur la trace de toute une série d'événements qui marquèrent la carrière de Desoehes antérieurement à son arrivée à Furstenberg. C'est une lettre qui intéressera plus les historiens de la céramique française que les amateurs de faïence liégeoise. Je ne suis malheureusement pas à même d'élucider toutes les obscurités du texte, ni de présenter, d'une manière adéquate, tous les personnages à qui il est fait allusion. On voudra bien, j'espère, m'en excuser.

Monsieur Gauron Maître de la Manufacture des porcelaines au châteaux de Versail ⁽²⁾ a Coronmeusse près Liège pour remettre à M^r Desoché sculpteur en sa manufacture à Coronmeuse — Liège.

de Crépy ce 14 juillet 1767

Monsieur,

C'est pour repondre à la votre en datte du 23 juin 1767 je vous donne avis que monsieur de Sevre a gagné son proces contre la Dame Bourgoir de Paris et que l'on va proceder a la vente des marchandises et fond de la manufacture jusqu'au Batiment. Il y a encor lieu heu(eu) de decider jusqu'a leur, ni payement de fait, tous ces messieurs excepte les mariez sont tous party de Crepy pour travailler aillieurs, monsieur Bayton travaille a Vincenne proche Paris, jay heu de ses nouvelles le 8 de juilliet. Je vais lui ecire la meme chose.

⁽¹⁾ *Protocole du notaire de Lonneux*, à la date du 9 août 1767.

⁽²⁾ La manufacture était établie à Coronmeuse c'est-à-dire à la limite de Liège et de Herstal, dans la maison enseignée du « Molinet ». A la suite d'un accord intervenu, en juin 1765, entre le propriétaire et le locataire, elle porta, pendant quelques années le nom de « Château de Versailles ». J'espère publier un jour les nombreux documents que j'ai réunis sur cette matière.

Pour la procuration que vous parlez envoieZ derriere la Copie. Il sera appropos de me l'envoyer vous la ferez remplir de vos qualitez, de la somme qui vous est du et du temps que vous avez travaillez a Crepy qui est depuis le premier d'aous 1766 jusqu'a la pentecotte 1767. Et pour lors etant autorisé par vous munis de votre procuration je pourroit prendre vos interest et acquiter vos Dettes et remettre pour lors ce qui pourroit vous revenir. Étant satisfait a monsieur votre frere demange de Paris M^r et M^e Gagnepain ainsi que mon epouse et moy vous assurer de nos respect et suis Monsieur

Votre obeissant serviteur

s) PARENT, l'ainé.

Au dos de cette lettre est écrite la procuration suivante :

Le Neuf aout 1767, Nicolas Desoches natif de Paris constitue comme procureur general le S^r Parent l'ainé pour faire poursuite contre les S^{rs} Bourgeois et Gagnepain associés et maitre de la manufacture de terre vitrifiée établie a Crepy en Valois afin d'obtenir le payement de 186 livres dues par les S^{rs} Bourgeois et Gagnepain pour avoir travaillé pour eux en laditte manufacture en qualitez de sculpteur et racheveur pendant dix mois.... regler et payer ce qu'il peut devoir au Sieur Parent l'ainé marchand frippier a Crepy.

Fait chez le notaire de Lonneux sur le Marché

« Témoins... Nicolas François GAURON et Marie-Anne BLOCHOUX.

Ce que le document nous apprend de nouveau sur Desoches est intéressant : son prénom Nicolas, son lieu de naissance Paris, et, surtout, son activité de dix mois à la manufacture de Crépy, enfin son passage à Liège.

La manufacture de porcelaine de Crépy-en-Valois avait été erée, en 1762, par Gagnepain. Suivant Auscher ⁽¹⁾, cette fabrique aurait continué d'exister jusqu'en 1770. Le document que je publie semble cependant indiquer qu'en juillet 1767, l'établissement était en cours de liquidation. Il est vrai qu'il y avait procès, et, dans ce cas, les choses ont pu traîner.... Gagnepain était associé à un nommé Bourgeois pour diriger la manufacture de Crépy ; encore un point à reconnaître.

(1) AUSCHER, *Comment reconnaître les porcelaines...*, pp. 103.

(2) *Ibid.*, pp. 148-149. — Voir aussi JACQUEMART, *Histoire de la Céramique*, 1884, p. 623.

L'auteur de la lettre et bénéficiaire de la procuration, Parent l'ainé, est qualifié de *marchand frippier* ; il semble toutefois avoir été fortement intéressé à la liquidation de l'affaire et très au courant des faits et gestes des différentes personnes. Est-il imprudent de se demander, si ce n'est pas ce Parent qui devint en 1772, directeur de la manufacture de Sèvres et qui fut d'ailleurs arrêté pour malversations ? Ce sont quelques points qu'il serait intéressant de voir élucider : je serais également curieux de mieux connaître les nommés Bourgeois et Bayton. La fin de la lettre est, je l'avoue, fort obscure ; je propose de la lire :

Et pour lors étant autorisé par vous, minis de votre procuration, je pourroit prendre vós interest et acquitter vos dettes, et remettre pour lors ce qui pourroit vous revenir, étant satisfait (moi même), à Monsieur votre frère. Demange de Paris, M^r et M^{de} Gagnepain, ainsi que mon epouse et moi vous assurons de nos respects.....

François Dragone

Voici un artiste d'origine italienne, sans aucun doute, son nom l'indique à suffisance ; il se fixa à Liège en 1770, si l'on interprète strictement une annonce parue dans la *Gazette* du 24 décembre de cette année :

« Le Public est averti que le S^r Francois Dragone, arrivé en cette ville, débite par permission des ouvrages en moulure sur nature en plâtre, en cire, en plomb et en bronze, modelés en terre cuite en forme de marbre ; comme aussi des figures de 5 pieds de France de hauteur, résistant à la pluie et à la gelée, des Rocailles en coquillage, pour toutes sortes de fontaines et bassins, le tout à juste prix. Il est logé à l'enseigne du S^t-Esprit, vis-à-vis l'Hotel de l'Etat de la Noblesse, en Vinâve d'Isle ».

Un avertissement presque identique nous apprend, le 8 mai 1771, que Dragone avait changé d'adresse, et qu'il demeurerait à la Maison joignant à M. le Bourgmestre de Cartier, sur Avroy.

Le sculpteur-mouleur eut, quelques années plus tard, l'occasion de prêter ses services aux professeurs de l'Académie, DeFrance et Aubée, en transportant et remontant les plâtres de la classe de peinture, dans la vieille cour de l'Officiel : il reçut de ce chef une somme de 30 écus versés par la cité ⁽¹⁾.

Il découle de l'analyse de la première annonce que Dragone s'était principalement occupé de la fabrication d'ornements de jardins, industrie dans laquelle il eut comme rivaux, Servadon, le sculpteur Eyraud, et aussi un nommé Roucourt ⁽²⁾ probablement étranger à la ville.

François-Hubert Drouais (1727-1775)

Je signalerai en passant un portrait de Jean-François-Georges comte d'Oultremont, président de la cour féodale et frère du prince-évêque de Liège, mort en 1782. Cette œuvre, mesurant 0 m. 77 sur 0 m. 57, appartenait au comte Hadelin d'Oultremont et fut exposée au salon d'Art ancien de l'Exposition de Liège en 1905. Le catalogue le mentionne sous le n° 1296 avec l'indication : Peint par Drouais. Il m'est impossible de dire si ce portrait fut exécuté dans le pays, ou bien à Paris, lors d'un voyage du comte d'Oultremont.

Drujon

La rencontre d'une annonce portant ce nom, me permet de revenir sur ce qui a été écrit précédemment, au sujet d'un Drujon qui aurait vécu à la fin du dix-septième siècle.

Dans une étude ancienne sur l'iconographie de Molière ⁽³⁾, H. Lavoix publiait une lettre de Beffara, l'un des biographes du comique, lettre datée du 28 février 1829, et dans laquelle cet auteur s'exprimait comme suit :

(1) S. BORMANS, *Table des recès de la Cité de Liège*, (Bull. de la Soc. Scient. et litt. du Limbourg, t. XIV, 1878, p. 68).

(2) Sur Roucourt, voy. plus loin, p. 166.

(3) H. LAVOIX, *Les portraits de Molière dans la Gazette des Beaux-Arts*, 1872, I, pp. 236-250. Le texte relatif à la miniature de Drujon se trouve pp. 246-247.

Un de mes amis m'a montré un portrait en miniature de Molière peint par Drujon en 1673. Sur un papier collé au dos est écrit : « *Donné par Boileau qui le tenait de Molière lui-même, au P. Sanlecque et par le petit neveu de ce dernier, inspecteur des études, à M. L. F. (Louis Foekedey) comme prix de poésie latine en 1779* ». Molière, continuait Beffara, est représenté écrivant, la joue gauche appuyée sur la main, et le coude sur deux volumes in-4° ; il est revêtu d'une robe de soie verdâtre, doublée de soie rose ; deux ou trois lignes illisibles sont inscrites au haut d'un papier et au-dessus de sa plume.

H. Lavoix ajoutait à cette description, une phrase qui prouve assez son inérédulité à l'endroit de la date :

« Cette miniature de Drujon, un artiste absolument inconnu, faite en 1673, n'est sans aucun doute, qu'une reproduction du portrait de Charles Coypel. L'autorité seule de Beffara m'a fait mentionner cette lettre et relever cette erreur.... ».

Sans m'étendre longuement sur les motifs, qui ont dû pousser H. Lavoix à rejeter l'authenticité de la date 1673, je dirai que ce millésime est assez étrange, vu que Molière mourut, précisément cette même année, le 17 février. L'inscription au dos de la miniature me laisse également sceptique : Exécuté dans les six semaines avant la mort du comique, le portrait aurait encore, dans le même laps de temps, été donné à Boileau qui, un peu plus tard, l'aurait remise au Père Sanlecque. Celui-ci, on le sait, avait pris parti contre Boileau et Racine dans une querelle littéraire. Enchaînement de faits étranges ! Ce qui complète l'in vraisemblance, c'est qu'un préfet des études aurait donné, en 1779, une miniature aussi précieuse, à un écolier de la classe de poésie. Il paraît donc probable que, dans toute cette affaire, Beffara fut victime de sa crédulité.

En reconnaissant que la miniature signée Drujon reproduit une œuvre de Charles Coypel (1694-1752) ⁽¹⁾, H. Lavoix nous reporte donc à une année indéterminée du dix-huitième siècle. Il est, par conséquent, moins étonnant de trouver, dans la *Gazette de Liège* du 27 juin 1788, une annonce ainsi libellée :

(1) La première œuvre datée de Coypel, remonte à 1716 (Voy. : IS ERRERA, *Répertoire des peintures datées*, t. I, p. 373).

« *Le Sr Drujon, Peintre en Miniature, exécute des Portraits avec la plus parfaite ressemblance. Il demeure chez M. Riga, marchand de Tabac, faubourg S^{te} Marguerite* ».

Sans vouloir proclamer définitivement que le Drujon, auteur du portrait de Molière est celui-là même qui se recommandait à Liège, je crois la chose fort probable. Quant à la date 1673 inscrite sur la miniature, elle commémorerait simplement l'année du décès de Molière. J'ai cherché à percer le mystère en parcourant les archives. Le nom Drujon n'est pas liégeois et ne figure pas dans le recensement de Liège en 1791, trois ans après l'insertion de l'annonce. Nous avons donc affaire à un étranger de passage. Chose curieuse, les registres de l'Etat-Civil font le 16 avril 1755, mention du mariage d'un Edmond Drujon avec une nommée Marie-Thérèse Louis, paroissienne de Saint-Servais à Liège (1). Le marié, en qualité d'étranger certainement, dut affirmer sous serment qu'il était encore libre (2). Aucun baptême au nom de Drujon, aucun décès ; tout laisse supposer que les conjoints quittèrent la ville.

Serait-il tout à fait impossible qu'Edmond Drujon, marié à Liège en 1755, ait été le miniaturiste en question et qu'il ait voulu revenir chez nous en 1788 ? (3).

M^{lle} Duvernay

Cette artiste-peintre, qui n'apparaît qu'une fois dans les « *Explications* » de la Société d'Emulation, à savoir en 1782, pourrait déjà pour cette seule raison être considérée comme étrangère à la ville ; le nom, de consonnance bien française, n'apparaît pas dans les pièces de l'Etat-Civil de l'époque (aucun décès de 1776 à 1796). Nulle annonce, aucun texte, si menu soit-il, n'en fait mention et ne nous permet de percer

(1) *Registre des mariages de la paroisse Saint-Servais à Liège.*

(2) ... « *praestito prius ex parte sponsi juramento suppletorio super sua libertate...* ».

(3) Pour la connaissance du lieu d'origine de la famille Drujon, il est peut-être utile de signaler que, le 13 janvier 1814, un Julien Drujon, fusilier du 150^e de ligne, âgé de 22 ans et natif d'Alixon (Dép. de l'Orne), mourut à l'hôpital de Liège (*Registre aux décès* 1814, n^o 2166). Je dois ce renseignement à l'obligeance de M. Nicolet, chef du bureau de l'Etat-Civil.

le mystère des origines de l'artiste. On connaît, à la fin du 18^e siècle, un peintre parisien, mort assez jeune, nommé Gabriel Duvernay. L'avenir nous apprendra, peut-être, s'il n'existe pas un lien de parenté entre les deux Duvernay,... à moins que le prénom Gabriel de l'artiste français, prénom également masculin ou féminin, soit un jour rendu à la Demoiselle Duvernay.

En attendant je me contenterai de noter ce que celle-ci exposa en 1782, sous les n^{os} 38 à 42 de l'*Explication*.

Un portrait d'Homme, en ovale.

24 pouces et demi de haut sur 18 de large.

Un portrait de Femme, en ovale

24 pouces de haut sur 20 de large.

Le Portrait de l'Artiste, peint par elle-même

20 pouces de haut sur 16 de large.

Deux portraits en miniature.

Joseph Fratrel et Pierre-Simon Lamine

Joseph Fratrel est un personnage bien connu. Né à Epinal en 1730, il se destina tout d'abord au barreau, puis, abandonnant le droit, il se voua à la peinture et devint, en 1754, miniaturiste de Stanislas I à Nancy. En 1766, après la mort de son protecteur, il se rendit à Mannheim, où il entra au service de la cour palatine ; il occupa cet emploi jusqu'à sa mort, arrivée en 1783 ⁽¹⁾. La venue de cet artiste à Liège ne fut pas motivée par

(1) Pour plus de détails sur la carrière artistique de Fratrel, voir THIEME-BECKER, *Allgemeines Künstlerlexikon*. Fratrel a publié un ouvrage intitulé « *La Cire alliée avec l'huile ou la Peinture à l'Huile-Cire, trouvée à Mannheim par M. Charles Baron de Traubenheim, Expérimentée, décrite et dédiée à l'Electeur par le S^r Joseph Fratrel, Avocat en Parlement, ci-devant Peintre ordinaire en Mignature de feu S. M. le Roi de Pologne, Duc de Lorraine et de Bar etc. actuellement Peintre de la Cour de S. A. S. E. Palatine. A Mannheim, de l'Imprimerie de l'Académie Electorale, MDCCCLXX*. Le livre se termine par une « *Ode à M. Fratrel* » que le Chevalier de Caux avait publiée dans le *Mercure de France* de décembre 1769, et où l'auteur félicite l'artiste d'être devenu de *Peintre en Mignature, Peintre en grand Portrait, pour être ensuite Peintre d'Histoire*. On peut juger, d'après le texte de l'annonce et celui du titre du livre, combien Fratrel tenait à ce que ses qualités fussent connues du public. Il est regrettable que les artistes qui font l'objet de ce travail n'aient pas tous pris les mêmes précautions, car leur identité serait souvent moins vague.

le désir de pratiquer son art ; l'annonce qui suit, et qui fut publiée dans la *Gazette de Liège* du 5 novembre 1777, nous ouvre, au contraire, un tout autre champ d'investigations.

« *M. Joseph Fratrel, Avocat en Parlement, ci-devant Peintre ordinaire en mignature de feu S. M. le Roi de Pologne Duc de Lorraine et de Bar. actuellement Peintre de la Cour de S. A. S. E. Palatine, Professeur de son Académie des Beaux-Arts membre de la Société Littéraire de Metz, partie faisant pour M. Pierre Lamine, Sculpteur de la susdite A. S. E. et Professeur de la susdite Académie, son co-héritier universel, avertit le Public qu'il est d'intention de vendre, argent comptant, les cens, rentes et revenus délaissés par feu M. le Médecin Goffart. Partant, ceux qui en auront envie, pourront s'adresser au susdit M. Fratrel, qui sera encore dans la maison mortuaire jusqu'à la minovembre, où on pourra le trouver depuis deux heures après dinée jusqu'à cinq.* »

On se demandera, immédiatement, pour quelles raisons le médecin Goffart avait constitué comme héritiers universels deux artistes fixés si loin de Liège, s'il y avait quelque lien de parenté entre le défunt et ses légataires, et, également, si Lamine, sculpteur à Mannheim, n'était pas un Liégeois que les hasards de l'existence avait entraîné sur les bords du Rhin. On serait tenté de répondre affirmativement à cette dernière question, si l'on se laissait trop facilement entraîner, par ce que le nom Lamine a de spécifiquement liégeois. Mais l'existence, en Allemagne, d'une famille Lamine nous oblige à nous montrer prudents ⁽¹⁾. Dailleurs, Pierre-Simon Lamine est suffisamment connu pour qu'on ne se méprenne pas sur sa nationalité. Né à Mannheim en 1738, il y fut l'élève du sculpteur gantois Pierre-Antoine Verschaffelt, attaché depuis longtemps à la cour pala-

(1) RIETSTAP, *Armorial général*, en décrit le blason comme suit : *Ecartelé au 1 et 4 d'azur à un compas d'or ouvert en chevron, au 2 et 3 de gueules à une fleur de lis d'argent. Sur le tout d'argent à un oiseau de sable.* La présence d'un compas dans ces armes pourrait faire supposer qu'il s'agit du blason du sculpteur lui-même. Ce meuble intervient souvent dans la composition des armoiries des charpentiers, sculpteurs et architectes.

tine. Lamine voyagea aux frais de l'Electeur et visita Vienne, Paris et Rome ; il séjourna en Italie de 1766 à 1771 ; lors de son retour à Mannheim, il y devint sculpteur de la cour au traitement de 600 florins (24 avril 1771). Successeur de Verschaffelt en qualité de directeur de l'Académie de dessin, sa gestion semble n'avoir pas été à l'abri de toute critique ; après la fermeture de l'établissement, il transféra les collections d'antiquités de Mannheim à Munich et s'établit définitivement dans cette dernière ville en 1803. Après s'être occupé du Musée bavarois, il fut nommé professeur à l'Académie et mourut à Munich en 1817. Son œuvre sculpturale est peu étendue et assez médiocre ⁽¹⁾. Deux portraits exécutés par Joseph Fratrel ⁽²⁾ nous ont conservé ses traits.

La généalogie sommaire des deux artistes va me permettre de résoudre presque complètement le problème posé par l'annonce de 1777,

Des renseignements inédits, que je dois à la grande obligeance de M. le Professeur Dr Walter, conservateur du Musée historique de Mannheim, il appert que les parents de Pierre-Simon Lamine, baptisé, le 28 octobre 1738, dans l'église des Jésuites, étaient Egidius (Gilles) Lamine et Maria-Lambertina Goffart. De cette union célébrée le 27 février 1737 (c'était le second mariage de Gilles Lamine), naquit encore une fille Marie-Rose-Josèphe qui épousa Joseph Fratrel ⁽³⁾ ; celui-ci était donc le beau-frère de Lamine. En constatant que le mariage Lamine-Goffart eut lieu à Mannheim, on est déjà tenté de croire que les deux familles, si même elles étaient d'origine étrangère, résidaient depuis un certain temps dans la ville. Un autre détail semble prouver

⁽¹⁾ J. A. BERINGER, *Peter A. von Verschaffelt, sein Leben und sein Werk*, (*Studien zur Deutschen Kunstgeschichte*, H. 40), Strasbourg, 1902, pp. 118-122. J. A. BERINGER, *Geschichte der Mannheimer Zeichnungsakademie*, (Thèse de Heidelberg), Strasbourg, 1902, passim ; NAGLER, *Neues allgemeines Künstler-Lexikon*, t. VIII, p. 253 ; MULLER, *Die Künstler aller Zeiten und Völker*, t. II, p. 547.

⁽²⁾ Collections Wurz et Baer à Mannheim. Voy. THIEME-BECKER, biographie de Fratrel.

⁽³⁾ Un fils nommé Joseph né en 1775 naquit de cette union. Peu de temps avant sa mort, Fratrel, devenu veuf, épousa, en secondes noces, une nommée Franzisca Franzisci.

cet établissement. Pierre Lamine avait comme marraine une Marie-Isabelle Goffart; il y avait donc, à Mannheim, une famille Goffart. La voie étant ainsi jalonnée, on peut entreprendre des recherches dans l'Etat-civil de Liège; voici ce que j'y trouve :

Marie-Lambertine Goffart, fille de Paschase et d'Isabelle (Isabelle-Françoise) Scronx, fut baptisée le 16 septembre 1700 à Notre-Dame-aux-Fonts. Elle avait comme frères et sœurs :

Marie-Isabelle (baptisée le 25 janvier 1710),
Pierre-Mathieu (baptisé le 22 septembre 1714),
Arnold-Guillaume (baptisé le 13 septembre 1717),
Paschase-Arnold (baptisé le 5 mars 1705),
Paschase-Arnold-Henri (baptisé le 10 septembre 1707).

Il est facile d'identifier les deux premières personnes avec la mère et la marraine du sculpteur Lamine : Marie-Lambertine, et Marie-Isabelle ⁽¹⁾. Le troisième personnage de la liste Pierre-Mathieu serait, à mon sens, le médecin Goffart de l'annonce. En effet, il mourut célibataire le 14 août 1777 et fut inhumé dans l'église Saint-Thomas. Le registre paroissial; ne mentionne pas la profession, malheureusement. C'est le seul Goffart décédé dans un laps de temps raisonnable, avant l'arrivée de Fratrel et, comme il était l'oncle des deux artistes, on peut le considérer comme ayant testé en leur faveur. Si l'on découvrait un jour son testament, enfoui actuellement dans quelque protocole de notaire, toute hésitation disparaîtrait sans doute; je n'ai pas eu, malgré mes recherches, la chance de mettre la main sur ce document précieux.

Il se présente, en effet, deux difficultés. La première est que ce Pierre-Mathieu Goffart ne figure pas dans la corporation des médecins liégeois; la seconde objection est plus grave : un

(1) Je ne m'arrête pas à une Marie-Isabelle Goffar, fille d'Arnold et de Marie Stiennon, baptisée à Notre-Dame-aux-Fonts, le 17 novembre 1679.

certain Dieudonné Goffart ⁽¹⁾, promu à Pont-à-Mousson le 28 juillet 1740, fut inscrit, le 27 août de la même année, dans les registres du collège médical liégeois ⁽²⁾ : je n'ai pas retrouvé la date de son décès. Ces constatations rendent, par conséquent, l'identification du médecin Goffart très difficile à faire. Néanmoins, le but de cette notice, qui était de montrer les liens rattachant Fratrel et Lamine à la ville de Liège, me paraît atteint. Le père du sculpteur et beau-père du miniaturiste, Gilles Lamine, doit-être le Gilles Lamine, fils de Pierre et de Marie Souxhon, baptisé à Notre-Dame-aux-Fonts le 25 mars 1685 ⁽³⁾. Il serait intéressant de connaître les causes de l'émigration des deux familles et pour quelles raisons elles se sont fixées à Mannheim ⁽⁴⁾.

Nicolas-François Gauron

Nicolas-François Gauron, sculpteur-céramiste, premier associé de Lefebvre dans la manufacture liégeoise de faïence, naquit à Paris et fut, en 1753, occupé à la manufacture de Bourg-la-Reine. Il devint, en 1758, chef d'atelier à la manufacture de Tournay et épousa, en cette dernière ville, une nommée Caroline Guery ⁽⁵⁾. En 1764, il quitta Tournay dans le but de fonder à Bruxelles, une faïencerie où il comptait s'associer avec un

⁽¹⁾ Un Dieudonné-Joseph Goffart qui doit être identifié avec lui, fut baptisé à Sainte-Veronique, le 11 octobre 1713. Il était fils de Jean Goffart et d'Ailid Jangette (Janjette, Jeanjette), frère de : Pierre-Joseph (baptisé le 16 février 1705), Marie-Jeanne (baptisée le 22 mars 1701), Antoine (baptisé le 25 juin 1708), Marie-Josèphe (baptisée le 14 août 1710) et Jean-François (baptisé le 17 octobre 1702). Tous furent baptisés à Sainte-Véronique à l'exception d'Antoine baptisé à Saint-Adalbert.

⁽²⁾ *Registre du collège des médecins* n° 287, fol. 31. *Archives de l'Etat à Liège*.

⁽³⁾ Comme cela se faisait souvent, Pierre-Simon Lamine tenait de son grand-père un de ses prénoms.

⁽⁴⁾ Je signale, en terminant cette notice, que le catalogue de la collection de Renesse, dispersée en 1835, mentionne une étude de Fratrel, « *Homme nu à genoux* » (*Catalogue d'une superbe collection de tableaux... C. W. de Renesse-Breidbach*, 1835, p. 25, n° 30).

⁽⁵⁾ THIEME-BECKER, *Allgemeines Künstlerlexikon* ; E. SOUL DE MORIALMÉ, *La Porcelaine de Tournai*, 1910, p. 75 ; F. PHOLLEN, *La Céramique au Pays de Liège*, 1906, p. 29.

certain J.-B. Jaquin ⁽¹⁾. N'ayant pas réussi, il se rendit à Weesp, près d'Amsterdam, et y fut employé à la manufacture de Poreclaine qu'il quitta, en 1767, pour venir faire une dernière tentative à Liège. On perd sa trace après 1770, époque à laquelle il abandonna son confrère Boûssemart en emportant une partie des mondes de la fabrique. Gauron serait l'auteur d'un merveilleux groupe en poreclaine de Tournay, offert, en 1764, par la ville de Dinant au Prince Evêque de Liège Charles d'Oultremont ⁽²⁾.

Girard

L'avis dont il va être question est un mauvais imprimé, une circulaire dont une ligne au moins doit avoir sauté au tirage. Je l'ai trouvé dans une liasse de vieux papiers : une date, 22 avril 1804, inscrite au dos, permet de faire remonter le document aux premières années de l'occupation française en nos provinces ⁽³⁾.

AVIS AU PUBLIC

Citoyens et Citoyennes

Le Citoyen GIRARD, Artiste, faisant valoir le Sallon des Arts qui est situé chez le Citoyen Wibrin ; Place du vieux marché vis-à-vis le Palais, n° 9, prévient les amateurs, d'après *Vathieu*, à la demande du Public, il a modélé traits pour traits, d'après nature, le nommé J. J. *Botat*, figure intéressante et à caractère ; ce particulier est détenu depuis plusieurs années dans les prisons de Liège. Le prix de l'entrée est de 6 sols par personne aux premières, et de 3 aux secondes. Ce Sallon est ouvert tous les jours depuis 9 heures du matin jusqu'à midi, et depuis 2 heures jusqu'à 9 du soir.

(1) G. DANSART, *Les anciennes faïences de Bruxelles*, 1922, p. 108.

(2) Cf. sur ce point : DANSART, *op. cit.*, p. 108. La *Gazette de Liège* du 7 mai 1764 qui signale la chose dit expressément que le groupe a été dessiné par le Dinantais Nalines ; elle ne cite pas le nom de Gauron.

(3) Le nom *Girard* pourrait peut-être se lire *Gérard*, la seconde lettre étant mal venue. La transcription *Vathieu* est également susceptible d'être corrigée en *Tathieu*. Je conserve la coquille *Citoyen* pour *Citoyen*.

Je suppose qu'il s'agit, en l'occurrence, d'un *musée de cire* comme celui du Viennois Ignace Breeher. Le tenancier du *Sallon des Arts* me fait l'effet d'être français ; quant à la personnalité du sieur Botat, je n'ai pas cherché à savoir en quoi sa physionomie était *intéressante et à caractère*.

Pierre-Adolphe Hall

Né à Boras (Suède) en 1739, Hall s'établit en France et fut agréé à l'Académie. Au cours des événements de la Révolution, ce célèbre miniaturiste fut obligé de quitter le pays, et successivement, il passa à Aix-la-Chapelle, Maestricht et Spa, puis, enfin, échoua à Liège, où il mourut, en 1794, dans une extrême misère. A propos de cette triste fin de carrière, je n'ai rencontré aucun document inédit ; il est certain que Hall travailla jusqu'à son dernier jour, et qu'il laissa, dans le pays de Liège, quelques-unes de ses œuvres conservées précieusement par nos collectionneurs.

Heland ou Héliant

La carrière de ce miniaturiste ressemble beaucoup à celle de Clionville dont j'ai eu, plus haut, l'occasion de m'occuper.

En 1776-1782, un miniaturiste, Héliant, élève de l'Académie de Lille, exposa quelques œuvres au Salon de cette ville. Il fit, entre autres, le portrait du peintre lillois L. J. Guéret, œuvre qui figure actuellement au Musée Wicar. On croit pouvoir identifier cet Héliant avec le miniaturiste Heland, connu à Amsterdam et à La Haye au début du dix-neuvième siècle, et dont les œuvres sont, paraît-il, fort remarquables ⁽¹⁾.

Le passage de Heland à Spa, en 1778, est attesté par une annonce de la « *Liste* » des étrangers du 14 juillet de cette année.

« *Le Sieur Heland. Peintre en Mignature en Portrait, offre ses services aux Seigneurs et Dames. Il est logé au Renard sur la Chaussée* ».

⁽¹⁾ THIEME-BECKER. — Voy. aussi DE-MAURI, *L'Amatore di Miniature su Avorio*. Milan, Hoepli, 1918, p. 272, — *Catalogus... Portret miniaturen...* Rotterdamsche Kunstkring, 1910, p. 30, nos 140-141 et pp. 128-129, n° 632.

Jean-François Honnête

Ce pastelliste-miniaturiste, né à Blamont (Lorraine) en 1735, mort, en 1793, à Francfort, avait passé en cette ville la plus grande partie de son existence. Honnête peignit surtout le portrait. Il aurait, d'après Nagler (1), inventé le pastel en cire.

La « Liste » de Spa du 27 juillet 1786 nous apprend le séjour de l'artiste dans la localité.

« Le S^r Honnête, Peintre de Portraits en Mignature et Pastel, a l'honneur d'offrir ses services : il vend aussi des assortiments de crayons pour le Pastel d'une nouvelle composition, recouverts de manière à ne point se salir les Mains en peignant. S'adresser chez Carrée, Parfumeur et Confiseur à la Reine d'Hongrie, rue de l'Assemblée ».

Aucune trace certaine d'un passage à Spa, antérieurement à la date susdite, n'a été retrouvée. Cependant, une annonce de la *Gazette de Liège* du 19 mars 1783 laisse l'impression très nette que l'artiste n'était pas un nouveau venu dans la région :

« M. Honnette, Peintre en miniature, est prié de vouloir donner à F. J. Desoer, Imp. Lib., à Liège, connaissance de sa demeure, on a des choses intéressantes à lui apprendre ».

Le Turc Houassin et sa femme

On m'excusera, je l'espère, d'introduire dans cette nomenclature le nom d'un artiste... capillaire et ture par surcroît ; ceux qui connaissent ces médaillons en cheveux d'aspect funèbre, et qui se sont demandé à quelle époque la coutume s'en est propagée chez nous, verront ainsi leur curiosité satisfaite.

Les mœurs sentimentales de la première moitié du 19^e siècle ne pouvaient manquer de donner à cette manière de souvenir

(1) NAGLER, *Neues allgemeines Künstler-Lexikon*. 1838, t. VI, p. 285, et THIEME-BECKER.

pieux, les formes les plus expressives. On voit souvent ces petits cadres, ornés d'un cyprès abritant une urne funéraire qui est posée sur un socle. L'héritage du défunt, son souvenir plus ou moins cher, et peut-être aussi la quantité de cheveux qu'il était possible de prélever, ont naturellement influé sur l'ensemble de la composition. N'étant pas initié aux secrets de l'art, j'ose supposer que jamais on n'a mêlé aux reliques chères les cheveux d'un quelconque individu. J'avoue que, personnellement, je n'estime pas beaucoup ces chefs-d'œuvre, ayant souvent l'occasion d'en voir, exposés à une vitrine du faubourg, tableaux « *Faits en prison* », déteints et suant la misère.

Le miniaturiste Bouhier, dont il a été question plus haut, trouva des émules dans la personne d'un Turc et de sa femme.

Voici l'annonce retrouvée dans la *Gazette de Liège* du 19 octobre 1787 :

Le Turc Houassin, Peintre en Miniature, a l'honneur d'offrir son talent aux personnes qui désireront se faire peindre. Il se flatte de mériter l'approbation par sa peinture, et surtout par la grande ressemblance qu'il donne à ses portraits. Son épouse fait en Cheveux des Chiffres, Emblèmes, Nattes, Bagues. Le Turc fait aussi des Portraits en Cheveux. Ils sont logés à la Couronne près la Salle de Spectacle.

Bertrand Houff

Cet artiste, spécialisé dans la miniature, porte un nom étranger à notre pays et qui ne se rencontre pas dans les archives du dix-huitième siècle. Inutile d'ajouter que le dictionnaire de Thieme-Becker n'en fait pas mention.

Domicilié de 1781 à 1786 rue « Sous la Tour », comme l'indiquent les catalogues des expositions liégeoises, il devait encore occuper le même domicile en 1791, car il apparaît, en cette année, dans la capitation de la paroisse de Notre-Dame-aux-Fonts, dont dépendait la rue Sous-la-Tour ; il y est nommé « *M^r Houve, peintre* » et sa femme y est qualifiée de marchande.

En 1781 :

L'« *Explication des Morceaux de Peinture...* » signalait les œuvres suivantes exposées à la salle de l'Émulation :

- 30) *Un portrait d'un Frère minime, 21 pouces de haut sur 15 pouces de large.*
- 31) *Une Tête d'idée en miniature.*

En 1782 :

- 53) *Le Portrait de S. A. en miniature, appuyé sur un cheval, soutenu par une Femme qui représente la Peinture, 3 pouces 3 quarts de haut sur 3 de large.*
- 54) *Un autre Portrait en miniature, représentant le Temps qui découvre la Vérité, 3 pouces 1 quart de haut sur 2 et demi de large.*

En 1783 :

- 48) *Une Miniature représentant la Sculpture, taillant le buste de S. A. C. (1).*
- 49) *Trois Portraits en miniature.*

En 1784 :

- 41-42) *Deux petits Tableaux en miniature, l'un représentant le Temps, l'autre une Bacchante. Prix : 5 louis les deux.*
- 43) *Deux Portraits de Femme.*
- 44) *Un Portrait d'Homme.*

En 1785 :

Houff exposa une :

Miniature représentant Leda et Jupiter sous la forme d'un Cygne.

et le catalogue ajoutait la mention « *par Souscription* », ce qui signifie que l'objet serait tiré au sort, s'il se présentait un nombre

(1) Dans l'exemplaire du fonds Capitaine déposé à la Bibliothèque centrale de la Ville, une note marginale, écrite en regard de cette pièce, indique le prix de 117 florins.

suffisant d'amateurs pour des billets vendus à un prix déterminé.

Le Miniaturiste avait des disciples, car l'« *Explication* » de 1784 mentionne, sous le n^o 141, une « *Mlle N. de C. Elève de M. Houff* » qui exposa : *Un Portrait de Femme d'Idée, en Miniature*.

Tels sont les seuls détails que je connaisse sur ce personnage dont aucune annonce de la *Gazette de Liège* ne cite, que je sache, le nom. D'où venait-il ? Mystère.

Les registres de l'Etat-Civil ne mentionnent que peu de personnes répondant au nom de Houff. Aucun décès n'est signalé de 1776 à 1796, ce qui tend à confirmer l'hypothèse d'une origine extra-liégeoise.

Le 5 nivôse 8 (26 décembre 1799) un Bertrand Houff époux de Marie-Josèphe Parmentier, mourut âgé de 44 ans, en son domicile de la Place-aux-Chevaux n^o 784.

Ce Bertrand Houff, né vers 1755, et qui aurait eu environ 24 ans lors de la première exposition de l'Emulation, pourrait bien être le miniaturiste qui nous occupe. Malheureusement, s'il en était ainsi, l'officier public négligea d'indiquer la profession sur son registre. L'épouse de Houff mourut en 1817 ; l'acte de décès la prénomme alors « Marie-Agnès », mais n'indique pas non plus la profession exercée par le défunt mari.

L'existence, à Liège, d'une troisième personne nommée Anne Houff, veuve de Norbert Gillon, morte en 1806, me fait encore hésiter sur la question de l'origine du peintre.

Marc Imberton

Quand sa première annonce parut dans la *Gazette de Liège* du 8 décembre 1777, Imberton n'était pas un nouveau venu en notre ville : il faisait mention d'un « *Retour de Paris* » prometteur, qui dénote que son séjour parmi nos concitoyens remontait assez loin :

« *Le Sieur Imberton, Peintre-Décorateur, de retour de Paris, a rapporté un Porte-feuille en Estampes de différents*

genres et les Portraits des Hommes illustres par les plus grands Maîtres, à juste prix : il recevra dorénavant de Paris tout ce qu'il y a de mieux et de nouveau concernant ces articles. Il réside à Liège, rue du Vert-Bois ».

Cet avis ne fut pas le seul que le Sieur Imberton inséra dans la presse liégeoise. Son commerce de gravures existait encore le 29 mars 1784, date à laquelle il annonçait en vente à *bon marché, une collection de Portraits d'Hommes et Femmes illustres, au nombre de 80, tous bien gravés, hauts de 5 à 6 pouces, bien encadrés et propres à orner un cabinet.*

Les renseignements me manquent pour préciser à quelle sorte de décoration le peintre s'occupait ; peut-être n'était-ce qu'un « marbreur », ou bien travaillait-il à l'exécution de ces pseudo-tapisseries peintes en détrempe sur grosse toile, comme il en existe encore quelques exemplaires dans les maisons liégeoises.

Assurément, il n'acquit pas une grande renommée et son inscription ici se justifierait à peine, s'il n'avait exercé un commerce assez curieux ; l'avertissement (19 décembre 1783) qui va suivre, projette sur les goûts artistiques de nos ancêtres, une lumière assez étrange :

« Plateaux d'un goût tout nouveau, à vendre : on peut les mettre sur une table d'un côté comme de l'autre, étant peints en deux sujets différents : les couleurs sont vives, imitant le sablage, et très solides, on peut même les laver sans les gâter : ils sont montés sur étain d'Angleterre contournés à la mode. S'adresser chez le S^r Imberton, Peintre, rue du Vert-Bois. Il a des sables de toutes beautés pour sabler les Plateaux à miroirs : il fait aussi de beaux cartons sablés ».

Qu'étaient ces sablés ? Deux petits tableaux du 18^e siècle reposant au Musée de la Vie Wallonne, signés C. Leurquin et représentant des paysages mosans fantaisistes, vont nous faire connaître le procédé. On enduisait d'une matière collante une surface bien plane, une planche par exemple, puis on y faisait

adhérer des sables de toutes couleurs ; la difficulté consistait surtout à faire les traits fins. Aussi est-il probable que la colle n'était mise que progressivement au moment de l'apposition de chaque nuance. On obtenait, de cette manière, des choses aussi jolies que nos modernes tableaux en timbres-poste !

L'origine étrangère du peintre ne fait aucun doute. De 1776 à 1842, il n'y a, dans les registres de décès de Liège, qu'une seule inscription, celle d'Anne Sybille Cano, âgée de 44 ans, épouse de Marc Imberton, morte dans la paroisse de St^e Véronique le 12 janvier 1791. Or, la capitation, faite en cette même année, mentionne, au n^o 44 du faubourg d'Avroy, un Remacle Imberton, peintre veuf et sa fille Rose. Ce Remacle Imberton est certainement le personnage qui nous occupe, et c'est probablement par suite d'une erreur que le prénom de Remacle lui a été donné. En effet, le couple Imberton-Cano (ou Canon), est le seul inscrit dans les registres de baptêmes et l'époux y porte toujours le prénom de Marc. De cette union étaient nés huit enfants baptisés à Liège de 1771 à 1778, soit à Saint-Adalbert, soit à Notre-Dame-aux-Fonts ; une des filles, la seconde, avait reçu les prénoms de Julie-Rose. Les actes de baptême rappellent presque chaque fois l'origine des époux : ils s'étaient mariés à Durweiss, près d'Aix-la-Chapelle.

Le Chevalier d'Irlande

Il m'a été impossible d'identifier le personnage qui s'annonce sous ce nom, dans le numéro de la *Gazette de Liège* du 20 septembre 1784.

« Le chevalier d'Irlande, Peintre en miniature, fait des Portraits, dont il n'exige le payement très raisonnable qu'après parfaite ressemblance ; il avertit les maîtres de fabrique en porcelaine ou terre de pipe, qu'il peint sur ces deux matières en figures, oiseaux, paysages, fleurs, etc. S'adresser au Corbeau, à Huy ».

M^r René Dubois, l'historien des *Rues de Huy*, à qui j'avais communiqué cette annonce, m'a fait savoir que le nom de ce

peintre lui était complètement inconnu. Le Chevalier d'Irlande, n'aura très probablement fait qu'un séjour fort bref à Huy. Je ne l'ai pas non plus retrouvé dans les monographies relatives à l'histoire de la céramique, art dans lequel le Chevalier d'Irlande devait s'être spécialisé.

Ketterlin

Ce peintre, sur lequel je n'ai pas pu me documenter avec précision, fit insérer, dans la Liste de Spa du 12 juillet 1775, l'annonce suivante :

*« A la Cour de Bruxelles, rue de l'Assemblée à Spa.
Ketterlin, Peintre en Miniature de S. M. le Roi de France,
et Membre de l'Académie de Peinture et Sculpture de Paris ».*

Le nom du personnage est d'origine germanique, et je me demande s'il ne faut pas chercher un lien de parenté avec Christian-Guillaume Ketterlinus, graveur allemand né à Stuttgart en 1768, mort, en 1803, à St-Pétersbourg ⁽¹⁾.

Leroux

Le silence de tous les historiens de l'art, à l'endroit de ce sculpteur m'oblige à être fort laconique. Il serait, cependant, intéressant de connaître les événements qui amenèrent cet artiste exilé à se fixer dans le pays liégeois.

Je signale donc, sans trop insister, et en espérant qu'un chercheur plus heureux pourra donner la clef du mystère, la mention suivante qui figurait dans le catalogue de l'exposition d'Art ancien de 1881 ⁽²⁾ :

Leroux

Héloïse et Abeillard, groupe en marbre blanc. Ce groupe fut exécuté en 1780, au château de Cheratte et donné par l'artiste

⁽¹⁾ NAGLER, *op. cit.*, t. VI, p. 569.

⁽²⁾ Exposition de l'Art ancien au Pays de Liège, 1881. Catalogue officiel. Section : Sculpture, p. 77, n° 257.

au propriétaire, en reconnaissance de l'hospitalité qu'il avait recue pendant son exil. Il est signé et daté de l'an 1780.

M. S. Lamy ⁽¹⁾ cite plusieurs sculpteurs français du dix-huitième siècle nommés Leroux. Il serait prématuré, vu le peu de renseignements que l'on possède sur leur compte, de vouloir attribuer à l'un d'entre eux l'œuvre exécutée à Cheratte.

Loder

Il existe, dans le chœur de l'église d'Hermalle-sous-Argenteau, deux grandes toiles, représentant l'Adoration des Mages et celle des Bergers, qui trahissent, chez leur auteur, une bonne compréhension de l'effet décoratif. Leur coloris, un peu passé, est loin d'être déplaisant comme l'est celui d'une quantité de maîtres liégeois de la fin du 18^e siècle, et le groupement des personnages rappelle, en certaine manière, l'influence rubénienne. Inévitablement, on pense que ces œuvres ont été directement inspirées par des peintures flamandes du 17^e siècle, peintures qu'il serait pourtant téméraire de vouloir désigner.

Ces tableaux sont tous deux signés : *Loder fecit* ; l'un porte la mention : « *Donné par M^r Sommer, administrateur de la Poste impériale, 1780,* » l'autre, « *Donné par M^r Bauer, Epouse de M^r Sommer, administrateur de la Poste, 1780* ».

Jusqu'à présent, le nom du peintre Loder n'avait été signalé qu'une fois à Liège, dans le testament, du comte Pontian d'Harscamp. Dans cet acte, daté du 1^{er} mai 1787, Loder, *peintre demeurant à la poste aux lettres à Liège*, était constitué héritier d'une somme de 700 florins sur la Ville de Huy ⁽²⁾. Le document néglige, cependant, de nous faire connaître le prénom de l'artiste et les motifs de cette libéralité ⁽³⁾.

(1) S. LAMY, *Dictionnaire des sculpteurs de l'école française du 18^e siècle*, t. II, 1911, pp. 74-75.

(2) S. BORMANS, *La Famille d'Harscamp*, dans les *Annales de la Soc. archéol. de Namur*, t. XIV, p. 68, 1877.

(3) Le tableau des rentes de la ville de Huy, porte seulement que les représentants d'Harscamp sont créanciers d'une rente de 538 florins 40 c. liquidée au tiers. Je dois ce renseignement à l'amabilité de M. René Dubois, l'auteur des *Rues de Huy*, que je remercie vivement.

Un détail n'échappera pas au lecteur : le domicile occupé par l'artiste, en 1787, était la Poste aux lettres, dont le directeur, M^r Sommer, lui avait commandé, en 1780, les deux tableaux d'Hermalle. Loder était donc un familier de la maison, sinon un parent ⁽¹⁾.

Le nom Loder, d'origine germanique, est cité par les lexiques de Nagler et de Müller. Un Alstolf Loder, né à Francfort en 1721, fut peintre et graveur ; un Mathieu Loder, paysagiste, naquit à Vienne, en 1780, et mourut en Styrie, en 1828 ; enfin, un Loder, dont on ignore le prénom et que Nagler identifie sous réserves au premier de la série, est l'auteur d'une gravure représentant un vieux podagre accompagné d'un jeune paysan et d'une paysanne. Cette estampe faisait, jadis, partie de la collection de Renesse ⁽²⁾. Un J. Loder, qui peignait des chevaux vers 1831-1838, est d'origine inconnue ⁽³⁾.

Il serait imprudent, dans l'état actuel de ma documentation, de vouloir donner plus de précisions sur l'auteur des tableaux d'Hermalle. Les registres de l'Etat-Civil de Liège n'en font aucune mention.

Alexis Loir

Contrairement à l'habitude de ses confrères, Loir ne se fit pas connaître par voie d'annonce. Il est donc infiniment probable qu'il ne vint à Spa que pour y faire une cure. Son nom figure dans la « *Liste des Seigneurs et Dames* » du 5 juillet 1775 :

« *Monsieur Loir, Peintre du Roi en son Académie Royale de France, au Loup, Grand place* ».

(1) Mon collègue M. G. Ruhl me signale que le tableau du maître-autel d'Hermalle, signé *J. P. du Moulin*, provient de l'ancienne église St-Georges en Féronstrée à Liège. Peut-être, me dit mon correspondant, les deux tableaux de Loder en proviendraient-ils également. Je souscris d'autant plus volontiers à cette hypothèse que, dans la rue St-Jean-Baptiste, existe encore une maison enseignée du *Cornet d'Or*, ancien local de la poste. T. GOMBERT, op. cit., t. I, p. 565, signale aussi le transfert du maître-autel de l'Eglise St-Georges à Hermalle.

(2) *Catalogue d'une superbe collection.... C. W. de Renesse-Breidbach*, Anvers, (1835), p. 198, n° 83. L'œuvre est cataloguée dans les gravures d'école allemande.

(3) IS. ERREIRA, *Répertoire des peintures datées*, t. II, pp. 566 et 593.

Cet artiste fut renommé pour ses portraits au pastel dans le Paris de 1760. Quelques-unes de ses œuvres furent reproduites pour la gravure. Il fut reçu, en 1779, membre de l'Académie de Paris ⁽¹⁾.

Lyon

« *Le Sieur Lyon, Graveur, pensionné de la ville de Lille, grave trait pour trait, les Pierres fines, en creux et en relief, cachets, chiffres, et toutes sortes de métaux. Il fait aussi, toute espèce de Poinçons pour tout art et métier. Il est logé chez la veuve Latour, à l'Aigle noir, rue d'Avroy, où il ne s'arrêtera que peu de temps* ».

Cette annonce parut dans la *Gazette de Liège* du 2 mars 1787, et fut réimprimée, avec quelques variantes, le 1^{er} octobre de la même année. C'est tout ce que j'ai pu trouver sur le personnage qui est, semble-t-il, inconnu à Lille ⁽²⁾.

Arnold Massardo

Cet illustre inconnu, dont le nom a une allure italienne, n'était peut-être pas étranger ; il demeura fort longtemps à Spa, et ce n'est que sous toutes réserves, que j'écris ici ce que l'on connaît sur son compte.

Les 23 juillet et 11 août 1782, une annonce de la *Liste* de Spa disait :

« *A. Massardo, artiste en joaillerie et gravures, offre ses services ; il est logé à la Cour de Manheim, rue de l'Assemblée à Spa* ».

L'année suivante, le 9 juillet, Massardo se recommandait encore ; il avait élu domicile au « *Chandelier d'Or, rue de l'Assemblée* ». Sans doute, ni l'art de la gravure, ni la joaillerie ne

(1) NAGLER, *op. cit.*, t. VIII, p. 14. — S. LAMY, *Dictionnaire des Sculpteurs de l'école française*, t. II, p. 88.

(2) M. Bruchet, archiviste à Lille, a recherché, de son côté, des renseignements relatifs au graveur Lyon ; il n'a malheureusement rien découvert. Qu'il veuille bien trouver ici l'expression de ma gratitude.

suffisaient à son bonheur, car le 31 août 1784, nous le retrouvons tenant un commerce de toiles au *Magasin Hollandais sur le Pont* : il exerçait toujours son autre profession.

Les événements de la révolution n'influencèrent probablement que fort peu la vie de notre homme : néanmoins, entre 1804 et 1810 (la date est incertaine), Arnold Massardo se procura d'un passeport (1). J'ignore ce qui en advint depuis lors. Il est cependant probable que l'artiste revint à Spa, et qu'il y eut des descendants, car on connaît, au dix-neuvième siècle, deux violonistes portant le même nom (2).

Monpeurt

Ce peintre exposa trois portraits en pastel, au Salon de la Société d'Emulation de Liège, en 1783. Il logeait, en notre ville, à *l'Ange d'or sur le Marché* (3). L'année suivante, il était à Spa et s'annonçait ainsi :

Monpeurt, Peintre en miniature et en pastel d'une manière solide de son invention. Il est logé à la Cour de Manheim, vis-à-vis la Fontaine d'Or, rue de l'Assemblée à Spa (4).

Quelle était l'origine de cet artiste ? Je l'ignore ; en tout cas, son nom n'est pas liégeois.

Montaigle

Ce personnage, natif de Rouen, émigra à l'époque de la révolution, et vint se fixer à Spa au mois de janvier 1792 : il travailla à la décoration des produits de l'industrie locale (5).

(1) A. BODY, *Essai historique...*, 1889, p. 125.

(2) Renseignement de M. Ed. Couvreur.

(3) *Explication des morceaux de peinture... Emulation*, Liège, 1783, p. 10, n^{os} 71-73. Le mot *logé*, employé ici de préférence au mot *demeurant*, indique, semble-t-il, un séjour assez passager.

(4) *Annales de Spa*, 28 juillet 1784.

(5) A. BODY, *Essai historique sur les ouvrages peints dits boîtes de Spa*, Liège, 1898, pp. 120-121.

Vincent Mousset

Je signale, en passant, le nom de ce mécanicien, natif de Paris, qui fut, en 1745, autorisé à établir à Liège une manufacture d'instruments de physique et de mathématiques. Il fut aussi officiellement chargé de la fabrication des trébuchets destinés à peser les espèces d'or et d'argent. En 1755, on retrouve Mousset, établi à Bruxelles, et y exerçant le même métier ⁽¹⁾.

P.-N.-L.-E. Petit de Moranville

Pierre-Nicolas-Louis-Elisabeth Petit de Moranville, écuyer, ancien sous-lieutenant aux chasseurs de la Bretagne, né à Sedan le 29 mai 1771, épousa une Spadoise, Catherine Heyne. Il s'était fixé dans la cité thermale, au début de l'émigration, et se fit peintre de fleurs sur objets en bois. Albin Body, à qui j'emprunte ces détails ⁽²⁾, raconte que l'artiste distança rapidement tous ses rivaux. « Au lieu d'user du procédé au pointillé, il employa les teintes plates et les teintes fondues ; doublé d'un homme de goût et d'étude, il parvint à donner à ses travaux un cachet spécial de distinction ». D'un naturel ombrageux, et fort jaloux de ses secrets, il ne vendait ses œuvres qu'aux personnes de sa connaissance.

François-Joseph Pfeiffer

En 1905, J.-E. Demarteau s'étonnait de trouver, au dos d'une estampe, d'ailleurs excellente, de la collection Wittert, la mention : « *F.-J. Pfeiffer, né à Liège, 1778* » ⁽³⁾. Rien n'était cependant plus exact, car les dictionnaires ⁽⁴⁾ citent deux

⁽¹⁾ Voir le résumé que j'ai fait de sa carrière, dans la *Revue belge de Numismatique*, t. 76, 1924, p. 172.

⁽²⁾ A. BODY, *ouv. cit.*, pp. 121-122.

⁽³⁾ *Catalogue de l'Exposition de l'Art ancien*, Liège, 1903, Section : Gravure, p. XIII et nos 208 à 212. Le millésime 1748, imprimé dans le catalogue, est fautif ; la gravure de la collection Wittert (Bibliothèque de l'Université de Liège) indique bien, inscrite au crayon, l'année 1778.

⁽⁴⁾ NAGLER, *Künstler-Lexikon*, t. XI, p. 209 ; A. VON WURZBACH, *Niederländisches Künstler-Lexikon*, t. II, 1910, p. 325.

graveurs du même nom, l'un établi à Liège, à la fin du dix-huitième siècle, mais d'origine étrangère, l'autre, fils du premier, et qui était né à Liège.

Le père, François-Joseph Pfeiffer, peintre et graveur, né en 1741 à Aix-la-Chapelle, exerça longtemps son art à Amsterdam. Il vint, dans la suite s'établir à Liège, puis, au terme de sa carrière, il se fixa à Bruxelles, où il mourut en 1807. Il s'était spécialisé dans la peinture et la gravure de paysages. Son fils, François-Joseph Pfeiffer, était né à Liège, le 5 octobre 1778. Il peignit et grava des paysages et des vues de villes qu'il étoffait de personnages et d'animaux : il fit aussi quelques portraits.

On peut donc, en toute sécurité, attribuer au père Pfeiffer les œuvres exposées en 1781 à la salle de la Société d'Emulation, et ces œuvres doivent être mentionnées ici, à raison de l'origine étrangère de leur auteur. Voici ce que porte l'*Explication* de l'année susdite :

M. Pfeiffer, demeurant Hors-Château.

Un tableau représentant un repos de pauvres voyageurs.

2 pieds de haut sur 15 pouces de large.

Un autre représentant une offrande à l'Amour. Sujet pastoral.

4 pieds de haut sur 2 de large. Tous les deux de sa composition.

Un portrait en pastel.

Deux autres Paysages en pastel (1).

Madame Placide

M^{de} Placide, peintre en miniature, reste derrière le Palais, maison tenant à celle de M. Willem, loueur de carrosse ».

C'est la *Gazette de Liège* du 17 janvier 1780, qui nous présente cette nouvelle connaissance. Je n'ai pu me documenter sur elle,

(1) *Explication des Morceaux de peinture, Emulation, 1781, p. 9, n° 42 à 46.*

aucune personne de ce nom ne figurant, ni dans les archives liégeoises, ni dans les dictionnaires.

François Poissinger

On voudra bien, je pense, m'excuser d'introduire dans cette liste le nom d'un tourneur, eu égard à l'importance artistique que les gens de qualité du dix-huitième siècle accordèrent à cette profession.

François Poissinger apparaît, de 1753 à 1757, parmi le personnel attaché au prince-évêque Jean-Théodore de Bavière, avec les titres d'*homme de chambre et tourneur* (1). Vers 1755, il fut chargé, avec le tourneur liégeois Van den Berg, de la fabrication des étalons monétaires. Je n'ai pas retrouvé l'acte de décès de Poissinger, mais bien celui de son épouse, Marie-Elisabeth Kapelli, morte dans la paroisse Saint-Christophe le 21 février 1752. Les conjoints étaient, leurs noms l'indiquent, d'origine allemande, et je crois pouvoir identifier l'artiste à un François Poissinger connu comme tourneur de la cour de Bavière en 1723. Il me paraît probable que ce personnage quitta la ville vers 1764, lorsque son associé Van den Berg fut chargé de continuer seul la fabrication des trébuchets (2).

de Polucello

De même que Loir, cet artiste vint à Spa en villégiature, et négligea de faire imprimer des annonces.

La *Liste des Seigneurs et Dames* du 22 juin 1772 nous a seule conservé son souvenir, avec l'indication de son domicile :

« Monsieur de Polucello, de Vérone, Peintre des Académies de Venise et de Vérone, à l'Hôtel de Flandre, rue des Capucins n° 4 ».

(1) Jean Ligones DUVAL, *Almanach de la Cour... de Liège*, années 1753, 1755, 1757.

(2) Sur Poissinger, voir *Revue belge de Numismatique*, t. 76, 1924, pp. 172-174 ; M. HAUTTMANN, *Der Kurbayerische Hofbaumeister Joseph Effner (Studien zur deutschen Kunstgeschichte*, t. 164), p. 103.

Ses titres, s'ils sont véridiques, ne l'ont pas empêché de tomber dans l'oubli le plus complet. Il existe, très près de Vérone, une localité de Val Policella, et il est donc possible que le nom doive se lire Policello ; mais, en tout cas, l'artiste est inconnu même dans son pays d'origine ⁽¹⁾.

Antoine Reumont

L'imprimé, une simple circulaire, qui fut le point de départ de cette notice, a été découvert dans les liasses de *Papiers des Etats* par M. Emile Fairo, conservateur des archives de l'Etat à Liège. Je remercie vivement mon obligéant collègue, d'avoir bien voulu me communiquer ce document.

La pièce, un feuillet de papier (330 215 mm.) portant le texte au recto, n'a ni lieu ni date d'impression ; elle ne remonte vraisemblablement pas plus haut que 1771, et fut, selon toute probabilité, imprimée à Aix-la-Chapelle. Au dos, la mention manuscrite : 1772 — *Avertissement et prix de peintures etc.*, indique à quelle époque la circulaire parvint aux membres des Etats de Liège. Deux petites croix sont tracées à l'encre dans la marge, comme pour signaler à l'attention les passages importants (ces passages sont, dans la transcription, précédés, d'une astérique). Les destinataires auront voulu, de la sorte, marquer leurs préférences pour tel genre de sujets et se remémorer aussi les conditions spéciales de paiement.

L'on offre au Public 1. toutes Sortes de Tapisseries peintes à l'huile sur de très bonnes toiles qui ne s'écailleront point. 2. Des Tableaux d'Autel, toutes sortes de pièces de Cheminée, dessus de portes, trumeaux devants d'Autel peints à l'huile sur Satin ou autre Etoffe de Soye, sans que la Couleur boive dans la Soye n'y quelle tache. Les Personnes qui ne seroient pas trop éloignés de la Ville d'Aix la Chapelle, pourront avoir les Echantillons de chaque Tapisserie, on pourra trouver chez le même Artiste une quantité d'ouvrage dans le goût de Boucher en Tetes et Corbeilles de Fleurs.

⁽¹⁾ Renseignement que je dois à la grande obligeance de M. le Dr Ricciotti Bratti, directeur du Musée Civique de Venise.

Notte de différentes Tapisseries et prix de chacune par aune de Brabant en quarré.

Métamorphose d'Ovide contour encadré relevé en avanturine, aggrement de fleurs à	15 Escalins d'Aix p. aune
Item, Histoire de la Bible contour encadré relève en avanturine, aggrement de fleurs à	15 Esc. p. aune
Tapisserie en Cartouches et dans les dittes Cartouches des marines, la Cartouche relevée en avanturine, aggrement de fleurs à	12 Esc. p. aune
Paysages avec les encadrements dans le plus nouveau goût, aggrement de fleurs à	12 Esc. p. aune
Paysages sans contour en fleurs à	8 Esc. p. aune
Métamorphose d'Ovide sur fond uni dans le goût de la Porcelaine de Saxe en cadre Guirlandes de fleurs à	12 Esc. p. aune
Chasses en cadres relevés en avanturine, Guirlandes de fleurs à	12 Esc. p. aune
Item Chinois dans le goût de la Porcelaine de Saxe, Guirlandes de fleurs à	6 Esc. p. aune
Paysages dans le même goût à	6 Esc. p. aune
Medaillons sur fond uni Guirlandes de fleurs à ..	6 Esc. p. aune
Enfants nuds dans les nuages fonds unis, Guirlandes de fleurs et encadré contour en fleurs à	9 Esc. p. aune
*Enfants polissons habillés, jouant toutes sortes de jeux analogues à leur âge, peints partout et encadrés à	9 Esc. p. aune
Item Camajoux selon les meubles d'un appartement supposé les lambris, portes, cheminées, grès, ligne, blanche, Lits, fauteuil Cramoisi, on fait la Tapisserie de même, c'est à dire le Camajoux Cramoisi, blanc et gris, ces trois couleurs se marient fort bien ensemble, et font un très joli Effet, ces sortes de Tapisseries se peignent ordinairement d'un gout fort léger, comme en trophée, attributs Pastorales, Eglises, Chasses, Guerres, Pêches, etc., ou en Paysages fort légers, les figures petites, parce que les grandes font un très mauvais Effet, le prix à	6 Esc. p. aune

*Les dessus de portes et pièces de cheminées se payeront apart, comme pièces détachées, et sur lesquelles l'on ordonnera ce que l'on veut avoir.

Les Tapisseries que l'on commandera dans le mois de Novemb. 1771 pourront été finies pour le Printemps prochain.

Les Amateurs qui voudront se procurer de ces différentes Tapisseries, auront la bonté d'envoyer exactement la mesure de chaque panneau, et de bien expliquer avec quel pied l'appartement a été mesuré.

Il faudra s'adresser chez Antoine Reumont sur le Seilgraven à côté de la Ville de Francfort à Aix la Chapelle, ceux qui lui feront l'honneur de lui adresser leur ordres, auront la bonté d'affranchir leurs lettres. L'Artiste qui s'annonce ainsi a travaillé et travaille encore pour la Cathédrale de Namur, et dans d'autres villes où ses talents ont été reconnus et applaudis.

Aucun document ne prouve, que la circulaire d'Antoine Reumont lui valut des commandes en notre ville. Les Etats avaient, en 1772, terminé, depuis dix ans au moins, l'aménagement de leur hôtel (1), et le nom du peintre ne s'est pas encore trouvé mentionné une seule fois dans les archives artistiques du Palais. Tout au plus, pouvons-nous supposer, qu'il y eut des pourparlers engagés avec lui, à en juger par les signes qui marquent deux postes de son catalogue. La réclame est néanmoins fort intéressante, car elle évoque particulièrement bien le goût du dix-huitième siècle, et donne des détails précieux sur la décoration d'appartement.

.... Ma tâche serait presque terminée, si la personnalité de les travaux de Reumont étaient connus ; il me suffirait de rappeler, dans ses grands traits, sa biographie. On pourra voir, dans ce qui va suivre, que tout est encore à trouver à son sujet.

Le mutisme complet des dictionnaires de Bénézit, Nagler Muller et Seubert, prouve évidemment, que la célébrité ne couronna pas les efforts de l'artiste. Son activité à Aix-la-Chapelle, Namur, et peut-être Liège, indique cependant qu'il n'était pas, de son vivant, sans avoir quelque réputation. La cathédrale Saint-Aubain à Namur, n'a vraisemblablement rien conservé de lui (2), et les documents, relatifs à la reconstruction de cette église, sont absolument muets sur les œuvres dont la circulaire fait état (3).

(1) Voy. D. VAN DE CASTEELE, *Notes sur la Maison des Etats* dans le *Bull. de l'Inst. archéol. liégeois*, t. XIV, 1879, pp. 351 ss., et TH. GOBERT, *Le Palais de Liège*, 1896, pp. 188 ss.

(2) N.-J. AIGRET, *Histoire de l'église et du chapitre de Saint-Aubin à Namur*, 1883, et la *Notice sur la Cathédrale de Namur par un membre du Clergé*, 1851, ne font aucune mention des travaux de Reumont.

(3) MM. J. Cuvelier, archiviste général du Royaume, et F. Courtoy, archiviste de l'Etat à Namur, ont bien voulu faire des recherches à ce sujet. Je les en remercie vivement.

Obligé de me tourner vers Aix-la-Chapelle, j'y constatai, de suite, le manque absolu de renseignements ; Faymonville ⁽¹⁾ les volumes de Clemen et de ses collaborateurs ⁽²⁾, les divers guides d'Aix, dont un est dû à un homonyme du peintre ⁽³⁾, ne mentionnent pas une seule fois le nom d'Antoine Reumont. Et cependant, ce nom de Reumont a, depuis longtemps, conquis droit de cité à Aix.

Je fis part de mes recherches à MM. le Prof. J. Buchkremer, architecte du Dôme, et le Dr J. Huyskens, archiviste de la Ville ; avec une obligeance, à laquelle je me plais à rendre hommage, ces correspondants recherchèrent, mais en vain, des détails biographiques sur l'artiste ; ils ne purent malheureusement pas satisfaire ma curiosité. Je leur dois cependant de connaître le seul passage imprimé qui fasse mention de l'artiste. Dans ses Mémoires Alfred von Reumont ⁽⁴⁾, fait, à peu près en ces termes, la biographie d'Antoine, son grand-oncle : « Antoine Reumont né à Aix, se voua à la peinture, et partit en Angleterre où il s'acquit une certaine réputation dans la peinture de genre et de portraits ; il fut peintre de la cour de Georges III et mourut à Londres en 1800 ». Quelques sondages, faits dans le dépôt des Archives d'Angleterre à Londres par M. A. E. Stamp, secrétaire de cette institution, n'ont apporté aucun document nouveau à verser au dossier. Je renonce donc, pour ma part, à creuser davantage le mystère ; j'ai père que la présente notice engagera des chercheurs mieux placés que moi, à mener l'enquête d'une manière plus approfondie ⁽⁵⁾.

D'où venaient les Reumont d'Aix-la-Chapelle ?

Alfred von Reumont, tout en reconnaissant l'existence d'homonymes, dans les pays de Liège et de Namur, croyait

(1) FAYMONVILLE, *Der Dom zu Aachen*, 1909.

(2) *Kunstdenkmäler der Rheinprovinz*, t. X. Aachen.

(3) A. REUMONT, ... *Die Thermen von Aachen und Burtscheid*.

(4) A. VON REUMONT, *Jugenderinnerungen... Annalen des historischen Vereins für den Niederrhein*, t. 77, 1904, p. 21.

(5) M. le Dr Huyskens a bien voulu me signaler, que des membres de la famille von Reumont d'Aix-la-Chapelle, possèdent encore des peintures, entre autres un portrait d'Ecosais, que l'on pourrait attribuer à notre artiste.

cependant ses ancêtres venus de l'Ardenne : il se basait sur l'existence d'un village de Roumont (1) dans le Luxembourg belge : j'étais, de mon côté, partisan de l'origine namuroise de la famille qui, au dix-septième siècle, vint se fixer à Liège. On verra plus loin que j'étais dans le vrai.

Il existe, dans les provinces de Namur et du Hainaut, deux localités nommées Reumont : la première dépend de Malonne, la seconde de Thuillies : c'est un de ces villages qui fut probablement le berceau des Reumont, fort avantageusement connus à Namur, depuis le dix-septième siècle : c'était une dynastie fondeurs de cuivre, jouissant d'une situation enviable (2). La famille namuroise de Raymond qui, en 1888, obtint une concession de noblesse (3), est issue de la même souche.

Au XVII^e siècle, un certain nombre de Reumont étaient établis à Liège, où on les trouve plus spécialement dans le quartier d'Outre-Meuse. C'est de cette branche que devaient sortir les Reumont d'Aix-la-Chapelle.

La généalogie, esquissée par Alfred von Reumont (4), nomme comme ancêtre Hubert Reumont. Je résume (1-5) les indications de l'historien allemand :

- 1) Hubert Reumont, né à Liège, et baptisé le 17 septembre 1708, se fixa à Spa ou à Stavelot. En 1730, il se maria à Aix la Chapelle, où il se fixa définitivement quelques années plus tard (voir plus bas 6 et 8).
- Hubert Reumont eut quatre fils (2-5).
- 2) Richard, né à Spa en 1736, fut fermier des jeux d'Aix la Chapelle : il eut un fils nommé Antoine, né à Aix en 1762.
- 3) Lambert fut propriétaire d'une fabrique de chaudronnerie ; il mourut à Grevenbroich en 1811. C'était le grand père de l'historien (7).

(1) Roumont dépendance de Flamierge. Il existe aussi un Roumont dépendant de Grosage dans le Hainaut.

(2) DE STEIN D'ALTENSTEIN, *Annuaire de la Noblesse belge*, 1885, p. 175, voir également GALLIOT, *Histoire de Namur*, t. III, pp. 41 ss. et t. VI, p. 203. D'autres Reumont se rencontrent fréquemment dans les annales namuroises ; en 1698, un nommé Paul Reumont fut poursuivi pour avoir, sans autorisation, exercé l'office de géomètre. (Communication de M. F. Courtoy).

(3) DE STEIN D'ALTENSTEIN, *Op. cit.*, 1896, p. 1966.

(4) A. VON REUMONT, *Op. cit.*, pp. 18 ss.

4) Jean eut un fils N**, peintre, qui eut comme élève Ch. de Grainberg ⁽¹⁾.

5) Antoine, né à Aix, fut le peintre objet de cette notice.

Mes recherches m'ont procuré d'autres renseignements sur la famille (6-7) :

6) Hubert Reumont (1, 8), chef de la branche, était, déjà en 1754, considéré comme bourgeois d'Aix la Chapelle ; c'est avec ce titre qu'il comparait, le 28 juin de l'année susdite, pour donner en location, à un Saxon nommé Jean Gaspard Debard, une maison sise à Spa ⁽²⁾.

7) Lambert Reumont (3) eut un fils nommé Gérard né en 1765, mort en 1828. Ce Gérard était le père de l'historien Alfred von Reumont et du médecin Alexandre Reumont ⁽³⁾.

Les registres de l'Etat-Civil m'ont, d'autre part, permis de compléter ces données (8-10) :

8) Hubert Reumont (1, 6), qui fut baptisé en l'église Saint-Nicolas-outre-Meuse, le 17 septembre 1708, était le fils de Martin et d'Ailid Cajot (Caiot, Cajos) qui avaient encore procréé :

Henri (bapt. 19 sept. 1714)

Anne Marie (bapt. 6 sept. 1705)

Hélène (bapt. 31 mai 1711).

9) Martin Reumont et Ailid Cajot s'étaient mariés le 30 octobre 1703 dans l'église Saint Nicolas outre-Meuse ; leurs témoins étaient Bertrand Bielkinet et Anne-Catherine Reumon (sœur du marié).

10) Martin Reumont, fils de Grégoire ⁽⁴⁾ et d'Anne Renard (Renardt), avait été baptisé le 23 septembre 1681, à Notre-Dame-

⁽¹⁾ Ch. de Grainberg, fils d'émigré français, naquit en 1774 près de Château-Thierry, devint peintre; et se fixa en 1810, à Heidelberg dont il conserva les ruines et les popularisa par ses œuvres. Il mourut à Heidelberg en 1810: THIEME-BECKER *Allgemeines Künstlerlexikon*.

⁽²⁾ A. BODY, *Les actes notariaux passés à Spa par les étrangers*, dans le *Bull. de l'Inst. archéol. liégeois*, t. XX, 1887, p. 122.

⁽³⁾ *Aus Aachens Vorzeit*, t. XV, 1902, pp.119-120.

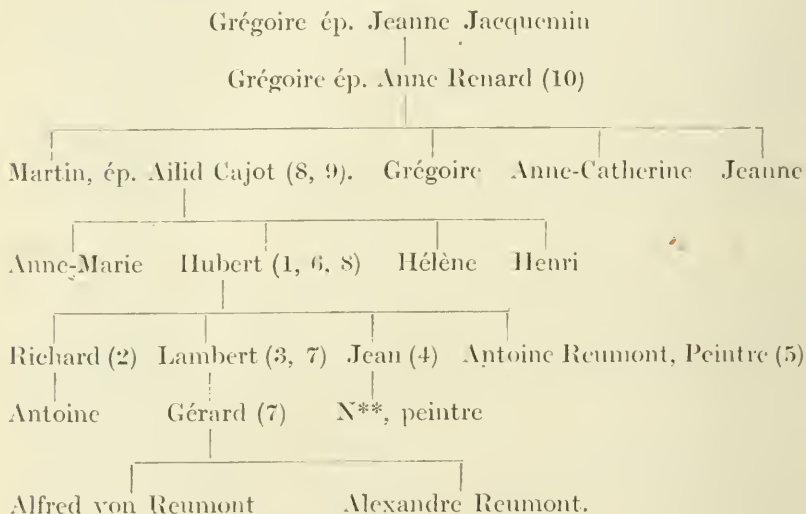
⁽⁴⁾ Un descendant de la famille, M. F. von REUMONT d'Aix-la-Chapelle, m'a fait savoir, que ce Grégoire Reumont était fils d'un premier Grégoire, originaire du Comté de Namur qui épousa, à Namur en 1641, une nommée Jeanne Jacquemin fille de Grégoire Jacquemin. Quant au peintre Antoine Reumont; il m'a été confirmé que, jusqu'à présent, aucun document de l'époque n'en fait mention.

aux-Fonts. Je n'ai pas trouvé de traces du mariage et de la naissance des parents qui eurent encore trois autres enfants :

Grégoire (bapt. 11 mars 1677)
 Anne-Catherine (bapt. 22 mai 1679)
 Jeanne (bapt. 28 mars 1685).

Grégoire Reumont père mourut le 2 février 1720, âgé de 80 ans (il était donc né vers 1640), à l'Hospice des Incurables, où il avait été admis le 4 mai 1718. Jusqu'à cette date, il habitait dans la paroisse Saint-Nicolas-outre-Meuse : sa femme y était décédée le 27 août 1714.

Le crayon généalogique ci-dessous, avec l'indication des numéros des paragraphes précédents, résume ces recherches :



Le peintre Antoine Reumont était donc d'origine wallonne ; à ce titre une biographie et un catalogue artistique plus ou moins complets nous intéresseraient vivement (1). Je souhaite donc que les lacunes de cette première notice soient bientôt comblées.

(1) Le nom Reumont qui se rencontre le plus souvent dans les registres des paroisses Saint-Nicolas et Saint-Pholien, est parfois orthographié Remont. On pourrait donc, jusqu'à preuve du contraire, supposer que la famille portant ce dernier patronyme serait de la même origine que l'autre.

Jacques Richardot ⁽¹⁾

La présence à Liège de ce célèbre céramiste est d'autant plus inattendue, qu'elle nous fait entrevoir un incident pénible de sa carrière

Jacques Richardot, naquit à Lunéville le 26 juillet 1743. Son père, Claude Richardot qui, l'accompagna dans tous ses déplacements, travaillait, en 1752, dans la faïencerie de la rue de la Montagne à Bruxelles ; il la quitta en 1761 ⁽²⁾. L'année suivante, le 28 octobre; Jacques Richardot épousait à Bruxelles, Marie-Wandru-Josèphe Lorson (ou Lourson) native de Mons ; le 8 janvier 1786, le fils aîné issu de cette union, contractait mariage à Bruxelles. Peu après, on constate la présence de Jacques Richardot à Saint-Servais, près de Namur; et enfin à Andenne, où il se fixa avec son fils Ghislain et son petit-fils Louis. Il mourut; en 1806 à Andenne, dans une misère causée probablement par son goût immodéré pour la boisson. C'est peut-être à ce vice; qu'il faut attribuer un écart de conduite qui lui joua un vilain tour, lors de son passage à Liège.

Un document, daté du 19 juin 1778 ⁽³⁾, montre que le sculpteur lorrain fut occupé, à cette époque, à la manufacture liégeoise de faïences. Pour une raison encore ignorée, Richardot, qui s'était engagé à modeler huit figures (peut-être des groupes), laissa l'ouvrage inachevé et, pour ce motif, fut jeté en prison à la demande d'un des administrateurs de la fabrique. Après des démarches, dont le détail est perdu, le directeur Boussemart et Claude Richardot père donnèrent leur garantie, moyennant quoi le délinquant fut élargi, à la condition expresse qu'il terminerait l'ouvrage entrepris.

⁽¹⁾ Pour les détails biographiques, je renvoie aux travaux suivants :

E. J. DARDENNE, *Jacques Richardot, sculpteur andennais*, *Bulletin des Musées Royaux des Arts décoratifs*, Bruxelles 2^e série, t. II, 1909, pp. 17 ss. et 33 ss.

LE MÊME, *Jacques Richardot*, *Annales de la Société archéologique de Namur*, t. XXIV, 1900, pp. 33 ss.

ED. NIFFLE, *Notes pour servir à la biographie de Jacques Richardot* (Mémoire lu à la réunion des Sociétés des Beaux-Arts des Départements, 17 avril 1895).

F. PHOLIEN, *La Céramique au Pays de Liège*, 1906, p. 87.

⁽²⁾ DANSAERT, *Les anciennes faïences de Bruxelles*, 1922, p. 11.

⁽³⁾ *Protocole du notaire Judon* (Archives de l'état à Liège).

Rocher

Rocher, miniaturiste français, est connu à Paris, de 1770 à 1790 : on ne sait malheureusement rien de particulier sur son compte ⁽¹⁾. Peut-être, fut-il obligé d'émigrer, car c'est, en effet, le 4 août 1792, qu'il publia l'annonce suivante ⁽²⁾ dans la *Liste de Spa* :

« *Le Sr Rocher, Peintre en Miniature, de l'Académie de Paris, connu pour donner parfaitement la ressemblance, se propose de faire un séjour à Spa. Les personnes qui désireront (sic) lui faire l'honneur de l'employer, il espère de les satisfaire, comme il a fait partout ailleurs. Il est logé chez Despa, à la Villette, près des Capucins* ».

On peut supposer que le projet de *faire un séjour à Spa*, n'était pas encore bien arrêté, et que la durée de ce séjour dut dépendre du nombre des clients attirés par l'annonce.

François Roucourt

Ce personnage, dont j'ignore l'origine, inséra dans la *Gazette de Liège* du 12 avril 1790, l'annonce suivante :

Roucourt, Statuaire en terre cuite, offre ses talens pour Figures, vases, pots à fleurs, etc., qu'il garantit contre les intempéries de l'air. Il invite les amateurs à la Maison-de-Pierre, rue Ste Véronique, où il tient son Magasin.

La capitation paroissiale de Sainte-Véronique de 1791 mentionne, au n° 89 du Faubourg d'Avroy : *François Roucourt, sculpteur, avec un ouvrier*.

On connaît quelques œuvres de cet artiste :

(1) DE-MAURI, *L'amatore di Miniature su Avorio*, p. 435 ; et *Catalogus... Portret miniaturen...* Rotterdamsche Kunstkring, 1910, p. 18, n° 226.

(2) Cette annonce a déjà été signalée par A. Body, dans *La Vie Wallonne*, 1^{re} année, 1920-1921, p. 556.

Quatre statues signées, représentant des mendiants, destinées à l'ornementation d'un jardin, ont été, il y a deux ans, exposées chez M. Collinet, antiquaire ; elles sont aujourd'hui la propriété de M. A. Laloux à Liège.

M. le Professeur Brassinne me signale, d'autre part, l'existence d'un porte-montre et d'une autre statue, pièces signées également.

On peut se demander quels liens unissaient le sculpteur établi à Liège à un céramiste fixé à Bruxelles en 1790, mais qui n'en était vraisemblablement pas originaire. Ce personnage, nommé Frans Roucourt, avait fondé, en 1788, une fabrique de poteries à côté du Treurenberg ; il eut aussitôt des difficultés au sujet de l'obtention de la maîtrise, et ne fut reçu membre de la corporation qu'en 1790 ; il figure encore au registre du métier en 1791 et 1792 ⁽¹⁾. Je serais disposé à considérer les deux artistes comme issus de la même famille et même à les identifier, l'un à l'autre, en dépit des difficultés résultant de la concordance des dates. Le céramiste bruxellois signa de son nom, accompagné de la mention « *Brusellae* », deux statues de jardin qui firent partie de la collection Tripels de Maestricht, vendue à Amsterdam chez Müller ; une de ces pièces représentait une marchande de fleurs, et avait comme pendant un Jardinier ⁽²⁾.

Mademoiselle Rozée

Bien qu'elle appartienne au dix-septième siècle et qu'elle ne vint ni à Liège ni à Spa, je signale qu'une œuvre de cette artiste, née à Leyde en 1632, fut mise en vente à Spa, à la fin du dix-huitième siècle. Cette œuvre représentait Notre-Dame-des-Grâces, exécutée en une technique particulière : au lieu de couleurs, Mademoiselle Rozée employait des soies de toutes nuances qu'elle appliquait sur une toile ; elle parvenait ainsi à donner l'illusion de la peinture. Le tableau mis en vente

(1) G. DANKAERT. *Les anciennes faïences de Bruxelles*, 1922, pp. 17 et 19.

(2) Je dois ce renseignement à l'obligeance de mon collègue M. Ed. Couvreur.

à Spa était évalué cent ducats : il avait appartenu à un Electeur de Bavière, puis à un Cardinal romain ⁽¹⁾.

Le Chevalier de Saint-Michel

Le Chevalier de S^t-Michel, Peintre du Roi de Sardaigne, logé à l'Espérance, place S^t-Denis, ayant désiré d'exposer à la Société d'Emulation, un tableau de sa composition, et ne pouvant rester en cette ville jusqu'au temps auquel on en fera l'ouverture : devant, ainsi, le vendre d'abord, les amateurs de peinture peuvent l'examiner chez lui, chaque jour, depuis deux heures, l'après-midi, jusqu'à cinq. Les dames sont aussi invitées à s'y rendre, pour voir ce Tableau, et d'autres Portraits, de même que sa manière de peindre, qu'il se fera un vrai plaisir de montrer »

Cette annonce parut dans la *Gazette de Liège* du 19 janvier 1787. J'ai parcouru les lexiques de Nagler, Seubert et autres, sans trouver de peintre répondant à ce nom. Le personnage dut cependant jouir d'une certaine notoriété, car il avait inventé un moyen de fixer les pastels sans en altérer la finesse. Le *Journal Encyclopédique* de 1772 ⁽²⁾ résumait comme suit les avantages de son procédé :

La peinture en pastel est si agréable ; elle a tant d'avantages sur la peinture à l'huile, pour les portraits et les sujets gracieux, qu'elle seroit généralement préférée, si elle n'étoit sujette à l'inconvénient de s'effacer par le plus léger frottement, et de recevoir les impressions de l'humidité....

M. de S^t Michel, gentilhomme piémontois, Peintre du Roi de Sardaigne, et de L. A. Mgr. le Prince et M^{me} la Princesse de Carignan, a trouvé le secret de fixer les tableaux en pastel, de manière à ne point altérer la peinture... Dans la vue de contribuer aux progrès des arts,... il propose une souscription de mille billets, pour chacun desquels il sera

⁽¹⁾ Voir pour plus de détails : *Chronique Archéologique du Pays de Liège*, t. XVI, 1925, pp. 67 ss.

⁽²⁾ *Journal Encyclopédique*, Septembre 1772, t. VI, pp. 476-478.

payé 72 liv., qui seront remises à M. Collet Notaire à Paris.... Elle sera ouverte depuis le 1^{er} septembre 1772, jusqu'au 1^{er} janvier 1773, auquel temps on donnera aux souscripteurs un livre contenant la composition des différentes couleurs principales, telles que le bleu de Prusse, carmin, stil de grain, et autres qu'il est nécessaire de savoir composer soi-même, pour donner aux pastels la perfection qu'on désire. M. de St-Michel a exposé dans la galerie de Luxembourg à Paris, un de ses tableaux, qu'on peut voir les mercredi et samedi, afin qu'on puisse juger par soi-même que les teintes ne sont point dégradées par la fixation du pastel....

Un certificat de l'Académie de Peinture, daté du 7 août 1772 et signé par Cochin, donnait à ce compendieux communiqué une allure presque officielle. Il serait intéressant de connaître de plus amples détails sur l'auteur de la découverte et sur son procédé. Qui nous les donnera ? ⁽¹⁾.

Salleneuve

Brecher, de qui j'ai esquissé plus haut la carrière, ne fut pas le seul qui exposa à Liège, avant la Révolution, une galerie de contemporains. Salleneuve, un Français selon toute apparence, se fit connaître, le 5 novembre 1787, par l'avertissement suivant inséré dans la *Gazette* :

« Par permission de Son Altesse, le beau Salon de Sculpture orné de plus de 80 Portraits, tous exécutés supérieurement, vient d'être augmenté de celui du S^r Roideau, si connu dans cette ville. La parfaite ressemblance que l'artiste (le S^r Salleneuve) a su lui donner, lui a mérité les complimens et les applaudissemens des curieux et des amateurs. Il restera encore ouvert pendant quelque temps, à la Halle des Drapiers,

⁽¹⁾ Un portrait au pastel de Louis Desjardins de Courcelles, signé et daté de 1776 appartenait au Musée de Reims. (Is. ERRERA, Répertoire des peintures datées, t. II, p. 454, qui cite SARTOR, *Catalogue historique et descriptif du Musée de Reims*, 1909). — C'est à M. le D^r Ricciotti Bratti que je dois la connaissance de ce détail qui m'avait échappé lors de mes recherches.

où on peut le voir tous les jours, depuis quatre heures après-dinée jusqu'à dix heures du soir ».

Rien ne nous dit que cette exposition avait un caractère artistique fort relevé : Salleneuve est, en tout cas, inconnu aux auteurs des différents dictionnaires d'artistes. Peut-être la galerie était-elle composée de figures de cire ; c'est ce qui, pour une semblable exhibition, me paraît le plus adéquat.

Quant au nommé Roideau, c'était un type populaire de l'époque et Martin Aubée avait, en 1781, exposé son portrait dans la salle de la Société d'Emulation ⁽¹⁾ Ce personnage s'était signalé dans le Liège d'alors, en adjoignant à son métier de tailleur celui de *chronographiste*.

Santini

Ce miniaturiste, dont le nom est introuvable dans les dictionnaires des peintres de Bénézit et de Nagler, était vraisemblablement d'origine italienne. L'annonce qu'il fit insérer dans la *Gazette de Liège* du 24 octobre 1787 nous apprend qu'il s'enorgueillissait d'avoir été l'élève du Français Pillement (1728-1808), et de figurer, comme miniaturiste, dans la maison de la Comtesse d'Artois :

« Santini, Peintre en miniature de M^{me} Comtesse d'Artois, élève du célèbre Pillement, peint le Paysage ainsi que le Portrait en grand. Il offre ses talens au public, et ose se flatter de contenter ceux qui l'honoreront de leur confiance. Son adresse est, rue d'Avroy à l'Aigle Noir. »

(1) *Explication des Morceaux de Peinture.... Emulation*, 1781, p. 4, n° 9. Roideau eut son heure de joyeuse popularité. Il en est question dans une plaquette intitulée : *Apologie burlesque du célèbre et incomparable Roideau : Tailleur, Poète, Chronographiste, et Citoyen Liégeois, ensemble. Les Patentes lui accordées et délivrées par Apollon à son arrivée sur le Mont de Parnasse* (1782) (in 4° de 8 pp.). X, de Theux, dans sa *Bibliographie liégeoise*, signale ce pamphlet, dont il existe un exemplaire à la bibliothèque de l'Université. Je ne connais aucune œuvre du tailleur-poète, mais, s'il faut en croire l'*Apologie*, cet original devait avoir, pour confectionner ses habits et ses poèmes, une dextérité sans pareille dans le maniement des ciseaux. Pierre Roideau, tailleur (l'état-civil égalitaire ne relève pas ses titres à la gloire), mourut le 12 brumaire an X (3 novembre 1801), à l'Hôpital de Bavière.

Santini offrit aussi *ses talens* à Spa, par une annonce dans la *Liste* du 31 juillet 1789. Il faut croire, que les troubles dans la Principauté liégeoise nuisirent fortement à son activité, car l'annonce fut répétée le 7 août, et, le 13 du même mois, Santini jugeait encore utile d'insérer un avis :

« *Santini peint les Portraits en Mignature, parfaitement ressemblans, pour trois Louis d'or, il est logé au Vaux-Hall* ».

C'est, je pense, le seul cas où un artiste fut obligé d'insister de la sorte pour attirer les clients. Nous excuserons l'élève de Pillement, en considération des difficultés du moment. Sur le miniaturiste lui-même, je n'ai rien retrouvé dans les archives liégeoises. Cependant, pour orienter les recherches futures, je crois utile de signaler qu'un Antoine Santini, époux d'Amélie-Françoise-Elisabeth Engel, exerçant la profession de vernisseur, mourut à Liège, le 15 mars 1840 âgé de 54 ans ⁽¹⁾. Il était né à Venise de Barthélemy Santini, dont la profession n'est pas indiquée, et d'Angeline Angelon. Son âge empêche évidemment de l'identifier à l'auteur des annonces de 1787 et 1789 ; peut-être en était-il le fils.

Seguin ou De Seguin

Le nom de ce miniaturiste n'apparaît que sur une seule œuvre, un portrait de la comtesse de Henricourt, daté de 1730. Une première fois exposée en 1881, l'œuvre fut mentionnée comme étant signée *Seguin* ; en 1905, on en faisait suivre la description de la signature : *Deseguin, Spa, 1730* ⁽²⁾. J'ignore l'origine de l'artiste, mais je la croirais volontiers française.

Jean-Adrien-Claude Servandoni

Fils du célèbre peintre et architecte Giovanni-Nicolano-

⁽¹⁾ Un des témoins à l'acte de décès était Dominique Avanzo, le lithographe italien établi à Liège, auteur d'un grand plan parcellaire de la ville.

⁽²⁾ *Exposition de l'Art ancien au Pays de Liège, 1881. Catalogue officiel, Section : Peinture, p. 61, n° 202. Catalogue de l'Exposition de l'Art ancien, Liège, 1905, Classe IV, n° 4344.*

Geronimo Servandoni (Florence 1695, † Paris 1766), Jean-Adrien-Claude Servandoni naquit à Paris, le 26 avril 1736. A Bruxelles, où il exerçait paraît-il la profession d'architecte, il épousa la fille d'un cordonnier ⁽¹⁾.

En 1767, il peignit la décoration principale du théâtre de Liège, pour la somme de 2453 florins 2 sols ⁽²⁾. Ce ne fut probablement pas le seul travail qu'il exécuta en notre ville, et peut-être pourrait-on également lui attribuer une part dans la décoration de l'Hôtel van den Steen, rue Mont-St-Martin. Ce dernier ouvrage serait, d'après l'auteur des *Rues de Liège* ⁽³⁾, l'œuvre de Duckers, et d'un certain *Servandony* que je crois pouvoir identifier à l'artiste en question.

En 1810, Servandoni était dans une situation fort précaire, et des personnalités bruxelloises influentes tâchèrent de lui faire obtenir un secours du ministre français de l'Intérieur.

Jean-Henri Simon

Ce médailleur et lapicide, né à Bruxelles en 1752, fut l'élève de son père Jacob Simon ; entré, dès 1767, au service du prince Charles de Lorraine, il devint, huit ans plus tard, graveur d'intailles du duc de Chartres. Sous l'Empire, Simon fut protégé par Joséphine ; il revint à Bruxelles en 1816, et il y mourut en 1834 ⁽⁴⁾.

L'annonce qui va suivre, parut dans la *Liste de Spa* du 14 juillet 1782 : elle montre que l'artiste, déjà pourvu d'une situation honorable, était venu aux eaux de Spa pour y jouir des agréments de la saison et, probablement aussi, pour y gagner quelque argent.

(1) PAUL SAINTENOY, *Servandoni, sa vie et son séjour en Belgique*, *Annales de la Société d'Archéologie de Bruxelles*, t. XXIX, 1920, p. 42.

(2) TH. GOBERT, *Les Rues de Liège*, t. I, 1884, p. 109, 2.

(3) *Ibid.*, t. III, p. 391, 1.

(4) FORRER, *Biographical Dictionary of Medallists*, t. V, p. 514 ss. Dans cette notice de Forrer, il n'est pas question de la charge que Simon aurait occupée chez le comte d'Artois.

« *Le sieur Simon, graveur de la chambre de Monseigneur le comte d'Artois et de Mgr. le duc de Chartres, grave en pierre et sur métaux. Il désire faire connoître son talent par plusieurs pierres gravées d'après l'antique et autres qu'il a pour faire voir aux connoisseurs ; il est logé à la ville d'Orléans rue de l'Assemblée à Spa* ».

L'ordre pouvait n'être pas sa qualité dominante, et son administration privée semble n'avoir pas été parfaite, car, le 12 septembre 1782, l'artiste faisait imprimer l'avis suivant :

« *Le Sr Simon, Graveur de la Chambre de Messieurs le Comte d'Artois et du Duc de Chartres, avertit qu'il part bientôt ; ceux qui ont quelque prétention à sa charge, n'ont qu'à se présenter à la Ville d'Orléans, rue de l'Assemblée* ».

Simon revint à Spa l'année suivante et se logea au « *Duc de Berry* », rue de la *Sauvenière* ; il fait état, dans l'annonce de la *Liste de Spa* du 16 juillet 1783, qu'il a l'honneur d'être connu avantageusement des principaux Seigneurs pour lesquels il a travaillé la saison dernière, et a plusieurs pierres gravées de ses œuvres, tant d'après l'antique que le moderne... »

Somjean

Selon toute vraisemblance, le graveur Somjean qui habitait à Liège en 1790, était un émigré français. Les registres de l'état-civil ne font, que je sache, qu'une seule fois mention de ce nom, à l'occasion du décès d'une Ivonne Fustel de la Ville-Le-Roux, épouse de Henri-François Somjean (sans indication de profession), morte à l'âge de 42 ans, et enterrée dans l'église Saint-Adalbert à Liège, le 6 mars 1792 ⁽¹⁾. Le nom de la défunte est bien français ; aussi, je pense que l'époux devait être de la même origine. J'identifie celui-ci à l'auteur d'une annonce de la *Gazette de Liège* du 8 novembre 1790 :

(1) L'acte de décès, où le nom de la Ville-le-Roux avait été fautivement écrit, donna lieu, le 31 août 1813, à une rectification, faite en vertu d'un jugement du tribunal de Paris.

« *Le S^r Somjean, graveur, a l'honneur d'avertir le public qu'il continue de graver les cachets, la vaisselle en argent, de même que les bijoux en or de couleur etc. Il demeure sur Lalai des Jésuites, au Cerf rouge, près de la rue du Méry.* »

J'ai parcouru sans succès les capitations des paroisses de Saint-Adalbert et de Saint-Nicolas-au-Trez ; aucun autre document ne m'a permis d'éclaircir la question.

Existe-t-il un rapport de parenté entre la défunte Yvonne Fustel de la Ville-le-Roux, et les Demoiselles Le Roux de la Ville ou de la Ville-Le-Roux, qui exposèrent aux Salons de Paris de 1791 à 1800 ? ⁽¹⁾. La même question se pose également pour le sculpteur Leroux, l'exilé français dont il a été question plus haut.

Soultzer (Sultzer-Sulzer)

Plusieurs artistes suisses nommés Sulzer ont fait l'objet de notices dans le dictionnaire de Nagler.

Le Soultzer, assurément étranger, établi à Liège à la fin du dix-huitième siècle, était certes un peintre modeste, et on aurait de la peine à l'identifier à l'un des Sulzer connus, quoique l'orthographe du nom puisse être considérée comme une question secondaire.

Cependant, un Jean Sulzer signalé par Nagler, me semble devoir être tenu en observation. En voici la raison. Ce peintre était, dans son adolescence, un humble berger du canton de Bâle ; il s'amusait à dessiner ce qui frappait son regard. En 1777, il fut rencontré par un artiste, qui l'emmena pour lui enseigner le dessin et la peinture. Après la mort de son protecteur, et ne pouvant se plier aux exigences d'un nouveau maître, Sulzer décida de disparaître du monde artistique. Cela se passait en 1785.

Or, la *Gazette de Liège* du 30 novembre 1785, nous fait faire connaissance avec un nouveau venu chez nous ;

⁽¹⁾ *Collection des livrets des anciennes expositions*, Paris, 1869, (GUIFFREY).

« Le S^r Soultzer, Peintre, demeurant chez Halbarde, Boulanger, en Vinâve d'Isle, arrivé depuis peu en cette ville, a l'honneur d'avertir qu'il peint des tapisseries et autres meubles sur toile et à l'huile ; il fera voir des échantillons en différens genres et goûts des plus nouveaux. Il peint aussi des Portraits ».

Un an après, l'Exposition des artistes liégeois, ouverte à la Salle de l'Emulation, permit au Sieur Soultzer de présenter les objets suivans :

Seize échantillons, ou essais de seize différens et nouveaux genres de Peinture, propres pour tapisseries et ameublemens, Deux petits Bas-reliefs sur planche (1).

L'artiste était encore, à ce moment, domicilié en Vinâve d'Ile (2).

S. de Toricella

« S. de Torricella, peintre en Mignature, arrivant de Paris, offre ses Services ; il se flatte de satisfaire les personnes qui l'honoreront de leur confiance. S'adresser à M. Lemaire à l'Hôtel de l'Impératrice rue du Vaux-Hall, à Spa ».

Cette annonce parut dans la *Liste de Spa* du 24 juillet 1788, et fut suivie, le 31 juillet, d'un autre avertissement qui garantissait la parfaite ressemblance, et fixait le prix des portraits à 6 couronnes environ.

Des artistes, portant le nom italien de Torricella, vivaient en Allemagne et notamment à Cologne, dans la seconde moitié du dix-huitième siècle (3). Aucun ne portait de prénom commençant

(2) *Explication des Morceaux de peinture. Emulation, 1786, n^{os} 54-55.*

(2) Mon collègue M. Ed. Couvreur, rapporteur de ce travail, veut bien me faire connaître l'existence, chez M. le Docteur Wilkin-Dehousse, d'un portrait d'homme d'époque Louis XVI signé : *D. Soultzer* (toile, h. : 0 m. 98 - l. : 0 m. 84). Ce portrait qui représente un membre de la famille Minette, né le 1^{er} septembre 1765, peut rivaliser avec les portraits peints par L. Defrance. L'initiale *D* du prénom de l'artiste paraît écarter l'hypothèse de l'attribution au peintre suisse

(3) NAGLER, *op. cit.*, t. XIX, p. 6.

par S. et n'est mentionné comme ayant séjourné à Paris. Peut-être, le nôtre leur était-il cependant apparenté.

Trignart

« *Mr. Trignart, de Paris, Peintre en Mignature, ne séjournera que peu de temps à Spa ; il est logé à l'Hôtel de Lorraine grand'place ; il retournera à Aix-la-Chapelle jusqu'au vingt septembre : il logera au grand Hôtel chez Dubigh* ».

Deux artistes du même nom figurent dans le dictionnaire de Bénézit : Trignare, miniaturiste qui travaillait en 1807, et dont le musée d'Avignon possède une œuvre, et Antoine Trignart, peintre et miniaturiste vivant vers 1789. Il est possible que ces deux personnages n'aient en réalité, été qu'un seul et même individu ; je ne puis cependant pas le démontrer. Quoi qu'il en soit, la préférence va au second, s'il s'agit d'identifier l'artiste mentionné dans l'annonce ci-dessus, annonce qui parut dans la *Liste de Spa* du 13 août 1789.

Comme je l'écrivais au début de ces notes, les matériaux me manquaient pour compléter ma documentation sur le séjour de Trignart à Aix-la-Chapelle.

de Villette

Je mentionne au passage ce modeste émule de Cadet-Roussel. Il fit insérer, dans la *Gazette de Liège* du 31 octobre 1787, l'annonce suivante :

« *De Villette, Peintre en silhouette, a l'honneur de se recommander pour faire toute sorte de Ressemblances, les simples sans ornemens à 30 sous : ceux avec ornemens à un petit écu ; d'autres, pour bagues, ou médaillons, à 9 livres. Il loge à la Ville de St Omer, rue Souverain-Pont* ».

Le nom de l'artiste me porte à croire qu'il était français d'origine. Notons cependant qu'au début du dix-huitième siècle, un physicien réputé, François Villette était déjà établi à Liège. L'État-Civil ne m'a rien appris sur le silhouettiste.

Michel Vrainville

Était-il artiste ou simple barbouilleur, vendant occasionnellement des tableaux ? L'*Avertissement*, qu'il lança par la voie de la *Gazette de Liège* du 10 février 1768, laisse le mystère entier.

« *Le Public est avertis qu'il y a à vendre quatre beaux Tableaux en Grotesque, dans le goût de Callot qu'on garantit originaux. Les Curieux pourront s'adresser à M. Vrainville, Peintre, demeurant en Mengirue à Liège où les dites pièces sont à voir* ».

J'ai réussi à trouver l'acte de décès d'un Michel Vrenville « *pictor* », dans les registres paroissiaux de Saint-Adalbert à Liège. L'identité de ce personnage, mort le 25 août 1778, avec l'auteur de l'annonce ne laisse aucun doute : Mengirue, la rue Bergerue actuelle, était située dans la paroisse susdite ; le prénom Michel et la lettre M, qui, dans le texte repris plus haut, n'est peut-être qu'une initiale, s'accordent parfaitement, et font considérer, comme étant peu importante, la variante orthographique du nom de famille.

Vrainville ou Vrenville n'était pas Liégeois, à coup sûr ; d'où venait-il ?

Pierre-Charles (?) Wacheux

Il s'agit ici d'un sculpteur dont ce qui est connu se réduit à fort peu de chose. Bénézit note seulement que Wacheux était français, et que le musée de Douai conserve de lui une « *Ville de Douai aux pieds de Louis XIV* ». Il n'est pas, comme bien on pense, absolument nécessaire, que l'artiste, pour avoir traité un tel sujet, fût un contemporain du Roi Soleil (1). Aussi, je crois que l'annonce retrouvée dans la *Gazette de Liège* du 31 août 1787, peut émaner du même personnage :

(1) M. Stéphane Leroy, conservateur du Musée de Douai, veut bien m'écrire que l'œuvre de Douai est un bas-relief en bois avec des personnages en demi-grandeur naturelle. Cette pièce, signée Wacheux, ne représenterait pas « *La ville de Douai aux pieds de Louis XIV* ». Son style est bien Louis quatorzième, mais sa date semble être postérieure. Selon M. Leroy, Wacheux ne serait pas Douaisien. Je remercie bien cordialement mon aimable correspondant pour son précieux concours.

Le S^t Wacheux, Sculpteur, est arrivé en cette ville, où il a fait plusieurs ouvrages en Sculpture, qui sont : 1^o un groupe en terre, représentant Vénus et Adonis ; 2^o une Vénus et l'Amour ; 3^o un Portrait très ressemblant. Ils sont exposés à la Société d'Emulation, pour la satisfaction des amateurs. Les deux ouvrages n^o 1 et n^o 2, sont à vendre. Son adresse chez le S^r Baligand, ciseleur, restant à la Cour, en Grande-Bèche, Outre-Meuse ».

L'année suivante, Wacheux exposa, à la Société d'Emulation, les trois pièces ci-dessous désignées :

Vénus et Adonis en terre de pipe cuite.

Un Porte-Pendule, représentant Apollon et Clitie, en terre de pipe cuite.

Un portrait en terre de pipe non cuite (1).

Je ne serais pas surpris, si l'on m'apprenait un jour que l'artiste a travaillé dans les ateliers de la manufacture liégeoise de faïence. Celle-ci produisit en effet des statuette en terre de pipe et, à cette époque de 1787-1788, la fabrique était en pleine période d'activité.

Le nom de Wacheux est étranger au pays de Liège, et j'accepte l'opinion de Bénézit qui croit le sculpteur français.

En 1792, le 26 novembre, décédait à Liège dans la paroisse de Saint-Martin-en-Ile, un nommé Pierre-Charles Wacheux, âgé de 58 ans ; l'acte de décès ne fournit aucune indication sur l'origine et la profession du défunt ; c'était probablement notre artiste.

Ziegler

Je ne chercherai pas à déterminer quel est celui des peintres nommés Ziegler (2), qui, dans la *Gazette de Liège* du 10 décembre

(1) *Explication des morceaux de Peinture... Emulation*, 1788, p. 10, n^{os} 82-84.

(2) Bénézit signale un J. Ziegler, miniaturiste de Schaffouse, dont on connaît deux œuvres datées de 1737, et un Johannes Ziegler, né à Vienne en 1750, y décédé en 1812. Ce dernier, qui fut peintre de portraits, dessinateur et graveur, pourrait être identifié au nôtre. La dernière édition du *Dictionnaire des peintres* de Siret mentionne aussi un Ziegler, paysagiste d'école allemande, mort en 1837.

1781, fit imprimer cet avis :

« Ziegler, Peintre en pastel, en miniature et à l'huile, peint en portrait et histoire ; il offre ses talens au public. Les personnes qui voudront en faire épreuve, s'adresseront à la Couronne Impériale, près de la Comédie ».

C'est probablement le même individu que l'on retrouve à Spa l'année suivante, annonçant :

A vendre un superbe morceau de Sculpture en Ivoir, représentant une figure d'enfant en pleurs, c'est un des morceaux des mieux fini qui paroisse dans ce siècle, et fait par le célèbre Girardon : les amateurs d'Antiquités peuvent s'adresser au St Ziegler, vis-à-vis la Douane, à la Dauphine » (1).

Jacques BREUER.

(1) Liste de Spa, 7 août 1782.

TABLEAU DES MEMBRES DE L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE LIÉGEOIS

PRÉSIDENT D'HONNEUR

M. LE GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE LIÈGE

VICE-PRÉSIDENTS D'HONNEUR

M. LE BOURGMESTRE DE LA VILLE DE LIÈGE

M. L'ÉCHEVIN DES BEAUX-ARTS DE LA VILLE DE LIÈGE

Bureau de la Société pour 1923-1924

<i>Président :</i>	MM. M. LOHEST.
<i>Vice-président :</i>	L. HALKIN.
<i>Secrétaire :</i>	J. DELHEID.
<i>Secrétaire-adj., Directeur des publications.:</i>	F. MAGNETTE.
<i>Conservateur :</i>	J. SERVAIS.
<i>Trésorier :</i>	FL. PHOLIEN.
<i>Bibliothécaire :</i>	E. FAIRON.
<i>Secrétaires-adjoints :</i>	J. PIRLET. J. BREUER.
<i>Conservateurs-adjoints :</i>	J. HAMAL-NANDRIN. A. BAAR-MAGIS. M. GÉRIMONT.

Composition des Commissions pour 1923-1924

<i>Commission des publications :</i>	MM. J. BRASSINNE. EM. FAIRON. TH. GOBERT.
--------------------------------------	---

Commission des fouilles :

MM. J. HAMAL,
J. SERVAIS,
J. DELHEID,
CH. FRAIPONT,
J. BREUER.

Commission d'achats :

G. JORISSENNE,
G. RUHL,
J. BRASSINNE,
FL. PHOLIEN,
J. DELHEID,
MM. A. BAAR,
BON M. DE SÉLYS-
LONGCHAMPS,
E. COUVREUX.

Commission de vérification du Musée :

MM. J. GRENSON,
J. BRASSINNE,
BON M. DE SÉLYS.

*Commission de vérification de la
Bibliothèque :*

MM. J. COENEN,
BON W. DE CRASSIER,
F. MAGNETTE.

Commission de vérification des comptes :

MM. J. DELAITE,
G. GHILAIN,
DE PUYDT.

Le Président de l'*Institut* fait de droit partie des Commissions.

COMMISSIONS SPÉCIALES :

A. — *Commission des Excursions*

MM. F. MAGNETTE,
J. BREUER,
J. DELHEID,
J. HAMAL,
FL. PHOLIEN,
J. BRASSINNE.

B. — *Commission des Conférences.*

Président

MM. FL. PHOLIEN.

Secrétaire :

J. PIRLET.

Membres :

J. BRASSINNE.
J. SERVAIS.
CH. FRAIPONT.
F. MAGNETTE.

CONSEILLERS ;

J. BRASSINNE, L. DE BUGGENOMS, M. DE PUYDT, TH. GOBERT,
G. RUHL et A. MICHA.

MEMBRES EFFECTIFS

Date de l'entrée à l'Institut	Date de l'admission comme membre effectif	
	4 fév. 1876.	1. JAMAR (EDMOND), architecte, 19, rue Saint-Pierre, <i>Liège</i> .
28 déc. 1879.	29 déc. 1882.	2. DE PUYDT (MARCEL), docteur en droit, directeur honoraire du Contentieux de la Ville de <i>Liège</i> , 27, avenue Isabelle, Anvers.
27 fév. 1885.	31 mai 1889.	3. LE PAIGE (CONSTANTIN), membre de l' <i>Académie royale de Belgique</i> , rue Courtois, 26, <i>Liège</i> .
25 janv. 1886.	24 déc. 1896.	4. GOBERT (THÉODORE), archiviste provincial honoraire, 360, rue Saint-Gilles, <i>Liège</i> .
22 fév. 1879.	27 mai 1898.	5. RUHL (GUSTAVE), docteur en droit, Villa Bella Riva, <i>Basse- Hermalle</i> .
31 janv. 1889.	30 déc. 1898.	6. DE CRASSIER (BARON WILLIAM), avocat, 161, rue Grétry, <i>Liège</i> .
29 nov. 1895.	30 déc. 1898.	7. BRASSINNE (JOSEPH), professeur et bibliothécaire en chef de l'Université, 30, rue Nysten, <i>Liège</i> .
20 avril 1898.	27 avril 1900.	8. SERVAIS (JEAN), conservateur du Musée archéologique liégeois, 8, rue Joseph Demoulin, <i>Liège</i> .
24 fév. 1899.	28 déc. 1900.	9. LOHEST (MAX), professeur à l'Uni- versité, membre de l' <i>Académie royale de Belgique</i> , 46, rue Mont- Saint-Martin, <i>Liège</i> .

28 mai	1880.	30 mai	1902.	10. DE SÉLYS-FANSON (baron ROBERT), docteur en droit, château de Gerlache, Houthem (Hollande).
25 nov.	1898.	25 janv.	1903.	11. PHOLLEN (FLORENT), 25, rue Vinave d'Ile, <i>Liège</i> .
26 mars	1897.	29 mai	1903.	12. DE BUGGENOMS (LOUIS), avocat, 40, rue Courtois, <i>Liège</i> .
28 déc.	1900.	27 avril	1906.	13. HÉNAUX (FERMIN), propriétaire à <i>Bois-Borsu</i> .
28 oct.	1906.	26 avril	1907.	14. LAHAYE (LÉON), conservateur des Archives de l'État, 8, rue Sainte-Marie, <i>Liège</i> .
27 déc.	1901.	29 déc.	1907.	15. GRENSON (JOSEPH), docteur en médecine, 54, quai de Rome, <i>Liège</i> .
29 mars	1903.	29 déc.	1907.	16. POLAIN (EUGÈNE), docteur en droit, bibliothécaire de l'Université, 23, boulevard de la Constitution, <i>Liège</i> .
30 déc.	1898.	31 janv.	1909.	17. RASQUIN (GEORGES), avocat, 23, Place de Bronckart, <i>Liège</i> .
28 fév.	1904.	31 janv.	1909.	18. HAMAL-NANDRIN (JOSEPH), industriel, 51, quai de l'Ourthe, <i>Liège</i> .
		28 mai	1909.	19. KLEYER, (GUSTAVE), avocat, 21, rue Fabry, <i>Liège</i> .
27 mars	1904.	30 janv.	1910.	20. FAIRON (ÉMILE), conservateur des Archives de l'État à Liège, route de Tancrémont, <i>Pepinster</i> .
26 mai	1904.	30 janv.	1910.	21. VERCHEVAL (FÉLIX), avocat, 27, Avenue Isabelle, à <i>Anvers</i> .
23 déc.	1906.	27 mai	1910.	22. MAGNETTE (FÉLIX), professeur à l'Athénée royal, 358, rue Saint-Gilles, <i>Liège</i> .
27 déc.	1895.	24 déc.	1911.	23. HALKIN (LÉON), professeur à l'Université, 59, boulevard Émile de Laveleye, <i>Liège</i> .
29 mars	1903.	24 déc.	1911.	24. DE SÉLYS-LONGCHAMPS (baron MAURICE), docteur en sciences, 9, rue Mont-Saint-Martin, <i>Liège</i> .

27 avril	1894.	24 déc.	1911.	25. LEDRU (LEON), artiste peintre 21, rue Auguste Hock, <i>Liège</i> .
22 fév.	1903.	24 déc.	1911.	26. DELAITE, (JULIEN), docteur en sciences, ancien conseiller communal, 13, rue Hors-Château, <i>Liège</i> .
29 mars	1908.	24 déc.	1911.	27. BAAR-MAGIS (ARMAND), ingénieur, 4, rue Lebeau, <i>Liège</i> .
27 déc.	1908.	26 janv.	1913.	28. GUÉRETTE-DOUNCHAMPS, (ÉDOUARD), ingénieur, à Burdinne.
31 oct.	1909.	26 janv.	1913.	29. GÉRIMONT (MAURICE), ingénieur, 10, rue Charles Morren, <i>Liège</i> .
29 mai	1908.	25 janv.	1914.	30. PIRLET (JULES), notaire, 10, rue Sohét, <i>Liège</i> .
30 janv.	1910.	25 janv.	1914.	31. DELHEID (JULES), docteur en droit, 49, boulevard Frère-Orban, <i>Liège</i> .
31 oct.	1909.	22 fév.	1914.	32. MICHA (ALFRED), avocat à la Cour d'appel, 19, rue des Anges, <i>Liège</i> .
27 déc.	1901.	22 fév.	1914.	33. JASPAR (PAUL), architecte, 149, boulevard de la Sauvenière, <i>Liège</i> .
24 avril	1908.	22 fév.	1914.	34. COENEN (abbé J.), aumônier de la prison, 44, rue du Baneux, <i>Liège</i> .
27 oct.	1907.	30 mars	1919.	35. DEFRECHIEUX (CHARLES), bibliothécaire à l'Université, 67, rue Bonne-Nouvelle, <i>Liège</i> .
29 janv.	1911.	30 mars	1919.	36. FRAIPONT (CHARLES), professeur à l'Université de Liège, 60, Avenue des Chermes, <i>Liège</i> .
24 nov.	1907.	30 mars	1919.	37. GHILAIN (GUSTAVE), consul des États-Unis du Mexique, 123, rue Louvrex, <i>Liège</i> .
27 déc.	1908.	30 mars	1919.	38. REMOUCHAMPS (J.-M.), avocat, 280, boulevard d'Avroy, <i>Liège</i> .
27 déc.	1908.	30 mars	1919.	39. WIBIN (BENJAMIN), docteur en médecine, <i>Amay</i> .
31 déc.	1885.	30 mars	1919.	40. TIHON (FERDINAND), docteur en médecine, à <i>Vieume</i> (Waremmé)

	27 juin.	1919.	41. FALLOISE (MAURICE), avocat, 3, rue Forgeur, <i>Liège</i> .
31 mai	1907.	28 nov. 1920.	42. STOCKIS (EUGÈNE), docteur en médecine, professeur à l'Univer- sité, 20, quai Ed. van Beneden, <i>Liège</i> .
27 déc.	1909.	31 déc. 1920.	43. BOURGAULT (CAMILLE), archi- tecte, 17, rue du Vertbois, <i>Liège</i> .
27 nov.	1910.	31 déc. 1920.	44. BREUER (JACQUES), 25, place Coronneuse, <i>Herstal</i> .
26 déc.	1915.	30 déc. 1921.	45. DAVIN (FERNAND), docteur en médecine, <i>Amy</i> .
27 mai	1910.	27 janv. 1923.	46. FRAIPONT (MAX), avocat, 19, rue Mont-Saint-Martin, <i>Liège</i> .

MEMBRES D'HONNEUR

	30 janv.	1891.	1. DE BAYE (baron JOSEPH), 58, ave- nue de la Grande Armée, <i>Paris</i> .
31 janv.	1889.	31 mai 1895.	2. PONCELET (ÉDOUARD), conser- vateur des Archives de l'État, rue du Parc, <i>Mons</i> .
29 déc.	1882.	30 mai 1902.	3. PIRENNE (HENRI), professeur à l'Université de Gand, membre de l' <i>Académie royale de Belgique</i> , 132, rue Neuve-Saint-Pierre, <i>Gand</i> .
	24 déc.	1911.	4. MONHON (M ^{lle} SOPHIE), rentière, 42, rue Hors-Château, <i>Liège</i> .

MEMBRES CORRESPONDANTS

31 janv.	1889.	31 déc. 1893.	1. BREULS (PAUL), château de Long- champs, à <i>Berneau</i> , par <i>Visé</i> .
31 janv.	1889.	27 avril 1900.	2. GAILLARD (JOSEPH), chanoine, à <i>Geer</i> .
27 avril	1894.	27 avril 1900.	3. CEYSSSENS (abbé J.) à <i>Alleur</i> .

26 janv. 1900.	28 déc. 1902.	4. COMBLEN (PAUL), architecte, 33, rue des Augustins, <i>Liège</i> .
30 avril 1897.	24 avril 1903.	5. HANSAY (ALFRED), conservateur des Archives de l'Etat, <i>Hasselt</i> .
29 nov. 1885.	20 déc. 1903.	6. PHILIPPART (ALFRED), ingénieur, 44, avenue Blondin, <i>Liège</i> .
8 août 1890.	29 avril 1904.	7. LOHST (FERNAND), architecte, 23, rue de Sélys, <i>Liège</i> .
27 mai 1900.	29 avril 1904.	8. VAN ZUYLEN (PAUL), bourgmestre, à <i>Grand-Halleux</i> .
	18 déc. 1904.	9. DUBOIS (RENÉ), secrétaire communal honoraire, 130, rue Entre-Deux-Portes, <i>Huy</i> .
	25 fév. 1905.	10. DE WITTE DE LIMMINGHE (ADRIEN), professeur à l'Académie des Beaux-Arts, 15, rue Bassenge, <i>Liège</i> .
29 janv. 1905.	25 mars 1906.	11. VAN DER STRAETEN-PONTHOZ (comte CARL), 49, rue de la Loi, <i>Bruxelles</i> .
31 juill. 1903.	23 déc. 1906.	12. BROUWERS (DD.), conservateur des Archives de l'Etat, 3, rue des Bas-Prés, <i>Namur</i> .
25 janv. 1906.	28 nov. 1909.	13. COUVREUX (EDMOND), artiste-peintre, 24, rue de l'Ouest <i>Liège</i> .
24 nov. 1907.	28 nov. 1909.	14. CLOSON (JULES), professeur à l'Université, 13, rue Dartois, <i>Liège</i> .
29 nov. 1903.	28 janv. 1912.	15. SACRÉ (FERNAND), architecte, 14, place Rouveroy, <i>Liège</i> .
29 nov. 1908.	25 fév. 1912.	16. MORET (abbé JUSTIN), curé à Sur-le-Mez, à <i>Couthuin</i> .
27 déc. 1908.	25 fév. 1912.	17. DE RADZITSKY D'OSTROWICK (baron IVAN), 6, rue Paul Devaux, <i>Liège</i> .
27 déc. 1908.	30 mai 1913.	18. DUMONT (JULES), industriel, 189, rue Grétry, <i>Liège</i> .
28 mai 1880.	27 juin 1913.	19. DE GELOES (comte RENÉ), château d' <i>Eysden</i> (Hollande).
29 avril 1886.	22 fév. 1914.	20. WILMART (CHARLES), docteur en droit, 9, rue d'Egmont, <i>Bruxelles</i> .

28 oct.	1906.	22 fév.	1914.	21. VAN ORMELINGEN (ERNEST), 60, rue d'Amersceur, <i>Liège</i> .
27 fév.	1910.	22 fév.	1914.	22. LOHEST (JEAN), 44, boulevard d'Avroy, <i>Liège</i> .
		26 avril	1914.	23. VANNERUS (JULES), 3, rue Er- nestine, <i>Iaelles-Bruelles</i> .
28 fév.	1904.	29 mai	1914.	24. MASSART (ALPHONSE), indus- triel, 23, rue Bois-l'Évêque, <i>Liège</i> .
		26 déc.	1915.	25. GESSLER (JEAN), professeur à l'Athénée royal, 39, boulevard Thonissen, <i>Hasselt</i> .
		26 mars	1916.	26. THUILLIER (HUBERT), archi- tecte, 38, rue Billy, <i>Grivegnée</i> .
		26 janv.	1919.	27. VAN DE WEERT (H.), profes- seur à l'Université, 6, rue Swan, <i>Gaud</i> .
18 déc.	1910.	30 mars	1919.	28. DABIN (JEAN), chargé de cour à l'Université de Louvain, 9, professeur honoraire à l'Uni- versité de <i>Liège</i> , 5, place du Peuple, <i>Louvain</i> .
28 avril	1911.	30 mars	1919.	29. DANDOY (ALBERT), 76, quai Henvert, <i>Bressoux</i> .
30 mai	1913.	30 mars	1919.	30. POULLET (chevalier ARNOLD), président honoraire à la Cour d'appel de <i>Liège</i> , 11, rue Raikem, <i>Liège</i> .
27 oct.	1907.	30 mars	1919.	31. VANDER LINDEN, professeur à l'Université de <i>Liège</i> , 62, bou- levard de Tirlémont, <i>Louvain</i> .
27 mai	1904.	25 juill.	1919.	32. BAAR (LUCIEN), 100, boulevard de la Sauvenière, <i>Liège</i> .
		28 mars	1920.	33. DESTRÉE (JOSEPH), conservateur des Musées royaux du Cinquan- tenaire, 123, chaussée St-Pierre Étterbeck.
28 fév.	1909.	30 avril	1920.	34. MARCIN (L.), général-major, 155, rue de Campine, <i>Liège</i> .
25 avril	1919.	28 nov.	1920.	35. CRICK - KUNTZIGER (M ^{me} MARTHE), docteur en art et archéologie, 18, rue de l'Aurore, <i>Bruelles-Iaelles</i> .

29 janv. 1911.	31 déc. 1920.	36. HANQUET (KARL), professeur à l'Université, 19, rue de la Paix, <i>Liège</i> .
24 mars 1907.	24 juin 1921.	37. DUVIVIER (PIERRE), à <i>Viscé</i> .
	27 janv. 1922.	38. FOURMARIER (PAUL), professeur à l'Université, 140, avenue de l'Observatoire, <i>Liège</i> .
	27 janv. 1922.	39. WALTZING (J.-P.), professeur à l'Université, 11, rue Dartois, à <i>Liège</i> .
	27 janv. 1922.	40. HAUST (JEAN), professeur à l'Université, 75, rue Fond-Pirette, <i>Liège</i> .
30 mars 1919.	31 oct. 1924.	41. DEWEZ (LÉON), 88, rue des Guillemins, <i>Liège</i> .
28 déc. 1919.	31 oct. 1924.	42. DE BORCHIGRAVE D'ALTENA (Comte JOSEPH), 90, rue d'Arlon <i>Bruxelles</i> .
25 janv. 1920.	31 oct. 1924.	43. COLLART (ANDRÉ), 136, rue Hoyoux, <i>Herstal</i> .

MEMBRES ASSOCIÉS

Date de l'admission	
28 mai 1880.	1. DE LHONEUX (M ^{me} GUSTAVE), <i>Huy</i> .
9 mars 1883.	2. POSWICK (PROSPER), château de <i>Tihange</i> , par Huy.
25 mai 1894.	3. HOUTART (M.), docteur en droit, à <i>Gesve</i> (Namur).
26 mars 1897.	4. OPHOVEN (LÉON), château de <i>Binst</i> , par Stavelot.
26 nov. 1897.	5. RÉVÉREND ABBÉ DE L'ABBAYE DU VAL-DIEU, <i>Charneux</i> .
27 janv. 1902.	6. ROLAND-DUMONT (LÉON), 2, rue Velbruck, <i>Liège</i>
25 juill. 1902.	7. RENKIN (FRANÇOIS), fabricant d'armes, 24, rue Grandgagnage, <i>Liège</i> .
25 janv. 1903.	8. PLOMDEUR (J.), industriel, 12, rue de la Madeleine, <i>Liège</i> .
25 janv. 1903.	9. DELAME (TH.), avocat à la Cour d'appel, 46, rue Fusch, <i>Liège</i> .
29 mars 1903.	10. PIEDBŒUF-LOVENS (LOUIS), ingénieur, château d' <i>Embourg</i> .

- 29 mai 1903. 11. SCUVIE (ALBERT), 120, boulevard de la Sauvenière
Liège.
- 24 juin 1904. 12. CHIZELLE (MAURICE), industriel, 5, Cour des Minimes,
Liège.
- 30 oct. 1904. 13. MOTTARD-VAN MARCKE (M^{me}), 22, rue Courtois,
Liège.
- 27 nov. 1904. 14. SNYERS (ARTHUR), architecte, 62, rue Louvrex, *Liège.*
- 29 janv. 1905. 15. BELTJENS (RENÉ), substitut du Procureur général
33, boulevard Frère-Orban, *Liège.*
- 28 avril 1905. 16. ANCION-MAGIS (JULES), industriel, château d'Am-
blève par *Ayrcaille* (Liège : 18, rue Forgeur).
- 28 juill. 1905. 17. WAUTERS (CHARLES), professeur à l'Université de
Liège, Boulevard Brand Witlock, 17, *Bruxelles.*
- 28 juill. 1905. 18. MASSON (EUGÈNE), contrôleur des contributions,
22, rue des Vennes, *Liège.*
- 31 déc. 1905. 19. BOUVY (JOSEPH), industriel, 7, quai de la Grande-
Bretagne, *Liège.*
- 31 déc. 1905. 20. WAUTERS (AMÉDÉE), avoué, 3, rue Agimont, *Liège.*
- 31 déc. 1905. 21. SKLIN (DIEUDONNÉ), industriel, 5, rue Hors-Château,
Liège.
- 25 mars 1906. 22. CLOES (MAURICE), juge au Tribunal de 1^{re} instance,
20, boulevard Kleyer, *Liège.*
- 25 mai 1906. 23. ADAM (MAURICE), ingénieur, 65, rue des Guillemins,
Liège.
- 25 mai 1906. 24. LE PAIGE (ULRIC), directeur de la Société Athas-
Grivegnée, 320, rue des Vennes, *Liège.*
- 29 juin 1906. 25. GULLICK (PIERRE), à *Ampsîn.*
- 28 oct. 1906. 26. DELSAUX (E.), docteur en médecine, 6, rue des
Augustins, *Liège.*
- 28 oct. 1906. 27. SEPULCHRE (CHARLES), industriel, Château de
Montglion, *Argenteau.*
- 25 nov. 1906. 28. REULEAUX (FERNAND), avocat, 38, rue Basse-Wez,
Liège.
- 23 déc. 1906. 29. DE MÉLOTTE (chevalier MARCEL), 1, avenue du Hêtre,
Cointe, *Sclessin.*
- 27 janv. 1907. 30. MARCOTTY (JOSEPH), industriel, *Angleur.*
- 24 mars 1907. 31. DE SOER (MAX), 121, boulevard de la Sauvenière,
Liège.
- 26 juill. 1907. 32. LEGRAND (MAURICE), architecte, 44, rue Darchis
Liège.

- 27 oct. 1907. 33. SERVAIS (HENRI), négociant, 24, rue des Dominicains, *Liège*.
- 27 oct. 1907. 34. BIDLOT (FERDINAND), docteur en médecine, 42, rue des Augustins, *Liège*.
- 27 oct. 1907. 35. LOHEST (CHARLES), 4, rue des Sœurs Noires, *Tournai*.
- 27 oct. 1907. 36. JOLET, (MICHEL) architecte, *Herstal*.
- 27 oct. 1907. 37. LEENAERS (LUCIEN), industriel, 2, quai Van Beneden, *Liège*.
- 23 fév. 1908. 38. DUPONT (PAUL), 5, rue Naimette, *Liège*.
- 23 fév. 1908. 39. JORIS (HUBERT), *Lonein lez-Liège (Ans)*.
- 29 mars 1908. 40. AERTS (AUGUSTE), notaire, 29, rue Hors-Château, *Liège*.
- 29 mars 1908. 41. CLOSE (FRANÇOIS), architecte, 66, rue César Franck, *Liège*.
- 31 juill. 1908. 42. SIMONIS (CAMILLE), propriétaire, 14, rue Chevaufosse, *Liège*.
- 25 oct. 1908. 43. LEDENT (FÉLIX), avocat, 88, avenue Blonden, *Liège*.
- 25 oct. 1908. 44. COLLINET, (A.) fils, boulevard de la Sauvenière, 42, *Liège*.
- 29 nov. 1908. 45. DE POTESA (baronne ÉDOUARD), château de Hermalle, *Hermalle-sous-Huy*.
- 29 nov. 1908. 46. FRAIPONT (MARCEL), docteur en droit, directeur général des Cristalleries du Val-Saint-Lambert, *Val-Saint-Lambert*.
- 27 déc. 1908. 47. RIGO (LÉON), avocat à la Cour d'appel, 92, avenue Blonden, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 48. JAMIN (ÉMILE), industriel, 152, rue Saint-Séverin, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 49. LOBET (ALFRED), architecte, 224, rue des Vennes, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 50. CHAUDOIR (HYACINTHE), 27, rue des Bégards, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 51. MOUTON (JOSEPH), brasseur, 5, rue Charles Morren, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 52. DIEUDONNÉ (PAUL), notaire honoraire, 87, boulevard d'Avroy, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 53. DEMANY (CHARLES), ingénieur, 438, rue Saint-Léonard, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 54. ARNOLD (HENRI), sous-chef de bureau à l'Administration communale, 14, rue Fond-St-Servais, *Liège*.

- 27 déc. 1908. 55. DALLEMAGNE (GUILLAUME), avocat, 3, rue du Mambour, *Liège*.
- 27 déc. 1908. 56. BODY (JACQUES), ingénieur agricole, *Hollogne-aux-Pierres*.
- 27 déc. 1908. 57. LECLÈRE (CONSTANT), professeur à l'Athénée, 80, rue de Fétinne, à *Liège*.
- 28 fév. 1909. 58. MÉLOTTE (LOUIS), 36, rue de la Régence, *Liège*.
- 28 fév. 1909. 59. BÉCASSEAU (LUCIEN), architecte, 4, rue Larielle, *Liège*.
- 28 fév. 1909. 60. PIRLET (JOSEPH), ingénieur, 65, Thier de la Fontaine, *Liège*.
- 28 mars 1909. 61. FABRI (FRANÇOIS), 38, rue des Augustins, *Liège*.
- 28 mars 1909. 62. WEEKERS (LEON), docteur en médecine, 15, rue Forgeur, *Liège*.
- 28 mars 1909. 63. MOREAU (EUGÈNE), notaire, 136, boulevard de la Sauvenière, *Liège*.
- 30 avril 1909. 64. DEFAYS (HENRI), pharmacien, *Stockay-Saint-Georges sur-Meuse*.
- 31 oct. 1909. 65. BAGE (ANDRÉ), architecte, 166, rue Saint-Laurent, *Liège*.
- 31 oct. 1909. 66. DECHARNEUX (ÉMILE), industriel, 145, rue de l'Intendant, *Bruxelles-Maritime*.
- 31 oct. 1909. 67. HALEIN (WALTHÈRE), 20, rue Saint-Remy, *Liège*.
- 31 oct. 1909. 68. KAIRIS (ARTHUR), chanoine, 61, boulevard d'Avroy, *Liège*.
- 30 janv. 1910. 69. NYST (PIERRE), industriel, 63, quai de Rome, *Liège*.
- 30 janv. 1910. 70. RENARD-GRENSON (M^{me} L.), 14, rue Fabry, *Liège*.
- 30 janv. 1910. 71. VERCHEVAL (M^{me} F.), 27, avenue Isabelle, *Anvers*.
- 30 janv. 1910. 72. TAIION (RENÉ), substitut du procureur du Roi, 13, rue des Augustins, *Liège*.
- 30 janv. 1910. 73. MATIVA (JOSEPH), 131, Boulevard Emile de Laveleye, *Liège*.
- 27 fév. 1910. 74. MULLEJANS (J.), architecte, 9, avenue Blonden, *Liège*.
- 27 fév. 1910. 75. DE LIMBOURG (chevalier PHILIPPE), *Theux*.
- 27 fév. 1910. 76. DE SÉLYS-LONGCHAMPS (baron EDMOND), château de Longchamps par *Waremme*.
- 27 fév. 1910. 77. DE CHESTRET DE HANEFFE (baron PAUL), 17, rue du Jardin Botanique, *Liège*.
- 27 fév. 1910. 78. RAXHON (FRANZ), industriel, *Theux*.

- 3 avril 1910. 79. FIRKET (M^{me} CH.), 8, place Sainte-Véronique, *Liège*.
- 29 avril 1910. 80. DE THER (chevalier ARNOLD), 39, rue Brixhe, *Spa*.
- 29 avril 1910. 81. THONET (ALFRED), major d'infanterie, avenue des Coteaux, *Grivegnée*.
- 29 avril 1910. 82. VIERSET (ÉMILE), docteur en droit, 11, rue Rioul, *Huy*.
- 27 mai 1910. 83. HAUZEUR (MAX), château du Val-Benoît, *Liège*.
- 27 mai 1910. 84. HENROZ (ÉMILE), 14, rue Simonon, *Liège*.
- 24 juin 1910. 85. DELHEH (MAURICE), avocat près la Cour d'appel, *Knocke-sur-Mer*.
- 29 juill. 1910. 86. WÉRY (DÉSIRÉ), 69, rue Morinval, *Liège*.
- 30 oct. 1910. 87. DIGNEFFE (ÉMILE), Bourgmestre de la Ville de Liège, 3, rue Paul Devaux, *Liège*.
- 30 oct. 1910. 88. NAGELS (LUDOVIC), avocat-général, 79, rue Hocheporte, *Liège*.
- 27 nov. 1910. 89. RAYMOND (ALEXIS), docteur en médecine, *Val-Saint-Lambert*.
- 27 nov. 1910. 90. BOUHHON (A.), fils, peintre-décorateur, 3, rue Rouveroy, *Liège*.
- 18 déc. 1910. 91. MAWET (ERNEST), avocat, 77, boulevard d'Avroy, *Liège*.
- 18 déc. 1910. 92. LHOEST-BEAUDRIHAYE, (JULES), 72, quai Saint-Léonard, *Liège*.
- 29 janv. 1911. 93. NEYS (MAURICE), docteur en droit, 44, rue Nysten, *Liège*.
- 29 janv. 1911. 94. COEMANS (FERNAND), conseiller provincial, 50, rue Laoureux, *Verviers*.
- 26 mars 1911. 95. JACOB (FERNAND), ébéniste, 10, rue Remouchamps, *Liège*.
- 28 avril 1911. 96. SMEETS (THÉO), généalogiste-héraldiste, 7, place du Roi Albert, *Liège*.
- 28 juill. 1911. 97. FRAIGNEUX (LOUIS), avocat et échevin, 16, rue Saint-Pierre, *Liège*.
- 28 juill. 1911. 98. REUTER (VICTOR), architecte, 55, rue Monulphe, *Liège*.
- 28 juill. 1911. 99. RENCHON (J.), architecte d'ameublement, 12, rue Fabry, *Liège*.
- 29 oct. 1911. 100. FALIZE (FERNAND), commis-greffier, 30, rue de l'Académie, *Liège*.
- 25 fév. 1912. 101. QUESTHENNE (PHILIPPE), commissaire-voyer, 99, rue de Fétinne, *Liège*.

- 25 fév. 1912. 102. FELLIN (MICHEL), artiste sculpteur, 27, rue du Jardin Botanique, *Liège*.
- 31 mai 1912. 103. MAGIS (M^{lle} JEANNE), 5, quai de l'Industrie, *Liège*.
- 31 mai 1912. 104. BAAR (EDMOND), industriel, 32, avenue Rogier, *Liège*.
- 31 mai 1912. 105. CARTUYVELS (CHARLES), industriel, 13, avenue Blonden, *Liège*.
- 31 mai 1912. 106. HABETS (MARCEL), ingénieur, 73, quai des Carmes, *Jeneppe-sur-Meuse*.
- 28 juin 1912. 107. CAPELLLE (M^{me} NESTOR), 2, rue des Urbanistes, *Liège*.
- 28 juin 1912. 108. FONDER (CHARLES), 26, rue Vinave d'Ile, *Liège*.
- 27 oct. 1912. 109. GHYSENS (JOSEPH), 36, rue Duvivier, *Liège*.
- 27 oct. 1912. 110. BOUCKOMS (G.), architecte, 14, place Saint-Jacques, *Liège*.
- 24 nov. 1912. 111. DUPONT (HENRI), major d'artillerie, 15, rue des Eburons, *Liège*.
- 24 nov. 1912. 112. DELHEID (ÉDOUARD), 27, rue des Vingt-Deux, *Liège*.
- 24 nov. 1912. 113. WAUTERS (FERNAND), industriel, 19, quai Henvart, *Liège*.
- 24 nov. 1912. 114. GOFFART-FRÉSART (N.), industriel, *Flône* (Amay).
- 29 déc. 1912. 115. DOHMEN-MOUTON (CH.), 44, rue Reynier, *Liège*.
- 29 déc. 1912. 116. DE CHERON (EUGÈNE), 210, rue Ferrer, *Seraing*.
- 26 janv. 1913. 117. WOOT DE TRIXHE (JOSEPH), propriétaire, *Couthuin*.
- 26 janv. 1913. 118. SIMENON (chanoine G.), professeur au Séminaire, 50, rue des Prémontrés, *Liège*.
- 26 janv. 1913. 119. LAUMONT (ÉMILE), administrateur de la Banque Générale, 75, rue Louvrex, *Liège*.
- 26 janv. 1913. 120. DRESSE (EDMOND), industriel, 74, quai de Rome, *Liège*.
- 26 janv. 1913. 121. STIELS (ARNOLD), auditeur militaire honoraire, 4, place Saint-Michel, *Liège*.
- 26 janv. 1913. 122. DE ROSSIUS D'HUMAIN (baron CHARLES), 86, boulevard d'Avroy, *Liège*.
- 23 fév. 1913. 123. MOUTON-ALEXANDRE (M^{me} L.), 15, rue Volière, *Liège*.
- 23 fév. 1913. 124. JAMAR (M^{lle} LÉONIE), 19, rue St-Pierre, *Liège*.
- 25 avril 1913. 125. LALOUX (GEORGES), industriel, 2, rue Saint-Remy, *Liège*.
- 27 juin 1913. 126. FINCEUR (PAUL), professeur honoraire, 153, rue Eugène Van den Hof, à Robermont, *Grivegnée*.

- 25 juill. 1913. 127. GILBART (OLYMPE), échevin, 77, rue Fond-Pirette, *Liège*.
- 26 oct. 1913. 128. MONSEUR (FÉLICIEN), 11, rue Forgeur, *Liège*.
- 26 oct. 1913. 129. DUPONT (JACQUES), ingénieur, 34, rue Vautier, *Iaelles-Bruxelles*.
- 26 oct. 1913. 130. HENRY-COUNE (M^{me} L.), régente, 200, rue Lavanieste-Voie, *Liège*.
- 26 oct. 1913. 131. TRASENSTER-DE NEUVILLE (J.), ingénieur, 72, avenue Blonden, *Liège*.
- 26 oct. 1913. 132. DEMUNTER (VICTOR), agent de la Banque Nationale, 15, rue Lei, *Louvain*.
- 28 déc. 1913. 133. DE BEER (JOSEPH), 39, Rue Van Lint, *Bruxelles*.
- 22 fév. 1914. 134. FRÉSON (l'abbé E.), curé à *Thimister*.
- 22 fév. 1914. 135. PIETTE (F.), avocat, 3, place Delcour, *Liège*.
- 22 fév. 1914. 136. MÉDART (G.), 23, rue Mont-Saint-Martin, *Liège*.
- 29 mars 1914. 137. DE LAUNOIT-NAVEAU (PAUL), 28, avenue Rogier, *Liège*.
- 26 avril 1914. 138. DRESSE (ROBERT), industriel, 194, boulevard d'Avroy, *Liège*.
- 29 mai 1914. 139. DE PITTEURS DE BUDINGEN (baron HERMAN), banquier, 83, rue Louvrex, *Liège*.
- 29 mai 1914. 140. LEWUILLON, ingénieur, 65, avenue des Tilleuls, *Liège*.
- 28 nov. 1915. 141. DAWANS-BIAR (A.), ingénieur, 24, quai de Rome, *Liège*.
- 26 déc. 1915. 142. DELATTRE (HENRY), avocat, 70, rue Louvrex, *Liège*.
- 26 mars 1916. 143. DE MÉLOTTE (chevalier ADRIEN), 1, avenue du Hêtre, *Cointe (Liège)*.
- 26 janv. 1919. 144. GOBLET (NICOLAS), avocat, 114 boulevard de la Sauvenière, *Liège*.
- 26 janv. 1919. 145. DETAILLE (HUBERT), 79, rue du Parc, *Liège*.
- 26 janv. 1919. 146. SOMZÉ (L.), négociant, 90, rue Féronstrée, *Liège*.
- 26 janv. 1919. 147. RÉMONT (LÉOPOLD), 35, quai de la Grande-Bretagne, *Liège*.
- 26 janv. 1919. 148. GREINER (EMMANUEL), ingénieur, *Seraing*.
- 26 janv. 1919. 149. DE COUNE (HENRI), 25, avenue des Platanes, *Cointe (Liège)*.
- 26 janv. 1919. 150. ALEXIS (GEORGES), ingénieur, 29, rue Dartois, *Liège*.
- 30 mars 1919. 151. DAHMEN (MARCEL), à *Olne*.

- 30 mars 1919. 152. DE BUGGENOMS (LUDOVIC), 10, rue Rembrandt, *Bruxelles*.
- 25 avril 1919. 153. JEANNE (LÉON), 14, place des Déportés, *Liège*.
- 30 mai 1919. 154. BUISSERET (ROBERT), 31, rue St-Hubert, *Liège*.
- 30 mai 1919. 155. HEUVELMANS (EDGARD), rue Xhovémont, *Liège*.
- 30 mai 1919. 156. LALOUN (AUGUSTE), 17, boulevard d'Avroy, *Liège*.
- 30 mai 1919. 157. PROTIN (ROBERT), imprimeur, 24, rue Péronstrée, *Liège*.
- 30 mai 1919. 158. RENAUD (JOSEPH), 35, rue Naimette, *Liège*.
- 30 mai 1919. 159. VAN DURME (CHARLES), pharmacien, 74, rue Saint-Gilles, *Liège*.
- 27 juin 1919. 160. RENARD (ANDRÉ), 14, rue Fabry, *Liège*.
- 27 juin 1919. 161. JACOB (JULES), 20, rue Duvivier, *Liège*.
- 27 juin 1919. 162. NICOLAI (RENÉ), ingénieur, 70, rue Ambiorix, *Liège*.
- 27 juin 1919. 163. BORGNET (PAUL), industriel, 23, avenue Blonden, *Liège*.
- 27 juin 1919. 164. SÉLERIN (ÉMILE), architecte, 33, rue de la Liberté, *Liège*.
- 27 juin 1919. 165. SCHIAETZEN (chevalier MARCEL), 134, rue de la Loi, *Bruxelles*.
- 27 juin 1919. 166. DUFOUR (ANDRÉ), artiste peintre, 29, avenue Blonden, *Liège*.
- 27 juin 1919. 167. REMY (ALBERT), notaire, 12, place du Maréchal Foch, *Liège*.
- 27 juin 1919. 168. FRANÇOIS (NICOLAS), industriel, *Seraing*.
- 25 juill. 1919. 169. DE CUYPER (G.), sculpteur, 12, rue des Prébendiers *Liège*.
- 25 juill. 1919. 170. STREEL (GEORGES), docteur en médecine, à *Engis*.
- 26 oct. 1919. 171. DE SAUVAGE (chevalier ADRIEN), ingénieur, 18, rue Grandgagnage, *Liège*.
- 26 oct. 1919. 172. MOSSAY (JOSEPH), archiviste provincial, 51, rue Chéri, *Liège*.
- 30 nov. 1919. 173. PUTZEYS (FÉLIX), professeur émérite à l'Université, 1, rue Forgeur, *Liège*.
- 30 nov. 1919. 174. CHARLIER (M^{me} Veuve JEAN), 44, rue du Général Lemah, Etterbeek, *Bruxelles*.
- 25 janv. 1920. 175. RIGO (FRANÇOIS), 4, rue Fond-St-Servais, *Liège*.
- 29 fév. 1920. 176. ANTOINE (ARMAND), artiste peintre, 14, rue des Meuniers, *Liège*.

- 28 mars 1920. 177. DENIL (VINCENT), capitaine-commandant d'artillerie, E. M., 23 A., bureau postal 4, A. B. O.
- 30 avril 1920. 178. PENY (FRÉDÉRIC), agent de la Banque Nationale, 9, boulevard d'Avroy, *Liège*.
- 30 avril 1920. 179. DUMONT (LÉON), peintre, 30, rue Jonruelle, *Liège*.
- 30 avril 1920. 180. COMHAIRE (FERNAND), peintre, 65, Chaussée de Glain, à *Glain-lez-Liège*.
- 28 mai 1920. 181. DOSSIN-HALKIN (M^{me}), 418, rue Saint-Laurent, *Liège*.
- 30 juill. 1920. 182. ROBERT (M^{lle} LEONIE), régente, 25, rue Sainte-Marie, *Liège*.
- 30 juill. 1920. 183. BRACONIER (RAYMOND), château de *Modave*.
- 31 oct. 1920. 184. BRAIVE (HENRI), courtier en vins, 13, rue Nysten, *Liège*.
- 28 nov. 1920. 185. HANSON (GUSTAVE), avoué, 35, rue Beeckman, *Liège*.
- 28 nov. 1920. 186. LA VILLE DE SPA.
- 28 nov. 1920. 187. SERVAIS (JEAN), docteur en philosophie et lettres, 8, rue Joseph Demoulin, *Liège*.
- 28 nov. 1920. 188. BORDET, docteur en médecine, à *Francorchamps*.
- 28 nov. 1920. 189. WILLEMS (ALFRED), sculpteur ornementaliste, 48, rue Reynier, *Liège*.
- 28 nov. 1920. 190. DE CLOSSET (FERNAND), 2, rue de Harlez, *Liège*.
- 31 déc. 1920. 191. GRYSPEERT (MARCEL), orfèvre, 109, boulevard de la Sauvenière, *Liège*.
- 31 déc. 1920. 192. FERRAND (JACQUES), 20, avenue de l'Exposition, *Liège*.
- 31 déc. 1920. 193. GEORGE (HYACINTHE), professeur à l'Athénée royal, 27, rue André Dumont, *Liège*.
- 31 déc. 1920. 194. POLET (GEORGES), capitaine, 12, rue des Clarisses, *Liège*.
- 31 déc. 1920. 195. FRÉSART (CHARLES), 9, rue Sœurs-de-Hasque, *Liège*.
- 28 janv. 1921. 196. FONDER (ERNEST), ingénieur, 48, rue du Pont-d'Ile, *Liège*.
- 28 janv. 1921. 197. HAMAL (JULES), 14, rue Dossin, *Liège*.
- 28 janv. 1921. 198. HAMAL (GEORGES), 10, quai Orban, *Liège*.
- 25 mars 1921. 199. STIELS-VAILLANT (M^{me}), 4, place St-Michel, *Liège*.
- 25 mars 1921. 200. LEYNEN (M^{lle} L.), institutrice, 64, rue du Coq, *Liège*.
- 25 mars 1921. 201. TOUSSAINT (ROBERT), 14, rue Sœurs-de-Hasque, *Liège*.
- 25 mars 1921. 202. FRYNS (OSCAR), 48, rue de la Station, *Jemeppe-sur-Meuse*.

- 29 avril 1921. 203. NAVEAU (M^{me} Veuve LÉON), château de Bommershoven, par *Jesserén* (Limbourg).
- 29 avril 1921. 204. VAN ZUYLÉN (JOSEPH), château d'*Argenteau*.
- 29 avril 1921. 205. KUTTGENS (MAX), 4, place Saint-Jacques, *Liège*.
- 29 avril 1921. 206. LIMBOURG (LÉON), agent de change, 8, place des Franchises, *Liège*.
- 29 avril 1921. 207. SCHRAEPEN (HUMERT), agent de change, 41, rue du Pot d'Or, *Liège*.
- 29 avril 1921. 208. DELJARDIN (JULES), notaire, 28, rue du Jardin Botanique, *Liège*.
- 27 mai 1921. 209. BONIVER (François), colonie scolaire liégeoise de *Franchinout* (Theux).
- 27 mai 1921. 210. HARDY (GASTON), docteur en médecine, 186, rue St-Laurent, *Liège*.
- 24 juin 1921. 211. COLLEYE (HUMERT), homme de lettres, 12, rue Anselmo, *Anvers*.
- 22 juill. 1921. 212. LALOUX (PIERRE), docteur en droit, 2, rue Saint-Remy, *Liège*.
- 22 juill. 1921. 213. DE HARENNE (HERMAN), rue de la Boverie, *Liège*.
- 25 nov. 1921. 214. GHINET (LÉON), expert d'art, 102, rue Paradis, *Liège*.
- 25 nov. 1921. 215. BRINHE (M^{me} Veuve PAUL), 212, rue Fond Pirette, *Liège*.
- 25 nov. 1921. 216. GÉRIMONT (ÉDOUARD), 51, rue de Trazegnies, *Scllessin*.
- 25 nov. 1921. 217. MESSENS (CORNEILLE), chef du secrétariat à la Vieille-Montagne, 53, quai de Rome, *Liège*.
- 30 déc. 1921. 218. PETIT DE THOZÉE (CHARLE), 55, rue des Augustins, *Liège*.
- 27 janv. 1922. 219. GRÉGOIRE (M^{lle} LÉONIE), directrice d'école communale, 91, rue Frédéric Nyst, *Liège*.
- 27 janv. 1922. 220. NANDRIN (FRÉDÉRIC), 25, boulevard Frère-Orban, *Liège*.
- 27 janv. 1922. 221. SACRÉ (MARCEL), industriel, 58, quai de l'Ourthe, *Liège*.
- 27 janv. 1922. 222. CAPELLE (RENÉ), 29, rue du Palais, *Ferviers*.
- 27 janv. 1922. 223. LOUSBERG (ADOLPHE), avocat, 7, place Rouveroy, *Liège*.
- 27 janv. 1922. 224. FRÉSART (ALBERT), 9, rue Sœurs-de-Hasque, *Liège*.
- 24 fév. 1922. 225. ELSÉN (M^{me} ALFRED), 123, avenue de France, *Anvers*.
- 24 fév. 1922. 226. OPHOVEN-FRAIPONT (HENRI), 19, rue Mont-Saint-Martin, *Liège*.

- 24 fév. 1922. 227. PHOLIEN (RAYMOND), 2, rue Sainte-Croix, *Liège*.
- 31 mars 1922. 228. BERNIMOLIN (M^{lle} LAURE), 52, rue Mont-Saint-Martin, *Liège*.
- 31 mars 1922. 229. WILL (M^{lle} BERTHE), 27, rue Feronstrée, *Liège*.
- 31 mars 1922. 230. VAN ZUYLEN (JOSEPH), 37, boulevard Frère-Orban, *Liège*.
- 31 mars 1922. 231. TANCRIÉ (ÉDOUARD), 79, rue de Cointe, *Liège*.
- 31 mars 1922. 232. BROUHA (MAURICE), docteur en médecine, 50, rue Darchis, *Liège*.
- 28 avril 1922. 233. DEBOUGNOUX (M^{lle} MARIA), régente à l'École Normale, 9, rue Boyv, *Liège*.
- 28 avril 1922. 234. PIRNAY (M^{lle} LÉONIE), professeur d'histoire de l'art, 81, rue Hocheporte, *Liège*.
- 26 mai 1922. 235. POLAIN (M^{me} Veuve MARIE), 7, quai de la Boverie, *Liège*.
- 26 mai 1922. 236. JOURDAIN (ARMAND), licencié en sciences commerciales, 226, rue des Vennes, *Liège*.
- 30 juin 1922. 237. DURIEUX (LÉON), directeur de la *Belgique Industrielle*, 35, quai Marcellis, *Liège*.
- 30 juin 1922. 238. FALLOISE (JOSEPH), ingénieur, 7, rue de Chestret, *Liège*.
- 28 juill. 1922. 239. JACOB (LÉON), notaire, à *Warsage*.
- 28 juill. 1922. 240. FOIDART (JULES), professeur honoraire, 28, rue Étienne Soubre, *Liège*.
- 28 juill. 1922. 241. NIVETTE (JOSEPH), attaché au secrétariat de la Vieille-Montagne, 33, rue Large, *Chénée*.
- 27 oct. 1922. 242. PEUTEMAN (JULES), archéologue, 48, route de Lambermont, *Ferviers*.
- 27 oct. 1922. 243. HENRION (ALPHONSE), 19, rue Ernest de Bavière, *Liège*.
- 24 nov. 1922. 244. GÉRIMONT (M^{me} ÉDOUARD), 51, rue de Trazegnies, *Sclessin*.
- 24 nov. 1922. 245. LAMBINET (ADOLPHE), conseiller à la Cour d'Appel, 47, rue Bassenge, *Liège*.
- 24 nov. 1922. 246. FROIDCOURT (GEORGES), substitut du procureur du Roi, 16, rue de Spa, *Liège*.
- 24 nov. 1922. 247. WILMOTTE (LÉON), employé de banque, Place Antoine Grégoire, *Tihange*.
- 29 déc. 1922. 248. MONS (ALPHONSE), 44, rue Neuvice, *Liège*.
- 29 déc. 1922. 249. FEYS-DE LEXHUY (LOUIS), ingénieur, à *Hollogne-aux-Pierres*.

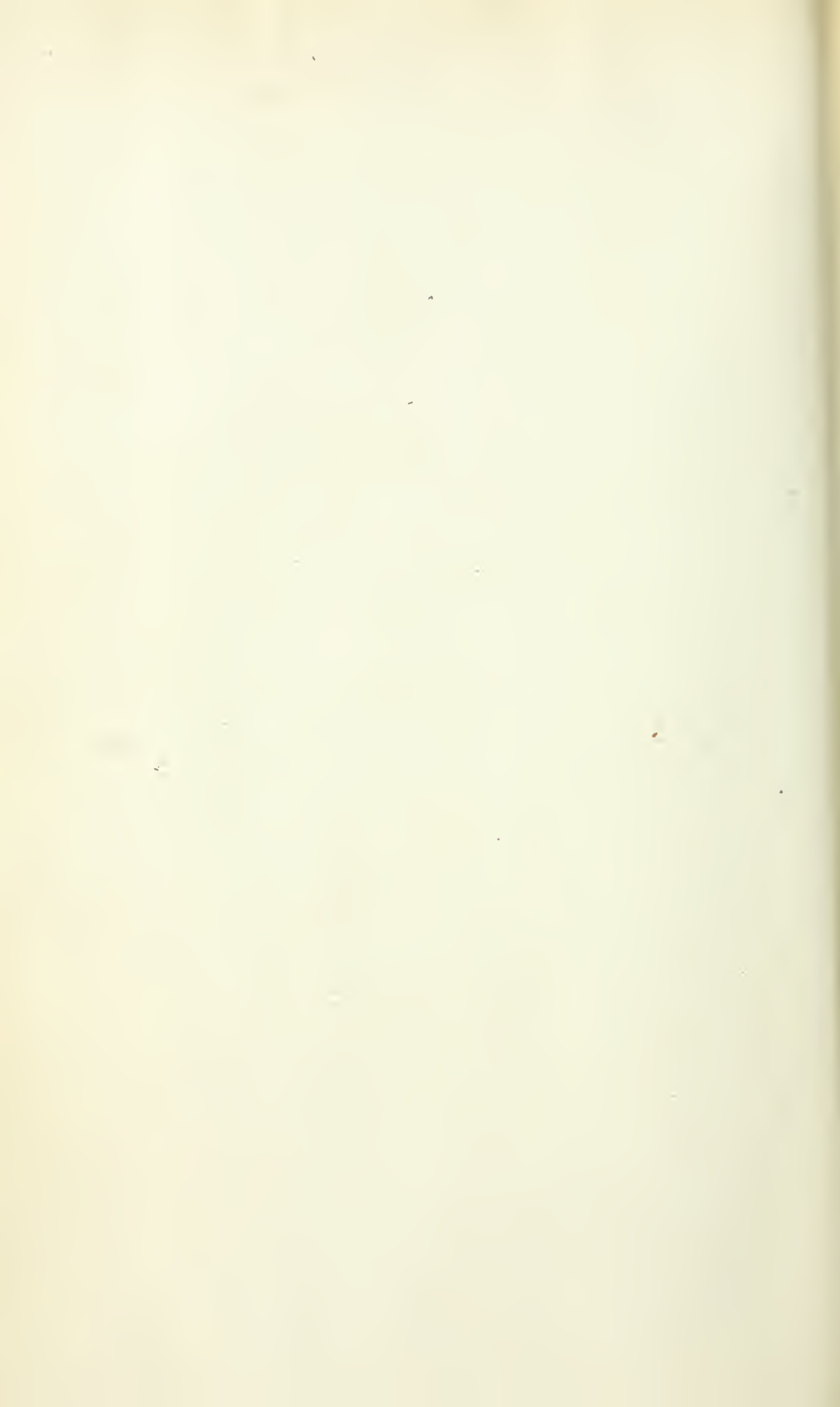
- 29 déc. 1922. 250. HENNEN (GUILL.), archiviste, 62, rue Ambiorix, *Liège*.
- 29 déc. 1922. 251. VERJANS (abbé), curé à *Eben-Emael*.
- 26 janv. 1923. 252. FRENAY (GUILLAUME), industriel, 6, rue Petit Fossé, *Maastricht*, (Hollande).
- 26 janv. 1923. 253. THIRY (GEORGES), 10, rue de la Province, *Liège*.
- 26 janv. 1923. 254. LEGRAND (EDMOND), percepteur des postes, 23, rue du Général Bertrand, *Liège*.
- 23 fév. 1923. 255. SILVERYSER (l'abbé FLORENT), aumônier, à *Herck, la-Ville*.
- 23 fév. 1923. 256. LONAY (H.), professeur à l'Université, 69, rue Wazon *Liège*.
- 30 mars 1923. 257. DE LOOZ-CORSWAEM (Comte LOUIS), 122, rue du Trône, *Bruxelles*.
- 30 mars 1923. 258. LISSOIR (LOUIS), 58, rue Jean d'Outremeuse, *Liège*.
- 30 mars 1923. 259. THONNARD (D.), 55, quai d'Amersœur, *Liège*.
- 30 mars 1923. 260. FRÉSON (ARMAND), avocat, 53, rue de Selessin, *Liège*.
- 30 mars 1923. 261. HEUSE (HENRI), avocat, 11, place Xavier Neujean, *Liège*.
- 27 avril 1923. 262. LAMOUREUX (IVAN), 162, rue de Fragnée, *Liège*.
- 27 avril 1923. 263. FRAIPONT-MAGNÉE (JOSEPH), 14, Place du Pont, *Chênée*.
- 27 avril 1923. 264. BURETTE (HUBERT), 338, rue de Herve, *Bois-de-Brene*.
- 27 avril 1923. 265. PHILIPPART (AUGUSTE), officier de réserve, 38, rue des Vennes, *Liège*.
- 27 avril 1923. 266. BONHOMME (GEORGES), docteur en sciences historiques, bibliothécaire-adjoint à l'Université de Liège, rue de Cointe, 51, *Liège*.
- 25 mai 1923. 267. PAQUE (M^{lle} CHARLOTTE), régente à l'École moyenne, 27, rue de Kinkempois, *Liège*.
- 25 mai 1923. 268. YERNAUX (JEAN), conservateur-adjoint des Archives de l'Etat, 41, Avenue du Luxembourg, *Liège*.
- 29 juin 1923. 269. TECQMENNE (Ch.), docteur en médecine, 11, rue des Augustins, *Liège*.
- 29 juin 1923. 270. BUQUET (HENRI), 71, faubourg Saint-Martin, *Paris*.
- 29 juin 1923. 271. LINTERMANS (MAURICE), chef de service aux Cristalleries du Val-Saint-Lambert, 34, rue de Renory, *Kinkempois-les-Liège*.
- 29 juin 1923. 272. LINTERMANS (M^{me}), 34, rue de Renory, *Kinkempois-les-Liège*.

- 27 juil. 1923. 273. DESSART (ALBERT), docteur en droit, 34, quai de Carmes, Jemeppe s/M.
- 27 juil. 1923. 274. DODÉMONT (URBAIN), secrétaire de la Société archéo-historique, *Vîsè*.
- 27 juil. 1923. 275. SWYSEN (LÉONTINE), institutrice, 29, rue des Fories, *Liège*.
- 26 oct. 1923. 276. DOSSIN-RENAUD (M^{me}), 7, rue Fabry, *Liège*.
- 26 oct. 1923. 277. RAICK (LOUIS), fabricant d'armes, 26, rue Grandgagnage, *Liège*.
- 26 oct. 1923. 278. THYSSEN (HENRY), chef de travaux à l'Université, 83, rue de la Cathédrale, *Liège*.
- 30 nov. 1923. 279. LAPORT (GEORGES), 17, rue des Anges, *Liège*.
- 30 nov. 1923. 280. RENARD (ARMAND), industriel, 25, quai St-Léonard, *Liège*.
- 30 nov. 1923. 281. BRONNE (LOUIS), ingénieur, 30, rue du Vieux-Mayeur, *Liège*.
- 28 déc. 1923. 282. PHOLIEN (AUGUSTE), lithographe, 57, rue Sur-la-Fontaine, *Liège*.
- 28 déc. 1923. 283. EGGERMONT (A.), château de Leignon, *Leignon*.
- 25 janv. 1924. 284. LOHEST (CASSIAN), avocat, 23, rue de Sélvs, *Liège*.
- 29 fév. 1924. 285. THONE (GEORGES), imprimeur, 13, rue de la Commune, *Liège*.
- 29 fév. 1924. 286. GOFFIN (ALBERT), administrateur à la Banque Liégeoise, 10, quai Marcellis, *Liège*.
- 29 fév. 1924. 287. GOFFIN (M^{me} ALBERT), 10, quai Marcellis, *Liège*.
- 29 fév. 1924. 288. DEBOUXHTAY (PIERRE), 2, rue des Croisiers, *Liège*.
- 29 fév. 1924. 289. WILMOTTE (JOSEPH), sculpteur, 14, rue des Fossés, *Liège*.
- 28 mars 1924. 290. GÉRARD (ERNEST), chef de bureau au Gouvernement Provincial, 19, rue de Huy, *Liège*.
- 28 mars 1924. 291. DEMARTEAU (BERTHE), 29, rue de Buy, *Liège*.
- 28 mars 1924. 292. DEMARTEAU (VALENTINE), 29 rue de Huy, *Liège*.
- 28 mars 1924. 293. FONTAINE-LAMARCHIE (JULES), rue des Cailloux, *Cointe-Liège*.
- 28 mars 1924. 294. POLAIN (LOUIS), 80, rue Henri Maus, *Liège*.
- 25 avril 1924. 295. NILLES (AUGUSTE), 56, rue Bonne Nouvelle, *Liège*.
- 25 avril 1924. 296. MALHERBE (MAURICE), *Walcourt*.
- 25 avril 1924. 297. HANS (HENRI), docteur en médecine, 44, rue de Dison, *Ferviers*.
- 25 avril 1824. 298. GRONDAL (GUILLAUME), 4, rue du Gymnase, *Ferviers*.

- 30 mai 1924. 299. VERCHEVAL-BURY (F.), 14, place de la Licour, *Herstal*.
- 30 mai 1924. 300. PLEIN (PIERRE), 6, place Paul Janson, *Liège*.
- 17 juin 1924. 301. CISELET (ÉDOUARD), vérificateur des contributions, 667, rue Prayon, *Forêt-Trooz*.
- 31 oct. 1924. 302. LOIHEST (PHILIPPE), architecte, rue de Selys, 23, *Liège*.
- 31 oct. 1924. 303. DEWANDRIE (GERMAIN), industriel, 227, route de Jupille, *Bressour*.
- 31 oct. 1924. 304. RAICK (FÉLIX), 201, rue des Venues, *Liège*.
- 31 oct. 1924. 305. COLLARD (JACQUES), avocat, rue de Tongres, Devant-le-Pont, *Vise*.
- 31 oct. 1924. 306. LOVIENS (PAUL), 1, rue Curtius, *Liège*.
- 28 nov. 1924. 307. ILARSIN (PAUL), docteur en Philosophie, 62, rue Henricourt, *Liège*.
- 28 nov. 1924. 308. CANOY (PAUL), 84, boulevard d'Avroy, *Liège*.
- 28 nov. 1924. 309. FONSNY (HENRY), 53, rue Rogier, *Verviers*.
- 28 nov. 1924. 310. DE HASSE DE VILLERS (M^{me} la Comtesse), 26, boulevard de la Constitution, *Liège*.
- 28 nov. 1924. 311. DE BAST (JENNY), 35, rue St-Gilles, *Liège*.
- 28 nov. 1924. 312. BOUILLENNE (SUZANNE), 18, rue Renoz, *Liège*.
- 28 nov. 1924. 313. SENTRON (SUZANNE), 113, rue de Fragnée, *Liège*.
- 28 nov. 1924. 314. LHOEST (HÉLÈNE), 20, rue Basse-Wez, *Liège*.
- 28 nov. 1924. 315. DELIÈGE (CHARLES), avocat, 30, rue Fabry, *Liège*.
- 28 nov. 1924. 316. DEFIZE (ALFRED), artiste peintre, 10, Thier de la Fontaine, *Liège*.
- 19 déc. 1924. 317. DE JAMBLINNE DE MEUX (Général Baron), directeur honoraire du Musée Royal de l'Armée, 42, Square Ambiorix, *Bruxelles*.
- 19 déc. 1924. 318. HARMEL (CHARLES), directeur des tramways Est-Ouest, 52bis rue Mont-Saint-Martin, *Liège*.
- 19 déc. 1924. 319. BÉDUWÉ (JEAN), industriel, 21, rue Paradis, *Liège*.
- 19 déc. 1924. 320. LYNA (J.), conservateur-adjoint des Archives de l'État, *Hasselt*.
- 19 déc. 1924. 321. MÉDARD (MICHEL), préparateur à l'Université, 138, rue du Champ des Manœuvres, *Bressour*.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Jules Delheid. — Rapport sur les travaux de l' <i>Institut archéologique liégeois</i> pendant l'année 1923	v
F. Pholien. — Rapport du Trésorier sur l'exercice 1923 et sur la situation financière au 31 décembre 1923	xvii
— Liste des Dons, Dépôts et Achats (Année 1923)	xx
— Situation de la Bibliothèque (1923)	xxiii
Th. Gobert. — Imprimerie et Journaux à Liège sous le régime français	1
J. Lyna. — Les Bonnes Villes du comté de Looz. — L'adoption du droit liégeois et leur origine	65
J. Gessler. — La chartre de Brusthem (1175). Edition critique et traduction	77
D^r B. Wibin. — Découverte d'un cimetière franc à Amay. — Compte rendu de fouilles opérées en l'année 1915 par les D ^{rs} B. Wibin et H. Davin	95
J. Breuer. — Artistes étrangers de passage au pays de Liège à la fin du XVIII ^e siècle	111
Tableau des membres de l' <i>Institut archéologique liégeois</i> (au 31 décembre 1924)	1



DH
801
L5I5
t.47-49

Institut archéologique
liégeois
Bulletin

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY
